

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté d'éducation

La transposition des savoirs savants dans les manuels d'*Histoire et éducation à la citoyenneté* et d'*Histoire du Québec et du Canada* au deuxième cycle à l'école secondaire québécoise

par

Simon-Pierre Chaplain-Corriveau

Essai présenté à la Faculté d'éducation

en vue de l'obtention du grade de

Maître en éducation

Maîtrise en enseignement au secondaire – cheminement qualifiant

Août 2020

© Simon-Pierre Chaplain-Corriveau, 2020

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté d'éducation

La transposition des savoirs savants dans les manuels d'*Histoire et éducation à la citoyenneté* et d'*Histoire du Québec et du Canada* au deuxième cycle à l'école secondaire québécoise

par

Simon-Pierre Chaplain-Corriveau

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Rania El Bilani

Directrice de la recherche

Université de Sherbrooke

André Poulin

Membre du jury

Université de Sherbrooke

Mémoire accepté le 05-10-2020

SOMMAIRE

En 2017, le gouvernement du Québec officialisait la mise en vigueur de la réforme restructurant le programme d'*Histoire et éducation à la citoyenneté* du 2^e cycle du secondaire. Depuis sa création, ce dernier avait suscité une polémique autour des savoirs qu'il présentait et de l'importance qu'il accordait au développement des compétences. La présente recherche a pour objectif de relier les savoirs contenus dans le nouveau programme d'Histoire du Québec et du Canada à leur historiographie. En considérant qu'il existe plusieurs lectures de l'histoire de la francophonie canadienne, il semble pertinent de réfléchir au programme par le biais des débats scientifiques. Quelle est la lecture historique proposée à l'École secondaire? L'étude problématise le rapport articulé entre les savoirs à enseigner du curriculum d'histoire au deuxième cycle du secondaire et la sphère discursive formée par les professionnels de l'histoire. Elle cherche à examiner la transposition didactique qui s'est opérée entre les savoirs scientifiques composés par les historiens et le contenu défini dans les manuels scolaires. Dans cette optique, la présente étude, de nature qualitative, se limite à faire l'analyse de manuels d'histoire approuvés pour les réformes de 2006 et de 2017 selon une gamme de thèmes tirés de l'historiographie de la francophonie canadienne afin de mieux comprendre les enjeux théoriques qu'elle recoupe et de poser des balises dans l'interprétation du matériel didactique qu'il m'est demandé d'opérer à titre d'enseignant en univers social. Elle observe ainsi une revalorisation de l'histoire politique. Ce nouvel accent a permis aux manuels de 2017 d'incorporer certains savoirs scientifiques des plus jeunes générations d'historiens sans perdre pour autant le désir de faire parler des historiens ayant des opinions différentes.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : LA PROBLÉMATIQUE.....	3
1.1 Mise en contexte	3
1.2 Revue de littérature	5
1.2.1 Les réactions à la réforme de 2006	5
1.2.2 <i>Le Sens de l'histoire</i> de 2014	7
1.2.3 L'enseignement de l'histoire, un enjeu théorique	15
1.2.4 Les manuels d'histoire entre historiens et didacticiens	28
1.3 La formulation du problème et de la question générale.....	36
CHAPITRE 2 : LE CADRE DE RÉFÉRENCE	38
2.1 Cadre de référence en pédagogie	38
2.1.1 La transposition didactique.....	38
2.1.2 La conception des manuels.....	40
2.2 Cadre de référence des savoirs savants en histoire	44
2.2.1 L'histoire économique et sociale, une premier courant.....	47
2.2.2 L'histoire normale ou révisionniste, un deuxième courant	48
2.2.3 L'histoire des post-révisionnistes, une troisième courant	50
2.3 Questions de recherche spécifiques	52
CHAPITRE 3 : LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE.....	54
3.1 Les méthodes de collecte et d'analyse de données	54
3.2 Limites de la recherche	57
3.3 Les considérations éthiques	58
CHAPITRE 4 - DISCUSSION	60
4.1 La Nouvelle-France, un âge d'or?	60
4.2 La conquête, une catastrophe ou une guerre parmi tant d'autres?	64
4.3 Les rébellions, mouvement retardataire ou occasion manquée?.....	69
4.4 La formation de la fédération canadienne.....	74
4.5 Le début du XX ^e siècle	78
4.6 La modernisation de la société québécoise, une révolution tranquille?.....	84

5. CONCLUSION.....	91
5.1 Économie	92
5.2 Politique	94
5.3 Religion.....	99
5.4 Perspectives futures	102
 BIBLIOGRAPHIE	 105
 ANNEXE 1 : LA NOUVELLE-FRANCE DANS <i>PRÉSENCES</i> 2006.....	 113
 ANNEXE 2 : LA NOUVELLE-FRANCE DANS <i>PÉRIODES</i> 2017	 1255
 ANNEXE 3 : LE CHANGEMENT D’EMPIRE DANS <i>PRÉSENCES</i> 2006.....	 1455
 ANNEXE 4 : LE CHANGEMENT D’EMPIRE DANS <i>PÉRIODES</i> 2017	 1533
 ANNEXE 5 : LES LUTTES NATIONALES DANS <i>PRÉSENCES</i> 2006	 1688
 ANNEXE 6 : LES LUTTES NATIONALES DANS <i>PÉRIODES</i> 2017	 18080
 ANNEXE 7 : LA FÉDÉRATION CANADIENNE DANS <i>PRÉSENCES</i> 2006.....	 2044
 ANNEXE 8 : LA FÉDÉRATION CANADIENNE DANS <i>PÉRIODES</i> 2017.....	 2166
 ANNEXE 9 : LE DÉBUT DU XXE SIÈCLE DANS <i>PRÉSENCES</i> 2006.....	 2366
 ANNEXE 10 : LE DÉBUT DU XXE SIÈCLE DANS <i>PÉRIODES</i> 2017	 2477
 ANNEXE 11 : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DANS <i>PRÉSENCES</i> 2006	 281
 ANNEXE 12 : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DANS <i>PRÉSENCES</i> 2017	 292

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1. Les courants historiques selon Lemieux (2014).....	30
FIGURE 2. Les résultats de Lemieux (2014)	12532
FIGURE 3. Les résultats de Lemieux (2014)	34
FIGURE 4. La conception chez Clément (2014).....	15342
FIGURE 5. La transposition didactique chez Clément et <i>al.</i> (2014).....	16843
FIGURE 6. Grille d'analyse	16856

LISTE DES ABRÉVIATIONS

HEC	Histoire et éducation à la citoyenneté
HQC	Histoire du Québec et du Canada

« L'histoire est faite pour amuser les historiens, c'est tout. »

Paul Veyne, (1971)

REMERCIEMENTS

Grand merci à madame Rania El Bilani sans qui ce projet n'aurait pu jamais s'achever.

INTRODUCTION

Depuis 2014, le gouvernement du Québec a œuvré à la confection d'un nouveau programme pour le cours qui s'intitule désormais *Histoire du Québec et du Canada* (HQC). Ce nouveau programme remplace son prédécesseur, le programme d'*Histoire et éducation à la citoyenneté* (HEC), adopté en 2006, qui n'avait pas fait l'unanimité. Un long débat sociétal s'était envenimé dans la presse polarisant ses partisans et ses opposants depuis sa création. Pour certains, le programme était signe de nouveauté, répondait mieux aux exigences pesant sur l'enseignement de la discipline historique à ce début du XXI^e siècle. Pour d'autres, le programme était inquiétant. Certains de ses détracteurs lui reprochaient d'être trop sévèrement attaché à un enseignement relevant du concept théorique de la « compétence », portant ombrage à l'acquisition des savoirs traditionnels et occultant la trame narrative faisant l'histoire nationale de la province comme elle le méritait. Alors jeune enseignant en histoire, spécialiste dans ma discipline, cette transition entre le programme de 2006 et de 2017 piqua ma curiosité. La présente recherche pose la question des savoirs des cours d'Histoire et éducation à la citoyenneté et d'Histoire du Québec et du Canada. Ces derniers ont-ils changé d'un cours à l'autre?

Ce questionnement a été enrichi par une grille de lecture tirée à même l'historiographie de la francophonie canadienne (cadre enrichi par la perspective d'universitaires canadiens). La présente recherche parcourt trois grands courants, soit trois grands axes d'analyse de l'historiographie de la francophonie canadienne, afin d'identifier un cadre conceptuel susceptible d'éclairer l'examen des manuels d'Histoire et éducation à la citoyenneté et d'Histoire du Québec et du Canada. La contribution de la recherche se limite à joindre des grands titres de l'historiographie de la francophonie canadienne à une réflexion pédagogique sur les savoirs. Elle tente de tracer le lien de filiation entre ces deux différentes réformes et le travail historiographique produit en milieux académiques.

L'examen ainsi encadré propose une analyse thématique qualitative. C'est en se fiant à une série de thèmes tirés directement de l'historiographie que l'on retracera la présentation des savoirs faite dans les cours de 2006 et de 2017. L'on tient à fournir une preuve détaillée pour recréer le processus de réflexion qui sera ultérieurement discuté. Le présent essai commencera par présenter,

dans un premier chapitre, les réflexions ancrées dans mon contexte professionnel qui ont conduit à la formulation de questionnements précis et balisés par une revue de littérature : le premier chapitre présentera la problématique. Le cadre de référence et les réflexions méthodologiques que l'on s'est posées, toujours dans cet effort de planifier le projet de recherche, figurent respectivement au deuxième et au troisième chapitres. Le quatrième chapitre compose le cœur du rapport en discutant des résultats listés dans les différentes annexes. Y sont présentées, période par période, les observations faites à partir des manuels de 2006 et de 2017. La conclusion clôt le tout en revenant sur chacun des thèmes historiographiques analysés pour mieux comprendre où se situent les savoirs des programmes de 2006 et de 2017 de l'historiographie de la francophonie canadienne. Sans verser dans le jugement de valeur, sans encenser ou condamner les continuités et les ruptures faites dans les manuels, l'analyse enrichira les pensées des prochains chercheurs qui prendront le flambeau et iront scruter les autres aspects curriculaires des réformes de 2006 et de 2017.

CHAPITRE 1

LA PROBLÉMATIQUE

1.1 Mise en contexte

C'est pendant l'été 2015 que je plongeai, par l'entremise d'un remplacement urgent, dans le curriculum du cours d'Histoire et éducation à la citoyenneté (HEC) offert dans les écoles québécoises alors même que je commençais, après ma maîtrise en histoire, mes études supérieures en éducation. Jeune enseignant, je fus ravi que l'on me confie une quarantaine d'étudiants gatinois en difficulté et s'étant butés à l'examen ministériel d'histoire. Il faut savoir que le cours d'HEC de 4^e secondaire était un cours d'une grande importance parmi ceux regroupés sous l'étiquette de l'univers social. Comme il est avancé dans l'évaluation des apprentissages à l'Article 32 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2015), les quatre unités qui lui sont attitrées sont requises pour l'obtention du diplôme d'études secondaires. En faisant un peu de recherche lorsque vint le temps de planifier mon enseignement, je m'aperçus des défis qui se dressaient devant moi. Plus de 26% des élèves sur l'ensemble de la province échouaient leur première tentative à cette épreuve (Mathieu, 2013). Cette quarantaine d'élèves qui éprouvaient des difficultés en histoire et que l'on me demandait d'aider dévoilait en quelque sorte les enjeux de l'enseignement de l'histoire du Québec et du Canada au secondaire.

Le cours d'Histoire et éducation à la citoyenneté (HEC) de la quatrième secondaire avait été conçu en suivant un patron réputé comme très novateur qui avait été imposé à l'époque du renouveau pédagogique de l'année 2006. En fait, le cours d'HEC de la 4^e secondaire était le deuxième volet d'un enseignement adressé à l'ensemble du deuxième cycle du secondaire (Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport, 2006a). Commenant ce deuxième cycle, les élèves de troisième année faisaient alors un survol complet de la trame chronologique du Québec et du Canada. Quatre grandes périodes divisaient ce cours. Celle des premiers occupants s'initiait à l'arrivée des groupes autochtones, des premiers occupants du Canada, par le détroit de la Béringie. Elle s'étalait, disons, des années -30 000 à 1608 et représentait une période dans laquelle la culture des premiers occupants dominait le continent nord-américain. La deuxième période

isolait le régime français en partant de la fondation de l'Habitation, et conséquemment de la ville de Québec par Champlain, pour finir avec le traité de Paris et la Proclamation royale de 1763 cédant les colonies nordiques d'Amérique à la couronne anglaise. La troisième période, celle du régime britannique, s'amorçait avec la disparition du régime français pour prendre fin au moment de la création en 1867 de la fédération canadienne. De cet épisode jusqu'à aujourd'hui, le programme encadrait les événements de la période dite contemporaine. Rien de trop spécial par rapport à cette périodisation à première vue. Ce qui est capital de comprendre, c'est que les cours de troisième et quatrième secondaires d'HEC forçaient les élèves à traverser l'entièreté de cette chronologie à plusieurs reprises. En troisième secondaire, on demandait aux élèves d'assimiler essentiellement les repères chronologiques du récit historique en question. Or, l'année suivante, l'enseignant et les élèves devaient revisiter plusieurs fois chacune de ces périodes dans l'optique de certains thèmes. Si les quatre périodes historiques demeuraient des piliers du programme en quatrième année (Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport, 2006a), chacun des thèmes serait présenté en traversant cette périodisation. Le cours de quatrième secondaire était donc structuré autour d'eux : le premier était Population et du peuplement, le deuxième celui de l'Économie et du développement, le troisième de la Culture et des mouvements de pensée et le quatrième du Pouvoir et des pouvoirs (Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport, 2006a). De -30 000 à aujourd'hui, sur le plan de la démographie, on demandait à l'élève d'interpréter des réalités sociales. Et on lui demandait de le refaire en fait pour chacun des thèmes, sur le plan de l'économie, de l'histoire des idées et de l'histoire politique en s'attardant parfois à des exemples très précis.

Historien de formation, je me forgeai rapidement une opinion quant à cette manière de fonctionner. Peut-être qu'il est bon de relater mes pensées à l'époque pour mieux comprendre comment a été initié le processus de recherche ici proposé. Je me rappelle très bien d'avoir trouvé le cours de quatrième année particulièrement pénible à enseigner. Cela non pas parce que la matière était ennuyeuse, au contraire, mais bien parce que l'organisation de la matière comportait, à mes yeux, son lot de lacunes. Je constatai tout d'abord que la plupart de mes étudiants se souvenaient seulement assez de leur cours d'histoire de troisième année pour être désintéressés par la matière. Leur perspective? L'enseignant répétait ce qui avait été dit en troisième année, mais la matière était désormais évaluée dans le détail et par des liens abstraits. Le curriculum demandait par quatre fois de parcourir la chronologie complète en quatrième année en faisant les quatre lectures thématiques. Quel découragement pour certains de mes élèves lorsqu'on revenait aux premiers

occupants une troisième fois en commençant le module Culture et mouvements de pensée. Lorsqu'on recommença la chronologie une quatrième fois avec Pouvoir et pouvoirs, mes élèves étaient tout simplement exaspérés. Que mes observations sur le programme soient exactes ou non ici n'est pas crucial, j'étais jeune enseignant faisant mes armes dans le métier. Ce qu'il faut constater, c'est qu'elles me forcèrent à adopter une attitude critique par rapport au programme que j'enseignai. De cet exercice naquit mon projet de recherche.

1.2 Revue de littérature

1.2.1 Les réactions à la réforme de 2006

Je n'étais pourtant pas le seul à me questionner sur l'enseignement de l'histoire au deuxième cycle. Quelques brochures tirées ici et là, principalement d'archives journalistiques m'ont permis de survoler l'ampleur de la polémique qu'a engendrée la réforme de 2006 et de mieux contextualiser mon problème d'intérêt. Brossons un tableau sommaire de ce qui s'est passé lors de l'élaboration des cours d'histoire à partir des débats qu'ils ont suscités sur la place publique en faisant directement parler quelques-uns de leurs ténors. Bien que cette parenthèse historique soit générale, la faire est capital pour l'exercice de problématisation qui suit. Elle nous permet de constater : 1) que différentes lectures ont été faites du programme d'HEC, 2) que ces lectures sont le socle qui explique le contexte ayant mené à la réforme du programme de 2017, 3) que la question des contenus des cours de 2006 et 2017 est omniprésente dans le discours des partisans et des détracteurs de ces différents programmes et que 4) ces lectures reposent sur différentes valeurs et interprétations faites de l'histoire de la francophonie canadienne. Nous corroborons l'analyse de Marie-Christine Poulin (2015), spécialiste de ce débat, qui a dénombré les propos tenus par les uns et les autres pour soutenir le programme d'HEC ou pour s'y opposer.

Remontons à la fin des années 2000 pour y voir plus clair. Félix Bouvier, à l'Université de Trois-Rivières, publiait alors un *Bilan du débat relatif au programme histoire et Éducation à la citoyenneté en deuxième cycle de l'Ordre d'enseignement secondaire qui a eu cours au Québec en 2006-2007* commentant le nouveau programme d'Histoire et éducation à la citoyenneté qu'en était venu à adopter le gouvernement du Québec. Pour lancer son commentaire, Bouvier (2008) remonte en 2006, année où la version provisoire du programme avait été adoptée. En mentionnant un article publié dans *Le Devoir*, Bouvier expose une interprétation pessimiste des intentions se

tramant derrière le programme d'HEC. Ce dernier n'était-il pas « "moins conflictu[el]", "moins politique", et davantage "pluri[el]" », notamment en accordant une place plus importante [...] aux groupes non francophones » (Robitaille, 2008)? Ne s'était-il pas inspiré auprès de l'historien « très critique du nationalisme » Jocelyn Létourneau et de l'historien-didacticien Jean-François Cardin, tous deux de l'Université Laval (Robitaille, 2008)? Or, le même jour où cet article de presse était publié, le ministre de l'Éducation du Québec du moment, Jean-Marc Fournier, prenait la défense du programme nouvellement inauguré (Bouvier, 2008). Selon le ministre, « les conflits font partie de l'histoire. Ils expliquent l'histoire et les suites de l'histoire. Pour être rassembleur, il faut comprendre l'histoire et les conflits. « Pas question de gommer ça dans le programme d'HEC », martela-t-il (Ouellet, 2006). Si l'enseignement de l'histoire nationale, au Québec comme ailleurs, constitue une balise importante dans le façonnement de la « représentation identitaire collective » (Bouvier, 2008), d'un côté des partisans du programme d'HEC louangeraient ses contenus alors que ses opposants le critiqueraient avec véhémence. Quelles étaient les intentions du nouveau programme? Était-il moins politique ou abordait-il des questions épineuses? Ici se dévoile un débat recoupant mes questionnements initiaux et problématisant les contenus du programme d'HEC.

Certes, le programme d'HEC ne fut pas pondu au hasard et fut créé après une réflexion mature. Observons tout d'abord que le programme d'HEC avait ses champions. Marie-Christine Poulin (2015), qui a étudié de façon approfondie ce débat, note qu'au sein de son échantillon regroupant des articles tirés de *Le Devoir*, *La Presse*, le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec* un total de quinze intervenants se sont placés en faveur de l'arrimage entre histoire et éducation à la citoyenneté dans le nouveau curriculum. Déjà, pour Jocelyn Létourneau le programme d'HEC avait l'ambition de respecter « l'intégrité intellectuelle des jeunes [ce qui] implique en effet qu'on les soumette à la réalité multiple du passé » (Jocelyn Létourneau, 2006). Christian Laville rejoignit son camp. Pour ce dernier, « que le programme se veuille moins politique et s'ouvre à plus de faits économiques, sociaux, culturels, c'est vrai », et cela était souhaitable (Laville, 2006). Jean-François Cardin se prononça également dans *Le Devoir* en faveur d'une « histoire nationale qui soit moins axée sur les conflits et les luttes nationales entre anglophones et francophones » (2006). À son sens, « l'évolution des programmes d'histoire nationale a tout simplement suivi celle du nationalisme québécois depuis la Révolution tranquille, un nationalisme qui se fait désormais moins ethnique, plus territorial et davantage inclusif » (Cardin, 2006). Si Cardin restait « surpris par l'absence de certains éléments liés aux conflits nationaux qui, certes, font partie de notre passé

et qu'il faut offrir, comme le reste, à l'interprétation des élèves québécois » (2006), pour lui, dans la version provisoire du programme d'HEC, les contenus sont « bel et bien présents, bien que certains le sont de manière implicite » (Cardin, 2007). Selon ce discours, le programme répondait à un désir présenté dans la mission de l'École québécoise à l'aube du XXI^e siècle (Gouvernement du Québec, 2007) de se centrer sur l'élève et de l'équiper d'instruments intellectuels.

Marie-Christine Poulin (2015) sépare les témoignages des gens favorables au programme d'HEC de ceux qui s'y opposaient. Plusieurs se polarisèrent en effet dans une position affirmant que sur le plan des contenus, le programme était marqué d'apories. Pilon (2006) remarqua que Létourneau fut accusé d'être « le penseur salué par les fédéralistes » au centre de la réforme du programme d'histoire. Pour Michel Sarra-Bournet (2007), « le projet de programme tend à opposer le pluralisme culturel et les libertés démocratiques à l'histoire nationale du Québec. Il s'agit d'une méprise qui repose sur l'oubli de passages importants de l'évolution du Québec ». Pour Jacques Rouillard (2007), le programme « met constamment en relief la diversité culturelle (altérité) de la société québécoise sans véritablement préciser en contrepartie les valeurs communes qui l'ont façonnée à un moment ou l'autre de son histoire ». Certes, le 15 juin 2006, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport publiait une seconde version du projet du programme d'HEC remplaçant celle qui avait été offerte pendant le mois d'avril de la même année. Le ministère y affirmait que des « précisions ajoutées visent à rendre plus visibles certains événements marquants qui jalonnent notre histoire (la Conquête, la rébellion des Patriotes, le rapatriement de la Constitution canadienne, etc.) et qui étaient implicites dans la première version du programme » (Boulay, 2006). Cette deuxième publication calma le jeu. Or, plusieurs détracteurs du programme n'en furent pas entièrement satisfaits. Certains saluèrent les efforts qui ont été faits pour mieux expliquer des événements comme la Conquête, l'Acte de Québec et le rapatriement unilatéral de la Constitution. Ce fut le cas du célèbre historien Jacques Lacoursière. Mais ce dernier déplora toujours le silence porté sur la nation québécoise ou canadienne-française » (Robitaille, 2008). Michel Seymour demeura lui aussi « insatisfait de l'oblitération totale de toute référence à la question nationale, à notre "histoire nationale", au "peuple" ou à la "nation québécoise" ou au "peuple" ou à la "nation canadienne-française" » (Robitaille, 2006). Le journaliste Rioux déplora que les connaissances lui semblaient appauvries. « Et puisque toutes les interprétations de l'histoire se valent, il reviendra à chaque professeur de décider quels événements il étudiera avec ses élèves » (Rioux, 2006). Rioux ne se réjouissait pas à l'annonce de cette deuxième version. Il y critiqua

de surcroît la répétition autour du mot « démocratie », « comme si la démocratie trouvait à se réaliser ailleurs qu’au sein d’une nation et d’une identité précises » (Rioux, 2006). Marc Vallières, de son côté, déplora qu’on y fit « non pas une histoire nationaliste, mais une histoire qui retrace la construction, au fil des siècles et des événements, de la spécificité du Québec et qui permet de mieux comprendre l’essence même de son originalité dans l’ensemble canadien » (2006). Notre examen parallèle à celui de Marie-Christine Poulin (2015) a certes relevé que l’arrimage du cours d’histoire à l’éducation de la citoyenneté avait trouvé ses opposants. Plus encore, l’on remarque que les contenus même du cours ne faisaient pas l’unanimité.

1.2.2 Le *Sens de l’histoire* de 2014

Les années passèrent, mais les critiques faites au programme de 2006 ne s’estompèrent que peu si bien qu’elles furent récupérées par le milieu politique. Mandatés par le gouvernement Marois, Jacques Beauchemin et Nadia Fahmy-Eid finirent par publier le *Rapport final à la suite de la consultation sur l’enseignement de l’histoire. Le Sens de l’histoire pour une réforme du programme d’histoire et éducation à la citoyenneté des 3^e et 4^e secondaires* (Beauchemin et Fahmy-Eid, 2014). Ce rapport fut publié par le ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport afin de mettre en jeu les critiques portées par différents acteurs par rapport à la publication du programme de 2006. *Le Sens de l’histoire* est un document d’un certain poids ayant conduit le gouvernement à faire une réforme partielle des programmes d’histoire en 2017. Prenons donc le temps de comprendre dans quel contexte le cours d’HEC a été évalué par les représentants du gouvernement et quelle est donc la toile de fond expliquant la création en 2017 du cours d’histoire du Québec et du Canada pour le secondaire 3 et 4.

Pourquoi enseigner l’histoire? C’est en posant cette question épineuse que commence le *Sens de l’histoire*. Beauchemin et Fahmy-Eid y répondent avec tact en abordant le rôle sociétal que joue l’Histoire : « toutes les sociétés [après tout] se racontent leur histoire » (p. 1). C’est en « rassemblant les morceaux de sa propre histoire [que] la communauté voit bien ce que son aventure a de commun avec celle des autres », tout comme elle peut réaliser « que la sienne [est] toujours unique et singulière » (p. 1). C’est que l’histoire aide à l’identification? Les auteurs refusent de parler directement en ses termes bien que « transmettre la connaissance de l’histoire, c’est [...] s’astreindre au devoir de faire sens du passé, d’offrir à l’élève la possibilité de s’inscrire

dans le temps long de sa communauté et, par-là, de la comprendre et de se représenter en tant que sujet dans cette histoire » (p. 1). Identité? Peut-être : participation sociale? Vraisemblablement.

Certes, l'histoire a un caractère scientifique. « Enseigner l'histoire, c'est transmettre le résultat, toujours fragile et changeant, de ce travail d'élucidation du passé[...]. Méthode et rigueur guident l'écriture de l'histoire et doivent également en guider l'enseignement » (p. 1). Un lien devrait donc exister entre les programmes et la production historique scientifique? Intéressant. Oui, car « c'est là satisfaire aux exigences de la science ».

L'histoire est-elle prise entre son enseignement et sa production? C'est vers cette interrogation que nous lancent les auteurs dans leur introduction. Surtout, cette histoire ne peut vivre isolée des autres enseignements des sciences humaines. « Quel est le moteur de l'histoire? Qui en est le sujet? Des nations, des peuples, un prolétariat, des mouvements sociaux? Nous sommes divisés sur cette question » (p. 1). Les auteurs nous invitent à observer que comme discipline, l'histoire cherche à mieux placer ces objets dans leur contexte. Or, donner un sens à cette histoire obligera les chercheurs à faire appel à des concepts sociologiques qui sont pertinents dans le contexte de leur propre analyse. L'histoire se veut exacte et objective, mais elle semble nécessairement déformée par la subjectivité du sujet qui la compose, lui-même marqué par un contexte historique! C'est sûrement pour cela que « le cadre national, en tant qu'espace « naturel, de l'histoire des collectivités, n'est pas épargné par cette mise en cause » (p. 2). Les auteurs continuent en soulignant la critique qui a été faite au cadre national. Ce dernier favorisait la construction d'un récit linéaire d'une communauté au détriment des vecteurs plus complexes qui la constitueraient : celle des « mouvements sociaux, des phénomènes transnationaux » et du « pluralisme » (p. 2). Beauchemin et Fahmy-Eid confirment la pertinence de cette critique, mais proposent que le cadre national ne soit pas le contraire de la démocratie. Il en serait une condition. La nation n'est rien de plus que « l'espace d'intelligibilité des débats collectifs » qui « leur confère un sens » (p. 3). Bref, dès le début de leur rapport, les auteurs annoncent leur couleur : le débat posé en 2006 peut-être perçut dans la vision de la construction d'une trame nationale. Cette question n'est pas simple et d'une certaine manière les auteurs donnent raison aux deux camps. Oui, une histoire nationale peut faire violence au pluralisme des communautés, mais en soi, l'histoire collective n'est pas une malédiction. « Elle est l'espace même à partir duquel la trame de la communauté nationale s'enrichit des trames plurielles qui la complexifient » (p. 3).

Beauchemin et Fahmy-Eid auscultent par après la nature du programme de 2006. Si les acteurs principaux de l'enseignement au Québec avaient approuvé la réforme du programme, ils ne se reconnaissent plus dans la formule proposée depuis 2006. Le problème de la « redondance entre les 3^e et 4^e secondaires est maintenant bien reconnu et justifie à lui seul l'élaboration d'un nouveau programme » (p. 4). « Mais que conserver du programme de 2006 et quelles solutions apporter aux problèmes qu'il pose? » (p.4). Beauchemin et Fahmy-Eid essayent de répondre à cette question. Pour ce faire, ces derniers ont intégré un comité qui aura au final fait 23 rencontres avec des intervenants divers et reçu 98 mémoires et écrits. Le *Sens de l'histoire* a été envoyé à ces acteurs avant sa publication et ses réactions ont été généralement positives. Les critiques faites ont été signées par plusieurs acteurs ayant vu dans les recommandations une critique trop sévère au programme de 2006 et ont exprimé leur peur que ce dernier soit complètement mis au rancart (p.5). Beauchemin et Fahmy-Eid s'en défendent par contre et soulignent que ces mêmes acteurs ont souhaité en forte majorité des modifications au cours de 2006 (p.5).

Ces deux auteurs en viennent par après à faire le point sur les ambitions du cours d'HEC. La pédagogie proposée dans le programme de 2006, « sur le plan intellectuel [...] se distingue du précédent en s'appuyant sur une interprétation plutôt stricte d'une approche pédagogique, l'approche par compétences, qui pour le meilleur et pour le pire, influence fortement le contenu du curriculum » et qui « tend à minimiser encore davantage le rôle attribué aux savoirs » (p. 6). Or, l'approche par compétence, selon le comité, a certainement présenté plusieurs avantages en permettant au final « à l'élève de développer sa pensée critique et de s'éveiller aux exigences de la citoyenneté » et en lui donnant une place active dans la salle de classe (p. 6). Or, le programme de 2006 va trop loin selon plusieurs, y compris des spécialistes de la didactique et des enseignants, car « il détourne les finalités de l'histoire » [...] « en définissant au préalable des habiletés dont le libellé et l'économie générale paraissent mal arrimés aux exigences de la discipline historique et de son enseignement » (p. 7). L'approche par compétence enseigne l'histoire « non pour ses propres règles, mais comme un outil au service d'autres fins » : 1) l'inculcation de valeurs civiques et morales particulières et 2) des attitudes mentales qui se veulent proches de la discipline historique, comme la capacité d'interrogation et la « pensée historique », mais dont les libellés, dans le programme, s'accordent souvent mal à la réalité de l'histoire comme science » (p. 7). L'approche par compétences dans le programme de 2006 « s'accommode mieux d'une histoire morcelée » « qui explique l'occultation partielle du cadre national ou politique » (p. 7).

Beauchemin et Fahmy-Eid font par la suite une courte revue de la littérature scientifique pour attester que si l'approche par compétence et sa version radicale dans les années 1990 et 2000 étaient en vogue à l'échelle mondiale, il ne faut pas oublier que plusieurs auteurs l'ont aussi remise en question. Beauchemin et Fahmy-Eid passent en revue plusieurs auteurs : Kirschner, Mayer, Stemhagen, et au Québec par Clermont Gauthier, Normand Baillarger (p. 9). La recommandation générale de ces chercheurs : recentrer le programme autour des savoirs et être plus vigilants à l'égard des contenus enseignés ». Ce n'est donc pas dire que tous ces chercheurs sont en croisade contre l'approche par compétence. C'est plutôt qu'ils reconnaissent le besoin de s'éloigner d'une version radicale de cette approche. (p. 9).

Beauchemin et Fahmy-Eid font à partir de cette observation une remarque très intéressante. Il n'existe pas de « consensus pédagogique si bien affirmé qu'ils devraient passer outre à la délibération publique ou à l'autonomie des enseignants ». (p. 10) « Aux yeux du comité, il semble au contraire que la recherche incite à nuancer les injonctions didactiques auxquelles nous astreignons nos enseignants. Ceux-ci travaillent dans des contextes variables et devraient pouvoir user, selon leur jugement propre, de la panoplie d'outils disponibles » (p. 10).

Quoi qu'il en soit, de 2006 à 2008, plusieurs historiens auraient dénoncé les lacunes intellectuelles du programme. Mais dès 2009, ces derniers se désintéressent du débat et les lacunes intellectuelles du programme s'en trouvent oubliées (p. 11). Les débats dérivent. Un camp de militants nationalistes se forme et propose une critique caricaturale du programme : leur relecture « n'aurait comme but que d'imposer une histoire orientée en faveur de la souveraineté » (p. 11). Des universitaires se polarisent. On accuse les uns à défendre une trame nationale à la défense d'une histoire strictement politique qui s'opposerait aux acquis de l'histoire sociale et culturelle. Une telle dérive semble stérile pour Beauchemin et Fahmy-Eid et met de côté les réelles limites du programme en simplifiant les blocages reconnus par tous.

Tout d'abord, Beauchemin et Fahmy-Eid posent le problème très précis des préambules du programme qui définissent les trois « compétences ». La compétence 1 et 2 sont d'ordre cognitif et « sont dites représentatives de la « pensée historique » c'est-à-dire des habiletés et des attitudes propres à l'historien » (p. 13). « La compétence 1 est la « perspective » historique, censée désigner un souci de mise en contexte et la formulation de questions pertinentes ». Elle pose le danger de former du « présentisme, c'est-à-dire la tendance à n'interroger le passé qu'à partir du présent

immédiat » (p. 13). « La compétence 2 concerne la « méthode » ou l'« interprétation », c'est-à-dire le fait d'interroger rigoureusement les preuves et de fonder ses convictions sur des arguments factuels solides » (p. 13). « La compétence 3 concerne l'éducation à la citoyenneté », qui « présume un récit univoque, une épopée des droits et des institutions qui pousse l'élève à interioriser une morale précise » (p. 13). Aux auteurs de souligner que ces compétences « laissent craindre une histoire orientée ou peu conforme à la discipline historique » (p. 13). « Les compétences 1 et 3 sont particulièrement problématiques, dans la mesure où elles encouragent des prédispositions présentistes et anachroniques » (p. 13).

Il est remarqué par le comité que, dans les médias, il a été avancé par plusieurs fois que « les compétences n'ont pas d'impact direct sur les contenus enseignés en classe » (p. 14). Les personnes consultées par le comité ont toutefois avoué le contraire. Leurs observations recoupent là où nous avons commencé notre réflexion avec la répartition des thèmes vus dans chaque année. Présentons-les à la page suivante en reprenant la liste proposée dans le *Sens de l'histoire*;

Le programme de 3^e secondaire couvre l'histoire chronologique du Québec en suivant 7 périodes :

- l'époque des Premiers occupants (vers 1500), envisagée sous l'angle des « liens entre conception du monde et organisation de la société »;
- l'émergence d'une société en Nouvelle-France (1608-1760), envisagée sous l'angle des « programmes de colonisation » et de leurs impacts sur la société et le territoire;
- le changement d'empire (1760-1791), envisagé sous l'angle de la « Conquête » et de ses conséquences sur la société et le territoire;
- l'époque des revendications et luttes dans la colonie britannique (1791-1850), envisagée sous l'angle de « l'influence des idées libérales sur l'affirmation de la nation »;
- la formation de la fédération canadienne (1850-1929), envisagée sous l'angle de « la dynamique entre l'industrialisation et les transformations sociales, territoriales et politiques »;
- la modernisation de la société québécoise (1929-1980), envisagée sous l'angle de « la dynamique entre les changements de mentalité et le rôle de l'État »;
- des enjeux de la société québécoise (depuis 1980), relatifs à l'« espace public » et laissés à la discrétion de l'enseignant.

Le programme de 4^e secondaire revient à cette chronologie en l'inscrivant dans différentes thématiques :

- Population et peuplement, portant sur la démographie, l'immigration et l'occupation du territoire;
- Économie et développement, portant sur le « constant développement » des activités productives « de la présence autochtone, vers 1500, à nos jours »;
- Culture et mouvements de pensée, portant sur « l'influence des idées sur les manifestations culturelles »;
- Pouvoir et pouvoirs, portant sur les rapports entre l'État et les « groupes d'influence »;
- Un enjeu de société du présent, laissé à la discrétion de l'enseignant et combinant des dimensions tirées des autres leçons thématiques.

Le choix des périodes est tout à fait défendable selon Beauchemin et Fahmy-Eid (p. 15). D'ailleurs, les intervenants consultés par leur comité ne l'ont pratiquement pas remis en question. Ce qu'ils ont attaqué, ce sont plutôt les objectifs prescrits et les contenus suggérés qui influencent d'ailleurs directement le contenu des manuels et de l'examen officiel.

Le comité avance des constats précis. L'éducation à la citoyenneté telle que proposée en 2006 encourage « une histoire directive, destinée à inculquer des valeurs morales grâce à des interprétations choisies, mais discutables du passé » (p. 16). Une majorité d'intervenants partagent ce constat, notamment du côté des enseignants. Ce biais serait particulièrement « contre-pédagogique » puisqu'il les pousserait à évaluer ce qui relèverait avant tout du savoir-être (p. 16). Ensuite, le comité a proposé que « le recours exclusif et mal balisé à des concepts exclusivement généraux (comme l'industrialisation ou l'État-providence), en l'absence de toute référence explicite aux situations sociohistoriques du Québec avait un effet réducteur sur la compréhension du passé en minimisant la complexité des situations ou les particularités de l'expérience québécoise, on comprit sa dimension nationale » (p. 17). Or, si ce constat a provoqué de l'enthousiasme chez plusieurs intervenants lors des consultations, la majorité des personnes consultées n'y ont pas vu une priorité et certaines ont défendu directement l'approche conceptuelle. Le comité y voit donc l'opportunité de proposer des corrections mineures à son constat général. Il s'agirait tout simplement de corriger la formulation des angles d'entrée et des textes descripteurs, pour mieux concilier chez l'élève l'acquisition de concepts et l'étude spécifique du parcours québécois (p. 17). Le problème majeur se trouve dans la mise en œuvre des compétences 1 et 2 (p. 17). Subissant la critique de plusieurs, le ministère ne semble plus, au moment des consultations, exiger l'évaluation de cette compétence. Bien que ce dernier essaye d'adapter ses cadres pédagogiques avec la réalité connue sur le terrain, « l'ensemble formé par les trois compétences [...] continue de poser problème aux yeux d'une majorité d'intervenants ». Le comité constate alors qu'il serait possible de recentrer le programme sur la compétence no 2, tout en la retravaillant, notamment en y revalorisant les savoirs, soit les connaissances disciplinaires. Comme les intervenants l'ont proposé, il ne s'agirait pas de revenir au par cœur, mais bien de « renforcer la transmission de certains savoirs de base, qui sont clairement préalables à des opérations plus complexes comme la lecture et l'interprétation de documents » (p. 18).

En outre, le comité et les intervenants ont décrié presque unanimement la structure actuelle du programme : correction qui semblait la plus urgente. Plus spécifiquement, du côté du comité le programme de 3^e secondaire est divisé chacune autour d'une question propre (p. 19). De 1760 à 1900, l'accent est mis sur l'histoire politique, et de 1900 à 1980 sur l'histoire sociale. Cette structure aurait un effet pervers sur le contenu et dénationaliserait le XX^e siècle tout en marginalisant l'histoire sociale dans l'étude du XIX^e siècle. En outre, pour le comité, le fer de lance se trouve dans le dédoublement du récit au travers de la 3^e et de la 4^e. Les contenus sont fragmentés (p. 19). Les intervenants ne mâcheront pas leurs mots : le format thématique de 4^e secondaire est un « fiasco ». « Il brouille les élèves par rapport à la chronologie, il manque de fil conducteur, occulte une logique nationale et tue l'intérêt des élèves avec d'innombrables répétitions » (p. 20).

Beauchemin et Fahmy-Eid proposent par après plusieurs pistes de solutions. Résumons-les : elles expliquent les recommandations précises que fait le rapport. En premier lieu, leur comité souligne que le programme devrait se réconcilier généralement avec la narration. Les historiens consultés convergent vers cette observation en « estimant que l'apport de l'histoire à la compréhension des sociétés repose précisément sur une mise en scène de la complexité et du changement dans la durée, dont le récit demeure, en histoire, le siège principal » (p. 22). Il est très intéressant de constater que selon un spécialiste, le terme « récit » braque les didacticiens. Mais Beauchemin et Fahmy-Eid y voient là des « critiques superflues se résumant à un mauvais sentiment exigé aux formes plus traditionnelles de l'enseignement magistral, qui leur semblent opposées aux exigences de l'interprétation et de la réflexivité historienne » (p. 23).

Les deux enquêteurs développent aussi qu'il serait pertinent de revaloriser le programme dans un cadre national. Non, ce fil conducteur n'est pas le seul possible : il a aussi celui des rapports sociaux de sexe, des classes sociales qui devraient tout autant faire partie de la trame (p. 23). Mais à partir de la trame nationale, ces dernières s'entremêlent. Les historiens consultés ont d'ailleurs tranché en faveur de l'utilisation du cadre national comme lieu de rencontre de l'histoire politique et sociale (p. 24). Il n'est pas proposé de faire un roman patriotique, mais bien de proposer une trame nationale où l'histoire politique classique (celle des événements et des personnages) rencontre l'histoire des mentalités, de l'économie et où les singularités de l'expérience québécoise peuvent s'exprimer : comme celle du syndicalisme, des relations interethniques, de la religiosité

ou du mouvement des femmes au Québec (p. 24). Les intervenants, face à cette proposition, ont eu des réactions mitigées. Plusieurs ont dit craindre de revenir à un récit nettement patriotique. Les intervenants anglophones ont dans leur cas soit accepté la légitimité d'une telle préoccupation sur le plan intellectuel ou refusé très directement toute bonification de cette composante (p. 24). Au final, une majorité d'intervenants sont en faveur à inclure une trame nationale plus suivie et explicite (p. 24).

Enfin, Beauchemin et Fahmy-Eid se sont penchés sur les difficultés rencontrées par rapport à l'enseignement des compétences (p. 25). Une majorité d'intervenants a souligné vouloir garder ce cadre tout en le réformant. Le point positif du programme de 2006 a justement été selon eux « l'introduction d'exigences explicites pour la formulation de questions par l'élève, la mise en évidence du caractère interprétatif de l'histoire et la promotion de méthodes actives fondées sur le rapport aux documents » (p. 26). Ce qui fait débat, c'est plutôt l'arrimage des compétences aux connaissances. Pour approfondir la réflexion, le comité a retiré de ses discussions deux principes : la nécessité d'associer les compétences, notamment la compétence no 2, à une série d'habiletés intellectuelles et d'activités précises (p. 26) : l'analyse critique des sources, la confrontation d'interprétations divergentes, la comparaison synchronique entre des sociétés différentes ou entre différents groupes d'une même société, la comparaison diachronique entre deux moments du passé, l'explication de phénomènes à partir d'une pluralité de cas (p. 27). Pour arriver à arrimer les connaissances aux compétences, il serait pertinent de donner aux enseignants des repères plus précis. Le portrait ainsi proposé par les consultations de 2013 et 2014 permet de mieux comprendre le contexte d'élaboration du cours d'HQC de 2017 et ses enjeux.

1.2.3 L'enseignement de l'histoire, un enjeu théorique

À la lecture de toute cette controverse touchant aux cours d'histoire de 2006 et de 2017 se dégage un enjeu théorique concernant leur contenu. Beauchemin et Fahmy-Eid ont appelé à revaloriser les connaissances disciplinaires ou les savoirs du programme qui ont été mis à mal selon eux par la réforme de 2006 dans le nouveau cours qui serait officialisé en 2017. Prenons le temps d'analyser les repères théoriques jalonnant leur interrogation sur l'enseignement de l'histoire. En fait, ce débat au cœur de la didactique de l'histoire et des sciences sociales au secondaire se creuse dans un premier temps en fonction d'un certain fossé. C'est du moins dans cette tangente que se lance François Audigier en 1995 en constatant qu'en France, les

transformations du programme d'histoire et de géographie entraînent des divisions rappelant peut-être celles rencontrées au Québec depuis, à tout le moins l'élaboration, du cours de 2006. François Audigier argumente que les historiens et géographes forment un groupe de pression dans l'élaboration des programmes scolaires, mais que l'école française doit répondre à ses propres fins et en ce sens ériger une culture scolaire bien à elle. Cette question semble poser problème encore aujourd'hui. Sylvain Doussot (2017) utilise un vocabulaire fort pour évoquer la dichotomie entre les connaissances disciplinaires et les pratiques pédagogiques chez les élèves et les professeurs. Il avance qu'une dichotomie, une séparation persistante, se reproduirait entre le matériel prescrit à l'étude par les autorités éducatives et la réalité vécue dans les établissements scolaires. Les élèves et les enseignants seraient « dominés » par les connaissances disciplinaires imposées par le gouvernement, dans ce cas-ci français. L'auteur apporte des précisions en soulevant que peu d'études cherchent à ausculter l'activité des enseignants. Plus encore, les recherches en didactique de l'histoire feraient l'objet d'une « indifférence, voire d'un rejet, tant de la part des enseignants que d'autres acteurs, universitaires ou non, qui prétendent dire ce qu'il en est de l'enseignant et de l'apprentissage ». Les programmes d'histoire au Québec sont-ils traversés par une pareille opposition entre historiens et didacticiens?

Les contenus enseignés en histoire font débat, mais certains chercheurs s'inquiètent que l'enseignement de l'histoire soit réduit à la commande politique et scientifique des acteurs venant de différentes institutions ignorant peut-être les exigences perçus dans l'apprentissage de cette discipline. Julien Prud'homme, en 2007, année où la version provisoire du programme d'HEC est en cours de production, argumente à ce sujet que l'enseignement de l'histoire au Québec à lui-même suivi des changements par le biais des groupes de pression dominant sa conception. Julien Prud'homme aborde donc l'enseignement de l'histoire par l'entremise de ses acteurs. Le chercheur s'explique en se référant tout d'abord à l'opposition faite entre Apple et Christian-Smith (1991) et Jocelyn Létourneau. Ce dernier (1996) considère les contenus scolaires comme « des produits de l'interaction sociale globale » ou « d'une vague de consensus majoritaire ». Apple et Christian-Smith (1991) rejettent cette observation. Les contenus sont pour eux le produit de certains groupes d'intérêt, une conclusion que Prud'homme préfère à celle de Létourneau. Prud'homme (2007) arrive ainsi à situer dans les dernières décennies trois grandes périodes dans l'enseignement de l'histoire au secondaire. La première s'étalerait de 1967 à 1982 et correspondrait à une période dominée par le discours des historiens. La création du Ministère de l'éducation en 1964 lance la

réécriture des programmes d'histoire et la création du cours d'histoire du Canada en secondaire 4. C'est Denis Vaugeois, Bruno Deshaies et Micheline Dumont, tous diplômés par des départements en histoire, qui rédigeront un curriculum axé sur l'autonomie disciplinaire de l'histoire et sur une valorisation de l'histoire savante et scientifique. Durant cette période, les manuels donnent vie à ce curriculum sous la plume d'historiens divers : Denis Vaugeois, Lacoursière et Provencher, Marcel Trudel, Robert Lahaise. En 1982, on finit de réécrire le curriculum à la demande des enseignants qui exigeaient des contenus disciplinaires plus substantiels et à un noyau de conseillers pédagogiques occupant la Direction générale du développement des programmes au Ministère (DGDP). Le curriculum de 1982, Prud'homme le baptise celui des enseignants. Il reproduit une vision disciplinaire de l'histoire alimentée par son auteur principal : le comité de rédaction du curriculum. Ce dernier regroupe Jean-Paul Bernard, un historien, et trois enseignants en histoire au secondaire. Il n'en demeure pas moins que le comité consulte autant des pédagogues des facultés des sciences de l'éducation de l'UQAH et de l'Université Laval que des historiens comme Jacques Rouillard et Ronald Rudin. Prud'homme qualifie le curriculum de 1982 comme intéressant, car il porte attention aux préoccupations éducatives des enseignants du terrain tout en respectant l'intégrité de la discipline historique. On sent l'enthousiasme de Prud'homme lorsque celui applaudit l'utilisation du concept d'« habileté » pour donner vie à la matière sans pour autant en faire un objet d'évaluation. Or, les conseillers pédagogiques de la DGDP promeuvent l'intégration du concept d'« aptitude intellectuelle » dans la liste des objectifs, un changement que le comité refuse. Ce dernier écarte l'idée soulignant que les compétences sont trop complexes et difficiles à évaluer objectivement. Le programme de 1982 reste axé sur les connaissances disciplinaires et non sur les compétences malgré leur apparition dans le curriculum et dans le discours alimenté par les rédacteurs du curriculum. Le programme de 1982 est bien accueilli nous apprend Prud'homme. Il demeure actif une douzaine d'années. Mais au début des années 1990 les pédagogues du ministère reviennent à la charge en soulignant l'apport de la recherche en psychopédagogie mettant l'accent sur les concepts d'habiletés génériques et métacognitives. Des changements majeurs se pointent lorsque, sur fond d'une opinion publique préoccupée par le décrochage et l'état de la langue, Lucienne Robillard, ministre de l'Éducation en 1994, donne le mandat à Claude Corbo, recteur de l'UQAM, de redéfinir les finalités de l'école québécoise. Le comité présidé par Corbo regroupe trois conseillers pédagogiques et un seul enseignant. Le comité se supplémente de la collaboration de trois invités « socio-économiques », soit des acteurs

extérieurs au milieu de l'éducation. Prud'homme nous apprend que les recommandations du rapport Corbo ont une grande influence dans la formation du cours d'HEC en 2006. Le chercheur ajoute que le rapport met l'accent sur les « compétences transversales ». L'objectif est de « voir chaque discipline pour sa contribution à une tâche collective et non comme un objet d'appropriation en soi » (Prud'homme, 2007). La réécriture du curriculum d'histoire s'étale de 2004 à 2006 dans cette perspective fixée à la compétence transversale qui remplacera désormais la connaissance disciplinaire. Les principaux responsables de ces changements sont, toujours selon Prud'homme, en forte majorité des didacticiens de la Direction générale des jeunes (DFGJ, soit la nouvelle appellation de la DGDP). Pour la première fois, ce sont des didacticiens qui prennent en charge directement la rédaction des programmes. Le processus de rédaction est conçu comme un tout unifié et placé sous la supervision de la Commission des programmes d'études, une cellule centralisée qui consulte des experts. Les rôles sont renversés. Cette fois, ce sont les pédagogues qui siègent à la rédaction alors que les enseignants et historiens professionnels sont consultés. La place de ces deux derniers groupes est donc beaucoup moins influente selon Prud'homme en 2006 qu'auparavant.

Cette observation est centrale pour la problématique que nous développons, car on dévoile que différents groupes perçoivent différentes finalités dans le cours d'histoire du secondaire. L'intégration directe d'une pédagogie axée sur les compétences en 2006 se manifesterait au même moment où les didacticiens prennent les rênes de l'élaboration des curriculums et fixent les contenus du programme. Jean-Philippe Warren, sociologue professionnel, écrit en 2013 au sujet des examens d'histoire de 4^e secondaire en observant de similaires changements à ceux observés par Prud'homme. Warren les analyse en introduisant le débat théorique qui existe entre « histoire » et « mémoire ». À côté de l'histoire définie comme de la discipline académique et scientifique faisant l'étude du passé, la mémoire collective n'est pas un pur reflet des expériences du passé, mais une construction nourrie à la fois des événements d'hier et des attentes d'aujourd'hui. Warren rejoint Prud'homme et se lance dans un exercice similaire, soit celui d'évaluer les changements ayant traversé les cours d'histoire québécoise au fil des décennies. Sur le plan de la méthodologie, Warren utilise pour sa part les examens ministériels. Il argumente que les examens sont plus utiles que les programmes et les manuels, car dans la perspective où ils définissent les attentes du ministère, ils dévoilent ses approches pédagogiques concrètement tout en permettant d'en faire une lecture sur le long terme. En d'autres mots, les examens, publiés chaque année, et modifiés

selon les besoins pour parvenir à la meilleure évaluation possible, sont riches pour analyser des changements curriculaires. Dans cette perspective, Warren forme une première période qu'il appelle celle de la domination d'une histoire nationaliste et qui s'étale de 1970 à 1990. Les programmes d'histoire pendant ces années feront l'objet d'un « nation-building » tant du côté de la perspective des francophones que pour celle des anglophones. L'objectif est d'utiliser l'histoire pour ériger une frontière culturelle valorisant le groupe de référence. Par exemple, l'examen anglais de 1970 proposait comme réponse au sujet des conséquences des 92 résolutions que ces dernières mèneraient directement à l'élaboration du gouvernement responsable ou encore que le rapport Durham mènerait directement à l'établissement des gouvernements locaux et municipaux. À partir de septembre 1970, le cours d'histoire sera unique pour les élèves anglophones et francophones. L'objectif selon Warren est alors de proposer une interprétation consensuelle du développement de la collectivité québécoise et d'unifier ainsi les jeunes du secondaire dans un grand récit national. Le programme d'histoire, facultatif depuis 1968, devient obligatoire en 1976. Warren argumente que si on tente d'enlever le poids des traits lourdement apologétiques du curriculum, les examens demeurent par contre investis d'une idéologie nationaliste assez explicite. Avec l'élection de René Lévesque, le ton des épreuves change. Pas moins de neuf questions sur cinquante touchent les événements suivant les Rébellions dans l'épreuve de juin 1977. Le biais est franco-québécois et s'accompagne d'un délestage du Canada au bénéfice de la logique québécoise. En 1978 s'élaborent des questions reliant l'action du Parti québécois et à l'affirmation économique des Québécois francophones, des ratés du fédéralisme, de la montée du syndicalisme comme force populaire, de l'intransigeance du Parti libéral, de l'importance des traditions de la défense de la langue française menacée. En 1979, les points de vue nationalistes continuent de se manifester avec d'autres thèmes comme ceux de l'opposition d'Henri Bourassa à la participation du Canada à la guerre des Boers, à la crise de la Conscription, à l'action de Mercier et de Duplessis en faveur de l'autonomie provinciale, à la fondation de l'Union nationale, etc. Warren souligne que dans les années 1980, avec le retour au pouvoir des libéraux en 1985, le gouvernement a moins tendance à investir ces valeurs et idéologies directement dans les examens d'histoire du ministère de l'Éducation comparativement à son prédécesseur péquiste. Warren explique cela par l'intérêt plus marqué pour le gouvernement aux enjeux économiques que les querelles historiographiques. Warren remarque également l'adéquation de l'interprétation du récit national à celui figé dans l'imaginaire collectif de la société. La société civile se reconnaîtrait donc dans le récit national

raconté à l'École. En somme, ce récit avance que la Nouvelle-France aurait souffert des guerres avec les « Amérindiens » et les armées anglaises, des nuisances du régime colonial, mais serait marquée par la résilience des habitants, la croissance démographique et l'adaptation vigoureuse à un nouvel environnement. Puis la Conquête aurait plongé les Canadiens dans un combat pour leur survie où le gouverneur Craig, les 92 résolutions, les rébellions de 1837-38, Lord Durham, l'Acte d'Union, la pendaison de Louis Riel, le Règlement XVII et les deux crises de la conscription jouent une place centrale. Enfin, les années 1960 auraient inauguré une formidable période de renouveau. Passant de Canadiens français à Québécois, ce passage aurait secoué le joug que faisaient peser les Anglais et l'Église catholique notamment par l'entremise d'un État régénéré. Ce qui prime parmi les éléments du récit, c'est la lutte d'affirmation nationale des Canadiens de langue française. Avec la publication du programme de 1982, Warren voit tout de même un changement, les examens se voulant plus inclusifs par rapport aux groupes traditionnellement oubliés. Or, les questions des examens de 1970 ne trahissent pas seulement un parti-pris nationaliste, elles offrent aussi un visage de la pratique historienne d'alors encore fortement événementiel et politique. Warren lie ainsi l'élaboration des programmes à la pratique historienne. Cet argument semble pertinent sachant avec Prud'homme que les historiens avaient une forte influence sur les programmes d'alors. Il n'est pas facile de dire à quel moment exact les examens basculent du côté de l'histoire sociale, rajoute Warren. Déjà le curriculum de 1982 entame une période de changements qui sera complètement consommée au début des années 1990. Les auteurs de l'examen de 1986 sont remplacés dix ans plus tard par les protagonistes de l'histoire sociale (John A. Dickinson, Brian Young, Paul-André Linteau, Terry Copp). Autre signe de ce changement, la place attribuée à la période 1760 à 1840 diminue au profit de la seconde phase d'industrialisation du début du XX^e siècle. On observe aussi une utilisation systématique des graphiques de données statistiques, autrefois assez rare. Avec le programme de 1982, le Ministère met de l'avant cette idée que les élèves doivent se former aux démarches des historiens et non plus uniquement s'informer des résultats de leurs recherches. Warren corrobore cette idée exprimée par Prud'homme au sujet de la venue des habiletés intellectuelles et techniques à la démarche historique. À partir de 1990, les épreuves incorporent un nombre croissant de documents d'archives. Autre changement majeur, le récit qui se dégage de la lecture des épreuves n'est plus une épopée. On insiste sur le temps, les dates précises ayant désormais moins d'importance que la chronologie générale. Les rapports socio-économiques sont à l'avant-plan. Et l'évolution politique

est interprétée comme une série d'ajustements de la superstructure aux bouleversements de l'infrastructure. Les francophones ne constituent plus le groupe de référence privilégiée : les pauvres et les ouvriers étant davantage visés dans les questions d'examen. Warren voit dans ces changements le désir des rédacteurs des épreuves de 1991 à 2008 de tenter de montrer aux élèves que la société québécoise était loin d'être unie et homogène. Le Québec, toujours selon Warren, est présenté alors comme la somme de trois blocs : le social, l'économique et le politique. Le chercheur note bien que malgré tous ses efforts et malgré les appels continuels du ministère à diversifier le récit national, les « Amérindiens » ne font guère l'objet de questions directes, les anglophones et les immigrants restent définis comme des adversaires ou des menaces et les mouvements féministes accompagnent tout au plus une trame les questionnant peu. Cette conclusion est confirmée par les extraits des textes d'étudiants de 4^e secondaire analysés par Jocelyn Létourneau et Sabrina Moisan. Les deux chercheurs établirent que lorsqu'appelés à caractériser en une phrase l'histoire du Québec, les étudiants de 4^e année se limitaient en majorité à formuler une opposition entre Anglais et Français. Jean-Pierre Charland fit des entrevues allant dans le même sens à l'arrivée de l'an 2000 confirmant que les maîtres ne cachaient pas « de cultiver chez les adolescents un attachement à la nation ». En 2008, à la veille du remplacement du cours d'Histoire du Québec et du Canada par le cours d'HEC, l'examen d'histoire subit déjà de profondes mutations : incorporation de questions à développement et d'une section compréhension où l'étudiant doit analyser des documents historiques. La tendance à rallier l'histoire avec les intérêts des élèves se trame dans les examens depuis les années 1990. Il n'en demeure pas moins que l'introduction du nouveau cours d'HEC « consacrant l'influence croissante des chercheurs des facultés d'éducation sur le dossier de l'enseignement de l'histoire » révolutionnerait selon Warren les examens de 4^e année. Les groupes traditionnellement mis de côté comme les femmes et les ouvriers sont mis de l'avant désormais dans les examens. Warren avance en regardant les examens que l'histoire servait des fins qui tout d'un coup dépassaient celle de la discipline historique. À ce sujet, Warren nous invite à lire Jean-François Cardin affirmant dans une entrevue que le message « subliminal, mais assez clair là-dedans, c'est qu'il faut faire de l'histoire pas pour faire de l'histoire, mais pour éduquer à la citoyenneté ». Warren observe que cette finalité opératoire du cours d'HEC s'illustre dans a) « la marginalisation des connaissances historiques (qui n'étaient guère évaluées en elles-mêmes, bien qu'elles fussent nécessaires pour la réussite de l'examen), b) l'énonciation de deux compétences sur trois (interroger les réalités sociales dans une perspective

historique et consolider l'exercice de sa citoyenneté à l'aide de l'histoire par opposition à interpréter les réalités sociales à l'aide de la méthode historique) et aussi dans c) la construction des examens. « À partir de 2009, les documents de référence sont dans un cahier à part et l'élève doit se servir des documents pour réaliser des opérations intellectuelles dont il devient le prétexte ». L'épreuve est conçue pour s'éloigner de l'exercice pur et simple de mémorisation, ce qui n'est pas nécessairement négatif. Désormais, la priorité, c'est de pouvoir déterminer des facteurs explicatifs et des conséquences, d'établir des liens de causalité ou de mettre en relation des faits. Dans l'examen de 2009, plusieurs historiens sont cités et les élèves doivent dégager des interprétations sans les peser. Par exemple, en 2009, on demande aux étudiants de résumer les positions contradictoires de Marcel Trudel et de François-Xavier Garneau au sujet de l'existence de l'esclavage en Nouvelle-France sans trancher entre elles (remarquons que Garneau écrivait dans la première moitié du XIX^e siècle et Trudel dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Pour un historien, comparer ces deux auteurs sans explications est absurde tellement le contexte qu'ils connaissent est différent). Warren relève que Jean-François Cardin applaudit ce changement en affirmant : « faire travailler par les élèves des contenus dans le cadre d'une tâche complexe visant aussi le développement d'une compétence, cela n'est pas une mise en retrait ou une dévalorisation de ces contenus. Au contraire, il s'agit quant à moi d'une mise en valeur de ceux-ci ». Autre point positif perçu par certains, la valorisation des Premières nations comme un groupe qui se suffisait à lui-même. Mais Warren finit son article en affirmant son malaise devant cette approche. Il se demande comment les élèves peuvent réellement arriver à bâtir leur propre référence historique à partir des connaissances et des compétences mobilisées par les tests en histoire. Warren est convaincu par ses observations que les connaissances disciplinaires ont énormément souffertes dans le programme de 2006. Warren voit dans le programme l'émergence d'une approche relativiste radicale mettant à mal les connaissances disciplinaires. Du même souffle on demande de montrer les différences entre Garneau et Trudel sans pour autant expliquer ces différences. Ainsi, les étudiants sont confrontés à l'acceptation arbitraire des événements du passé qu'il suffirait de traiter avec quelques opérations mécaniques. Pour contrer ce gouffre, Warren ne se surprend pas de voir que certains enseignants seront tentés de retourner vers une grille plus familière. Devant le vide créé par le nouveau programme, au lieu d'affiner l'interprétation de critique de l'histoire (en manquant de repères pour le faire) certains enseignants ont simplement substitué, dans un souci spontané de cohérence, un nouveau récit à l'ancien, centré cette fois-ci sur

les valeurs modernes démocratiques. Pour conclure, Warren affirme que les épreuves du ministère entre 2009 et 2012 ont finalement instrumentalisé un passé laissé en quelque sorte à la disposition de chacun. Bref, Warren observe les mêmes conclusions que le *Sens de l'histoire* selon lesquelles les connaissances disciplinaires ont été mises à mal.

Warren dévoile que les contenus du programme, par l'entremise des examens, ont évolué en fonction de l'historiographie de 1970 à 2006. Or, avec la réforme de 2006, les compétences ont éclipsé les de connaissances disciplinaires. Le *Sens de l'histoire* fait cette observation en 2014 parallèlement à Prud'homme qui la relie en 2006 à l'avènement des pédagogues dans la conception du programme d'histoire. Quels rapports peuvent donc modéliser l'existence des connaissances et des compétences dans l'enseignement de l'histoire? Pour mieux comprendre cette relation qui semble au cœur de notre problématique et pour évaluer s'il est encore pertinent de parler de connaissances disciplinaires dans l'enseignement de l'histoire, l'auteur Peter Seixas nous donne des balises cruciales. Oui selon Seixas, les connaissances disciplinaires, soit les savoirs, sont encore dignes d'intérêt malgré l'arrivée de la nouvelle pédagogie des années 2000. Dans un article qu'il a publié en 2001, ce pédagogue introduit le sujet en proposant l'exemple de la signature du premier traité fait en 1998 entre la Colombie-Britannique et les représentants de la nation Nisga. En 1998, la nation Nisga se verrait octroyer certaines subventions à la signature du dit traité qui ne faisait pas toutefois unanimité. Ses opposants firent appel à des arguments historiques pour soutenir leur point de vue. Ils soulignèrent qu'à leur arrivée, les colons occidentaux avaient permis le développement économique de la province qui n'était pas exploitée et qui sur le plan technologique ne connaissait que peu d'avancées. D'un autre côté, les supporteurs du traité avaient tendance à voir dans la nation Nisga une société ancienne, mais développée notamment via une tradition orale. Seixas saisit cet exemple pour présenter les deux ou trois approches qu'un enseignant d'histoire peut utiliser pour résoudre cet épineux sujet. En fin de compte, Seixas nous résume les grandes lignes des théories touchant à la didactique de l'histoire à partir d'un exemple pratique. La première approche qu'il isole a pour finalité de construire une conscience collective. Il l'appelle « The Best Story about the Past ». Cette position vise à trouver la meilleure interprétation possible d'un récit du passé pour l'enseigner aux étudiants. Au moment où Seixas écrit, il nous affirme qu'un débat fait rage aux États-Unis sur l'enseignement de l'histoire. Or dans ce débat, les différents camps postulent collectivement le besoin de trouver une interprétation pour l'enseignement de l'histoire au secondaire. Similairement, choisir le meilleur récit est un problème

couramment rencontré dans les musées où différentes interprétations du même événement doivent être comprises dans les écriteaux. Seixas ajoute que procéder ainsi alimente un processus d'une lourde charge sur le présent. L'exemple du traité de la Colombie-Britannique et du peuple Nisga a une incidence directe sur le futur de cette communauté en fonction de l'interprétation historique privilégiée. Le danger d'enseigner l'histoire ainsi est de privilégier un récit dans un souci de « nation-building », de construction de la nation excluant et portant alors violence à certains groupes minoritaires. Il est intéressant de noter que Seixas croit qu'il pourrait être pertinent de fonder l'enseignement au secondaire ainsi en incorporant au récit collectif celui des différents groupes et en minimisant ainsi les violences perçues à leur égard. Il note que l'histoire de la Colombie-Britannique au secondaire inclue désormais davantage le rôle des travailleurs chinois dans la construction du Canadian Pacific Rail ou l'exclusion des immigrants sikhs et des Japonais lors de la Première Guerre mondiale. Ce point est majeur. Une histoire plus inclusive complexifie la construction d'un récit collectif, mais ne l'empêche pas. Seixas argumente en fait que cette façon d'enseigner l'histoire peut alimenter certains avantages. Un pareil récit collectif permet de construire une identité collective et partagée par le groupe bien qu'il impose une certaine frontière. Deuxièmement, l'enseignement de l'histoire axé sur un récit collectif peut donner une cohésion sociale. « La nation » a souvent été alimentée par cette cohésion, mais elle peut prendre plusieurs formes : celles du groupe ethnoculturel, du genre, de la classe, de l'orientation sexuelle, etc. Troisièmement, enseigner la meilleure version de l'histoire permet de fournir un cadre moral aux lecteurs selon la logique du groupe ciblé. Des choix qui sont faits dans l'élaboration de ce récit se dégageront certaines valeurs : que ce soit le respect des droits de l'homme, le sacrifice pour le bien national, l'achèvement du bien-être par le travail acharné, la dynamique de classe, l'égalité des genres, etc. En fait, Seixas continue en avançant que le changement social nécessite une version de l'histoire vraie pour la supporter. Bref, le changement social nécessite son propre récit collectif. Cette première façon de concevoir l'enseignement de l'histoire exprime peut-être, toujours selon Seixas, ce pourquoi son enseignement fait autant jaser et ce pourquoi les manuels, qui donnent vie au programme, sont aussi scrupuleusement révisés. Il s'agit après tous des projections des générations au pouvoir que l'on souhaite transmettre aux plus jeunes générations. L'histoire peut ainsi être perçue comme facteur de changement. Mais quels sont donc les écueils de cette façon de procéder? Seixas remarque que choisir un récit collectif est ardu. Il y a le risque que ce récit soit perçu comme le meilleur, mais ne le soit pas par tous ou soit littéralement jugé comme erroné par

les historiens. Plus encore, Seixas y voit le problème que les étudiants sont alors complètement exclus du processus de construction des savoirs. Dans cette première approche, l'apprentissage de l'histoire devient dogmatique, le rôle de l'étudiant étant celui de se plier tout simplement à la vérité proposée par les auteurs du programme. Au meilleur, son rôle est alors de s'agripper à un récit ayant une trajectoire morale et au pire son rôle est celui de rattacher « a relatively meaningless batch of names, dates, and events in which the social project of historical learning is lost in any case ». Au final, Seixas voit dans les choix autoritaires des auteurs du programme quelque chose de négatif refusant la composante enrichissante de l'investigation, du débat et de la découverte du cadre méthodologique donnant aux sciences sociales leurs propres garanties. Seixas continue donc en présentant une deuxième approche : celle de l'histoire comme une façon de savoir (« a way of knowing »). Seixas commence par nommer David Lowenthal pour faire une distinction entre « l'héritage » et « l'histoire ». L'héritage est un terme utilisé pour supporter ou s'opposer à des intérêts du présent que l'on porte sur un objet du passé. Un héritage a le danger d'utiliser l'histoire comme une arme. Si un acte de foi supporte l'héritage, alors l'héritage devient dogmatique et impossible à critiquer par la voie de l'entendement. L'histoire se distingue de cette notion d'héritage dans la perspective où elle cherche à être désintéressée et qu'elle constitue une trame universelle dans lequel un groupe n'a pas ou ne devrait pas construire ces constats en excluant ceux des autres groupes. Ce que Lowenthal exprime et que Seixas cherche à illustrer, c'est que l'histoire se résume à un processus d'objectivisation où les postulats de l'auteur nuisent à la recherche de ce qui s'est vraiment passé, à la compréhension de cette grande histoire se manifestant comme la somme de l'expérience humaine. Pour Seixas, si l'on se fie à cette différenciation faite entre héritage et histoire, les écoles, au moment où il écrit, versent dans un enseignement de l'héritage plus que de l'histoire. Très peu de temps est accordé à la compréhension du métier d'historien et à la logique empirique de l'histoire, ce dont Seixas se plaint. Le chercheur souhaiterait que l'on enseigne l'histoire pour la seule finalité que de comprendre l'histoire. Par exemple, il serait pernicieux de juger des acteurs historiques du XIX^e siècle avec le repère culturel du racisme au XX^e siècle. L'avantage d'enseigner à faire l'histoire est de complexifier le rapport que les étudiants pourraient avoir au passé. Le récit collectif, dans sa version unique et autoritaire, fera violence à des groupes alors qu'une histoire moins axée sur l'héritage servira la formation de citoyens critique pour l'avènement d'une société libérale et démocratique. Seixas affirme qu'ainsi les étudiants peuvent développer des opinions justifiées, informées et raisonnables tout en se

gardant de tomber dans une histoire sectaire. Les critiques de cette approche de l'histoire comme façon de savoir se résument à quelques éléments. Premièrement, certains y verront une distraction dans l'élaboration d'une trame nationale qui au final demeure plus importante que la méthode historique. Deuxièmement, certains suggèrent que cette approche mène directement au relativisme de l'histoire. Seixas s'en défend en argumentant que l'enseignement de positions multiples est possible tout en évitant ce danger. Enfin, certains accuseront cette approche de retirer tout l'intérêt que les étudiants peuvent attribuer à l'histoire leur permettant de connecter avec leurs racines ou d'établir une plus grande justice sociale. L'opposition entre l'enseignement d'une histoire vraie et celle de l'histoire comme méthode est au cœur du débat. Mais Seixas ouvre la porte à une troisième façon d'approcher l'histoire lorsque la vision disciplinaire de cet enseignement qu'il privilégie ne fonctionne pas. Seixas en vient à observer que fondamentalement, l'histoire est une mise en récit. En effet, Seixas concède que l'histoire est fondamentalement narrative. Elle commence par un début, a un milieu et comporte une fin. Force est de constater que le passé, lui, ne se comporte pas comme tel et présente plutôt une infinité de données qui ne cessent de s'allonger. Le passé n'a donc pas de signification, c'est l'historien qui lui en donne. Mais l'historien fait plus que de la chronique : il ne met pas simplement des événements en ordre. Il tente de les expliquer en les mettant en relation. L'histoire est plus que de la fiction, car elle est basée sur des données : les documents d'archives. Elle est donc empirique dans le sens où elle répond à un besoin de reproductibilité : un historien cite ses sources pour que ses collègues puissent arriver aux mêmes conclusions que lui en consultant les mêmes données. Seixas souligne que oui les historiens ont des choix à faire, mais que ces choix sont marqués par des contraintes importantes. Et c'est là où Seixas se sépare de la critique postmodernisme qui accusera les historiens de ne pas apporter finalement de valeur ajoutée à notre compréhension du passé. Ce discours accuse les historiens de ne fournir que des explications politisées et argumentera que la discipline historique n'offre rien de plus qu'une vision de la mémoire collective servant donc le présent. Si Seixas reconnaît un avantage de la vision postmodernisme dans la fonction où elle ouvre une critique sur la méthode de l'historien et sa propre subjectivité, sa version pessimiste tait le travail d'objectivisation que font les historiens. Du coup, toutes histoires deviennent un instrument difficile à juger en évacuant les repères que la critique cherche à établir. Qu'en conclut Seixas? L'auteur se réfère à Tom Holt pour illustrer les innombrables possibilités dans l'enseignement de l'histoire au secondaire. Holt, historien lui-même et enseignant au secondaire, verse constamment dans les deux approches

proposées : celle de l'histoire vraie et de l'histoire méthode. Ses étudiants partent constamment des témoignages pour faire des observations qu'ils inscrivent par après dans un narratif. Sexias conclue, en plus du besoin d'effectuer une certaine mise en récit, qu'il est vital pour l'enseignement de l'histoire de se rapprocher de la pratique historienne pour relativiser les savoirs acquis sans pour autant tomber dans le piège d'un relativisme radical. Le problème n'est pas donc dans la mise en récit comme tel. Il s'agit d'éviter d'enseigner un récit dogmatique, servant des fins particulières autres que celle de comprendre le passé. Sexias est pour un enseignement de l'histoire axé sur la critique historique qui donne à la mise en récit faite par l'historien une garantie par son effort d'objectivisation. D'ailleurs, dans un article publié la même année, Sexias (1998) appelle les pédagogues à travailler avec les historiens pour arriver justement à une meilleure collaboration et servir une meilleure didactique de l'histoire. L'auteur se désole de voir l'opposition qu'il observe entre connaissances et compétences. Pourquoi les deux ne peuvent-elles pas travailler ensemble? La mise en récit faite à partir des connaissances disciplinaires est nécessaire sans doute à l'enseignement de l'histoire du moment qu'elle arrive à s'enrichir de la méthode historique liant les connaissances à leur document d'archives et évitant inversement de laisser l'analyse des témoignages dans un relativisme total.

Sexias nous aide à mieux comprendre le problème qui se pose au Québec. Warren argumentait que l'enseignement de l'histoire depuis 2006 s'était fait le chantre d'une vision servant des valeurs démocratiques. Dans les termes de Sexias, on comprend que l'enseignement de l'histoire a voulu se brancher sur un plus grand degré de relativisme pour prendre de la distance par rapport à l'enseignement de l'histoire vraie d'avant 2006 qui, en ne réussissant pas à inclure une perspective plurielle, faisait sans aucun doute beaucoup de violences à plusieurs groupes. L'enseignement de l'histoire d'avant 2006 se fermait à sa composante nationalisante et devenait en ce sens dogmatique. Mais dans ce souci d'inclure une vision plurielle au programme, la réforme dirigée par les pédagogues est tombée dans le piège du postmodernisme radical en ne misant que sur des compétences évacuant finalement les connaissances disciplinaires. Les auteurs que nous venons d'explorer nous permettent de rapprocher la réforme de 2006 au piège du relativisme écrasant. Tout l'art d'incorporer la méthodologie historique en salle de classe est de le faire avec une mise en récit selon Sexias. Il est enrichissant pour l'étudiant que l'enseignant lui transmette des connaissances dans le récit proposé en salle de classe du moment que ces connaissances soient appuyées par des documents historiques, que ces connaissances soient relativisées entre elles,

ouvrant forcément à certains débats, et que l'étudiant joue un rôle actif dans ce débat. Warren remarque que les connaissances historiques en 2006 ont été évacuées et que l'examen d'histoire cherchait à développer des compétences finalement dépourvues de tout sens historique. Il évoque après que, devant ce vide, les enseignants se sont retournés vers ce que Seixas appellera un enseignement de l'histoire vraie désormais orienté non pas sur une logique nationalisante du récit collectif, mais sur une logique pro-démocratique qui reproduit elle aussi des jugements de valeur. Le dogme est devenu celui d'une histoire remplie des valeurs de la démocratie. Au final, nous voyons là l'importance que la mise en récit, soit des connaissances disciplinaires qui la composent, exerce plus que jamais par rapport à un enseignement de l'histoire au Québec que l'on cherche à définir. Ces conclusions étaient confirmées dans le *Sens de l'histoire*. Beauchemin et Fahmy-Eid en appelant à une meilleure cohabitation entre les compétences et les connaissances qu'il faut maintenant revaloriser dans le programme de 2017 confirment que cette question de la place et de l'évolution des connaissances disciplinaires du cours d'HEC et du nouveau cours d'histoire du Québec et du Canada de 2017 est un enjeu central dans leur enseignement.

1.2.4 Les manuels d'histoire entre historiens et didacticiens

Sur le plan de la méthodologie, il y a plusieurs moyens par lesquels il est possible d'étudier les contenus prescrits par rapport à un cours particulier. C'est du moins vers une pareille observation que nous conduit l'article de Warren (2013). Rappelons que l'auteur a choisi d'étudier les cours d'HEC dans l'optique des examens ministériels. Comment donc étudier l'évolution des connaissances disciplinaires dans l'enseignement de l'histoire au Québec entre 2006 et 2017? Il est très stimulant de remarquer qu'Olivier Lemieux s'est attaqué similairement au problème que nous soulevons en analysant spécialement le matériel didactique approuvé par le ministère. Spécialiste de l'évolution des programmes de l'École québécoise et des cours d'histoire, Olivier Lemieux a cherché à lier les références faites aux historiens du Canada français aux manuels associés aux différents programmes (Lemieux, 2014). Attardons-nous sur son analyse pour ouvrir le dernier aspect de notre problématique : le rôle des manuels d'histoire dans la réforme de 2006.

Dans ses réflexions, Lemieux commence par mettre l'accent sur les rôles sociétaux de l'école moderne (Lemieux et Côté 2014). À ses dires, l'école moderne des sociétés occidentales a généralement la tâche de faire une certaine construction identitaire en introduisant les nouvelles générations à un patrimoine culturel et à des valeurs nationales notamment à travers

l'enseignement de l'histoire. Lemieux révèle aussi que si les spécialistes de l'éducation et des sciences humaines sociales discutent de part et d'autre de ce sujet, les premiers s'intéressent davantage à la didactique et les seconds au rôle sociétal de l'école. Relier ces deux thèmes est donc important. C'est dans cet ordre d'idée, pour mieux cerner les fondements de cet enseignement, que Lemieux pose la question dans son article à savoir « qui sont les historien(ne)s qui ont laissé davantage leur marque au sein des trois grands programmes d'histoire du Québec du secondaire? ». Lemieux cerne bien l'angle par lequel il veut contribuer : soit celui de la relation qui existe entre les programmes et les manuels d'histoire avec l'historiographie savante. Son objet de recherche, la filiation entre les connaissances disciplinaires et les historiens, est pratiquement le même que celui que nous sommes en train de cibler pour la présente recherche.

La recherche de Lemieux est longitudinale. Ce dernier a un défi de taille en voulant baliser 50 ans d'enseignement d'histoire. Dans la version longue de sa recherche, soit dans son mémoire, Lemieux (2014) touche aux « grands courants idéologiques » multidisciplinaires. En s'étant forgé une grille de lecture vaste, Lemieux pose les questions à savoir si ses sources, manuels et programmes, sont « béhavoristes », « constructivistes », « socioconstructivistes », « libérales ou conservatrices », « multiculturalistes ou nationalistes ». Mais surtout, à côté de cet examen, Lemieux codifie parallèlement les manuels selon leurs références aux historiens et à leurs approches qu'ils regroupent dans des « courants historiques ». C'est ainsi qu'il touche à toutes ces questions que nous développons ici, au chapitre de la problématique : les connaissances disciplinaires du cours d'histoire ont-elles un lien avec les connaissances produites des historiens de formation? A-t-on complètement évacué le travail de ces derniers? Où se situe-t-on en 2006 par rapport à la contribution des historiens? Lemieux regroupe les historiens dans des ensembles générationnels que voici :

Figure 1. Les courants historiques selon Lemieux (2014)

Approches¹⁷	Historien(ne)s¹⁸
Génération F.-X.-Garneau	Michel Bibaud, Henri-Raymond Casgrain, Thomas Chapais, Laurent-Olivier David, Narcisse-Eutrope Dionne, François-Xavier Garneau, Pierre-Georges Roy, Benjamin Sulte et Louis-Philippe Turcotte
Génération Lionel-Groulx	Jean-Baptiste-Arthur Allaire, Richard Arès, Henri d'Arles, Élie-J. Auclair, Pierre Benoît, Antoine Bernard, Rosario Bilodeau, Azarie Couillard-Després, Marie-Claire Daveluy, Léo-Paul Desrosiers, Raymond Douville, Gérard Filteau, Lionel Groulx, Gustave Lanctôt, Arthur Maheux, Olivier Maurault, Victor Morin, Robert Rumilly, Robert-Lionel Séguin, Albert Tessier et Roger Viau
École de Montréal	Michel Allard, Jean-Paul Bernard, Michel Brunet, Robert Comeau, Guy Frégault, Réginald Hamel, Denis Héroux, Robert Lahaise, Maurice Séguin, Pierre Tousignant, Noël Vallerand et Denis Vaugois
École de Laval	Serge Gagnon, Jean Hamelin, Marcel Hamelin, Richard Jones, Maurice Lemire, Fernand Ouellet, Yves Roby, Marcel Trudel et Nine Voisine
Révisionnistes	Bernard Assiniwi, Denyse Baillargeon, Léandre Bergeron, Hélène-Andrée Bizier, André Bolduc, Serge Courville, Jacques Paul Couturier, Micheline D'Allaire, Jean De Bonville, Louise Dechêne, Denys Delage, Sylvie Despatie, Richard Desrosiers, Christian Dessurault, John Alexander Dickinson, Micheline Dumont, René Durocher, Jean-Marie Fecteau, Lucia Ferretti, Jean-Yves Gravel, Fernand Harvey, Jean-Pierre Kesteman, Jacques Lacoursière, Normand Lafleur, Mario Lalancette, Jean Lamarre, Yvan Lamonde, Yves Landry, Paul-André Linteau, Jacques Mathieu, Jean Provencher, Jean-Claude Robert, Jacques Rouillard, Yves Saint-Germain, Jean-Pierre Wallot et Bryan Young,
Post-révisionnistes	Éric Bédard, Damien-Claude Bélanger, Frédéric Boily, Gérard Bouchard, Charles-Philippe Courtois, Mathieu d'Avignon, Xavier Gélinas, Stéphane Kelly, Gilles Laporte, Jacques Langlais, Jocelyn Létourneau, Martin Petitclerc, Ronald Rudin, Marc Simard, Georges E. Sioui et Pierre Trépanier

Afin d'étudier ces générations d'historiens et leur influence sur les connaissances disciplinaires, Lemieux (2014) procède à deux examens quantitatifs. Il utilise premièrement le contenu des programmes et des manuels pour vérifier le nombre de références qui est fait à chacun de ces six courants historiographiques. Il vérifie la bibliographie des programmes et fait une lecture ciblant les sujets suivants dans les manuels :

- 1) les premiers contacts
- 2) la fondation de Québec
- 3) la fondation de Ville-Marie
- 4) la paix de Montréal
- 5) la déportation des Acadiens
- 6) la Proclamation royale
- 7) l'Acte de Québec
- 8) l'arrivée des loyalistes
- 9) l'Acte constitutionnel de 1791
- 10) les 92 résolutions
- 11) l'Acte d'Union
- 12) l'Acte de l'Amérique du Nord britannique
- 13) les grandes migrations
- 14) la Crise de la conscription
- 15) la Grande Dépression
- 17) la grève d'Asbestos
- 18) la nationalisation de l'électricité
- 19) la crise d'octobre ;
- 20) la première élection du Parti québécois grève d'Asbestos

Peut-être que cette lecture est pertinente pour une analyse des courants idéologiques politiques, mais il semble qu'ici, Lemieux se soit surtout fié à des événements de nature politique pour faire son examen. Pourtant en lisant Warren (2013), on comprend désormais qu'il est sans doute réducteur de concevoir l'histoire du Canada et du Québec sans toucher à l'histoire sociale. Quoiqu'il en soit, avec les bibliographies et une lecture pareillement ciblée, Lemieux présente les résultats suivants :

Figure 2. Les résultats de Lemieux (2014)

Historiens cités dans les programmes, selon leur approche						
Programmes	Garneau	Groulx	Montréal	Laval	Rév.	Postrév.
Civilisation française et catholique au Québec (1967)	2	24	30	21	5	0
Histoire du Québec et du Canada (1982)	1	31	21	38	26	0
Formation de l'école québécoise (2007)	0	0	0	0	0	0
Moyenne (1967-2007)	1	18,3	17	19,7	10,3	0

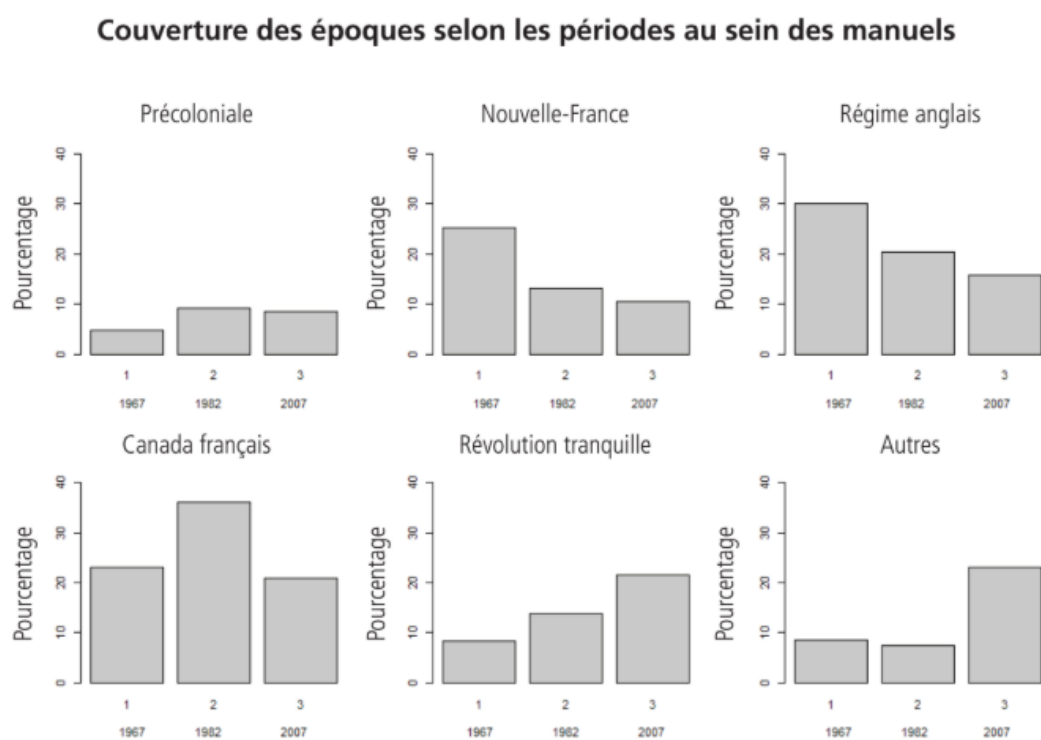
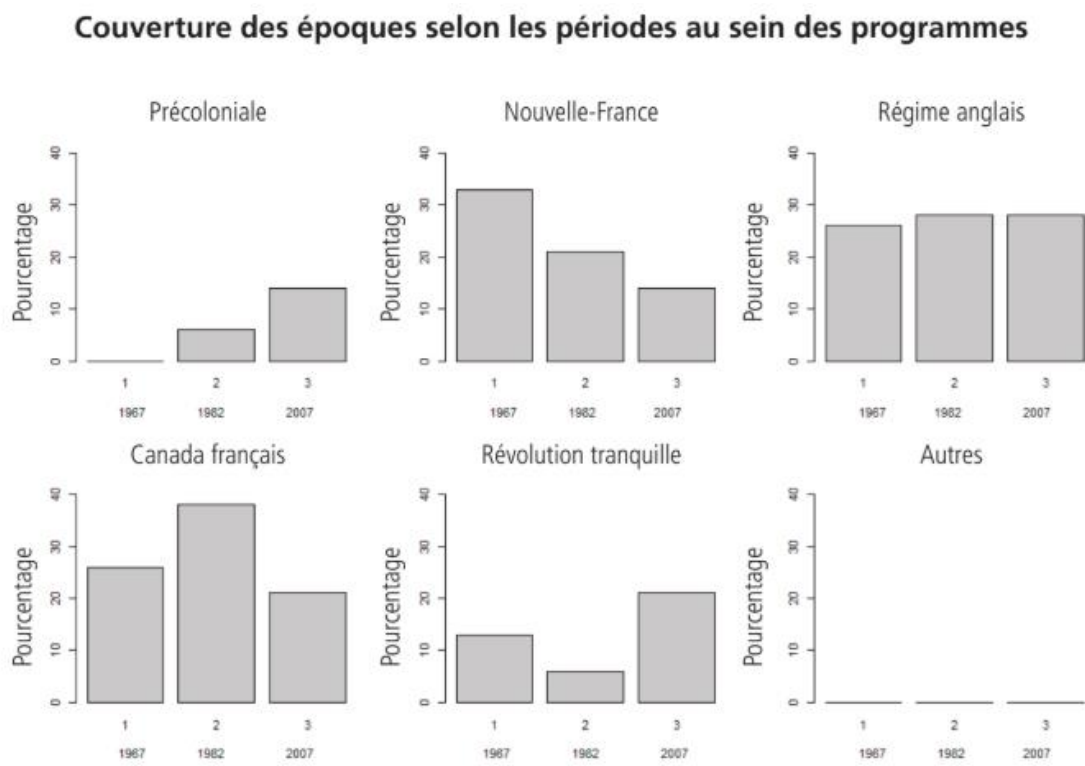
Nombre moyen de références par événement dans les manuels de 1967 à 1981, selon l'approche des historiens cités						
Manuels	Garneau	Groulx	Montréal	Laval	Rév.	Postrév.
<i>Canada-Québec</i>	0,10	0,35	0,30	0,40	0,10	0
<i>Histoire nationale</i>	0	0,30	0,45	0,45	0,40	0
Moyenne	0,05	0,33	0,38	0,43	0,25	0

Nombre moyen de références par événement dans les manuels de 1982 à 2006, selon l'approche des historiens cités						
Manuels	Garneau	Groulx	Montréal	Laval	Rév.	Postrév.
<i>Québec</i>	0	0,20	0,30	0,40	0,55	0,05
<i>Mon histoire</i>	0	0,39	0,39	0,61	0,89	0
<i>Notre histoire</i>	0	0,25	0,25	0,30	0,30	0
<i>Nouvelle-France</i>	0,15	0,55	0,45	0,25	0,60	0
<i>Nouvelle histoire</i>	0	0,11	1,00	0,95	1,00	0
Moyenne	0,03	0,30	0,47	0,49	0,66	0,01

Nombre moyen de références par événement dans les manuels de 2007 à 2012, selon l'approche des historiens cités						
Manuels	Garneau	Groulx	Montréal	Laval	Rév.	Postrév.
<i>Fresques</i>	0	0	0,40	0,30	0,55	0,10
<i>Le Québec</i>	0	0	0,40	0,30	0,20	0,10
<i>Présences</i>	0	0	0,05	0,05	0,30	0
<i>Repères</i>	0	0,05	0,60	0,05	1,00	0,05
Moyenne	0	0,01	0,36	0,18	0,51	0,06

Revenons à ses constats en les comparant parallèlement au deuxième examen quantitatif que Lemieux opère : celui du pourcentage des sections allouées aux grandes époques dans les manuels. Lemieux définit ses périodes comme celles de la Pré-colonisation (L'avant-1608), de la Nouvelle de France (1608-1760), du Régime anglais (1760-1867), du Canada français (1867-1959) et de la Révolution tranquille jusqu'à nos jours (1959-2012). Lemieux mentionne un détail important. Les manuels comportent des sections « Autre » faisant référence à d'autres thèmes que ceux de l'histoire du Québec et du Canada :

Figure 3. Les résultats de Lemieux (2014)



Avec ces résultats, Lemieux (et Côté en 2014) argumente par la suite que 1) c'est la première fois, avec la réforme de 2006, que le programme d'histoire du Québec de deuxième cycle du secondaire ne fasse référence à aucun historien québécois et que la majorité des titres qui s'y trouvent proviennent plutôt de spécialistes de sciences de l'éducation, 2) qu'est là sûrement la principale raison du débat qui a fait rage avec l'adoption de ce programme en 2006-2007, 3) que le programme de 2006 favorise de plus en plus l'introduction d'une histoire internationale et de moins en moins d'espace à l'histoire du Québec.

Vers quoi nous poussent les réflexions de Lemieux? Tout d'abord, en parcourant sa recherche nous constatons une opportunité. La refonte du programme ouvre une dernière période caractérisant les manuels par rapport à la chronologie proposée par Lemieux. Nous cherchons à contribuer à la conversation qu'il a entamée en se penchant sur les ruptures et les continuités marquant la transition entre le cours de 2006 au cours de 2017. Du nouveau matériel pédagogique peut être mise à l'étude. Or, si Warren (2013) étudie les changements dans les cours d'histoire à l'aide des examens, on comprend pourquoi Lemieux utilise les manuels pour s'intéresser aux connaissances disciplinaires. Warren argumentait que les examens offraient un prétexte idéal pour évaluer la manière par laquelle le programme était réalisé et comment très directement il prenait forme en contexte d'évaluation. Le manuel scolaire lui est une voie d'interprétation du programme. Si le manuel scolaire est privilégié par Lemieux pour s'intéresser à la nature de l'enseignement de l'histoire au Québec, c'est que le programme établit un squelette, une progression des apprentissages, auquel le manuel donne vie sous la plume des maisons d'édition. Évidemment, l'utilisation du manuel et la place qu'il occupe dans l'enseignement posent un débat en soi. Yves Yanick Minla Etoua (2014) nous permet de le confirmer en s'intéressant lui-même au statut des savoirs historiques dans certains manuels scolaires utilisés à l'école primaire camerounaise. Le chercheur cite notamment Lebrun et Niclot (2009) pour définir la fonction des manuels scolaires comme celle d'occuper « une position d'interface au sein du système éducatif, notion qui implique à la fois un contact et des échanges croisés avec leur environnement ». Ainsi les manuels feraient « la jonction du curriculum formel et du curriculum réel » et soutiendraient « la jonction entre le savoir savant et le savoir scolaire » (Minla Etoua, 2014). Le manuel donne vie au curriculum défini par le ministère. Évaluer son degré de filiation comme le fait Lemieux aux discours des historiens semble être un choix judicieux, car le manuel est sans doute l'outil prescrit par le ministère le plus prêt de la salle de classe. Mais on reste sur notre faim avec l'utilisation que Lemieux fait des

manuels. Lemieux renforce le constat de Prud'homme au sujet de l'éloignement de la contribution des historiens par rapport à la réforme de 2006, mais ne va pas plus loin. Son examen quantitatif ne lui permet pas de risquer d'analyser les générations d'historiens qu'il liste. Il se limite à compter des références sans qualifier les changements observés. Cet éloignement qu'il note dans les manuels par rapport aux historiens signifie-t-il que les connaissances historiques stagnent et n'évoluent que peu depuis l'élaboration d'un programme axé sur les compétences?

1.3 La formulation du problème et de la question générale

En somme, dans ce chapitre, nous avons constaté qu'une dizaine d'années après la réforme de 2006, ayant créé toute cette polémique autour du cours d'HEC, le ministère de l'Éducation a senti le besoin de retravailler le curriculum du cours d'histoire du Québec et du Canada. Nous nous trouvons en fait dans une période fertile sur le plan de l'enseignement. L'appropriation du nouveau cours d'histoire ne vient que de commencer. Une occasion favorable s'ouvre ainsi aux enseignants d'histoire interpellés par la transition potentielle, ou son absence, qui s'opère entre les connaissances disciplinaires de 2006 et de 2017. Porter un regard critique et fournir une réflexion sur le nouveau cours d'HQC proposé par le gouvernement semble un exercice pertinent, afin que les enseignants comprennent mieux ses enjeux. Ne sommes-nous pas les interprètes principaux de ce programme? Prud'homme (2006) ne voyait-il pas une valeur ajoutée au travail fait par les enseignants lorsque ces derniers travaillaient directement à l'élaboration du programme? Alors, sommes-nous revenus à une histoire vraie comme on la faisait dans les années 1980 et 1990, dont le caractère national domine? Sommes-nous encore pris dans cette histoire radicalement postmoderniste de 2006 poussant les enseignants à enseigner l'histoire d'un récit collectif dans lequel domine des valeurs démocratiques et instrumentalisant l'histoire dans son observation du présent? Quels constats du *Sens de l'histoire* ont-ils été retenus par les auteurs du nouveau programme d'histoire? Somme toute, où se situent les connaissances disciplinaires dans les manuels d'histoire? Leur revalorisation souhaitée par Beauchemin et Fahmy-Eid a-t-elle été tributaire d'un changement par rapport aux recherches faites par les historiens? Quelle transition sur le plan des connaissances disciplinaires contenues dans les manuels d'histoire a été faite entre 2006 et 2017 sur le plan historiographique? Voilà la question générale que nous posons à partir de notre revue de littérature.

Le projet de recherche ici proposé répond, en partie, au souci de mieux situer les moyens mis à la disposition de l'enseignant pour face aux débats savants exprimé sur le plan les connaissances disciplinaires. L'objectif général de la présente recherche est d'établir comment, si c'est le cas, les connaissances disciplinaires associées à l'histoire du Québec et du Canada ont évolué dans le nouveau cours d'HQC par rapport à ceux que contenait le cours d'HEC dans le prétexte qu'offre le matériel didactique. Pour retracer cette potentielle évolution, il semble primordial de problématiser les relations liant savoirs savants et savoirs scolaires ce qui serait fait au prochain chapitre.

CHAPITRE 2

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

2.1 Cadre de référence en pédagogie

Le deuxième chapitre a pour objectif de structurer l'argumentation de la présente recherche au sein d'un horizon théorique étoffé. Un pareil exercice permettra de tirer de notre question générale une question spécifique et limitée par des balises claires : celle de la transposition didactique, de la conception des manuels, des courants historiographiques, et de leur intégration aux manuels québécois.

2.1.1 La transposition didactique

Dans sa thèse de doctorat en éducation déposée en janvier 2012, Viateur Karwera s'est penché sur le concept de *La transposition didactique du concept de citoyenneté à travers des pratiques d'enseignement de l'histoire au secondaire*. L'auteur ouvre un dialogue théorique touchant à la portée et à la pertinence d'une matière scolaire par rapport au contexte dans laquelle elle s'insère. On problématise là la question centrale se dégageant de notre questionnement général à savoir où se situent les savoirs sur la matière enseignée à l'école, par rapport à ce que les historiens spécialisés dans la question de la francophonie canadienne en disent.

Il faut comprendre que la transposition didactique est un concept mettant l'accent sur l'espace existant entre la production des savoirs dans la sphère discursive alimentée par les spécialistes disciplinaires et celle articulée dans les programmes, les manuels et par les praticiens de l'enseignement. En fait, Karwera (2012) soutient que la transposition didactique est un concept introduit pour la première fois en 1975 et qui a mûri pour refléter le travail d'interprétation qui existe de la production académique d'un savoir jusqu'à son enseignement en salle de classe. Ça serait le sociologue Verret qui utilisa cette expression pour la première fois dans son ouvrage *Le temps des études* (Karwera, 2012). Selon Perrenoud (1998), Verret tentait alors de désigner un phénomène très large touchant à la transmission des savoirs dans leur globalité, à l'école comme ailleurs. Chevallard (1985) reprit cependant le concept pour le diffuser par la suite chez ses comparses didacticiens. La transposition didactique fut très populaire dans le champ de recherche portant sur l'enseignement des mathématiques. Les chercheurs s'en servirent pour réfléchir

initialement aux transformations subies par les théories des mathématiciens lorsqu'elles se métamorphosent en savoirs scolaires (Karwera, 2012). Le concept finit par être adopté plus largement par les didactiques des autres disciplines, ce dernier étant aussi utile par rapport à d'autres disciplines où les savoirs savants ne sont pas aussi centraux (Karwera, 2012).

D'autres chercheurs comme Martinand (1986) discutèrent de la place occupée par les pratiques sociales dans la transposition didactique. Ce dernier percevait les pratiques sociales comme y jouant un rôle complémentaire à celui des savoirs. Karwera (2012) souligne que Martinand ouvra ainsi la porte à des savoirs beaucoup plus larges qui émanent du « sens commun, des savoirs d'action, des savoirs implicites et de tous les savoirs dits professionnels ». Savoirs savants et pratiques sociales de référence influencent pour Martinand les enseignements dans la salle de classe. Chevallard (1985, 1989) appliqua ce concept à la didactique des mathématiques en cernant trois grandes étapes dans la chaîne de la transposition : celle du savoir savant, du savoir à enseigner, et du savoir enseigné. Dans sa recherche, Karwera (2012) a remarqué en fait qu'une évolution majeure s'enclencha avec la publication de Chevallard et Joshua dans *Du savoir savant au savoir enseigné* (1991). Chevallard et Joshua y faisait avancer la discussion en soutenant l'idée d'une pluralité de types de savoirs en milieu scolaire, idée qui trouverait désormais un plus grand nombre de partisans. Joshua (1996) défendit similairement qu'à côté des savoirs savants existaient des savoirs professionnels reflétant l'ensemble des connaissances partagées par les praticiens. D'une manière comme d'une autre, il faut constater qu'à côté des savoirs savants, les spécialistes de la question affirment que d'autres types de connaissances influencent les contenus qui sont finalement enseignés en salle de classe.

Des didacticiens discutèrent du processus de transformation qui semble s'opérer entre la référence définie par les experts d'une discipline et celles opérationnalisées à travers l'acte d'enseigner. Arsac et ses collaborateurs (1994) analysèrent le choix de ce qui doit être mis au programme. Beauchesne et Hensler (1998) défendirent l'idée générale que la traduction des savoirs experts, peu importe la discipline, ainsi que des pratiques sociales suivait une trajectoire descendante. Dans cette trajectoire descendante, il faut remarquer que s'y trouvent plusieurs lieux : le gouvernement, l'école, la salle de classe, etc. Astolfi (1997), Beauchesne et Hensler (1998) regroupèrent ses lieux en différents niveaux. L'on en retient que ces chercheurs relient

l'influence apportée sur la référence originelle à des facteurs institutionnels (ceux des paliers gouvernementaux) et des facteurs professionnels (ceux où agissent les enseignants).

Dans cette chaîne descendante, Astolfi et ses collaborateurs (1997) distinguèrent deux grandes étapes à la chaîne de transposition. La transposition interne couvre le processus dans lequel l'enseignant transmet des connaissances et dans lequel l'apprenant les assimile. La transposition externe désigne toutes les activités qui fixent les contenus d'enseignement avant leur arrivée en salle de classe. On pense donc notamment au travail des universitaires, des auteurs des programmes et de ceux des manuels. Apple (2000) voyait dans le travail de tous ces acteurs celui d'un groupe dominant. Constatons plus sobrement que les acteurs sociaux ici identifiés, feront tous un travail d'interprétation à leur manière. Attention, pour Astolfi (1997), si la chaîne de la transposition a une apparence linéaire, le processus effectué par les savoirs entre un niveau et l'autre n'est peut-être pas aussi direct que le modèle peut laisser paraître. Entre la transposition externe et interne par exemple, des interprétations divergentes pourraient être apportées par les nouveaux acteurs que cette dernière fait intervenir.

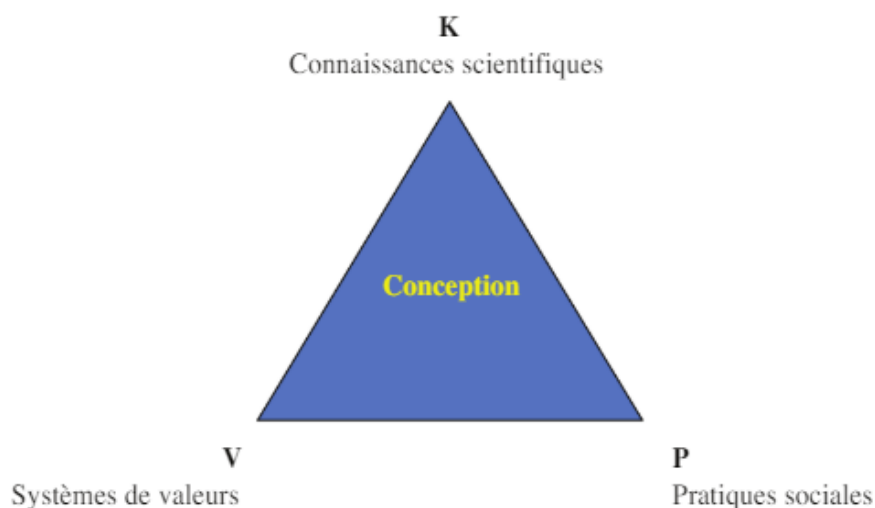
La réflexion que nous avons opérée sur la transposition didactique à partir des réflexions de Karwera (2012) met donc l'accent sur l'interprétation exercée par tous les acteurs impliqués dans la conception des savoirs jusqu'à leur apprentissage opéré chez l'apprenant. L'enseignant a une place centrale dans cette chaîne. Il est un interprète qui cherche à favoriser le passage des savoirs codifiés à un transfert effectif chez l'apprenant (Tardif et Lessard, 1999). Plusieurs didacticiens le soulignent (Audigier & Maribeau, 1988; Chevallard & Joshua, 1991; Martineau, 1999). La transposition s'illustre comme un processus cristallisant le travail d'interprétation fait pour les contenus enseignés aux élèves.

2.1.2 La conception des manuels

De cette réflexion portée sur la transposition didactique, il est crucial de se spécialiser dans le niveau auquel touche directement notre problématique : celui du matériel pédagogique. Clément et ses collaborateurs (2014) ont beaucoup réfléchi à l'importance de la transposition didactique dans le programme et le manuel scolaire. Ces derniers confirment que la didactique d'une discipline est typiquement centrée sur le contenu de ce qui est enseigné et appris (2014). En ce sens, une analyse didactique des manuels scolaires s'intéresse à leur contenu, mais aussi à leurs

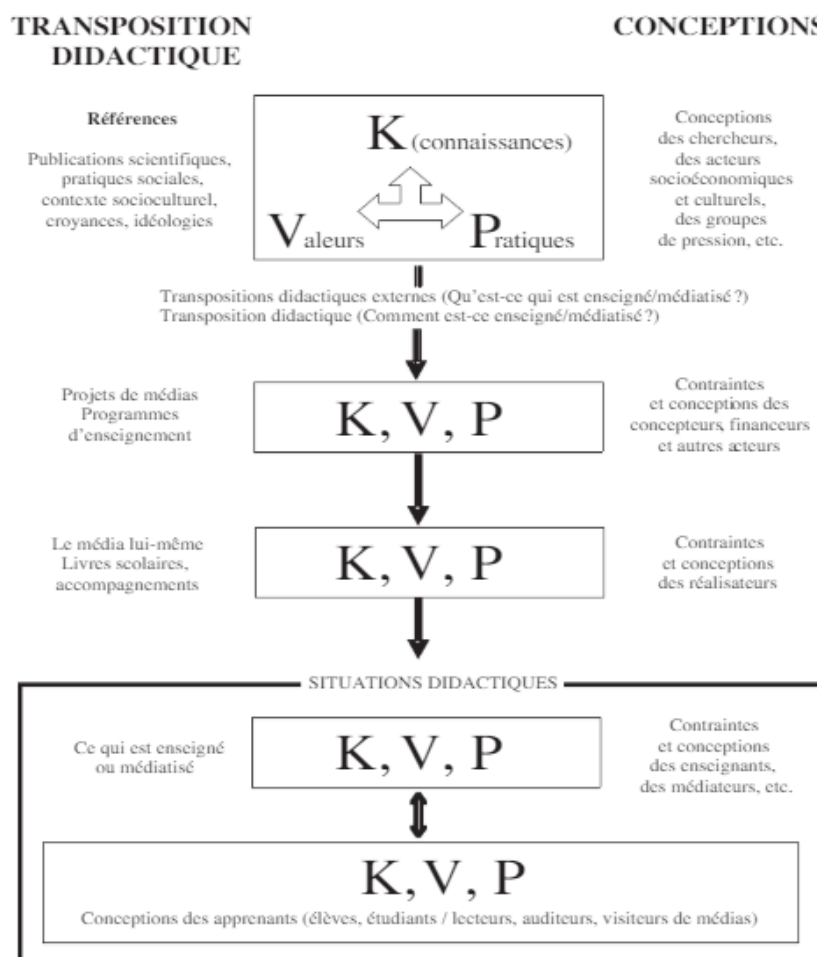
messages qu'ils soient explicites ou implicites (2014). Les auteurs l'illustrent en comparant deux manuels de sciences appliquées. À la même année, en 1959, l'on contraste clairement que le manuel pour garçon présente le fonctionnement des moteurs des tracteurs, leur réparation, etc., alors qu'aux filles sont adressées des activités reliées aux tâches ménagères : ménage, repassage, faire les courses, s'occuper des enfants, etc. Clément et ses collaborateurs (2014) confirment ainsi qu'une certaine charge se fixe aux contenus. Elle est marquée par des pratiques sociales (variable désignée comme P) et des valeurs (variable désignée comme V) qui apparaissent aujourd'hui comme dépassées (division du travail entre les hommes et les femmes). C'est à l'aide d'analyses féministes, à l'aide d'une perspective actuelle, que les valeurs, implicites des manuels en question peuvent être relevées. Leur méthodologie est fondamentalement critique et postule qu'un discours posé à une époque donnée est influencé, à l'insu de son auteur bien souvent, par des idées dominantes. Les connaissances scientifiques (variable désignée comme K) entrent en interactions avec les pratiques sociales et les valeurs. Ces trois pôles sont au cœur du modèle de KVP (Clément, 1998, 2004). Ce modèle figure à la page suivante :

Figure 4. La conception chez Clément (2014)



Clément et ses collaborateurs mettent l'accent sur l'importance du contexte social dans lequel est défini un concept qui variera et en fonction des pratiques sociales et des systèmes de valeurs des acteurs. Selon eux, l'interaction entre les Connaissances, les Valeur et les Pratiques sociales est un processus central de la transposition didactique. Ainsi, la relation KVP se déclinera en fonction de la référence (les publications scientifiques, les pratiques sociales, le contexte socioculturel, les croyances, les idéologies) de laquelle découle le projet pédagogique des curriculums ; desquels découlent les livres scolaires ; desquels découlent enfin les situations didactiques (Clément, 1998, 2001, 2004). Pour illustrer le tout, Clément et ses collaborateurs (2014) proposent le modèle qui se trouve à la page suivante et qui laisse une grande place aux influences extérieures. Dans chaque niveau de l'échelle de la transposition didactique, l'interaction entre les KVP a le mérite de mettre l'accent sur les médias influençant tous les acteurs de la transposition (2014). Le modèle permet également une plus grande inclusion des publications scientifiques primaires, des traités scientifiques ou des articles de synthèse qui sont en général la référence essentielle pour les autres niveaux de la transposition (2014). Enfin, l'approche met l'accent sur les interactions KVP chez les principaux acteurs dans les divers processus de conception (Clément et Hovart, 2000 ; Clément, 2004). Bref, ces interactions entre KVP sont personnifiées par leurs acteurs respectifs.

Figure 5. La transposition didactique chez Clément *et al.* (2014)



Clément *et al.* (2014) considèrent le manuel scolaire comme un échelon précis de l'échelle de la transposition didactique. Le manuel scolaire est l'aboutissement des stratégies de rédaction du programme officiel, traduisant les poids respectifs du ministère concerné, des principaux acteurs du système éducatif, des groupes de pression extérieurs au système éducatif (familles, associations, partis, églises, etc.) (2014). Ce n'est pas tout. Le manuel correspond aussi aux stratégies des éditeurs attachés à une perspective commerciale, des auteurs des manuels ainsi que des diffuseurs des images. Après être passé par les intérêts institutionnels des auteurs des programmes, dans notre cas le Ministère de l'Éducation, le manuel répond à des facteurs qui sont spécifiquement pris en charge par les auteurs des outils pédagogiques.

Par ce détour de la conception du manuel scolaire, la transposition didactique permet d'emblée de mieux encadrer notre questionnement initial. Elle illustre bien le lien de filiation qui semble exister entre les savoirs à enseigner par rapport aux savoirs savants. La conception d'un programme ou d'un manuel, qui se fait à l'extérieur de la salle de classe, est liée aux savoirs savants discutés chez les scientifiques. De plus, la lecture de ces références scientifiques, idéologiques, valeurs, pratiques sociales, croyances, etc., poussera les acteurs du palier gouvernemental à faire une première interprétation, reprise ensuite par les acteurs produisant des manuels scolaires. En fait, Clément *et al.* (2014) permettent de bien cerner les facteurs qui se dissimulent dans notre problématique. La relation KVP des manuels scolaires de la réforme de 2017 est au centre de notre analyse. L'on cherche à analyser le résultat de cette relation au niveau des manuels. Il s'agit aussi de le mettre en relief par rapport à la référence plus haute posée par la relation KVP de la sphère discursive alimentée par les historiens. Si ces derniers sont les principaux scientifiques chapeautant le sommet du processus de transposition didactique qui nous intéresse, leurs analyses alimentent directement la relation KVP de niveau scientifique. Il faudra désormais les explorer en introduisant quelques éléments théoriques parcourant l'historiographie.

2.2 Cadre de référence en historiographie

Qu'est-ce que faire de l'histoire? Selon le philosophe Ricœur (1983) le métier d'historien a d'une part une ambition scientifique ancrée dans un certain empirisme. Il affirme que les différentes analyses historiques devraient pouvoir se retrouver sur une même trame et complètent en ce sens un commun récit. L'interprétation d'un historien devrait en principe se raccorder avec celles de ses pairs : une vraie Histoire existe implicitement et tous œuvrent pour s'en rapprocher. Or, l'historien lui-même est un sujet de cette grande Histoire. L'historien ne peut se distancer entièrement de ses *a priori*. Malgré l'exercice de distanciation qu'il effectue pour identifier ses biais, des postulats restent profondément ancrés dans son analyse. Une Histoire vraie s'est sans doute déroulée, mais l'axe de compréhension que façonne l'historien passe par une enquête imparfaite bâtie à partir de témoignages nécessairement partiels et partiels. Ces sources, en plus de leur biais, sont inmanquablement soumises au jugement de l'historien qui les interprétera. Et puisque celui-ci est lui-même plongé dans un contexte historique, celui de son monde contemporain, son analyse restera marquée par le sceau de son époque. Faire de l'histoire est un

exercice marqué inévitablement par notre subjectivité bien qu'elle aspire à se distancer autant que possible de celle-ci.

Pour Ricœur (1983) si elle tend à la neutralité, l'histoire n'est jamais neutre : elle est toujours ouverte à la discussion. Ricoeur exprime le même constat à savoir que les Valeurs, les Pratiques sociales influencent les Connaissances. Force est de constater que les savoirs du programme d'HEC et de sa nouvelle version que l'on trouve dans le programme d'HQC ne sont pas figés. Elles sont discutées vivement par les savants qui consacrent leur carrière à éclairer, à l'aide de sources, les interrogations qui s'y rattachent. Pour donner de la profondeur à l'examen que l'on veut faire quant à l'évolution des savoirs d'HEC et d'HQC, il semble crucial de résumer auparavant les débats historiographiques. Se dégagent de cet examen les critères qu'on utilisera pour mieux comprendre la transposition effectuée dans le matériel pédagogique attribué à la réforme de 2017 par rapport à la francophonie canadienne.

Abordons ici la limite la plus importante de notre travail. Il est loin de notre intention de réduire les cours d'histoire de secondaire 3 et 4 à la simple histoire de la francophonie canadienne. Si nous tenons pour acquis que le curriculum de ces cours est traversé par l'histoire des francophones, nous n'argumenterons aucunement que l'histoire de la francophonie canadienne est l'espace exclusif du programme de 2006 ou de 2017. Ces programmes traversent plusieurs historiographies. C'est un constat indéniablement soutenu par la réflexion de Beauchemin et Fahmy-Eid. Le cadre national de l'histoire du Québec et du Canada est parcouru par une multitude de parcours ethnoculturels : celle des francophones, celle des premières nations, des anglophones, des communautés culturelles issues d'une immigration relativement récente, des courants transnationaux, etc. **Notre travail cherche à ouvrir une réflexion sur les manuels par rapport au travail des historiens plutôt qu'à l'écraser par l'histoire de l'un de ces groupes.** La francophonie canadienne semble toute désignée pour ouvrir cette entreprise qui, en s'y limitant, reste incomplète. Chaque communauté culturelle a des débats et des enjeux qu'on ne violentera pas en les résumant dans un essai. Ce serait réduire leur richesse. Aussi, il faut noter qu'ici l'emploi de l'épithète de francophonie canadienne, lorsqu'on parlera d'historiographie, n'est pas choisi innocemment. La « Nouvelle-France », le « Bas » et le « Haut Canada », les « Canadas-Est » et «-Ouest », le « Canada-Uni », le « Dominion du Canada » et le « Québec » projettent un découpage assez précis dans l'espace-temps. L'idée d'évoquer une historiographie strictement québécoise

semble un peu triste : à cause d'une frontière politique tracée en 1867 et portée vers l'identité vers 1960, on s'empêcherait peut-être de lire ce que des historiens des plus féconds expriment sur le plan de la francophonie canadienne et de son évolution.

L'un d'eux, Michel Bock, spécialiste de l'histoire de l'Ontario français, fournit un riche témoignage de la question. S'étant attaqué à la pensée de Lionel Groulx, Bock (2010) a publié un article fort instructif sur l'historiographie qui explore cette notion du fait français en Amérique du Nord en se référant à l'ensemble de la francophonie du Canada. Le chercheur y témoigne premièrement des grandes lignes qui permettent de différencier plusieurs catégories de lecture qu'ont proposées certains ténors de l'histoire de la francophonie canadienne. En suivant ses enseignements, l'on dégage trois courants historiographiques que nous résumerons: l'histoire économique et sociale, l'histoire normale, l'histoire post-révisionniste. Il est intéressant de remarquer que Lemieux (2014) dans son examen des références à l'historiographie faites dans les manuels reprend d'ailleurs ces catégories en y rajoutant celle des générations de Garneau et de Groulx (voir Figure 1). Celles-ci nous intéressent moins, car, par rapport aux manuels actuels, leurs écrits sont plutôt perçus comme des sources, des témoignages historiques de premier ordre, que des études, des réflexions historiques savantes d'actualité. Il est aussi intéressant de constater que Michel Bock regroupe l'École de Montréal avec celle de Québec que sépare de son côté Lemieux. La vision des courants historiographiques de Bock souligne les postulats que partagent ces deux écoles de pensée : soit que d'une manière ou d'une autre le Canada français a été retardataire, traversé par une mentalité d'Ancien régime, que ce soit après de la Conquête (École de Montréal) ou corollairement aux Rébellions (École de Laval). C'est un exercice que Lemieux (2014) évite d'ailleurs d'effectuer. Ce dernier refuse en fait de se pencher sur les idées discutées directement par chacun de ces courants historiographiques qu'il utilise pourtant. Il le spécifie dans ses notes en bas de page : « Cette catégorisation est liée essentiellement aux générations et aux approches professionnelles et n'implique d'aucune manière que ces historiens puissent partager les mêmes points de vue ». Nous sommes d'accord avec ce constat : les catégories de Bock et de Lemieux font des généralisations qui ne peuvent enfermer l'individualité des auteurs qu'elles regroupent. Par contre, certaines tendances peuvent se dégager des thèses avancées par ces regroupements d'historiens sans contenir leurs divergences sur le sujet. Nous sommes à l'aise à le faire, car l'objectif n'est pas autant de réduire les manuels à un courant historiographique, mais bien plus à utiliser ces courants historiographiques comme prétexte pour mieux cibler leurs différences

potentielles sur le plan des savoirs savants. Bien que chacune des catégories ne permet pas d'étudier spécifiquement les auteurs qu'elle regroupe et leurs différences, elle permet de recouper les débats qu'ils proposent. Nous osons aller plus loin en parlant qualitativement de ces mêmes catégories que Lemieux propose pour parcourir l'histoire du Canada et du Québec. Cet exercice nous permettra de nous ouvrir à l'organisation actuelle des savoirs savants et de leur KVP à partir du lieu le plus haut de la transposition didactique. Bref, en définissant ces courants, nous concevons ici notre témoin qui nous aidera à décrire si les manuels de 2006 et 2017 suivent l'évolution des débats savants : Enchainons en présentant ces trois courants :

2.2.1 L'histoire économique et sociale, un premier courant

Fernand Ouellet est un spécialiste de l'histoire canadienne-française. Docteur en histoire et ayant travaillé à l'Université de Laval, il enseigna également à l'Université Carleton, à l'Université d'Ottawa et à l'Université York à Toronto. Avec ses œuvres majeures à l'instar de son *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* (1966) et de son *Le Bas-Canada, 1791-1840* (1976), il est considéré aujourd'hui comme l'un des pionniers de l'histoire économique et sociale du Québec. Difficile de tenter de problématiser le curriculum des cours d'histoire du Canada sans le mentionner. À vrai dire, la contribution de cet auteur est majeure. Ayant touché à divers sujets, Ouellet a tant discuté de l'histoire du Canada français qu'il se pose comme une figure de proue d'une école de pensée historiographique. Son ouvrage intitulé *Papineau* (1960), racontant l'histoire du chef des Rébellions de 1837-1838, dévoile la saveur de son discours. En y révisant sources épistolaires et discours, Ouellet décrit la mentalité de ce chef de la diplomatie canadienne comme « remplie de gaucherie », car opposée à l'avènement de la société de droit britannique qui au début du XIX^e siècle s'implémentait. Ouellet ne mâche pas ses mots lorsqu'il critique la culture canadienne-française. Il le révèle également dans son article portant sur les « insurrections de 1837-1838 » (1968) par lequel il analyse une histoire du phénomène social. L'auteur s'y demande si les couches populaires ont participé aux Rébellions. Et quel rôle y exerça l'élite? Tout comme Papineau souffrait d'une mentalité monolithique, la classe politique canadienne-française, toujours selon Ouellet, était retardée par rapport aux normes démocratiques que brandissait déjà la société britannique beaucoup plus avancée. En ce sens, cette classe dirigeante a manipulé les classes populaires, qui en 1837 et 1838, souffraient de famine plus que d'un mal politique. Dépourvus de toute conscience de classe, les paysans canadiens-français, ne se reconnaissant pas comme tels,

étaient vulnérables aux discours de la bourgeoisie canadienne-française. Le mécontentement des paysans, affamés, fut travaillé par les politiciens canadiens-français, conformément à leur idéologie, pour les pousser aux armes et les monter contre un régime pourtant beaucoup plus avancé. Si les paysans réclamaient au départ du pain, ils absorbèrent une idéologie nationaliste véhiculant la tradition canadienne-française, le système seigneurial, et ravivant une haine raciale contre les Britanniques. D'ailleurs, toujours selon Ouellet, c'est par le caractère artificiel de cette idéologie que les Rébellions se soldèrent par un échec : le discours qu'elles répandaient n'avait pas la mainmise sur la mentalité du peuple malgré la vulnérabilité de celui-ci.

Que témoigne ce récit? Pour Ouellet, la tradition canadienne-française, cette culture, était idéologique et artificielle. Elle fut la création d'une bourgeoisie en décalage par rapport à la mentalité des classes populaires. Cette vision globale a été si marquante dans l'historiographie qu'on associe à « l'école de Laval » (université à laquelle Ouellet enseigna) ce groupe d'historiens qui a fait une lecture très sévère de la culture canadienne-française. Pour ces derniers, les Canadiens français étaient marqués par une mentalité d'Ancien Régime, ancrée dans le vieux monde traditionnel refusant l'esprit des Lumières et le progrès. Les Canadiens français et ses dirigeants (bourgeois et ecclésiastiques) manipulaient les classes populaires pour faire du Canada français une société retardataire. Les bourgeois et l'Église empêchaient en ce sens les Canadiens français de se moderniser. Pour Ouellet, quand survint la Révolution tranquille, elle fut un moment libérateur pour la société québécoise, la fin d'une grande noirceur! La Révolution tranquille permit, dans les années 1960, aux classes populaires à prendre le dessus sur leurs vieilles élites. Finies les traditions d'Ancien régime! Dans cette interprétation historique, c'est en 1960 que la modernité se posait sur la société québécoise.

2.2.2 L'histoire normale ou révisionniste, un deuxième courant

Ce récit marginalisant les Canadiens français en raison de leur institution particulière (catholique) est critiqué par les membres d'une deuxième sensibilité historique passée à la postérité comme celle des « révisionnistes » (surnoms que leur attribua Rudin, 1998). C'est en faisant le sommaire de leurs raisonnements que Jacques Rouillard (1998), ne cachant pas sa préférence pour cette 2^e sensibilité historique, a donné la réplique à la vision de Fernand Ouellet en publiant son *La Révolution tranquille: rupture ou tournant ?*. Rouillard avance que le Québec ne s'est pas inséré dans « l'ère moderne » en 1960 par un élan faisant rupture avec son passé. Au contraire, si pendant

cette période la province a accéléré son développement, c'est que celui-ci a commencé il y a belle lurette. Rouillard (1998) propose ainsi que les Canadiens français, loin de rester en marge des innovations que les sociétés occidentales soutenaient, ont continuellement ravivé une certaine conception du libéralisme qui leur a permis, depuis le XIX^e siècle, de croître (et ce sans souffrir du retard matériel ou idéologique que défend Ouellet et cie.). Rouillard (1998) témoigne que les Canadiens français ne furent pas en retard au rendez-vous des temps modernes et que le territoire qui correspond aujourd'hui à la province du Québec connu, dès le XIX^e siècle, un essor industriel. Certes, l'Ontario du début du XX^e siècle développa plus rapidement son secteur manufacturier. Or, plusieurs sources attestent qu'en comparaison avec les autres provinces, composées d'un tissu social aussi sinon plus anglo-saxon que celui tissé au sein du territoire ontarien, le Québec était même à l'avant-garde de l'industrie canadienne. Rouillard révisé l'histoire du Québec pour l'insérer dans un récit de développement économique normal par rapport aux autres sociétés nord-américaines, voire aux sociétés occidentales. Entretenant un esprit d'entreprise, les propriétaires qu'elles rassemblaient appartenaient à un monde industriel en pleine consolidation vers lequel se dirigeait un nombre de plus en plus important d'ouvriers canadiens-français. Actifs dans les différents volets de cette industrie florissante, ces travailleurs s'organisèrent dans des syndicats normaux et développaient une conscience de classe de plus en plus mature. Les syndicats américains, notamment celui des Chevaliers du Travail, permirent l'entrée d'idées fraîches. Et loin d'être immobiles, les ouvriers n'eurent pas peur de militer, ils le firent autant sinon plus que leurs voisins ontariens. En fin de compte, au sein du Québec régnait une pensée libérale garante de la diversité idéologique des habitants de ce territoire. Dans le sillon tracé par Lafontaine, Cartier, Laurier, Marchand, Parent, Gouin, etc., politiciens bleus comme rouges adhéraient à un libéralisme modéré aspirant au progrès économique et défendant l'autonomie de l'État face à l'Église.

Qu'en retirer? Rouillard qui se dévoile comme un « normalien », un historien cherchant à inscrire l'histoire du Québec dans la normalité historique (de l'Occident), ne reconnaît pas, contrairement à Fernand Ouellet, les années 1960 comme un grand moment de rupture, mais les interprètent bien comme l'aboutissement d'un développement de la modernité au Québec. Alors, la Révolution tranquille n'est pas une rupture dans ce récit, mais bien une accélération et le résultat d'années de pensée libérales véhiculées au Québec. Le poids joué par l'Église catholique est ici amenuisé par rapport à celui attribué au récit de Fernand Ouellet : les classes dirigeantes ne faisant pas front commun et une partie de la bourgeoisie à tout le moins affrontaient les idées

conservatrices véhiculées par l'Église. L'Église était une institution parmi les autres qui n'avait pas le contrôle sur la société. Rouillard est par ailleurs en accord sur ce point avec Ouellet : si l'Église avait eu le contrôle sur la masse, le diagnostic de ce dernier aurait été exact. Pourquoi? Car Rouillard (1998) reconnaît tout de même dans l'Église « un modèle de chrétienté médiévale inspiré par les valeurs des penseurs de la contre-révolution française [...] ». Selon cet archétype de l'histoire « révisionniste », l'histoire du Québec est une histoire normale, s'inscrivant dans les grandes lignes de l'histoire occidentale. Pourquoi? Notamment parce que l'Église catholique, ne réussissait pas à empêcher la population de se moderniser et à la société de s'industrialiser. Le Québec fut bien, dès le XIX^e siècle, une société nord-américaine avancée.

2.2.3 L'histoire des post-révisionnistes, un troisième courant

Au travers de ces deux premières visions historiographiques, la dichotomie opposant modernité et tradition est postulée. En revisitant l'histoire du catholicisme, les partisans d'une troisième sensibilité historiographique, post-révisionnistes, arrivèrent à une conclusion tout autre. Au fil des paragraphes de l'article *From Rechristianization to Contestation: Catholic Values and Quebec Society, 1931-1970* composé par Michael Gauvreau (2000), la Révolution tranquille plonge ses racines dans un catholicisme renouvelé. Il propose que l'émergence du libéralisme collectif, à la base de la modernisation de l'État québécois des années 1960, fût propulsée par le discours rénové du Saint-Siège. Appréhendant le caractère belliqueux des régimes totalitaires d'extrême droite et craignant le matérialisme louangé par les marxistes, l'Église chercha une troisième voie pour affronter les maux des civilisations. Épousant le message divulgué par l'encyclique *Quadragesimo anno*, elle se disait maintenant prête à affronter la lutte des classes, à rechristianiser la masse en renouant des liens solides à travers des interventions qui se ramifieraient à partir du credo stipulé par sa doctrine sociale. Ce réformisme catholique, enchaîne l'auteur, fit écho au Québec. Bientôt le Père Lévesque inaugura l'École sociale populaire, et parallèlement la Confédération des travailleurs catholiques du Canada fut instituée. Les groupes d'Action catholique spécialisés comptant notamment les mouvements de jeunesse catholique se diffusèrent à vive allure. Garde néanmoins à celui qui mariait la question nationale au domaine spirituel : le religieux devait d'abord s'émanciper de la question politique. Le catholique, proche des valeurs de son Église, devait ainsi se responsabiliser et faire preuve de diligence en s'engageant dans les œuvres afin de raviver le souffle spirituel de ses proches. Allant au sens contraire des deux

premiers courants historiographiques, Gauvreau (2000) brosse de cette manière le portrait de l'humanisme chrétien pour réfuter leur perception péjorative d'une Église monolithique dirigée par une caste de clercs poussiéreux. L'appareil qu'elle instaurait dès les années 30 créait un espace public où le laïc et la femme chrétiens, investis d'une nouvelle flamme missionnaire, devaient agir activement. L'Église se fondait au siècle. Elle reformulait sa mission en faveur de la modernité. En auscultant cette ouverture idéologique, Gauvreau (2000), constate la maturation d'une philosophie catholique parallèle à la doctrine sociale de l'Église. Marqués pourtant par l'héritage du nouvel humanisme chrétien, plusieurs personnalistes en vinrent à critiquer la hiérarchie cléricale perçue autoritaire. Au Canada français de l'après-guerre, ils se rassemblèrent autour de la revue *Cité-libre*. Les Fernand Dumont, Pierre Elliot Trudeau, Pierre Vadeboncoeur, Gérard Pelletier, pour n'en nommer que quelques-uns, émaillaient de loin comme de proche ce discours en condamnant l'immobilisme du cléricalo-nationalisme. Warren et Meunier (1998) martèlent que ces critiques renommées de la société canadienne, soit ces précurseurs notables de la Révolution tranquille, restaient attachées à la philosophie personnaliste et du coup au catholicisme. Reconnaisant l'héritage que leur avaient apporté Mounier et sa revue *l'Esprit*, ils faisaient les éloges d'un personnalisme combattant l'orthodoxie des institutions brimant selon eux la mission authentiquement chrétienne de l'émancipation de la personne. Si l'Église devait se concentrer sur la question religieuse, la sphère publique revenait au politique. C'est en ce sens que la structure hiérarchisée de l'Église canadienne-française fut, paradoxalement, accusée de freiner le combat pour la justice sociale, d'empêcher la personne humaine de s'épanouir pleinement.

Que faut-il en retenir? Pour les autres partisans de cette troisième sensibilité, c'est à travers l'Église très spécifiquement que les idéaux réformateurs de la doctrine sociale et de la philosophie personnaliste traversèrent au-delà de l'océan Atlantique. Imbriquée entièrement au Canada français, elle deviendrait la courroie de transmission de la modernité. L'Église propulsa elle-même la Révolution tranquille, soit le transfert de ses responsabilités aux laïcs mobilisés par l'État. L'Église ne fut pas en ce sens une institution retardataire. Au contraire, elle évolua, elle fut ouverte au changement et promut même la modernité dès le début du XX^e siècle. L'Église est ici non seulement mise de l'avant dans le récit historique de l'histoire du Québec, elle est considérée comme son moteur principale. L'Église joua au lendemain de la conquête le rôle qu'elle cédera à l'État québécois plus tard : elle fut consubstantielle à la nation canadienne-française.

2.3 Questions de recherche spécifiques

Les courants de l'histoire économique et sociale, normale et post-révisionniste proposent des postulats différents pour lire l'histoire de la francophonie canadienne. Les historiens, débattant ensemble, nous permettent de formuler grossièrement trois grilles de lecture permettant d'analyser le récit de la francophonie canadienne. Le travail de synthèse fait ici dans le cadre conceptuel a cartographié les savoirs savants, les valeurs et les pratiques sociales au sein de trois grands courants d'interprétation historiographique. C'est d'ailleurs à partir de ces trois grands courants historiographiques que l'on propose de faire une lecture des manuels des réformes de 2006 et de 2017 dans le sillon tracé par Lemieux. Le travail des historiens nous a permis d'éclairer grossièrement l'origine de la transposition didactique en cernant lieu où s'opère la production du savoir savant et son adaptation que nous voulons examiner

En étudiant la transposition didactique, nous avons postulé qu'il est sans doute normal que les savoirs enseignés soient délimités dans un certain espace prenant de la distance quant aux savoirs savants. Il semble acceptable d'observer que les institutions et la finalité du travail des historiens différeront des acteurs qui interviendront lors de la conception des programmes et par la suite des acteurs intervenant lors de la conception des manuels. Le constat de Lemieux reste marquant : pourquoi de moins en moins d'historiens sont-ils cités dans les manuels? Notre cadre de référence nous pousse à souligner que la baisse du nombre de références ne signifie pas nécessairement que les savoirs savants ont baissé en termes de qualité ou que la collectivité québécoise est dépourvue d'un « enseignement de l'histoire nationale » digne de ce nom, ce que Lemieux se réserve le privilège de faire à la fin de son article. Nous ne répondrons pas à la conclusion de Lemieux qui fait un jugement de valeur en déplorant ce qu'il voit comme un abandon de l'enseignement d'une histoire nationale. Notre positionnement par rapport à notre problématique ne nous permet pas non plus de juger en faveur d'un enseignement de l'histoire vraie ou de l'histoire comme méthode, Seixas ayant pris le soin de souligner les écueils et les avantages de ces deux visions.

Ce deuxième chapitre nous conduit du coup à spécifier notre question générale de recherche. Comment caractériser les manuels d'HEC et d'HQC par rapport aux trois courants historiographiques de l'histoire de la francophonie canadienne? Cette question spécifique repose sur une réflexion générale tentant de retracer l'espace séparant la relation KVP tirée des discussions savantes des historiens universitaires par rapport aux manuels utilisés dans les cours

d'histoire de la quatrième secondaire. Je cherche à caractériser la transposition didactique externe effectuée dans la conception des références académiques de la discipline historique par rapport à la conception actuelle des manuels d'histoire approuvés pour la réforme de 2017. Je cherche d'ailleurs à vérifier si le constat de Lemieux fait aux manuels de 2006 s'applique aux manuels de 2017. Ces derniers évoluent-ils en marge des savoirs scientifiques proposés par les historiens? Comment ont donc été résolues les questions proposées dans le *Sens de l'histoire*? La réorientation des contenus du programme, si elle a été motivée par plusieurs pressions sociales, a-t-elle isolé davantage la référence scientifique du palier didactique? En d'autres mots, je cherche à déterminer où se situent *de facto* les manuels d'histoire des réformes de 2006 et de 2017 par rapport aux débats généraux de l'historiographie de la francophonie canadienne. Dans quelle proportion suivent-ils les postulats de l'histoire sociale et économique, ceux de l'histoire normale et enfin de l'histoire post-révisionniste?

CHAPITRE 3

CADRE MÉTHODOLOGIQUE

3.1 Les méthodes de collecte et d'analyse de données

Pour discuter de la méthode, notre analyse sera non pas de nature quantitative, mais qualitative. L'on cherche à caractériser les manuels de 2006 et 2017. Notre projet est ambitieux. Nous ne pourrions étudier toutes les sources touchant au sujet. Nous souhaitons au final à remonter la transposition externe. Nous entamerons notre recherche à son dernier palier : le manuel. Nous avons par contre vu que les manuels entre eux sont publiés par différents concepteurs et que chacun comporte son biais bien qu'ils soient tous au final approuvés par le gouvernement du Québec. Pour diminuer ce biais, nous proposons de faire l'examen de manuels produits chez le même éditeur pour les cours de 2006 et de 2017. Les quatre maisons des manuels approuvés en 2008 sont d'ailleurs les mêmes que celles ayant produit des manuels approuvés en 2016 : les Éditions du Renouveau pédagogique inc., TC Média Livres inc, Éditions Grand Duc et les Éditions CEC inc. Notre attention s'est arrêtée sur la collection des éditions CEC surtout, car, dans son édition, un des concepteurs a travaillé et à la version de *Présences* destinée à la réforme de 2006 et à la version de *Périodes* destinée à la réforme de 2017. L'on tente de minimiser ainsi autant que possible les différences d'un même lieu de transposition didactique. Puisqu'on veut mettre en contraste le manuel par rapport aux savoirs savants, il semble logique de sélectionner une série de manuels aussi stables que possible. Par ailleurs, notre méthode ne touche pas directement aux variations connues entre les manuels eux-mêmes. C'est là une autre de ses limites fondamentales. Nous faisons une analyse de documents à partir du travail des Éditions CEC bien qu'il soit possible que les autres séries diffèrent entre elles.

Pour supplémenter les recherches de Lemieux, nous procéderons à la **catégorisation des thèmes historiques** contenus dans les manuels de 2006 et de 2017 des Éditions CEC et des informations présentées dans les programmes en fonction des principaux courants historiographiques. Notre examen se décline en ce sens en plusieurs micro-problématiques reliées aux points de litige qui partagent les historiens sur le plan de l'histoire des idées. Nous voulons comprendre comment sont expliqués les faits chez les principaux acteurs de l'histoire de la francophonie du Canada. Dans cette optique, nous ferons une lecture thématique des récits

rapportés par les manuels des éditions CEC pour cerner les pistes d'interprétation reliées aux écoles de pensée historiographiques de la francophonie canadienne. Dans le tableau suivant, nous avons résumé ces grandes pistes d'interprétation sachant que tous les auteurs rattachés à un courant nuanceront le dénominateur commun que nous proposons ici :

Figure 6. Grille d'analyse

	Histoire économique et sociale	Histoire normale ou histoire révisionniste	Histoire post-révisionniste
Société civile	Elle est dominée par les idées des élites et de l'Église jusqu'à la Révolution tranquille.	Elle n'est pas dominée par les idées de l'Église. La société civile arrive à se moderniser aux mêmes rythmes des autres nations du monde.	Elle est influencée par l'Église et les élites qui répondent à ses besoins.
Élite laïque	L'élite est influencée par les idées de l'Église jusqu'à la Révolution tranquille.	L'élite laïque a des idées qui lui sont propres et arrive à nuancer les idées au Québec. Celles-ci en viennent à changer de plus en plus pendant le 20 ^e siècle et propulsent l'industrialisation du Québec. Elle possède en partie des idées propres au Nouveau Monde ouvertes depuis la révolte des États-Unis. La Révolution tranquille est un moment d'accélération plus que de ruptures.	L'élite laïque est fortement inspirée par les idées modernisatrices de l'Église. L'élite laïque prend les rênes avec la Révolution tranquille.
Église	L'Église domine depuis la Nouvelle-France (École de Montréal) jusqu'à la sortie des Rébellions (École de Québec). Elle est marquée par une mentalité d'Ancien régime (colonisation de la terre, conservatisme, foi protectrice de la langue, ultramontanisme) qui domine le paysage jusqu'en 1960.	L'Église est une institution forte qui baisse en pouvoir au fil des décennies. Son discours est marqué par une mentalité d'Ancien régime (colonisation de la terre, conservatisme, foi protectrice de la langue, ultramontanisme) qu'on accélère à remplacer lors de la Révolution tranquille.	L'Église en vient à jouer le rôle d'État pour la francophonie canadienne. L'Église protège la langue par la foi, mais permet à la société de se moderniser. La Révolution tranquille a été propulsée par des clercs eux-mêmes.

La présente recherche parcourt les manuels des éditions CEC de 2006 et de 2017 en suivant la périodisation qu'ils proposent pour caractériser les actions a) de la société civile, b) de l'élite laïque et c) de l'Église catholique. Adopter un cadre d'analyse aussi sobre a pour objectif de laisser les manuels parler d'eux-mêmes. Notre examen se composera donc d'une mise en récit des savoirs présentés dans *Présences*, puis dans *Périodes* en fonction des coupages utilisés par ces manuels. L'intégral des données sont présentées en annexes. Elles sont mises à la disposition du lecteur sans lui imposer de les traverser pour avoir accès aux résultats qui suivent. Ces derniers sont composés des divergences et des ressemblances recoupant les savoirs des manuels. L'on pourra ainsi examiner par rapport à quel(s) courant(s) le manuel des éditions CEC se situait lors de la réforme de 2006 (si un positionnement est décelable) et de discuter si ce positionnement a évolué en 2017. En quelque sorte, nous postulons que les manuels de 2006 et de 2017 ont leur propres KVP. L'on cherche à évaluer comment ce KVP se reflète dans les savoirs et à surligner toutes nuances dans l'approche des débats traités par les courants historiographiques. Bref, cette méthodologie nous permet de mieux comprendre la façon dont les valeurs et les pratiques sociales se transposent dans le travail des concepteurs de matériel pédagogique et les concepteurs des programmes les savoirs savants débattus par les historiens. On mettra en lumière également où le nouveau programme se situe désormais par rapport aux observations faites dans le *Sens de l'histoire*. On ne leur fait pas directement référence selon Lemieux. Nous vérifierons également cette conclusion.

3.2 Limites de la recherche

La recherche comporte plusieurs limites qu'il a été nécessaire de fixer pour s'assurer d'obtenir un produit cohérent et exact. Premièrement, il a été mentionné que le projet porte spécifiquement sur la caractérisation des savoirs dans l'historiographie de la francophonie canadienne. L'on n'affirme pas que l'histoire du Québec et du Canada se limite à ce groupe national. Nous reconnaissons en lisant Seixas (2001) que ça serait faire violence à l'histoire des communautés plurielles qui ont fait l'histoire du pays et de la province. Par contre, les débats entourant ce groupe sont assez complexes en soi pour les isoler des débats que l'on pourrait avoir sur la communauté anglaise, sur les Premières nations et sur toutes les autres communautés ethnoculturelles qui se sont installées au pays. Inclure l'ensemble de ces historiographies demanderait des connaissances qui n'ont pas été acquises pendant ce projet, qui exigerait une supervision avec des experts de ces sujets et une compréhension érudite des débats qui ont touché

chacune de ces communautés. Cet examen serait fort pertinent, mais de par notre incompetence pour l'effectuer, nous ouvrons la question et laisserons au futur la possibilité de problématiser ces historiographies spécifiques et de leur rendre justice en les isolant. Deuxièmement, puisque nous effectuons une recherche sur l'historiographie de la francophonie canadienne, nous avons pensé qu'il serait efficace de se limiter dans le temps. Les manuels d'histoire de 3^e et de 4^e années de 2007 et de 2017 commencent généralement leur analyse dans les années -30 000 pour remonter les siècles jusqu'à aujourd'hui. Puisque nous nous intéressons à la modernisation de la francophonie canadienne, il semble juste d'approfondir notre examen sur les périodes centrales qu'évoquent les historiens des trois courants historiographiques. Le premier chapitre des manuels qui porte sur le mode de vie de Premières nations et sa modification à l'arrivée des Européens ne semble pas une assise importante du récit que nous tentons d'évaluer. Traitant des Premières nations, la problématique de la francophonie canadienne n'y est pas centrale. Considérant que ce chapitre ne nous permettra pas de discuter des trois courants historiographiques, considérant que notre grille de lecture ne sera pas exploitée, nous épargnerons nos lecteurs d'un examen encore plus lourd de ce qui a déjà été proposé et laisserons l'étude de ce chapitre aux spécialistes de l'histoire des Premières nations. Nous avons décidé également de retirer de notre analyse l'autre extrémité du récit soit l'histoire récente de la francophonie canadienne qui s'étale après 1980. Ce choix s'explique aussi, car la grille de lecture proposée n'y est pas aussi pertinente. L'histoire est à rebours du présent et les trois sensibilités prendront du temps avant d'orienter leur compréhension par rapport aux dernières décennies. Nous proposons de temporiser cet examen qu'il sera plus pertinent de faire dans le futur, alors que les tendances de l'historiographie par rapport à cette période nous apparaîtront plus claires. Ce que nous proposons donc, c'est l'étude de la francophonie canadienne dans le spectre de sa modernisation entre les débuts de la Nouvelle-France et l'arrivée des années 1980, la balise utilisée par les manuels pour parler des enjeux présents du Québec et du Canada.

3.3 Les considérations éthiques

La méthode proposée pour cette recherche est propre à l'analyse du matériel didactique. Elle fait l'étude de discours de certains acteurs sans porter de jugement sur ces mêmes discours. Aucun jugement de valeur n'est fait ici quant aux différents courants historiographiques de la francophonie du Canada, l'un ne vaut pas plus que l'autre dans notre perspective de chercheur. Ce

positionnement ontologique est l'enjeu principal des considérations éthiques de notre projet de recherche. Un effort important de distanciation est effectué pour mieux observer les concepts que l'on cherche à comprendre dans le phénomène des réformes de 2006 et de 2017. L'on se trouve donc dans une approche centrée sur le document. L'on souhaite que nos sources parlent d'elles-mêmes pour les situer dans la problématique théorique que nous avons définie en négociant leurs concepts avec les spécialistes du sujet.

CHAPITRE 4 – DISCUSSION des résultats

4.1 La Nouvelle-France, un âge d'or?

(Voir les résultats détaillés aux annexes 1 et 2)

La Nouvelle-France sur le plan historiographique comporte son lot d'interrogations. Fut-elle un âge d'or pour la francophonie canadienne? Était-ce une société novatrice comme le propose des auteurs comme Michel Brunet (2017) ou est-ce une société centrée sur la conservation de ses caractéristiques importées de France? La fin de cette aventure du régime français au moment de la conquête correspond-il à une catastrophe? Plusieurs historiens, que l'on dira regroupés autour de l'école de Montréal, (Lemieux 2014 ; Lamarre, 2009), ont affirmé que tel était le cas. La bataille des plaines d'Abraham conduirait à la fin de cette société française qui, si elle avait peiné à ses débuts en essayant de s'émanciper en vain de la métropole, y serait certainement arrivée au fil des décennies. Elle aurait été une société axée sur l'économie. Sa raison d'être aurait été le commerce que dirigerait au départ la métropole, mais que progressivement la colonie arriverait à développer par elle-même. C'est ce développement qui encouragerait l'accroissement démographique, l'occupation du territoire et qui donnerait à la Nouvelle-France une « personnalité propre qui l'amène à vouloir s'émanciper de sa métropole » (Lamarre, 2009). Le régime français pour l'école de Montréal avait des cadres sociaux originaux, une analyse qui va complètement à l'encontre de la lecture faite par un historien comme Ouellet (1966, 1976) qui voit dans la société de la Nouvelle-France une copie du modèle français dépourvue d'originalité sur le plan social et économique avec ses institutions féodales, d'Ancien régime où le seigneur domine les rangs que cultivent les paysans. Comment donc est abordé implicitement ce débat de l'originalité de la Nouvelle-France dans les manuels d'histoire?

Sur le plan de la société civile, les deux manuels, comme on peut l'observer dans les résultats mis en annexe, décrivent une société calquée sur le modèle français, organisée finalement à partir du régime seigneurial. ***Présences* (le manuel de 2006) et *Périodes* (le manuel de 2017)** définissent la société civile comme une société de langue française dont la culture se caractériserait par une nouvelle identité. Les deux manuels mettent l'accent sur l'acclimatation de cette société civile. Par contre, *Périodes* propose l'idée que cette identité canadienne, celle de ces Habitants, est peut-être plus polie qu'on le propose dans *Présences*. Dans *Présences* on remarque notamment

que l'on utilise parfois le mot « Français » pour désigner ces Canadiens. *Présences* met l'accent sur la culture différente de la Nouvelle-France : sur le plan de la cuisine, de l'habillement, de l'architecture. *Périodes* nuance davantage en expliquant qu'une plus grande mobilité sociale est possible en Nouvelle-France et que celle-ci se manifeste notamment par le nombre de seigneurs qui ne sont pas issus de la noblesse. Aussi, *Périodes* donne une plus grande place aux esclaves et aux domiciliés : les guerres iroquoises sont beaucoup plus détaillées en 2006 ce qui permet de mieux comprendre les relations franco-amérindiennes.

Par rapport à l'élite, *Présences* met l'accent sur le fait que l'élite de la Nouvelle-France est surtout à l'extérieur de la colonie avant que l'économie se dynamise avec le gouvernement royal. Il y a d'ailleurs cette idée qu'après 1663, des Français sont encore au sommet de la société, mais des paysans s'enrichissent aussi dans le régime seigneurial et arrivent à monter les échelons sociaux. Dans *Périodes*, on sépare très clairement l'élite française. Elle est composée de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie de l'élite coloniale composée de la petite bourgeoisie et des notables. Le premier groupe vit à la française et parfois même dans l'insouciance, sans s'adapter à la famine de 1758 par exemple. Cette élite est cultivée. *Périodes* souligne que les colons sont pratiquement analphabètes.

Sur le plan économique, le manuel de 2006 fait de 1663 une rupture importante. 1663 signifie alors développement économique : les compagnies des marchands laissent place à des personnages comme Jean Talon qui diversifie l'économie, malgré les embûches que lui pose le mercantilisme. La Nouvelle-France est confrontée à des obstacles, mais l'économie se développe. *Périodes* semble plus sévère sur ce plan. Les tentatives de diversification sont expliquées, mais on constate qu'elles n'apportent peut-être pas grands résultats. *Périodes* explique mieux pourquoi l'économie de la Nouvelle-France est problématique : elle est ralentie notamment par les guerres iroquoises. La Nouvelle-France est longtemps instable. Les tentatives de relance sont directement freinées par les autorités françaises. Tout ceci s'illustre dans la comparaison faite à la fin du chapitre entre l'économie de la Nouvelle-France et celle des treize colonies. Dans *Périodes*, la Nouvelle-France s'est développée trop peu sur le plan économique pour affronter ses voisins contrairement à ce qu'on peut lire dans *Présences*. Malgré cette différence, que les deux manuels évoquent des observations similaires.

L'Église dans *Présences* est très influente. *Présences* présente cette idée que la Nouvelle-France est pratiquement plus catholique que la France elle-même. L'institution est puissante et exerce une forte influence sur la population. Ceci n'est pas décrié. Les Habitants sont certes plus tentés à la liberté que les Français, mais l'Église semble en cohésion avec les besoins de la société civile. Ici, les deux manuels diffèrent quelque peu, car l'Église, dans *Périodes*, a un portrait nuancé. Elle est très puissante originellement, mais les décennies passent et l'Église perd de l'influence. Elle est certes très influente, mais n'arrive peut-être pas à s'imposer à toutes les couches de la société. Cette idée est forte dans *Périodes* : l'Église s'impose à la population. Elle contrôle les arts. Dans *Présences*, elle les influence ce qui entraîne une créativité particulière, alors que dans *Périodes*, elle restreint, ce qui fait justement contraste à la société civile de la Nouvelle-France en quête de liberté. *Périodes* ne tranche pas directement cette question cependant en jugeant l'Église. Le manuel ouvrira directement le débat en affirmant que les historiens ne s'entendent pas pour dire si la population est enthousiaste face à la religion.

Alors quelles réponses sont proposées ici par rapport à notre problématique? La Nouvelle-France est-elle un âge d'or dans l'histoire du Canada et du Québec? Définitivement pas, ni dans *Présences*, ni dans *Périodes*, elle est présentée comme telle. *Présences* y voit plus de positif : l'économie de la colonie se développe et la société est peut-être plus en harmonie avec les élites que dans *Périodes*. Cette observation rapproche *Présences* d'une perspective de l'histoire normale : le développement de la colonie ne la rapprocherait pas d'un retard surtout si on l'inscrit dans l'histoire des autres colonies, Martinique, Brésil, îles Moluques, etc. Par contre dans *Périodes*, on comprend que l'économie est déficiente en Nouvelle-France par rapport notamment aux voisins britanniques. *Périodes* se rapproche-t-elle ainsi de l'histoire économique et sociale? Reste à voir. *Périodes* à un ton neutre qui évoque à la fois les développements économiques, les difficultés de la colonie et le rôle encadrant de l'Église sans juger ces acteurs sociaux manifestement.

Surtout, notre analyse nous pousse à argumenter que *Présences* est plus proche de la perspective de l'histoire normale quant au sujet de la religion que *Périodes*. L'Église est perçue comme une source d'influence parmi tant d'autres, ce qui se rapproche de la perspective de l'histoire normale. *Présences*, n'émet aucun jugement direct par rapport à l'exercice de la religion dans la population et de la puissance même de cette église dans la société. Cette Église est à son

rôle, son utilité au final, à tout le moins les Habitants sont très religieux en cohésion avec son action. Cette reconnaissance ou cette valorisation (selon là où l'on se situe dans ces débats) du rôle de l'Église catholique dans l'existence même de la société francophone en Amérique n'est pas pesante. Dans *Périodes*, il est difficile à nouveau de faire une critique. *Périodes* n'affirme d'aucune manière que l'Église cause dans ce chapitre un retard culturel dans sa population. Mais l'Église, essaye de contrôler la culture et s'impose autant aux domiciliés qu'au reste des colons. Elle ne semble pas en cohésion avec la société civile, une perspective qui au final s'éloigne beaucoup de la vision post-révionniste.

Au final, de *Présences* se dégage un portrait de la Nouvelle-France dans lequel s'affirme une société particulière par l'amalgame des tendances que connaissent les colonies à l'époque. *Présences* propose donc que la Nouvelle-France est une société particulière traversée par des tendances internationales : c'est ce nous pousse à observer notamment les sections ailleurs. La Nouvelle-France y est accompagnée d'autres colonies partageant similitudes et différences. S'y dégage l'impression que la Nouvelle-France participe à l'évolution normale des sociétés, ce qui est probablement notre argument le plus fort à ce chapitre pour rapprocher le manuel *Présences* de l'historiographie normale. *Périodes* par ailleurs abandonne ce souci d'accompagner l'évolution de la colonie par d'autres expériences d'une similaire réalité. *Périodes* se limite au récit, touffu certes, de la Nouvelle-France. On remarque qu'un accent est placé dans l'explication du contexte européen pour mieux comprendre l'évolution de la colonie. La Nouvelle-France n'est pas rapportée à la réalité similaire vécue par d'autres colonies, mais elle n'est pas perçue dans un vase clos. Elle est fortement influencée par les événements occidentaux. Et *Périodes* n'hésite pas à obliger la comparaison entre la Nouvelle-France et les treize colonies au moment de la conquête pour mettre en relief son retard économique et démographique par rapport au cas britannique. *Périodes* réussit en outre à jumeler l'histoire sociale et militaire. L'histoire politique est expliquée de façon à éclairer ses conséquences sur la société. *Périodes* nous permet de comprendre l'évolution de la Nouvelle-France. Sa périodisation est très éclairante. Le récit qui y est abordé est celui d'une société originale influencée par l'extérieur. La description qui y est faite ne nous permet pas de l'inscrire dans un courant historiographique plus que dans un autre. Affirmons donc pour l'instant que *Présences* se rapproche plus que *Périodes* du courant de l'histoire normale quoique les deux manuels restent neutres. Soulignons que l'Église et la religion ne sont pas vues dans la Nouvelle-France comme une institution particulière, au cœur de la colonie, comme le fait le

courant post-révioniste. Cette Église est une institution influente qui cherche, comme d'autres acteurs, à contrôler la société civile ce qui est typique du courant de l'histoire sociale et économique ou de l'histoire normale. Voyons maintenant comment la conquête est abordée à son tour dans les manuels pour confirmer ou infirmer les tendances que nous venons d'observer.

4.2 La conquête, une catastrophe ou une guerre parmi tant d'autres?

(Voir les résultats détaillés aux annexes 3 et 4)

La Nouvelle-France n'existe plus en 1763. Le Canada change d'empire. La période observée entre 1760 et 1791 est évidemment fertile, car elle correspond à une époque de transitions à toute le moins sur le plan politique. C'est avec une attention particulière que nous surlignerons les continuités et les ruptures faites entre *Présences* et *Périodes*. Sur le plan historiographique, on ne se surprendra pas des débats faits au sein même de l'histoire économique et sociale. La conquête pour un auteur comme Michel Brunet (2017) est négative. L'arrivée des Anglais dans la province de Québec et leur gouvernement signifieront la fin de l'âge d'or de l'époque coloniale. Les Français du Canada seront dominés par une présence étrangère qui freinera leur développement. Certes, *Présences* et *Périodes* ont déjà mis au clair que tout n'était pas rose en Nouvelle-France et que la colonie s'est notamment développée en faisant face aux difficultés que lui a apportées notamment le mercantilisme français. Mais comment l'arrivée du gouvernement britannique nuancera-t-elle le vécu des coloniaux d'origines françaises? Est-elle négative comme le proposera grossièrement l'école de Montréal (Lamarre, 2009)? Est-elle plutôt positive comme le proposera Ouellet (1966, 1976) qui argumentera que l'Empire britannique est plus avancé que l'Ancien Régime français basé sur un système féodal? Est-ce que l'inclusion à l'Empire britannique signifie l'entrée de nouvelles idées marquant un progrès pour les colons français peinant au final à surpasser une mentalité d'ancien régime? Bref, quelles sont les conséquences de la Conquête?

Au final, le chapitre du changement d'empire dévoile une certaine sobriété et de la part de *Présences* et de la part de *Périodes*. C'est une histoire fortement marquée par les événements qu'aucun de ces deux manuels ne juge très directement. L'exploration donc des courants historiographiques est ici moins révélatrice. Il est tout de même pertinent de remarquer les différences de ces manuels qui se distinguent surtout par l'accent qu'ils mettent sur des éléments précis des récits qu'ils proposent.

Du côté de *Présences*, son deuxième volume, celui de 4^e secondaire, est, parmi les manuels à l'étude, le plus critique de la période observée. On sent notamment dans le thème de la culture et des mouvements de pensée ainsi que celui du pouvoir que le Canada doit assurer la « survie de sa culture », jusqu'en 1774 à tout le moins. À cause du changement d'empire, la culture « canadienne-française » est directement menacée et la population doit lutter pour assurer sa survie. Les institutions politiques et juridiques ont été tronquées de la Nouvelle-France sans compter que l'élite coloniale française n'existe plus. Les « Canadiens-Français » sont exclus du pouvoir, mais les tentatives d'assimilation échouent par leur résistance. *Périodes* dénote les mêmes périls, mais les aborde avec le souci de montrer des effets bénéfiques également de la transition. Le régime militaire est difficile pour les habitants ruinés par la guerre par exemple, mais l'attention donnée à l'histoire politique lui permet de décrire comment les autorités cherchent à assurer un développement de la colonie. La vie est si difficile pour la population que l'armée essaye de lui fournir des semences, les soldats achètent chez l'habitant et payent avec de la monnaie. La dîme est acceptée et le gouverneur cherche à relancer l'économie entre 1760 et 1763. *Périodes* apporte beaucoup de nuances aussi quant à ces lois anglaises qui sont imposées dans la colonie. Certes, elles sont imposées, mais le manuel souligne que le système de loi anglais repose sur l'*habeas corpus* et des procès devant tribunaux. Tous ces éléments sont présentés avec neutralité, mais *Périodes* cherche à faire la part des choses en témoignant aussi de l'originalité de l'Empire britannique.

Le volume de 3^e secondaire de *Présences* se concentre similairement sur une lecture des événements. L'Acte de Québec est ainsi décrit comme un élément de continuité par rapport à la Nouvelle-France applaudie par toutes les franges de la société d'origine française. Le statu quo culturel est renouvelé en 1774. Sur le plan économique, les seigneurs finissent même par s'enrichir pendant cette période. Après 1774, plusieurs connaissent de bonnes récoltes. Il se dégage du manuel que ce groupe est en bonne position après 1774, il se réjouit qu'une chambre d'assemblée ne soit pas donnée à la population. D'autres membres de l'élite participeront directement à l'administration de la colonie. Par contre, les marchands français sont très rares, la bourgeoisie de l'ancienne métropole a été remplacée par celle du conquérant, ces fameux *Montrealers*. Il est intéressant de voir que la société civile est ici posée en harmonie avec ses élites. Les choses de la Province de Québec progressent donc lentement et à leur manière après 1774, ce que nuance *Périodes*. Dans ce manuel, on prend le temps d'observer que c'est la Proclamation royale très

spécifiquement qui, pour les Canadiens, annonce certaines difficultés. La Proclamation royale est spécifiquement de mauvais augure pour l'élite et l'Église. L'élite se voit retirer son système de redevance et l'Église, affaiblie par l'absence d'un évêque, est directement menacée par la suppression de la dîme. Mais on sent que *Périodes* problématise davantage la société civile : on ouvre la question à savoir si pour cette société civile, la Proclamation royale est positive ou négative sans y répondre. *Périodes* propose une hypothèse en se fiant à l'historiographie : des historiens font la supposition que la population se réjouit probablement de la fin du système de redevance. On remarque en effet que *Périodes* n'hésite pas à faire appel plusieurs fois aux historiens pour éclairer son analyse. Ce constat est particulier dans ce chapitre. L'auteur(s) du chapitre mentionne les historiens à nombreuses répétitions. Le manuel leur fait des appels indirects pour justifier les statistiques démographiques de la conquête comme le nombre de Canadiens dans la colonie, encore le nombre de victimes faites pendant la guerre, la réaction de la société civile ou celle des Amérindiens. *Présences* fait un de ces appels à la page 177 du volume 1 de 3^e année. *Périodes* les multiplie et propose un texte qui fait parler davantage les spécialistes.

Périodes propose aussi une meilleure compréhension des enjeux politiques des événements qu'il discute en expliquant les enjeux de chaque acteur. La perspective des Amérindiens est beaucoup mieux comprise dans le récit. Si elle se rattache aux guerres coloniales commencées dans le chapitre précédent, les Amérindiens sont ici peints comme un groupe de pression complexe qui impacte directement les événements de la colonie. La Proclamation royale par exemple est un grand gain pour ces derniers et le Traité de Paris, un grand échec. *Périodes* évoque mieux la perspective des autorités coloniales qui cherchent certes à se construire un empire, mais qui doivent jouer un jeu diplomatique complexe pour y arriver.

Surtout au sein des volumes de 3^e année de *Présences*, le débat sur la culture du Canada continue. On la définit peut-être mieux ici que ne l'avait fait le chapitre précédent, car ces éléments, désormais menacés, sont listés. Parmi eux, il y a la religion catholique, la langue française, mais aussi la Coutume de Paris qui s'incarne dans le système de justice français et dans le régime seigneurial. Aucun jugement ne sont portés sur ces éléments : ils ne sont pas ici perçus comme négatif ou dépositaire d'une mentalité d'ancien régime. Par contre, on comprend combien l'identité canadienne proposée depuis le chapitre de la Nouvelle-France est vague : les institutions traditionnelles de la colonie sont fondamentalement françaises. Dans les manuels de 3^e et de 4^e de

Présences, une confusion règne d'ailleurs sur l'emploi du gentilé assigné aux habitants francophones de la colonie. On les appelle « Canadien », « Canadien français » de façon assez arbitraire. Dans *Présences*, au final, on sent que la culture des habitants de la colonie est menacée, mais on n'ose pas faire le travail de problématisation de cette identité pour avancer la réflexion entamée lors du chapitre de la Nouvelle-France. De son côté, *Périodes* ne renoue pas avec cette confusion. Le terme « Canadien » est utilisé exclusivement tout au long du chapitre, il n'est tout simplement pas question du terme « Canadien français » avant 1791. Et le terme « Canadien » est même défini au début du chapitre dans la période du régime militaire : on souligne qu'Amherst permet aux Français et aux Canadiens de retourner en France, les deuxièmes étant nés dans la colonie. Si une identité canadienne se forgeait pendant la Nouvelle-France et qu'on ne parle plus de son développement pendant le changement d'empire, le terme « Canadien » désigne la population de culture française native de la Province de Quebec tout simplement.

Pour *Présences*, l'arrivée des loyalistes entraîne la rédaction de la constitution en 1791 et une adoption supplémentaire pour les Canadiens qui doivent désormais cohabiter avec une population anglaise et protestante qui aura ses propres intérêts. *Présences* reste neutre devant leur arrivée alors que *Périodes* va légèrement loin en soulignant que cette population cherche notamment à recevoir une chambre d'assemblée. Indirectement, on sent que les loyalistes créent un élan à la pensée libérale dans la colonie, mais *Périodes* ne parle pas en ces termes, et les utilise plutôt au prochain chapitre.

Similairement, de *Périodes* se dégage l'impression que l'économie sous le nouvel empire se portera mieux. *Présences* se limite à évoquer l'augmentation du rendement des terres des seigneurs et à détailler la compétition dans le commerce des fourrures. *Périodes* va plus en affirmant que la couronne donne beaucoup de liberté économique à ses colonies. Certes, ce sont les marchands britanniques qui ont les capitaux nécessaires pour effectuer les grands projets, comme la fondation de la Compagnie du Nord-Ouest, mais les Canadiens ne seront plus désormais enfermés dans un mercantilisme empêchant le développement économique. C'est la même observation avec la pêche : les marchands britanniques financent les projets, les Canadiens travaillent. L'agriculture reste difficile à cause des moyens techniques très peu développés, mais des surplus sont parfois dégagés des terres. Bref, *Périodes* pose le changement d'empire au final comme une période qui sur le plan économique comporte des aspects positifs.

L'Église de son côté ressortira gagnante de cette aventure selon *Présences*. Si elle est affaiblie avant 1774, l'Acte de Québec lui permettra en fait de connaître une croissance majeure : « L'Église augmente son pouvoir » (volume 1.1, p. 170). Elle deviendra avec cette nouvelle constitution une force sociale de première instance. Reste à voir si cette tendance se confirmera dans les prochains chapitres. L'Église pourrait tout aussi bien être décrite comme une institution particulière retardant l'avancée de la population, ce qui serait propre à une analyse plus proche de l'histoire économique et sociale. *Périodes* approche le sujet avec davantage d'explications. Si le régime militaire ménageait l'Église catholique déjà affaiblie, la Proclamation royale la désagrège directement. L'Église est si affaiblie, que son salut passe par une attitude très conciliante avec les autorités anglaises. Elle se doit de se montrer utile pour la couronne dans l'espoir de récupérer un évêque et de recommencer à percevoir la dîme, quoiqu'une partie de la population semble encore la lui verser. Donc, lorsque l'Acte de Québec arrive en 1774, c'est un grand soulagement pour cette dernière. Elle se rangera désormais du côté de l'autorité. Pendant la Guerre d'Indépendance, l'Église lui est fidèle. Encore une fois, on sent un décalage entre elle et la société civile. Elle appelle la population à se battre avec l'armée anglaise et elle ne semble pas être écoutée. Dans le manuel de 2017, l'Église est certes influente. Or, lors du changement d'empire, rien ne confirme que la population s'harmonise aussi directement avec les intérêts de son élite religieuse ce qui est sous-entendu dans *Présences*. Dans la thématique de l'histoire religieuse, *Périodes* refuse de parler du sentiment religieux de la population. *Périodes* fait de l'Église un acteur parmi tant d'autres qui influence la population, une tendance proche de la sensibilité de l'histoire normale. Mais les indices ne sont pas nombreux pour trancher le débat des sensibilités à ce sujet. Ni *Périodes* ni *Présences* ne jugent négativement l'Église dans ce chapitre. *Périodes* approfondit notre compréhension de cet acteur plus que ne le fait *Présences*, mais n'affirme pas que son discours est harmonisé avec celui de la société civile. Sur l'histoire de la religion on ne distingue pas au chapitre des changements d'empire des différences majeures véhiculées par *Présences* et *Périodes*.

Enfin, la perspective révisionniste de *Présences* est maintenue sur le plan international. *Présences* compare le changement d'empire de la Nouvelle-France avec celui d'autres colonies. Le changement de colonie ne semble certes pas positif dans *Présences*, mais le manuel refuse d'étouffer dans le récit dans le drame. L'Acte de Québec sauve la mise. En ce sens, *Présences* se démarque par cette tendance à inscrire l'histoire singulière de la francophonie canadienne dans un horizon international ce qui se rapproche d'une vision de l'histoire normale. *Périodes* pour sa part

n'est pas marquée par une grande tendance historiographique claire par l'entremise du présent chapitre. *Périodes* n'inscrit pas l'histoire du Canada dans une trajectoire directement internationale. Il n'en demeure pas moins que *Périodes* s'intéresse à évaluer chaque groupe de pression de la colonie sans les juger. Le régime britannique est pénible pour les Canadiens, mais les nouvelles autorités tentent de donner à la colonie une nouvelle impulsion; la Proclamation royale est une victoire pour les Amérindiens, mais une défaite pour l'élite canadienne dont les institutions sont menacées; l'Acte de Québec est une victoire pour l'élite canadienne et une source de frustration pour les Britanniques et le traité de Paris, une grande défaite pour les Amérindiens.

4.3 Les rébellions, mouvement retardataire ou occasion manquée?

(Voir les résultats détaillés aux annexes 5 et 6)

Il a déjà été fait mention de l'analyse de Fernand Ouellet par rapport aux Rébellions de 1837-38. L'auteur y établit une critique à l'endroit des élites coloniales qu'il dit décalées par rapport aux intérêts de la société civile. L'élite aurait manipulé cette dernière pour la pousser à prendre les armes alors que le régime anglais est fondamentalement plus avancé que la tradition française qu'ils cherchent à défendre. Cette tradition française n'en serait pas moins une d'Ancien régime, celle d'une société féodale. Que penser des rébellions? Furent-elles un moment rétrograde de l'histoire de la francophonie canadienne cette dernière ayant cherché à s'isoler encore plus dans son dévouement à une société ancienne? Mathieu Arsenault témoigne, en 2013, que plusieurs historiens se sont opposés à cette vision du nationalisme des patriotes. Parmi eux, Allan Greer, Louis-Georges Harvey et Gérard Bouchard feront des rébellions un moment républicain. C'est la tentative des Canadiens d'entrer dans l'ère du temps, de faire leur propre révolution comme l'auront fait les Américains en vertu du principe de la souveraineté des peuples (Arsenault, 2013). Les Rébellions seraient ainsi un rendez-vous manqué de l'histoire de la francophonie canadienne qui aurait été si proche de défaire l'autoritarisme et de vivre pleinement comme une communauté politique. Les rébellions seraient-elles l'équivalent d'un mouvement républicain axé sur le Nouveau Monde et le refus de la tradition européenne autoritaire ou tout au contraire un moment marqué par un nationalisme patriotique conservateur axé sur la reproduction d'un système féodal et refusant les idéaux démocratiques? Comment les manuels de 2006 et de 2017 abordent-ils cet épineux sujet?

Par rapport aux luttes nationales, les deux manuels diffèrent ici plus que dans les deux premiers chapitres analysés. Le premier volume de *Présences* est particulièrement difficile à suivre. Les événements sont déconstruits, retirés de toute mise en récit pour mieux servir le thème de l'émergence de la nation. Les changements par rapport au commerce du bois ne sont pas expliqués en 3^e année, ils le sont seulement dans le premier manuel de 4^e année. Les changements centraux qui ont lieu sur le plan politique ne sont qu'abordés dans le deuxième manuel de 4^e année. Tout flotte. On parle du Bas-Canada et du Haut-Canada sans revenir sur l'Acte constitutionnel du dernier chapitre, on introduit l'Acte d'Union en mélangeant les noms « Province du Canada » et « Canada-Uni » encore une fois sans aucune explication. Dans les derniers chapitres au sujet de la colonisation de la Nouvelle-France et du changement d'empire pendant l'Empire britannique, on a remarqué combien les manuels de 3^e année et de 4^e année étaient répétitifs. Ici, ils le sont moins. À la place, l'histoire devient fragmentée et difficile à comprendre. Pourquoi des seigneurs appuient-ils le British Party? On reste sur notre faim. Quant aux rébellions, on remarque certaines fractures dans la société, mais encore une fois on ne les analyse pas profondément. En 1834, on affirme que la population se reconnaît dans le projet du parti patriote, que les 92 résolutions ne convainquent pas tous et que finalement si autour de Montréal on se soulève, ailleurs, on écoute les ecclésiastiques qui luttent contre le libéralisme. Et dans cette trame, les luttes nationales se réduisent à celles d'un nationalisme politique. Le mouvement dans *Présences* est fondamentalement républicain. Il cherche à mettre en valeur la liberté et l'égalité des individus, la liberté de commerce, les droits de la personne et la souveraineté de la nation. Le peuple doit affermir son pouvoir.

On voit ici que *Périodes* apporte une vision différente du phénomène des rébellions. Certes dès le début du chapitre, *Périodes* a le souci d'expliquer les événements sans mettre de côté le contexte européen. *Périodes* commence par souligner l'impact que les guerres napoléoniennes ont sur la colonie. Pas besoin d'attendre comme avec *Présences* aux manuels de 4^e année pour comprendre les éléments de contexte. Plus loin, *Périodes* introduit le contexte occidental qui marque le libéralisme politique aux luttes nationales. Le manuel montre que le mouvement de pensée joue un rôle dans les événements de 1830. Les nations européennes luttent pour évacuer les forces révolutionnaires napoléoniennes. En Amérique du Sud, on parle même de décolonisation. *Périodes* revient souvent à la révolution américaine qui a fertilisé les imaginaires des gens de l'époque. Ce concept de nationalisme politique est donc présent dans le manuel de

2017. *Périodes* est moins complexé par rapport au caractère ethnique des luttes qui prennent place dans la colonie. Dans *Présences*, ce caractère ethnique n'est pas mentionné. Au travers du manuel de 2006, les luttes nationales sont incluses strictement dans les mouvements républicains qui traversent la planète, ce que nuance *Périodes*. Les luttes nationales grandissent dès le début du parlementarisme à cause la dualité linguistique et culturelle et de l'opposition que se font Français et Anglais. Les luttes se complexifient et se juxtaposent à un libéralisme politique au fil des années. C'est ce pourquoi des Britanniques supportent le parti canadien et vice versa. La composante politique du mouvement est complexe et évolue en parallèle avec d'autres aspects. Très clairement, Papineau ne voit pas d'un mauvais œil tout de la métropole et de son fonctionnement au début du conflit. Plusieurs veulent des réformes. Le républicanisme est certes très important dans le mouvement, mais il n'englobe pas les nombreuses opinions qu'il suscite. La voie militaire n'est pas la seule voie que proposent les patriotes.

Présences ne réussit pas à témoigner des nuances qui séparent la population. Il met l'accent sur le clergé qui influence la population en contraste avec l'élite bourgeoise canadienne. *Périodes* témoigne que chaque groupe tient finalement à conserver ou acquérir du pouvoir, que ce soit du côté des autorités coloniales, des marchands britanniques, des seigneurs, du clergé, des élites bourgeoises, de la population. Ces groupements sont donc complexes, car tous réagiront selon leurs fins. *Périodes* souligne l'exemple de l'Église, qui, craignant pour sa survie, fait tout pour recevoir davantage de privilèges de la couronne britannique. Un peu plus loin *Périodes* présente également des curés qui prennent le parti des patriotes. L'Église n'est pas monolithique. Les patriotes eux-mêmes sont divisés lorsque sont envoyées les 92 résolutions ou encore à l'assemblée des six comtés où certains prônent des réformes pacifiques et d'autres la prise des armes. *Périodes* prend le temps de réciter et d'expliquer une histoire qui se révèle finalement complexe.

D'un côté comme de l'autre, *Présences* et *Périodes* font état d'un dynamisme que connaît la colonie à cette époque sur le plan économique. Le commerce du bois grimpe alors que celui de la fourrure dégringole, ce qui permet finalement aux colonies de se développer. Les marchands britanniques ouvrent des banques, créent de grands projets. Dans les deux manuels, le Bas et le Haut-Canada se développent grâce à leur action. On évoque similairement que de nombreux emplois sont créés, mais que les Canadiens restent finalement en marge des grands profits générés par l'industrie forestière. *Périodes* le répète plusieurs fois, ce sont les marchands britanniques qui

bien souvent ont les capitaux nécessaires pour ouvrir les compagnies et finalement se réserver leurs profits. La disparité est donc importante dans la colonie : Canadiens et Irlandais ne profitent pas autant de ces entreprises. Par contre, l'on voit à quel point ici figure un changement avec les périodes précédentes. Économiquement, la colonie va mieux qu'avant. Bref, dans *Périodes* et dans *Présences*, le début du XIXe siècle atteste que, sur le plan économique, la colonie se développe à bon rythme. *Périodes* va plus loin que dans cette analyse. Le manuel n'a pas peur de souligner les apports de l'Empire britannique sur le Bas-Canada. En plus de cette plus grande liberté économique laissée par l'Empire britannique et des tarifs préférentiels qu'elle accorde à ses colonies, le parlementarisme britannique est lui-même réceptacle du libéralisme politique. Les patriotes reconnaissent certains avantages dans ce système et c'est au nom de ce système, en se comparant par exemple avec la colonie britannique de la Jamaïque qu'il réclame plus de pouvoir. *Périodes* témoignent d'un côté des tensions ethnoculturelles qui partagent Canadiens et anglophones, mais dans le même souffle témoigne des avancées faites globalement dans le contexte de l'Empire britannique. *Périodes* continue à peindre un tableau nuancé.

Dans le cas de *Présences*, est-ce que les luttes nationales sont donc un mouvement rétrograde ou un mouvement modernisateur? *Présences* semble décrire les rébellions comme un mouvement axé sur le progrès, sur des avancées que ses acteurs veulent faire sur le plan politique. L'Église n'est pas directement jugée pour son refus à la participation au mouvement bien que son influence soit liée directement au manque d'enthousiasme d'une partie de la population. On n'explique pas vraiment pourquoi l'Église d'ailleurs a de la difficulté à abandonner les autorités britanniques. Les élites canadiennes ne manipulent pas la population et la colonie participe finalement à des mouvements de libéralisme politique comme partout ailleurs. *Présences* dénote toutefois le mouvement de tout caractère ethnique. Le caractère ethnoculturel est refusé au mouvement. Les luttes nationales sont seulement proposées comme des luttes parmi tant d'autres. Et leur échec semble d'ailleurs amer pour la colonie. Il conduit le Canada à la marginalisation politique et à un nationalisme de survivance. *Présences* donne en effet l'impression que l'échec des luttes nationales est un rendez-vous manqué de l'histoire de la francophonie canadienne. Nous argumenterons que l'on se rapproche dès lors de la définition que l'on a donnée à la deuxième sensibilité. L'histoire est normalisée, rapporté à des mouvements internationaux au risque de les désincarnés. *Périodes* est plus complexe. *Périodes* évoque le caractère ethnoculturel du conflit, à côté de sa composante sociale, économique et politique. *Périodes* n'hésite pas à faire davantage

de lien direct avec l'Europe et le Haut-Canada. Mais le contexte de l'Amérique du Sud montre également que le mouvement de décolonisation se fait avec un sentiment national enraciné. La nation dépasse la prise en charge de la communauté politique du politique. Elle l'incarne aussi, elle crée un réseau de sociabilité qui a une histoire et donc des caractères culturels. Nous voyons une différence se dessiner entre les manuels de 2006 et de 2017. *Présences* propose la nation comme le produit d'un républicanisme désincarné, alors que *Périodes* n'hésite pas à évoquer son aspect ethnoculturel. *Périodes*, tout comme *Présences*, investit des efforts dans l'inclusion de l'histoire de la francophonie canadienne dans une trame plus large, dans une trame mondiale, un réflexe plus proche de l'histoire normale. *Périodes* prend le temps de mentionner des contextes internationaux bien qu'elle ne tombe pas dans l'exercice de comparaison relativiste comme les manuels de 2006. En outre, *Périodes* rattache ce récit général à un attachement spécifique aux traditions et à la culture des Canadiens qui n'est pas vu comme négatif. *Périodes* peut être attaché à la perspective d'une histoire canadienne-française normale, mais il semble, pour la première fois dans notre lecture, proposer des éléments qui gravitent autour l'histoire post-révisionniste qui hésite moins à traiter de la singularité du parcours de la francophonie canadienne notamment par le biais de ces traditions. La lutte nationale a un aspect culturel. Cet aspect culturel n'est pas négatif. La défense de certaines institutions comme le régime seigneurial, les lois civiles françaises, la langue française et la religion catholique ne sont pas fait ici les symptômes d'une tradition arriérée comme l'affirme Ouellet. On fait une histoire complexe, comme le font les post-révisionnistes. Et cette lutte dépasse la simple revendication politique propre aux révolutions du XIX^e siècle. Dans *Périodes*, elle s'ancre dans une logique ethnoculturelle tout comme elle s'ancre dans un contexte de tension, un contexte socio-économique difficile, dans une opposition minorité-majorité et dans le libéralisme. *Présences* semble plus niveler l'histoire que *Périodes* à ce chapitre-ci. En d'autres mots, au-delà des changements organisationnels, le présent chapitre témoigne d'un changement sur le plan des savoirs qui illustre un positionnement sensiblement différent des deux manuels par rapport à notre lecture des courants historiographiques de la francophonie canadienne. *Présences* continue à s'affirmer comme proche du courant de l'histoire normale alors que *Périodes* oscille entre ce dernier et le courant post-révisionniste. Voyons si ce constat s'affirme avec la suite.

4.4 La formation de la fédération canadienne

(Voir les résultats détaillés aux annexes 7 et 8)

Difficile ici de problématiser des manuels qui ne font pas le même découpage en termes de périodes. Les savoirs des manuels de 2006 et des manuels de 2017 ne sont pas organisés de la même manière à l'approche de la fin du XIX^e siècle. Les manuels de 3^e année de *Présences* proposent l'exploration de la formation de la fédération canadienne s'étalant de 1850 à 1929. Les manuels de 4^e de *Présences* et leur chronologie décrochée ne sont pas trop loin de ce repère chronologique, mais tracent la fin de cette période un peu plus loin. Ces manuels soulignent que le régime britannique finit en 1867. Après 1867, on tomberait donc dans la « période contemporaine ». *Périodes* sépare plus consciencieusement cette chronologie en deux périodes. La première s'étale de 1840 à 1896 et problématise la formation du régime canadien. La deuxième, s'étalant de 1896 à 1945, se spécialise plutôt dans l'émergence des nationalismes. Fions-nous aux thèmes. Analysons la formation de la fédération canadienne en se fiant aux chapitres correspondant à cette réalité sociale dans *Présences* et dans *Périodes*. Au final, observons comment sont abordées les conséquences des luttes nationales du dernier chapitre.

La lecture des manuels, cernés dans les annexes, nous conduit à trois grandes idées. La première c'est que tout le narratif du premier tome de *Présences* (3^e secondaire) tourne autour du concept d'industrialisation. La fédération canadienne est construite dans le contexte de l'industrialisation des différentes colonies britanniques de l'Amérique du Nord propulsée par les changements politiques : la fin des tarifs protectionnistes de la métropole et l'incertitude englobant le libre-échange avec les États-Unis confrontés à la guerre de Sécession. L'industrialisation est ici présentée dans ses caractéristiques générales : urbanisation, syndicalisation, investissement massif de capitaux. Les événements dans ce chapitre tournent autour d'un moment économique qui n'est pas finalement unique au Canada. La section « Ailleurs » souligne comment la création de la fédération du Canada est faite parallèlement à la création des fédérations Allemande, Suisse et Argentine malgré leurs différences respectives. *Présences* n'affirme pas que tout est pareil dans ces réalités, les étudiants doivent trouver des convergences et des divergences dans chacun des récits. Par contre, le Canada, l'Allemagne, la Suisse et l'Argentine finissent par former des fédérations dans le contexte où leur économie s'industrialise et qu'une alliance de plusieurs territoires favorisera ce phénomène. Ces pays ont le mêmes narratifs. *Présences* continue à écrire

une histoire qui s'affirme de chapitre en chapitre comme une histoire normale. Le Canada et, par extension le Québec, ne cumule pas de retard par rapport aux autres sociétés. Or, *Présences* ne cache pas que tous ces changements ont des aspects particuliers à la province de Québec. Certes au-delà de l'urbanisation et de la vie rude des quartiers ouvriers, une bonne partie de la population canadienne-française demeure installée en contexte rural et une partie d'entre elles mécanise sa production. Le chemin spécifique emprunté par le Québec n'est donc pas mis de côté, il est tout simplement inscrit dans un horizon plus large. Dans *Présences*, l'histoire singulière du Québec et du Canada est rapportée à côté de celle d'autres pays.

Périodes ne va pas à l'encontre de cette perspective puisque le manuel de 2017 explore le même phénomène d'industrialisation. La différence importante ici, c'est que *Périodes* fait fonctionner les différents thèmes historiques de la démographie, de l'économie, des mouvements de pensée, et de la politique en synergie. *Présences* les fragmentent : la trame de 3^e année est fondamentalement socio-économique et les manuels de 4^e année les isolent. Dans *Périodes*, chacune des sous-périodes pose une question spécifique par rapport à ces thèmes. De 1840 à 1848, le temps est politique et s'axe sur le gouvernement responsable. De 1864 à 1873, le temps est à la fois économique et politique. De 1848 à 1864 et de 1873 à 1896, le temps est largement socio-économique. L'industrialisation est certes pesante, mais elle s'incarne dans les développements politiques qui suivent l'Acte d'Union. Dans ce chapitre, ce découpage se traduit par certaines répétitions. Les chapitres à caractère socio-économique (1848 à 1864 et 1873 à 1896) reprennent plusieurs éléments de leur analyse de la réalité ouvrière parfois tautologique. Ces répétitions permettent d'approfondir plusieurs sujets. À la fin du siècle, *Périodes* parle des interventions de l'État par rapport à la situation ouvrière, ce qui ne fait pas *Présences*. L'analyse va aussi beaucoup plus loin sur le plan du féminisme. Ce sujet est intéressant, *Périodes* remarque qu'au Canada celui-ci émerge, mais on sent que ces idées sont supportées très fortement par le milieu anglophone. Qu'un seul exemple canadien-français est offert. *Périodes* prend le temps de toujours donner une voix aux autochtones et aux anglophones. Et aucun groupe n'est jugé. Donc si *Présences* et *Périodes* parlent des mêmes éléments de l'industrialisation, *Périodes* ne fait pas un récit axé strictement sur le temps économique. *Périodes* pousse l'analyse de certains éléments en délaissant l'inscription des phénomènes dans une perspective internationale de l'industrialisation. Le portrait qu'il propose démarre et finit au Canada et au Québec.

Encore une fois, comme le dernier chapitre qui portait sur les luttes nationales, *Présences* a moins tendance à incarner le nationalisme dans les conflits ethniques que *Périodes*. *Présences* marque la suite des rébellions par l'émergence du nationalisme de survivance. Ce dernier n'est pas nécessairement négatif. Il engendre même une certaine vitalité sur le plan des arts : de la peinture et de l'écriture. Mais *Présences*, dans sa tendance à relier les tendances à l'international, mentionne que la peinture canadienne-française a un héritage français. Ce n'est pas la même observation en ce qui concerne la littérature. Et surtout *Présences* ne fait pas ici la part des choses entre l'identité française et l'identité canadienne-française. D'un autre côté, le Canada français connaît l'ultramontanisme. Certains nationalistes, pas tous, feront alors de la religion le pilier du nationalisme. La place de la religion est définitivement relativisée ici. Elle est marquante, certes, mais elle est un groupe d'influences parmi tant d'autres. D'ailleurs, à côté de la définition de l'ultramontanisme, suivent celles du libéralisme radical, celui des Rouges, et du libéralisme économique. Aucun groupe n'est décrit comme plus important qu'un autre. On souligne que libéralisme économique est surtout défendu par la bourgeoisie d'affaires anglophone. Sinon, l'ultramontanisme ne semble pas une force particulière de la société canadienne-française. On ne parle pas du rapport de force qui oppose le libéralisme radical de l'ultramontanisme. On souligne après que l'Église influence l'État, mais que l'État influence aussi l'Église notamment par rapport au sujet de l'éducation. *Présences* fait donc état d'un certain foisonnement sur le plan culturel, mais le manuel refuse de l'incarner dans les luttes, les crises de l'époque. À nouveau, une divergence se dessine entre les manuels de 2006 et de 2017. *Périodes* hésite moins à analyser le caractère ethno-culturel du Canada français et se rapproche plutôt d'une sensibilité post-révisionniste en évoquant le chemin singulier par le Canada français, fier de sa tradition, sans le juger. Dans *Périodes*, le rôle de l'Église est introduit dans le récit, contrairement à *Présences* qui le sépare et l'analyse que dans le manuel thématique de 4^e année. *Périodes* témoigne de l'évolution de ce rôle au travers des décennies. L'Église est la grande gagnante des Rébellions après être restée fidèle aux autorités britanniques. L'Église retrouve certains privilèges, recrute un plus grand nombre de religieux. Oui, le libéralisme existe, mais l'ultramontanisme contribue directement à la solidification du nationalisme canadien-français. Les arts sont inscrits généralement dans cette vague et traduisent une valorisation de la vie rurale, de l'agriculture et de la foi catholique. Cette dernière n'est pas décrite comme une institution parmi tant d'autres. Si elle n'est pas la seule à influencer la population, on sent que son poids est important. On témoigne que l'Église continue

son rôle social en supervisant des institutions charitables et les écoles. Ces dernières, d'ailleurs, elle les domine. Elle ne fait pas qu'interagir avec le gouvernement provincial, elle freine ses initiatives lorsque ces dernières séparent le politique du religieux. Elle travaille avec lui d'autre part lorsqu'il s'agit de lutter contre la vie américaine en encourageant la colonisation. *Périodes* ne juge pas l'Église directement. Le manuel mentionne qu'elle s'oppose au syndicalisme, mais elle n'est pas considérée comme retardataire ni comme modernisatrice. Le ton reste donc neutre bien que son influence est marquante. *Périodes* évoquera même que la population civile connaît un réveil religieux. Celui-ci sera entraîné par l'ultramontanisme et la société civile n'est toujours pas décrite comme indépendante. Ce réveil ne se fait qu'en harmonie avec l'ultramontanisme, mais on reconnaît ici la place centrale qu'occupe la foi catholique dans la société. Cet accent permet à *Périodes* de mieux expliquer l'importance de Louis Riel pour le Canada français. Le personnage illustre un conflit entre francophones catholiques contre des arpenteurs, voire des Canadiens, anglophones et protestants. La province de Québec a un réseau de solidarité directement alimentée par la foi et qui dépasse les frontières. Le manuel lie très directement l'émoi du Canada français à la pendaison d'un catholique français du Manitoba. *Périodes* n'a pas peur d'évoquer les tensions nationales. À côté d'un commentaire désobligeant du premier ministre Macdonald à l'égard de Riel, s'enchaîne un autre de Laurier affirmant combien les Canadiens français peuvent être mis de côté dans cette nouvelle fédération. Sur le plan politique, des radicaux sont présents et du côté des anglophones, et du côté des francophones. On souligne les tensions par rapport aux écoles du Nouveau-Brunswick en 1871, à celles du Manitoba en 1890 alors que la construction de l'école publique provinciale, protestante et anglaise, représente une menace pour les minorités francophones catholiques. Et les libéraux ne sont pas en marge de ce nationalisme canadien-français. L'arme qu'utilisent les ultramontains les plus revanchards, c'est l'excommunication. On excommunie les libéraux, on les punit en les retirant de la communauté religieuse. *Périodes* sous-entend que les libéraux font partie de la communauté canadienne-française, et par extension, qu'ils sont de culture catholique et française. Le manuel mentionne l'affaire Guibord. Les ultramontains ne sont pas seulement influents, ils sont puissants. Et *Périodes* nuance que tous religieux ne sont pas ultramontains radicaux. Certains sont plus proches du libéralisme, de la division des pouvoirs. C'est le cas de l'archevêque de Québec. Somme toute, *Périodes* s'ouvre à la complexité du phénomène religieux. Elle reflète l'argument de la sensibilité post-révisionniste affirmant que l'Église est une institution particulière de la société canadienne-française de l'époque. Le

phénomène religieux est marquant dans *Périodes*, tout comme le sont les défis politiques et socio-économiques. En investissant plus d'espace à la réalité canadienne et québécoise, *Périodes* fait une histoire qui décrit les différents acteurs de la société tout en remarquant les tensions ethnoculturelles. Avec son souci de joindre l'histoire politique à l'histoire socioéconomique, *Périodes* en vient à affronter plus directement le phénomène religieux et à produire une moins axée sur les tendances internationales que sur les spécificités de l'histoire du Québec sans tomber dans le chauvinisme. Dans notre évaluation relative des manuels de 2007 et de 2017, *Présences* est plus proche de l'histoire normale alors que *Périodes* singularise plus la société canadienne-française et ses institutions particulières ce qui le rapproche, au-delà d'une certaine logique normale, à la sensibilité post-révisionniste.

4.5 Le début du XX^e siècle

(Voir les résultats détaillés aux annexes 9 et 10)

Par rapport au début du XX^e siècle, le manuel *Présences* de troisième secondaire se trouve dans un entre-deux. La période s'étalant de 1896 à 1945 est en fait répartie et dans le chapitre du fédéralisme et de la modernisation de la société québécoise ce qui effrite encore davantage la trame narrative, fragmentée, qu'il propose. Le constat du chapitre au sujet du fédéralisme est repris : dans la première moitié du XX^e siècle, *Présences* témoigne de l'industrialisation qui se pose en continuité avec le XIX^e siècle. La deuxième phase d'industrialisation n'est pas tant une rupture qu'un lent processus de modernisation de l'économie commencée depuis plusieurs décennies au Canada et au Québec. Il est intéressant de voir comment les chiffres sont présentés. Le secteur de la pâte et papiers est décrit comme en pleine émergence et très fort au Québec alors que l'agriculture baisse en importance. Le 12% que représente le secteur de la pâte et papiers est décrit comme massif en arrivant au deuxième rang de la production québécoise. Le 19% que représente l'économie agricole sur l'économie de la province est présenté comme une baisse importante. On ne mentionne pas que cette production agricole est finalement le moteur de l'économie québécoise, une remarque qui irait peut-être à l'encontre de l'argument développer dans le chapitre à savoir que le Canada et le Québec s'industrialisent. *Présences* évoque dans cette optique l'urbanisation, la mécanisation des campagnes, les luttes ouvrières, les revendications féminines. En ce sens, *Périodes* est très proche du récit social ici proposé. Les mêmes constats sont faits avec le souci de les organiser à travers une chronologie cohérente. Comme au chapitre précédent, cela entraîne à

nouveau certaines répétitions notamment au sujet de l'urbanisation. D'un autre côté, il permet d'apprécier les continuités qui marquent la trame politique entre 1896 et 1945. Il permet de voir que certains aspects de la société prennent du temps et plusieurs interventions avant de changer comme c'est le cas pour l'émancipation féminine ou les conditions de vie des ouvriers. *Périodes* développe aussi davantage l'idée que les sociétés canadiennes et québécoises sont complexes. Les différents mouvements observés sont nuancés. Par exemple, les revendications féministes engendrent des débats internes à l'intérieur même de ses partisans, une analyse que *Présences* ne propose pas.

Une différence plus pesante sépare les deux manuels dans la lecture qu'ils proposent au sujet de l'interventionnisme de l'État. Dans les tomes de *Présences*, l'interventionnisme de l'État à un point de bascule principal : la crise de 1929. Le Québec et le Canada, plongés dans la crise économique, forcent leurs autorités politiques à intervenir directement dans les affaires intérieures afin de relancer l'économie. L'interventionnisme de l'État grandit avec cette période et constitue en sorte une rupture avec la période précédente. Au début des années 1900, les gouvernements fédéraux et provinciaux interviennent peu dans les affaires économiques avec quelques lois visant à pallier des problèmes ponctuels des ouvriers. Mais *Présences* souligne qu'à partir de la crise économique l'État se lancera désormais dans une entreprise beaucoup plus vaste qui a pour but de défendre le bien-être et donc de fournir une assistance à la population que fournissait avec l'Église. On voit ici que l'accent est mis, notamment dans le chapitre de la modernisation de la société québécoise du manuel *Présences* de 3^e année, sur cette idée qu'entre 1930 à 1980 le rôle de l'État en vient à changer. *Périodes* nuance cette observation. L'accent dans le manuel de 2017 est moins mis sur le bouleversement qu'a créé la crise économique sur le plan politique quoiqu'on en fait mention. *Périodes*, avec son effort exemplaire de périodisation, en vient à affirmer que très progressivement l'État fédéral et provincial joue un rôle plus important. *Périodes* souligne que le gouvernement fédéral est appelé déjà à intervenir directement pendant la Première Guerre mondiale. L'interventionnisme de l'État canadien commence avant la crise financière. Au-delà de la question de la conscription, le fédéral devient un acteur pivot pour l'économie sous le gouvernement Borden qui crée des ministères et des commissions pour coordonner les efforts et trouver des moyens de financer les entreprises en plus d'augmenter les tarifs douaniers et d'emprunter aux banques. C'est dans ce contexte que la production agricole canadienne est dépassée pour une première fois par la production industrielle. Dans *Périodes*, l'intervention de

l'État est plus échelonnée. Le manuel évoque aussi les interventions propres à la grande dépression, mais on constate que les États prennent beaucoup de temps à s'activer. Au fédéral on propose un New Deal, la Banque du Canada est créée, mais plusieurs années après que la crise ait commencée. C'est cette lenteur dans l'intervention qui se manifeste par l'élection de King. Au Québec, Duplessis manifeste déjà son conservatisme. Le gouvernement provincial, même après les années 1935, intervient peu pour trouver des solutions à la crise à l'extérieur de sa politique de développement à travers les entreprises américaines et la colonisation. L'arrivée au pouvoir de Godbout permettra quelques changements : vote de la femme, création d'Hydro-Québec, mais les bleus reviennent rapidement au pouvoir. Dans cette période, c'est plutôt du côté fédéral que l'interventionnisme se dynamise avec la coordination de l'effort de guerre qui devient nécessaire entre 1939 et 1945 selon *Périodes*. Les impôts fédéraux naissent. Il faut constater que ce manuel trace un portrait nuancé de l'interventionnisme de l'État qui s'affirme progressivement du côté fédéral depuis le XIX^e siècle et plus timidement du côté provincial. Dans les années 1930 et 1940, on sent moins que la société québécoise se modernise autant sur le plan politique que sur le plan économique par exemple.

Sur le plan des nationalismes, les distinctions perdent beaucoup de leur sens dans les manuels de *Présences* qui les abordent en marge d'une narration chronologique. Les manuels de 2007 mettent au clair que pendant la guerre des Boers, la Première et la Deuxième Guerre mondiale, le nationalisme impérialiste se frappe à une opposition du côté canadien-français. Mais les mouvements de pensée sont difficilement incarnés. Présentés dans le manuel de 4^e année, ils se posent à l'extérieur de récit de l'industrialisation fait par ceux de troisième année. Henri Bourassa est ici présenté comme le partisan d'un nationalisme canadien biculturel, pour un Canada conçu comme le mariage entre les Canadiens français et les Canadiens anglais alors que Groulx, disciple de Bourassa, revendique après la Première Guerre un nationalisme canadien-français centré autour de Québec. *Périodes* propose une meilleure intégration de ces mouvements de pensée en les intégrant dans sa périodisation. Bourassa y est décrit dans le contexte des années 1910, comme un député fédéral cherchant à défendre l'autonomie du Canada par rapport à Londres. Le nationalisme de Bourassa est ainsi appelé nationalisme canadien-français et il n'en est pas le seul représentant. Le nationalisme canadien-français présente en fait ses propres variations. Jean-Paul Tardivel est cité pour mettre en valeur sa conception de la nation canadienne-française alors que Bourassa met un accent particulier sur l'importance de la fédération canadienne. Mais le

nationalisme canadien-français trouve une cause commune dans la défense du français dans les écoles ontariennes au moment du Règlement XVII. *Périodes* développe que Bourassa remet en question son nationalisme canadien-français à la défense de la fédération. Ainsi émerge le clérico-nationalisme qui fait de la patrie un Québec en cohésion avec l'Église. *Périodes* nuance et mentionne que cet accent sur le Québec évolue lui-même et sera moins en vogue à la fin des années 1920. À la page 181, *Périodes* veut marquer une différence entre ce clérico-nationalisme et le nationalisme de survivance des années 1840 en mentionnant que ce dernier met plus l'accent sur la défense des Canadiens français partout au Québec. Henri Bourassa serait alors une transition entre un nationalisme pancanadien et le nationalisme provincial de Groulx. *Périodes* développe donc les différences faites entre le nationalisme, contrairement à *Présences*, mais le fait au travers de l'importance de l'église et de l'accent provincial. Un historien comme Michel Bock critiquerait certainement cette interprétation. D'une manière comme d'une autre, ce qui se dégage de *Périodes*, c'est la puissance de l'Église au sein même du nationalisme.

Dans *Présences*, l'Église catholique est un acteur culturel parmi tant d'autres entre 1896 et 1945. L'Église est présentée comme le véhicule d'une mentalité traditionnelle qui n'est pas toutefois écrasante dans la province. L'Église joue un rôle social qui est appuyé par l'État d'autant plus que l'Église et les nationalistes conservateurs jouent un rôle intellectuel aussi important en défendant la langue, la ruralité et la religion du Canada français. Toutefois, la bourgeoisie urbaine permet à de nouvelles idées et de nouvelles valeurs de pénétrer cet imaginaire traditionnel. *Présences* évoque les nouveaux médias, les médias de masse, comme la presse, la radio, et la télévision qui transformeront les mentalités. Donc ici, l'Église est conservatrice, aide la population et se bat contre ses nouvelles idées. L'impression qui en découle c'est que l'Église est un acteur qui s'oppose aux influences que d'autres acteurs plus modernes entretiennent. On mentionne qu'au moment de la crise financière, une nouvelle mentalité semble émerger au Québec mettant plus d'accent sur le rôle de la science et de la raison dans la gestion de la société. Par les moyens de la bande, on peut faire un lien entre l'Église et ce mouvement, car un des exemples donnés pour illustrer ce point est un ecclésiastique : le père Georges-Henri Lévesque de l'Université Laval. Mais le lien entre la modernisation et l'Église n'est pas explicité. C'est là où *Périodes* va plus loin. Le manuel offre un vision ambivalent du rôle joué par l'Église. D'un côté, *Périodes* continue à décrire une Église qui s'impose. Cette idée selon laquelle l'Église est un acteur social qui joue des coudes pour dominer la vie intellectuelle du Canada français revient. *Périodes* présente l'action de

l'Église comme une action imposée par le haut. La religion s'impose à la société. On ne décrit pas directement ce qu'en pense la société civile bien que l'on sent à plusieurs reprises, dans les exemples fournis par le manuel, que la société canadienne-française se retrouve dans cet imaginaire. *Périodes* présente par exemple le débat sur le féminisme avec des citations et d'Henri Bourassa et du premier ministre Taschereau qui très directement s'affichent contre ses revendications aux noms des traditions canadiennes-françaises. Si la religion s'impose selon *Périodes*, le manuel tend à montrer que le discours de plusieurs personnalités le reproduit. *Périodes* ne traite pas d'harmonie entre le discours de l'Église et de la société civile, mais il n'analyse pas non plus une distance qui pourrait exister entre les deux acteurs. Malgré cela, *Périodes*, témoigne que la modernisation sociale et l'influence américaine sont bien présentes dans la société canadienne-française. *Périodes* rejoint en ce sens l'analyse de *Présences* tout en la développant davantage. *Périodes* ramène des événements comme la prohibition américaine pour expliquer pourquoi la montée en flèche de la culture américaine au Canada. Beaucoup d'artistes du Jazz par exemple viennent gagner leur vie à Montréal. Les années folles au Canada, en plus d'être marquées par l'arrivée de nouvelles technologies, ont leurs représentants dès la fin de la Première Guerre mondiale. C'est notamment contre ces influences, contre ce monde changeant, que l'Église s'oppose. L'Église est certes conservatrice, mais *Périodes* va plus loin que *Présences* et souligne que cette Église évolue elle-même. Le manuel prend le temps d'expliquer la doctrine sociale de Léon XIII et le rôle croissant que l'Église catholique cherche à jouer sur le plan social. Son rôle dans la société n'est donc pas en simple continuité avec la survivance post-1840. *Périodes* montre que l'Église réagit activement devant l'industrialisation. Elle veut se charger de la condition ouvrière, question par rapport à laquelle l'État tarde d'ailleurs à prendre en charge. L'Église se porte à la défense de la nation canadienne-française, et en ce sens, n'enferme pas sa vision de la nation à une province. Elle est très active par exemple lors de l'épisode du Règlement XVII. *Périodes* fait comprendre qu'elle est généralement conservatrice et ne permet pas au Québec l'épanouissement des écoles publiques que connaît le Canada anglais. Mais à travers la doctrine sociale, les idées évoluent. Tout comme au chapitre précédent où *Périodes* mentionnait que des débats traversaient les ecclésiastiques par rapport à l'ultramontanisme, l'Église connaît ses propres divisions au début du XXe siècle. Ainsi, devant la crise économique, ce sont des intellectuels, des politiciens et des membres du clergé catholique qui privilégient d'autres solutions pour la régler. En 1933, l'École sociale populaire publie le *Programme de restauration sociale*. Rappelons que

ce texte dénonce la soif de profits des grandes entreprises et invitait l'État à nationaliser les secteurs économiques importants, à réglementer les grandes entreprises, à émettre des lois pour protéger les démunis, à favoriser l'agriculture familiale et à promouvoir les coopératives et la colonisation. Implicitement, *Périodes* témoigne dans son récit que si l'Église est conservatrice sur le plan moral et politique, elle complexe et participe aussi à la modernisation de la société en réagissant à la crise économique. L'Action libérale nationale fait partie de ce processus. *Périodes* souligne que Paul Gouin et les jeunes libéraux du Québec sont inspirés par le *Programme de restauration sociale* et que Taschereau les juge trop radicaux. Certes Duplessis, ne tranchera pas en faveur de ces changements et n'adoptera que quelques lois par rapport au travail. Mais les idées font leur chemin et c'est Adélard Godbout qui octroiera pendant la Deuxième Guerre le droit de vote à la femme, qui adoptera la Loi sur la fréquentation scolaire obligatoire et la nationalisation de Montreal Light Heat and Power. Dans *Périodes*, il y a cette idée que la société québécoise évolue à son rythme, certes en retard sur la fréquentation scolaire et le droit de vote aux femmes, dans un contexte marqué par un certain conservatisme. Mais le récit de *Périodes* montre que ce conservatisme est dynamique, que l'Église n'est pas monolithique et s'ouvre à certaines idées propres à la modernisation de l'État avant 1945. Cette observation est majeure, car elle nous permet d'argumenter que *Périodes* semble se rapprocher du 3^e courant de l'historiographie de la francophonie canadienne tout en étant fortement marqué par la marque normalienne des manuels de 2006. À ce chapitre, le manuel de *Périodes* n'enferme pas l'Église dans sa résistance aux changements en illustrant qu'elle est elle-même traversée par des idées nouvelles que lance l'action du pape Léon XIII. L'Église n'est jamais décrite comme l'essence de la société canadienne-française, un argument que développent certains historiens de la troisième sensibilité. Mais on sent qu'elle est une actrice importante dans le récit du Québec et du Canada. Or *Périodes* n'est pas loin non plus du 2^e courant dans l'optique où l'Église joue un rôle important certes dans la société, mais qu'au final la modernisation du Québec est un moment d'accélération suivant les progrès faits par d'autres sociétés comme celle des Américains. Une partie de l'Église lutterait même contre cette modernisation, contre l'américanisme et l'urbanisation. *Périodes* dans ce chapitre s'approche davantage de certains arguments de la troisième sensibilité bien qu'on sent un tronc commun qu'elle partage avec *Présences* et sa tendance normalienne.

Toujours dans cette réflexion, on peut remarquer aussi que le contexte international n'est pas approché de la même manière dans les manuels de 2006 et de 2017 à l'étude. *Périodes* prend

comme point d'appui les événements politiques pour après évoquer les transformations de la société. *Périodes* donne beaucoup d'accent au contexte politique canadien et québécois en comparaison à *Présences* qui enferme pratiquement cette analyse à la fin de son deuxième manuel de 4^e année en suivant les exigences de la réforme de 2006. *Périodes* introduit souvent en début de section les événements internationaux pour comprendre l'originalité du tracé de l'histoire canadienne et québécoise/canadienne-française. On évoque les causes de la guerre des Boers, de la Première Guerre, de la crise économique, de la Deuxième Guerre et leurs effets sur le Canada et le Québec. On ne refuse pas une analyse de l'international par rapport à la société canadienne-française entre 1896 à 1945, mais *Périodes* évoque comment le pays et la province réagissent dans ce contexte plus large. L'exercice est donc différent de celui fait dans *Présences*, qui dans ces sections « ailleurs », invite l'élève à la comparaison. *Présences* nuance les concepts sociologiques qui sont au cœur de chaque chapitre devant des réalités similaires sur le globe. *Périodes* est plus normalien dans cet effort de ramener l'histoire du Canada et du Québec à une histoire remplie de parallèle avec d'autres sociétés.

4.6 La modernisation de la société québécoise, une révolution tranquille

(Voir les résultats détaillés aux annexes 11 et 12)

Présences et *Périodes* présentent à ce chapitre un narratif plus différencié que les premiers chapitres que nous avons analysés. Le temps économique y fait exception. On peut constater une continuité claire entre les deux manuels sur le plan de l'industrialisation et de la croissance économique. Dans *Présences*, l'après-guerre est présentée comme une période de grande prospérité. Le manuel de 3^e année fournit peu de détails sur l'économie. Ce sont les manuels de 4^e année qui rajoutent vraiment de l'information par rapport à ce sujet. Ils décrivent en effet que l'industrialisation bat de son plein pendant l'après-guerre. L'économie était dynamique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Elle continue à l'être dans les années qui suivent. L'économie québécoise profite notamment du grand frère américain pour se développer à l'aide de ses capitaux et en lui vendant des matières premières. On souligne que l'agriculture se modernise tout comme l'industrie de pointe. L'industrie légère décline, mais somme toute l'industrialisation s'accélère. Le secteur tertiaire est en pleine croissance et l'urbanisation continue. Ce n'est qu'en 1975 que le tout s'essouffle. *Présences* n'explique pas ce changement. Le manuel ne fait que souligner que cet essoufflement poussera les grands projets de Bourassa. Bref, *Présences* fait un résumé du

développement économique qui est très sommaire notamment par rapport aux années 1970. Pendant cette période, les informations manquent et l'allure générale de la décennie est assez positive. *Périodes* réussit mieux à caractériser les changements que vit cette économie à l'aide des sous-périodes, des sections qu'il propose. *Périodes* met l'accent sur la force de la relance économique après la Deuxième Guerre tout en soulignant les défis que les autorités affrontent : le retour à une économie de paix et le retour des soldats. *Périodes* évoque l'importance des capitaux américains similairement à ce que propose *Présences*, mais *Périodes* prend le temps d'expliquer la société de consommation. Le manuel la relie avec la culture américaine et le modèle qu'il propose. En fait, *Périodes* explique, au-delà des investissements américains, à quel point les économies des deux pays s'entremêlent dans l'après-guerre. Malgré ces nuances, *Présences* et *Périodes* proposent un récit rempli de convergences sur le plan de l'économie. Au final, les deux manuels proposent une vision similaire du développement économique du Canada et du Québec qui accumule peu de retards.

Le portrait se complique avec le politique. *Présences* souligne l'intervention du fédéral pendant l'après-guerre pour soutenir ce développement. *Présences* explique cette intervention en contraste avec la politique générale de Duplessis. Donc, pendant l'après-guerre, le fédéral joue un rôle centralisateur contre lequel le gouvernement du Québec s'oppose. Cette intervention est tracée comme une rupture. La Deuxième Guerre a poussé le fédéral à intervenir davantage. Bref, l'interventionnisme pour *Présences* se lance au Canada après les mesures adoptées par le fédéral pendant la crise économique et dans l'après-guerre. *Périodes* nuance ce constat. L'intervention du fédéral a été illustrée dans le chapitre précédent, de 1896 à 1945. *Périodes* avait évoqué les traces d'un interventionnisme de la part du fédéral dès la Première Guerre mondiale. L'intervention du fédéral dans l'après-guerre fait moins le témoignage d'une rupture. Elle grandit et s'adapte. *Périodes* souligne que le fédéral intervient dans l'économie notamment pour lutter contre le communisme, pour satisfaire les gens qui réclament de nouvelles mesures sociales. Dans l'immigration, le fédéral change ses politiques. Son intervention est présentée comme un tournant qui commence à se distancer des politiques discriminatoires antérieures. *Périodes* en vient à analyser que le fédéral agit comme un État-providence dans les années 1950 et à ausculter la multiplicité de ses programmes.

L'interventionnisme du gouvernement du Québec est au centre des narratifs ici analysés. *Présences* fait un sommaire de la politique de Duplessis. Sur le plan social, son gouvernement rejette toute forme d'interventionnisme de la part de l'État. Duplessis est cléricliste. Il prône l'intervention de l'Église dans les affaires sociales et politiques. Sa mort est donc une rupture majeure pour *Présences*, car elle signifie la modernisation de l'État. C'est après Duplessis que les Canadiens français s'affirmeront dans le monde des affaires et qu'ils nationaliseront l'hydroélectricité. Le gouvernement provincial interviendra dans l'éducation et démocratisera les soins de santé. L'État intervient dans les arts. Cet interventionnisme favorise l'émergence d'un nationalisme québécois civique. *Présences* présente ainsi la Révolution tranquille comme une rupture entre une période où la société québécoise est stagnante et où elle s'ouvre après 1959. *Périodes* nuance cette rupture. Les actions de Duplessis sont expliquées. Duplessis est dépeint ici comme un conservateur ce qui ne signifie pas un total immobilisme de l'État. Duplessis a une vision économique. *Périodes* souligne qu'il pratique le libéralisme économique. Dans sa vision, les capitaux américains créent de l'emploi. *Périodes* permet de mieux observer les effets de cette politique en liant l'histoire économique à l'histoire politique. Duplessis veille au développement de la province malgré qu'il s'oppose à la construction d'un État-providence. Les véritables victimes de sa politique : les « autochtones ». Sans être consultés, ils sont confrontés à l'arrivée des Occidentaux dans le Nord. Duplessis n'intervient pas dans les affaires sociales en toutes connaissances de cause. *Périodes* explique que Duplessis, dans son libéralisme économique, refuse de trancher en faveur des syndicats. Duplessis est capitaliste, il voit le développement de la province à travers l'entreprise privée. Duplessis a d'autre part une plateforme électorale. Il fait notamment des interventions sur le plan de l'agriculture pour en favoriser la mécanisation. Il privilégie l'électrification des campagnes et favorise l'ouverture de coopératives. Duplessis reproduit une vision populaire dans le monde rural et fait tout pour affirmer l'autorité provinciale contre les interventions du fédéral. L'affirmation provinciale s'illustre par l'adoption du fleurdelisé par le refus de percevoir les subventions du fédéral en santé. C'est dans cette optique que *Périodes* explique que Duplessis a une vision politique décalée par rapport à la modernisation que le Québec connaît. Duplessis représente une vision rurale de la société qui se frappe à son urbanisation et son industrialisation. La Révolution tranquille paraît alors comme une rupture sociopolitique entre une ère conservatrice et une ère libérale. Les Québécois des villes appellent notamment à l'intervention de l'État dans les affaires sociales. La Révolution tranquille transforme la société après 16 ans de

conservatisme par la construction d'un État-providence québécois. Le gouvernement de Jean Lesage fait contraste avec la politique autoritaire de Duplessis. Dans les années 1960, le réflexe est de former des commissions d'enquête pour consulter les experts et les citoyens avant de prendre des décisions politiques. Et *Périodes* fait attention à distinguer les années 1970 de l'après-guerre. *Périodes* analyse le gouvernement Bourassa, explique l'essoufflement économique des années 1970 et les nécessaires interventions pour dynamiser l'économie alors même que le chômage augmente. Les années 1970 sont aussi présentées dans *Périodes* pour les avancées faites par rapport au féministe et pour les négociations faites avec les autochtones. *Périodes* va plus loin que *Présences* qui analyse très peu les années 1970.

Sur le plan identitaire, *Périodes* met en lumière les tensions nationales que *Présences* évite. *Présences* souligne qu'une nouvelle élite agit dans le Québec. Il s'agit d'économistes, des sociologues, de gestionnaires d'institutions publiques et parapubliques, des gestionnaires du secteur privé, bref, d'une nouvelle classe moyenne qui critique le retard économique et culturel des Canadiens français et de leur traditionalisme. C'est ce groupe qui alimentera un néonationalisme, un nationalisme québécois renouvelé et civique. Ce nationalisme pour *Présences* est une conséquence de l'interventionnisme de l'État. Il s'agit d'une prise de conscience collective de la société à travers l'appareil provincial. Cette distanciation du nationalisme traditionnel produit d'autres idées, comme le nationalisme des peuples fondateurs de Trudeau et Pelletier. *Présences* ne présente pas l'opposition entre ces deux mouvements de pensée. Et surtout, toute la question référendaire est résumée au bas d'une page dans les manuels de 4^e année. On mentionne le mouvement indépendantiste comme un courant parmi tant d'autres, stimulé au final par la prise de conscience collective de la province. Le nationalisme pousse une discussion sur la place du Québec au Canada, mais on n'analyse pas la crise. En cela, *Présences* est plus niveleur que *Périodes*. Ce dernier analyse avec une plus grande attention cette question. *Périodes* souligne que la question constitutionnelle est liée avec les tensions nationales qui déjà se sont manifestées au début du siècle. L'opposition que fait Duplessis aux politiques fédérales s'inscrit dans ce narratif. L'autorité provinciale cherche à s'édifier contre un gouvernement fédéral interventionniste. Mais *Périodes* observe que les changements identitaires sont aussi liés avec la jeunesse. Le manuel évoque ce mouvement de contestation lancé par plusieurs, comme ces artistes du *Refus global*. Le manuel rajoute que la jeunesse, regroupant les baby-boomers, est particulièrement dynamique en contexte de décolonisation. La jeunesse adhère ainsi à un néonationalisme, une nouvelle forme de

nationalisme dans lequel ils ne s'identifient plus aux traditions, à la religion et à la vie rurale. Ils s'identifient au territoire du Québec qui est selon eux le foyer de la nation. Et l'après-guerre est marqué par une accélération de l'américanisation de la société supportée par la télévision et la radio. Plus encore, la construction d'un système scolaire public et déconfectionnalisé va aussi permettre aux jeunes d'adhérer à des idées nouvelles. *Périodes* montre comment ces idées se diffusent. Dans son souci de faire de l'histoire politique et sociale, *Périodes* continue à faire de l'histoire des idées. Il témoigne que l'autonomie provinciale devient un enjeu même pour l'Union nationale de Johnson. Il témoigne que le fédéral doit s'ajuster, ce qu'il fera lorsque Trudeau défendra à partir de l'appareil fédéral le bilinguisme canadien. Il témoigne de la montée de l'indépendantisme au Québec et des réactions diverses qu'il génère dans la population québécoise. À la fin du chapitre, *Périodes* prend le temps de voir les lois linguistiques et de bien présenter Pierre Elliot Trudeau tout comme René Lévesque. Le manuel parle aussi de la crise d'octobre en détail. Le contraste est fort. Dans *Périodes*, la question nationale, la question de la place occupée par le Québec dans le Canada, est un fil conducteur de la narration. Les manuels de 3^e année de *Présences* font une narration, mais cette narration n'a comme seul point de bascule les années 1960. On y compare le avant Duplessis à l'après Duplessis pour constater sommairement une plus grande intervention de l'État. Les manuels de 4^e année de *Présences*, fragmentés, ne lient pas la prospérité économique de l'après-guerre avec la politique économique de Duplessis et l'interventionnisme des années 1960 est associé à celui des années 1970. Le narratif de *Périodes* valorise tout autant les années 1945 à 1960 et les années 1970 à côté de ces si importantes années 1960.

Sur le plan de la religion au moment de l'après-guerre, *Présences* propose l'analyse d'une rupture. Dans l'après-guerre, le mouvement de l'anticléricalisme monte en importance. *Présences* détaille ce mouvement en affirmant qu'il correspond à un rejet de l'Église, mais non de la religion. Par contre, la pratique chute à cette même époque. Et par l'interventionnisme de l'État, en un mot, ce dernier en vient à remplacer l'Église. De son côté, *Périodes* remarque que l'Église est forte dans les années 1950. L'idée étalée dans tous les chapitres de *Périodes* se répète. L'Église continue à s'imposer à la société. C'est intéressant de voir que l'Église s'impose, mais que dans le même souffle le manuel prend le temps de souligner que la province jamais n'a eu autant de prêtres et de religieux! C'est à se demander si la religion n'est pas populaire auprès des gens, mais *Périodes* ne pensera jamais en ces termes plus typiques des historiens post-révisionnistes. Le manuel garde une

réflexion révisionniste ici en refusant d'évaluer les idées de la société civile. Par contre, l'Église joue un rôle important dans les hôpitaux et les écoles et celui-ci n'est pas décrié. Dans *Périodes*, on explique le rôle administratif de premier plan au Québec joué par l'Église. On reconnaît le travail des prêtres dans la tenue des registres d'État civil. C'est l'Église aussi qui s'occupe de plusieurs programmes sociaux, une perspective compatible avec le libéralisme économique de Duplessis. *Périodes* souligne que leur existence n'est pas tant mauvaise. La problématique qu'ils posent est celle que ces programmes fonctionnent à travers la charité, contrairement aux programmes étatiques qui redistribuent la richesse qu'elle va chercher chez les contribuables par souci de justice sociale. L'Église n'est en ce sens pas assez efficace, malgré les avantages fiscaux que le gouvernement Duplessis lui offre. Le ton du manuel reste donc neutre. Cela s'illustre aussi lorsqu'on évoque que l'Église essaye de contrôler les médias, en interdisant certains livres par exemple, et de les utiliser pour renouveler ses valeurs durant les années 1940 et 1950. L'Église est une force conservatrice. Avec Duplessis, elle tente de contrôler le cinéma par la censure. Mais si l'Église, comme le gouvernement de Duplessis, essuie des critiques, cela ne veut pas dire que tous la répudient. La critique qui se pose contre les idéaux conservateurs de l'Église et Duplessis est supportée par des intellectuels, des politiciens, des syndicalistes, des féministes et des artistes qui sont au départ minoritaires. Le mouvement de contestation grandit donc au fil du temps et se mariera avec la soif de changement de la jeunesse. Fidèle à lui-même, *Périodes* reconnaît que des membres de l'Église ne tranchent pas tous en faveur des valeurs conservatrices qu'elle généralise. *Périodes* souligne que des ecclésiastiques encourageront les réformes libérales. *Présences* évoquait implicitement le cas de George-Henri Lévesque qui encourageait des réformes sociales, mais *Périodes* va plus loin. *Périodes* cite l'un de ses textes dans lesquels on comprend que George-Henri Lévesque est croyant, mais qu'il refuse le rôle de l'Église joué dans la société. Les sentiments religieux sont encore très présents pendant la Révolution tranquille. *Périodes* ne va pas jusqu'à expliquer le contexte de la pensée religieuse à l'époque, mais ne fait pas de l'Église un acteur simple remplacé par un autre. Elle est complexe et traversée elle-même par des idéologies. Ainsi, *Périodes* avance d'un côté que les communautés religieuses ne se réjouissent pas lorsqu'elles perdent le contrôle de la santé avec la création des comités de direction indépendants des communautés religieuses de l'État, mais souligne que c'est un ecclésiastique, Alphonse-Marie Parent qui rédigera le fameux rapport Parent dans lequel il appelle à la déconfessionnalisation des

écoles. L'Église est dépeinte comme une force conservatrice traversée elle-même par des idéaux libéraux.

Finalement, un argument fait précédemment revient également dans ce chapitre sur l'utilisation différent du contexte international entre *Présences* et *Périodes*. *Présences* dans sa section « Ailleurs » compare la Révolution tranquille à d'autres périodes de grandes ruptures connues en Algérie, à Cuba, en Inde. Il est intéressant que le même exercice de comparaison soit proposé ici, comme dans les autres chapitres, alors que les contextes de chacun de ces pays sont parcourus par des contextes très différents. *Présences* ne présente pas la décolonisation, la guerre froide, et les mouvements de modernisation sont donc ici mis sur un pied d'égalité. La notion même de Révolution tranquille est appliquée à l'Algérie, à Cuba, à l'Inde. Par ce dernier exemple, nous argumentons que les auteurs du manuel ramènent à une logique internationale des événements de l'histoire du Québec. On y trouve là une perspective qui est proche de celle de ce que nous avons défini dans le courant de l'histoire révisionniste. La Révolution tranquille est inscrite dans une histoire internationale normale. L'Inde, l'Algérie Cuba ont toutes connu des processus de modernisation particulier, mais parallèles. *Périodes* n'approche pas l'international de la même manière. Les sections partent des événements importants pour explorer comment ces derniers sont vécus dans le contexte canadien et québécois. *Périodes* le fait pour expliquer la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la politique de Truman et de l'endiguement, le Rideau de fer, le plan Marshall, la décolonisation, bref l'arrivée de la guerre froide. Les pays occidentaux sont aussi traversés par la contre-culture américaine. La France connaît son Mai 1968. C'est dans ce contexte que l'agitation sociale augmente au Québec. L'histoire du pays et de la province sont influencée par des mouvements internationaux. *Périodes* s'intéresse moins à comparer la Révolution tranquille dans différents pays qu'à poser certaines conjonctures communes qui donneront le visage particulier au récit du Canada et du Québec. Le même constat est fait par rapport à la crise d'octobre qui naît dans le contexte général de la décolonisation et de la crise du pétrole. *Périodes* l'évoque comme une cause permettant d'expliquer comment elle pousse le gouvernement Bourassa à développer certaines politiques. Ces dernières observations nous permettent de conclure en ralliant la discussion que nous avons tissée au travers des chapitres avec une réponse générale à notre problématique de départ et aux questions spécifiques qui s'y rattachaient.

5. CONCLUSION

Comment caractériser les manuels d'HEC et d'HQC par rapport aux trois courants historiographiques de l'histoire de la francophonie canadienne? Cette question spécifique a été formulée en se référant au concept de la transposition didactique, un phénomène se résumant au travail interprétatif fait de manière interdépendante entre les connaissances, les valeurs et les pratiques sociales des différents acteurs sociaux du réseau scolaire. Nous en sommes arrivés à isoler deux principaux paliers que nous tenions à comparer soit le palier des historiens universitaires et celui des manuels utilisés dans le cours d'histoire de la troisième et de la quatrième année du secondaire. En d'autres mots, nous cherchions où se situent *de facto* les manuels d'histoire de la réforme de 2017 par rapport aux débats généraux de l'historiographie de la francophonie canadienne. C'est ici que se manifestait les limites principales de notre recherche à savoir que nous n'explorons pas l'entièreté du contenu des manuels et que nous avons ciblé seulement une série parmi celles acceptées par le ministère. Nous avons tenté de nous spécialiser dans l'étude du groupe majoritaire de la province au risque de produire une analyse trop large et peu défendable. L'historiographie de la francophonie canadienne est elle-même vaste. Pour la rendre intelligible, nous avons eu recours donc à des catégories, à un certain classement des historiens utilisés dans la littérature. Le principal scientifique avec lequel nous discutons, soit Olivier Lemieux (2014), n'a pas osé trouver de dénominateur commun dans ces mêmes catégories auxquelles il fait référence dans sa recherche portant sur les manuels d'histoire québécois. Nous prenons donc un pas de plus en proposant des postulats généraux pour chacune d'elle. Est-ce que ces postulats sont nuancés dans les pensées de chacun des historiens? Très certainement. Or, en définissant les horizons des débats généraux de l'histoire de la francophonie, nous avons proposé une grille de lecture qui soulignait certaines tendances de cette histoire malgré les généralisations respectives faites par rapport aux pensées des historiens.

Cet exercice, aussi limité soit-il, a permis de mieux apprécier certaines différences qui se posent entre la série de manuels *Présences*, de 2006, et celle de *Périodes*, de 2017. Le contenu a été décortiqué au peigne fin dans chacun de ces manuels pour mettre en valeur leurs convergences et leurs divergences. Est-ce que ces manuels de CEC ont évolué en une dizaine d'années sur le plan des contenus? Nos résultats nous permettent de l'affirmer. Il est évident que cette

recommandation principale du *Sens de l'histoire* de rajuster la présentation de la matière sur le plan chronologique est l'une des transformations les plus radicales et qui offre un fort contraste lorsque ces deux manuels sont mis l'un à côté de l'autre. Nos résultats, recréant la saveur de chacun des récits de 2006 et 2017, ont montré comment finalement la première série, *Présences*, était fragmentée en comparaison à *Périodes*. *Périodes* semble avoir beaucoup plus de facilité à faire des liens dans son analyse, à rendre l'histoire intelligible et sur le plan politique, et sur le plan socio-économique. Mais au-delà des répétitions et de la fragmentation de la matière, sur certains éléments, les deux manuels se rejoignent plus que sur d'autres.

5.1 Économie

Sur le plan de l'économie, *Présences* et *Périodes* présentent un tronc commun. L'histoire qui est faite en 2006 et en 2017, est celle d'un Québec et d'un Canada qui se développent à leur rythme malgré le passé colonial. Les deux manuels argumentent sensiblement que la Nouvelle-France connaît l'établissement d'une société originale qui se développe dans le mercantilisme et l'exploitation du commerce des fourrures. À ce chapitre, *Périodes* est plus sévère que le manuel de 2006 en témoignant davantage comment les limites économiques auxquelles se frappent la colonie qui tente tant bien que mal de diversifier ses secteurs d'activités. *Présences* suggère que les choses s'améliorent avec la création du gouvernement royal, mais *Périodes* remarque que plusieurs initiatives sont en fait freinées par la métropole. La Nouvelle-France ne fait pas le poids contre les treize colonies et la métropole britannique souligne *Périodes*. Elle sera phagocytée dans leur empire. Par contre ici, *Périodes* remarque l'arrivée des marchands britanniques, de leurs capitaux et du plus grand libéralisme économique permettra à la Province of Quebec de relancer son développement. *Présences* et *Périodes* se rejoindront plus loin en soulignant la transformation que provoque le blocus continental qui dynamise le marché du bois. *Présences* soulignent plusieurs exemples des initiatives de l'époque : création d'emplois, création des banques, innovations technologiques, développement des voies de transport. *Périodes* va analyser ces initiatives en rajoutant que les marchands britanniques ont les capitaux nécessaires pour financer la création des infrastructures nécessaires à ce secteur. Les deux manuels remarquent que les Canadiens français sont nombreux dans les campagnes et attachés au mode traditionnel véhiculé dans le monde rural. Mais avec l'arrivée du XIX^e siècle, le développement économique de la colonie est notable. *Présences* fait même de l'industrialisation un phénomène au cœur de la création de la fédération.

Le poids de l'histoire économique domine finalement cette période dans le manuel de 2006. Arrive le XX^e siècle et il est clair dans les deux manuels que l'économie du pays et de la province continue de progresser à sa manière. Les Canadiens français ne sont pas représentés dans l'élite économique et sont nombreux en campagne, mais le développement semble suivre la révolution industrielle. L'urbanisation continue à grandir et de nombreux employés travaillent dans les usines et les mines dans des conditions difficiles. Les deux guerres mondiales permettent d'accélérer cette industrialisation. *Périodes* accorde peut-être plus d'espace à la Première Guerre que ne le fait *Présences*. Mais une chose est certaine dans les manuels, c'est que l'économie canadienne et québécoise a commencé à se moderniser au XIX^e siècle et que les progrès au XX^e siècle s'accumulent : mécanisation de l'agriculture, électrification des villes et des campagnes, amélioration des conditions des ouvriers, explosion du secteur des pâtes et papiers, développement de l'hydroélectricité, de l'industrie légère, et éventuellement de l'industrie lourde et chimique. Les lignes de communication continuent à se multiplier. Sur le plan économique, *Présences* et *Périodes* se rejoignent. La Deuxième Guerre mondiale permet de sortir de la crise économique et la Révolution tranquille accélère le développement de Québec avec l'intervention massive faite par l'État-providence dans les années 1960 et 1970 et l'entrée en force des Canadiens dans les hautes sphères du milieu des finances. Sur ce plan donc, nous argumentons que *Présences* et *Périodes* proposent un récit se rapprochant du postulat du courant de l'histoire normale qui avance que la francophonie canadienne n'a pas accumulé de retard dans son développement économique. Le remplacement des marchands français par les Montrealers au changement d'empire et la persistante ruralisation des Canadiens français n'est pas perçu négativement. Elle n'est jamais critiquée et dépeinte comme traînant avec un certain retard comme le proposerait le postulat de l'histoire économique et sociale. La Révolution tranquille est ici une accélération d'un phénomène antérieur et non pas une rupture dépourvue de tous antécédents. *Présences* et *Périodes* partagent ici une logique normalisante : le Canada et le Québec suivent une certaine norme de développement posé en quelque sorte par les pays occidentaux. L'histoire du Québec et du Canada semble marquée par le progrès économique. Les deux manuels s'éloignent à ce titre de la logique du premier courant historiographique que nous avons proposé selon lequel le Québec est en retard. Voyons maintenant comment dans cette trame du développement se fond le politique.

5.2 Politique

Sur le plan du politique, il est capital de voir le fossé qui sépare *Présences* et *Périodes*. *Périodes* part toujours du temps politique pour après expliquer des liens sur les autres plans. La trame chronique est problématisée à travers des périodes naissant du temps politique. Elles sont ensuite analysées sur le plan social et économique. Les tomes de *Présences* de secondaire 3 ciblent des thèmes précis. Sinon, l'histoire de 4^e secondaire dans *Présences* est fragmentée et chacun de ses aspects est présenté séparément. La grille de lecture qui a été proposée ne prend son sens seulement que si l'on considère les manuels de 2006 comme un tout.

Les deux manuels n'ont pas tout à fait la même lecture du rôle joué par la société civile par l'élite au Québec et au Canada. *Présences* et *Périodes* avancent premièrement qu'une société originale prend racine en Nouvelle-France. Nous avons argumenté que le terme « Canadien » par contre est flou en contraste avec l'utilisation du terme « Français ». Qui est « Français » dans la colonie? Qui est « Canadien »? *Présences* donnera des pistes avec l'avènement d'une société originale, adaptée au climat et faisant des emprunts aux Autochtones. *Périodes* notent les mêmes emprunts et avancent cette thèse de l'apparition d'une société originale. Le changement d'empire aussi est similaire entre les deux manuels. L'élite coloniale, française, est maintenant remplacée par celle de la nouvelle métropole qui se veut conciliante. Dans les deux manuels, on évalue la réaction des différents groupes à la proclamation royale et à l'Acte de Québec : les gouverneurs, l'élite marchande anglaise, les seigneurs et l'élite canadienne-française. C'est dans le chapitre évoquant les Rébellions qu'une plus grande distance est prise dans le contenu des manuels. *Présences* présente la société canadienne-française comme un tout mené par son élite qui a embrassé le libéralisme politique. *Périodes* nuance ce portrait. Chaque groupe est présenté séparément selon ses propres intérêts : les autorités coloniales, les marchands, le clergé, les seigneurs, la bourgeoisie canadienne-française, la société civile. Les tensions politiques qui se développent alors sont complexes et se lient de plusieurs façons aux revendications de ses groupes. Cette plus grande attention donnée à la complexité de la société canadienne-française intègre aussi la réaction de la société coloniale à la guerre de 1812. Par rapport aux Rébellions, le manuel de 2017 évoque autant la logique de classe, la logique d'une minorité affrontant une majorité au pouvoir et la logique d'un groupe ethnoculturel en affrontant un autre. *Périodes* argumente en faveur de cette complexité en relevant que le Haut-Canada est lui aussi traversé par des Rébellions.

Périodes ne refuse donc pas le libéralisme politique proposé par *Présences*, mais l’approfondit drôlement notamment par le biais de son caractère national. La logique Anglais contre Français est une réalité de l’époque que *Périodes* analyse sans enfermer le récit dans cette opposition, mais sans non plus la taire complètement comme dans *Présences*. Les patriotes sont eux-mêmes divisés. Certains veulent la prise des armes, d’autres non. En tous les cas, encore une fois, les deux manuels refusent de voir dans ces événements un moment retardataire. La 1^{re} sensibilité est donc mise de côté. Mais dans son refus de voir une logique culturelle dans les Rébellions, *Présences* semble se camper plus sur une position normale que ne le fait *Périodes*. *Périodes* voit dans son analyse complexe une logique où la tradition du Canada français joue un rôle de premier plan à côté de l’économie. En effet, *Périodes* continue à prendre de la distance par rapport à *Présences* dans le reste du XIX^e siècle. *Périodes* suit le continuum politique et s’arrête sur les intérêts de chaque parti. Le parti réformiste perd sa raison d’être après l’obtention du gouvernement responsable, les conservateurs s’allient avec les autres partis pour fonder le Canada, mais le fédéral se révèle bientôt centralisateur, ce contre quoi Honoré Mercier lutte. Dans ce XIX^e siècle, *Présences* mélange « Canadien » et « Canadien français ». Les deux termes sont utilisés avant et après les rébellions sans soucis. *Périodes* ne fait pas cette erreur et nuance que le premier terme désigne la société civile du Bas-Canada après les rébellions spécifiquement. Les nationalismes se manifestent beaucoup plus dans le récit du manuel de 2017 que dans *Présences*. *Présences* note l’affirmation du nationalisme biculturel de Bourassa qu’il met à côté de l’impérialisme, du nationalisme canadien-anglais et d’un nationalisme canadien-français de Lionel Groulx mettant l’accent non plus sur le fédéral, mais sur la défense de l’autonomie provinciale et de la défense de la vie traditionnelle. Ces nationalismes ne sont pas incarnés dans le récit : ils sont listés dans les mouvements de pensée de 4^e année. Et le constat est similaire par rapport à la modernisation de la société. La société civile, menée par ses nouvelles élites utilisant les moyens de communication de masse, s’oppose au gouvernement traditionaliste de Maurice de Duplessis pour valoriser une identité nouvelle, le nationalisme québécois, reposant sur une logique territoriale. Certes ici, *Présences* va finir par illustrer que la modernisation de la société québécoise est accompagnée par la montée des différents groupes de pression féministes et autochtones pour la défense des droits civils. Mais le manuel ne fait que mentionner l’histoire de la crise nationale entourant le fait français. *Périodes* valorise davantage cette logique culturelle et nationale dans son récit. Bourassa est ici peinturé comme le représentant d’un nationalisme canadien-français s’opposant à

l'impérialisme et cherche à une plus grande autonomie pour le Canada. Son argumentaire nationaliste est appuyé par les tensions provoquées pendant la guerre des Boers. Et la notion de Canada français ici dépasse clairement les frontières. Elle est articulée avec les crises scolaires du Manitoba et de l'Ontario et joue un rôle important dans la crise de la conscription de la Première Guerre mondiale. Tout comme *Présences*, *Périodes* souligne le mécontentement des Canadiens français devant la conscription pendant la Deuxième Guerre. Ces observations nous permettent d'illustrer que l'un des changements importants entre le manuel de 2006 et 2017 repose sur cet intérêt beaucoup plus grand attribué à la ligne politique ce qui pendant tout le XX^e siècle ouvre la porte à une analyse des actions des gouvernements fédéraux et provinciaux. *Périodes* valorise beaucoup la période de Duplessis dans l'optique où elle explique la politique de son gouvernement par son idéologie politique : le conservatisme et le libéralisme économique. L'interventionnisme de l'État québécois, qui fait une première tentative avec Godbout, est lié avec la montée de l'interventionnisme de l'État canadien. La modernisation de la société québécoise est donc complexe. Duplessis a ses appuis. Son programme est particulièrement populaire auprès des campagnes. *Périodes* ajoute une dynamique supplémentaire où le monde de la ville se distance du monde de la campagne. La société civile est d'ailleurs divisée, tous ne seront libéraux. Mais la modernisation proposée par ces derniers explosera à la fin du long règne de Duplessis. *Périodes* argumente que le Québec se dote alors d'une élite financière dont elle était dépourvue. *Périodes* prend le temps de noter les interventions spécifiques de l'État-providence dans les années 1970 en plus de noter que l'édification de cet État-providence dans une conjoncture socio-politique marquée par la contre-culture alimente une identité différente : celle du néonationalisme québécois. Ici, la modernisation de la société québécoise est juxtaposée à son penchant violent où les cellules d'indépendantistes sont prêtes à tous pour faire entendre leur message. Éventuellement, le parti québécois va l'emporter aux élections en faisant des compromis pour rallier les indépendantistes sans faire peur aux Québécois moins intéressés par l'idée de faire un pays. Et à côté de René Lévesque se dresse Pierre Elliot Trudeau, défendant une appartenance à la citoyenneté canadienne peu importe la culture tout en privilégiant le bilinguisme dans l'appareil fédéral. En d'autres mots, il est crucial de comprendre que *Périodes* se distingue du manuel de la réforme de 2006 par la valorisation du temps politique qu'il propose. Et la politique fédérale et la politique provinciale sont mises de l'avant sans écraser le récit dans une partisanerie. *Périodes* reste neutre. Le manuel ne construit pas toutefois sa neutralité en évitant les sujets les plus épineux

comme la composante ethnoculturelle des Rébellions, les crises linguistiques du Canada français, les crises de conscription et l'émergence du néonationalisme et la défense de la langue française. *Présences* de son côté réduit cette interrogation dans son manuel de troisième à des questions spécifiques : Comment s'industrialise le Québec? ; Comment se modernise le Québec? Les quelques éléments de réponse à ces questions se retrouvent surtout dans le manuel de 4^e année, fragmenté. Ce dernier propose des morceaux du casse-tête où l'épanouissement culturel et la construction de l'État moderne posent des ruptures importantes au 1960 sans verser dans la compréhension de la logique complexe des débats identitaires et politiques tant du côté fédéral et provincial. Le débat sur le nationalisme est incorporé à quelques listes.

Un autre constat important qui se construit sur cette approche différente du politique recoupe la présentation des enjeux internationaux. Ce sujet n'est pas directement proposé dans la littérature scientifique historique. Mais les postulats proposés dans notre lecture des courants historiographiques nous permettent de rapprocher la tendance de l'histoire normale à rapporter l'histoire de la francophonie canadienne à un développement normal et donc potentiellement partagé par d'autres cultures. Loin est de notre intention d'accuser les histoires de cette sensibilité d'écraser l'histoire du Québec et du Canada ou de leur refuser une compréhension complexe. Par contre, dans cette compréhension complexe se dégage l'idée qu'un certain progrès est atteint par la société québécoise avant 1960, à l'opposé de ce qu'affirmeront les partisans de la 1^{re} sensibilité. Pour ces derniers, celle-ci évolue à un rythme normal. Or lorsqu'on lit *Présences*, on remarque combien une grande attention a été donnée justement au contexte international. Les manuels de 3^e et de 4^e année ramènent constamment la matière à des parallèles faits par rapport à plusieurs pays lointains. On propose aux étudiants de comparer tous les phénomènes explorés en termes de similarités et de différences. *Présences* n'est pas en train donc d'argumenter que l'histoire du Québec et du Canada est la même que celle des sociétés observées. Mais nous argumentons qu'elle postule un dénominateur commun, des nécessaires similarités que les étudiants doivent tracer. L'exemple des comparaisons faites entre la modernisation du Québec et la modernisation de l'Algérie, de Cuba, de la Suède, de l'Inde et de la Chine au XX^e siècle est évocateur. Dans l'organigramme que doit remplir l'étudiant pour caractériser leur modernisation, l'étudiant doit expliquer dans l'onglet « Révolution tranquille », quel a été le moment clé dans la modernisation de ces sociétés. La révolution communiste et ses violences en Chine, les troubles politiques de la révolution cubaine, les violences de la construction de l'Inde, etc., tous ses aspects sont réduits et

rapporté à la rupture telle qu'elle s'est faite au Québec. Nous n'attaquons pas la pertinence et le dynamisme de cette activité pédagogique teintée certainement d'un certain relativisme. Sur le plan d'une analyse des contenus, dans le cadre de l'historiographie canadienne-française, il est intéressant de noter à quel point cette perspective répond à ce besoin que certains historiens révisionnistes entretiennent. Ces derniers ont voulu donner la réplique aux historiens de la 1^{re} sensibilité en argumentant que l'histoire du Québec est une société normale ayant sa propre histoire, mais n'accumulant pas de retard sur les autres sociétés du monde. En ce sens, on remarque une différence majeure entre le récit ici proposé et celui que fournit *Périodes*. Le manuel de 2017, dans sa valorisation de l'histoire politique, commence toujours par traiter la conjoncture internationale lorsqu'elle sent le besoin de le faire. L'utilisation des périodes permet plus facilement de le faire puisque ces périodes sont délimitées chronologiquement par de grands événements. En Nouvelle-France, on explique le contexte européen pour suivre un minimum sur ce qui se passe en France, pour mieux comprendre l'évolution de la colonie. Champlain négocie avec le roi. On présente les guerres intercoloniales et leur versant européen. On verse dans une comparaison avec les 13 colonies pour mieux comprendre à quel point la colonie française d'Amérique ne fait pas le poids en comparaison avec ses compétitrices britanniques. Dans les luttes nationales, on explique le blocus continental de Napoléon on évoque les revendications nationales en Europe et on explique le mouvement de libération nationale qui suit en Amérique latine. Plus loin, on prend le temps d'expliquer la Guerre des Boers, les causes de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième ainsi que de la crise financière. Au moment de la Révolution tranquille, on parle de la contre-culture, des luttes sociales aux États-Unis et en France, de la montée de l'Américanisme. Bref, les événements internationaux sont présents dans *Périodes*. Mais ils sont proposés comme des pistes de compréhension des événements propres au Canada et du Québec. Ils sont proposés comme des éléments conjonctureaux aidant à comprendre que le Canada et le Québec sont influencés par le monde extérieur. Le contenu est donc très différent de celui proposé dans *Présences*. Le manuel de 2006 fait de l'induction, il part du Canada et du Québec pour relier leur histoire à celle d'autres sociétés alors que le manuel de 2017 propose des pistes déductives où le contexte général éclaire les événements spécifiques. *Présences* est dès lors plus proche de la logique normale de la deuxième sensibilité ici que ne l'est *Périodes*. Au final, nous en venons à contredire par cette observation la conclusion de Lemieux (2014) selon laquelle la réforme de 2006 à évacuer une histoire nationale pour une histoire internationale. Notre vision de

ce phénomène est plus complexe dans la mesure où la perspective internationale n'est pas contraire à l'historiographie de la francophonie canadienne. C'est un constat qu'il est possible de faire par un examen qualitatif concernant peut-être mieux la nature du courant de l'histoire normale.

5.3 Religion

Reste à voir où se situe l'Église dans ces récits. La société traditionnelle n'occupe pas exactement la même place dans les deux manuels. *Présences* commence par remarquer que la société de la Nouvelle-France est très religieuse, pratiquement plus que celle des Français malgré son esprit d'indépendance. Le manuel de 2017 ne reprend pas cette idée. Les institutions religieuses sont présentes et importées de France, mais les colons leur sont peut-être moins dévoués. *Périodes* dévoile en fait un argument qu'il va développer tout au long des chapitres à savoir que l'Église s'impose à la société. *Périodes* exprime que l'Église cherche à influencer la population. Or, le manuel va rarement analyser le sentiment religieux des gens à tout le moins, faute de sources historiques et faute de consensus parmi les historiens. *Présences* continue en affirmant que le clergé canadien sera conciliant avec les autorités coloniales lors du changement d'empire. Mais c'est *Périodes* qui permet mieux de comprendre le jeu politique que joue l'Église qui en fait se trouve les genoux à terre après la conquête. *Périodes* explique que l'évêque de Québec n'a pas de remplaçant et qu'il revient aux autorités coloniales d'autoriser d'en trouver un. Or, ce personnage joue un rôle vital, car il s'assure de nommer les curés dans les paroisses. Bref, l'Église est sans tête. C'est ce pourquoi, elle fera tout pour s'attirer la confiance des autorités. Elle finira cette période à titre de gagnante avec l'Acte de Québec qui lui permet de fonctionner et de percevoir la dîme comme l'avance *Présences*. Est-elle une force sociale de première instance? *Présences* argumentera qu'elle le deviendra à cette époque. Mais *Périodes* souligne que rien n'était plus incertain que sa survie. Si les curés ont continué à faire de la paroisse le centre de la vie canadienne, toute la population ne se réjouira probablement pas du retour de la dîme. *Périodes* ne semble pas mettre l'accent sur le rôle social joué par l'Église comme l'argumente *Présences*. Or, au chapitre des luttes nationales, *Présences* commence à se fragmenter et perd le fil de l'évolution de cette Église. Le XIX^e siècle arrive et *Présences* affirme dès lors que l'Église n'est plus une force sociale imposante... Le manuel se contredit directement. *Présences* affirme que l'Église a peu de pouvoir politique et le libéralisme politique a le vent dans les voiles. *Périodes* tient une analyse sensiblement la même, mais la perspective de l'Église y est bien mieux analysée. Elle est un groupe

de pression en soi. Elle cherche à assurer sa survie dans un contexte britannique : l'Église ne se réjouit pas de la proclamation royale qui pourrait signifier pour elle une baisse de pouvoir par rapport à l'élite laïc. Et l'Église continue donc son approche de conciliation pour attirer les bonnes grâces des autorités protestantes. Elle pousse les fidèles à rester loyaux à l'empire pendant la guerre de 1812. Lorsque les troubles politiques s'annoncent dans les années 1830, l'Église prend position. Elle argumente que la révolte est anticatholique. L'évêque menace même les révoltés d'excommunication. Les prêtres suivent donc l'autorité centrale, mais plusieurs appuieront tout de même la cause des patriotes. Après 1840, *Présences* nous informe que le nationalisme de survivance croit en s'appuyant sur la religion catholique. Très peu d'information en fait touche l'Église. Dans le manuel de 4^e année, on évoque l'ultramontanisme à côté des libéraux radicaux. Le rôle social de l'Église est présenté au haut d'une page où on la liste avec les libéraux. On mentionne plus loin que l'Église fait pression sur le milieu politique pour garder certains pouvoirs lors de la construction de la Fédération et que l'Église réussit à influencer le gouvernement provincial. Ici, force est de constater que l'Église n'est pas incarnée dans le récit proposé. L'Église est tout simplement une institution parmi tant d'autres. Nous argumentons que l'importance accordée par *Périodes* au phénomène religieux se distingue fortement dans l'analyse de cette période. L'Église est la grande gagnante des Rébellions après être restée fidèle aux autorités britanniques. Elle recrute un plus grand nombre de religieux. L'Église continue son rôle social en supervisant des institutions charitables et les écoles qu'elle domine. *Périodes* évoque même que la population civile connaît un réveil religieux. Et un rapport de force s'installe dans la province. Les ultramontains gagnent certaines batailles contre les libéraux que l'évêque de Montréal n'hésite pas à excommunier. L'Église domine. La société canadienne-française est catholique et ce catholicisme se veut donc plus radical dans certaines franges sociales. D'autres catholiques sont moins intransigeants. Certains sont libéraux, d'autres sont ultramontains modérés. Mais une chose est certaine, c'est que l'Église et la tradition canadienne-française mariant la foi à la langue française sont un pilier de cette société de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle selon *Périodes*. *Présences* revient sur la montée de l'Église seulement dans son analyse des années 1920. Le manuel affirmera que la société du Québec est traditionnelle et que ce traditionalisme s'est notamment affirmé avec le rôle intellectuel joué par l'Église après les rébellions. Mais si *Présences* le mentionne, c'est que tout de suite on présente comment cette société traditionnelle est transformée. Après la Crise économique et la Deuxième Guerre mondiale, Duplessis réussit à

régner appuyé par les autorités religieuses. Les nouveaux courants de pensée font une rupture et la société se laïcise. Le sentiment religieux baisse même à travers la population. Il est plus facile d'argumenter à partir de *Présences* que l'Église est ici une force qui s'oppose au final à la modernité en comparaison avec *Périodes*. L'Église a certes son discours dans le manuel de 2006. Elle se pose par contre tel un groupe de pression parmi tant d'autres. Elle est importante dans les écoles dans la mesure où le gouvernement de Duplessis la laisse diriger ce champ. *Périodes* propose une vision différente. L'Église a un très grand pouvoir dans l'après-guerre. Certes, elle se bat contre le monde moderne américain et urbain, elle essaye de contrôler les nouveaux idéaux mais connaît elle-même des partisans d'une certaine déconfessionnalisation. *Périodes* n'ira pas analyser ce qui se passe du côté du Saint-Siège ni dans l'évolution de la pensée personnaliste. Il n'en demeure pas moins que l'Église n'est pas aussi effacée dans le processus de modernisation que dans *Présences*. *Périodes* affirme que le recrutement de religieux continue et rejoint des pics dans les années 1950. L'Église joue un rôle vital sur le plan de la tenue des registres civils. Les critiques de l'Église commencent peu nombreuses et n'augmentent qu'au fil des décennies. L'Église a déjà commencé à s'adapter au temps nouveau avec sa doctrine sociale. Est-ce que la Révolution tranquille est en ce sens une rupture? Oui, *Périodes* va y voir un changement majeur dans la société québécoise. Est-ce que l'Église est monolithique et s'oppose à toute modernisation? Non, l'Église est elle-même traversée par différentes idéologies où les plus conservatrices affrontent des visions plus libérales. Ainsi, certains ecclésiastiques mèneront même à la déconfessionnalisation de la société. Mais une chose est certaine, c'est que pour *Périodes*, l'Église n'est pas un simple acteur parmi tant d'autres, elle est au Canada français un acteur de premier rang. Est-elle l'Église-nation dont parlent certains auteurs de la troisième sensibilité? Non, *Périodes* n'ira pas jusqu'à là. *Périodes* hésite d'ailleurs à analyser en profondeur le sentiment religieux chez la population civile. Mais la version du récit qu'elle propose inclut le phénomène religieux et du pouvoir que l'Église catholique occupe à tout le moins de 1840 à 1960.

De ces observations, l'on peut argumenter un certain classement des deux manuels en fonction des courants historiographiques. Il n'est pas nécessaire de le faire, car ce classement n'est pas une fin en soi : il a été un moyen de plutôt problématiser les manuels de 2006 par rapport à 2017 pour mieux comprendre leurs différences et la portée de leur évolution. Les classer est donc un exercice de synthèse plus qu'une retombée directe de la recherche. D'un côté, nous avons argumenté tout au long de la recherche que *Présences* proposait des caractéristiques marquées par

la position du courant de l'histoire normale. *Présences* valorise l'histoire du développement économique du Québec, fait de l'Église une institution parmi tant d'autres, n'écrase pas l'histoire avec la tradition et relie sans cesse le récit de la francophonie canadienne au reste du monde pour souligner des différences et des similitudes dans leur développement suivant une certaine norme. *Périodes* de son côté valorise l'histoire du développement économique du Québec, organise ce développement dans une trame politique séparée intelligemment en périodes où le contexte international est conjoncturel, valorise l'analyse complexe de la société et de ses groupes de pression, valorise l'histoire de l'Église sans en faire le pilier de la société. L'histoire qu'il propose est donc plus proche que ne l'est *Présences* de la troisième sensibilité bien que *Périodes* partage plusieurs points communs avec *Présences* notamment sur l'importance accordée à l'économie.

5.4 Perspectives futures

Les manuels ont-ils évolué sur le plan des contenus? Nous avons pu observer à partir de la réorganisation de la matière dans une trame chronologique que le manuel de 2017 de CEC revalorise l'histoire politique qui n'était pas le point fort du manuel de 2006. Il semble clair que les deux manuels s'efforcent de s'approcher d'une certaine neutralité en jugeant très peu l'histoire qu'ils racontent. Or, l'accent a changé en une dizaine d'années en passant d'une histoire fragmentée où l'Église, le nationalisme et le temps politique étaient dilués à une histoire les incorporant mieux en joignant l'histoire thématique à l'histoire événementielle. Strictement sur le plan des connaissances, ce nouvel accent a permis au manuel de 2017 d'incorporer certains savoirs scientifiques des plus jeunes générations d'historiens sans perdre pour autant le désir de faire parler des historiens ayant des opinions différentes. C'est d'ailleurs ce que nous estimons être la contribution principale de notre recherche. Lemieux affirmait que la confection des programmes d'histoire se faisait désormais sans références à l'historiographie. Or autant le manuel de 2006 que celui de 2017 témoignent qu'un travail de référence est fait de la part des maisons d'édition. Notre recherche nous permet mieux de comprendre le processus de transposition didactique. Les maisons d'édition semblent s'intéresser à effectuer un travail qui remonte très directement la chaîne de transposition pour faire un lien avec la culture savante des historiens. C'est ce que témoignent et les références historiographiques de *Présences* et les références historiographiques de *Périodes* que nous avons exposées au cœur de nos résultats. Nous avons été surpris de voir que finalement

qualitativement l'on pouvait répondre avec facilité à Lemieux et prouver qu'au-delà d'une analyse qualitative, les références étaient au rendez-vous dans les manuels.

Beaucoup restent à faire évidemment. La présente recherche n'a analysé que les débats scientifiques généraux proposés dans la littérature de la francophonie canadienne. Il serait certes enrichissant que les historiens du Canada anglais ainsi que les historiens des premières nations s'intéressent à faire un exercice similaire et à situer donc les savoirs scolaires par rapport aux savoirs savants de leurs champs d'expertise. L'exercice pourrait être effectué avec n'importe quel groupe. On pourrait recouper aussi les débats sur l'immigration, sur le féminisme par exemple. La présente recherche essayait d'ouvrir une façon originale d'analyser les savoirs scolaires en les liant au travail fait par les scientifiques. Évidemment, la transposition didactique est vaste. Les manuels observés n'étaient que ceux d'une maison d'édition. Il faudrait vérifier si les constats proposés le sont dans les autres manuels avant de faire toute généralisation. Et il serait intéressant d'approfondir notre compréhension du processus d'élaboration des programmes et leur lien avec la confection du matériel pédagogique tout en gardant cette optique de se questionner par rapport au lien fait entre la sphère de la didactique et celle de la référence de la discipline en question, soit celle de l'histoire.

Le *Sens de l'histoire* avait annoncé sa recommandation d'incorporer un plus grand espace à l'histoire politique dans les manuels sans éclipser l'importance de l'histoire sociale. La maison CEC a définitivement consenti à cette recommandation en publiant des modèles où la trame politique organise les contenus pour ensuite verser dans une analyse approfondie des différents aspects de la société. Les contenus de 2006 et de 2017 proposent des convergences importantes sur le plan de l'économie, mais diffèrent dans l'attention qu'il donne au nationalisme, à la tradition, à la politique fédérale et provinciale, à la place de l'international et à la place de l'Église dans le récit. Cette nouvelle attention a permis de reprendre les contenus du programme de 2006 et d'actualiser plusieurs de ses points à l'aide d'ouvrages historiques les plus récents listés. L'on constate que de 2006 à 2017 une transposition didactique a donc été effectuée en partant de ses chaînons supérieurs pour redescendre plus proche de la salle de classe tout en étant influencée par des valeurs, des connaissances et des pratiques sociales mouvantes. C'est cette leçon que je tire personnellement de ce processus de recherche. Les programmes évoluent continuellement. On essaye de les améliorer. J'en conclus que je ne serai jamais un juge impartial du programme. Ma

perception du programme est inscrite dans le temps et si elle reste immobile, elle pourrait s'appauvrir. Je conclus que les savoirs, savants et scolaires, évoluent en suivant une multiplicité de facteurs. Ma recherche me pousse à prendre conscience combien la formation continue est vitale pour rester alerte de la pertinence du propos fourni en classe. L'enseignant fait bel et bien partie de cette longue chaîne de transposition. C'est donc mon devoir de rester informé pour mieux comprendre les enjeux de la discipline que j'enseigne. C'est dommage d'ailleurs que l'on refuse dans notre enseignement de la didactique de relier les techniques d'enseignement à une analyse plus poussée du contenu. C'est le premier changement de programme que je connais, mais ma recherche me pousse à comprendre combien l'édification d'un nouveau programme comporte des enjeux pour ma pratique enseignante. Le contenu scolaire peut être problématisé et il est pertinent de le faire. Comme enseignant, je garderai toujours cette perspective. Ma recherche me pose en fait à vouloir lire davantage, à continuer à me tenir au courant des avancées faites du côté des historiens. Je suis convaincu que l'actualisation des connaissances des enseignants est une porte riche pour l'amélioration de l'enseignement secondaire.

BIBLIOGRAPHIE

- Apple, M. W. (2000). *Official Knowledge: democratic education in a conservative age*. New York : Routledge, 240 p.
- Apple, M. W. et Linda K. Christian-Smith (dir.) (1991), *The Politics of the Textbook*, New York et Londres, Routledge, 290 p.
- Arsenault, M. (2013). *L'historiographie des rébellions de 1837-1838 au XXe siècle : Débats et rôle structurant dans la construction des grandes représentations de l'histoire du Québec*. Mémoire de maîtrise en histoire, Rimouski : Université de Rimouski, 201 p.
- Astolfi, J.-P. (1993). *L'école pour apprendre*. Paris : ESF, 205 p.
- Astolfi, J.-P., Darot, É., Ginsburger-Vogel, Y., & Toussaint, J. (1997). *Mots-clés de la didactique des sciences: repères, définitions*. Paris : De Boeck, 200 p.
- Audigier, F. (1995). « Histoire et Géographie : des savoirs scolaires en question entre les définitions officielles et les constructions scolaires ». *Spirale – Revue de recherches en éducation*, (15), 61-89.
- Audigier, F., et Maribeau, L. (1988). *Savoirs enseignés-savoirs savants*. Communication faite à la troisième rencontre nationale sur la didactique de l'histoire, de la géographie et des sciences économiques et sociales s'étant déroulée les 2, 3 et 4 mars, Paris : INRP.
- Beauchemin, J. et N. Fahmy-Eld (2014). *Rapport final à la suite de la consultation sur l'enseignement de l'histoire. Le sens de l'histoire. Pour une réforme du programme d'histoire et éducation à la citoyenneté de 3^e et 4^e secondaire*. Québec : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Beauchesne, A., & Hensler, H. (1998). Étude du raisonnement pédagogique mis en œuvre dans la planification de leçons en formation initiale au secondaire. Dans C. Gervais, C. Garant, F. Gervais, & C. Hopper (Éd.), *Formation des maîtres, entre cours et stages ... un partenariat INTRA-universitaire?* (p. 73-85). Sherbrooke : Éditions du CRP.

- Bombardier D. (2006). Les belles histoires des pays d'en hauts. *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/107903/les-belles-histoires-des-pays-d-en-haut> >. Consulté le 3 août 2020.
- Bachand, O. (2013). L'enseignement de l'histoire au Québec revu et corrigé. *Radio-Canada*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/630235/malavoy-duchesne-renforcement-histoire-quebec> >. Consulté le 3 août 2020.
- Boulay, M-F (2006). Communiqué du Ministre Fournier, document inédit. Relations avec les médias Québec. Québec : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Bruillard, E. (2005). *Manuels scolaires, regards croisés*. Caen : CRDP de Basse-Normandie, 284 p.
- Brugeilles, C. et Cromer, S. (2008). *Comment promouvoir l'égalité entre les sexes par les manuels scolaires ? Guide méthodologique à l'attention des acteurs et actrices de la chaîne du manuel scolaire*. Paris : UNESCO, 98 p.
- Brunet, M. (2017). *France impériale et la Nouvelle-France : un regard sur 1759*. Paris : Tisseyre Pierre, 320 p.
- Bureau d'approbation du matériel didactique (2007). *Ensembles didactiques pour l'enseignement secondaire*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Bureau d'approbation du matériel didactique (2017). *Ensembles didactiques pour l'enseignement secondaire*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Cardin, J.-F. (2007). "L'œuvre de destruction de l'identité nationale se poursuit" : quelques commentaires d'un didacticien dans la foulée des réactions au projet de programme d'histoire nationale au secondaire. *Bulletin d'histoire politique*, XV(2), 67-84.

- Cardin, J.-F. (2006). Les programmes d'histoire nationale : une mise au point. *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/107904/enseignement-de-l-histoire-les-programmes-d-histoire-nationale-une-mise-au-point> >. Consulté le 3 août 2020.
- Chaplain-Corriveau, S-P. (2015) *Entre démocratisation et tradition. La modernisation de l'enseignement en français à l'école bilingue franco-ontarienne (1927-1960)*. Thèse de maîtrise. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.
- Chevallard, Y. (1985). La transposition didactique du savoir savant au savoir enseigné. Grenoble : La pensée sauvage. *Revue française de pédagogie*, (76). 89-91.
- Chevallard, Y. (1991). *La transposition didactique: du savoir savant au savoir enseigné suivie d'un exemple de la transposition didactique* (2e éd.). Grenoble : La pensée sauvage, 126 p.
- Chevallard, Y. (1994). Les processus de transposition didactique et leur théorisation. Dans G. Arsac, Y. Chevallard, J.-L. Martinand, et A. Tiberghien (Éd.), *La transposition didactique à l'épreuve* (135-180). Paris : La pensée sauvage.
- Chevallard, Y. (2003). Approche anthropologique du rapport au savoir et didactique des mathématiques. Dans S. Maury & M. Caillot (Éd.), *Rapport au savoir et didactiques* (81-104). Paris : Fabert.
- Chervel, A. (1988). L'histoire des disciplines scolaires. Réflexions sur un domaine de recherche. *Histoire de l'éducation*, (38), 59-119.
- Choppin, A. (2008). Le manuel scolaire, une fausse évidence historique. *Histoire de l'éducation*, (117), 7-56.
- Develay, M. (1995). *Savoirs scolaires et didactiques des disciplines. Une encyclopédie pour aujourd'hui*. Paris, ESF, 355 p.

- Doussot, S. (2017). « Savoirs vs pratiques en histoire : effets et conditions didactiques de dépassement d'un inconscient scolaire disciplinaire », *Varia*, *XI*(2), 103-130.
- Lamarre, J. (2009) La conquête et l'école de Montréal. *Cap-aux-Diamants*, (99), 42-47.
- Laville, C. (2 mai 2006) Un cours d'histoire pour notre époque. *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/108098/un-cours-d-histoire-pour-notre-epoque> >. Consulté le 3 août 2020.
- Lebrun, N. (2008). Le manuel scolaire en univers social au primaire : une ressource pédagogique polyvalente et versatile. *AQUEP vivre le primaire*, *XXI*(2), 30-31.
- Lebrun, N. et Niclot, D. (2009). Les manuels scolaires : réformes curriculaires, développement professionnel et apprentissage des élèves. *Revue des sciences de l'éducation*, *XXXV*(2), 7-14.
- Létourneau, J.. (1996) « "Nous autres les Québécois". La voix des manuels d'histoire. » *Internationale Schulbuchforschung*, (18), 269-287.
- Fortin, M.-F. (2015). *Fondements et étapes du processus de recherche. Méthodes quantitatives et qualitatives*. Montréal: Chenelière Éducation, 536 p.
- Gauvreau, M. (2000). From Rechristianization to Contestation: Catholic Values and Quebec Society, 1931-1970. *Church History*, *LXIX*(4), 803-833.
- Heller, M. (2010). *Paths to Post-Nationalism : A Critical Ethnography of Language and Identity*. Oxford : Oxford University Press. 223 p.
- Johsua, S. (1996). Le concept de transposition didactique n'est-il propre qu'aux mathématiques? Dans C. Raisky & M. Caillot (Éd.), *Au-delà des didactiques, le didactique. Débats autour de concepts fédérateurs* (61-73). Bruxelles: De Boeck, 277 p.
- Lanoix, A. (8 mai 2006), La fondation Historica, l'enseignement de l'histoire et le nation building, *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse <

- <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/108617/la-fondation-historica-l-enseignement-de-l-histoire-et-le-nation-building> >. Consulté le 3 août 2020.
- Maréchal, J. (1995). Savoirs scolaires et didactiques des disciplines. Dans J. Houssaye (éd.) *Une encyclopédie pour aujourd'hui*. Paris, ESF, 360 p.
- Manesse, D. (1993). Ce que l'on enseigne, le cas du français. Dans J. Houssaye (éd.) *Une encyclopédie pour aujourd'hui*. Paris, ESF, 360 p.
- Martinand, J.-L. (1986). *Connaître et transformer la matière: des objectifs pour l'initiation aux sciences et techniques*. Berne: Peter Lang, 315 p.
- Martineau, R. (1999). Les conceptions des futurs enseignants d'histoire inscrits dans les universités québécoises: un enjeu majeur déformation: rapport de recherche. Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières.
- Martineau, R. (2010). Fondements et pratiques de l'enseignement de l'histoire à l'école. Traité de didactique. Québec : Presses de l'Université du Québec, 293 p.
- Mathieu, A. (2013). Épreuves ministérielles : les élèves en arrachent en histoire. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.lesoleil.com/actualite/education/epreuves-ministerielles-les-eleves-en-arrachent-en-histoire-e58e18ac55ef6c7b42c66c61e2dc1039> >. (Consulté le 3 août 2020).
- Meunier, E.-M. et J.-P. Warren (1998), La question sociale à la question nationale : la revue Cité Libre (1950-1963), *Recherches sociographiques*, XXXIX(2-3), 267-295.
- Michel S. (2007), « L'impossible neutralité face à l'histoire. Remarques sur les documents de travail du MEQ "Histoire et éducation à la citoyenneté" (Secondaire III et secondaire IV). *Bulletin d'histoire politique*, XV(2), 19-37.

- Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport. (2006a). Programme de formation de l'école québécoise. Histoire et éducation à la citoyenneté. Québec : Gouvernement du Québec. 105 p.
- Ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport (2006b). Programme de formation de l'École québécoise. Progression des apprentissages au secondaire Histoire et éducation à la citoyenneté 3 et 4 secondaire. Québec : Gouvernement du Québec,
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. (2017a). *Programme de formation de l'école québécoise. Histoire et éducation à la citoyenneté*. Québec : Gouvernement du Québec, 75 p.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2017b). Programme de formation de l'École québécoise. Progression des apprentissages au secondaire Histoire et éducation à la citoyenneté 3 et 4 secondaire. Québec : Gouvernement du Québec.
- Minla Etoua, Y. Y. (2014). La statut des savoirs historiques dans deux manuels scolaires d'histoire de l'école primaire camerounaise contemporaine. Québec : Livres en ligne du CRIRES. Article téléaccessible à l'adresse <
http://lel.crires.ulaval.ca/public/savoirs_manuels_camerounaise.pdf>. (Consulté le 3 août 2020).
- Ouellet, F. (1960). Louis-Joseph Papineau. Un être divisé. *Société Historique du Canada*. XI(24), 1-24.
- Ouellet, F. (1966). *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjonctures*. Montréal : Fides, 239.
- Ouellet, F. (1968). Les insurrections de 1837-1838: un phénomène social, *Histoire sociale / Social History*, I(2) 54-82.
- Ouellet, F. (1976). *Le Bas-Canada, 1791-1840 : Changements structuraux et crise*. Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 541 p.

- Paillé, P. (2007). La méthodologie de recherche dans un contexte de recherche professionnalisante ; douze devis méthodologiques exemplaires. *Recherches qualitatives*. XXVII(2), 133-151.
- Perrenoud, P. (1998). La transposition didactique à partir de pratiques: des savoirs aux compétences. *Revue des sciences de l'éducation*, XXIV(3), 487-514.
- Poulin, M.-C.. (2015). L'arrimage entre l'histoire et l'éducation à la citoyenneté : quels positionnements dans les journaux grand public québécois? Thèse de maîtrise. Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 135 p.
- Ricoeur, P. *Temps et récit. I*. Paris : Éditions du Seuil, 416 p.
- Rioux, C. (30 juin 2006). La fin de l'histoire. *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/112715/la-fin-de-l-histoire> >. (Consulté le 3 août 2020).
- Robitaille, A. (16 juin 2006). L'Histoire retrouvera toutes ses dates, *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/111769/l-histoire-retrouvera-toutes-ses-dates> >. (Consulté le 3 août 2020).
- Rouillard, J. (1998). La Révolution tranquille: rupture ou tournant ?, *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, XXXII(4), 23-51.
- Rudin, R. (1998). Faire de l'histoire au Québec. Québec : Septentrion, 280 p.
- Seixas, P. (1998). Beyond Content and Pedagogy. *Journal of Curriculum Studies*, XXXI(3), 317-337.
- Seixas, P. (2000). Schweigen! Die Kinder! Or, Does Postmodern History Have a Place in the Schools? In P. N. Stearns, P. Seixas et S. Wineburg (dir.). *Knowing, Teaching, and Learning History: National and International Perspectives*. New York: New York University Press, 19-37.

- Tardif, M., & Lessard, C. (1999). *Le travail enseignant au quotidien : contribution à l'étude du travail dans les métiers et les professions d'interactions humaines*. Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 608 p.
- Thériault, J. Y. (2005). L'institution en Ontario français. *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 6(1), 23-40.
- Vaugeois, D. (2006). Les mérites de l'histoire. *Le Devoir*. Article téléaccessible à l'adresse < <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/108281/lettres-les-merites-de-l-histoire> >. (Consulté le 3 août 2020).
- Verret, M. (1975). *Le temps des études*. Thèse, Université de Paris V, Paris : Librairie Honoré Champion, 837 p.
- Veyne, P. (1971). *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Paris : Éditions du Seuil.
- Karwera, V. (2012). *La transposition didactique du concept de citoyenneté à travers des pratiques d'enseignement de l'histoire au secondaire*. Thèse de doctorat. Montréal : Université du Québec à Montréal, 277 p.

ANNEXE 1 : LA NOUVELLE-FRANCE DANS *PRÉSENCES* 2006

Comme l'a souligné le rapport le *Sens de l'histoire*, le programme de 2006 cherche à d'abord interroger le présent pour mettre en valeur par après une étude de la réalité sociale (*Sens de l'histoire*, 2014 ; ministère de l'Éducation du Sport et du Loisir, 2006a). Voici notre point de départ. Cherchons à caractériser avec *Présences* (2007) la nature de ces rapports sociaux.

Présences (1^{ère} année du deuxième cycle, volume 1) semble rester fidèle aux propositions générales faites par le programme d'interroger le présent à partir du passé. Ses pages 86 et 87 permettent à l'élève de s'« interroger sur le fait français au Québec aujourd'hui » (p. 86). Après tout, « le Québec est la seule province canadienne majoritairement francophone » et « ses institutions, ses lois, son patrimoine architectural et sa culture sont marqués par une tradition française » (p. 86). Suit une réflexion plus ou moins dirigée par des exemples confirmant cette idée : une image de Luque Merville aux Francofolies de Montréal, un tableau faisant les statistiques des langues maternelles au Québec en 2001, des extraits de l'accord en le gouvernement du Canada et du Québec relatif à l'UNESCO, une image des publicités faites lors du référendum de 1995 et un texte résumant que le fait français a entraîné la question de l'indépendance, une image du Code civil qu'on lie directement avec la Coutume de Paris de 1510 (p. 86-87). Implicitement, on affirme que la province héberge plusieurs langues, mais que le français domine. En outre, « tout comme le Canada, le Québec est un membre à part entière de l'Organisation internationale de la Francophonie » et seul le Nouveau-Brunswick, à titre de province, à ce statut (p. 86). Dans cette introduction se dessine l'axe d'analyse qu'empruntera *Présences* pour incarner le programme : la colonisation de la Nouvelle-France a donné naissance à une société particulière au Québec.

Tel constat n'est pas clairement exprimé dans les premiers événements décrits par *Présences*. On y sent que la colonie a un début difficile. En fait, l'émergence d'une société en Nouvelle-France est mise en contexte à la fin du XV^e siècle. Les auteurs du manuel contextualisent légèrement : le Portugal, l'Espagne et l'Angleterre se lancent, à cette époque, dans de grandes explorations maritimes vers l'Afrique (p. 90). Le récit de ces puissances est mis de côté jusqu'aux pages 116. Les étudiants sont invités à se spécialiser d'abord dans l'aventure de la Nouvelle-France sans trop s'intéresser aux autres puissances européennes de ce siècle. La transition entre le chapitre

portant sur les premiers occupants¹ est quelque peu abrupte. Ce n'est qu'une courte mention qui lie la fondation de la Nouvelle-France aux quelques intertitres proposés par rapport aux grandes découvertes à la fin du chapitre sur les premiers occupants. On y discute : 1) de la recherche d'un passage vers l'orient, b) des avancées stratégiques, c) des explorations, d) des deux mondes qui se découvrent (p. 52). *Présences* propose une périodisation additionnelle des réalités sociales à l'étude. Avant de les passer au peigne fin dans les prochains paragraphes, notons qu'une page suffit à la présentation des caractéristiques de ces sous-périodes et que toutes sont accompagnées d'une deuxième page listant des sources et des études mentionnées directement dans le texte. Au final, dans le chapitre de la Nouvelle-France, l'étudiant peut s'informer par rapport aux événements avec la page de gauche, et à droite lier le propos à une analyse de document. On se permettra le commentaire éditorial sans valeur que d'affirmer qu'une pareille présentation est claire, simple et pertinente sans doute par rapport au travail centré sur les compétences du programme. Et l'on remarque que les deux tomes du manuel de 3^e année sont construits ainsi.

Ainsi, l'émergence d'une société en Nouvelle-France s'ouvre sur le thème des premières explorations et tentatives de colonisation, datées entre 1534 et 1543 (p. 90). On y mentionne la volonté de François 1^{er} d'établir des liens commerciaux avec l'Asie, en passant rapidement sur l'exploration de Verrazano. On y présente un sommaire des voyages de Cartier, considéré ici découvreur du Canada (p. 90). On y trace quelques péripéties : Cartier plante la croix, découvre ce Canada (« kanata » en langue « iroquoise ») combat le scorbut. Viennent « les expéditions sans lendemain », celles de Roberval qui tente d'établir un poste et qui ramène son fameux mica en France (p. 90). On y retient que la colonie débute avec des échecs.

Le deuxième thème avance que « des compagnies établissent les premiers comptoirs en Nouvelle-France » entre 1600 et 1635. Cartier revenu bredouille en France, certains pêcheurs voyagent vers le Canada pour pêcher la morue jusqu'à qu'un enthousiasme marqué naisse pour la « la traite des fourrures » (p. 92). Des compagnies privées sont nommées par le roi pour développer le peuplement de la colonie et obtiennent en retour un monopole commercial. Est fondé un poste éphémère à Tadoussac, celui de Port-Royal, et enfin celui que Samuel de Champlain édifiera à Québec. Québec est posé comme un jalon traduisant la présence permanente des Français sur le

¹ Chapitre qui n'est pas analysé ici, répétons-le, car il ausculte une société dont l'histoire engendre ses propres débats et auxquels on ferait violence en les incluant de façon simpliste à l'histoire de la francophonie canadienne.

continent et le commencement donc officielle de la Nouvelle-France. La colonie est ainsi créée alors qu'on est encore persuadé que le Saint-Laurent pourrait mener à la Chine (p. 92). La Nouvelle-France sera-t-elle une simple colonie-comptoir? C'est ce que Champlain cherche à dépasser. Mais ce dernier se frappe aux marchands qui se satisfont pleinement de la logique de la colonie-comptoir. Or, Champlain n'est pas seul dans son entreprise, car l'État français constate à la même époque le potentiel économique du territoire canadien. Richelieu et Louis XIII fonderont la Compagnie des Cent-Associés pour donner plus d'impulsion au développement de la colonie.

Entre 1608 et 1743, la France explore l'Amérique. La fondation de Québec est le point de départ de la présence française Amérique. C'est que les compagnies privées faisant le commerce des fourrures engagent des explorateurs qui sillonneront l'Amérique (p. 94). « Pour s'enrichir, il suffit de changer le castor en or! ». Dès le XVI^e siècle, la France se plonge dans le mercantilisme. Elle se procure les matières premières dans les colonies avant de les transformer en Europe pour s'enrichir à titre de métropole. C'est Champlain le premier qui fera « la découverte de riches bassins de fourrures ». Il se lancera dans les guerres iroquoises après avoir fait alliance avec les Hurons-Wendat. Appuyés par ces alliés, les coureurs des bois s'aventurent. Ces derniers seraient d'ailleurs des hors-la-loi, ne détenant pas de permis de traite officiels (p. 94), et auraient beaucoup de faciliter à se convertir aux modes de vie des Amérindiens (p. 95). Attention, certains explorateurs voyageront pour le compte anglais. C'est le cas de Radisson qui fondera la Compagnie de la Baie d'Hudson. D'autres de ces explorateurs sont des religieux. Quoi qu'il en soit, du côté français, à cause des explorateurs cherchant toujours « une route vers l'Asie » ou à étendre le réseau de commerce de fourrure, la Nouvelle-France est bientôt un immense territoire peu peuplé (p. 94). À cause de son potentiel économique, la Nouvelle-France provoque un certain enthousiasme pour les autorités et marchands français.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, l'Église tire de son côté, entre 1615 et 1650, pour stimuler « Une colonisation missionnaire ». « En France, le clergé catholique est une force sociale dominante qui voit dans l'entreprise colonisatrice l'opportunité d'enseigner la foi chrétienne aux Amérindiens (p. 96). Récollets et Jésuites arrivent au Canada pour convertir les Amérindiens. Ce phénomène marque « l'arrivée des pères missionnaires ». Le clergé encourage d'ailleurs le peuplement de la colonie pour dynamiser sa mission de conversion. Il se heurte aux compagnies et à leurs intérêts pécuniaires. « Le peuplement [est bien] au service de l'œuvre missionnaire »,

c'est ce pour quoi les Jésuites fondent des missions. Mais plusieurs de ces pères périront lors que les Iroquois remporteront leur guerre contre les Hurons-Wendat et détruiront la Huronie. Bientôt, ce sont plutôt « les Ursulines et les Hospitalières » qui joignent les efforts de l'Église. Les unes se consacreront à l'éducation des jeunes filles (françaises et amérindiennes), les auteurs prendront en charge l'Hôtel-Dieu de Québec (p.96). De fervents catholiques français s'informent de tous ces efforts et les appuient. Ils voudront « fonder une ville pour la plus grande gloire de Dieu ». Pour le faire, on demandera l'aide de Paul de Chomedey de Maisonneuve. Ce dernier arrivera sur l'île de Montréal avec plusieurs autres individus, dont Jeanne Mance qui y fondera le premier hôpital de la Nouvelle-France à Ville-Marie. Certes, de ces entreprises, on constate que l'Église cherche à reproduire le système qu'elle a en Europe en Nouvelle-France.

De 1641 à 1713, la guerre est aux portes de la colonie. Les Français alliés aux Hurons et aux Algonquiens sont perçus comme des ennemis lorsqu'ils pénètrent le territoire des Iroquois. Ces derniers, armés par les Hollandais et puis par les Anglais, disputeront le contrôle des Grands Lacs aux Français et à leurs alliés hurons. Le contexte est si violent qu'en 1665, après la destruction de l'Huronie, est envoyé en Nouvelle-France le régiment de Carignan-Salière. La fin du conflit arrivera seulement en 1701 avec la Grande Paix de Montréal. On comprend que la Nouvelle-France évolue dans la violence d'autant plus que la « grande rivalité anglo-française » y est importée. En 1689, lorsque les métropoles anglaises et françaises entrent en conflit, leurs colonies les suivent. Les Français attaquent la Nouvelle-Angleterre. Les Anglais ripostent et assiègent Québec. Pierre Le Moyne d'Iberville chassera les Anglais de Terre-Neuve et de la baie d'Hudson avant que ne soit signée la paix Ryswick. En 1701, la guerre recommence : les Anglais s'emparent de l'Acadie en 1710, concession que confirmera le traité d'Utrecht et qui poussera la construction de Louisbourg à l'île royale pour protéger l'accès français au Saint-Laurent

De 1663 à 1672, l'État français instaure le gouvernement royal. L'Église n'arrive pas à développer la colonie alors que les marchands continuent à s'enrichir et à investir frileusement (p. 100). 6.1) C'est ce pourquoi Louis XIV dissout la compagnie des Cent-Associés et avec Colbert, fonde la Compagnie des Indes occidentales. Désormais, le gouverneur général de la colonie sera son chef militaire et gèrera les affaires extérieures. Il sera assisté par un intendant, chargé de la justice et de la finance. Jean Talon travaille ainsi à ses priorités sous la supervision de Daniel Rémy de Courcelles. Ces deux hommes siègent au Conseil souverain, une cour d'appel autorisée à

émettre des lois dans la colonie. Ils y sont accompagnés par l'évêque de la Nouvelle-France, François de Montmorency en l'occurrence, et par quelques conseillers (p. 100). Jean Talon, le premier intendant de la colonie, est l'un d'eux. Responsable des affaires intérieures comme la population et le commerce, il s'opposera à la politique mercantiliste, mais ses critiques tombent dans l'oreille du sourd en France. Talon tout comme Champlain sont ici deux personnages qui tentent de développer la Nouvelle-France. Talon arrive à favoriser l'exploitation minière, l'industrie du bois et l'agriculture. Il favorise le commerce triangulaire avec les Antilles, mais se frappe toujours au cadre mercantiliste que subit la colonie. Malgré ses efforts : seules les fourrures et les pêcheries sont véritablement exploitées (p. 100). Bref, économiquement, l'on a l'impression que la Nouvelle-France traîne de la patte, malgré les efforts de Talon.

La prise en charge de la colonie par l'État français est motivée par une volonté de maximiser son développement et de reproduire en Amérique le modèle de la société française. C'est toujours dans cette perspective que Talon prendra alors des initiatives pour encourager le peuplement (p. 102). Le gouvernement royal l'encourage par plusieurs politiques. Aux engagés, on offre transport, nourriture, logement et vêtements. Comme aux soldats du régiment Carignan-Salières, on leur offre aussi des terres gratuites. Pour encourager les naissances, on envoie les Filles du roi, ces jeunes célibataires pour lesquelles le roi versera une dot importante. Sept cent soixante-dix-sept femmes arrivent en quelques années (p. 102). Le système seigneurial se développe alors (p. 102). L'intendant accorde des seigneuries pour développer l'agriculture. Les terres sont accordées aux « seigneurs », pour services rendus au roi. Les seigneurs auront le devoir de diviser leur terre pour les concéder aux colons, soit aux censitaires. (p.102) Ce système en est un de droits et de devoirs. Les seigneurs ont des devoirs envers l'État, ont une certaine autorité sur les censitaires, mais doivent leur concéder une terre gratuitement. Les censitaires travaillent et payent des redevances. On constate pourquoi un historien comme Ouellet affirme alors que la Nouvelle-France est traversée par une « mentalité d'Ancien Régime », socialement elle reproduit les liens issus de la féodalité et donc les institutions traditionnelles de la France. Par contre, le manuel ne juge pas ce système. Le régime seigneurial est décrit en toute neutralité dans *Présences*.

En est-il de même avec l'économie de la Nouvelle-France entre 1713 et 1760? La paix qu'entraîne le traité d'Utrecht dès 1713, permet à la Nouvelle-France de connaître une modeste croissance économique (p. 104). Le commerce extérieur est encore dépendant de l'État. Le

mercantilisme est toujours en vigueur au XVIII^e siècle. En 1725, la politique s'adoucit, mais de peu, et les initiatives privées sont rares. Le commerce triangulaire continue à prendre de l'ampleur. De 1729 à 1741, l'État finance la construction navale à Québec et fonde les forges de Saint-Maurice. Mais au final, la Nouvelle-France coûte cher et rapporte peu aux autorités. (p. 104) *Présences* confirme qu'un certain dynamisme existe à travers le régime seigneurial. 8.2) L'économie rurale se développe. Les terres agricoles s'étendent dans la vallée du Saint-Laurent. Certaines familles dynamiques s'enrichissent et accroissent leurs exploitations agricoles. Feront-elles partie de l'élite de la colonie? L'analyse n'est pas poussée : les auteurs du manuel affirmeront seulement que ces bénéfices qu'elles touchent faciliteront l'installation de leurs nombreux enfants. Après tout, l'agriculture en est une de subsistance. Quelques seigneuries arriveront à produire un surplus agricole qui est vendu en Nouvelle-France ou exporté². Une demande existe pour le lin et le chanvre, on cultive le tabac. Les marchands de compagnes et les artisans sont de plus en plus nombreux. Les moulins se multiplient (p. 104). Dans les sources historiques à l'appui, on affirme même que « certaines femmes font du commerce en Nouvelle-France » (p. 105) et que « plusieurs [habitants] connaissent un niveau de vie plus élevé que les paysans français ». Bref, *Présences* traduit ici un dynamisme qui marque le XVIII^e siècle après l'avènement du gouvernement royal (p. 104).

Si la France implante en Nouvelle-France ses propres structures sociales entre 1713 et 1760 comme le régime seigneurial et le catholicisme, une nouvelle société dite canadienne se développe (p. 106). Cette société canadienne est originale selon *Présences*. Les Canadiens se désignent à l'aide du mot canadien ou comme « habitants ». C'est que la population augmente grandement. On passe des 18 000 de 1713 à 64 000 habitants en 1760. L'accroissement naturel explique ces nombres, car à l'époque l'immigration décline. Beaucoup sont Canadiens de naissance. Leur héritage français est net. De la métropole est importée la langue française (alors qu'en France à l'époque plusieurs autres langues existent) quoiqu'une source citée témoigne que le vocabulaire canadien a ses propres particularismes (p. 107). Sur le plan social, la société est très hiérarchisée comme en France et particulièrement militarisée à cause des nombreuses guerres. Par contre, les

² Le document historique ici mis en référence est un mémoire de Gilles Hocquart datant de 1737 dans lequel il affirme que la production agricole de blé spécifiquement produit un petit surplus. Sinon l'orge et le seigle semblent déficitaires, il remarque qu'il y a peu de vergers et propose qu'on perfectionne le tabac. Bref, on sent que le développement rural ici dont discute est peut-être ambivalent. Une citation d'historiens (Jacques Lacoursière, Jean Provencher, Denis Vaugeois) affirme que 70% des exportations en de la colonie en 1739 sont encore représentées par les fourrures.

relations entre groupes sociaux sont plus souples dans la colonie. Le seigneur aurait moins d'autorité (p. 106). En Nouvelle-France, l'Église reste une puissance première, les protestants n'ayant pas le droit de s'y installer. L'église est le centre de la vie communautaire du monde rural et le principal lieu de rencontre. L'encadrement religieux de l'Église catholique serait même plus rigoureux qu'en France. Le catéchisme prescrit les règles de la vie quotidienne (p. 106). Les plus fortunés vivent comme en France, les loisirs sont les mêmes et certains ont même des esclaves qui servent comme domestiques. Là où on innove, c'est dans la conception des maisons, mieux adaptées à l'hiver et dans l'habillement qui subit l'influence amérindienne (p.106). La société canadienne serait-elle originale, car elle est plus française que les Français? Ou le serait-elle à cause du vocabulaire de ces habitants, du nom canadien, de vêtements et de maisons? Le manuel semble trancher cette question en affirmant que les Canadiens sont socialement originaux, mais les arguments développés marquent de nombreuses continuités dans les institutions françaises importées en Amérique.

Enfin, la guerre de la conquête est le thème qui clôt ce chapitre. On décrit les enjeux de tailles pour chaque colonie : les Anglais cherchent à s'étendre, trop nombreux, sur ce grand territoire que contrôle une poignée de Français pour le commerce des fourrures. La guerre commence en Amérique, mais est de mauvais augure : les Français comptent 6500 soldats accompagnés de 15 000 miliciens devant affronter 21 000 soldats anglais accompagnés de 21 000 miliciens. En 1758, Louisbourg tombe et en 1759, Québec capitule après la bataille des plaines d'Abraham. Les Français lancent une contre-attaque en 1760 menée par François-Gaston de Lévis, mais c'est trop peu trop tard. Les Anglais envoient des renforts en Amérique et Montréal capitule en 1760. On remarque ici à quel point la conquête est présentement sobrement. *Présences* en fait une guerre qui s'inscrit directement dans la rivalité auparavant définie. On ne fait pas de martyrs, pas de drame : les Français ont tout simplement perdu la guerre.

Le manuel ne finit pas son analyse avec cette dernière série d'événements. Une chronologie et un résumé de la matière sont proposés aux pages 112 et 113. Ces deux composantes sont présentées dans tous les chapitres, mais nous ne nous y attarderons guère au risque de la tautologie. C'est avec beaucoup d'intérêt que l'on tombe après dans la section Couloisses de l'histoire. Cette section fait des commentaires à la fin de chaque chapitre sur 1) la science et la technologie, 2) le sport et loisir, 3) les arts et la culture, 4) la vie quotidienne. Pour le chapitre de

la Nouvelle-France, on y propose que des échanges entre Européens et Amérindiens qui se font à l'époque soient de nature technologique et culturelle : les premiers seront fortement influencés par les coutumes amérindiennes notamment pour s'adapter (avec le canot, le traîneau, les raquettes, les mitasses, les mocassins à l'épreuve de l'hiver) (p. 114). Les Amérindiens de leur côté découvriront les armes à feu, l'alcool et le travail du métal. Sur le plan des sports et loisirs, si les habitants de la Nouvelle-France écrivent peu et fêtent à la française, ils ont une riche tradition de contes et de chansons, bref une culture vivante. On a l'impression ici que l'auteur réplique directement à Durham qui voyait plus tard les Canadiens comme un peuple sans écriture. D'ailleurs, dans la même perspective, si les arts en Nouvelle-France ne s'émancipent pas dans un grand courant artistique, marqués par la religion, ils témoignent que des créateurs s'adonnent quand même à la peinture, à la sculpture et à l'architecture. Dans la vie quotidienne, les Européens, dès qu'ils arrivent en Nouvelle-France, découvrent des nouveautés gastronomiques grâce aux Amérindiens : mais, des viandes différentes, le tabac, l'eau d'érable. Et si la Nouvelle-France se peuple, c'est que le taux de natalité extrêmement élevé de la colonie est probablement le plus élevé du monde à cette époque. Le manuel affirme qu'il n'est pas rare de voir des familles de 10 ou 15 enfants. Cette section est révélatrice de l'esprit dans lequel on décrit la Nouvelle-France dans *Présences*. Les auteurs du manuel prennent le temps de revenir sur ce qui fait de la société de Nouvelle-France une société dynamique.

Le chapitre finit aux pages 144 à 149 qui font notamment le point sur le chapitre pour poser la question aux étudiants à savoir si « aujourd'hui, la société québécoise est-elle toujours aussi dépendante d'une puissance extérieure? » (p. 144). Pour y répondre, on mentionne : l'impossibilité pour le Québec de se prononcer au sujet de l'environnement en 2006, le top 10 musical d'une radio montréalaise pour 2006, une affiche montrant Bon cop Bad cop et ses recettes comparativement au premier film de pirates des Caraïbes (p. 144-145). Ces documents montrent des liens de dépendances du Québec, au Canada et aux États-Unis. On sent ici toute la critique qui a été révélée dans le *Sens de l'histoire* selon laquelle les compétences du programme instrumentalisent l'histoire. La Nouvelle-France n'est pas étudiée comme un objet, mais comme un prétexte pour illustrer les liens de dépendance aujourd'hui entre le Québec et ses voisins quoique le contexte soit si différent de celui du XVIIe et XVIIIe siècle. D'ailleurs, à la page 146, le manuel affirme que « la société québécoise a développé sa propre identité, marquée par le fait français depuis l'époque de la Nouvelle-France. [...] Pour protéger son caractère original et imposer ses visions, la société

québécoise doit faire preuve d'autonomie » (p. 146-147). Est-ce pour cela que l'on raconte l'autonomisation d'une Nouvelle-France définitivement innovatrice au XVIII^e siècle?

De plus, il est intéressant de constater que l'émergence de la Nouvelle-France entre les pages 116 et 143 est mise à côté d'autres programmes de colonisation. Cette section est celle intitulée Ailleurs et est très informative pour notre analyse. À la fin de chaque chapitre, nous aurons l'occasion de voir comment le récit historique de *Présences* interagit avec le contexte mondial. Par rapport à l'émergence de la colonisation, la Nouvelle-France est insérée dans cette section à côté de la colonisation du Brésil (p. 118 à 123). On y explique en quelques pages que le Brésil est fondé en 1500, que des marchands ont un monopole accordé par le roi portugais, que la colonie est une colonie-comptoir où l'on recherche notamment du bois, qu'on y fait pousser la canne à sucre, que la division du territoire est distribuée en capitainerie, que le roi nomme un gouverneur pour encourager le peuplement, que l'on cherche à diversifier l'économie, que l'on découvre de l'or en 1694, que les Français font concurrence au Brésil, que le Brésil est confronté à la rivalité espagnole et hollandaise, que le Brésil est esclavagiste, que ces esclaves viennent en grand nombre d'Afrique et que la société est centrée autour de l'Église catholique. On fait de même avec la colonisation des Indes françaises (p. 124 à 128) qui elle aussi, colonie essentiellement de comptoir française et catholique, tombera dans l'empire anglais après la guerre de Sept Ans. Suit la colonisation des îles Moluques opérée par les Hollandais dans un contexte de rivalités européennes pour le monopole des épices, où les habitants subiront l'influence de la métropole tout en maintenant « leur propre culture ». Le dernier exemple est celui de la colonisation de la Virginie (p. 136 à 141). On exprime le progrès rapide de cette colonie où de nombreux immigrants arrivent et où la culture du tabac rend le tout très prospère. On ajoute que si le roi a maintenu son autorité longtemps à travers un gouverneur, la guerre d'Indépendance affranchira la Virginie éventuellement de la couronne britannique. Il est clair qu'une vocation pédagogique se dessine derrière l'activité pédagogique ici proposée. À la page 142, on résume le concept central du chapitre, colonisation de la Nouvelle-France, à travers les concepts clefs : État, Compagnie, Canadien, Commerce, Peuplement, Évangélisation, Église. À la page 143, on demande à l'élève de reprendre ses concepts génériques et de les expliquer dans un autre contexte colonial de son choix pour par après expliquer comment cette colonie diverge et convergence du programme de la Nouvelle-France! Le pédagogue en nous a de la difficulté à garder son impassibilité devant une activité aussi intelligemment montée.

Mais qu'est-ce que tout cela signifie sur le plan historiographique? Le constat est majeur : la Nouvelle-France ici est représentée comme une société complexe, inscrite dans l'histoire mondiale où d'autres sociétés, si elles sont toutes uniques dans leurs divergences, ont connu des parcours parallèles comportant des similarités. Rappelons notre devoir. Il ne s'agit pas de juger ce constat : on peut s'en réjouir ou s'en plaindre. Mais sur le plan historiographique, nous défendons que cette perspective se rapproche notamment de l'histoire normale. L'idée générale qui a été présentée dans *Présences* par rapport à la Nouvelle-France, c'est que cette colonie a été habitée progressivement par une société distincte, canadienne, qui tant bien que mal fait des progrès économiques. On distingue mal l'héritage européen de ses habitants de cette société qui innove au-delà des emprunts faits chez les premiers occupants. Nous reviendrons sur ces résultats après l'analyse du prochain manuel. Avant de laisser *Présences*, prenons le temps de discuter avec Lemieux (2014). Rappelons que ce dernier a remarqué la prise en distance graduelle des références faites aux historiens dans les programmes. Nos résultats montrent que dans les manuels, dès 2007, le constat est tout autre. Des appels à l'historiographie sont faits fréquemment.

Page Références à l'historiographie

Historiographie de la francophonie canadienne, *Présences, secondaire 3, Tome 1*

p. 99	Jacques Lacoursière, Histoire populaire du Québec, tome 1, Septentrion, 1996.
p. 101	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugois, Canada-Québec, 1534-2000, Septentrion, 2000
p. 103	Robert Lahaise et Noël Vallerand, Histoire du Canada, La Nouvelle-France, 1524-1760, Hurtubise, 1977
p. 105	Jacques Mathieu, La Nouvelle-France, Les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIe siècle, Presse de l'Université Laval, 2001.
p. 105	A. Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Origins, Canadian History to Confederation, Holt, Rinehart and Winston, 1988
p. 105	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugois, Canada-Québec, 1534-2000, Septentrion, 2000.
p. 113	Gilles Havard et Cécile Vidal, Histoire de l'Amérique française, Flammarion, 2003.

Ailleurs dans *Présences, secondaire 3, Tome 1*

p. 121	Frank Lestringant, Le Huguenot et le Sauvage. L'Amérique et la controverse coloniale en France, au temps des guerres de Religion (1555-1589), Klincksieck, 1999
p. 121	Bartolomé Bennassar et Richard Marin, Histoire du Brésil, 1500-2000, Fayard, 2000.
p. 123	Bartolomé Bennassar et Richard Marin, Histoire du Brésil, 1500-2000, Fayard, 2000.
p. 124	Philippe Haudrère, L'empire des rois : 1500-1789 Denoël, 1997.
p. 125	Philippe Haudrère et Gérard Le Bouëdec, Les Compagnies des Indes, Ouest-France/Edilarge, 2001
p. 127	Philippe Haudrère et Gérard Le Bouëdec, Les Compagnies des Indes, Ouest-France/Edilarge, 2001
p. 127	Mémoires du chevalier de Froberville dans Pierre Pluchon, Histoire de la colonisation française, Fayard, 1991.
p. 131	Richard L. Greaves, et al. Civilizations of the World, The Human Adventure, 1997.
p. 137	André Kaspi, Les Américains 1. Naissance et essor des États-Unis (1607-1945). Seuil, 1986.
p. 137	Josh Smith (1607), cité dans Élise Marienstras, La résistance indienne aux États-Unis du XVIe au XXe siècle, Gallimard-Julliard, 1983.
p. 139	Historical Statistics of The United States, Colonial Times to 1970, vol. 2, Department of Commerce, Bureau of the Census, 1975.
p. 140	Yves Poisson, La naissances des États-Unis, Fleuve, 1990.

Présences, secondaire 4, Tome I

p. 31	Jacques Mathieu, La Nouvelle-France, Les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIe siècle, Éditions Belin - PUL, 2001.
p. 31	Jacques Mathieu, La Nouvelle-France, Les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIe siècle, Éditions Belin - PUL, 2001.
p. 33	R. Cole Harris (dir.) Atlas historique du Canada, vol. I, Des origines à 1800, PUM, 1987.

p. 33	R. Cole Harris (dir.) Atlas historique du Canada, vol. I, Des origines à 1800, PUM, 1987.
p. 37	Serge Courville (dir.) Atlas historique du Québec – Population et territoire, PUL, 1996.
p. 39	Jacques Mathieu, La Nouvelle-France, Les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIe siècle, Éditions Belin - PUL, 2001.
p. 103	R. Cole Harris (dir.) Atlas historique du Canada, vol. I, Des origines à 1800, PUM, 1987.
p.103	Jacques Lacourisère, et al., Canada-Québec, 1534-2000, Septentrion, 2000
p. 105	Jacques Mathieu, La Nouvelle-France, Les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIe siècle, Éditions Belin - PUL, 2001.
p. 107	Dale Miquelon, Dictionnaire biographique du Canada, PUL, 2000.

Présences, secondaire 4, Tome II

p. 39	Christophe Moore, Historiographie générale du Canada, Boréal, 1990
p. 41	Nancy Schmitz « Rose Latulippe », l'Encyclopédie canadienne, Fondation Historica du Canada, 2008.
p. 91	William, J. Eccles « Le gouvernement de la Nouvelle-France », La Société historique du Canada, brochure no 18, 1965
p. 91	Jean-Pierre Hardy, Chercher fortune en Nouvelle-France, Libre expression, 2007.

ANNEXE 2 : LA NOUVELLE-FRANCE DANS *PÉRIODES* 2017

Périodes fait le choix de problématiser la matière à l'étude. Une question principale est posée pour diriger la lecture de chaque chapitre. Nous commencerons toujours par la lire pour ensuite suivre l'argumentaire développé dans le manuel pour y répondre. « Comment la société évolue-t-elle sous l'autorité de la France jusqu'en 1760? » (p. 104-105). Cette dernière est accompagnée par des questions secondaires qui sous-divisent la chronologie (p.105). 1) La première section du chapitre commence ainsi avec la sous-question suivante : « Comment la société coloniale se développe-t-elle sous l'entreprise des compagnies avant 1663? » Quelques pages plus loin, cette sous-période est introduite. Elle comporte un sommaire, ses dates, 1608 à 1663, et son titre : la Nouvelle-France aux mains des compagnies (p.108-109). Le premier thème se résume à la mission jouée par Samuel Champlain. La section commence par une intrigue :

En 1607, Pierre de Gua de Monts voit tous ses efforts pour fonder un poste de traite en Acadie anéanti par la perte de son monopole commercial. Toutefois, il ne perd pas espoir et tente de convaincre le roi de France, Henri IV, de lui accorder à nouveau un monopole pour établir une colonie en Nouvelle-France. La colonisation de ce territoire est pressante, car des puissances européennes, dont l'Angleterre, montrent de l'intérêt pour l'Amérique. Henri IV confiera-t-il de nouveau un monopole commercial à Pierre de Gua de Monts? Qui prendre les commandes du développement de la Nouvelle-France Comment les Français s'établiront-ils en Nouvelle-France? (p. 110)

Non seulement, *Périodes* propose des questions qui savamment organisent la matière, mais en plus un effort a été fait par les auteurs pour raconter cette histoire, pour qu'un fil conducteur pousse le lecteur à se plonger dans l'histoire. 1.1) La première section commence par évoquer le choix économique qui se pose à Henri IV, dans la politique mercantiliste : laisser la liberté à plusieurs marchands d'exploiter la colonie ou réserver son exploitation à une seule compagnie (p. 110). 1.2) Par rapport à la fondation de Québec, intervient après Pierre de Gua de Monts qui demandera à Henri IV de renouveler son monopole commercial et lui propose le projet de fonder une colonie permanente (p 111). Le roi est favorable aux demandes de Gua de Monts qui à son tour nomme Samuel de Champlain comme responsable de l'expédition. Après l'échec de Tadoussac, Samuel de Champlain fonde Québec, mais le monopole de Gua de Monts arrivant à terme, Champlain devra convaincre le roi de maintenir le poste de traite à Québec (p. 111). 1.3) Ce n'est pas que Champlain manque de besogne : on constate que dans ces années il fait un jeu diplomatique. Allié aux Hurons-Wendat et Algonquins, il se lance avec eux dans la guerre contre les Iroquois des Cinq-nations (p. 112). 1.4) Or, le contexte monarchique se complexifie : Henri IV ne renouvelle

pas le monopole de Gue de Monts et le roi est assassiné en 1610. Gue de Monts n'a plus la même influence auprès de la régente et de Louis XIII, mais par un mariage Champlain réussit à maintenir une influence à la cour et pousse des marchands à fonder la Compagnie du Canada qui l'engage en retour pour continuer le développement de la colonie (p. 113). 1.5) L'Église catholique est puissante au XVIII^e siècle et Champlain réussit à la convaincre de l'appuyer dans son projet. Il sera accompagné par des récollets lorsqu'il repart à la rencontre de ses alliés hurons-wendat. Avec eux, Champlain continue ses expéditions contre les Iroquois (p. 114). 1.6) En 1616, Champlain, est de retour en France pour recruter des colons afin qu'ils cultivent la terre en Nouvelle-France. Louis-Hébert recevra plusieurs avantages lorsqu'il fondera la première seigneurie de la Nouvelle-France (p. 115).

2) Mais les acteurs se sont lancés dans « un projet contre vents et marées » (p. 116). La guerre contre les Iroquois se poursuivra-t-elle? Comment Samuel de Champlain peut-il persuader le roi de France de soutenir davantage la colonisation? À quels obstacles le peuplement de la colonie se heurtera-t-il? » (p. 116). 2.1) En 1620, Champlain retourne dans la colonie et fonde un nouveau fort. C'est que la colonie est encore largement définie par les relations franco-amérindiennes. Les conflits continuent, mais la conjoncture politique change : l'arrivée des Hollandais pousse les Iroquois à se faire de la compétition (dans laquelle les Mohicans seront éliminés) et à faire la paix avec les Français. 2.2) Champlain est toutefois déçu de la Compagnie du Canada qui détient le monopole de la colonie depuis 1613 et qui ne se soucie guère du peuplement (p. 117). Le cardinal Richelieu semble faire la même observation. Il fonde la Compagnie des Cent-Associés, constitués d'actionnaires, pour entamer un véritable programme de colonisation en retour de son monopole commercial (p. 117). 2.3) La guerre éclate entre Anglais et Français en 1627 : les Frères Kirke forcent Champlain à se rendre, il retourne en France (p. 118). 2.4) La guerre finit en 1632, et la Nouvelle-France demeure française, mais la Compagnie des Cent-Associés est ruinée et délègue ses obligations de colonisation à l'Église. Des centaines de colons arrivent après 1632 dont plusieurs militaires (p. 120). 2.5) Le retour des Français relance le commerce de la fourrure et à la demande des alliés amérindiens, un poste de traite est fondé à Trois-Rivières tout juste avant que Champlain, malade, perde la vie (p. 121).

3) « Quel rôle le gouverneur, les missionnaires et la Compagnie joueront-ils dans le développement de la colonie après 1635? Quelles conséquences de ce développement de la colonie

après 1635? Quelles conséquences de développement aura-t-il sur les Amérindiens? Comment les colons s'adaptent-ils à leur nouvel environnement en Nouvelle-France? » (p. 122) La Nouvelle-France s'établira désormais sous le signe de la croix. 3.1) Le peuple iroquoien des Agniers, armé par les Hollandais, se retourne désormais vers les Français et leurs alliés : ça sera un enjeu majeur pour De Montmagny, successeur de Champlain (p. 122). 3.2) Les ordres religieux sont très actifs : les Jésuites fondent des missions, le Collège des Jésuites, une première réduction, alors que les Ursulines et les Hospitalières fondent un monastère, une école, et l'Hôtel-Dieu de Québec. 3.3) Mais le projet d'évangélisation de l'Église est freiné par la population française trop faible ce qui la pousse à promouvoir son entreprise dans les *Relations des Jésuites* (p. 124). Ce journal est publié en France. Il en convainc plusieurs. Des dévots français fondent alors la Société Notre-Dame de Montréal pour la conversion des Sauvages qui se voit accorder une seigneurie en 1641 (p. 124). C'est de Maisonneuve qui partira de la métropole pour veiller à la fondation d'un établissement en collaboration avec Jeanne Mance qui l'accompagne pour traiter les malades. Ville-Marie naît ainsi dans un effort d'évangélisation qui s'avéra plus ardue que prévu (p. 125). 3.4) Le recrutement des colons est difficile : peu de paysans viennent en Nouvelle-France. Les personnes qui se déplacent sont souvent des connaissances des familles qui y sont déjà installées et qui décident de les rejoindre (p. 126). Les premiers colons vivent dans des conditions très difficiles. Ils peuvent obtenir une terre gratuitement pour la cultiver, mais devront tout faire pour survivre (p. 126). Les colons s'acclimatent : leurs maisons sont construites en bois, bon isolant, leur toit est en pente. Les colons empruntent beaucoup aux Amérindiens : ils se déplacent en canots d'écorce et avec des raquettes dans la neige (p. 127).

4) Dans les années 1642, la colonie rencontre un temps d'incertitude (p. 128). Les Iroquois des Cinq-Nations se sentent menacés par l'activité des Français et de leurs alliés. « Quel est le rôle des Amérindiens dans le commerce des fourrures? Comment les Iroquois des Cinq-Nations tentent-ils de prendre leur place dans ce commerce? Quelles sont les conséquences des rivalités commerciales sur la jeune colonie? ». 4.1) La situation politique est complexe dans la région des Grands Lacs en 1640 : les Hurons-Wendat contrôlent un immense territoire et organisent les échanges entre les Algonquins du Nord et les Français. 4.2) Le peuple iroquoien des Agniers cherche à s'étendre en 1641 pour se procurer plus de fourrures et augmenter ses échanges avec les Hollandais. Les guerres iroquoises reprendront de plus belle : attaques contre les Hurons-Wendat, attaques de Ville-Marie, Trois-Rivières. On signe une trêve, mais les combats reprennent et les

cent soldats de la Nouvelle-France ne sont pas suffisants pour contenir les violences si bien qu'en 1650, 4.3) l'Huronie, affaiblie déjà par les maladies amenées par les missionnaires français, ne tient plus et est détruite (p. 131). 4.4) L'agriculture dans ce contexte peine à se développer (p. 132). Même le commerce semble menacé : c'est pourquoi quand le gouverneur Maisonneuve revient en Nouvelle-France accompagné d'une centaine d'hommes et une dizaine de femmes, on applaudit les nouveaux venus (p. 133). Comment donc se développe la colonie avant 1663?

Le récit proposé est sans équivoques : elle se développe avec grande difficulté. L'accent n'est pas mis ici tant sur le mercantilisme quoiqu'il est certain que l'inactivité des marchands pénalise le peuplement de la Nouvelle-France. Mais l'on comprend mieux ici à quel point la Nouvelle-France est dépendante du contexte politique : elle subit les guerres européennes en plus des guerres iroquoises. Un climat d'insécurité habite la Nouvelle-France qui semble avoir un statut des plus précaires et un dynamisme finalement redevable avant tout à l'Église qui surpasse par conviction les violences pour œuvrer à l'évangélisation des alliés des Français.

La prochaine section est nommée « prise en charge de la Nouvelle-France par le roi » et pose la question à savoir de quelle manière le gouvernement royal favorise le développement de la société coloniale de 1663 à 1687 (p. 136). 1) Cette histoire s'ouvre avec un commentaire sur le gouvernement royal. En 1663 « le roi Louis XIV prend en main la destinée de la Nouvelle-France et met en place une nouvelle structure politique. Pourquoi décide-t-il d'intervenir et de prendre en charge la Nouvelle-France? Comment organise-t-il l'administration de la société coloniale? Saura-t-il protéger la colonie des attaques iroquoises? » (p. 138). 1.1) Il faut savoir déjà que Louis XIV, à travers les événements de sa jeunesse, a été poussé à s'approprier l'ensemble des pouvoirs politiques : édicter les lois, les exécuter, et assurer la justice. Louis XIV renforce ainsi la monarchie absolue de droit divin (p. 138). Louis XIV est conscient qu'avant son ascension, la Nouvelle-France a été délaissée et s'accompagne d'un responsable des Finances, Colbert, avec qui il décidera de reprendre le contrôle de la colonie à la Compagnie des Cent-Associés. Son monopole est aboli (p. 139). 1.2) Colbert administre dès lors la colonie de France alors que les représentants du roi se réuniront dans le Conseil souverain qui sert de haut tribunal de la Nouvelle-France (p. 140). Au Conseil souverain siègent d'ailleurs les trois administrateurs principaux de la colonie : le gouverneur (responsable des affaires militaires et extérieures), l'évêque (responsable de

l'évangélisation, de l'éducation et de la santé) et l'intendant (responsable de la finance, le commerce, l'immigration, etc.) (p. 141). 1.3) Conscient que les guerres iroquoises sont un facteur majeur du manque de dynamisme en Nouvelle-France, Louis XIV déploie un régiment complet de soldats, le régiment Carignan-Salières. Celui-ci compte 1200 hommes que les Cinq-nations iroquoises ont tôt fait de remarquer (p. 142). Ces derniers tentent de parlementer avec la couronne française, mais les Agniers veulent poursuivre la guerre. Les expéditions françaises contre les Agniers refroidissent leur ardeur. En 1667 une paix est scellée (p. 143).

2) Peupler la colonie reste un défi de taille (p. 144) « Comment les Amérindiens et les Français cohabitent-ils dans la vallée du Saint-Laurent? Quelles mesures les autorités françaises prennent-elles pour stimuler l'immigration française? Comment s'organise le peuplement de la vallée du Saint-Laurent? » (p. 144) 2.1) Les populations amérindiennes sont certainement influencées par les Européens comme l'atteste le cas des Algonquiens qui continuent à vivre selon leurs traditions, en les adaptant. L'arc est remplacé par exemple par le fusil même à l'occasion de la chasse traditionnelle. Les autorités coloniales encouragent les Français à se marier aux Amérindiennes, une dot est offerte à leur union, car il manque de femmes. Peu de ces mariages catholiques sont enregistrés : on imagine que plusieurs se marient à la coutume du pays et donc à l'extérieur de l'Église catholique ce qui rend l'étude du métissage difficile (p. 144). L'évangélisation continue, les Jésuites maintenant accompagnés par des Sulpiciens ouvrent de plus en plus de réductions où s'installent plusieurs Amérindiens. Même des Iroquois s'y rendent. On appelle les Amérindiens des réductions « domiciliés » (p. 145). Les missionnaires cherchent à acculturer ces domiciliés qui continuent à vivre selon leurs lois et selon plusieurs de leurs traditions (p. 145). 2.2) En 1666, le besoin d'une nouvelle politique de peuplement devient flagrant : Talon fait un recensement qui surligne le manque profond de femmes en Nouvelle-France (p. 146). Les communautés religieuses et les colons fortunés continuent à faire appel à des engagés, des Français qui restent en Nouvelle-France temporairement, mais les autorités encouragent ses contractuels à rester dans la colonie. Il en est de même pour les soldats. Le roi ira jusqu'à verser une dot pour les filles du Roy. L'intendant impose une taxe pour tous parents dont les jeunes garçons et les jeunes filles sont célibataires et récompense les familles nombreuses (p. 147). Il est intéressant de remarquer que *Périodes* affirment que si les femmes de la Nouvelle-France ont un taux de natalité beaucoup plus élevé qu'en France, les historiens ont des opinions diverses lorsqu'ils expliquent ce phénomène. 2.3) C'est qu'il faut pour les autorités rendre la Nouvelle-France plus attrayante :

Talon accorde de nombreuses seigneuries dans l'espoir de stimuler l'agriculture, de rendre la colonie autonome sur le plan alimentaire et de produire potentiellement des surplus (p. 148). Les nouveaux seigneurs deviennent les agents de peuplement en devant attirer des censitaires. Ainsi, le régime seigneurial français est importé en Nouvelle-France, mais serait plus souple que son modèle original. 2.4) Vivre en Nouvelle-France n'est toujours pas facile : il faut de cinq à dix ans pour dégager une terre cultivable et un nouveau censitaire a besoin de l'aide de plusieurs familles pour commencer à faire de l'agriculture. Les cultures des censitaires sont à 60% consacrées au blé, mais la viande et les poissons viennent compléter le pain (p. 150). Les maisons continuent à être bâties en bois jusqu'à ce que des règlements contre les incendies obligent les propriétaires à les construire en pierres (p. 151). La ville monte en importance en Nouvelle-France quoique ses infrastructures sont primaires : il n'y a pas de port aménagé ni de chemin qui relie les villes entre elles.

3) La France entend développer les ressources de sa colonie en diversifiant ses activités, mais comment l'intendant pourra-t-il y arriver? « À quels obstacles se heurtera-t-il? Qu'advient-il du commerce des fourrures? » (p. 152). Le travail de l'intendant est parsemé d'embûches. 3.1) Louis XIV en 1664 accorde par exemple un monopole commercial à des marchands que devra faire annuler Talon. Talon cherche à rendre la colonie plus indépendante : il encourage l'exploitation du bois, des poissons, des terres agricoles, du minéral et promeut l'ouverture de petits ateliers (p. 152). Une brasserie est ouverte en 1685, on encourage la culture du chanvre et du lin, une première tannerie est achevée en 1671, et un chantier naval est ouvert sur la rivière Saint-Charles (p. 153). 3.2), Mais les efforts de l'intendant se frappent à ceux de Louis XIV et de Colbert. Pour eux la Nouvelle-France doit enrichir directement la métropole française. La colonie dans cette perspective continue à fournir des matières premières à l'Europe et achète les produits transformés qui y sont fabriqués (p.154). Les produits de la colonie ne peuvent pas faire concurrence avec la production coloniale et c'est ce pour quoi l'intendant arrive à un compromis ingénieux. Le blé fariné, la bière, les poids, la viande, etc., produits dans la Nouvelle-France, pourront être envoyés aux Antilles françaises. L'intendant propose de faire un commerce triangulaire entre la Nouvelle-France, les Antilles et la France. 3.3) Mais ce commerce triangulaire est limité: Colbert impose à la Nouvelle-France une limite dans ces exportations. C'est sans compter l'hiver qui ralentit certaines économies et le manque de main-d'œuvre qui pénalisent plusieurs entreprises. Le chantier naval et la brasserie de la colonie ferment leur porte. Après sept

ans en Amérique, Talon revient en France. En 1672, il aura investi plusieurs efforts en vain. La Nouvelle-France fonctionne toujours grâce au commerce des fourrures. (p. 155). 3.4) Le commerce des fourrures est central : Québec, Trois-Rivières, Ville-Marie sont avant tout des postes de traites (p. 156). Coureurs des bois, Canadiens ou Français, sont de plus en plus nombreux dans les années 1670. Ils vivent souvent à l'amérindienne et rapportent des profits intéressants en livrant les fourrures aux marchands. Ils touchent d'ailleurs plus d'argent que plusieurs agriculteurs (p. 158). Les autorités tentent de contrôler le commerce de fourrure : on interdit la course des bois de 1676 à 1679, mais beaucoup défient les autorités (p. 157). En 1681, le système change toujours dans l'espoir de contrôler la traite : des traiteurs ou marchands équipeurs auront des congés de traite qu'ils distribueront à des voyageurs qui leur rapporteront des fourrures. Mais les coureurs des bois, ces gens désormais sans permis, restent nombreux (p. 157). 3.5) Le territoire revendiqué par la couronne française fait débat. Pour Colbert, la colonie gagnerait grandement à se concentrer dans la vallée du Saint-Laurent. Les marchands cherchent à s'approprier davantage de fourrures et veulent que la colonie s'étende à l'Ouest, tout comme les missionnaires qui poursuivent leur quête d'évangélisation (p. 158). Entre 1660 et 1682, Canadiens et Français continuent à explorer : ils arrivent notamment dans la région des Grands Lacs, soit des Pays d'en haut. De La Salle arrivera jusqu'à la Louisiane.

4) Avec le gouvernement royal, l'Église est d'autre part appelée à jouer un plus grand rôle au sein de la colonie (p. 160). « Quel est le rôle de l'évêque en Nouvelle-France? Comment l'Église catholique s'implante-t-elle? Quelles sont les responsabilités des communautés religieuses? » (p. 160). 4.1) Le rôle joué par l'évêque dans la colonie est central. François de Laval arrive dans la colonie en 1659 et veut structurer l'Église catholique : il crée des paroisses, il fonde un diocèse. Il devient le premier évêque de Nouvelle-France. Ce personnage fonde également un séminaire en 1663 : « cet établissement forme des prêtres qui vont assurer l'encadrement religieux des colons aussi bien dans les villes qu'and dans les campagnes » (p. 160). Est-ce que l'Église s'impose aux gens? Cette idée est parfois exprimée dans l'analyse. 4.2) Pour l'établissement des premières paroisses : De Laval rend la dîme obligatoire pour les colons. Elle est perçue par le séminaire. Les curés deviennent des personnages importants. Ils sont au centre de la vie religieuse de la communauté, en plus de tenir le registre paroissial et de lire les ordonnances royales aux paroissiens (p. 161). 4.3) Les communautés religieuses se multiplient : récollets, jésuites, sulpiciens, ursulines, hospitalières (p. 162). Ces communautés sont encouragées par le roi, mais

survivent finalement par les dons de la population (p. 162). Les communautés féminines se consacrent aux services sociaux et aux soins de santé. Elles fondent des écoles primaires pour garçons et filles où l'instruction est gratuite et a pour objectif de former de bons chrétiens. Marguerite Bourgeoys ouvrira son pensionnat. L'Hôtel-Dieu accueille des centaines de malades par année (p. 163). Les Hospitalières sont assistées par tout un personnel. Les apothicaires, chirurgiens et médecin sont tous des hommes laïques. À l'Hôpital général, pauvres, sans-abri, personnes âgées, invalides sont accueillis (p. 163). Les communautés masculines se consacrent surtout à l'éducation supérieure (p. 164). Au Collège des Jésuites et au Grand Séminaire de Québec, ils offrent des cours de niveaux secondaires et collégiaux. Il n'y a pas d'université en Nouvelle-France. En plus de former des prêtres, ces communautés religieuses, comme celle des Sulpiciens, jouent un rôle économique central en recevant des seigneuries et en les redistribuant à des censitaires (p. 165).

Somme toute, le gouvernement royal dynamise la colonie qui se peuple davantage et qui dévie légèrement du sillon tracé par le commerce des fourrures. L'apaisement des guerres iroquoises est ici surligné comme une rupture importante, elle laisse place à un développement de la Nouvelle-France. Par contre, ce développement est limité. L'intendant Talon n'arrive pas à rendre la Nouvelle-France indépendante malgré ses efforts de diversification économique et de peuplement. Les fondements de la Nouvelle-France : l'importance du commerce des fourrures et le rôle central joué par les prêtres se maintiennent.

Les années 1687 à 1713 amènent leur lot de violences. « Quelles relations la Nouvelle-France entretient-elle avec les Cinq-Nations iroquoises et les colonies anglaises de 1687 à 1713? » (p. 169). 1) Le commerce des fourrures étant demeuré lucratif, les intérêts des Français et de leurs alliés se frappent à nouveau avec celui des Cinq-Nations iroquoises qui font du commerce avec les Anglais. En 1689, « Quelles sont les forces en présence? ». « Quels principaux événements marquent la reprise des hostilités entre les Français et les Iroquois? ». « Une guerre pourrait-elle éclater entre la Nouvelle-France et les colonies anglaises » (p. 170). 1.1) Les rivalités commerciales battent de leur plein autour de la baie d'Hudson où les Français fondent une compagnie, la Compagnie du Nord, qui fera compétition à la Compagnie de la Baie d'Hudson des Anglais. La tension monte également dans la région des Grands Lacs où des marchands anglais

commencent à être actifs notamment la traite des coureurs de bois français (p. 170). 1.2) Les hostilités reprennent en 1687 lorsque le gouverneur de la Nouvelle-France envoie près de 3000 soldats dans les Grands Lacs pour attaquer et détruire plusieurs villages iroquois (p. 171). En 1689 la guerre est déclarée entre l'Angleterre et la France et la revanche iroquoise s'organise : 1500 guerriers brûlent Lachine et prennent en assaut Ville-Marie. Les 13 colonies s'activent agacées que leur expansion soit bloquée par la Nouvelle-France. Les Anglais semblent avoir l'avantage malgré la flotte plus puissante de la France. Seul hic, les 13 colonies sont divisées et seulement deux d'entre elles veulent participer au conflit (p.172). C'est le comte de Frontenac qui est nommé alors gouverneur par Louis XIV, mais avec ses forces de frappe limitées, il organise quelques raids seulement contre les Anglais. Le Connecticut rejoint bientôt la colonie de New York et du Massachusetts dans la guerre. Une attaque s'organise. Les Anglais prennent Port-Royal, mais se retirent à cause du froid après avoir bombardé Québec (p. 173). Le conflit continue au travers des agressions des alliés amérindiens jusqu'à ce que 1697 arrive et que la guerre prenne fin en Europe.

2) Le traité de paix n'a pas de conséquence réelle sur les Amériques et c'est dans ce contexte que les Français tentent d'enterrer la hache de guerre avec leurs ennemis amérindiens. « La France peut-elle faire la paix avec les Cinq-Nations iroquoises? » « Comment les relations évoluent-elles entre la Nouvelle-France et les colonies anglaises? » (p. 174). 2.1) La première guerre intercoloniale a grandement affaibli les Cinq-Nations iroquoises d'autant plus que le soutien que les Anglais leur apportent diminue (p. 174). Des négociations s'entament et un accord provisoire est trouvé avec les Français au grand dam des Anglais. Ces derniers affirment aux membres des Cinq-Nations que, sujets anglais, seul le roi peut parler en leur nom (p. 174). En août, le processus de négociation avec de nombreuses tribus commence. Même les Agniers se présentent et tous signent un traité de paix à l'exception des derniers qui approuvent celui-ci, mais qui veulent camoufler leur entente au risque de provoquer la colère de leur allié anglais (p. 175). 2.2) Une deuxième guerre intercoloniale éclate. Elle est liée au contexte des successions européennes. Le petit-fils de Louis XIV hérite de la couronne d'Espagne ce qui pousse l'Angleterre et plusieurs autres pays à combattre ce royaume trop puissant (p. 176). La guerre reprend dans les colonies : des raids franco-amérindiens s'organisent contre la colonie du Massachusetts. Les Anglais ripostent en organisant une vaste offensive qui a raison de Port-Royal et de l'Acadie. La flotte anglaise avance dans le Saint-Laurent appuyée par les Agniers, qui avaient pourtant promis la paix (p. 176). Une tempête détruit huit bateaux et l'expédition anglaise meurt dans l'œuf. En 1713, le

traité d'Utrecht est signé : la France et l'Espagne ont perdu contre la coalition menée par les Anglais. La France perd des territoires coloniaux : elle renonce à la baie d'Hudson, l'Acadie et Terre-Neuve (p. 176). Les rivalités anglaises et françaises replongent en quelque sorte la Nouvelle-France dans l'incertitude. Ses frontières sont modifiées. La Nouvelle-France continue à s'affaiblir bien qu'elle réussit à se rapprocher des Amérindiens et qu'elle résiste à l'assaut des Anglais.

De 1713 à 1744, la paix est renouvelée pour une trentaine d'années. « Quelles sont les particularités de la société coloniale en temps de paix, de 1713 à 1744? ». 1) Il faut comprendre que la France, malgré le traité de 1713, est encore la plus grande puissance européenne. Louis XIV s'éteint, et c'est au sommet de cet empire que Louis XV, qui a cinq ans, est hissé. C'est le neveu de Louis XIV qui assurera la régence. « La politique coloniale française change-t-elle sous ce nouveau règne qui s'amorce ? ». « Comment la métropole entend-elle développer et protéger son territoire nord-américain? » (p. 182). 1.1) Sur le plan de l'administration, la Nouvelle-France est marquée par la continuité : le roi nomme un secrétaire d'État à la marine qui à son tour gère le conseil supérieur avec son gouverneur, son évêque, l'intendant et des conseillers (p. 182). Par contre, la Nouvelle-France, immense, comportera trois territoires ayant chacun leur gouvernement : le Canada (divisé lui-même entre Québec, Montréal et Trois-Rivières), la Louisiane et Île-Royale (p. 183). La perte de l'Acadie pousse aussi le gouvernement à construire une immense forteresse. Louisbourg deviendra le centre administratif de l'Île-Royale (p. 183) 1.2) Les autorités de la Nouvelle-France tente de protéger le territoire de la Nouvelle-France : après Louisbourg, on fortifie Montréal avec un mur de pierre et plusieurs forts. Les autorités françaises tentent de développer la Louisiane en mandatant son développement à une compagnie de marchands en échange d'un monopole (p. 184). Déjà vu. Cette initiative est un fiasco. Français et Canadiens multiplient leur présence dans les Pays d'en haut en bâtissant des postes de traite souvent fortifiés (p. 184).

2) Gilles Hocquart arrive bientôt dans la compagnie. Le développement économique de la Nouvelle-France sera relancé. « Quel est l'impact du mercantilisme sur la Nouvelle-France? Comment le commerce extérieur de la Nouvelle-France évolue-t-il? Comment l'industrie et l'artisanat et l'agriculture se développent-ils dans la société coloniale? » (p. 186). 2.1) À partir de 1725, le mercantilisme s'atténue ce qui permettra à Gilles Hocquart, dès 1731, de lancer plusieurs

initiatives. Le commerce triangulaire, affaibli après le départ de Talon, reprend. De Louisbourg sont exportés beaucoup de poissons. Trois-Rivières et Montréal monopolisent le commerce des fourrures et le système des marchands-équipiers continue. Des compagnies continuent à détenir un monopole sur l'achat de ces matières premières qu'elles font à bas prix, ce pour quoi plusieurs coureurs des bois décident d'aller traiter avec les Anglais. 2.2) L'industrie, l'artisanat et l'agriculture sont remis de l'avant. Des entrepreneurs créent les forges du Saint-Maurice : on y exploite le fer et des forgerons commencent à fabriquer des objets avec ce métal en Nouvelle-France. (p. 188). Le nombre de scieries augmente et on commence même à exporter des planches en France. Des bateaux sont construits à Québec (p. 188). L'artisanat connaît un essor. Tonneliers et cordonniers ont la chance de continuer leur entreprise alors que trois chapeliers doivent fermer leur porte sur ordre du roi. Le roi craint qu'ils fassent une trop forte concurrence avec la métropole (p. 188). Dans le domaine de l'agriculture, les terres cultivables se multiplient ainsi que le nombre de moulins (p. 189). On continue à cultiver le blé en forte majorité. La pêche grandit également dans des proportions importantes (p. 189).

3) La population dans cette période de paix augmente et le clergé catholique cherche à « conserver son rôle prépondérant dans la société coloniale » (p. 190). « Quelle est l'influence de l'évêque dans la colonie? Comment les paroisses s'organisent-elles en Nouvelle-France? La population pratique-t-elle avec assiduité le catholicisme? Comment l'Église catholique influence-t-elle les arts en Nouvelle-France? ». 3.1) Le successeur de François de Laval, de Saint-Vallier, qui arrive en 1688, se dispute avec les autres autorités coloniales, notamment avec le gouverneur. Saint-Vallier et ses successeurs sont par contre souvent absents de leur diocèse. L'influence politique de l'Église diminue, mais par l'action des curés, l'encadrement religieux de la population est maintenu (p. 190). 3.2) Ce sont d'ailleurs ces derniers qui perçoivent la dîme (p. 191). Avec cette taxe, ils vivent, construisent des églises et subventionnent les presbytères. Les curés souhaitent augmenter la dîme, mais l'intendant refuse (p. 191). La population augmente : les paroisses sont alors doublées pour « assurer correctement le service religieux ». Les registres paroissiaux continuent à être tenus par les curés. Ces derniers ont des devoirs et la paroisse reste au centre de la vie communautaire. 3.3) « L'Église catholique cherche à encadrer le quotidien des habitants canadiens. Elle impose aux paroissiens de faire leurs prières le matin et le soir, d'assister à la messe le dimanche et de ne pas travailler les dimanches et les jours de fête » (p. 192). Les nouveau-nés sont accueillis dans la communauté avec le baptême. L'église célèbre les mariages,

les funérailles. « Le calendrier catholique impose 150 jours de jeûne ou d'abstinence ainsi que différentes célébrations comme les fêtes de Noël et de Pâques (p. 192). « L'église cherche aussi à imposer ses valeurs morales et à contrôler les habitudes de vie des habitants par exemple la sexualité, la consommation d'alcool et l'habillement. Elle exige aussi que les fidèles confessent leurs péchés à un prêtre au moins une fois par année ». Donc *Périodes* décrit clairement une Église qui cherche à s'imposer. Comment réagit la population? *Périodes* ouvre alors le débat : « les historiens ont des interprétations différentes à ce sujet. On constate que l'élan religieux au fondement de la fondation de Ville-Marie s'atténue, que le Séminaire de Québec ne forme pas assez de prêtres pour servir toutes les paroisses, mais certains témoins de l'époque affirment que les Canadiens sont attachés à leur religion et prient beaucoup » (p. 192). L'impression donnée ici est que la population n'est pas parfaitement harmonisée avec les objectifs de l'Église. 3.4) Celle-ci a beaucoup d'influence également sur les arts : l'Église fait construire beaucoup d'édifices religieux et commande beaucoup de scènes de la vie religieuse (p. 193). Le théâtre, la musique, le style vestimentaire, la danse sont aussi supervisés par l'Église. L'Église par exemple désapprouve les robes décolletées laissant voir les épaules et le cou, les coiffures frisées et extravagantes (p. 193) L'Église et les autorités coloniales contrôlent d'ailleurs la diffusion des œuvres artistiques. Plusieurs livres et imprimeries sont interdits : le roi craint que des écrits s'opposent à son pouvoir, et l'Église veut favoriser la foi.

4) La population de la Nouvelle-France grandit avec force par l'accroissement naturel. « La société en Nouvelle-France est-elle française ou canadienne? Comment la culture de la France continue-t-elle à influencer celle de la Nouvelle-France? Comment la vie dans les villes diffère-t-elle de la vie à la campagne? Qu'en est-il des esclaves et des Amérindiens dans cette société coloniale? » (p. 194) 4.1) L'empreinte culturelle européenne est importante sur les gens qui forment l'élite en Nouvelle-France. Les administrateurs de la colonie, de nombreux officiers de l'armée, font des séjours temporaires en Nouvelle-France et importent leur mode de vie, inspiré par la haute société française de Versailles. Ils s'habillent et dansent à la française (p. 194). Pour la population, l'influence se fait sentir sur le plan langagier. On parle français en Nouvelle-France, alors que la France héberge plusieurs langues à l'époque (p. 194). La société coloniale est hiérarchisée et très militarisée. En théorie, le roi domine cette société, mais son influence est limitée par la distance. Cette distance serait d'ailleurs au fondement d'une société canadienne particulière : il est plus facile de se hisser dans l'échelle sociale en Nouvelle-France. Par

acharnement, un colon peut devenir marchand et même acquérir une seigneurie. Contrairement à la France, plus de la moitié des seigneurs de la Nouvelle-France ne sont pas nobles (p. 195). Depuis le XVII^e siècle, les habitudes de vie se transforment dans la colonie. Les colons s'adaptent à leur nouvel environnement. Les colons de la Nouvelle-France deviennent Canadiens et Acadiens (p. 195). Les Canadiens, on les dit entêtés. Ils n'hésitent pas à défier les ordonnances royales et chérissent une certaine liberté : ils troquent de l'eau-de-vie avec les Amérindiens, vendent des fourrures aux Anglais.

4.2) Les personnes les plus influentes de la colonie vivent dans la ville. Le monde urbain représente 25% de la population en 1698 et 15% de la population en 1760. Les villes par contre ont un caractère rural à l'époque : plusieurs de ses habitants possèdent des animaux de la ferme, des jardins, des potagers (p. 196). La première activité de la ville ; le commerce. La deuxième : l'artisanat. C'est sur la place publique que se font la plupart des échanges, que se tiennent des manœuvres militaires, et que se font les exécutions (p. 196). Les principaux établissements de services sociaux et de santé s'y trouvent (p. 197). Il en est de même pour les institutions d'enseignement supérieur. Cet enseignement est réservé à l'élite. Les colons sont analphabètes en majorité. Il n'existe aucune bibliothèque. Seuls les plus riches savent lire et écrire et possèdent une bibliothèque personnelle (p. 197). L'élite se réunit dans des salons privés, s'intéresse aux arts et à la science. Les aristocrates et les bourgeois venus de France introduisent certains loisirs : les cartes à jouer, les échecs, les dames, etc.

4.3) Louis XIV autorise l'esclavagisme dans les colonies françaises. Dans les Antilles et la Louisiane, les esclaves sont nombreux et le *Code noir* est appliqué. Il y a aussi des esclaves d'origine africaine au Canada, mais ces derniers sont rarement assignés aux travaux des champs. Généralement ce sont les riches et les communautés religieuses qui possèdent des esclaves et qui les utilisent surtout comme domestiques. Certes, les esclaves n'ont pas des conditions enviables, mais « les historiens estiment que les conditions de vie des esclaves du Canada sont généralement moins dures que celle des 13 colonies, de la Louisiane et des Antilles » (p. 198). Aussi, les esclaves en Nouvelle-France sont en majorité des Amérindiens issus de tribus en guerre contre les Français. Les Amérindiens dans l'ouest se font la guerre pour faire des prisonniers qu'ils vendent par après aux Français (p. 199).

4.4) La vie à la campagne est centrale en Nouvelle-France : 75%, puis 85% de la population y vit en 1760 (p. 200). Elle est composée en forte majorité par les censitaires et se concentre surtout autour de la vallée du Saint-Laurent. La population est fortement dispersée, trop souvent, pour former de véritables villages. Des seigneuries ont parfois qu'un seul rang (p. 201). L'église et le

manoir seigneurial sont les pierres angulaires de ce monde campagnard. Des religieux se déplacent en milieu rural pour apprendre aux enfants à lire et à écrire. L'instruction est gratuite, mais les enfants sont souvent plus utiles dans les champs (p. 201). Le travail à la ferme est difficile. Lorsque les travaux sont terminés, la population en profite en fêtant (p. 201). 4.5) Par rapport aux Amérindiens, le système des réductions continue. Le nombre de domiciliés en Nouvelle-France a pratiquement doublé et leurs villages forment entre eux des alliances. Les domiciliés continuent à emprunter à « un mode de vie à la française ». Ils chassent, certes, mais ils élèvent de plus en plus d'animaux. Ils s'habillent différemment, utilisent des outils et adoptent parfois la langue française. L'Église tente de leur imposer ses valeurs, notamment familiales, mais contre cette acculturation, les Amérindiens domiciliés résistent et conservent plusieurs de leurs traits culturels originaux (p. 202). À l'opposé, les Amérindiens à l'extérieur des réductions conservent l'entièreté de leur mode de vie traditionnelle en continuant leur existence nomade et le mode de vie cueilleur-chasseur (p. 202). Au XVIII^e siècle, le métissage progresse. Surtout dans les villages de domiciliés, les Amérindiens ressemblent physiquement de plus en plus au Français. En plus des mariages mixtes, plusieurs enfants, nés d'unions illégitimes, sont abandonnés par les colons. Les orphelins sont adoptés souvent chez les domiciliés.

Que penser de cet « âge d'or » de la Nouvelle-France? Sûrement que l'on y voit très peu de ruptures profondes par rapport au descriptif que *Périodes* en fait dans la section précédente. Certes, la population croît. Mais sinon, après les premières guerres intercoloniales, la Nouvelle-France semble continuer dans le sillon qui a été tracé. Les auteurs reviennent à la charge avec cette idée que les Canadiens se forment une identité particulière. Les arguments soulevés sont très similaires à ceux utilisés dans *Présences*, mais on les soutient peut-être mieux. À côté de l'acclimatation, cette idée que la hiérarchie sociale en Nouvelle-France est plus flexible est mieux appuyée : la plupart des seigneurs ne sont pas nobles. L'argument selon lequel les coureurs des bois désobéissent aux autorités en faisant la traite est aussi plus développé, mais reste un peu nébuleux. Y aurait-il moins de criminels en France? L'originalité de la société coloniale reste confuse du fait que l'on refuse à décrire en profondeur la population de la métropole. Toutefois, comparativement à *Présences*, on se permet de mieux expliquer la conjoncture politique de la France. Le portrait proposé par *Périodes* est nuancé. La société coloniale est décrite sous l'angle des divisions : les autorités, la vraie élite, est française alors que le peuple est plus canadianisé. L'observation est la même quant à la religion. L'Église catholique est-elle particulièrement

contraignante par rapport à la France? Dans une période antérieure, on avait remarqué l'enthousiasme des dévots pour la création de Ville-Marie. Mais au XVIII^e siècle, l'on sent moins cet enthousiasme. L'Église à tout le moins, et la religion sinon, est décrite à l'extérieur des intérêts de la population. L'Église paraît comme une influence importante et contrôlante : le carême est « imposé », les paroisses encadrent. L'auteur de cette section refuse de faire une analyse directe et ouvre cette question en citant les débats historiens. Son descriptif des pratiques religieuses atteste implicitement que l'Église est conservatrice, mais aussi que les pratiques traditionnelles de celle-ci sont imposées à la société civile qui leur présente un intérêt mitigé. L'économie est encore une fois présentée comme une économie en croissance, une économique qui se développe malgré toutes les embûches qu'elle rencontre et le peu d'initiatives qui permet vraiment de la distinguer de l'ère de Talon. Si une vision donc positive se dégage du plan socio-économique de l'âge d'or de la Nouvelle-France à travers *Périodes*, le manuel analyse tout de même ses obstacles.

La dernière section verse directement dans l'histoire militaire. Elle s'étend de 1744-1760 et explique la fin de la Nouvelle-France. « Comment la France réagit-elle aux menaces qui pèsent sur la Nouvelle-France à partir de 1744? » (p. 208). L'on revient au contexte européen qui finalement expliquera 1) la fin de la paix. 1.1) Les rivalités territoriales et commerciales entre la France et la Grande-Bretagne poussent Louis XV à ménager son concurrent britannique (p. 208). La guerre par contre reprend avec la mort de l'empereur autrichien Charles VI qui lègue sa couronne à Marie-Thérèse, succession que la France critique et que la Grande-Bretagne appuie. En 1744, la guerre reprend. Les décennies n'ont pas eu raison des rivalités coloniales et commerciales : les colons britanniques se sentent encerclés par la Nouvelle-France, souhaitent s'étendre à l'Ouest, se sentent menacés par Louisbourg et aspirent à étendre les territoires de l'exploitation des fourrures. 1.2) Louisbourg est informé de la guerre de succession d'Autriche avant les Britanniques. « Les Français » attaquent Annapolis Royal pour reprendre l'Acadie. Les Britanniques résistent et les Acadiens tiennent leur promesse de neutralité auprès de l'armée anglaise (p. 210). La riposte s'organise et Louisbourg tombe (p. 210). Ceci est un tournant de la troisième guerre intercoloniale. Les Français réalisent leur infériorité numérique et ne feront pas d'expédition militaire, mais bien plutôt une guerre de raids avec leurs alliés amérindiens alors que les Cinq-Nations demeurent de leur côté neutres. En 1748, la guerre européenne se termine sans

véritable vainqueur ce qui pousse la Grande-Bretagne et la France à respecter leurs frontières avant les conflits au grand mécontentement des Britanniques des 13 colonies qui doivent abandonner Louisbourg à contrecœur (p. 211).

La Nouvelle-France n'est rien de plus qu'un « colosse aux pieds d'argile ». 2.1) La Nouvelle-France comporte 78 8000 habitants en 1752, les treize colonies : 1 200 000 habitants. 2.2) Le mercantilisme français limite la France à exporter de la morue et des fourrures. Si les treize colonies profitent de plusieurs activités commerciales et industrielles, l'activité économique de la Nouvelle-France est basée sur une agriculture qui ne fournit pas de surplus et les activités artisanales et industrielles sont peu nombreuses. La situation est d'autant plus dramatique que plusieurs censitaires ont été appelés à participer à l'armée et que les dépenses militaires sont élevées. Le prix du blé monte alors que sa demande croit et que son offre baisse. En 1750, la Nouvelle-France est en crise alimentaire, et malgré tout, les autorités coloniales continuent à vivre dans l'abondance et à organiser des bals et des fêtes. 2.3) Or, la France perd de l'influence dans les années 1750 au profit de la Grande-Bretagne et décide dès lors de concentrer ses ressources sur la métropole (p. 214). Le budget militaire de la Nouvelle-France augmente malgré tout, mais pour la France, sa colonie coûte cher et rapporte peu. On construit de nombreux forts en Nouvelle-France. L'armée britannique s'organise. Avec la Nouvelle-France, la Grande-Bretagne pourrait déloger la France au sommet des puissances européennes d'autant plus que la Royal Navy domine dorénavant la marine française (p. 214).

3) Dans les années 1750, les tensions sont à leur comble en Amérique et posent les débuts de la Conquête. « Quels incidents plongent les colonies dans un nouveau conflit armé? Quel sort attend les familles acadiennes vivant sur le territoire britannique de la Nouvelle-Écosse? Quels sont les principaux événements militaires de cette nouvelle guerre intercoloniale? » (p. 217) L'avantage militaire des Français, c'est leur alliance avec les Amérindiens. 3.1) En 1754, pour la première fois, la guerre éclate dans les colonies avant leurs métropoles. Les premiers affrontements ont lieu en Ohio. C'est le jeune Washington qui tente de prendre cette région, mais il est suivi par une expédition française et doit capituler. En fait, le début de la conquête commence avec deux victoires surprises de la part de la France (p. 217). Comme l'Ohio, la région de l'Atlantique est un enjeu de première dans l'instance de cette troisième guerre intercoloniale. 3.2) Depuis 1713, les Acadiens, les Français catholiques de cette région, doivent prêter un serment d'allégeance à la

Couronne britannique, mais cette dernière craint que les Acadiens se révoltent. On leur exige un nouveau serment, qu'accepte d'effectuer les Acadiens qui renouvellent leur engagement de rester neutre. Le nouveau gouverneur de la Nouvelle-Écosse en doute. Il lance le Grand dérangement. Par surprise, l'armée britannique sépare les familles acadiennes et les envoie à Beaubassin, Grand-Pré et Annapolis Royal. Les déportations continueront jusqu'en 1762 : on estime que 14 000 Acadiens auront été répartis au final dans 13 colonies britanniques. 3.3) La guerre de sept ans débute en 1756. La Grande-Bretagne s'est alliée à la Prusse, et la France à l'Autriche. La Nouvelle-France passe à l'offensive. Les raids franco-amérindiens continuent et le marquis de Vaudreuil envoie 2000 hommes contre le fort Oswego. Le marquis de Montcalm débarque et mène l'armée. Il remporte une victoire au Fort William Henry, mais en 1757, les récoltes sont mauvaises, les censitaires s'engagent en masse dans l'armée et la famine sévit (p. 221). La couronne britannique augmente ses effectifs. En 1758, 15 000 hommes britanniques attaquent le fort Carillon défendu par 3 500 « Français » qui repoussent l'attaque. Mais les 6000 Français de Louisbourg sont bientôt submergés par 24 000 soldats britanniques. La forteresse tombe en juillet suivie par le fort Frontenac. 3.4) En 1759, les forces anglo-américaines déploient une offensive sur trois axes : Louisbourg, Québec et les Grands Lacs. Les forts français continuent de tomber, alors que James Wolf commence à bombarder Québec. Un premier débarquement est organisé aux chutes Montmorency. Les Anglais y sont toutefois repoussés. Wolf est pressé dans le temps : l'hiver pourrait emprisonner ses navires. Le 13 septembre Wolf dispose de ses troupes aux plaines d'Abraham. Les Français chargent les rangs ennemis. La première salve des Britanniques sème la panique et l'armée française recule en désordre (p.223). Des miliciens et Amérindiens assaillent l'armée sans grand succès. Les hostilités cessent. Wolf est mort et Montcalm, blessé, le sera le lendemain. Les Britanniques assiègent la ville qui capitule 5 jours plus tard. 3.5) En 1760, les rôles s'inversent. Le nouveau général français, François de Lévis, débarque aux plaines d'Abraham avec 5000 soldats dont la moitié est composée des miliciens contre les 3800 soldats de Murray à Québec (p. 224). Mais Murray est rapide et lance l'attaque le premier pour ne pas laisser les Français s'organiser (p. 224). Les combats sont violents et les Britanniques se replient dans la ville qu'assiègent les Français. Tout dépendra de qui recevra des renforts en premier. Un premier navire britannique arrive et force ainsi les Français à se replier à Montréal. Lévis attend 4000 soldats. 400 soldats sont envoyés dans cinq navires. Or, l'armée anglaise domine la mer et les bâtiments sont coulés, pris, ou saborder (p. 225). Et c'est qu'ainsi que le chapitre de la Nouvelle-France se

termine. Qu'en est-il des références aux historiens faites dans ce récit? Le tableau suivant liste ces dernières :

Page Références à l'historiographie dans *Périodes*, 2017

p. 111	David Hackett Fisher, Historien, Le rêche de Champlain, 2012
p. 122	André Vachon, Historien, Ramas., 1. Histoire du Canada, 1988.
p. 127	Marcel Trudel, Historien, Mythes et réalité dans l'histoire du Québec, Tome 1, 2001.
p. 135	Lucien Campeau, Historien, Le peuplement de la Nouvelle-France- Opération civilisée, 1983.
p. 135	Dany Fougères, Historien, Historien de Montréal et de sa région, 2012.
p. 143	Régis Roy et Gérard Mal Cjelosse, Historiens, Le régiment de Carignan, son organisation et son expédition au Canada (1665-1668), officiers et soldats qui s'établissent En Canada, 1925.
p. 144	Serge Courville, Géographie, Atlas historique du Québec, Population et territoire, 1996.
p. 145	Marc Jetten, Enclaves Amérindiennes, les « Réductions » du Canada, 1637-1701, 1994.
p. 146	Jacques Lacoursière et Al. Historiens, Canada-Québec, 1534-2000, 2001.
p.147	Yves Landry, Historien, Orphelines en France, Pionnières au Canada, Les Filles du Roi au XVIIe siècle, 2013.
p. 148	Jacques Mathieu, Historien, La Nouvelle-France, Les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIIe siècle, 2001.
p. 157	Jacques Mathieu, Historien, La Nouvelle-France, les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIIe siècle, 2001.
p. 161	Alain Laberge, Historien, « L'implantation des paroisses dans la vallée du Saint-Laurent aux XVIIe et XVIIIe siècles, dans Atlas historique du Québec, la Paroisse, 2001.
p. 161	Gilles Harvard et Cécile Vidal, Historiens, Histoire de l'Amérique française, 2008.
p. 163	François Rousseau, Historien, Hôpital et Société en Nouvelle-France : l'hôtel-Dieu de Québec à la fin du XVIIe siècle, 1977.
p. 166	André Vachon, Historien, Dictionnaire Biographique du Canada, 2015 (En ligne)
p. 167	Robert Lahaise et Noël Vallernand, Historiens, La Nouvelle-France, 1999.
p. 173	Données compilées d'après Esrnest Myrand, Historien, dans Québec, ville militaire, 1608-2008, 2007
p. 179	Olive Patricia Dickason, Historienne, Les premières nations du Canada, 1996
p. 179	Pierre Rouxel, Historien, « Le naufrage de l'Amiral Walker à l'île-aux-Œufs en 1711 », Histoire du Québec, 2012.
p. 181	Jacques Mathieu, Historien, La Nouvelle-France, les Français en Amérique du Nord, 16 ^e siècle au 18 ^e siècle, 2001.
p. 182	Gilles Harvard et Cécile Vidal, Historiens, Histoire de l'Amérique française, 2008.
p. 186	Jacques Mathieu, Historien, La Nouvelle-France, les Français en Amérique du Nord, XVIe-XVIIIe siècle, 2001.
p. 187	Jacques Lacoursière et Al. Historiens, Canada-Québec, Synthèse historique, 2000.
p. 188	Adapté et Jacques Mathieu, historien, La Construction navale royale à Québec, 1739-1759, 1971.
p. 189	David Lee, Historien, Les Français en Gaspésie, de 1534 à 1760, 1972.
p. 190	Marcel Trudel, Historien, Initiation à la Nouvelle-France, 1968.
p. 191	Marcel Trudel, Initiation à la Nouvelle-France, 1968.
p. 191	Serge Courville et Nordman Seguin (Dir.), Géographes, Atlas historique de Québec, La Paroisse, 2001.

p. 191	Robert Larin, Brève historique du peuplement, européen en Nouvelle-France, 2000.
p. 191	Louis Pelletier, Démographie, Le clergé en Nouvelle-France, 1993.
p. 192	Lucia Ferreti, Historienne, Brève histoire de l'Église Catholique au Québec, 1999.
p. 192	Robert-Lionel Séguin, Historien, La Vie libertine en Nouvelle-France au XVII ^e siècle, 1972.
p. 193	Robert Lahaise et Noël Vallerand, Historiens, La nouvelle-France 1524-1760, 1999 et Robert Larin, Historien, Brève historique du peuplement européen, 2000.
p. 197	Gilles Havard et Cécile Vidal, Historiens, Histoire de l'Amérique française, 2008.
p. 199	Marcel Trudel, Historien, Deux siècles d'esclavage au Québec, 2009.
p. 199	Population « Esclavage », Musée virtuelle de la Nouvelle-France, Musée Canadien de l'Histoire [En Ligne]
p. 201	Alain Laberge, Historien, Portraits de Campagnes la formation du monde rural laurentien au XVII ^e siècle, 2010.
p. 202	Serge Courville, Géographie, Atlas historique du Québec, Population et territoire, 1996 et Robert Larin, Historien, Brève histoire du peuplement européen en Nouvelle-France, 2000.
p. 203	Jacques Mathieu, historien, la Construction navale royale, 1971.
p. 208	Christopher, Historien, Histoire générale du Canada, sous la direction de Gaig Brown, 1990.
p. 212	Robert Larin, Historien, Brève histoire du peuplement européen en Nouvelle-France, 2000.
p. 213	Robert Larin, Historien, Brève histoire du peuplement européen en Nouvelle-France, 2000.
p. 214	André-Carl Vachon, Historien, Les déportations des acadiens et leur arrivée au Québec, 1755-1775, 2014.
p. 222	Hélène Quimper, Historienne à la Commission des champs de bataille Nationaux, Les Batailles de Québec, 2011
p. 223	Jacques Lacoursière et Al. Historiens, Canada-Québec : 1534-2000, 2000.
p. 227	Guy Frégault, Historien, François Bigot, Administrateur Français, Tome II, 1948.
p. 229	Robert Lahaise et Noël Vallerand, Historiens, La Nouvelle-France, 1999
p. 229	Jacques Mathieu, Historien, La Nouvelle-France, les Français en Amérique du Nord, XVI ^e -XVII ^e siècle, 2001.

ANNEXE 3 : LE CHANGEMENT D'EMPIRE DANS *PRÉSENCES* 2006

Présences aborde le chapitre dans l'observation d'une dualité dans les institutions publiques du Québec actuel. Le manuel définit premièrement le concept d'institution :

Les institutions sont des formes ou des structures sociales établies par la loi ou par les coutumes d'une société. Les écoles, les hôpitaux et les médias sont des exemples d'institutions publiques. Au Québec, on remarque une dualité des institutions publiques. Quelles en sont les caractéristiques? p. 154

Une liste d'exemples suit. On présente l'école secondaire Gérard-Filion à côté du Champlain College. On présente la basilique Notre-Dame de Montréal à côté de la cathédrale Holy Trinity à Québec. On évoque les deux modes d'organisation du territoire dans la région de l'Estrie et la dualité du système judiciaire québécois utilisant le droit civil d'origine française et en droit criminel, un code de loi anglais. La dualité ici proposerait qu'entre 1760 et 1791, la culture anglaise fasse sa percée dans l'ancienne Nouvelle-France.

Présences commence par décrire les événements se déroulant entre 1760 et 1763 qui correspond à une période de transition vers la colonie britannique (p. 158). Le changement de métropole affecte l'organisation de la société « canadienne-française », mais il faut attendre trois années pour que le conflit s'apaise en Europe et connaître le véritable sort de la colonie. C'est le général Jeffrey Amherst qui aura le devoir d'instaurer un régime militaire britannique provisoire. La population est obligée de cesser le combat, doit rendre les armes et devra prêter un serment d'allégeance à la couronne britannique quoique les lois civiles et criminelles françaises sont maintenues (p. 158). En 1763, le traité de Paris met fin officiellement à la colonisation française. La guerre de Sept Ans est terminée et la France a cédé sa colonie à la couronne anglaise. Le traité reconnaît aux Canadiens le droit de pratiquer leur religion du moment qu'ils respectent les lois britanniques ou propose l'option de quitter la colonie et de vendre leurs biens. Les Amérindiens, eux, résistent et reprochent aux Anglais de ne pas respecter les ententes commerciales qu'ils avaient avec les Français. Le chef Pontiac se révolte et demande l'appui des « Canadiens français », mais très peu d'appuis se manifestent (p. 158).

Entre 1763 et 1764 suit l'instauration d'un nouveau régime politique. Londres définit par une Proclamation royale le cadre du nouveau régime politique de la colonie et détermine les règles

de son gouvernement et de son administration (p. 160). Cette proclamation royale correspond en fait à une première constitution de ce qu'on appellera désormais la Province of Quebec. Dans ces années, les Canadiens font face à une politique répressive. Des droits sont par contre accordés aux Amérindiens. La Proclamation royale modifie les frontières de la colonie, accorde un territoire important aux Amérindiens, impose l'anglais comme la seule langue administrative, décrète que les lois civiles criminelles et civiles devront être conformes au droit britannique (p. 160). Pour encourager l'immigration britannique dans la Province of Quebec, la Grande-Bretagne promet d'instituer une assemblée législative et un système représentatif qui permettront aux colons et aux marchands britanniques de défendre leurs intérêts auprès des représentants du roi, mais ce projet exclut les Canadiens français. Londres adopte une politique d'assimilation des « Canadiens français » et tente de limiter leur pouvoir (p. 160). C'est le premier gouverneur général de la colonie, James Murray qui devra mettre en vigueur les lois britanniques, promouvoir les écoles et églises protestantes et s'assurer que tous administrateurs fassent le serment du Test (qui nie au final l'autorité du pape). « La plupart des Canadiens français catholiques sont ainsi exclus des fonctions administratives. Toutes ces mesures provoquent le mécontentement des Canadiens français ». On voit que dans ces années suivant immédiatement la Conquête la culture française est menacée. Les Canadiens, qui vivent résolument dans la culture française, luttent pour ne pas se voir imposer les coutumes britanniques.

Le constat s'applique à la période suivante. 1764 à 1773 est une période pendant laquelle les enjeux politiques de la colonie se cristallisent. Le gouverneur Murray essaye à la fois de ménager les « Canadiens français » et de faire plaisir aux marchands (p. 162). Il décide d'instaurer un Conseil, et non pas une assemblée législative que domineraient les Canadiens. Le gouverneur choisit les membres du Conseil. Par contre, Murray choisit des modérés, tenant compte de la présence des Canadiens dans la Province, pour y siéger (p. 162). Le Conseil instaure deux cours de justice : une cour supérieure qui applique les lois britanniques et une cour inférieure pour les Canadiens français suivant la Coutume de Paris. Cette politique de conciliation attise la colère des marchands (« nommés Montrealers par les historiens et historiennes »). Ces personnages veulent imposer l'usage de l'anglais, interdire les lois françaises et finissent par créer le renvoi de Murray en 1766, remplacé deux années plus tard par Guy Carleton (p. 162). Carleton imite Murray. Les « Canadiens français » sont en position de subordination, mais on leur reconnaît des droits : langue, lois, religion (p. 162). Le débat se cristallise même à Londres. Les partisans de la

conciliation se regrouperont autour du *French party*, ceux de l'assimilation du *British party* (p. 162).

À la fin du XVIII^e siècle, les colons des treize colonies s'agitent. La période suivante s'étale de 1765 à 1783 et correspond à la Révolution américaine. Les origines de la Révolution américaine se trouvent dans la vague de colère des colons des treize colonies lorsque les autorités coloniales décident d'augmenter leurs taxes et impôts, de leur interdire de s'établir à l'ouest des Appalaches et de contrôler le commerce des fourrures (p. 164). Dans les années 1770, Londres doit protéger ses percepteurs de taxes. Les colons pour leur part boycottent les produits britanniques. À Boston, des émeutes surviennent. Londres répond par la force en suspendant les droits civils des habitants du Massachusetts et en y envoyant des soldats (p. 164). En 1774, les colons rédigent une déclaration de leurs droits et de leurs doléances, se disant égaux aux citoyens britanniques, méritant le droit de contrôler les taxes et les impôts, ce que Londres leur refuse. En 1775, les treize colonies décident de former un gouvernement mené par Washington et en 1776, le Congrès adopte la Déclaration d'Indépendance des États-Unis d'Amérique. La guerre durera sept ans au bout desquels Londres reconnaît finalement l'autonomie des États-Unis en 1783 (p. 164).

C'est dans ce contexte mouvementé que Londres adopte une nouvelle constitution en 1774 aux colons français pour s'assurer de leur loyauté. L'Acte de Québec de 1774 rétablit le contrôle des Grands Lacs dans la Province of Quebec, rétablit le droit civil français, tout en mettant le droit criminel anglais, permet l'utilisation du français dans l'administration, remplace le serment du Test par un serment de fidélité au roi, mais n'accorde toujours pas le droit de former une assemblée législative (p. 166). Les « Canadiens français » réagissent avec enthousiasme. Les seigneurs et le clergé sont satisfaits qu'une assemblée législative ne soit pas adoptée. Les marchands britanniques sont mécontents du refus d'instaurer une assemblée législative qu'ils espéraient contrôler, mais sont ravis de l'extension territoriale faite au Nord. L'Acte de Québec enrage les treize colonies. On leur refuse leurs requêtes et on plie à celles de leurs anciens ennemis. Les treize colonies organisent l'invasion de la Province de Quebec en 1775. Ils marchent sur Montréal et assiègent Quebec, mais sont finalement repoussés par les renforts britanniques alors que les Canadiens français demeurent en majorité neutres dans ce conflit, satisfaits par l'Acte de Québec (p. 166).

Entre 1775 et 1783, *Présences* évalue les conséquences de la Révolution américaine sur la Province of Quebec (p. 168). En 1783, par le traité de Paris, la couronne anglaise cède aux États-

Unis la région des Grands Lacs. Cela pousse les marchands anglais à se regrouper et à fonder la Compagnie du Nord-Ouest. Pour les « autochtones », la fondation des États-Unis est ambivalente, car d'une part elle les prive d'une grande partie du territoire que l'Acte de Québec leur cédait, mais favorise les échanges avec les Américains ce qui est avantageux pour la traite des fourrures (p. 168). Sur le plan social, les Loyalistes arrivent dans la Province of Quebec : ils sont des habitants d'origine britannique, des autochtones, esclaves des Africains qui fuient la guerre (p. 168). La Grande-Bretagne les définit comme des natifs des treize colonies fidèles à la couronne. La plupart d'entre eux s'installent dans les Maritimes et dans l'ouest de la colonie (qui correspond aujourd'hui à l'Ontario) où ils reçoivent des terres (p. 168). Les loyalistes sont mécontents de constater que le droit civil français et le régime seigneurial sont acceptés dans la colonie et se plaignent à Londres (p. 168).

De 1774 à 1791, on constate finalement que la Conquête a des impacts sur la colonie. Londres doit gérer de nombreux groupes d'intérêt. Les seigneurs canadiens s'adaptent à la nouvelle conjoncture politique (p. 170). Exclue du commerce des fourrures, ils se rabattent sur l'exploitation de leur terre. Au XVIII^e siècle, le bon rendement agricole permet à plusieurs d'entre eux de s'enrichir. Certains occupent des postes de pouvoir dans l'administration de la colonie ou dans la milice. Les marchands français ont eu du mal à concurrencer les grandes compagnies fondées par les marchands britanniques comme la Compagnie de la Baie d'Hudson ou la Compagnie du Nord-Ouest (p. 170). Plusieurs abandonnent leurs entreprises. On compte à la fin du XVIII^e un marchand français pour quatre marchands britanniques. L'Église catholique est gagnante après l'Acte de Québec, elle peut continuer à percevoir la dîme. Dirigeant les écoles françaises et les hôpitaux, elle devient une force sociale importante dans la société « canadienne-française » à la fin du XVIII^e siècle. En 1791, une nouvelle constitution est adoptée pour satisfaire aux demandes des loyalistes (p. 170). Deux colonies sont créées : le Haut et le Bas Canada. Les nouvelles terres inoccupées sont divisées en cantons et octroyées aux colons britanniques. Les « Canadiens français » sont pratiquement éliminés du pouvoir politique et comptent très peu de représentants dans celui-ci. Le pouvoir politique est aux Britanniques. Des immigrants irlandais arrivent aussi en grand nombre au début du XIX^e (p. 170).

Que se passe-t-il dans les coulisses de l'histoire pendant le changement d'empire? Sur le plan de la science et de la technologie, on évoque la supériorité de la marine britannique à cause

de son nombre, de son organisation militaire et de sa technique (p. 176). C'est affirmer peut-être que pendant cette période, les avancées techniques sont poussées par les Britanniques? Par contre, sur le plan des arts et de la culture, *Présences* affirme que les légendes canadiennes connaissent une période de grande fécondité (p. 176). Les conteurs, des spécialistes de ces histoires, font un joyeux amalgame entre des récits fantastiques français et des histoires empruntées aux légendes amérindiennes. C'est le cas de la fameuse Chasse-galerie. *La gazette de Québec*, le premier journal de la colonie, est aussi fondée pendant cette période. Sur le plan de la vie quotidienne, *Présences* explique ici qu'avec l'arrivée de nombreux marchands dans Montréal et Québec, ces villes montent en importance (p. 177). Montréal devient un centre économique dans la colonie et les Montrealers contribuent à sa prospérité. Enfin par rapport aux sports et aux loisirs, *Présences* discute de la broderie de marquoirs, une activité pratiquée par les jeunes femmes et filles qui en plus d'être un loisir, permet à ces jeunes femmes d'apprendre à lire et à écrire (p. 177).

Mais fidèle à sa formule, l'on remarque surtout que *Présences* en vient à comparer le changement d'empire de la Nouvelle-France à celui de la Louisiane, de la Dominique et de l'Inde. Grossièrement, La Dominique, par exemple, subit la colonisation française dès 1635. La colonie fonctionne essentiellement grâce à la canne à sucre, une agriculture qui fait appel à l'exploitation d'esclaves (p. 181). Ces derniers, venant en majorité d'Afrique, développent le Créole qui mélange le français et leur langue maternelle. Ces derniers se révolteront contre les colons français qui obligent leur métropole à reconnaître leur souveraineté sur les îles de la Dominique et de Saint-Vincent (p. 182). La présence française continue: une petite communauté coloniale française et catholique continue à grandir sur l'île avec le reste de la population (p. 182). On y exploite le bois, le café et le sucre. En 1756, c'est le début de la guerre de Sept Ans, et les Britanniques font la conquête de l'île. Le traité de Paris confirme que la France renonce à ses prétentions territoriales sur la Dominique (p. 182). Les Britanniques en prennent possession et y construisent des fortifications. Les colons français ne sont pas déportés, à cause de leur rôle économique, mais sont désormais obligés de prêter un serment de fidélité au roi (p. 182). Les Britanniques occupent les postes de pouvoir, alors que l'éducation est confiée aux institutions religieuses catholiques et françaises. En 1768, l'Angleterre accorde une assemblée législative réservée aux colons français et britanniques (p. 182). Les esclaves sont exclus de l'administration. Les autochtones eux sont confinés à des réserves. Et le changement d'empire signe l'arrivée de nouveaux colons : surtout des expulsés catholiques, des prisonniers et des criminels contraints de quitter l'Angleterre (p.

183). Ces derniers reçoivent des terres qu'ils cultivent (p. 183). L'économie de plantation bat de son plein : « la traite négrière » croît et beaucoup d'esclaves arrivent dans la colonie. Lors de la Révolution américaine, la France tente de reprendre le contrôle de la Dominique... ce qu'elle réussit à faire en 1778. Les colons sont contraints de quitter la colonie jusqu'à ce que les Britanniques la reprennent en 1782. Bref, on convient que des facteurs communs sont partagés dans ce récit avec la Province de Québec. La culture de la première métropole, française, est conservée malgré le changement d'empire quoique l'avantage soit donné aux citoyens de la nouvelle métropole. On voit à quel point sur le plan de l'économie la Province de Québec se distingue de la Dominique qui roule sur l'esclavage. La Province de Québec a une histoire certes singulière, une histoire complexe et qui lui est propre, mais cette histoire, à nouveau, est parallèle à l'aventure d'autres colonies qui connaissent des changements très similaires. C'est le cas de la Dominique, sans compter les exemples de la Louisiane et de l'Inde qui suivent dans les pages suivantes.

Dans *Présences*, le chapitre du changement d'empire se conclut avec quelques derniers exemples de la dualité entraînés par la Conquête, dans le Québec actuel. Le premier est celui de la diversité linguistique. On l'illustre par un tableau de la population en 1996 où l'on aperçoit que 76% de la population québécoise est d'origine française, 5% d'origine britannique, 2% d'origine autochtone et 16% autres (p. 200). On accompagne ce tableau par d'autres qui font des constats similaires par rapport à la langue parlée, à des extraits de la Charte de la langue française et à deux documents qui témoignent de l'éducation faite en inutikuk au Québec (p. 201). Les pages 202 à 203 font elles un lien sur les différences qui existent dans notre société notamment sur le plan de la religion. On fait appel aux paroles d'un député musulman, à la croix dans la chambre bleue, aux extraits de la charte des droits et libertés, à des paroles du Conseil national du mouvement laïque québécois, des accommodements raisonnables... Ici le lien est moins clair entre le changement d'empire et la diversité culturelle de la société québécoise. Les deux recoupent l'enjeu de la pluralité religieuse?

Qu'est-ce que les manuels de 4^e année ont à rajouter à ce descriptif? Dans le premier volume *Présences* de 4^e année, on évoque l'arrivée importante de migrants britanniques et la division du territoire en cantons (p. 42). À la page suivante, on évoque l'arrivée des loyalistes (blancs et noirs) et on souligne que la forte natalité « Canadienne-française » se maintient (p. 44).

Sur le plan de l'économie? On donne plus de détails sur la compétition ardue qui s'opère entre la Compagnie de la Baie d'Hudson et sa nouvelle concurrente de la Compagnie du Nord-Ouest, fondée par les marchands britanniques de Montréal. Les compagnies vont jusqu'à brûler les demeures des colons, des gens meurent dans cette compétition! C'est seulement en 1821 que les deux compagnies fusionneront. C'est surtout dans le deuxième volume (*Présences*, 4^e année, volume 2) que des informations se cachent par rapport au changement d'empire. La section culture et mouvements de pensées affirme très directement que l'arrivée du régime britannique signifie, de 1760 à 1774, que la culture française est menacée. La colonie est anglicane, mais la survie de la culture canadienne-française est finalement assurée par la faible immigration britannique et le maintien des institutions civiles et religieuses françaises (p. 42). Surtout, l'élite coloniale a été tronquée et remplacée par les Britanniques qui monopolisent les fonctions administratives de la colonie, imposent les institutions culturelles et religieuses et prennent le contrôle du commerce. La religion catholique est tolérée, mais l'Église perd pendant cette sous-période le droit de percevoir la dîme. Londres dissout même les communautés religieuses. Les Canadiens sont exclus du pouvoir à cause du serment de Test et perdent leurs institutions politiques et juridiques. Les tentatives d'assimilation se soldent par un échec et l'Acte de Québec de 1774 accorde aux Canadiens français des droits politiques, la participation à l'administration de la colonie, droit de pratiquer la religion, et leur institution civile (p. 42, p. 98). Le clergé à ce moment retrouve ses privilèges (p. 98). Enfin, avant de passer à *Périodes*, tout ce récit, et dans le manuel de 3^e, et dans les manuels de 4^e année, cite à nouveau plusieurs études produites par des spécialistes.

Page Références à l'historiographie

Historiographie de la francophonie canadienne dans *Présences, secondaire 3, tome 1*

p. 161	B. Dufresne, Cinq Femmes et nous, Besile, 1950
p. 171	R. Louis Gentilcore et Kate Donkin, Land Surveys in Southern Ontario, York University, 1973, dans l'Atlas historique du Canada
p. 171	John A. Dickison et Brian Your, <i>Brève histoire socioéconomique du Québec</i> , trad. H. Filion Septentrion, 1992.

Ailleurs dans *Présences, secondaire 3, Tome I*

p. 185	Jean-Paul Barbich, Les Antilles britanniques, de l'époque coloniale aux indépendances, L'Harmattan, 1989.
p. 185	Eric Williams, De Christophe Colomb à Fidel Castro. L'histoire des Caraïbes, 1492-1969, Présence africain, 1998.
p. 191	Jacques Pouchepadass, L'inde : le premier siècle colonial, cité dans Marc Ferro (dir.), Livre noir du colonialisme, Hachette, 2003.

Présences, secondaire 4, Tome I

p. 109	R. Cole Harris (dir.)m Atlas historique du Canada, vol I, Des origines à 1800, PUM, 1987.
p. 109	John A. Dickinson et Brian Young, Brève histoire socioéconomique du Québec, trad. H. Filion, Septentrion, 1992.
p. 113	Fernand-Ouellet, Le Bas-Canada, 1791-1840, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980.
p. 115	John A. Dickinson et Brian Young, Brève histoire socioéconomique du Québec, trad. H. Filion, Septentrion, 1992.
p. 115	Jacques Paul Couturier (dir.), Un passé composé – Le Canada de 1850 à nos jours, Éditions d'Acadie, 1996.

Présences, secondaire 4, Tome II

p. 97	Dictionnaire général de biographie, histoire, littérature, agriculture, commerce, industrie et des arts, sciences, mœurs, coutumes, institutions politiques et religieuses du Canada, vol. 1, Université d'Ottawa, 1931.
p. 99	Jean Hamelin et Jean Provencher, Brève histoire du Québec, Boréal, 1997
p. 101	Amédée Papineau, Souvenirs de jeunesse, 1822-1837, 1998
p. 103	Fernand Ouellet, Le Bas-Canada, 1791-1840 – Changements structuraux et crise, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.
p. 103	Ré Louis Gentilcolre (dir.) Atlas historique du Canada, vol II, La transformation du territoire 1800-1891, PUM, 1993.
p. 103	Lois Charpentier et al. Nouvelle Histoire du Québec et du Canada, CEC, 1990

ANNEXE 4 : LE CHANGEMENT D'EMPIRE DANS *PÉRIODES* 2017

La problématique que propose *Périodes* pour ce sujet est très similaire à celle proposée auparavant par *Présences*. Il s'agit encore une fois de la Conquête et du changement d'empire. La question centrale de ce chapitre : « Comment le changement d'empire modifie-t-il la société coloniale après 1760? » (p. 236). *Périodes* semble vouloir lui aussi mettre l'accent sur les changements séparant la Nouvelle-France du régime britannique. Voyons donc si ces changements sont similaires à ceux proposés par les manuels de 2006.

La première période proposée pour étudier la problématique est une période courte. Elle s'étale de 1760 à 1763 et correspond à l'occupation militaire de la Nouvelle-France (p. 238). Au cœur de celle-ci se fige la question suivante : « Comment la société coloniale s'organise-t-elle au lendemain de la Conquête de 1760? » (p. 239). 1) Pour les Britanniques, il faut tout d'abord achever la conquête (p. 240). « Comment les dernières heures de la Nouvelle-France se jouent-elles? Comment les militaires britanniques s'organisent-ils pour gérer le territoire de la vallée du Saint-Laurent? Que font les autorités britanniques pour solidifier leurs alliances avec les Amérindiens? (p. 240) » Replongeons dans la guerre de Sept Ans. 1.1) C'est le général Amherst qui dirige les forces britanniques en Amérique du Nord en 1760 et qui décide de faire converger trois bataillons vers Montréal (p. 240). L'étau se resserre (p. 241). *Périodes* avance que les historiens estiment qu'entre 18 000 et 20 000 hommes encerclent la ville. Lévis et Vaudreuil dirigent les forces franco-canadiennes qui se chiffrent à 2400 à 3000 hommes. 1.2) L'armée britannique commence à encercler la ville et aussitôt les Français ouvrent des négociations avec Amherst (p. 242). À la page 243, les négociations sont résumées de manière très dynamique, pratiquement comme si les généraux s'écrivaient des textos! Le 9 septembre 1760, les troupes françaises doivent se retirer et la Nouvelle-France tombe dans les mains des Anglais. La guerre de la Conquête est terminée même si la guerre de Sept Ans continue (p. 244). Amherst met sur pied un gouvernement militaire provisoire : les trois gouvernements de la Nouvelle-France continuent d'exister, mais ils sont dirigés par un militaire britannique (p. 244). Dans chaque paroisse est stationné un capitaine de milice canadien pour assurer la loi et l'ordre. Ils ont le droit de régler certains conflits. 1.3) William Johnson, le surintendant du département des Affaires indiennes,

département créé en 1755 pour gérer les affaires entre la couronne britannique et les Amérindiens, réunit les chefs des premières nations à Kahnawake (p. 245). Les Amérindiens font plusieurs demandes concernant l'eau de vie, la traite des fourrures et les territoires sur lesquels ils habitent. Une entente est conclue, mais Johnson est sous les ordres de Amherst qui a peu d'estime pour les Amérindiens. Des zones grises sont présentes dans cette entente notamment par rapport à la superficie des territoires revendiqués (p. 245).

2) Les coloniaux doivent cependant attendre la fin de la guerre en Europe. « Dans quel état la vallée du Saint-Laurent se trouve-t-elle au lendemain de la Conquête? Les habitants de la colonie choisissent-ils de rester ou de partir? Comment les relations entre les Britanniques et les Amérindiens évoluent-elles? » (p. 246). 2.1) La colonie est à reconstruire. C'est que si Montréal et Trois-Rivières ont été épargnés des combats, la ville de Québec est très endommagée (p. 246). *Périodes* ouvre un débat en faisant un appel aux spécialistes. Les historiens ne peuvent confirmer le nombre de morts durant la guerre de la Conquête. Certains avancent le chiffre de 6000 ou 7000, soit un dixième de la population de la Nouvelle-France (p. 246). Dans le milieu rural, plusieurs villages autour de Québec ont été incendiés. Le bois et la nourriture manquent. La famine fait rage. L'armée anglaise qui a causé tant de dommages doit maintenant venir en aide à la population. Les autorités tentent de procurer aux agriculteurs ruinés des semences. L'armée participe à une campagne de charité pour venir en aide aux colons (p. 247). 2.2) Le général Amherst permet à la population d'origine « française et aux Canadiens (nés au Canada) » de se déplacer et de quitter pour retourner en France (p. 248). 2.3) L'émigration des Canadiens n'est pas massive. La plupart d'entre eux et des Acadiens restent au pays (p. 249). *Périodes* fait appel aux historiens pour souligner qu'ils estiment que 4000 personnes quittent le Canada pendant le régime militaire. Ce sont surtout des fonctionnaires, des militaires, des marins et des commerçants qui se dirigeront vers la France et la Guyane (p. 249). 2.4) Des conditions sont imposées aux Canadiens. La majorité de l'armée britannique est déplacée. Il reste dans la colonie de 3500 à 4000 soldats. Amherst les envoie dans les villages. Les habitants sont obligés de leur remettre leurs armes, doivent prêter un serment d'allégeance au roi de Grande-Bretagne (p. 250), doivent héberger les soldats britanniques et doivent fournir du bois de chauffage à l'armée (p. 251). Les autorités espèrent que les Canadiens seront dociles (p. 250). Désormais, les habitants devront également demander la permission pour faire du commerce et devront demander un passeport émis par le gouverneur afin de voyager (p. 251). De l'autre côté, les autorités essayent de relancer l'économie : les soldats paient leurs achats

aux habitants avec des pièces de monnaie, le prix du bois de chauffage et de la viande est réglementé. (p. 251) Ces mesures apportent un grand soulagement à plusieurs Canadiens. L'économie pourra peut-être se stabiliser. 2.5) Le sort de l'Église se fragilise entre temps. L'évêque de la Nouvelle-France pendant la conquête, Henri-Marie Dubreuil de Pontbriand, avait encouragé en 1759 la population à collaborer avec les Britanniques si leur paroisse tombait (p. 252). De Pontbriand meurt en 1760 et le diocèse de Québec n'a plus d'évêque. Cela est inquiétant, car l'évêque a la tâche de nommer et de remplacer les prêtres dans les paroisses. Les curés ne peuvent plus être remplacés lorsqu'il est absent. L'Église a subi beaucoup de dommage matériel. Elle doit se soumettre aux autorités pour espérer sortir de cette impasse. Amherst est conciliant sur ce point. Il confère la liberté religieuse aux Canadiens et l'Église continue à percevoir la dîme. Les curés continuent à avoir une influence auprès de la population (p. 252). 2.6) La fin de la guerre de Sept Ans inquiète les Amérindiens sur plusieurs plans. Sur le plan commercial, ils se trouvent dans une situation de dépendance via la couronne britannique. Amherst considère qu'il a conquis les Amérindiens et ne renouvelle pas la politique d'échanges favorisée par les Français. L'attitude des militaires qui s'installent dans les forts inquiète les Amérindiens sans compter que plusieurs colons des treize colonies s'établissent sur leurs terres (p. 253).

3.) En 1763, c'est la fin de la guerre de Sept Ans, la paix est signée. « Que se passe-t-il dans les autres colonies? Comment ce conflit mondial se termine-t-il? Quel sort attend la Nouvelle-France et ses habitants? ». 3.1) La guerre de Sept Ans prend fin dans des négociations : si l'Empire britannique est en train de confirmer son hégémonie, la couronne anglaise est épouvantablement endettée (p. 255). Les colonies de la France (représentées à la page 254) sont mises sur la table des négociations. Les Britanniques discutent. Faut-il punir la France ou lui faire des compromis (p. 255)? La France fait de même. Doit-elle essayer de garder les Antilles ou le Canada (p. 255)? 3.2) Le traité de Paris est signé en 1763. La paix est rétablie, mais la France cède la Nouvelle-France bien que la métropole préserve un droit de pêche limité et récupère Saint-Pierre et Miquelon pour y faire sécher le poisson (p. 256). George III, roi d'Angleterre, accorde aux Canadiens la liberté de religion et le droit d'émigrer (p. 257). Rien ne traite des lois françaises ou de l'usage de la langue française au Canada, ni de protections conférées aux Amérindiens. *Périodes* affirme que pour certains historiens, les Amérindiens sont les grands perdants de ce traité (p. 257).

4) Les Amérindiens sont fortement désavantagés par le traité de Paris si bien qu'ils formeront une collation pour lutter contre les autorités britanniques. « Quelles nations font partie de cette collation? Quels événements marquent la révolte des Amérindiens? ». 4.1) Ojibwé, Hurons-Wendat, Outaouais et Potawatomis, Chanouanons, Delwares-Lenapes, Kickapoos se rassemblent et décident de s'allier. Plusieurs autres groupes refusent de le faire comme les Cinq-Nations iroquoises (p. 258). Cette collation lutte parce que : les Britanniques se comportent comme des conquérants ce qui fait rupture avec la diplomatie française, les colons anglo-américains s'installent dans les Grands Lacs sans leur permission, les prix montent et des trafiquants d'alcool se rendent dans les villages, le général a réduit considérablement la quantité de poudre et de munitions vendue aux Amérindiens ce qui les pousse à croire que les Britanniques les attaqueront (p. 259). Le chef Pontiac commence la révolte en attaquant le fort Detroit, sans succès. 4.2) Plusieurs forts finissent par tomber et la révolte bat de son plein. Le gouverneur de Montréal réagit en interdisant la vente de munition et d'armes aux Amérindiens et organise une riposte. L'été étouffe la révolte, les Amérindiens retournent chasser avant l'hiver, et on pense reprendre les hostilités au printemps. Amherst retourne à Londres, mais « ne reviendra pas dans la colonie ». Londres s'apprête à changer de stratégie vis-à-vis les Amérindiens » (p. 261).

En 1763, naît la Province of Quebec, étudiée dans la prochaine section, jusqu'à 1774. « Quels changements la Proclamation royale de 1763 apporte-t-elle dans la colonie? » 1) La paix signée en hiver 1763, après la révolte des Amérindiens, il est temps pour Georges III de réorganiser la colonie. « Quel sort les autorités britanniques réservent-elles à leur nouvelle colonie? Quelles instructions le nouveau gouverneur britannique reçoit-il? Comment les relations entre les Britanniques et les Amérindiens évoluent-elles? ». 1.1) C'est en effet la Proclamation royale qui servira de constitution et précisera les lois, la structure et le territoire de la Province of Quebec (p. 266). Ces faits saillants : un immense territoire revient aux Amérindiens, la colonie est dirigée par un gouverneur et un conseil de 12 membres, une chambre d'assemblée pourra être mise sur pied éventuellement, l'Église catholique n'a plus aucun pouvoir politique, les lois civiles criminelles anglaises remplacent les lois françaises, la concession des terres doit se faire selon les lois anglaises (donc pas de système de redevances), les activités commerciales sont libres pour tous les habitants (pas de monopole), les activités commerciales sur le territoire amérindien peuvent seulement être exercées à l'aide d'un permis, les soldats sont encouragés de s'installer dans la colonie (des terres leur seront offertes gratuitement) et la dîme est abolie (p. 266). Les autorités britanniques

souhaitent d'une part établir une paix avec les Amérindiens et de l'autre « assimiler » les Canadiens à leur culture et à leurs institutions. Régime seigneurial, lois françaises et Église catholique sont mis de côté (p. 267). 1.2) C'est bien le gouverneur qui détient l'ensemble des pouvoirs avec son conseil. (p.268). La formation d'une chambre d'assemblée est repoussée. Les Canadiens étant catholiques, ils n'ont pas le droit de voter et une élection deviendrait caduque considérant le nombre très faible de protestants dans la colonie (p. 268). Ce sont les Common laws anglaises qui sont imposées où les tribunaux complètent et précisent les lois. Les juges peuvent établir de nouvelles règles selon les circonstances. Le fondement de ce système, c'est qu'un individu est innocent jusqu'à preuve du contraire, soit *l'habeas corpus* (p. 268). 1.3) C'est Murray qui devient le premier gouverneur de la Province. Il reçoit des instructions claires de la couronne britannique tranchant en faveur d'une politique d'assimilation : imposer le serment du Test pour les Canadiens voulant devenir administrateurs, appliquer les lois civiles anglaises, imposer la langue anglaise comme langue officielle, imposer le canton, encourager la construction d'écoles anglaises et d'églises anglicanes et tolérer le catholicisme, mais interdire l'arrivée de nouveaux ecclésiastiques (p. 269). Le serment du Test est ici synonyme d'exclusion des Canadiens à l'administration de la colonie. Il faudrait que ces derniers refusent leur allégeance au pape et à la croyance dans la transsubstantiation pour avoir accès aux droits des Britanniques. 1.4) Les engagements de la Proclamation royale envers les Amérindiens ont plusieurs objectifs : les convaincre des bonnes intentions de la couronne, favoriser l'émigration des colons des treize colonies dans la Province of Quebec plus qu'à l'Ouest, éteindre la révolte. Le pari fonctionne, en 1764, une conférence de paix est organisée. Si plusieurs chefs souhaitèrent continuer le combat, même Pontiac choisira en 1766 de mettre fin à la révolte. 1.5) Chez les Canadiens, ce sont les seigneurs, le clergé et certains avocats et notaires, soit l'élite, qui réagissent devant la Proclamation royale. Les seigneurs craignent de perdre leur système de redevance. Sans évêque, sans dîme et sans influence politique, l'Église est très affaiblie. Malgré tout, l'Église choisit la conciliation dans l'espoir de recevoir certains privilèges (p. 271). Avocats et notaires s'inquiètent de ne plus pouvoir pratiquer leur métier dans le nouveau système de droit et de ne pas pouvoir devenir fonctionnaires à cause du serment du Test (p. 271).

2) La Proclamation royale entraîne son lot de changements sur le plan de l'économie. « Quels changements [la] politique économique entraîne-t-elle dans la colonie? Comment le commerce des fourrures, l'agriculture et la pêche évoluent-ils dans la Province de Québec au

lendemain du changement d'empire » (p. 272). 2.1) La Province of Quebec est intégrée au réseau commercial de l'Empire britannique, mais contrairement à la France qui imposait de nombreuses restrictions à la Nouvelle-France, la Grande-Bretagne règlementent beaucoup moins les échanges dans son empire. Désormais, tous les marchands peuvent faire le commerce de différents produits : fourrure, poisson, blé, bois, rhum, etc. Les produits canadiens sont désormais vendus dans l'Empire britannique et des marchands britanniques s'installent à Québec, les Montrealers. Ces derniers tirent profit de leur relation privilégiée avec Londres (p. 272). 2.2) Le commerce des fourrures s'ouvre : tous ceux qui désirent y participer le peuvent. De manière générale, les Canadiens jouent le rôle de voyageurs et voyagent pour aller se procurer les fourrures et les vendre aux marchands (marchands équipeurs et marchands voyageurs) qui seront en forte majorité britanniques. 2.3) La production agricole reste ambivalente. Parfois on produit des surplus, mais les mauvaises récoltes sont courantes (p. 274). Les Canadiens utilisent la charrue à soc qui fait des sillons peu profonds. Les terres commencent à s'appauvrir. C'est à partir de 1771 que la production augmente. Le blé, les pois, le chanvre le lin et le maïs sont les produits exportés (p. 274). 2.4) Comme avec les fourrures, les habitants sont libres de faire de la pêche. Mais cette activité nécessite de gros investissements pour assurer le transport du poisson en Europe. Ce sont les marchands de Grande-Bretagne et des treize colonies qui remplacent les marchands français dans ce domaine (p. 275). Les Canadiens sont embauchés comme pêcheurs et à eux se joignent Anglais, Écossais et Irlandais.

3) Que se passe-t-il sur le plan de la population? « Quels groupes composent la population après 1763? Comment les Églises catholique et anglicane s'organisent-elles dans la colonie? » (p. 276). 3.1) La population de la colonie s'élève à environ 80 000 habitants en 1765 où 85% de la population vivent à la campagne. 9000 habitants vivent à Québec, 5 800 à Montréal. La population est très fortement composée de Canadiens, francophones et catholiques dont l'augmentation est assurée par un très haut taux de natalité et par un accroissement naturel conséquemment élevé. Les Britanniques sont peut-être 500 à l'époque et leur immigration est très faible. 2000 réfugiés acadiens vivent aussi dans la Province. Ils ont été hébergés par les Canadiens. En 1770, leur nombre double. Plusieurs décident de revenir en territoire catholique surtout que le gouverneur Murray offre des terres gratuites pour relancer l'économie (p. 277). Presque tous les habitants de la colonie parlent le français, mais l'anglais demeure la langue officielle. Tous contrats signés doivent être rédigés en anglais (p. 277). 3.2) L'Église catholique continue à survivre malgré sa

situation fâcheuse. Les communautés religieuses soignent des malades et se chargent de l'éducation. Si pendant la Nouvelle-France, elle touchait de l'argent pour le faire, ce n'est plus le cas (p. 278). L'Église anglicane est surtout présente en ville. Par contre, n'ayant pas d'Église, les protestants doivent partager les infrastructures avec les catholiques (p.279). Quelques écoles, 4 à Québec et une à Montréal, sont fondées au fil des années. Elles sont toutes protestantes et de langue anglaise. Les Britanniques se plaignent d'ailleurs du nombre insuffisant d'écoles.

4) Cette cohabitation entraîne son lot de mécontentement (p. 280). « Quelles concessions Murray accorde-t-il? Qu'en pensent les Britanniques et les Canadiens? Pourquoi y a-t-il du mécontentement dans les treize colonies? Comment les autorités britanniques réagissent-elles à toutes ces difficultés? 4.1) Pour assurer le bon fonctionnement de la colonie, Murray se montre conciliant avec la population canadienne et le clergé catholique : il ne crée pas de chambre d'assemblée, il choisit des conseillers modérés, il permet à des Canadiens de devenir administrateurs sans faire le serment du Test, il maintient les lois françaises pour des procès strictement canadiens et permet la nomination de Jean-Olivier Briand comme évêque (p. 280). 4.2) Les positions sont divisées face à cette politique de conciliation et formeront deux groupes : le British Party et le French Party. Le premier est composé des marchands britanniques dénonçant la politique de Murray et le deuxième est composé de militaires soutenant Murray (p. 281). 4.3) Les Canadiens, notamment l'élite, est fortement rassurée par les actions de Murray. Les marchands du British Party écrivent des pétitions au roi, mais les Canadiens font de même pour réclamer qu'ils maintiennent la politique de Murray (p. 282). En permettant à l'Église de nommer un évêque, l'Église catholique s'échappe de l'effritement total et donne son appui au gouvernement britannique. L'Église maintient son influence avec ses efforts de bonne entente. « La majorité des Canadiens continuent de payer la dîme même si les lois anglaises ne l'exigent pas ». 4.4) Les colons des treize colonies affichent quant à eux beaucoup de mécontentement contre la Proclamation royale qui les empêche de s'étendre au-delà des Appalaches en plus de leur imposer une taxe supplémentaire (p. 283). Les habitants des treize colonies rédigent à leur tour des pétitions et boycottent les produits de la métropole (p. 283). Les tensions montent. Des soldats sont dispersés dans les grandes villes. Plusieurs événements conduisent aux émeutes : Sugar Act de 1764, Stamp Act de 1765, Townshend Act de 1767, le massacre de Boston de 1770, Tea Act de 1773, Boston Tea Party de 1773 (chacun de ces événements est expliqué avec les conséquences pour les colons à la page 283). 4.5) En 1766, Murray est convoqué à Londres et remplacé par Guy Carleton qui

arrivera en 1768 (p. 284). Son mandat : proposer des solutions pour étouffer le mécontentement dans la Province de Québec. Carleton, sur place, constate la situation, soit que la Province de Québec est catholique et française. Il décide de maintenir la politique de Murray (p. 284). En 1770, Carleton retourne à Londres et fera des propositions en faveur de la conciliation d'autant plus que l'agitation des treize colonies inquiète et que les autorités veulent à tout prix éviter que les Canadiens rejoignent le mouvement (p. 285).

De 1774 à 1783, l'Amérique du Nord est confrontée à des difficultés qui mèneront au final à la Révolution américaine. « Quelles sont les réactions face à la Révolution américaine dans la Province de Québec? (p. 289). 1) Les mécontentements sont nombreux en Amérique du Nord, plusieurs groupes d'intérêt réclament leurs droits auprès des autorités qui décident de rédiger une nouvelle constitution pour la Province de Québec. « Quels changements cela apportera-t-il dans la colonie? Comment les groupes composant la population de la colonie réagissent-ils à ces changements? » (p. 290). 1.1) C'est l'Acte de Québec qui fera office de deuxième constitution de la colonie en remplaçant la Proclamation royale. De manière générale, elle officialise la politique de Murray reprise par Carleton. La colonie conserve son nom, le territoire s'étend maintenant dans la vallée de l'Ohio et le Labrador, le gouverneur est assisté par un conseil législatif auquel peuvent siéger des Canadiens, une chambre d'Assemblée ne sera pas fondée, le serment du Test est remplacé par un serment de fidélité au roi, les lois anglaises sont maintenues pour le criminel, mais les lois civiles françaises sont rétablies et permettent de maintenir le régime seigneurial, la liberté de pratiquer la religion est maintenue et le clergé peut percevoir la dîme (p. 290). Les autorités coloniales souhaitent consolider la fidélité des Canadiens et privilégient notamment l'élite de cette société : le clergé catholique, les seigneurs et les marchands britanniques (p. 291). 1.2) Le pouvoir du gouverneur est légèrement modifié : le conseil législatif émet des lois que le gouverneur doit approuver. Le gouverneur exerce le pouvoir exécutif et nomme les juges et fonctionnaires pour la justice (p. 292). Une certaine confusion habite le système juridique composé des lois anglaises pour le criminel doublées des lois françaises pour le civil. Le régime seigneurial est authentifié, mais rien ne souligne si l'*habeas corpus* et les procès devant jury doivent continuer à être appliqués comme le voudrait la tradition anglaise (p. 292). 1.3) Carleton reçoit un mandat précis : se trouver cinq conseillers, éviter de défaire l'équilibre proposer par la Constitution entre les différents

groupes de pression de la colonie, transmettre à Londres les ordonnances du Conseil législatif, introduire graduellement l'application des lois civiles anglaises et exercer un contrôle sur le clergé catholique (p. 293). 1.4) Les groupes de la province réagissent différemment. Du côté britannique, le French Party est satisfait, mais le British Party grogne, malgré les territoires gagnés. Ses membres souhaitent une chambre d'assemblée, ne veulent rien savoir des lois civiles françaises, et craignent que l'*habeas corpus* et les procès devant jury ne soient pas acceptés (p. 294). Ses membres recommencent à rédiger des pétitions. L'élite canadienne et le clergé sont satisfaits de l'Acte de Québec. Les seigneurs par exemple pourront continuer d'exiger les rentes, et d'imposer le cens et des corvées (p. 295). Que pense la société civile? « Peu de sources permettent aux historiens de connaître son point de vue », nous affirme *Périodes*. Certains sont sûrement contents de l'abolition du serment du Test, mais d'autres doivent être mécontents de devoir payer de nouveau les redevances et la dîme.

2. Le Révolution américaine éclate peu de temps après. « Pourquoi les treize colonies en viendront-elles à affronter leur métropole? Comment les Canadiens réagiront-ils à l'appel des révolutionnaires américains? Quelles seront les conséquences de la Révolution américaine sur la Province de Québec? ». (p. 296). 2.1) Chacune des 13 colonies est dirigée par un gouvernement qui vote les lois au sein d'une chambre d'assemblée. Au fil de temps, ces colonies ont acquis de l'autonomie face à la métropole et c'est dans ce contexte que les nouvelles taxes imposées par Londres suscitent la grogne des colons (p. 296). Ces derniers réclament le droit d'être représentés à Londres, ce que la couronne refuse. En 1774, Londres décide d'ailleurs d'appliquer une série de lois. Elles sont appelées les Coercive Acts et restreignent le pouvoir des gouvernements coloniaux. En 1774, les représentants des treize colonies s'organisent dans le Congrès général des Colonies-Unies. Ils rédigent des lettres à la population de la Grande-Bretagne et au Parlement martelant qu'injustice est faite (p. 297). 2.2) Les Anglo-Américains, mécontents de Londres, souhaitent que les Canadiens se joignent à leur cause. Le Congrès général des Colonies-Unis leur envoie une lettre les invitant à réclamer des droits individuels et un gouvernement démocratique. Des copies circulent chez Thomas Walker, ce partisan du British Party, qui les distribue à Québec et à Montréal. C'est en 1775 qu'une version française de la lettre est imprimée (p. 298). En 1775, une première bataille a lieu à Lexington. Les révoltés finirent par assiéger Boston, empêchant ainsi l'arrivée de renforts britanniques et limitant leur ravitaillement (p. 299). Le Congrès se réunit à nouveau, et George Washington, représentant de la Virginie, est choisi comme chef de l'armée des

treize colonies. Le Congrès rédige aussi une deuxième lettre à l'endroit des Canadiens. Carleton s'en informe et entend garder ses alliés : il demande à l'évêque de s'adresser aux catholiques de la province pour soutenir la couronne anglaise. L'Église apporte ainsi son appui à la métropole (p. 299). 2.3) Alors que Boston est attaqué, Carleton prépare la défense de la Province de Québec et doit recruter des volontaires. Il se heurte toutefois à la très faible participation des Canadiens et des colons britanniques (p. 300). L'Église catholique appelle la population à participer en vain. Les Canadiens ne se rapprochent pas plus des Anglo-Américains révoltés. Le Congrès décide alors d'organiser l'invasion de la Province pour plusieurs raisons : empêcher les attaques venant du Nord, saisir les armes stockées dans la colonie, occuper Québec pour contrôler l'entrée des bateaux, prendre le contrôle de la vallée de l'Ohio (p. 300). Montgomery mène une expédition qui fait tomber Montréal (p. 300). Il continue son chemin vers Québec malgré le froid et la neige. L'armée américaine compte près de 800 hommes, Québec est défendue par 1600 militaires et 700 miliciens (p. 301). L'attaque est lancée dans la nuit du 31 décembre, mais Montgomery meurt et Arnold, deuxième général de l'armée, est blessé au genou. Les Américains décident d'assiéger la ville, mais en juin 1776, 36 bateaux britanniques jettent l'ancre avec 9000 hommes. Les troupes américaines sont forcées de se replier (p. 301). 2.4) La guerre d'indépendance se poursuit. Le 4 juillet, les représentants réunis au Congrès adoptent la Déclaration d'indépendance américaine que le roi Georges III refuse de reconnaître. L'armée des treize colonies affronte l'armée de la métropole. Tous les Anglo-Américains ne sont pas pour l'indépendance, plusieurs sont loyaux à la couronne. Chez les Iroquois des divisions aussi s'affichent : les Agniers se battent avec la couronne britannique tandis que les Onneiouts prennent le parti des insurgés. Au début des affrontements, les deux camps remportent des victoires, mais les insurgés finissent par prendre l'avantage surtout qu'ils bénéficient du support de la France. Les combats cessent en 1781 (p. 302). Le traité de Paris est signé à Paris le 3 septembre 1783 et reconnaît la fondation des États-Unis d'Amérique. Le territoire amérindien de l'Acte de Québec se retrouve dans ces États-Unis tout comme la vallée de l'Ohio et des Grands Lacs. Aucune allusion n'est faite aux Amérindiens.

Finalement, ce chapitre se conclut par la période portant de 1783 à 1791 éclairant les impacts de la Révolution américains sur la Province de Québec (p. 306). « Quelles sont les conséquences de l'indépendance des États-Unis pour la Province de Québec? ». 1) Le commerce de fourrure se déplace. Les Grands Lacs sont tombés après tout dans le territoire américain. « À quelles difficultés les marchands canadiens font-ils face? Comment le commerce des fourrures se

réorganise-t-il à la suite des changements territoriaux découlant de la création des États-Unis? » (p. 308). 1.1) Les marchands de la colonie n'ont plus le choix : ils devront se retourner vers le Nord pour exploiter les fourrures. La Compagnie de la Baie d'Hudson exploite les terres de Rupert, le changement de territoire ne lui pose pas problème initialement. 1.2) Les marchands britanniques ont souvent plus de capitaux pour investir que les marchands canadiens. Les marchands britanniques se regroupent du coup pour fonder la Compagnie du Nord-Ouest afin de faire compétition à la Compagnie de la Baie d'Hudson si bien établie dans ces territoires nordiques (p. 309). 1.3) Les deux compagnies se feront une compétition sérieuse (p. 310). La Compagnie de la Baie d'Hudson s'adapte. Si initialement elle laissait les Cris venir à elle, désormais elle fonde des comptoirs plus profondément pour les rejoindre avant que ne le fasse la Compagnie du Nord-Ouest. Les deux compagnies engagent des voyageurs, des cartographes et des aventuriers pour parcourir le nord-ouest des Grands Lacs afin de trouver les voies navigables les plus rapides, afin d'avoir accès aux régions riches en fourrures et afin de potentiellement lier le Pacifique à l'Atlantique (p. 311). C'est dans ce contexte que Alexander Mackenzie atteint l'Arctique en 1789 et repère un passage vers le pacifique en 1793. La plupart des individus envoyés par les compagnies sont des Britanniques, mais ces derniers sont accompagnés par des Canadiens et des Amérindiens.

2) Après la guerre d'Indépendance, la population nord-américaine se déplace. « Combien de loyalistes quittent les États-Unis? Où s'installent-ils? Quelles sont leurs conditions de vie? Pour quelles raisons plusieurs communautés amérindiennes quittent-elles également leurs territoires? ». 2.1) Les loyalistes se déplacent en grand nombre (p. 312). Environ 100 000 d'entre eux quittent les États-Unis pour la Grande-Bretagne ou pour une colonie de l'Empire britannique comme la Province de Quebec, la Nouvelle-Écosse et les Antilles. La plupart de ces gens sont d'origine modeste (sous-officiers de l'armée, soldats, fermiers, artisans, commerçant, membres du clergé, ouvriers, esclaves noirs affranchis et amérindiens) (p. 312). La Nouvelle-Écosse connaît un boom démographique si grand que les autorités la divisent en deux : le Nouveau-Brunswick et le Cap-Breton (p. 313). 8000 nouveaux arrivants s'établissent dans la Province de Quebec, 6000 à l'ouest de Montréal. Les autres s'installent principalement à Sorel ou en Gaspésie, quelques-uns dans les Cantons-de-l'Est. 2.2) Les loyalistes doivent tout rebâtir. Ils n'ont pas d'habitation et les terres que les autorités leur donnent ne sont pas délimitées (p. 314). Les autorités leur donnent des tentes, des vêtements, de la nourriture les premières années de leur établissement (p. 314). Un fond de 19

millions de livres est créé par le Parlement pour venir en aide à ces arrivants et leur permettre de construire leur maison. Ils reçoivent des semences, des pommes de terre, des animaux de ferme et des outils agricoles. « Progressivement, ils sortent de leur misère et plusieurs connaîtront la prospérité ». Une anecdote : plusieurs loyalistes noirs sont déçus du sort que leur réserve la Nouvelle-Écosse (discrimination des Blancs et terres gratuites jamais reçues) et décident de s'embarquer pour l'Afrique de l'Ouest. 2.3) La guerre d'indépendance affecte grandement les Amérindiens. Plusieurs communautés doivent se déplacer et plusieurs ont vu leurs villages et leurs réserves de nourriture détruits par les soldats et les miliciens (p. 315). Ne sachant pas ce que le Traité de Paris leur réserve, plusieurs Amérindiens (Micmacs, Abénaquis) décident d'émigrer vers le Nord (p. 315). Les loyalistes, eux, dérangent les Amérindiens installés dans les colonies britanniques. Plusieurs partiront des Grands Lacs (Algonquins, Iroquois) et de la Nouvelle-Écosse (Malécites) (p. 315).

3) Les revendications continuent à se faire entendre dans la colonie. « Comment les loyalistes et les marchands britanniques installés dans la Province de Québec expriment-ils leur mécontentement? Comment les autorités britanniques et les Canadiens réagissent-ils aux plaintes des loyalistes et du British Party? » (p. 316). 3.1) Les loyalistes s'aperçoivent que la Province de Québec est marquée par un héritage français, qu'elle n'a pas chambre d'assemblée et qu'elle n'utilise pas l'*habeas corpus*. Les loyalistes adhèrent du coup en majorité au British Party (p. 316). Ils commencent à leur tour à envoyer des pétitions au roi (p. 317). Ils demandent la création d'une colonie séparée de la Province de Québec. Ils revendiquent la création d'une chambre d'assemblée qui pourrait prélever les taxes nécessaires au paiement des dépenses du gouvernement, qui faciliterait la construction de ports, de routes, de canaux, de banques, etc. De manière générale, les loyalistes souhaitent la mise en place des mêmes institutions que dans les autres colonies britanniques. 3.2) La position des Canadiens se divise. Les seigneurs ne sont pas favorables à des changements au régime seigneurial et souhaitent maintenir leur droit de toucher des redevances d'exiger des corvées. Ils défendent les lois françaises qui, selon eux, satisfont l'ensemble des habitants catholiques. Ils s'opposent à la création d'une chambre d'assemblée qui pourrait leur imposer des taxes (p. 318). La bourgeoisie professionnelle (composée d'individus ayant fait des études pour devenir avocat, notaire, médecin, juge, journaliste et parfois commerçants), elle milite pour le maintien des lois françaises qu'elle connaît bien, mais tranche en faveur des élites anglophones en appuyant la création d'une constitution d'une chambre d'assemblée (p. 318). 3.3)

Le gouvernement britannique finit par agir. En 1784, il permet l'application de l'*habeas corpus* et en 1786, il accorde les terres dans le système des cantons. Les autorités coloniales travaillent fort à trouver un compromis qui permettra aux Canadiens de garder leurs institutions tout en satisfaisant les sujets de culture britannique de la colonie. C'est ainsi qu'en 1790, George III recommande à nouveau de changer la constitution de la Province de Quebec (p. 319). Concluons avec les références faites à l'historiographie et notre discussion des résultats. L'on peut voir d'ailleurs que *Périodes* fait ici plus de références à l'historiographie que *Présences*.

Page Références à l'historiographie dans *Périodes*

p. 247	Craig Brown Historien, Histoire générale du Canada, 1990
p. 249	Robert Larin, Historien, « L'exode de la conquête, histoire et Mémoire », Dans Laurent Veyssière (Dir.), La Nouvelle-France en Héritage, 2013.
p. 250	Michel Brunet, Les Canadiens après la conquête 1759-1775, 1980.
p. 251	Jean-Claude Massé, Mathématicien, « L'intégration des soldats britanniques au Canada : Le Cas Écossais », Dans Bertrand Fonck et Laurent Veyssière (Dir), La Chute de la Nouvelle-France, Septentrion, 2015.
p. 253	Denys Delâge, Historien et sociologue, « Pontiac, Une guerre d'indépendance », dans Bertrand Fonck, Et Laurent Veyssière (Dir.), La chute de la Nouvelle-France, 2015.
p. 253	Richard White, Historien, Le Middle Ground : Indiens, Empires et Républiques dans la région des Grands Lacs, 1650-1815, 2009.
p. 254	Bertrand Fonck, Et Laurent Veyssière (Dir.), La chute de la Nouvelle-France, 2015.
p. 257	Marcel Trudel, Historien, La Nouvelle-France par les textes. Les cadres de vie, 2003.
p. 258	Denys Delâge, Historien et sociologue, « Pontiac, Une guerre d'indépendance », dans Bertrand Fonck, Et Laurent Veyssière (Dir.), La chute de la Nouvelle-France, 2015.
p. 263	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, Historiens, Canada-Québec, 1534-2010, 2011
p. 272	Gilles Paquet, Économiste et Jean-Pierre Walot, Historien, Un Québec moderne, 1760-1840. Essai d'histoire économique et sociale, 2007
p. 272	Michel Brunet, Historien, Les Canadiens après la Conquête, 1980.
p. 274	Fernand Ouellet, Historien, Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850, 1971.
p. 276	Brian Young et John A. Dickinson, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.
p. 286	Brian Young et John A. Dickinson, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.
p. 286	Roland Viau, Anthropologue, « Pour qui souffle le vent? Heur et Malheur d'une entité coloniale, 1702-1760 » dans Dany Fougères (Dir.), Histoire de Montréal et de sa région, Tome 1, des origines à 1930, Presses de l'Université Laval, 2012
p. 287	Dale Miquelon, Historien, « Le Commerce des fourrures dans la vallée du Saint-Laurent après 1763 », dans la Laurent Veyssière (Dir), La Nouvelle-France en héritage, 2013.
p. 287	Brian Young et John A. Dickinson, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.
p. 287	Lucia Ferreti, Historienne, Brève Histoire de l'Église catholique au Québec, 1999.
p. 291	R. Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Historiens, Origins, Canadian History to Confederation, 2002
p. 294	Michel Brunet, Historien, Les Canadiens après la Conquête, 1759-1775, 1980.
p. 309	Dale Miquelon, Historien, « Le commerce des fourrures dans la vallée du Saint-Laurent après 1763 », dans Laurent Veyssière (Dir), La Nouvelle-France en Héritage, 2013.
p. 309	John A Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève Histoire Socio-économique du Québec, 2003.
p. 313	Ronald Rudin, Historien, Histoire du Québec anglophone, 1759-1980, 1986.
p. 313	Noel Vallerand et Robert Lahaise, Histoires, Le Québec sous le régime anglais, 1760-1867, 1999.

- p. 320 John A Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève Histoire Socio-économique du Québec, 2003.
- p. 320 Noel Vallerand et Robert Lahaise, Histoires, Le Québec sous le régime anglais, 1760-1867, 1999.
- p. 320 Olive Patricia Dickason, Historienne, Les premières nations du Canada, 1996.
- p. 322 Roland Viau, Anthropologue, « Cohabiter avec et contre l'autre : Canadiens et britanniques à Montréal avant 1800 », dans Dany Fougères (Dir), Histoire de Montréal et de sa région, Tome 1, Des origines à 1930, Presse de l'Université Laval, 2012.
- p. 322 John A Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève Histoire Socio-économique du Québec, 2003.
- p. 323 Ronald Rudin, Historien, Histoire du Québec anglophone, 1759-1980, 1986.

ANNEXE 5 : LES LUTTES NATIONALES DANS *PRÉSENCES* 2006

C'est désormais sans surprise que *Présences* (tome 2 de la 3^e secondaire) commence ici par problématiser l'influence des idées libérales sur l'affirmation nationale à travers l'actualité. Son concept central : « l'idée de l'appartenance nationale au Québec » (p. 28). Au manuel de spécifier rapidement que « l'appartenance nationale est une forme d'identité sociale et politique » et qu' « aujourd'hui, au Québec, l'idée d'appartenance nationale se définit de plusieurs façons » (p. 28). Pour orienter les élèves, le manuel propose un texte de Gérard Bouchard sur le concept de la nation civique et de la nation ethnique, un texte de Michel Seymour sur la nation et la citoyenneté, un image de la fête nationale du Québec, un petit texte portant sur la cérémonie de citoyenneté canadienne, un texte éditorial d'un homme d'origine libanaise sur son appartenance nationale, un texte de Geneviève Mathieu sur le problème de la définition de la nation québécoise, un texte d'un jeune autochtone sur l'identité des Premières Nations (p. 29). On y voit un bon défi pour l'étudiant que de se situer par rapport à un concept abstrait avec cette liste d'exemples.

Le chapitre des revendications et luttes dans la colonie britannique s'ouvre sur un commentaire général fait par rapport au contexte social (p. 32). Au XIX^e siècle, il est premièrement affirmé que le bois supplante la fourrure et devient la principale exportation de la colonie britannique vers la métropole. Des entreprises s'implantent dans la colonie pour dynamiser le secteur. La colonie exporte aussi beaucoup de produits agricoles vers la Grande-Bretagne. 90% des Canadiens français sont agriculteurs. Mais ces derniers utilisent encore des pratiques anciennes et les terres cultivables se font rares. À partir de 1830, le Bas-Canada est frappé par une famine. C'est sans compter que l'immigration britannique à partir de 1815 est plus forte. Plusieurs Britanniques fuient la guerre et la famine. Ils arrivent dans la colonie où se trouvent bon nombre de Canadiens ce qui n'est pas sans causer de tensions. Enfin, depuis la fin du XVIII^e siècle, les philosophes diffusent en Europe et en Amérique de nouvelles idées politiques fondées sur la liberté et l'égalité des individus, la liberté de commerce, les droits de la personne et la souveraineté de la nation (p. 32). Dans ces philosophies, le peuple doit détenir le pouvoir et pour ce faire se libérer des régimes politiques dans lesquels un individu (roi et reine) ou un État étranger (métropole) détient le pouvoir (p. 32). Ce sont les idées qui ont mené à l'indépendance des treize colonies et à la fin du régime monarchique en France en 1789.

En plus de ce contexte économique différent, la société de la colonie est en pleine évolution (p. 34). Elle connaît premièrement l'émergence de nouvelles élites, une bourgeoisie d'affaires, majoritairement anglophone, et une petite bourgeoisie francophone constituée principalement de membres des professions libérales (avocats, notaires, médecins). Ces nouveaux groupes rivalisent pour occuper les postes détenus par l'aristocratie métropolitaine et la noblesse canadienne-française. La population, elle, souffre. La production agricole est insuffisante pour la nourrir. Dès 1830, plusieurs habitants cherchent des solutions. Ils immigreront vers la ville, ils immigreront vers de nouvelles terres où s'engagent dans les compagnies forestières comme bûcherons et draveurs. Le mode de vie des autochtones est quant à lui modifié dans le contexte où le commerce des fourrures est en déclin. Plusieurs se mettent à la solde des compagnies forestières. (p. 34) Dans les années 1850, les Canadiens français deviennent minoritaires en Amérique du Nord malgré le très fort taux de croissance de leur population attribué à la natalité, « Les Canadiens français devront lutter pour conserver leurs pouvoirs politiques » (p. 34).

Dans ce contexte, entre 1784 et 1792, les nouvelles élites de la colonie font des revendications politiques adressées à la métropole. D'un côté, la bourgeoisie canadienne-française critique la composition du Conseil exécutif et du Conseil législatif auxquels siègent une majorité de Britanniques. Ils exigent que les assemblées soient plus représentatives et notamment qu'une assemblée législative soit instaurée pour défendre leurs droits. Les loyalistes et la bourgeoisie anglophone présentent une pétition au roi George exigeant la création d'une nouvelle colonie avec une assemblée législative élue pour défendre leurs droits et l'abolition du régime seigneurial. C'est ainsi que Londres choisit d'adopter l'Acte constitutionnel de 1791. Les lois anglaises seront appliquées au Haut-Canada. Les lois civiles françaises le seront dans le Bas-Canada. Le gouverneur est un personnage central. Il a un droit de veto sur les assemblées, nomme les membres du conseil exécutif. Ici, remarquons à quel point il est difficile de rendre les savoirs compréhensibles. On parle du système politique, on fait allusion aux assemblées, mais *Présences* ne les expliquent pas! Si les manuels de 4^e année répètent le contenu du premier volume de 3^e secondaire dans les derniers chapitres, il semble ici que les auteurs ont choisi une autre approche où la matière est fragmentée. Toujours dans le manuel de troisième année, à la page 34, on fait allusion au Bas-Canada, mais on n'explique que sa création à la page 36. Les changements sociaux de la page 32 et 34 sont lancés aux lecteurs sans contextualisation. On ne mentionne pas Napoléon. L'immigration britannique est à peine caractérisée. Les savoirs sont ici difficiles à comprendre, à

mettre en relation. Mais continuons. En 1792, une première élection a lieu au Bas-Canada. Les députés élus font un premier débat sur le choix de la langue à utiliser dans l'Assemblée qui propose d'utiliser le français et l'anglais, ce que le gouverneur refuse. Il impose l'utilisation unique de l'anglais (p. 36). Deux groupes se forment sur le plan politique au Bas-Canada. Le Parti Canadien est composé de députés francophones et défend les intérêts et les droits de la bourgeoisie et des paysans canadiens-français. Le Parti bureaucrate, aussi appelé le British Party, regroupe les députés anglophones en plus de quelques seigneurs francophones. Il défend les intérêts et les droits de la bourgeoisie anglophone.

Entre 1805 et 1810, les premières crises parlementaires éclatent au Bas-Canada. La population vit relativement en paix pendant cette période, mais les décisions du gouverneur James Henry Craig provoquent des tensions (p. 38). En 1805, le Parti canadien propose de taxer des produits pour financer la construction de prisons, ce à quoi le British Party s'oppose : ces taxes nuiraient au commerce des marchands britanniques. Les députés du Parti bureaucrate ripostent en proposant que ce soit plutôt les seigneurs et les paysans qui payent cette nouvelle taxe. Le Parti Canadien remporte toutefois le vote ce qui provoque la colère des députés du Parti bureaucrate (p. 38). En 1808, Ezekiel Hart, un commerçant et seigneur juif député de Trois-Rivières est expulsé de l'Assemblée en raison de sa religion. Le Parti bureaucratique se porte à sa défense, car Monsieur Hart est un sujet de la couronne comme tout autre. Le Parti canadien affirme que, à l'exemple des juifs de la métropole anglaise, il n'a pas le droit de siéger comme député. La querelle est fondamentalement politique : « ces derniers utilisent ce prétexte pour retirer un siège à leurs adversaires du Parti bureaucrate ». Et en 1832, c'est le Parti canadien, devenu le Parti patriote, qui votera une loi pour reconnaître les droits des juifs dans la colonie (p. 38). Quoi qu'il en soit, les querelles affectent directement les députés et les coups volent bas. En 1810, l'Assemblée s'oppose au gouverneur. C'est que le gouverneur Craig a besoin de fonds pour payer les fonctionnaires de la colonie et décide de puiser dans les fonds de l'Assemblée. Cette dernière acceptera de lui donner l'argent voulu à condition que désormais elle contrôle les dépenses du gouverneur, ce que Londres lui refusera. Les journaux se multiplient à l'époque. Certains sont du côté du Parti bureaucrate, d'autres du Parti Canadien. Le gouverneur Craig fait par contre emprisonner les rédacteurs du Canadien qui le critique. Cela déclenche la colère des Canadiens français (p. 38).

De 1822 à 1837, les crises politiques s'aggravent. Les deux partis politiques cherchent des solutions. Le Parti bureaucrate propose la fusion des assemblées du Haut et du Bas-Canada afin que « les Canadiens français ne [soient] plus majoritaires » et pour leur imposer l'anglais. Les Canadiens français s'opposent à ce projet. En 1826, le Parti canadien devient le Parti patriote. En 1834, avec leur chef Louis-Joseph Papineau, ses partisans proposent 92 résolutions à Londres qui dénoncent entre autres la mauvaise administration des gouverneurs, la nomination systématique des Britanniques dans les conseils, affirment le droit que possède l'Assemblée législative de contrôler les dépenses du gouverneur et réclament l'élection des membres des conseils et l'adoption du principe de la responsabilité ministérielle (p. 40). Des députés plus modérés se dissocient du Parti patriote les 92 Résolutions étant au centre des élections de 1834. Le fort appui apporté au Parti patriote témoigne du soutien de la population au projet du Parti patriote. En 1837, la métropole répond par Les dix résolutions Russel, dans lesquelles sont rejetées les 92 résolutions et l'union des colonies. Londres accepte de reconnaître certaines revendications des Canadiens français, mais souhaite conserver le contrôle de la colonie par l'entremise de ses représentants et refuse surtout la responsabilité ministérielle et le droit à l'assemblée de gérer les dépenses du gouverneur (p. 40).

Entre 1835 et 1837, le contexte social conduit la population du Bas-Canada à se radicaliser. Devant la montée du Parti patriote, les Britanniques organisent des associations armées pour défendre leurs intérêts et l'attachement à l'Empire britannique. Ces « loyaux » regroupent marchands de Montréal et de Québec, loyalistes, nouveaux colons et quelques Canadiens français. Les patriotes réagissent et fondent les Fils de la Liberté. Ils organisent des assemblées. En mai 1837, ils condamnent la métropole et adoptent 12 résolutions qui affirment les droits de la population du Bas-Canada inspirée de la Déclaration des droits du premier Congrès américain et de la Déclaration française des droits de l'homme. La rébellion devient un enjeu. Papineau privilégie la lutte politique alors que le docteur Nelson aimerait que les patriotes attaquent (p. 42). La participation de la population est divisée. Les habitants sont en colère à cause de la crise agricole, de l'immigration britannique massive et de l'octroi des nouvelles terres aux colons britanniques. Ils accusent la métropole d'être injuste et de chercher à faire leur assimilation. Le mouvement patriote reçoit un fort appui dans les régions rurales environnant Montréal. (p. 42). Les habitants au Québec suivent généralement les ordres du clergé qui s'oppose aux libéraux. Les patriotes n'obtiendront pas la participation massive de la population.

Les rébellions éclatent en 1837. Les combats opposent les loyaux et l'armée britannique contre les patriotes. Le gouverneur fait arrêter les chefs patriotes en novembre 1837 après un premier combat. Les patriotes remportent le 23 leur seule victoire. Le 25, les patriotes sont défaits à Saint-Charles. À Saint-Eustache, 5000 à 6000 patriotes affrontent l'armée britannique. 500 à 600 d'entre eux meurent et c'est la défaite. Les derniers patriotes rendent les armes le 15 décembre. Il est intéressant de noter que *Présences* prend le temps de souligner que des rébellions ont aussi lieu dans le Haut-Canada. Mené par William Lyon, un mouvement réformiste revendique des réformes similaires à celles demandées par les patriotes. Plus de liberté, la responsabilité ministérielle, une meilleure répartition des terres agricole et l'indépendance des colonies. William Lyon aussi est maîtrisé par l'armée et la révolte prend fin le 14 décembre 1837 (p. 44). Des patriotes se sont réfugiés aux États-Unis et essayent d'y recruter des forces dans le but d'envahir le Haut et le Bas-Canada. Leur chef, Robert Nelson proclame la République du Bas-Canada. Il déclare l'égalité des droits pour tous y compris pour les Autochtones, la séparation de l'Église et de l'État, l'instauration de l'éducation publique pour tous. Les derniers patriotes se lancent à la conquête de la colonie, mais tombent devant l'armée britannique. Cent huit sont jugés. Douze d'entre eux sont pendus à Montréal et cinquante sont déportés en Australie.

Les conséquences des rébellions sont présentées entre 1838 et 1840. Elles conduiront l'identité canadienne-française à se fonder sur ses caractéristiques culturelles. Les rébellions affectent grandement la population du Bas-Canada. Près d'un millier de personnes qui ont soutenu les patriotes sont emprisonnés et leurs fermes brûlées. En février 1838, la Constitution du Bas-Canada et les droits civils sont suspendus. L'Assemblée législative est abolie. Le gouverneur Colborne nomme un conseil extraordinaire composé d'anglophones conservateurs et de francophones loyaux. « Les Canadiens perdent ainsi leurs droits politiques ».

C'est Lord Durham, un aristocrate libéral, qui sera mandaté pour enquêter sur les rébellions dans les colonies : il est nommé gouverneur général (p. 46). Un an plus tard, il remet son rapport aux autorités coloniales. Durham propose d'assimiler les Canadiens français afin d'établir une colonie fondée sur les caractères nationaux et les valeurs britanniques, la religion protestante et la langue anglaise (p. 46). Par quel moyen? Il suffirait d'unifier les deux Canadas et d'accorder la responsabilité ministérielle. La colonie est prête à s'administrer et à obtenir plus de liberté selon lui. En 1840, Londres crée, par l'Acte d'union, la Province du Canada avec une seule assemblée

législative. Kingston en est la capitale. Le Canada-Est, majoritairement francophone, obtient le même nombre de députés que le Canada-Ouest (p. 46). « Les Canadiens français sont ainsi marginalisés dans le nouveau régime politique ». L'anglais devient la seule langue officielle de l'assemblée, bien que, pour éviter une nouvelle rébellion, le français sera reconnu comme deuxième langue officielle en 1848 (p. 46).

Les années 1840 à 1850 sont marquées par des changements. La colonie s'oriente vers une démocratie parlementaire. Le contexte social et politique est différent. L'immigration britannique continue de grimper si bien que la population anglophone devient plus nombreuse que celle des francophones dans le Canada-Uni. En 1846, Londres accorde même à la colonie de faire du libre-échange avec ses colonies « et les États étrangers ». La colonie obtient un peu plus d'autonomie et les pouvoirs politiques nécessaires pour contrôler son commerce et résoudre ses problèmes politiques (p. 48). Londres a fait le pari qu'en unissant les assemblées, les loyaux seraient avantagés ce qui n'est pas le cas. Contre toute attente, les réformistes du Canada-Est, dirigés par La Fontaine, et les réformistes du Canada-Ouest, de Baldwin, s'allient et obtiennent la majorité à l'Assemblée en 1841. Ils réclament la responsabilité ministérielle. Lafontaine est convaincu que les intérêts Canadiens français pourraient ainsi être défendus (p. 48). Aux élections de 1848, les réformistes gagnent à nouveau. Lord Elgin demande alors à Baldwin et à Lafontaine de fonder le Conseil exécutif, et donc de former le gouvernement. Le gouverneur accepte de léguer une partie de ces pouvoirs au chef du parti majoritaire : c'est le premier ministre. Ce moment marque l'avènement de la démocratie parlementaire dans la colonie bien que la participation politique est encore limitée aux hommes et que les tensions sociales restent fortes (p. 48)

Somme toute, l'échec des rébellions et la marginalisation des Canadiens français n'empêchent pas l'émergence d'une appartenance nationale canadienne-française fondée sur la langue, la religion catholique et l'agriculture, et axée sur la survivance de la nation canadienne-française. p. 48

C'est ainsi que termine le récit du manuel de secondaire 3 au sujet des rébellions. Nous reviendrons sur la section des coulisses de l'histoire et le ailleurs, mais cette dernière citation nous force à tout de suite nous lancer dans le manuel de 4^e année pour comprendre cet axe d'analyse. Il ne fait pas de doute qu'ici *Présences* est moins impartial que lorsqu'il évoquait la Conquête. Les Canadiens français sont définitivement « marginalisés ». Mais cette marginalisation se traduit par la consolidation d'une identité axée sur la survivance culturelle. On ne sait pas si cette survivance est

jugée ou critiquée, mais il semble assez clair dans les volumes de 4^e secondaire de *Présences* que le nationalisme des patriotes est strictement libéral.

Plus spécifiquement, il est mentionné dans le deuxième tome de 4^e année que les idées libérales circulent dans l'Empire britannique dès 1774. Ces « idées politiques côtoient les idées héritées du Régime français » ! Donc les idées libérales viendraient activer cet esprit rebelle déjà présent chez les Canadiens depuis la Nouvelle-France? La *Gazette de Québec* contribue à diffuser ses idées dès 1764 (p. 44). Le libéralisme est en vogue en Européenne aux XVII^e et au XVIII^e siècle, et a transformé les institutions britanniques tout comme il inspirera les patriotes des treize colonies (p. 44). Le nationalisme politique canadien est fondé sur ces principes libéraux, car les patriotes revendiquent au final des élections (p. 44). Dans cette section du manuel, on rajoute très brièvement qu'avec l'arrivée importante des colons britanniques, les Canadiens font des emprunts culturels. Des banques, des bibliothèques, des universités et des musées se développent. L'architecture anglaise de style victorien devient populaire et la langue anglaise devient la langue des affaires et du travail à Montréal comme à Québec. Dans la section pouvoir et pouvoirs, on revient sur les changements politiques que connaît la colonie en 1791. On explique notamment la création du Bas-Canada et du Haut-Canada et la définition du parlementarisme! Comme quoi cette clef de compréhension pivot pour le chapitre arrivait seulement à la fin du secondaire 4! Le manuel continue en soulignant que les pouvoirs du gouverneur sont arbitraires à cette époque, mais la loi de 1791 n'interdit pas aux femmes le droit de vote (p. 100). Entre 1791 et 1840, l'élite marchande anglaise est en pleine ascension avec les capitaux auxquelles elle a accès. La bourgeoisie française est petite : elle est composée des professions libérales et de petits commerçants. Le clergé à cette époque est peu influent. On voit ici une incohérence directe avec le chapitre précédent qui soulignait en fait que l'Église était en pleine croissance après l'Acte de Québec. Sinon, l'analyse qui suit dans la section pouvoir et pouvoirs est sensiblement la même. On souligne la création de la Société Saint-Jean-Baptiste pour défendre les droits et les intérêts des Canadiens français à la page 104. On ne verse pas dans la discussion d'un nationalisme plus ethnique. C'est toujours un nationalisme strictement politique, républicain, qui semble axer le récit de *Présences*. Et l'Acte d'Union est confirmé à la page 106 comme un coup bas. Les Canadiens français sont désormais minoritaires et « perdent du pouvoir ». Si le gouvernement accorde la responsabilité ministérielle, c'est que « la population britannique est devenue plus nombreuse que la population canadienne-française » (p. 106).

Dans le premier manuel de 4^e année, quelques chiffres sont rajoutés pour caractériser l'immigration britannique du XIX^e siècle. *Présences* cite à son tour des historiens : « les historiens et historiennes estiment en effet qu'entre 1831 et 1835, quelque 193 000 immigrants arrivent dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord » (p. 44). Entre 1846 à 1851 ils sont 265 000. Pourquoi ces gens partent-ils? Cette information capitale à la compréhension du phénomène est enfin révélée. Les conditions de vie sont difficiles pour plusieurs. Les Irlandais souffrent de la famine, les Écossais d'une crise agricole. Plusieurs arrivent dans la colonie malades. Plusieurs arrivent dans la colonie avec l'ambition de se déplacer par la suite au Sud, aux États-Unis (p. 44).

L'économie et le développement de la colonie sont beaucoup mieux expliqués en 4^e année qu'en 3^e. On y explique pourquoi le bois devient le centre de l'économie dès les années 1800 alors que Napoléon fait son blocus continental contre le ravitaillement de la Grande-Bretagne qui se retourne alors vers ses colonies d'Amérique pour s'approvisionner. Après, la Grande-Bretagne augmente ses tarifs douaniers contre le bois européen pour favoriser celui provenant de l'Amérique du Nord. L'économie est lancée et des marchands britanniques lancent des projets. Les scieries se développent. Des chantiers se multiplient et attirent de nombreux travailleurs : bûcherons, scieurs, draveurs, débardeurs (p. 110). Ces derniers, souvent Canadiens français ou Irlandais travaillent durement. Ils sont nombreux, l'industrie du bois nécessite une grande main-d'œuvre. La population grandit rapidement entre 1806 et 1860. L'économie se diversifie. De nombreux biens commencent à être produits localement : vêtements, outils, nourriture. Les emplois se diversifient. Le déclin du commerce des fourrures force Montréal à s'adapter. On construit dans les années 1820 le canal Lachine pour faciliter la navigation de la ville à Kingston. Les investisseurs britanniques s'intéressent à y établir les premières industries de transformation (p. 112). L'ère de la vapeur révolutionne les moyens de transport. L'Accommodation est mise en service par l'homme d'affaires John Molson. Le nombre de navires augmente. En 1836, on inaugure le premier trajet ferroviaire entre la Pairie et Saint-Jean. En 1859, la première voie intercoloniale est achevée. Immigrants britanniques et Canadiens français fournissent la main-d'œuvre à ces projets. En 1817, la Bank of Montreal ouvre ses portes, en 1818 la Banque de Québec. Elles émettent du papier-monnaie qui facilite grandement les échanges. Elles peuvent réunir les capitaux nécessaires pour des projets d'envergure et soutiennent les entreprises commerciales en facilitant le crédit. Montréal avec son port est le cœur financier et commercial canadien. Elle a tous les atouts pour devenir un centre industriel de première importance (p. 112). Entre 1815 à 1846, les Corn Laws

sont adoptées. Elles imposent des tarifs douaniers pour protéger le marché intérieur britannique du blé mais ne réussissent pas à dynamiser les exportations de blé du Bas-Canada. Le Haut-Canada lui fait compétition. Les agriculteurs se tournent vers le marché intérieur pour faire des ventes qu'ils complètent avec la vente de fourrage, de la pomme de terre et des pois. Des ateliers et fabriques apparaissent dans les villages. Dans les années 1830, l'agriculture se porte mal à cause de plusieurs facteurs comme les conditions climatiques, les parasites, sans compter que les terres sont saturées. L'arrivée du libre-échange a des effets mitigés sur la colonie. Les produits canadiens devront faire compétition avec les autres produits. En 1854, on se tourne vers les États-Unis. La colonie signe avec son voisin du Sud un traité de réciprocité. Force est de constater que l'économie de la colonie est dynamique pendant cette période.

Finissons par analyser avec les dernières sections du tome de troisième secondaire. Dans « Les coulisses de l'histoire », dont le mandat est de parler de ce qui est finalement original dans la chronologie précédemment observée, parle notamment des avancées de la navigation qui emploie à l'époque des bateaux à vapeur comme l'*Accommodation* (p. 54). On évoque deux auteurs dans la section des arts et de la culture. D'un côté on traite du cas de Mary Gradon Gosselin, une femme du Bas-Canada dont le manuel ignore ses origines (p. 54). Elle écrit un journal dès 1832. Son premier numéro est en français, puis les numéros subséquents le seront dans les deux langues pour qu'enfin il ne soit écrit qu'en anglais. François-Xavier Garneau, en 1849, écrit de son côté l'*Histoire du Canada*. (p. 54) Dans la section vie quotidienne, on évoque l'importance du commerce du bois pour le Bas-Canada qui l'inscrira dans ses traditions comme l'attestent les légendes de Joe Montferrand. On évoque l'arrivée massive des Irlandais à Grosse-Île qui aujourd'hui commémore l'immigration canadienne et on évoque la colonisation de la région du Saguenay et du Lac-Saint-Jean qui s'enracine dans les années 1840. Sur le plan des sports et des loisirs, l'importation du curling dans la colonie est présentée, ce sport originellement écossais qui devient très populaire dans le Bas et le Haut-Canada.

Dans la section, « Ailleurs », *Présences* utilise cette fois-ci des personnalités diverses pour couvrir le sujet des revendications et des luttes. Le premier cas est celui de Lord Edward Fitzgerald qui, aristocrate anglo-irlandais protestant, lutte pour la cause des Irlandais unis. Dans l'analyse, on décrit la colonisation anglaise de l'Irlande, la glorieuse révolution anglaise et après la naissance du mouvement national irlandais. Les idées libérales en provenance des États-Unis et de la France

influencent les patriotes protestants qui revendiquent une plus grande liberté pour les Irlandais catholiques et les protestants ainsi qu'une plus grande autonomie pour l'Irlande (p. 62). Leur rébellion est par contre écrasée en 1798 par les loyalistes. L'union de l'Irlande avec la Grande-Bretagne et les inégalités sociales contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance nationale en Irlande (p. 62). Du côté italien, la péninsule a été influencée par les idées libérales de la Révolution française. Les patriotes italiens revendiquent la liberté nationale et l'unité de l'Italie. Plusieurs tentatives d'unification échouent. C'est le royaume de Piémont-Sardaigne qui réussit à imposer l'unité aux autres royaumes et à chasser les Autrichiens (p. 68). Au Venezuela, le XVIII^e siècle signifie l'arrivée des idées révolutionnaires américaines et françaises (p. 74). La bourgeoisie créole et quelques Métis prennent les armes contre les autorités espagnoles. Le Venezuela obtient son indépendance la première fois en 1811. À la fin de la République de Grande-Colombie en 1830, le Venezuela devient indépendant (p. 74). Certes les Irlandais ont encore des revendications, mais l'Italie et le Venezuela réussiront à construire un pays dans leurs luttes nationales alors que l'Irlande le fera en 1921. Or, le manuel met surtout l'accent à partir de ces récits sur la propulsion d'un sentiment national à partir du nationalisme. L'histoire des Canadiens s'écrit ainsi dans un mouvement international, mais suit encore une trajectoire particulière par l'échec de la révolte de 1837-38.

Page Références à l'historiographie

Historiographie de la francophonie canadienne dans *Présences, secondaire 3, Tome II*

p. 32	Fernand Ouellet, Histoire économique et sociale du Québec, Fides, 1996.
p. 35	Michel Allard (dir.), Histoire du Canada à tracers le document, Guérin, 1985, et Archives publiques du Canada, Recensement du Canada, 1665 à 1871, Ottawa, 1876.
p. 37	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, Canada-Québec, Synthèse historique, 1534-2000, Septentrion, 2001.
p. 37	Jean Hamelin, et Jean Provencher, Brève histoire du Québec, Boréal, 1987.
p. 41	Guy Frégault et Marcel Trudeau Histoire du Canada par les textes, Fides, 1963.
p. 43	Gilles Laporte, Patriotes et Loyaux, Septentrion, 2004.
p. 49	Collectif Clio, L'histoire des femmes au Québec au Québec depuis quatre siècles, Le Jour éditeur, 1992.
p. 49	Atlas historique du Canada, tome II.

Ailleurs dans *Présences, secondaire 3, Tome I*

p. 59	Marc Epstein, L'Irlande, Hachette, 1996.
p. 59	Jennifer Heurley, L'Irlande, PUF, 2003.
p. 61	Jacques de Cazotte, L'Irlande, Maisonneuve et Larose, 2005
p. 65	Jean-Dominique Durand, L'Italie de 1815 à nos jours, Hachette, 1999.
p. 71	J. M. Morales Alvarez et Véronique Hebard, Le Venezuela indépendant, L'Harmattan, 1996.
p. 71	J. L. Salcedo-Bastardo, Bolivar, un continent et un destin, La pensée universelle, 1976.
p. 73	Pierre Chaunu, Histoire de l'Amérique latine, PUF, 1999
p. 75	J. L. Salcedo-Bastardo, Bolivar, un continent et un destin, La pensée universelle, 1976.
p. 75	J. L. Salcedo-Bastardo, Bolivar, un continent et un destin, La pensée universelle, 1976.
p. 59	Marc Epstein, L'Irlande, Hachette, 1996.
p. 59	Jennifer Heurley, L'Irlande, PUF, 2003.
p. 61	Jacques de Cazotte, L'Irlande, Maisonneuve et Larose, 2005

Présences, secondaire 4, Tome I

p. 109	R. Cole Harris (dir.) Atlas historique du Canada, vol. I, Des origines à 1800, PUM, 1987.
p. 113	Fernand Ouellet, Le Bas-Canada, 1791-1840, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980.
p. 115	John A. Dickinson et Brian Young, Brève histoire socioéconomique du Québec, trad. H. Filion, Septentrion, 1992.
p. 115	Jaques Paul Couturier (dir.), Un passé composé – Le Canada de 1850 à nos jours, Éditions d'Acadie, 1996.

Présences, secondaire 4, Tome II

p. 101	Amédée Papineau, Souvenirs de jeunesse, 1822-1837, Septentrion, 1998.
--------	-----------------------------------------------------------------------

- p. 103* | Louise Charpentier et al., Nouvelle Histoire du Québec et du Canada, CEC, 1990.
- p. 103* | Fernand Ouellet, Le Bas-Canada, 1791-1840 – Changements structuraux et crise, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.
- p. 103* | R. Louis Gentilcore (dir.), Atlas historique du Canada, vol. II, La transformation du territoire 1800-1891, PUM, 1993.

ANNEXE 6 : LES LUTTES NATIONALES DANS *PÉRIODES* 2017

Périodes intitule le chapitre s'étalant de 1791 à 1840 aussi comme celui des revendications et des luttes nationales (p. 328). La question centrale qu'il pose : « Comment le contexte colonial entraîne-t-il des revendications et des luttes nationales de 1791 à 1840? *Périodes* décide d'ausculter tout d'abord la 1791 à 1806, celle [des] débuts du parlementarisme (p. 332). « Quels événements marquent les débuts du régime parlementaire au Bas-Canada? » (p. 333). 1) On se souvient que dans les années 1780, les marchands et les Britanniques d'un côté, les seigneurs canadiens et les membres de bourgeoisie canadienne-française de l'autre ont tous fait des demandes particulières qu'ils transmettent à la couronne britannique sous forme de pétitions. Tous veulent consolider leur pouvoir. « Quelle est la réponse de la métropole britannique aux différentes demandes qui lui sont transmises? Quelles nouveautés apparaissent dans la structure politique de la colonie? » (p. 334). 1,1) En 1791, les autorités britanniques confèrent à la colonie une troisième constitution : l'Acte constitutionnel (p. 334). La nouvelle constitution : modifie le territoire (Bas-Canada, Haut-Canada); maintient les bases du pouvoir, soit celui du gouverneur tout en créant une chambre d'assemblée dans chacune des colonies; maintient les lois civiles françaises et les lois criminelles anglaises au Bas-Canada et retire les premières au Haut-Canada; maintient le système seigneurial au Bas-Canada, mais impose le modèle du canton pour le découpage de toutes nouvelles terres et maintient la liberté de pratiquer la religion catholique en élevant l'anglais par contre comme langue officielle dans les colonies (p. 334). Notons bien que *Périodes* propose un petit encadré pour évoquer le « contexte en occident ». À la fin du 18^e siècle, les idées des philosophes des Lumières, telles la liberté, l'égalité et la démocratie, circulent en Europe et en Amérique. Les États-Unis et la France incarnent ses idéaux par leur révolution. C'est dans ce contexte que plusieurs peuples rêvent de liberté (p. 334). L'Acte constitutionnel cherche à répondre aux habitants de la province, particulièrement aux marchands et aux loyalistes (p. 335). Remarquons que les Amérindiens ne sont pas mentionnés dans cette nouvelle constitution. Cela signifie que leurs droits sont préservés et qu'en principe, les nouveaux colons arrivant sur leurs terres doivent leur demander une permission pour s'y établir (p. 335). 1.2) Les nouvelles institutions politiques signifient le début du parlementarisme, la population du Bas-Canada et du Haut-Canada devra voter pour choisir des délégués qui les représenteront à leur chambre

d'assemblée respective. C'est le début de la démocratie dans la colonie, une valeur en vogue à cause du libéralisme politique. Plusieurs régimes politiques existent à l'époque en Europe (p. 336). Le plus courant est la monarchie absolue, mais certaines monarchies commencent à s'adoucir par le libéralisme politique qui prône que tout régime politique devrait être basé sur les droits fondamentaux des citoyens, comme la liberté et la participation du pouvoir (p. 336). En Grande-Bretagne, ce libéralisme a donné lieu à une monarchie constitutionnelle où le roi est toujours présent, mais ses pouvoirs sont limités par une constitution et par un parlement (p. 336). Des institutions sépareront le pouvoir dans les colonies. Si le parlement britannique et le roi ont le droit de désavouer n'importe quelles lois, celles-ci sont proposées par la chambre d'assemblée démocratique (p. 337). Elles seront approuvées par un conseil législatif et exécutées par le conseil exécutif que dirige encore le gouverneur qui nomme notamment leurs membres (p. 337). 1.3) D'autre part, c'est un compromis qui est fait pour les lois et la religion, les privilèges de l'Acte de Québec étant reconduit. L'Église anglicane est avantagée tout de même par le système (p. 338). Le découpage en canton, obligatoire pour toutes nouvelles terres, réservera une certaine superficie pour la couronne et pour le clergé protestant. 1.4) Les réactions sont diverses du côté de la population. La création de la chambre d'assemblée est applaudie par la majorité, mais chaque groupe n'accueille pas bien certaines de ces mesures. Les marchands anglais du Bas-Canada se retrouvent en situation de minorité, le clergé catholique et les seigneurs craignent la chambre d'assemblée qui pourrait entraver leurs privilèges s'ils n'y sont pas bien représentés, alors que la bourgeoisie professionnelle canadienne est directement avantagée et le peuple se réjouit de voir ses droits renouvelés (p. 339).

2) Expérimenter avec le parlementarisme n'est pas chose aisée dans la société du Bas-Canada qui se complexifie. « Quels principaux groupes sociaux forme la société du Bas-Canada à la fin du 18^e siècle? Comment se déroulent les premières élections et les premiers débats à la Chambre d'assemblée? Quels groupes de députés s'opposeront lors de ces débats? » (p. 340). 2.1) Les groupes sociaux du Bas-Canada sont très différents. Les administrateurs coloniaux sont au sommet de la pyramide. Ils rassemblent le gouverneur, les membres des Conseils exécutif et législatif, les bureaucrates et les militaires, ont beaucoup de pouvoir et sont majoritairement d'origine britannique (p. 340). Vient après la bourgeoisie d'affaires. Ce groupe majoritairement

britannique est très riche, actif dans le commerce des fourrures. Ses membres ont voulu une chambre d'assemblée, mais s'y retrouvent minoritaires au Bas-Canada. Les seigneurs et les nobles suivent. Ils sont en vaste majorité d'origine française, perdent de l'influence depuis la conquête, occupent pour certains des postes d'administrateurs ou essayent de se faire élire (p. 340). Le clergé catholique est à l'extérieur du monde politique bien qu'il prend parfois position dans les débats. Le clergé agit souvent comme intermédiaire pour les autorités. Ces bonnes relations avec celles-ci lui permettent de maintenir ses privilèges (p. 341). La bourgeoisie professionnelle est composée des membres des professions libérales, il s'agit pour la plupart des francophones. Le peuple est composé surtout de francophones, mais on y trouve aussi des immigrants britanniques peu fortunés. Le groupe est disparate et regroupe des artisans dans les villes, tandis qu'en milieu rural il est surtout composé d'agriculteurs (p. 341). Les femmes, dont le rôle est limité à la sphère familiale, font partie du même groupe social que leur mari (p. 341).

2.2) Les premières élections législatives ont lieu en 1791 à la suite de la publication de l'Acte constitutionnel. La population est informée du fonctionnement de la nouvelle constitution par les journaux, mais surtout par les membres de l'élite qui eux savent lire (p. 342). Pour voter, il faut avoir 21 ans, être sujet britannique, ne pas avoir été condamné pour acte criminel, être propriétaire et recevoir un certain revenu. Les femmes ont le droit de vote! Celles qui répondront aux critères seront surtout des veuves. Le vote se fait à voix haute. Quand personne ne se présente après 60 minutes au bureau de vote, le vote prend fin. Sa durée est donc imprévisible (p. 343). Les résultats provisoires sont montrés chaque soir ce qui peut influencer les électeurs et pousser les candidats à prendre des actions sérieuses pour s'avantager. Certains engagent des fiers-à-bras (p. 343). Cinquante représentants sont ainsi élus. Ils sont à 70% francophones, à 78% issus du milieu rural, 60% d'entre eux sont des marchands, 18% des seigneurs, 18% sont issus des professions libérales et à 4% des artisans (p. 343).

2.3) La première séance de l'Assemblée s'engage dans un débat au sujet du choix de l'orateur (p. 344). Les députés s'entendent pour que cette personne soit bilingue, mais certains exigent qu'il maîtrise parfaitement l'anglais et d'autres qu'il en est une compréhension minimale (p. 344). C'est un francophone qui est élu orateur à 28 voix contre 18. On discute après de la langue dans laquelle seront rédigés les comptes-rendus et les lois. Après un long débat, on convient qu'ils le seront selon la langue de la discussion et que les projets de loi seront toujours traduits dans la deuxième (p. 344). Le projet de loi est accepté par le conseil et le gouverneur, mais refusé par le Parlement britannique (p. 344).

2.4) De fil en aiguille, la Chambre d'assemblée en vient à aborder

le sujet de l'institution royale. Le roi souhaite fonder des écoles anglaises dans la colonie et un projet de loi est rapidement déposé en ce sens pour la fondation d'écoles primaires publiques et gratuites anglaises (p 246). Les députés canadiens réagissent défavorablement, de peur de se faire assimiler, et sont appuyés par l'Église qui intervient dans le débat sentant qu'on empiète sur ses compétences et de peur de « perdre de l'influence sur la population canadienne » (p. 346). Le roi approuve le projet. 2.5) À partir du thème de la dualité linguistique se forment des groupes à l'Assemblée (p. 347). Ils ne sont pas des partis, organisés, mais bien des regroupements de candidats. D'un côté, le British party lutte pour les intérêts de la minorité anglaise alors que le Parti canadien défend les intérêts majoritairement des Canadiens et du peuple tout en restant « attachés aux valeurs britanniques, sans lesquelles la Chambre d'assemblée n'existerait pas » (p. 347)

3) De nouveaux débats divisent la chambre. « Quel est ce nouveau sujet de débat? Quelles sont les positions des députés du Parti canadien et du British Party dans ce débat? Comment les différentes opinions sont-elles véhiculées dans la population? » (p. 348). 3.1) En 1804, les députés et les membres du conseil législatif constatent qu'il faut construire de nouvelles prisons à Montréal et à Québec. Pour ramasser des fonds, il faut imposer des taxes, mais le moyen de financement crée une vive chicane (p. 348). Le Parti canadien approuve majoritairement une taxe sur les marchandises importées comme le thé, le vin, les liqueurs fortes et la mélasse, convaincu que le montant serait ramassé rapidement et que la taxe aurait peu d'effets sur le commerce (p. 349). Les marchands, regroupés dans le British party, s'y opposent affirmant qu'elle ralentirait le développement du Bas-Canada et propose plutôt une taxe sur la terre. Le Parti canadien s'y oppose affirmant que cette taxe serait sinon payée en grande partie par des Canadiens et que la majorité d'entre eux ont de faibles revenus. C'est la proposition du Parti canadien qui est choisie et même acceptée par le conseil législatif dirigé par Robert Shore Milnes à l'époque (p. 349). 3.2) Les journaux d'opinion se multiplient. En 1764, la *Gazette de Québec* avait vu le jour, mais ne présentait que peu de textes d'opinion. En 1805, *The Quebec Mercury* est publié et représente les intérêts du British party alors qu'une année plus tard, les députés du Parti canadien publient *Le Canadien*. La dualité de la Chambre d'assemblée est transposée dans les journaux d'opinion.

De 1806 à 1815, des bouleversements surviennent dans la colonie et propulsent un certain éveil du nationalisme (p. 354). « Quels bouleversements économiques et politiques surviennent au Bas-Canada avant 1815? » (p. 355). 1) En première instance, le contexte européen est mouvementé

ce qui redessinera le paysage économique de la colonie (p. 356). « Quelle activité économique se développe au début du 19^e siècle au Bas-Canada, et pour quelles raisons? Pourquoi le commerce des fourrures connaît-il un déclin? » (p. 356). 1.1) Le blocus continental de Napoléon survient en 1806 alors que la France cherche à mettre des bâtons à son ennemi britannique (p. 356). Le Royaume-Uni est privé des marchandises provenant de France et ne peut s'approvisionner du bois nordique nécessaire pour la construction de sa puissante flotte (p. 357). Toute la puissance du Royaume-Uni vient de sa flotte de guerre et sa flotte marchande. Le pays doit trouver une solution. Il se tourne vers ses colonies d'Amérique du Nord dont les forêts sont riches et dont le Saint-Laurent peut assurer le transport. 1.2) Le commerce du bois connaît alors un grand essor au Bas-Canada. Le parlement britannique instaure des *Timber duties*. Il impose des taxes sur le bois provenant de l'extérieur, mais pas dans ses colonies de manière à ce que ces dernières arrivent à concurrencer les puissances qui n'ont pas à faire traverser leurs marchandises sur la largeur de l'Atlantique (p. 358). Les marchands britanniques, qui disposent des capitaux nécessaires pour défrayer les capitaux de départ comme les salaires, les installations et les outils se lancent. La plupart des investisseurs s'installent à Québec et ouvrent des succursales des colonies qu'ils représentent (p. 358). Le chêne et le pin sont d'excellents bois pour la construction navale. On exploite la forêt mixte qui borde la rivière des Outaouais (p. 359.). La demande du Royaume-Uni pour le bois est si forte que les colonies d'Amérique du Nord développent des infrastructures pour y répondre : glissades, canaux... les premiers bateaux à vapeur font leur apparition, etc. L'industrie forestière devient si importante qu'elle devance le commerce des fourrures (p. 359). 1.3) Le déclin du commerce des fourrures se confirme dans les années 1800 (p. 360). Les chapeaux en fourrure ne sont plus autant à la mode en Europe qui exige maintenant le haut-de-forme en soie. La Compagnie de la Baie d'Hudson et la Compagnie du Nord-Ouest se disputent un marché en déclin (p. 360) d'autant plus que la population de castors, en déclin, pousse les voyageurs, dont plusieurs métis, à partir de plus en plus loin pour s'approvisionner (p. 361).

2) En 1807, un nouveau gouverneur du Bas-Canada est nommé. Il s'agit de James Craig. « Quelle sera l'attitude du gouverneur James Craig envers les demandes répétées des députés du Parti canadien? Quels affrontements politiques auront lieu sous sa gouvernance? » 2.1) En vogue en Europe et en Amérique, les nationalismes se renforcent à cette époque. Il s'exprime par le sentiment d'appartenance à une nation, s'accompagnant souvent d'un mouvement politique qui vise à obtenir un gouvernement autonome, qui se développe en raison des liens ethniques,

linguistiques, culturels et historiques qui lient les individus d'un groupe (p. 362). Au Bas-Canada, plusieurs anglophones, souvent au sommet des institutions de la colonie, partagent un sentiment d'appartenance à l'Empire britannique : sa langue, sa culture, ses institutions et la monarchie (p. 362). Chez les Canadiens, « le sentiment de former un peuple ayant ses propres particularités linguistiques et culturelles commence à prendre forme. Cette conscience nationale se développe en réaction aux injustices dont des Canadiens se sentent victimes de la part de certaines Britanniques » (p. 362). Les conditions socio-économiques souvent difficiles pour les Canadiens alimentent ce sentiment. En outre, même si les Canadiens sont majoritaires à l'Assemblée, leur pouvoir politique est faible et dilué directement par les deux conseils dominés par des Britanniques et le gouverneur. L'administration coloniale nomme aussi des Britanniques aux quelques postes de haut fonctionnaire de la colonie. Le Parti canadien dénonce ce système (p. 363). Ce dernier nourrit le nationalisme canadien. Le gouverneur voit dans cette montée du nationalisme un manque de fidélité des Canadiens à la couronne et craint que ces derniers ne cherchent à faire alliance avec Napoléon (p. 363). Attention, *Périodes* nuance ce portrait. Tous Britanniques ne font pas partie de cette élite très riche et tous Canadiens ne sont pas modestes. Plusieurs conflits opposent donc les deux groupes : un de nature constitutionnelle (le Parti canadien cherchant à accroître ses pouvoirs), un de nature social (la bourgeoisie professionnelle et le peuple réclamant l'égalité des droits devant une aristocratie cherchant à garder ses privilèges), un de nature ethnique (les Canadiens voulant préserver leur langue et leur culture contre les Britanniques cherchant à valoriser les leurs) et un de nature économique (les Canadiens liant leur intérêt à la défense du commerce local et de l'agriculture contre la bourgeoisie d'affaires liées au commerce international). (p. 363).

2.2) Le Parti Canadien affronte le British party. Le Parti Canadien souffre d'un taux d'absentéisme important, plusieurs de ses délégués devant voyager en ville pour exercer leur fonction politique. Il essaye de remédier au problème en cherchant à obtenir une indemnité pour ces gens. Le Parti canadien cherche à affirmer son pouvoir et ira jusqu'à proposer des lois visant à exclure des députés favorables au British Party en refusant aux anciens juges de devenir délégués (ce qui sera accordé par le roi en 1810) et en refusant l'éligibilité aux juifs. Les tensions montent en 1807 et 1809. Le gouverneur Craig pour sa part déclenche des élections à chaque fois que l'Assemblée dérive de son optique. Tout cela alimente une instabilité politique (p. 364). Les affronts s'amoncellent : l'affaire Ezekiel Hart, la question de l'éligibilité des juges, la destitution des fonctionnaires canadiens, la 5^e législature, la 6^e législature, la saisie des presses au journal *Le*

Canadien, le projet d'union du Haut et du Bas-Canada qui sera refusé alors que la guerre approche. 2.3) Le contrôle de la liste civile, soit des dépenses du gouvernement (notamment les paies des fonctionnaires civils et militaires) est d'ailleurs une responsabilité de la Chambre d'Assemblée. Elle doit payer les montants demandés, soit les subsides. Les montants au fil des années ne cessent d'augmenter et si la Chambre a toujours approuvé la liste civile, celle-ci devient de plus en plus lourde. Le Parti Canadien fait une série de demandes à ce sujet. Il veut contrôler la liste civile, permettre à la Chambre de voter les membres du Conseil exécutif, de rendre la Chambre d'assemblée accessible par des indemnités, de rendre la Chambre indépendante en refusant comme délégué tous fonctionnaires nommés par le gouverneur. (p. 366). En 1810, les délégués du Parti Canadien refusent d'approuver la liste civile pour témoigner de leur mécontentement (p. 367). Le Parti commence donc à négocier à partir des subsides ce qui déplaît au gouverneur Craig. Les autorités coloniales refusent de perdre de leur pouvoir. Les subsides sont bloqués. Les autorités sont forcées à puiser dans le budget militaire. Craig retourne dans la métropole en 1811 très malade et meurt, sans régler les tensions.

3) George Prévost, un Britannique d'origine suisse, sera nommé gouverneur en 1811 ce qui apaisera la colonie à un moment clef, alors que l'agitation reprend à la frontière du Sud (p. 368). Quelles sont les causes de cette [nouvelle] guerre? » Comment se déroule-t-elle? Quelle est la participation des Amérindiens et des Canadiens dans cette guerre? Quelles sont les conséquences de la guerre anglo-américaine sur la colonie? (p. 368) ». 3.1) Les causes de la guerre anglo-américaine sont liées au contexte européen. Si Napoléon a fait le blocus continental, le Royaume-Uni répond en faisant le sien sur la France. Cela oblige les bateaux américains à être contrôlés par les Britanniques. Les Américains perçoivent ses fouilles comme une tentative de contrôle et les relations s'enveniment entre les deux pays. Certains membres du gouvernement américain veulent en finir avec la présence britannique sur le continent et décident d'attaquer le Haut et le Bas-Canada qui leur semblent sans défense. Après tout, le Royaume-Uni lutte contre Napoléon. Le président James Madison, le 18 juin 1812, signe une déclaration de guerre. 3.2) Le nouveau gouverneur, George Prévost, entreprend l'organisation de la défense (p. 369). Avec ses 5600 soldats, il peut compter sur une milice de 70 000 hommes, nombreux, mais mal préparés et mal organisés. Le gouverneur craint aussi les traîtres : plusieurs miliciens du Haut-Canada sont d'origine américaine et rien n'assure que les Canadiens cherchent à défendre une métropole avec laquelle ils sont continuellement en conflit. (p. 369). Prévost appuie les demandes de l'évêque

Plessis (qui demande que l'évêque ait plus de fonds et puisse recruter des prêtres) pour gagner l'appui du clergé, nomme des députés canadiens au Conseil législatif et offre un poste de juge à un Canadien. Le pari fonctionne. La Chambre d'Assemblée accepte de verser les subsides et plusieurs miliciens canadiens s'enrôlent (p. 369). L'Église catholique prêche la loyauté à la couronne britannique. Certains membres de l'élite canadienne se porteront à la défense du système politique britannique et décriront une image négative de celui des États-Unis dans *Le Canadien*. Le peuple est influencé par l'élite et le clergé et est motivé par la solde versée par l'armée (p. 369).

3.3) Les colonies sont bien protégées par la flotte du Royal Navy dans l'atlantique. Le Bas-Canada est protégé par plusieurs fortifications. Les États-Unis choisissent donc d'attaquer le Haut-Canada. Par contre, l'armée anglaise y est stationnée et, si elle est moins nombreuse que les Américains, elle est mieux entraînée. Le général Isaac Brock a bien préparé le terrain et mène une campagne offensive. Le fort américain de Michillimackniac tombe (p. 370). En 1812, l'armée américaine est repoussée, mais revient à la charge en 1813. York, capitale du Haut-Canada, est incendiée. En 1813, la charge américaine se dirige vers Montréal. Les forces qui défendent la ville, même si elles sont inférieures en nombre, repoussent l'ennemi (p. 371). En 1814, la guerre n'avance guère. Les troupes sont épuisées et une paix est signée où les frontières resteront inchangées.

3.4) Depuis la révolte de Pontiac, les autorités britanniques ont cherché à ménager les Amérindiens. Ils respectent les cérémonies d'alliance, rétablissent des politiques de cadeaux. « Des agents des Indiens » sont envoyés pour négocier (p. 372). Les Amérindiens préfèrent les Britanniques aux Américains qui empiètent sur leurs territoires ancestraux et cherchent à prendre de l'expansion vers l'Ouest. Le chef amérindien Tecumesh crée d'ailleurs une confédération avec les tribus amérindiennes et apporte l'aide de 4000 soldats à l'armée britannique. « Leur collaboration [...] est déterminante dans l'issue du conflit » (p. 372).

3.5) D'après les historiens, le rôle des Canadiens a été longtemps sous-estimé dans cette guerre ce qui n'est plus le cas aujourd'hui (p. 373). Parmi les conscrits, le gouverneur choisit 2000 hommes, obligés donc à se battre. D'autres bataillons de miliciens volontaires se forment par ailleurs. Ils témoignent de leur fidélité à l'Empire britannique. Plusieurs serviront dans l'unité spéciale des Voltigeurs commandée par Charles Salaberry. Plusieurs noirs libres choisissent également de prendre les armes contre les États-Unis. Ils essayent de former un bataillon, ce que Brock refuse, mais finit par accepter. C'est la naissance du Coloured Corps (p. 373).

3.6) En 1814, la paix est signée. *Périodes* fait à nouveau appel aux historiens pour souligner que cette guerre se termine de façon peu concluante. Tous les territoires sont rendus à leurs

propriétaires originaux. La guerre a des conséquences importantes. Les Amérindiens voient leur situation politique se dégrader. Aucun territoire n'a été gagné. Ils n'auront donc pas de territoire qui leur est réservé et les Britanniques tendent à abandonner les alliances entretenues précédemment. Les relations se détériorent au même moment où le commerce des fourrures décline. D'autre part, la guerre a contribué à entretenir le nationalisme britannique, ou canadien pour d'autres. Plusieurs Canadiens ont également renforcé leur sentiment d'attachement pour la couronne britannique (p. 374).

De 1815 à 1830, les disparités augmentent et confirment la montée du nationalisme (p. 378). « Dans quel contexte les conflits politiques se développent-ils au Bas-Canada entre 1815 et 1830 » (p. 379). De 1815 à 1830, le Bas-Canada connaît une période de prospérité économique. 1) La colonie se développe et se modernise. « Comment l'industrie du bois se développe-t-elle? Où trouve-t-on les capitaux nécessaires pour soutenir son développement? Quelles infrastructures sont mises en place? » (p. 380). 1.1) Le développement du commerce de bois est marqué en 1815 par les plusieurs compagnies forestières qui s'installent au Bas-Canada. Les Britanniques financent ces compagnies. La majorité des bûcherons sont des Canadiens. Ils sont souvent des agriculteurs qui travaillent au chantier l'hiver (p. 380). La coupe du bois s'opère à cette saison, car la sève, ne circulant pas dans le bois, il est plus sec et facile à bûcher. Au printemps, les billes entassées sur la glace se mettent à flotter dans les rivières et plusieurs bûcherons deviennent draveurs. Le bois arrivé au port est acheminé vers les scieries, là où le bois est transformé et où travaillent de nombreuses personnes. Les différents produits sont après acheminés vers les chantiers navals de la colonie ou traversent l'Atlantique en destination Royaume-Uni (p. 381). Le salaire touché par les travailleurs canadiens et irlandais est fort éloigné des montants que certains propriétaires et marchands britanniques touchent. Une disparité dans la population se dessine (p. 381). 1.2) La prospérité du commerce du bois dynamise le développement de la colonie. Pour faciliter des échanges, plusieurs marchands soutiennent l'idée de créer une banque pour imprimer de la monnaie papier et permettre des emprunts de sommes d'argent importantes (p. 382). À l'été 1817, la Banque de Montréal ouvre ses portes, suivies par la Banque de Québec et la Banque du Canada l'année d'après. 1.3) Sur le plan des transports, le Saint-Laurent pose problème, car en amont du port de Montréal, les rapides de Lachine empêchent la navigation. Les marchands du Bas-Canada demandent la construction d'un canal pour faciliter notamment le commerce vers le Haut-Canada et vers les États-Unis. La Chambre d'assemblée dépose un projet de loi favorable à cette

construction : l'administration coloniale paiera la plus grande partie des coûts et le reste sera partagé entre l'armée et les marchands financés par la Banque de Montréal (p. 383). En 1825, le canal Lachine est achevé.

2) L'agriculture ne connaît pas une pareille prospérité. « Quelle politique du Royaume-Uni favorise les exportations des céréales cultivées dans les colonies? Le Haut-Canada et le Bas-Canada profitent-ils de cette mesure de la métropole? Comment les compagnies de fourrures font-elles face aux difficultés vécues? » (p. 384) 2.1) En 1815, le blocus continental prend fin et le Royaume-Uni reprend les échanges commerciaux avec les Européens qui ont d'ailleurs du blé à exporter. Le prix de ce produit baisse, les agriculteurs de la métropole sont en difficulté. C'est pour cela que le parlement adoptera les Corn laws, des lois qui visent à limiter l'entrée des céréales en provenance des autres pays européens en leur imposant un tarif douanier (p. 384). Le Haut-Canada tire rapidement profit de ces Corn laws (p. 385). Les sols sont encore très riches, la colonisation étant récente, et le climat y est doux. Le secteur agricole du Haut-Canada connaît une période de prospérité. Le Bas-Canada ne connaît pas une pareille croissance. Le climat est plus rigoureux, les sols ont été exploités depuis longtemps notamment par la culture intensive, sans rotation ni jachère. Dans les années 1820, plusieurs mauvaises récoltes se multiplient. L'agriculture au Bas-Canada est en situation difficile (p. 385). 2.2) Dans les années 1810 et 1820, le commerce des fourrures se poursuit malgré la baisse de la demande. La compagnie du Nord-Ouest connaît des difficultés de taille alors que les voyageurs doivent aller chercher les fourrures de plus en plus loin. La concurrence entre cette compagnie et la Compagnie de la Baie d'Hudson vire même à la violence. Cette dernière vend une partie de son territoire emprunté par les voyageurs de la compagnie du Nord-Ouest. Des violences éclatent entre colons et employés de la Compagnie du Nord-Ouest majoritairement Métis (p. 386). En 1821, la métropole tranche. Les deux compagnies devront fusionner sous le nom de la Compagnie de la Baie d'Hudson (p. 387). Les fourrures passeront désormais par la Baie d'Hudson et plusieurs postes de traites sont fermés, ce qui place plusieurs Métis et Amérindiens dans une situation difficile. *Périodes* affirme que selon les historiens, cette fusion marque la dégringolade graduelle de ce commerce déjà en déclin (p. 387).

3.) Entre 1790 et 1815, le Bas et le Haut-Canada accueilleront un nombre important de colons provenant principalement des États-Unis et de la métropole anglaise, c'est la « Great Migration ». « Qui habite dans le Haut-Canada et le Bas-Canada en 1815? Pourquoi de nouveaux

arrivants britanniques viennent-ils s'établir en Amérique du Nord? Quelles sont les conséquences de cette immigration britannique? » 3.1) La population du Bas-Canada catholique française depuis la Conquête ne cesse d'augmenter à cause du fort taux de natalité : une famille moyenne à 7 enfants à l'époque (p. 388). Elle représente 84% de la population et se chiffre à 285 000 habitants. La population anglophone reste stable dans le Bas-Canada, dans les Cantons-de-l'Est, à Montréal, à William-Henry (Sorel) à Québec et à Gaspé (p. 389). Elle représente 15% de la population. La population amérindienne ne connaît pas de croissance à l'époque et est minoritaire en représentant 1% de la population du Bas-Canada. 4000 sont encore installés dans les réductions, d'autres établissent de nouvelles installations (p. 389). Plusieurs milliers d'Amérindiens demeurent nomades, d'autres travaillent dans le commerce des fourrures ou l'industrie forestière. Au Haut-Canada, la population atteint le cap de 80 000 habitants, 80% d'entre eux sont d'origines américaines (p. 389).

3.2) Les conditions sociales et économiques au Royaume-Uni sont particulièrement difficiles. Les guerres napoléoniennes étant finies, des milliers d'hommes retournent dans leur village sans emploi. Certains choisissent alors d'émigrer dans les Canada ou aux États-Unis (p. 391). Les changements du prix du blé affectent aussi les petits et moyens agriculteurs britanniques qui sont confrontés à de mauvaises récoltes. Lorsque la famine arrive, plusieurs d'entre eux choisissent de partir. C'est le cas de nombreux Écossais, Anglais et Irlandais (p. 391). Ils s'embarquent dans des navires qui font le transport dans des conditions difficiles : espace restreint, insalubrité. Les maladies se propagent, les gens meurent. Lorsqu'une famille est privée de sa figure paternelle à l'époque, elle perd sa source de revenus principale et est vulnérable (p. 391).

3.3) Entre 1815 et 1830, une moyenne de 10 000 immigrants britanniques débarquent à Québec (p. 392). Il s'agit surtout d'Irlandais. La plupart de ces immigrants se rendent dans le Haut-Canada ou aux États-Unis puisqu'ils sont anglophones. Les immigrants fortunés s'installent à Montréal et rejoignent l'élite marchande. Plusieurs resteront au Bas-Canada par nécessité incapables de s'offrir le voyage pour aller plus loin. Ils deviendront agriculteurs ou ouvriers (p. 393).

3.4) Les conséquences de cette immigration sont importantes : la population du Bas et du Haut-Canada augmentent. Au Bas-Canada les anglophones sont un peu plus nombreux et des paroisses protestantes sont fondées (p. 394). Plusieurs immigrants se lanceront dans le commerce (p. 394). Plusieurs autres deviennent débardeurs, les Canadiens occupant déjà les emplois dans les chantiers navals et forestiers. Les tensions se multiplieront lorsque les Irlandais seront prêts à travailler pour des salaires inférieurs que les Canadiens. Au début des années 1830, 40% des

ouvriers salariés de Montréal sont anglophones (p. 394). Néanmoins, certains Irlandais et Canadiens se rapprochent à cause de leur religion et partagent des revendications similaires. Avec les immigrants, la population pauvre au Bas-Canada augmente surtout à Québec. Les autorités coloniales tardent à intervenir ce pourquoi la communauté anglophone de la ville fonde en 1819 la Société des immigrants de Québec qui offre des dons à ces familles dans la misère (p. 395). En 1823, l'Hôpital des Émigrants est créé et l'Église catholique vient ponctuellement à l'aide des démunis (p. 395). Finalement, en 1828, les autorités coloniales mettent en place le poste d'agent britannique d'immigration qui a pour but d'aider les immigrants à s'installer en leur octroyant des terres. 3.5) En 1815, l'agriculture est encore surtout une activité de subsistance bien que certains agriculteurs du Bas-Canada réussissent à produire des surplus. L'aliment de base est le pain, l'été on rajoute des légumes (p. 396). Sur la ferme, les femmes et les filles s'occupent du potager, du verger, et prodiguent les soins aux animaux, en plus d'entretenir la maison, de faire les repas et de s'occuper des enfants. Les hommes et leurs fils labourent les champs, abattent des arbres, arrachent des souches, creusent des fossés et entretiennent des bâtiments. Les temps libres sont rares (p. 396). À la campagne, les maisons s'adaptent. Elles sont plus spacieuses. On adoucit notamment le toit en pente pour aménager un deuxième étage. On installe des galeries à l'avant des maisons et on prolonge le toit pour évacuer la neige. On intègre des matériaux plus robustes que le bois comme la pierre et la brique (p. 396). En ville, les habitants moins fortunés habitent généralement les faubourgs, des bâtiments construits en bois à bon marché (p. 397). Les riches citadins s'offrent de belles maisons en ville construites en pierre. Les femmes riches ne s'occupent pas des tâches ménagères dont se chargent les domestiques. Elles pratiquent des passe-temps et font partie de clubs. Les femmes d'artisans font pour leur part les tâches ménagères. En 1825, 25% des femmes montréalaises travaillent à l'extérieur de la maison, souvent comme domestiques (p. 397).

4) Après la guerre anglo-américaine, la politique s'envenime dans les deux colonies. « Qui sont les groupes influents dans les deux colonies? Quels enjeux entraînent des crises politiques de 1815 à 1830? Comment le Parti canadien réagit-il à l'évolution des conflits politiques »? 4.1) Au Bas-Canada, un groupe d'individus proche du gouverneur forment la « Clique du château », regroupant surtout des anglophones influents et quelques Canadiens loyaux à la Couronne (p. 398). Sur le plan économique, ces personnages souhaitent encourager le développement de la colonie : système bancaire et construction de canaux. Ils ont des intérêts commerciaux et souhaitent commercer avec les États-Unis. Sur le plan politique, ce groupe souhaite l'abolition du régime

seigneurial et du droit civil français, des héritages du Régime français qu'elle considère comme désuets (p. 398). Toutes terres devraient pouvoir être achetées et vendues. Et pour ce groupe, les Canadiens devraient s'assimiler à la culture britannique et à la langue anglaise. Il faut éviter que le Parti Canadien obtienne plus de pouvoir à la Chambre d'assemblée. La plupart de ces intérêts sont défendus en chambre par le British party. Ils expriment un nationalisme britannique qui s'oppose au nationalisme canadien (p. 399). Comme le Bas-Canada, le Haut-Canada vit une opposition entre la majorité, celle de la Chambre, et le Family Compact, une minorité qui se réserve les privilèges à travers les Conseils législatif et exécutif. Des gens font appel à des réformes de part et d'autre (p. 399).

4.2) La querelle des subsides continue. On refuse à la chambre la possibilité de contrôler la liste civile et du coup la Chambre refuse de verser les subsides. Les Conseils développent l'habitude de puiser dans le budget de l'armée. En 1820, le gouverneur Dalhousie propose que la Chambre puisse réviser la liste en bloc, chapitre par chapitre. La Chambre accepte, mais le conseil législatif refuse. En 10 ans, le Conseil législatif refusera 169 projets de loi de la Chambre. En 1828, Dalhousie dissout la Chambre. Le système est congestionné. Des pétitions circulent. Elles récoltent pas loin de 87 000 signatures pour des réformes du système que semble vouloir approuver le Parlement (p. 401).

4.3) La crise des subsides se double de la crise des douanes. C'est que le Bas-Canada verse une partie de ses revenus provenant des douanes au Haut-Canada qui ne dispose pas de ports importants. Le Family compact est conscient de la dépendance du Haut-Canada à cette source de revenus et s'inquiète de cette vulnérabilité en contexte de la crise des subsides. Des Britanniques de Montréal iront à Londres proposer l'union des deux colonies pour que les Britanniques aient plus de poids à la chambre d'assemblée et que le développement économique des deux colonies soit facilité (p. 402). Les pressions sont fortes. On propose dans ces années que la Chambre du Bas-Canada n'écrive que des documents en anglais et que les débats se déroulent éventuellement que dans cette langue (p. 402). Le projet d'Union du Canada est finalement présenté à Londres, et les Canadiens se mobilisent. 60 000 personnes signent une pétition s'y opposant. Des Britanniques du Haut-Canada sont d'ailleurs contre le projet. Le Haut-Canada recevrait le même nombre de représentants que le Bas-Canada ce qui irait à l'encontre de la démocratie. Londres tranche. La métropole n'est pas en faveur de l'union, mais le Parti Canadien se fera désormais méfiant (p. 403).

4.4) C'est dans ce contexte que le Parti Canadien durcie ses positions (p. 404). *Périodes* avance que selon les historiens, il deviendrait le Parti patriote en 1826. « Patriote » est un terme utilisé par les Américains et par les Irlandais qui s'insurgeront contre

l'autorité d'une nation étrangère. Le parti se détache donc tranquillement du modèle parlementaire britannique que son chef Louis-Joseph Papineau commence à remettre en question (p. 404). Papineau entretient un grand intérêt pour le républicanisme américain, rejetant entièrement l'autorité du roi, d'un gouverneur et des conseils législatif et exécutif nommés. Inspiré par le républicanisme, Papineau exige que les conseils de la colonie soient élus sans pour autant rejeter la monarchie britannique. C'est au roi que Papineau s'adresse pour démocratiser le système (p. 404). Les camps se polarisent et sont alimentés par leur nationalisme respectif. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte ethnique, il s'agit aussi d'une rivalité entre une minorité dominante et une majorité qui lui est soumise (p. 405). Le Parti patriote est appuyé par des anglophones et inversement, des Canadiens appuient les positions des Britanniques (p. 405). Un conflit similaire est d'ailleurs présent au Haut-Canada où les réformistes s'opposent au pouvoir centré dans les mains du Family compact bien que ce conflit ne soit pas marqué par le débat sur la dualité linguistique et ethnique.

5) Il faut observer que les idées à l'époque traversent les frontières. « En quoi consistent les revendications nationales en Europe? Comment les colonies d'Amérique latine accèdent-elles à leur indépendance? Que se passe-t-il dans les territoires soumis à l'Empire britannique à la même époque? » (p. 406). 5.1) À la fin des guerres napoléoniennes en Europe, les frontières sont bouleversées en Europe. Certaines changent. Certains empires disparaissent. Plusieurs peuples s'associent au libéralisme politique et au républicanisme et souhaitent que le pouvoir lui revienne davantage. Entre 1815 et 1830, des soulèvements populaires secouent plusieurs États : Espagne Portugal, France Russie, Belgique, Grèce, Italie. Les monarques tentent de censurer les populations et d'étouffer les mouvements (p. 407). Dans les années 1830, plusieurs populations font la révolution, c'est le cas en Belgique et en France. Les journaux patriotes relatent ces éléments, mais n'y font pas publiquement référence. Certains historiens affirment que les patriotes tentent de se dissocier de l'ancienne métropole pour ménager les Britanniques. Quoi qu'il en soit, les revendications républicaines s'inscrivent dans ce contexte d'agitations occidentales (p. 407). 5.2) C'est ainsi que les colonies d'Amérique latine appartenant à l'Espagne se soulèvent elles aussi (p. 408). Dès 1810, les luttes pour la libération nationale commencent. Les mouvements, menés bien souvent par des bourgeois, tentent de renverser le pouvoir. Bernado O-Higging, Simon Bolivar et Josée de San Martin s'illustrent dans la création du Chili et dans l'affirmation du territoire qui deviendra la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Panama, le Pérou, le Venezuela, etc. *Périodes*

évoquent aussi l'exemple d'Haïti dans lequel des milliers de citoyens, dont des esclaves, renversent l'armée française en 1791 (p. 408). Les patriotes font référence à cette décolonisation de l'Amérique. Avant que le Mexique n'obtienne son indépendance, il avait une administration corrompue qui privilégiait seulement les Espagnols (p. 409). 5.3) Les patriotes soutiennent que la métropole ne traite pas toutes ses colonies également. Ils utilisent l'exemple de la Jamaïque et du Haut-Canada pour souligner que les traitements sont inégaux. En se servant des demandes des réformistes du Haut-Canada, les patriotes soulignent que les revendications du Parti patriote dépassent la simple querelle entre Canadiens et Britanniques. Les patriotes sont inspirés par l'exemple des Irlandais qui, en 1820, demandent l'indépendance nationale. En 1829, la révolte des Irlandais a porté ses fruits : ils obtiennent le droit d'être élus au Parlement, de voter et d'obtenir des emplois dans la fonction publique (p. 410). Ils ont beaucoup de similitudes avec les Canadiens, eux aussi catholiques, intégrés à un empire contre leur gré majoritaire sur un territoire, mais écartés du pouvoir (p. 410).

Le temps des rébellions arrive de 1830 à 1840 (p. 414). « Comment les revendications et les luttes évoluent-elles dans le Bas-Canada et le Haut-Canada dans les années 1830? ». (p. 415) 1). Le développement économique ne profite pas de manière égale à tous. Cela entraîne des disparités. Des difficultés économiques se doublent aux conflits politiques. « Quelles sont les conséquences de la crise agricole des années 1830? Comment le choléra se propose-t-il au Bas-Canada? Comment le mécontentement populaire contribue-t-il à la montée des tensions nationales? ». 1.1) Si la population augmente rapidement par l'accroissement naturel chez les Canadiens et par l'immigration britannique, la production agricole ne suffit pas à la demande, car les difficultés rencontrées dans les siècles précédents s'accroissent. Une crise agricole survient, les récoltes sont mauvaises au point où le Bas-Canada doit importer du blé du Haut-Canada et des États-Unis pour nourrir la population. 1.2) La population augmente, mais les nouvelles terres, les seigneuries sont surpeuplées. Les Canadiens ont deux solutions : migrer vers les villes, ou émigrer vers les États-Unis (p. 417). Ceux qui décident d'immigrer vers les villes cherchent du travail et feront compétition aux Irlandais. Ceux qui décident d'émigrer vers les États-Unis trouvent souvent du travail dans les manufactures de textile qui nécessitent une main-d'œuvre importante. Plus de 9000 Canadiens émigrent vers la Nouvelle-Angleterre dans les années 1830. Cette émigration massive inquiète les autorités coloniales. Il y a plus de personnes qui quittent la colonie qu'il n'en entre. Les autorités ouvrent alors de nouvelles régions de colonisation : l'Outaouais, le Saguenay

et la Mauricie. La vie n'y est pas facile. Les terres sont moins fertiles (p. 417). 1.3) Les vagues d'immigrations s'intensifient au Bas-Canada dans les années 1830, mais viennent avec elles le choléra. La maladie est mortelle et force la colonie à mettre en place des bureaux de santé à Québec et à Montréal pour détecter les personnes atteintes par la maladie et placer des individus en quarantaine notamment à Grosse-Île. Les établissements qui y sont installés peuvent accueillir 300 malades à la fois, mais 50 000 immigrants sont attendus en 1832. Le bureau est débordé et des cas échappent au système. Les premiers cas de contagion apparaissent le 28 avril au Bas-Canada et se répandent rapidement jusqu'au Haut-Canada. Plus de 1000 personnes y meurent alors qu'au Bas-Canada le nombre grimpe jusqu'à 8000 personnes. Dans un contexte déjà tendu, les accusations fustigent. La population, dont certains membres du parti patriote, accuse les autorités d'avoir pris trop de risques en laissant autant d'immigrants entrer dans le pays. Certains blâment les Irlandais ou même encore les responsables britanniques de laisser volontairement les malades avoir accès au Bas-Canada (p. 419). 1.4) Les tensions se multiplient dans ce contexte déjà difficile. En 1832, a lieu une élection partielle où Stanley Bagg, supporté par le British party, affronte Daniel Tracey, un irlandais appuyé par le Parti Canadien. Les élections s'annoncent serrées. Tracey est en avance, mais Bagg fait appel à des fiers-à-bras et gruge chaque jour cette avance. Le 21 mai, les deux candidats sont à égalité et des bagarres éclatent, si bien que l'on doit faire venir l'armée et trois partisans de Tracey sont tués. Tracey est élu, mais le tout a avivé le nationalisme. Celui canadien se considère une victime des événements.

2) Le ton a monté après les élections partielles de 1832. « Que propose le Parti patriote? Comment les sentiments nationaux se manifestent-ils au Bas-Canada? Comment les autorités britanniques réagissent-elles aux revendications du Parti patriote et à la montée du nationalisme? (p. 422). 2.1) La session parlementaire de 1834 est dans l'impasse toujours à cause des subsides. Un député dépose alors les 92 résolutions rédigées par les députés Louis-Joseph Papineau et Augustin-Norbert Morin. Les revendications visent à réformer le système notamment par l'élection du Conseil législatif, le contrôle du budget par la Chambre, le respect de la langue de la majorité du Bas-Canada. Contrairement aux mouvements de l'Amérique latine, le Parti patriote ne demande pas l'indépendance de la colonie (p. 422). Parallèlement, les réformistes du Haut-Canada demandent aussi des réformes, mais elles sont quelque peu différentes. Elles exigent notamment l'élection du Conseil législatif et exécutif à travers le concept de responsabilité ministérielle, un concept marqué par le républicanisme, inspiré du système américain, et accordé

par le gouvernement du Royaume-Uni aux Britanniques (p. 423). Certains membres du Parti patriote voudraient que les résolutions soient modifiées, mais elles passent au vote à 56 contre 24. Les résolutions sont acheminées à Londres et certains délégués quittent le parti qui selon eux va trop loin. Le Parti patriote durcit le ton aux dépens de ces modérés. Il est moins conciliant à la Chambre d'assemblée et refuse de voter les subsides tant que la métropole n'aura pas répondu. (p. 423).

2.2) Dans les années 1830, des organisations voient le jour pour défendre les intérêts de chaque groupe. En 1834, les Irlandais ont la St Patricks Society of Montreal pour soutenir socialement, économiquement, en plus de favoriser l'éducation de la communauté irlandaise de Montréal. La société Saint-Jean-Baptiste voit elle aussi le jour pour diffuser au sein de la jeunesse canadienne le goût de la lecture et de l'écriture, mais devient rapidement un moyen de défendre les intérêts canadiens. Les tensions politiques se reproduisent dans les tensions qui séparent ces institutions. Certains sympathisants à la cause patriote voient la solution du conflit dans la prise des armes (p. 425). Néanmoins, en 1824, beaucoup considèrent que le climat s'améliora si la métropole décide d'accepter les 92 résolutions (p. 425).

2.3) Les autorités coloniales n'apprécient pas les demandes des patriotes, mais la population semble les soutenir : le Parti patriote remporte 77 des 88 sièges. Le gouvernement britannique en 1835 nomme un enquêteur et une commission pour mettre au clair les sources de ce conflit politique. En 1836, les patriotes renouvellent leur demande avec une pétition, demandent plus d'autonomie et la responsabilité ministérielle (p. 426). La commission dépose son rapport en 1836 : elle suggère au Parlement de faire des réformes mineures qui devraient satisfaire le Parti patriote. En 1837, la réponse aux 92 résolutions arrive : il s'agit des 10 résolutions préparées par le ministre Russel. La réponse est un coup dur pour les patriotes. Non seulement la Chambre ne pourra pas élire le Conseil législatif, mais désormais le gouverneur et le Conseil exécutif pourront prendre les subsides nécessaires sans l'accord de la Chambre (p. 427). Les pouvoirs de la Chambre sont ainsi réduits, et la pilule ne passe pas du côté du Parti patriote. Le gouverneur Gosford convoque la Chambre dans l'objectif de trouver un compromis pour tous, mais la Chambre refuse de voter les subsides et il la suspend (p. 427).

3) Les esprits s'échauffent. « Que font le Parti patriote et ses partisans en réaction à la réponse à Londres? Comment l'Église catholique intervient-elle dans ce contexte de crise? (p. 428) ».

3.1) Lorsque la Chambre d'assemblée est suspendue, les députés patriotes organisent des assemblées populaires (p. 428). La première à Saint-Ours compte plus de 1200 personnes. Y sont adoptées 12 résolutions qui affirment, contrairement aux 92 résolutions de 1834, que la métropole

est désormais un adversaire des Canadiens. Des dizaines d'assemblées s'organisent. Le Parti patriote invite les Canadiens à boycotter les produits britanniques pour nuire au gouverneur et à l'élite marchande britannique. Les adversaires des patriotes organisent aussi des dizaines d'assemblées. Craignant l'agitation, le gouverneur interdit les assemblées en juin, mais plusieurs continuent à avoir lieu à Montréal. 3.2) Du côté des loyalistes comme des patriotes, il y a des modérés et des radicaux (p. 429). Des jeunes britanniques fondent le Doric Club, une association paramilitaire luttant contre le « French Domination ». Le gouverneur n'appuie pas la formation, mais les autorités coloniales la tolèrent. Du côté patriote, Parent à la tête des modérés, craint les violences et le potentiel qu'elles conduisent à la fermeture complète de la Chambre. D'autres, comme Norbert Morin et Louis-Hyppolite Lafontaine croient encore pouvoir réformer le système et participent aux assemblées. Des patriotes se radicalisent. Devant le Doric Club, ils fondent les Fils de la liberté qui sont prêts à construire l'indépendance du Bas-Canada à la pointe de la baïonnette. Papineau n'a jamais envisagé de prendre les armes, mais ne désapprouve pas les groupes de radicaux. 3.3) L'assemblée populaire la plus importante est celle des six comtés (p. 430). Elle a lieu à Saint-Charles en octobre 1837. Papineau affirme à la foule que des moyens pacifiques sont encore possibles pour résoudre la crise alors que Wolfred Nelson n'est pas de cet avis. L'assemblée prend un tournant radical. *Périodes* cite les historiens qui estiment que 5000 personnes se trouvent à cette assemblée (p. 431). Les tensions sont à leur comble. Les chefs de ces groupements sont bourgeois et plusieurs exercent des professions libérales alors que les partisans des assistances viennent de différents groupes sociaux. Plusieurs sont agriculteurs ou artisans (p. 431). 3.4) L'Église intervient. Depuis le début du XIX^e siècle, l'Église ménage les autorités de peur de perdre ces privilèges (p. 432). À l'été 1837, Monseigneur Lartigue, évêque de Montréal, encourage les catholiques à rester fidèles au Royaume-Uni, que la religion catholique ne permet pas de transgresser les lois du pays et de se révolter contre l'autorité. Il ira jusqu'à menacer d'excommunier tous ceux qui se révolteraient (p. 432). Les membres du clergé l'écouteront en grande majorité (p. 432). Certains curés de campagne appuient les patriotes. L'appui est discret : ils se limitent à administrer les sacrements religieux aux patriotes avant les combats. Étienne Chartier, est l'un de ces curés qui participent activement aux assemblées populaires et approuve la cause patriote (p. 433).

4.) La violence éclate. « Comment se déroule le soulèvement armé au Bas-Canada? Que se passe-t-il dans le Haut-Canada pendant ce temps? Qu'est-ce qui met fin à la violence au Bas-

Canada? ». 4.1) Le conflit armé éclate à Montréal. Le Doric club et les Fils de la liberté se sont réunies non loin l'un des autres. Ils en viennent aux poings. Les membres du Doric Club s'en prennent au journal *The Vincidactor*, saccagent la maison de Papineau, et fracassent les vitres d'une librairie qui appuie les patriotes. Des coups de feu sont tirés et quelques patriotes sont blessés (p. 434). Des mandats sont lancés contre les chefs patriotes jugés responsables des violences. Le 23 novembre, les patriotes prennent par surprise des soldats britanniques à Saint-Denis. À Saint-Charles, l'armée britannique contre-attaque et fait 150 morts du côté des patriotes contre 3 soldats britanniques. À Saint-Eustache, les patriotes réfugiés dans une Église sont bombardés par l'armée. 70 d'entre eux meurent alors que l'armée compte trois morts et 8 blessés. Les soldats brûlent plusieurs villages, plusieurs chefs patriotes se réfugient aux États-Unis alors que d'autres sont arrêtés (p. 435). Des centaines de personnes sont emprisonnées. Le gouverneur oblige la population à prêter un serment de fidélité à la population et arrête ceux qui refusent. Le calme revient (p. 435). 4.2) Des affrontements ont également lieu au Haut-Canada. Le député William Lyon Mackenzie planifie la lutte armée en 1837 alors que le Parlement a également refusé ses réformes politiques. Alors que l'armée est occupée au Bas-Canada, il essaye de faire renverser le gouvernement. Ses troupes sont mal préparées et la majorité de la population reste fidèle à la couronne si bien que sa tentative de prendre York échoue. Mackenzie fuit aux États-Unis (p. 436). 4.3) En janvier 1838, des centaines de patriotes sont en exil aux États-Unis. Les plus radicaux souhaitent reprendre les combats et lancer une guerre d'indépendance. Papineau est contre cette entreprise et s'éloigne du parti. Robert Nelson devient leur chef et met en place une stratégie avec Mackenzie visant à faire des raids à la frontière des colonies, stratégie qui sera abandonnée par manque de coordination. Nelson débarque au Bas-Canada avec 300 patriotes armés. Il déclare l'indépendance de la colonie et distribue des exemplaires de sa déclaration d'indépendance. On y affirme : l'indépendance du Bas-Canada, l'établissement d'une république, l'égalité de tous devant la loi y compris les Amérindiens, la séparation de l'Église et de l'État, le droit de vote pour tous les hommes de 21, le vote secret, l'égalité du français et de l'anglais (p. 437). Son bataillon est repoussé par l'armée. Certains patriotes fondent les frères chasseurs. Ils sont une association secrète préparant les prochaines batailles (p. 437). 4.4) En 1838, le Parlement britannique suspend la constitution et nomme un Conseil spécial régnant dans la Chambre l'Assemblée. Les frères chasseurs s'organisent alors que des milliers de soldats britanniques débarquent dans la colonie. En novembre 1838, Nelson revient au Canada et les frères chasseurs se soulèvent, mais les troupes

britanniques reviennent en renfort (p. 438). Les frères chasseurs et Nelson tentent de se rendre aux États-Unis pour se ravitailler en armes, mais sont stoppés par 200 loyalistes. Les chefs patriotes se désillusionnent, la plupart se sauvent aux États-Unis, mais certains se font arrêter avant d'y parvenir. Une dernière bataille a lieu à Odelltown. Au Haut-Canada, la révolte mal organisée échoue également. Plusieurs personnes dans les deux colonies seront arrêtées et condamnées (p. 438). 4.5) Par ailleurs, le rôle des Amérindiens a été mal étudié par les historiens nous apprend *Périodes* (p. 439). Deux nations se seraient soulevées du côté britannique alors que les Iroquois de Kahnawake se seraient rangés du côté loyaliste.

5) À la fin du conflit, la métropole sévit. « Quelles mesures les autorités coloniales prennent-elles à l'encontre des patriotes qui ont participé aux rébellions? Quelles solutions Lord Durham propose-t-il dans son rapport? » (p. 440). 5.1) Le Bas-Canada est sous la loi martiale : les autorités peuvent arrêter sans preuve formelle toutes personnes soupçonnées d'avoir participé au soulèvement (p. 440). 855 patriotes sont arrêtés. 108 sont accusés de sédition et de haute trahison et risquent la peine de mort. 99 le seront. Pour ménager l'opinion populaire, les autorités n'exécuteront pas la condamnation de la plupart d'entre eux. Plusieurs sont libérés, d'autres envoyés en exil, surtout en Australie, et pardonnés après 5 ans. 12 subiront leur sentence et seront pendus publiquement (p. 440). Le Conseil spécial reste en place jusqu'à ce que le Parlement prenne une décision par rapport à la colonie. Le Conseil investit dans la construction d'infrastructures comme le Chambly et remercie le clergé catholique s'étant illustré par sa fidélité. Il lui accordera des privilèges comme celui de faire venir des nouveaux prêtres (p. 441). 5.2) En mai 1838, Lord Durham arrive dans la colonie pour mener son enquête sur les rébellions. Au Haut-Canada il rencontre les réformistes qui lui expliquent que le système politique est injuste. Au Bas-Canada, il rencontre surtout des membres de l'élite marchande qui exprime leur mécontentement envers les Canadiens et leur volonté d'unir les deux colonies (p. 442). Durham doit revenir de force dans la métropole après avoir expatrié 8 patriotes, décision contestée à Londres. Durham rédige son rapport quand même (p. 442). En 1839, il le dépose. Il distingue premièrement le conflit du Haut-Canada, contre le Family compact, de celui du Bas-Canada, un conflit ethnique. Durham argumente que l'attachement des Canadiens à leur culture et leurs institutions nuit au développement de la colonie. Il suggère l'assimilation de cette population « sans histoire et sans littérature », mais pas une assimilation forcée, une assimilation naturelle qui se fera au fil des générations. Durham souhaite sortir les Canadiens de leur infériorité. Durham suggère de donner

la responsabilité ministérielle à l'Assemblée et de favoriser l'immigration britannique. Les Canadiens réagissent généralement négativement à ce rapport qui souhaite leur assimilation. Papineau, en exil en France, rédige un texte dans lequel il affirme que les causes des troubles de 1837-38 étaient surtout politiques plus qu'ethniques. Les Canadiens sont pour la plupart contre le projet d'union, mais se réjouissent que la responsabilité ministérielle puisse leur être accordée. Les Britanniques du Bas-Canada sont généralement satisfaits de rapport de Durham, appuient l'union, mais se partagent quant à la responsabilité ministérielle. Dans le Haut-Canada, le projet d'union est reçu favorablement, car la fusion des deux gouvernements inclurait notamment la fusion des deux budgets et comblerait son déficit (p. 445).

Page Références à l'historiographie dans *Périodes, Tome I*

p. 333	Réal Bélanger, Richard Jones et Marc Vallières, Historiens, Les Grands débats parlementaires 1792-1992, 1994.
p. 337	Jacques Lacoursière, Historien, Histoire populaire du Québec de 1791 à 1841, 1996.
p. 339	John Hare, Historien, Aux origines du Parlementarisme Québécois, 1791-1793, 1993
p. 342	Manon Tremblay, Politicologue, Québécoises et représentations parlementaire, 2005
p. 342	Jacques Lacoursière, Historien, Histoire populaire du Québec de 1791 à 1841, 1996.
p. 343	Yvan Lamonde, Historien, Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896, 2000
p. 344	Yvan Lamonde, Historien, Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896, 2000
p. 349	Jean-Pierre Wallot, Historien, « À la querelle des prisons (Bas-Canada, 1805-1807) », Revue d'histoire de l'Amérique française, 1960.
p. 349	Jacques Lacoursière, Historien, Histoire populaire du Québec de 1791 à 1841, 1996.
p. 350	Maurice Lemire, Historien, La vie littéraire au Québec, 1806-1839 : Le projet national des Canadiens, 1992.
p. 351	Fernard Harvey, Historien, Histoire de la ville de Québec et de sa région, 2008.
p. 351	Maurice Lemire, Historien, La vie littéraire au Québec, 1806-1839 : Le projet national des Canadiens, 1992.
p. 352	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugois Historiens, Canada-Québec 1534-2000, 2001.
p. 353	Jean-Pierre Wallot, Historien, « Querelle des Prisons (Bas-Canada, 1805-1807) », Revue d'histoire de l'Amérique française, 1960.
p. 353	John Hare, Historien, Aux origines du parlementarisme Québécois, 1791-1793, 1993.
p. 356	Paul Kennedy, Naissance et déclin des grandes puissances, 1991.
p. 357	Louis Dechêne, Historienne, William Price, 1810-1854, 1964
p. 358	Giles Paquet, Économiste et Jean-Pierre Wallot, Historien, Un Québec moderne, 1760-1840, Essai d'histoire économique et sociale, 2007
p. 358	Brian S. Osborne, Géographe, dans Atlas historique du Canada, Vol II, 1993.
p. 359	Louise Dechêne, Historienne, William Price, 1810-1850, 1964.
p. 359	Louise Dechêne, Historienne, William Price, 1810-1850, 1964.
p. 359	Louise Dechêne, Historienne, William Price, 1810-1850, 1964.
p. 360	Olivie Patricia Dickason, Historienne, Les premières nations du Canada, 1996.
p. 362	Jean Hamelin et Jean Provencher, Historiens, Brève histoire du Québec, 1987
p. 362	Fernande Roy, Historienne, Histoire des idéologies au Québec, 1993
p. 367	Gilles Paquet, Économiste et Jean-Pierre Wallot, Historien, Un Québec Moderne, 1760-1840m Essai d'histoire économique et sociale, 2007.
p. 368	Fernand Ouellet, Historien, le Bas-Canada 1791-1840, Changements structuraux et crise, 1976.
p. 369	Sylvain Roussillon, Historien, L'autre 1812 – la seconde Guerre de l'indépendance américaine, 2012.
p. 371	Éric Bédard, Historien, Histoire du Québec pour les Nuls, 2015
p. 371	Sylvain Roussillon, Histoire, L'autre 1812 – La seconde guerre de l'indépendance américaine, 2012.

p. 372	Sylvain Roussillon, Histoire, L'autre 1812 – La seconde guerre de l'indépendance américaine, 2012.
p. 374	Éric Bédard, Historien, Histoire du Québec pour les Nuls, 2015
p. 374	Olivie Patricia Dickason, Historienne, Les premières nations du Canada, 1996.
p. 380	Gilles Paquet, Économiste et Jean-Pierre Wallot, Historien, Un Québec Moderne, 1760-1840m Essai d'histoire économique et sociale, 2007.
p. 385	Serge Courville, Géographe, Entre la Ville et la Campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada, 1990
p. 385	Fernand Ouellet, Historien, le Bas-Canada, 1791-1840, Changements structuraux et crise, 1980.
p. 388	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.
p. 388	Serge Courville, Géographe, Entre la Ville et la Campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada, 1990
p. 389	R. Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Historien, Origins, Canadian-History to Confederation, 2002.
p. 390	Aidan McQuillan, Géographe, « Des Chemins divergents: les irlandais et les canadiens français au XIXe siècle » dans Éric Waddell (dir.), Le dialogue avec les cultures minoritaires, 1999.
p. 392	R. Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Historien, Origins, Canadian-History to Confederation, 2002.
p. 393	Aidan McQuillan, Géographe, « Des Chemins divergents: les irlandais et les canadiens français au XIXe siècle » dans Éric Waddell (dir.), Le dialogue avec les cultures minoritaires, 1999.
p. 393	Aidan McQuillan, Géographe, "Des Chemins divergents: les irlandais et les canadiens français au XIXe siècle »' dans Éric Waddell (dir.), Le dialogue avec les cultures minoritaires, 1999.
p. 394	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.
p. 395	Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, Le pays laurentien au XIXe siècle, les morphologies de base, 1995.
p. 402	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, Historiens, Canada-Québec 1534-2015, 2015.
p. 404	Yvan Lamonde, Historien, Histoire sociale des idées au Québec, 2000.
p. 406	Michel Ducharme, Historien, Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques 1776-1838, 2010.
p. 410	Aidan McQuillan, Géographe, « Des Chemins divergents: les irlandais et les canadiens français au XIXe siècle » dans Éric Waddell (dir.), Le dialogue avec les cultures minoritaires, 1999.
p. 411	Gilles Laporte, Historien, « Le Québec dans l'âge des révolutions », La mémoire des patriotes : Les rébellions des patriotes en bref, 2016.
p. 413	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.
p. 413	Maurice Séguin, Historien, La « Nation canadienne » et l'agriculture (1760-1850), 1970
p. 416	Fernand Ouellet et Jean Hamelin, Historiens, La crise agricole dans le Bas-Canada (1802-1837), 1962
p. 416	Serge Courville, Géographe, La crise agricole du Bas-Canada, Éléments d'une réflexion géographique, 1980.
p. 417	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2003.

p. 417	Rodrigue Tremblay, Économiste, L'Économie québécoise, 1976.
p. 420	France Galarneau, Historienne, L'Élection Partielle du Quartier-Ouest de Montréal en 1832 : Analyse politico-sociale, 1979.
p. 421	France Galarneau, Historienne, L'Élection Partielle du Quartier-Ouest de Montréal en 1832 : Analyse politico-sociale, 1979.
p. 421	France Galarneau, Historienne, L'Élection Partielle du Quartier-Ouest de Montréal en 1832 : Analyse politico-sociale, 1979.
p. 241	James Jackson, Historien, L'Émeute inventée : la mort de trois montréalais sous les balles de l'armée britannique en 1832 et son camouflage par les autorités, 2014.
p. 423	Éric Bédard, Historien, Les Réformistes, 2009
p. 426	Louis-Georges Harvey, Historien, Le Printemps de l'Amérique française, 2005
p. 427	Gérard Filteau, Historien, Histoire des patriotes, 2003
p. 430	Gilles Laporte, Historien, Brève histoire des patriotes, 2015.
p. 431	Luc Noppen, Historien, Architecture, Forme Urbaine et Identité collective, 1995
p. 435	R. Louis Gentilcore (Dir), Géographie, Atlas historique du Canada, vol II, 1993
p. 437	Gilles Laporte, Historien, Brève histoire des patriotes, 2015
p. 440	Gilles Laporte, Historien, « Punir tout un peuple », la Mémoire des patriotes : Les Rébellions des patriotes en bref, 2016.
p. 443	Jacques Lacousière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, Historiens, Canada-Québec 1534-2015, 2015 et site de l'aménagement linguistique au Canada (SALIC), Université d'Ottawa, 2015
p. 445	Maurice Séguin, Historien, L'idée d'indépendance au Québec : Genèse et Historique, 1971
p. 445	Gérald Bernier, politicologue, « Le parti patriote (1827-1838) », dans Vincent Lemieux. Éd Personnelle et Partis politiques au Québec, 1981.
p. 446	France Galarneau, Historienne, L'Élection partielle du quartier-Ouest de Montréal : Analyse politico-sociale, 1979.
p. 447	Gérard Filteau, Historien, Histoire des patriotes, 2003
p. 447	France Galarneau, Historienne, L'Élection partielle du Quartier-Ouest Montréal, Analyse politico-sociale, 1979.
p. 448	Assemblée nationale du Québec, « Liste civile », Encyclopédie du parlementarisme québécois, 22 février 2016
p. 448	Gilles Paquet, Économiste et Jean-Pierre Wallott, Historien, Un Québec moderne 1760-1840, Essai d'histoire économique et sociale, 2007.
p. 449	Éric Bédard, Historien, Les Réformistes, 2009.

ANNEXE 7 : LA FÉDÉRATION CANADIENNE DANS *PRÉSENCES* 2006

Le deuxième manuel de 3^e secondaire de *Présences* problématise la place du Québec au sein de la Fédération canadienne (p. 88). Il remarque que le Canada est aujourd'hui un immense pays dont la gouvernance est partagée par un gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Seul le Québec est une province majoritairement francophone dans cette fédération (p. 88). Économiquement le Canada se classe au 5^e rang mondial pour ses exportations et ses importations (en 2006) ce qui pousse *Présences* à poser la question à savoir quelle est la place du Québec dans cette dynamique canadienne. Pour permettre aux étudiants d'y réfléchir, *Présences* propose une liste du produit intérieur brut réel en termes de dépenses par province en 2005 où le Québec est listé comme ayant le 4^e PIB du pays, loin derrière les premières économies (p. 88). Suit un document puisé d'un journal d'actualité où l'auteur affirme qu'une petite nation réussirait mieux sur le plan économique si elle était souveraine, un texte affirmant le contraire, soit qu'un Québec indépendant souffrirait en contexte de mondialisation. Un autre document affirme que l'économie du Québec se compare à l'économie de plusieurs pays européens, que le gouvernement fédéral a un pouvoir de taxation moins fort que dans plusieurs fédérations (p.88-89). Un autre document évoque le Conseil de la fédération en 2004 pour une meilleure coopération intergouvernementale au Canada (p. 89). Le Québec joue un rôle important dans la fédération : pour certains témoignages la province a tout intérêt à faire partie de ce tout, alors que pour d'autres la province devrait se retirer.

Passant de l'actualité à l'histoire, *Présences* relie ensuite la place du Québec contemporain au récit de l'unification des colonies entre 1850 et 1929 (p. 91). Cette histoire de la formation de la fédération commence entre 1850 à 1864 alors que la colonie est paralysée. *Présences* présente le contexte général de la formation de la fédération, mais beaucoup d'informations sont alors présentées avec peu d'explications. *Présences* débute par mentionner que les colonies britanniques de l'Amérique du Nord sont encore liées aux décisions de la métropole. La politique de libre-échange ainsi que la responsabilité ministérielle provoquent de graves tensions (p. 92). Depuis 1846, la Grande-Bretagne a aboli ses tarifs préférentiels pour se tourner vers le libre-échange. Les colonies britanniques d'Amérique du Nord n'ont plus cette proximité avec la métropole au moment

même où elle amorce leur industrialisation. C'est vers les États-Unis qu'elles se retourneront en signant en 1854 le traité de réciprocité qui finira en 1866. Au milieu des années 1860, une ligne de fer reliant les États-Unis d'est en ouest est pratiquement terminée. On craint l'expansionnisme américain. La frontière de l'Ouest est-elle menacée? Les gens d'affaires du Canada-Uni pressent les chefs politiques à accélérer la construction d'un chemin de fer, mais ce projet nécessite des capitaux importants et l'appui de l'État (p. 92). L'alliance des réformistes, elle, prend fin. Baldwin et Lafontaine n'ont plus de cause commune depuis que la responsabilité ministérielle a été accordée (p. 92). En 1851, quatre nouveaux partis politiques voient le jour (les Liberal-Conservatives, soit les Britanniques modérés, les Clear grits, soit les Britanniques anti-français, les conservateurs, soit les canadiens-français modérés, les rouges, soit les canadiens-français anticléricaux et anti britannique) (p. 93). En 1851, la population du Canda-Ouest dépasse celle du Canada-Est. Plusieurs partis politiques exigent la représentation proportionnelle que les francophones conservateurs dénoncent argumentant qu'elle irait à l'encontre de l'Acte d'Union. La double majorité des députés aux projets de loi est difficile à obtenir (p. 92).

De 1864 à 1865, s'échelonnent des conférences décisives. Les problèmes économiques et politiques forcent les chefs des partis du Canada-Uni à s'allier (sauf les Rouges) pour sortir de l'impasse (p. 94). À Charlottetown une première conférence est organisée en septembre 1864. En octobre, 33 délégués du Canada-Uni se réunissent cette fois-ci pour concrétiser le projet d'une fédération. Ils viennent du Canada-Uni, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard. Aux termes de la conférence, une entente intitulée « Résolution de Québec » devra être approuvée par chacune des entités présentes à la conférence avant d'être envoyée au Parlement britannique (p. 94). Dans le document, on prévoit de prolonger le chemin de fer d'Halifax pour stimuler le commerce et l'industrie. On y prévoit aussi de répartir les pouvoirs entre deux niveaux de gouvernement. Le gouvernement fédéral, pourvu d'une Assemblée élue proportionnellement à la population, sera responsable des affaires générales et économiques. Les anciennes colonies deviendront des provinces dotées d'un gouvernement respectif qui leur permettra d'adopter des lois dans les affaires locales (p. 94). L'heure est aux compromis. Le Canada-Est et les maritimes tiennent à leurs particularités culturelles et souhaitent en ce sens devenir des gouvernements provinciaux. Les dirigeants du Canada-Ouest sont prêts à accepter l'union fédérale du moment que le gouvernement soit élu proportionnellement à la population et détiennent d'importants pouvoirs. Dans l'ensemble, la formation d'une fédération

est souhaitée par la majorité de ces constituantes surtout pour stimuler l'économie, ce qui est vital notamment pour les Maritimes (p. 94).

Les Résolutions de Québec trouvent leurs opposants. Ces derniers se trouvent surtout dans le Canada-Est et dans les Maritimes. Au Canada-Est, les rouges s'y opposent craignant l'assimilation des Canadiens français dans un système où les députés francophones seraient minoritaires (p. 96). Les rouges pensent que la raison d'être du projet se résume à trouver un moyen de financer le chemin de fer. Malgré leur opposition, la Chambre d'assemblée du Canada-Uni adopte le projet de loi de confédération des colonies à 91 voix contre 33 (p. 96). Dans le Canada-Ouest, on craint la compétition du Canada-Uni plus peuplé et plus riche. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, les mouvements d'opposition sont forts, mais on finit par surmonter les résistances. En 1866, les délégués des colonies se présentent à Londres et modifient les Résolutions avant de les présenter aux autorités. Ils discutent d'une clause stipulant que le chemin de fer du nouveau pays devra se rendre jusqu'à l'Atlantique pour s'assurer l'appui des Maritimes. Le Parlement britannique accepte la proposition de la délégation. La reine Victoria officialise la fondation de la nouvelle colonie en sanctionnant sa nouvelle constitution appelée Acte de l'Amérique du Nord britannique (p. 96). Le 1^{er} juillet 1867 naît la Confédération canadienne qui prend le nom de « Dominion du Canada » et qui a pour devise : d'un océan à l'autre. La même année John A. Macdonald devient le premier ministre du dominion (p. 96).

En 1869, le gouvernement fédéral entreprend l'arpentage des terres des Territoire du Nord-Ouest afin d'y installer de nouveaux colons et d'établir le tracé d'une future ligne ferroviaire (p. 98). Les arpenteurs ne tiennent pas compte des Métis qui y sont installés. Ces derniers, dirigés par Louis Riel, s'emparent du fort Garry. Le premier ministre canadien décide de négocier avec eux. Résultat? En 1870, le Manitoba est créé. Dans sa gestion de l'ouest, le gouvernement canadien continue à négocier avec diverses nations amérindiennes. Il finit par leur acheter leur terre en contrepartie d'une compensation financière et de la création des réserves (p. 98). En 1880, les nations amérindiennes et les Métis continuent à se sentir brimés par la colonisation des Territoires du Nord-Ouest. Ils reprennent les armes en faisant de nouveau appel à Louis Riel. En 1885, le gouvernement envoie 5000 soldats. C'est le bain de sang à Batoche. Louis Riel est reconnu coupable pour haute trahison à Regina en 1885 ce qui déclenche une crise politique dans le pays. D'autre part, en 1871, la promesse d'une ligne ferroviaire transcontinentale d'est en ouest est une

condition d'entrée de la Colombie-Britannique dans la Confédération. Le projet est entrepris en 1882 par le Canadian Pacific Railway financé par le gouvernement fédéral. Les ingénieurs doivent trouver des moyens techniques de faire passer le train dans les Rocheuses. La construction de la voie ferrée représente des défis. Mais la ligne est inaugurée en 1885 (p. 98).

De 1867 à 1905, la jeune confédération n'en est pas moins dynamique. L'Île-du-Prince-Édouard s'est fortement endettée en construisant son propre chemin de fer. Le gouvernement fédéral y voit là une occasion favorable et lui suggère de rembourser sa dette à condition qu'elle adhère à la Confédération. La colonie accepte et devient la septième province canadienne (p. 100). En 1873, c'est Alexander Mackenzie, chef du parti libéral, qui remplace John A. Macdonald. Une grave crise économique secoue l'occident de 1873 à 1878. La crise entraîne un sérieux ralentissement de l'économie de la nouvelle fédération. Plusieurs banques et entreprises font faillite au Canada (p. 100). En 1878, Macdonald reprend le pouvoir dans ce contexte d'incertitudes et lance une série de mesures pour relancer l'économie du pays. Ces mesures passeront à la postérité comme la « Politique nationale ». Afin de protéger l'économie canadienne de la concurrence étrangère, le gouvernement hausse les tarifs douaniers (p. 100). L'industrialisation du pays est lancée. Le fédéral stimule la construction du chemin de fer ce qui du même coup encourage l'arrivée de nouveaux colons dans l'Ouest. Macdonald est éventuellement remplacé par Wilfrid Laurier. Ce dernier sera premier ministre en 1896 et 1911. Pendant cette période, le pays reçoit près de 3 000 000 de nouveaux arrivants venant de la Grande-Bretagne, des États-Unis, des pays scandinaves, de la Pologne, de l'Ukraine, de la Russie et de l'Italie (p. 100). En 1905, deux nouvelles provinces sont créées : la Saskatchewan et l'Alberta. Le marché intérieur se développe et favorise la production de biens manufacturés en Ontario et au Québec (p. 100).

La place occupée par les provinces dans la Confédération est sujette à débat entre 1867 et 1900. Deux conceptions du fédéralisme se côtoient. Ottawa a le contrôle des banques et du commerce. Mais pour John A. Macdonald, les gouvernements provinciaux sont inférieurs et subordonnés au gouvernement fédéral. Plusieurs dénoncent cette interprétation et considèrent plutôt les provinces comme des partenaires autonomes et responsables (p. 102). La Nouvelle-Écosse vote son retrait de l'union en 1868 devant un fédéral trop fort. Le Parlement britannique intervient et interdit ce vote. C'est sans compter que le gouvernement fédéral a un droit de désaveu, soit le droit d'annuler des lois provinciales. En Ontario, Oliver Mowat conteste les fréquents

recours à cette clause et porte la cause en Angleterre. Le fédéral abuse de ce pouvoir. Londres donne raison à Mowat à plusieurs reprises entre 1883 et 1896 (p. 102). Et au Québec, la pendaison de Louis Riel a mis la population à dos du gouvernement de Macdonald. Honoré Mercier fonde le Parti national pour unir les forces nationalistes canadiennes-françaises. Élu en 1887, il adopte une politique autonomiste du Québec qu'il veut affirmer comme nation catholique et française au sein de la Confédération (p. 102). Les subventions octroyées par le gouvernement fédéral sont l'une des grandes préoccupations des provinces. Ces sommes ne sont pas suffisantes pour équilibrer le budget provincial. Parallèlement à ces problèmes financiers, le fédéral accumule des surplus. Mercier convoque alors les provinces et ensembles, elles demandent à Ottawa de limiter son pouvoir de désaveu et d'augmenter des subventions accordées aux provinces. Macdonald refuse (p. 102)

De 1850 à 1900, parallèlement à la fédération canadienne, l'industrialisation s'amorce. À partir de 1850, grâce aux capitaux provenant de l'Angleterre, l'artisanat canadien est progressivement remplacé par la production mécanisée des usines (p. 104). La politique nationale favorise cette industrie naissante. L'extension du territoire canadien élargit également le marché. Les entreprises ont un nombre croissant de consommateurs et une main-d'œuvre bon marché (p. 104). Les investissements dans le transport sont massifs (p. 104). Le canal Lachine à Montréal facilite la livraison des matières et des produits finis. Les gouvernements provinciaux financent les chemins de fer. Les manufactures et les usines sont surtout concentrées au Québec et en Ontario. Tous les secteurs grandissent : c'est le cas par exemple de l'alimentation. Des petites entreprises de beurreries et de fromageries s'ouvrent en campagne. Près des centres urbains on trouve des meuneries, des brasseries et des raffineries de sucre. L'industrie de la chaussure est radicalement transformée et les grandes filatures de textile se multiplient (p. 104). La production de fer et de l'acier est stimulée. L'industrie du bois connaît des transformations avec la multiplication des scieries à vapeur notamment (p. 104). L'industrialisation marque le début et l'essor de la classe ouvrière. La société est transformée sur le plan social. Les tâches généralement exigées par les usines ne demandent pas beaucoup de connaissances spécifiques et les salaires sont très bas. Dans les usines et les manufactures, on emploie beaucoup de femmes et d'enfants qui doivent travailler rigoureusement pour gagner un salaire très inférieur à celui des hommes. Les conditions de travail poussent ces ouvriers à mettre sur pied des syndicats (p. 106). Les syndicats agissent par l'entremise de manifestations et de grèves. Ils essayent d'instaurer un rapport de force

entre les ouvriers et leur patron. Les Chevaliers du travail comptent par exemple 12 000 membres en 1887. Dans ce contexte de développement, l'urbanisation s'accélère, les gens de la campagne immigreront en ville pour y trouver du travail. De 1861 à 1901, la population urbaine double et passe de 20% à 40%. De 1840 à 1930, près d'un million de Canadiens français iront dans les centres industriels du nord des États-Unis (p. 106). Cette arrivée massive dans les villes pousse les ouvriers à s'entasser dans des maisons pauvres, mal chauffées et mal éclairées. Il n'y a pas de services publics et le taux de mortalité infantile est très élevé (p. 106).

À quoi comparer la formation de la fédération canadienne? *Présences* compare ce phénomène à la formation des fédérations en Allemagne, en Argentine, aux États-Unis et en Suisse (p.126). En Allemagne, l'unification des États en 1871 favorise l'essor industriel. Le gouvernement impérial, car il s'agit d'un *Reich*, soit d'un empire, encourage la construction d'un chemin de fer (p. 128). L'empire a des visées dominatrices qui se heurtent aux politiques expansionnistes des voisins européens comme la France et la Russie. Le pays connaît aussi une forte poussée démographique et s'urbanise. Plus encore, la classe ouvrière se syndicalise et s'impose sur la scène politique (p. 128). En Argentine, la société aussi se transforme. L'Union fédérale se concrétise en 1862 et le gouvernement fédéral encourage la construction d'un chemin de fer et l'industrie interne avec des mesures protectionnistes. C'est avec des interventions militaires que de nouveaux territoires sont conquis et colonisés. C'est le cas du territoire qui correspond aujourd'hui au Paraguay notamment et celui des autochtones des grandes plaines de la Pampa. Les immigrants arrivent par millions. Le pays s'urbanise. Les ouvriers vivent également dans des conditions difficiles. Ils se syndicalisent (p. 136). Parallèlement, aux États-Unis, la nation est divisée. Le nord veut un gouvernement fédéral fort, des tarifs douaniers pour stimuler son secteur industriel, l'abolition de l'esclavage alors que le nord souhaite le libre-échange et plus d'autonomie accordée aux États (p. 138). Onze états du sud feront sécession. La guerre de Sécession prendra fin avec la défaite des sudistes. Le sud est agricole. Le nord dynamise son industrie. Les États-Unis sont capitalistes et plusieurs gens d'affaires s'opposent directement à l'intervention de l'État dans l'économie (p. 139). De 1846 à 1848, les États-Unis se battent contre le Mexique et délimitent leur frontière au Sud. À l'Ouest, la frontière américaine est sans cesse repoussée jusqu'à ce que le pays s'étale d'un océan à un autre (p. 142). Mais, cette expansion ne se fait pas sans provoquer la résistance des Amérindiens. L'immigration est forte aux États-Unis. Les gens venant de partout ailleurs forment un creuset identitaire. Les villes grandissent et la

société est marquée d'inégalités (p. 144). Suit finalement l'exemple de la Confédération suisse. Créé en 1848, l'État fédéral favorise l'essor industriel de la Suisse par différentes politiques (p. 148). La Suisse construit des chemins de fer, mais plusieurs entreprises forment une main-d'œuvre hautement qualifiée. Si la situation géographique de la Suisse n'est pas favorable, entourée de grandes puissances qui lui imposent des tarifs douaniers, la Suisse développe de nouvelles technologies (p.149). La Suisse n'a pas de prétention de conquêtes territoriales. Les gens émigrent massivement des campagnes, mais les conditions ouvrières sont tout aussi précaires (p. 150)

L'on remarque que c'est le concept d'industrialisation qui est la pierre d'assise du chapitre portant sur la fédération canadienne. Les besoins économiques des sociétés sont ici mis de l'avant pour exploiter entre autres la formation d'alliance entre États que ce soit l'exemple canadien ou celui d'autres pays. Les concepts d'urbanisation, de syndicalisation, de capitalisme, de libre-échange, et de fédération, qui donnent vie à cette industrialisation, sont liés aux réalités connues par d'autres pays qui s'industrialisent pendant la même période. La population et les particularités de la confédération, de la politique nationale et des réserves dans l'Ouest sont les quelques éléments qui caractérisent la réalité de l'époque dans le manuel *Présences* de 3^e secondaire.

Sur le plan de la population, les manuels de 4^e secondaire ajoutent quelques précisions concernant la grande hémorragie. Ce phénomène correspond au départ massif des Canadiens français fuyant les campagnes pour les États-Unis et les villes (*Présences*, 4^e année, tome 1, p. 49). Le manuel ajoute que plusieurs familles choisiront la colonisation. En d'autres mots, plusieurs Canadiens français iront s'installer sur d'autres terres canadiennes ou québécoises en espérant sortir de la misère. La colonisation est encouragée par le gouvernement du Québec et l'Église qui y voit une meilleure option que le départ vers les États-Unis. Les Canadiens français ont de l'expérience dans le défrichage des nouvelles terres rajoute *Présences* (p. 50). L'industrie du bois reste par ailleurs importante dans la province (p.50). Dans la section économie et développement, toujours dans le premier tome de 4^e année de *Présences*, on précise comment la première phase d'industrialisation touche spécifiquement le Québec. Les chemins comme les entreprises s'y multiplient (p. 118) La concurrence économique a lieu entre les produits agricoles du Québec et ceux de l'Ontario. De nombreux producteurs de la province choisissent de se retourner vers l'industrie laitière (p. 120). L'agriculture connaît elle-même une mécanisation, mais toutes les régions ne sont pas touchées également par cette vague de changements (p. 120) L'industrie

forestière bat de son plein (p. 122). Des grandes entreprises sont parfois présentes dans des territoires éloignés sur lesquels se rendent les nouveaux colons de la province. La colonisation bénéficie directement de cette nouvelle industrie qui nécessite de la main-d'œuvre. Et réciproquement, les chantiers de coupes permettent aux agriculteurs de vendre leur surplus. Ils constituent un marché intérieur à proximité. C'est seulement dans la section culture et mouvements de pensée du deuxième tome de 4^e année que *Présences* s'intéresse à analyser le parcours des Canadiens dans cette fédération nouvelle. Avec l'échec des Rébellions et l'Acte d'union, le Québec développe un nationalisme culturel axé sur la survivance de la nation canadienne-française. C'est François-Xavier Garneau qui lance l'initiative en écrivant son *Histoire du Canada*. L'auteur veut répondre à Durham qui avait affirmé que les Canadiens étaient un peuple sans histoire et littérature. Ce premier livre d'histoire, qui met l'accent sur l'esprit chevronné des colons de la Nouvelle-France, leur culture française et leur héritage catholique, est longtemps utilisé dans les écoles. Il diffuse le nationalisme (p. 46). Au début du XIX^e siècle, l'élite canadienne-française valorise la culture et l'art français. C'est ainsi qu'en 1860 plusieurs groupes d'auteurs inspirés par Garneau et le poète Octave Crémazie, fondent l'École patriotique de Québec afin de promouvoir la culture nationale. Des œuvres exaltant les vertus héroïques des ancêtres, des habitants des soldats, des missionnaires et des coureurs des bois sont produits. La peinture connaît aussi un essor important dans la province. De nombreux peintres iront étudier en France. On peint des paysages, on peint des scènes de la vie quotidienne (p. 46). L'art sacré reste très populaire. C'est ainsi que les artistes contribuent à forger une identité nationale canadienne-française qui dominera jusqu'au milieu du XX^e siècle. Elle est fondée sur l'héritage de la Nouvelle-France : de la langue française, de la religion catholique, des droits civils français, de l'attachement à la terre et du monde rural. La survivance de cette culture, dans ce nationalisme, est menacée par la Conquête qui a engendré des projets d'assimilation des autorités et de l'élite britannique. Un débat partage d'autre part la société. Les ultramontains saisissent le nationalisme canadien-français et mettent en valeur sa composante religieuse. La foi devient pour eux le ciment de la nation. La religion assure la sauvegarde de la culture française (p. 48). Le développement du nationalisme canadien-français sera fortement lié à la religion protectrice. En 1841, La Loi sur l'instruction publique confère aux clergés protestants et catholiques le contrôle exclusif de l'éducation (p. 48). L'éducation publique n'est pas obligatoire de 1860 à 1900. Les Canadiens français sont alors peu scolarisés. Mais dès 1844, des jeunes libéraux canadiens-français fondent l'Institut canadien de Montréal où la pensée

libérale continue à exister au Québec (p. 48). Ce sont leurs idées qui donneront vie au Parti rouge. Des radicaux y défendent la laïcité ainsi que la liberté de pensée et de religion (p. 48). Le libéralisme économique est aussi très influent au Québec. Il est défendu par la bourgeoisie d'affaires britannique. Le libéralisme économique influence la société québécoise qui doit s'adapter à ces transformations sociales. Nous arrivons enfin à la partie politique de ce récit on ne peut plus fragmentée, soit à la section pouvoir et pouvoirs du manuel. De 1840 à 1867, *Présences* évoque certaines réalisations du Canada-Uni comme la Loi sur l'instruction publique qui crée deux systèmes d'écoles primaires subventionnées par l'État et l'Église. L'un sera catholique et l'autre protestant. En 1854, le régime seigneurial est aboli. *Présences* revient sur les problèmes de la double majorité en 1858 : principe selon lequel dans le Canada-Uni il faut avoir une majorité des voix dans le Canada-Est et le Canada-Ouest pour conserver le pouvoir. Le manuel évoque que lors des séances des débats ont lieu. Certains députés souhaitent une assemblée législative centralisée plus qu'une union fédérale, ce à quoi les Canadiens français s'opposent par peur de voir leur majorité noyée par celle des anglophones (p. 108). Ils proposent plutôt la création d'une confédération. Lorsque le projet est proposé à l'assemblée, *Présences* revient sur l'opposition des rouges. Les auteurs du manuel rajoutent par la suite que les libéraux-conservateurs de George Étienne Cartier voient dans la fédération un progrès pour les Canadiens qui pourront garder une majorité à l'échelle provinciale leur propre assemblée législative, leur propre budget, tous les pouvoirs en matière d'éducation, de droit civil, et de la langue pour assurer la survivance (p. 110). Le clergé s'oppose au projet de fédération. Mais il est encore plus hostile au projet des rouges. Dans cette perspective, l'Église finit par approuver la fédération. Les Pères de la Confédération assurent les autorités cléricales que les droits religieux seront protégés. La bourgeoisie d'affaires est favorable au projet en y voyant l'expansion de ses marchés alors que les anglophones craignent de perdre leurs droits linguistiques et exigent tout simplement la représentation proportionnelle de la Chambre d'assemblée du Canada-Uni. Ils sont ralliés au projet lorsque les Pères de la Confédération leur promettent qu'ils détiendront la majorité à l'Assemblée législative fédérale. À la page 112, on présente le système politique canadien tel que conçu en 1867 et tel qu'il fonctionne aujourd'hui. L'Acte de l'Amérique du Nord fait bien du gouvernement canadien, une monarchie constitutionnelle. *Présences* met l'accent sur le fait que le gouverneur général, nommé par la Couronne, sur recommandation du premier ministre, est le chef d'État. Il est tenu par la Constitution d'obéir aux ministres tant que ces derniers aient la confiance de l'Assemblée. Il

sanctionne les lois et représente la monarchie britannique. La Chambre des Communes est le nom de l'assemblée fédérale. Le premier ministre et le conseil exécutif sont issus de cette assemblée. Le premier ministre nomme les membres du Sénat et les juges de la Cour supérieure. Sur le plan provincial, le système est le même à l'exception que : le lieutenant-gouverneur remplace le gouverneur général, que le sénat ait le nom de conseil législatif, que l'assemblée s'appelle l'Assemblée législative et que la Cour du Québec détienne le pouvoir judiciaire (p. 113). À la page 114, le manuel revient sur le conflit entre la jeune fédération et les autochtones. On explique mieux que la fédération achète les terres de la baie d'Hudson sans tenir compte des Métis, qui généralement sont francophones et catholiques. *Présences* revient sur la rébellion de Riel. Ses auteurs ajoutent qu'en 1876, la Loi sur les Indiens correspond à une perte de pouvoir marquante pour les Autochtones qui n'ont plus d'autonomie politique. Et si la pendaison de Louis Riel provoque une profonde division entre Canada français et anglais, Honoré Mercier en profite pour établir plus d'autonomie à la province. Bref, peu d'informations sont ici rajoutées.

Page Référence à l'historiographie

Historiographie de la francophonie canadienne dans *Présences, secondaire 3, Tome 2*

p. 95	Stanley-Bréhaut Ryerson, Capitalisme et Confédération, Éditions Parti Pris, 1978.
p. 101	J. Hamelin et Y Roby, Histoire du Québec, 1851-1896, Fides, 1971.
p. 101	Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, Canada – Québec, synthèse historique, 1534-2000, Septentrion, 2000.
p. 103	F. H. Leacy (dir.), Statistiques historiques du Canada, 2 ^e édition, Statistiques Canada, 1983, séries Y271 et Y282
p. 103	Ramsay Cook, L'autonomie provinciale, les droits des minorités et la théorie du pacte, 1867-1921, Imprimerie de la Reine, 1969.
p. 105	J. Hamelin et Y Roby, Histoire du Québec, 1851-1896, Fides, 1971.
p. 111	Marc Vallières, Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959, Université Laval, 1973

Ailleurs dans *Présences, secondaire 3, Tome I*

p. 123	François Roth, L'Allemagne de 1815 à 1918, Armand Colin, 1996.
p. 123	Sandrine Kott L'Allemagne du XIX ^e siècle, Hachette, 2004.
p. 127	Serge Bernstein et Pierre Milza, L'Allemagne 1870-1994, Masson/Armand Colin, 1995
p. 127	Sandrine Kott L'Allemagne du XIX ^e siècle, Hachette, 2004.
p. 133	Graciela Cutulli et Pierre Dumas, Argentine, Éditions La manufacture, Vilo, 1998.
p. 133	Daniel K. Lewis, The History of Argentina, Palgrave Macmillan Editions, 2001.
p. 135	J. Monnet (dir.), Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde, Anthropos-Économica, 1997.
p. 137	Collectif, Le Grand Guide de l'Argentine, Gallimard, 2000.
p. 137	Daniel K. Lewis, The History of Argentina, Palgrave Macmillan Editions, 2001.
p. 137	José del Pozo, Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1825 à nos jours, Septentrion, 2004.
p. 139	Albert Desbiens, Les États-Unis d'Amérique, Synthèse historique, tome 1, Septentrion, 2004
p. 139	Peter N. Stearns, World History, Menlo Park, Addison-Wesley, 1991.
p. 145	F. L. Schoell, Histoire des États-Unis, Éditions du Roseau, 1985.
p. 147	Georges-André Chevallaz, Histoire générale de 1789 à nos jours, Payot, 1974.
p. 147	J.-P. Dorand et al, Histoire de la Suisse, Éditions Fragnière, 1984.
p. 149	J.-P. Dorand et al, Histoire de la Suisse, Éditions Fragnière, 1984.
p. 149	Jean-Pierre Rioux, La révolution industrielle, Éditions du Seuil, 1971.

Présences, secondaire 4, Tome I

p. 47	Serge Courville (dir.), Atlas historique du Québec – Population et territoire, PUL, 1996.
p. 47	Chad Gaffield (dir.), Histoire de l'Outaouais, trad. R. Prée, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994.
p. 47	Michel Prévost, « »Jos Montferrand, de la légende à la réalité », Histoire Québec, vol. 11, no 1 2005.

<i>p. 49</i>	R. Louis Gentilcore (dir.), Atlas historique du Canada, vol. II, La transformation du territoire 1800-1891, PUM, 1987.
<i>p. 113</i>	Fernand Ouellet, Le Bas-Canada, 1791-1840, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980.
<i>p. 115</i>	John A. Dickinson et Brian Young, Brève histoire socioéconomique du Québec, trad H. Filion, Septentrion, 1992.
<i>p. 115</i>	Jacques Paul Couturier (dir.), Un passé composé – Le Canada de 1850 à nos jours, Éditions d'Acadie, 1996.
<i>p. 117</i>	Jean Hamelin et Yves Roby, Histoire économique du Québec 1851-1896, Fides, 1971.
<i>p. 121</i>	Jean Hamelin et Yves Roby, Histoire économique du Québec, 1851-1896, Fides, 1971.
<i>p. 121</i>	Louise Charpentier et <i>al.</i> , Nouvelle Histoire du Québec et du Cnaada, CEC, 1990.
<i>p. 123</i>	Jean Hamelin et Yves Roby, Histoire économique du Québec, 1851-1896, Fides, 1971.

Présences, secondaire 4, Tome II

<i>p. 47</i>	R. Louis Gentilcore (dir.), Atlas historique du Canada, vol. II, La transformation du territoire 1800-1891, PUM, 1993.
<i>p. 49</i>	R. Louis Gentilcore (dir.), Atlas historique du Canada, vol. II, La transformation du territoire 1800-1891, PUM, 1993.
<i>p. 109</i>	Jean Hamelin et Jean Provencher, Brève histoire du Québec, Boréal, 1997.
<i>p. 115</i>	Mary C. Hurley, Loi sur les Indiens, gouvernement du Canada, Direction de la recherche parlementaire, 4 octobre 1999.
<i>p. 117</i>	Louis-Philippe Audet, Histoire de l'enseignement au Québec, tome 2, Holt, Rinehart Winston, 1971.

ANNEXE 8 : LA FÉDÉRATION CANADIENNE DANS *PÉRIODES* 2017

Périodes situe la formation du régime fédéral canadien de 1840 à 1896 (p. 6). « Comment la fédération se forme-t-elle dans un contexte de bouleversements économiques et sociaux entre 1840 et 1896 » (p. 7). 1) La première section s'étale de 1840 à 1848 et évoque la transition faite entre l'Action d'Union au gouvernement responsable. « Comment le Haut-Canada et le Bas-Canada évoluent-ils à la suite de l'Acte de l'Union de 1840? » (p. 11). 1.) En 1839, Lord Durham publie son *Rapport sur les affaires de l'Amérique septentrionale britannique*. « Quelles sont les réactions au rapport Durham? Quels changements la métropole apportera-t-elle dans ses colonies? » (p. 12). 1.1) Du Haut-Canada, les députés réformistes applaudissent la recommandation du Rapport du Durham d'accorder la responsabilité ministérielle. De nombreux Canadiens français du Bas-Canada y sont également favorables. Mais les autorités hésitent à donner plus d'autonomie à leur colonie. Le Parlement s'intéresse plutôt à unir les deux colonies, à fusionner leur Chambre d'assemblée et à accorder un nombre égal de députés à chacun des territoires (p. 12). Au Bas-Canada, les patriotes et le clergé sont plutôt favorables à l'union des deux colonies (p. 13). Les patriotes ont été décimés aux Rébellions. L'Église catholique a le champ libre pour asseoir avec force son influence. Elle fait circuler les pétitions contre le projet d'union et recueille 40 000 signatures (p. 13). *Périodes* traite après, dans un petit encadré, de la différence entre le gentilé « Canadien » et « Canadiens français ». Le terme Canadien est utilisé jusqu'au 19^e siècle pour parler de la population catholique et francophone venue de France alors que l'expression canadienne-française est utilisée après les rébellions pour parler de ces mêmes habitants au moment où un plus grand nombre d'entre eux s'identifient à une nation canadienne-française (p. 13). Il est intéressant de noter que dans les chapitres précédents le terme canadien était marqué par le socle de l'originalité de la société du Canada par rapport à celle de France, alors qu'ici le terme Canadien est marqué justement de l'héritage français. 1.2) En 1840, le Parlement du Royaume-Uni adopte l'Acte d'Union qui réunit en une seule colonie le Haut-Canada et le Bas-Canada. Les recommandations de Durham sont acceptées à l'exception de la responsabilité ministérielle. Le Haut et le Bas-Canada sont unis (p. 14). La colonie porte le nom de Province du Canada. La colonie est dirigée par un gouverneur général. La colonie a une seule Chambre, un seul conseil exécutif et un seul conseil législatif. L'Assemblée législative compte un nombre égal de délégués du Canada-

Ouest et Est. Le Bas-Canada peut continuer à appliquer les lois françaises civiles, mais les lois criminelles s'appliquent partout. Les dettes des deux colonies sont fusionnées. L'anglais est la seule langue reconnue (p. 14). Durham voyait dans les rébellions un conflit ethnique. L'Acte d'Union cherche donc à régler celui-ci en réduisant le poids politique des francophones en accordant le même nombre de députés au Bas-Canada pourtant plus nombreux (p. 15)

2) En 1840, l'agriculture et l'industrie forestière restent les activités économiques principales de la colonie. « Comment l'économie et les transports évoluent-ils dans la province du Canada sous l'Union? Quels mouvements migratoires la colonie vit-elle à cette époque? » (p. 16).

2.1) En 1840, les *Corn Laws* sont encore en vigueur, mais plus pour longtemps. Graduellement, Londres adopte des mesures pour le libre-échange. En 1842, en 1845 et en 1846 les tarifs préférentiels du bois diminuent. En 1846, les *Corn Laws* sont abolies (p. 16). Le Royaume-Uni ne protège plus autant l'économie de ses colonies.

2.2) L'industrie continue à se développer aux débuts des années 1840. On compte des milliers de scieries dans la colonie. L'industrie du bois de sciage est en plein essor. À eux seuls, le bois équarri et le bois d'œuvre constituent 40% des exportations des colonies d'Amérique du Nord. Au Haut-Canada, l'agriculture prospère (p. 17). Or, lorsque les *Corn Laws* sont abolies, la colonie est poussée à diversifier ses activités. On cultive à côté du blé l'avoine, les pommes de terre, les pois, etc. Au Bas-Canada, l'agriculture vise plutôt le marché interne. Mais la population augmente plus rapidement que l'agriculture et plusieurs agriculteurs de la région iront travailler dans les chantiers pendant l'hiver.

2.3) Le développement des transports est dynamisé par l'Acte d'Union, les territoires fusionnés permettent l'entreprise de grands projets de canalisation qui avant n'étaient pas possibles. De tels projets signifient, pour les marchands, que les produits, notamment les produits agricoles du Haut-Canada, pourront être expédiés à de nouveaux marchés comme celui des États-Unis (p.18). Les autorités coloniales empruntent massivement au Parlement britannique pour effectuer ces projets. Les travaux de canalisation encouragent également le développement des ports. Montréal est au plein centre de cette voie de communication qui se développe (p. 18). En plus des canaux, dans les années 1840, le transport par train se développe. En 1840, la Province du Canada a seulement 26 km de voies ferrées (p. 19). La concurrence avec les Américains pousse la colonie à développer ce réseau (p. 19).

2.4) Dans les années 1840, la colonie connaît une vague d'immigration importante du Royaume-Uni : Angleterre, Écosse, Irlande. Cette dernière connaît d'ailleurs de grandes difficultés. Sa population majoritairement rurale n'a pas assez de terres pour subvenir à ses besoins

(p. 20). En plus, en 1845, la pomme de terre est attaquée par un parasite qui provoque une grande famine. *Périodes* cite à nouveau les historiens pour affirmer que la famine de la pomme de terre aurait fait plus d'un million de morts en cinq ans (p. 20). Les immigrants sont touchés par des épidémies. Le typhus tue le tiers des 60 000 migrants irlandais qui passent par Grosse île qui y fait une quarantaine après avoir voyagé dans des conditions insalubres (p. 20). Plusieurs des immigrants qui arrivent en Amérique, choisissent les États-Unis. Sinon, ils s'installent souvent au Haut-Canada, anglophones en majorité. Les Irlandais sont le groupe le moins fortuné de ces immigrants. Ils travaillent surtout dans les chantiers forestiers, les chantiers de construction des canaux ou encore les chantiers maritimes avec les Canadiens français (p. 20). 2.5) Les Premières Nations voient leur territoire empiété par l'arrivée massive de ces immigrants. La mortalité de cette communauté est très élevée. En 1830, ils réclament par pétitions des terres qui leur seraient réservées. En 1842, les autorités coloniales mettent sur pied une commission d'enquête, la commission Bagot. En 1844, la commission propose des moyens pour assimiler cette population notamment par l'éducation et le développement de l'agriculture (p. 21).

3) Rien ne garantit encore à l'Église sa survie. Depuis le XIX^e siècle, elle manque de prêtres et les soulèvements de 1837-38 ont affaibli son autorité. « Comment l'influence de l'Église évolue-t-elle dans les années 1840? Quels mouvements de pensée animent alors la société du Bas-Canada? » (p. 22). 1) L'Église profite de l'échec des rébellions, car une bonne partie de l'élite laïque s'est retirée des affaires publiques au même moment où les autorités coloniales lui confèrent leur confiance. L'Église continue sa politique de conciliation même après l'union. Le gouvernement alors cède à ses demandes : un système d'éducation confessionnel est créé (p. 22). L'Église obtient un droit de regard sur les manuels scolaires et le choix des enseignements laïques. L'Église assure une part grandissante de l'enseignement primaire et la plupart des élites canadiennes-françaises sont formées dans les collèges sous l'autorité du clergé (p. 22). À partir des années 1840, l'Église rétablit son autorité morale. La pratique religieuse s'intensifie, les effectifs religieux augmentent, plus de femmes entrent dans les communautés. Plusieurs communautés féminines européennes viennent s'installer et le nombre de religieuses double (p. 23). Les communautés religieuses jouent un rôle primordial puisqu'elles assurent des services que ni les autorités coloniales ni les autorités municipales ne fournissent : soins hospitaliers, éducation et aide aux démunis (p. 23). Elles viennent en aide aux chômeurs, aux mendiants, aux itinérants, aux orphelins. Grâce aux dons privés et au soutien des autorités publiques, elles ouvrent des

hôpitaux, des asiles et des orphelinats. Les communautés religieuses sont une option pour beaucoup de jeunes filles qui ne veulent pas se marier (p. 23) 1.2) Au même moment où elle grandit en influence, l'Église essuie des critiques. C'est que l'ultramontanisme se répand au Canada-Est. Il s'agit d'un mouvement de pensée qui place l'autorité du pape avant le pouvoir de l'État. Les évêques interviennent de plus en plus dans les affaires politiques. L'ultramontanisme crée un certain engouement. La population vit un réveil religieux. Ce constat est majeur, car ici, pour la première fois, *Présences* souligne que la participation participe à la vie religieuse. De plus, sous l'impulsion de l'ultramontanisme, l'Église s'attaque à des livres qu'elle juge trop libérales et qu'elle place à l'Index (p. 24). Des journaux sont fondés pour soutenir ses idées. En contrepartie, les défenseurs des idées libérales, les libéraux, dénoncent la trop grande influence de l'Église. Ils militent pour la laïcisation, notamment celle de l'éducation. Au Bas-Canada, les plus radicaux sont appelés les rouges. Certains sont anticléricaux et s'opposent à toutes interventions du clergé dans les affaires publiques (p. 25). En 1844, ils fondent l'Institut canadien de Montréal qui diffuse les idées du groupe : laïcisation, abolition de la peine de mort, éducation gratuite. L'Institut regroupe des modérés et des radicaux et compte dans sa bibliothèque près de 1300 livres. Certains d'entre eux sont à l'Index et c'est pour cela que l'évêque de Montréal condamnera l'organisme (p. 25).

1.3) L'échec des patriotes provoque une réaction défensive chez plusieurs Canadiens français qui sentent leur identité menacée par la volonté d'assimilation de la métropole britannique. C'est ainsi qu'émerge le nationalisme de survivance qui cherche à préserver la religion, les coutumes et les traditions des Canadiens français. Pour l'Église, la religion est le pilier principal de la nation canadienne-française et associe la survie de la foi à la survie de la nation. D'autres nationalistes, notamment les libéraux, refusent cet adage. Mais dans les années 1840, l'Église monte en influence et il devient difficile de s'y opposer. Le clergé catholique incite les fidèles à adhérer à ses principes afin de sauver la nation canadienne-française : le respect des valeurs traditionnelles, les familles nombreuses, l'obéissance aux autorités et le contrôle des institutions sociales par l'Église (p. 28). Ce nationalisme a son penchant historique. Il glorifie l'époque de la Nouvelle-France et la lutte des Canadiens aux Britanniques (pendant et après la conquête) ainsi qu'aux Amérindiens lors des tentatives d'envahir le territoire français. (p. 26) Il accorde un rôle central aux mères qui devront éduquer leur enfant dans la foi et la langue traditionnelle (p. 26). Ce nationalisme s'incarne aussi dans les arts et la culture. En 1845, l'*Histoire du Canada* de Garneau est publiée. Et la société Saint-Jean-Baptiste fait elle aussi la promotion de cette culture.

3) Le terrain politique a subi des transformations après l'Acte d'Union. « Quels hommes politiques demandent la responsabilité ministérielle? Quels moyens prennent-ils pour l'obtenir? Comment la responsabilité ministérielle modifie-t-elle le fonctionnement de la structure politique mise en place sus l'Union? » (p.28) 3.1) Les hommes politiques de la Province du Canada forment deux principaux groupes : les réformistes et les conservateurs. Les réformistes sont généralement issus de la bourgeoisie professionnelle et du Haut-Canada et du Bas-Canada et cherchent à modifier le fonctionnement de la politique. Les conservateurs s'y opposent, ils gravitent autour du gouverneur et cherchent à conserver leur privilège. Au Bas-Canada, ce groupe rassemble surtout des marchands britanniques (p. 28). Dans le Haut-Canada, ils protègent les intérêts des descendants des loyalistes, un groupe surnommé le Family compact. Le gouverneur, lors des élections de 1841, tente d'influencer les résultats ce qui agace plusieurs hommes politiques (p. 28). Les réformistes des deux Canadas se rapprochent alors et cherchent, ensemble, à réclamer un gouvernement responsable. Ceux du Bas-Canada le veulent pour protéger leur culture. Ceux du Haut-Canada le veulent pour avoir un meilleur contrôle des finances (p. 28). Les réformistes veulent notamment réduire le pouvoir des conservateurs qui sont nommés aux Conseils. Ils veulent aussi la double majorité donc l'accord majoritaire, et des délégués du Haut-Canada, et de ceux du Bas-Canada lors des votes des projets de loi (p. 29). Les réformistes trouvent aussi important d'élever le niveau d'éducation de la province et proposent de soulever des taxes pour financer l'enseignement primaire. Des lois sont adoptées, mais une partie de la population refuse de payer cette taxe. L'Église encourage à lutter contre celle-ci. Le sujet deviendra une véritable crise (p. 29). 3.2) En 1841, les réformistes sont majoritaires à l'Assemblée. Le gouverneur refuse de céder à leur demande en nommant les membres du comité exécutif à partir de la population (p. 30). Le gouverneur Sydenham meurt cependant cette année-là et est remplacé par Bagot en 1842. Ce dernier accepte de nommer quelques réformistes au conseil. Bagot meurt à son tour en 1843 et est remplacé par Metcalfe. Metcalfe refuse de nommer les membres du conseil exécutif. De nouvelles élections ont lieu en 1848 et les réformistes ont la majorité. Ils demandent alors au gouverneur, Elgin cette fois-ci, de former le Conseil exécutif, ce qu'Elgin accepte. Le 11 mars 1848, les deux chefs des réformistes ont la responsabilité de le former. Le gouverneur, de cohésion avec les autorités coloniales, a cédé une partie de son pouvoir (p. 30).

De 1848 à 1864, la colonie est dans un contexte d'industrialisation et d'instabilité politique. « Dans quel contexte ses divisions politiques surviennent-elles au Canada entre 1848 et 1864 » (p.

35). 1) La responsabilité ministérielle a été accordée aux réformistes « Quelles politiques le gouvernement réformiste met-il en place? Comment les opposants des réformistes réagissent-ils à ces politiques? Comment l'Église catholique cherche-t-elle à maintenir son influence sur la société à cette époque? » (p. 36). Le gouvernement Baldwin-Lafontaine est mené par les deux copremiers ministres. Quelques mois plus tard, c'est une victoire pour les réformistes de Lafontaine lorsque le Parlement abroge l'article de l'Acte d'Union qui faisait de l'anglais la seule langue officielle de l'Assemblée. Elgin y prononce d'ailleurs un discours dans les deux langues en 1849 (p. 36). Les réformistes ont plusieurs objectifs : en 1849 il modifie la loi électorale pour limiter les fraudes et les violences pendant les élections (p. 37). C'est à ce moment que le droit de vote des femmes est retiré. Leur rôle est celui de la famille, pas celui de la politique selon les réformistes (p. 37). Le gouvernement réformiste accorde en 1851 230 000 acres de territoire aux Premières Nations du Bas-Canada et une assistance financière annuelle. Les réserves indiennes sont créées officiellement en 1853, mais le système est contraignant et force les peuples nomades à se sédentariser. Le gouvernement confère la responsabilité à l'Église de les éduquer dans des missions catholiques selon les coutumes canadiennes-françaises. 1.2) En 1849, Lafontaine propose un projet de loi qui vise à offrir des indemnités aux victimes des rébellions de 1837-38 aux Bas-Canada. Les débats sont vifs, mais l'Assemblée vote en faveur du versement de 100 000 livres. Des conservateurs anglophones dénoncent alors la domination de l'Assemblée par les francophones. Elgin tranche : il approuve la loi et respecte le gouvernement responsable (p. 38). Les opposants à cette loi protestent, déjà contrariés par la reconnaissance du français. Plus d'un millier de ses personnes finiront par incendier le Parlement de la Province du Canada. Le gouverneur Elgin et les députés sont la cible des émeutiers (p. 38). Le climat est tendu. Plusieurs des hommes d'affaires traversent des temps plus difficiles avec la politique de libre-échange du Royaume-Uni qui rend certains secteurs économiques de la colonie moins intéressants pour Londres. Certains de ces hommes d'affaires discutent de la possibilité de joindre les États-Unis. Les libéraux radicaux, s'opposent aussi au gouvernement réformiste et souhaitent un système républicain, laïc, et l'annexion de la Province du Canada aux États-Unis (p. 38). 1.3) Les réformistes, sur le plan de l'éducation, naviguent entre l'Église, qui tient fermement à sa mainmise sur le système, et la laïcisation du système, souhaitée par les libéraux radicaux. Les réformistes cherchent à augmenter le niveau d'éducation pour s'assurer que la population soit instruite. Ils adoptent des lois pour gérer sa qualité, fondent des bureaux d'examineurs, et une école normale,

soit une école pour former les enseignants. En 1856, le gouvernement crée le Conseil de l'instruction publique pour administrer le réseau scolaire (p. 39). L'Église voit d'un mauvais œil ses initiatives et réagit. Elle fonde notamment l'Université Laval en 1852. L'Église a une grande influence dans ces années. En 1860, l'École patriotique de Québec naît et publie des romans faisant l'éloge de la tradition rurale, catholique et française du Canada français. *Périodes* souligne l'apport de l'église dans le mouvement culturel qui a lieu à cette époque, ce que faisait plus timidement *Présences*. Une littérature féminine apparaît également à cette époque (p. 39).

2) Le contexte économique est changeant. « Quels changements économiques l'industrialisation apporte-t-elle? Comment les réseaux de transport évoluent-ils? Quels changements surviennent dans le monde rural? » (p. 40). 2.1) Avec le libre-échange, la Province du Canada cherche à développer un marché intérieur et à accroître ses ventes aux États-Unis ». Les entreprises canadiennes commencent à s'industrialiser, des usines fabriquent des produits en grande quantité (p. 40). Des machines actionnées par l'eau ou la vapeur permettent d'augmenter la production. L'industrialisation fait graduellement disparaître la production artisanale. À Montréal, à Québec dans les villes environnantes et dans les Cantons de l'Est, l'industrialisation commence à se développer (p. 40). C'est le cas de l'industrie du bois, mais aussi celui de la production agricole, de la chaussure, du textile, du cuir, du fer et de l'acier. 2.2) Les capitaux sont nécessaires pour mécaniser la production. Ce sont les investisseurs qui contrôlent la production et qui engendrent les profits (p. 41). Les banques jouent un rôle vital à ce capitalisme industriel, car elles fournissent les capitaux aux investisseurs (p. 41). Plusieurs banques sont créées à cette époque. C'est le cas de la banque de nationale de Québec en 1859. Des quartiers ouvriers se multiplient (p.41). Les conditions de vie des ouvriers sont difficiles. On exige beaucoup d'eux et on leur accorde de très mauvais salaires du fait qu'ils sont faciles à remplacer (p. 42). Les hommes ont le droit à un salaire familial, mais pas les femmes et les enfants (p. 42). Les quartiers ouvriers sont insalubres et la vie n'y est pas facile (p. 42). C'est dans ce contexte que les ouvriers font des revendications et organisent des syndicats. Les premiers syndicats ne sont pas des groupes d'ouvriers qualifiés. Bien située, Montréal devient le centre industriel du Bas-Canada et Toronto, celui du Haut-Canada. Le réseau de transport aux États-Unis est très développé, mais dans la colonie, le St-Laurent comporte plusieurs obstacles qui rendent difficile la navigation des gros bateaux (p. 43). La bourgeoisie d'affaires fait des pressions pour que les autorités financent la construction d'un chenal de navigation (p. 43). 2.3) Les hommes politiques et les entrepreneurs

souhaitent voir le réseau de chemins de fer se développer (p. 44). L'hiver, le train est le seul moyen de transporter des marchandises. Or, construire une voie ferrée demande des capitaux importants. En 1849, l'assemblée vote une loi qui permettra aux compagnies d'obtenir des prêts plus facilement. En 1852, la compagnie du Grand Tronc du Canada est créée pour construire une ligne de chemin de fer reliant Toronto à Montréal. Les voies ferrées se multiplient (p. 44). 2.3) L'adoption du libre-échange dans les années 1840 force la Province du Canada à trouver des nouveaux marchés. Le Parlement demande au gouverneur de négocier une entente avec les États-Unis (p. 45). Les États-Unis refusent, la population du Canada ne représentant pas un grand marché. En 1854, le Royaume-Uni cède à la demande des Américains de leur accorder un accès aux eaux riches en bordure de ses colonies d'Amérique du Nord pour qu'en échange les États-Unis suppriment ses tarifs douaniers sur les ressources naturelles. Le traité de réciprocité est signé en 1854 et a une durée de 10 ans (p. 45). En 1861, les États-Unis se scindent par contre en deux pendant la guerre de Sécession. Les tensions sont vives entre les États du Nord et les États du Sud. La guerre finit en 1865. Les Américains du Nord et du Sud tentent de se rapprocher. Ils font preuve de bonne foi pour leurs adversaires. C'est dans cette perspective de compromis que le traité de réciprocité est aboli en 1866, les Américains qui lui sont favorables ne veulent pas brusquer ceux qui ne le sont pas (p. 45). 2.4) Dans la colonie, l'agriculture se développe pendant cette phase d'industrialisation, mais de manière inégale. Des surplus sont accumulés dans plusieurs régions. L'élevage croît. La pomme de terre et le navet se popularisent. Les exportations de farine et de beurre augmentent (p. 46). Prêt des villes, les agriculteurs commencent à utiliser de la machinerie agricole. De nouvelles techniques permettent de drainer l'eau. Plusieurs agriculteurs défrichent de nouvelles terres (p. 46). Dans la vallée du Saint-Laurent, les terres sont trop petites et poussent les Canadiens français à chercher du travail dans les industries. Cela inquiète le clergé (p. 47). Pour freiner cette hémorragie, le clergé et l'État travaillent à l'ouverture de nouvelles régions de colonisation (p. 47). L'Église crée des sociétés de colonisation qui aident les colons à s'installer : elles trouvent des terres, elles gèrent l'ouverture des voies d'accès, elles fondent des nouvelles paroisses, fournissent des semences, des provisions, des outils, etc. (p. 47). Malgré tout, les habitants continuent à fuir les campagnes. Certains tentent l'Ouest canadien, prospère après la découverte de gisements d'or. D'autres quittent la colonie en direction des États-Unis.

3) Au gouvernement, pendant ce temps, c'est l'impasse et de nouveaux partis émergent. « Quelles idées ces partis défendent-ils? Comment le climat politique évolue-t-il? ». 3.1) En 1851,

Baldwin et Lafontaine se retirent de politique. Lafontaine est malade et les réformistes de Baldwin depuis 1848 ont des intérêts divergents. Certains sont modérés, d'autres plus radicaux (p. 48). Les débats politiques sont dynamisés d'ailleurs par les journaux et les livres qui sont plus nombreux à l'époque alors que leur coût de production baisse avec l'industrialisation (p. 48). Les idées politiques se diversifient parallèlement (p. 49). En 1851, les réformes se divisent selon leurs idées libérales modérées et radicales. Les réformistes modérés rejoignent les camps conservateurs (Parti libéral conservateur au Haut-Canada et Parti bleu au Bas-Canada). Les réformistes radicaux du Haut-Canada se rallient au titre de Clear grits et, au Bas-Canada, dans le Parti rouge (p. 49). 3.2) Les radicaux prennent plusieurs années avant de tenter une alliance, ce que les conservateurs font avec moins d'hésitations. Ils gouvernent à répétition la colonie entre 1854 et 1864. Cependant plusieurs votes ne font pas l'unanimité au Bas et Haut-Canada si bien que le seuil de la double majorité n'est pas atteint plusieurs fois. Le gouvernement éprouve des difficultés importantes à ne pas s'enrayer. Après l'incendie du parlement de Montréal en 1849, l'Assemblée vote son déménagement à Québec et à Toronto, en rotation. La capitale de la colonie alterne entre 1850 et 1866. Il est difficile pour les députés de vivre ainsi, mais choisir une capitale n'est pas plus aisée. Les députés finissent par demander l'aide de la reine Victoria. En 1857, elle nomme Ottawa comme capitale. La construction du Parlement commence en 1860. Et à partir de 1851, la population du Haut-Canada dépasse celle du Bas-Canada ce qui pousse les Clear grits à demander une représentation proportionnelle que craignent les politiciens du Bas-Canada (p. 50).

De 1864 à 1873, des changements surviennent avec la naissance de la fédération canadienne (p. 54). « Pourquoi des colonies britanniques d'Amérique du Nord entreprennent-elles de s'unir entre 1864 et 1873? » (p. 55) Les politiciens cherchent des solutions aux instabilités politiques de la dernière décennie dans les années 1860. « Quels problèmes les dirigeants des colonies cherchent-ils à résoudre? Quel projet proposent-ils en guise de solution? Quelles réactions ce projet suscite-t-il dans les colonies et au Royaume-Uni? » (p. 56) 1) Plusieurs problèmes poussent les colonies britanniques à s'allier. 1.1) Tout d'abord, elles connaissent une insécurité militaire. La métropole allège son budget militaire et les colonies craignent de ne pas pouvoir se défendre si la guerre de Sécession montait au Nord (p. 56). Les politiciens veulent se doter d'une armée commune. Deuxièmement, les États-Unis, à cause de la guerre de Sécession, n'ont pas

choisi de renouveler le traité de réciprocité et des difficultés économiques se pointent à l'horizon pour la colonie (p. 57). Les colonies des Maritimes cherchent à faire des échanges entre elles tandis que la Province du Canada les perçoit comme un marché intérieur plus grand. Les délégués des colonies parlent des bienfaits que pourrait amener une voie ferrée. Après 1851, l'instabilité politique de la Province du Canada devient manifeste pour plusieurs. De là germe l'idée d'une nouvelle union (p. 57).

1.2) En 1864, l'idée d'une fédération permet aux Clear Grits de George Brown de s'allier au Parti bleu et au Parti libéral-conservateur. C'est la Grande Coalition des forces de John A. Macdonald, de George Étienne Cartier et de George Brown. Seuls les rouges restent à l'écart (p. 58). Au Haut-Canada, certains n'aiment pas le projet d'union et lui préféreraient la simple union législative. Les libéraux-conservateurs du Bas-Canada et les Clear Grits insistent sur l'union pour d'une part défendre la culture canadienne et de l'autre obtenir la représentation proportionnelle (p. 59).

1.3) Le projet d'union fédérale est supporté par le Parlement britannique qui cherche à réduire les coûts de ses colonies. La Province du Canada discutera avec les colonies du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse à la conférence de Charlottetown à laquelle Terre-Neuve montrera de l'intérêt, mais trop tardivement pour s'y joindre (p. 60). Les délégués réussissent à convaincre les colonies des maritimes que l'union sera acceptée par la couronne et que cette dernière est bénéfique pour tous (p.60). On discute d'un projet d'une voie ferrée commune et des divisions entre gouvernement fédéral et provincial (p. 60). En 1864, une autre conférence s'organise à Québec avec Terre-Neuve comme observatrice. Les débats sont plus houleux que dans la réunion précédente, mais après deux semaines de négociations, les délégués adoptent 72 résolutions qui serviront à rédiger la base d'une nouvelle constitution. Les 33 délégués de cette conférence deviendront ainsi les Pères de la Confédération (p. 61).

1.4) Les résolutions devront être entre-temps approuvées par les Assemblées de chaque colonie (p. 62). Au Haut-Canada, les résolutions obtiennent un appui majoritaire. Au Bas-Canada les rouges s'y opposent, mais le vote passe tout de même à la majorité. L'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve n'obtiennent pas l'appui nécessaire et se retirent du projet tandis que la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick promettent à leurs délégués de renégocier certaines clauses (p. 62). Tous les participants du projet envoient des représentants à Londres en 1866 et les réunions s'y échelonnent jusqu'en 1867. Devant les autorités coloniales, l'entente est acceptée, exactement comme les délégués l'ont rédigé et c'est la première fois dans le régime britannique au Canada que la population est l'auteur de sa constitution (p. 63).

2) Le Canada prend son envol. « Quels pouvoirs le gouvernement central possède-t-il? Quels pouvoirs les gouvernements provinciaux ont-ils? Quelle est la structure politique de la fédération canadienne? » (p. 64). 2.1) Le 1^{er} juillet 1867, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est approuvé par la reine (p. 64). Le Dominion du Canada voit le jour. Il n'est pas un pays complètement indépendant, car le Parlement britannique conserve certains pouvoirs concernant les relations internationales et les changements de constitution (p. 64). Les objectifs suivis sont ceux d'unir les colonies tout en leur permettant de conserver une part de leur autonomie. Le fédéralisme est un compromis (p. 65). 2.2) La structure du fédéralisme canadien repose sur les circonscriptions. Les députés qui y sont élus iront à la Chambre des communes (p. 66). Le chef du parti majoritaire devient le premier ministre, forme le cabinet, soit le conseil exécutif. La structure est la même pour chaque gouvernement provincial. Le régime fédéral est chapeauté par le gouverneur qui a peu de pouvoir toutefois. Il confirme les nominations du premier ministre. La Constitution établit clairement un partage des compétences entre les deux paliers gouvernementaux et protège les droits des minorités linguistiques et religieuses. Les pages 66 et 67 de *Périodes* montrent très bien le fonctionnement du régime fédéral et comprend des informations équivalentes à celles présentées dans *Présences*.

3) Reprenons le récit à la page 98 qui évoque les priorités du gouvernement canadien à partir de 1867 et les difficultés auxquels il se frappe. 3.1) Une des priorités du gouvernement fédéral est de s'approprier les terres à l'Ouest avant que les États-Unis ne le fassent. L'Alaska est achetée par les États-Unis à la Russie. Le Royaume-Uni entre dans le jeu et contestera plusieurs frontières avec les États-Unis en Amérique du Nord (p. 68). En 1871, le Royaume-Uni retire ses troupes du Dominion à l'exception d'une garnison à Halifax et le Canada est affaibli (p. 69). Dès 1857, les terres de Rupert, appartenant à la Baie d'Hudson, sont dans la mire des députés qui négocient avec cette dernière. En 1868, les négociations reprennent (p. 69). Les représentants canadiens sont appuyés par la Couronne qui souhaite rapprocher la Colombie-Britannique du Dominion. En 1869, les terres sont vendues pour 1.5 million de dollars. Les Territoires du Nord-Ouest seront désormais administrés par le gouvernement du Canada (p. 69). 3.2) Les autorités canadiennes commencent l'arpentage de ces nouvelles terres qu'elles souhaitent ouvrir à la colonisation. Une population y est déjà installée. Elle est composée en forte majorité par des Métis aux origines françaises et catholiques. La chicane prend. Plusieurs arpenteurs sont des orangistes et souhaitent l'évacuation des Métis. En 1869, ces derniers craignent l'évacuation et la perte de

leurs droits, se soulèvent (p. 70). Louis Riel mène la révolte, emprisonne des arpenteurs, prend un fort et crée un gouvernement provisoire. Un orangiste, « parce qu'il fait des menaces », est exécuté ce qui provoque la colère du Canada anglais. En 1870, alors que Riel est en exil, le Parlement du Canada crée la province du Manitoba pour apaiser les tensions (p. 70). La création du Manitoba prévoit l'usage des deux langues au gouvernement provincial, la reconnaissance des titres de propriété des Métis installés avant 1870 et la protection des droits des francophones catholiques.

3.3) Après le Manitoba, la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard se joignent au Dominion en 1873.

La dernière section de ce chapitre porte sur les défis du Dominion du Canada (p. 74). La question qui y est posée : « quels bouleversements sociaux et politiques la société canadienne connaît-elle sous le régime fédéral entre 1873 et 1896? ». 1) Il faut comprendre qu'une crise financière touche le Canada à la fin du XIX^e siècle « En quoi consiste la politique nationale? » Comment les initiatives du gouvernement affectent-elles les peuples autochtones? » (p. 76). 1.1) Au début des années 1870, les produits manufacturés américains arrivent massivement ce qui entraîne une chute généralisée des prix au Canada (p. 76). Les entreprises doivent s'ajuster. Elles baissent les salaires des ouvriers ou ferment leur porte. C'est ce pour quoi John A. Macdonald se fait réélire comme premier ministre en proposant un plan de relance : la politique nationale (p. 76). La population découvre que le premier ministre a été financé illégalement par une compagnie de chemin de fer. C'est le scandale du Pacific Railway qui conduit Macdonald à la démission en 1873. Alexander Mackenzie reprend le flambeau, mais une crise économique touche l'ensemble de l'occident pendant son mandat. Macdonald revient au pouvoir en 1878 (p. 76). Et avec lui, revient sa politique nationale. Elle propose d'instaurer des tarifs douaniers sur les produits manufacturés américains, de prolonger le chemin de fer transcontinental jusqu'en Colombie britannique et d'augmenter l'immigration (p. 76). En 1881, la compagnie du Chemin de fer Canadien Pacifique reçoit le contrat. En 1886, un train traverse pour la première fois le Canada. Dans la décennie de 1880, le Canada reçoit environ 85 000 immigrants chaque année. L'Ouest se développe (p. 77). 1.2) La fédération canadienne s'est formée sans la participation des Autochtones et le Canada s'étend désormais sur leurs territoires ancestraux. Les colons défrichent la terre. La chasse traditionnelle n'est souvent plus possible dans les cantons défrichés. Ces communautés autochtones ont de la misère à s'alimenter. Elles sont dans le chemin des colons, voire menacent leur sécurité. Pour tenter de résoudre ce problème, le gouvernement canadien adopte la Loi sur les

Indiens en 1876. Cette loi institutionnalise une vision paternaliste des communautés autochtones. Le gouvernement cherche à les assimiler en les plaçant dans des réserves où se construisent des écoles et des pensionnats, afin de permettre aussi aux colons d'exploiter les terres (p. 78). À la fin du XIX^e siècle, il y a plus de 120 réserves et le gouvernement considère qu'une fois assimilés, les autochtones n'auront plus de statut particulier. À la page 79, *Périodes* présente très précisément en quoi consiste les principaux éléments de cette loi qui fera, dans des recherches ultérieures, sûrement l'objet d'une autre enquête scientifique (p. 79). Reprenons. Des commissaires sont envoyés dans l'Ouest pour signer des traités dans lesquels les Premières nations cèdent leur territoire en échange de compensations diverses (p. 80). Les réserves se multiplient dans l'Ouest (p. 80). Ces traités sont signés, car plusieurs communautés vont très mal. Elles n'arrivent plus à se nourrir. Le gouvernement canadien a plusieurs stratagèmes pour affaiblir les communautés en chassant massivement les bisons par exemple. La vie dans la réserve permet au moins un secours immédiat (p. 80). Dans l'Est, l'envahissement des territoires autochtones par les colons n'est pas nouveau et les communautés réagissent moins fortement. Les zones de chasses diminuent toujours et à bout de ressources, plusieurs autochtones décident alors de travailler pour des compagnies forestières (p. 81). Aussi, la loi de 1876 ne s'applique pas aux Inuits. Situés au Nord, ils sont en marge des projets du gouvernement (p. 81). Puisque la loi ne s'applique pas à eux, aucun statut particulier ne leur est accordé (p. 81).

2) Dans l'Est, des milliers d'habitants vivent dans des conditions difficiles. « Quelles raisons expliquent les mouvements migratoires au Québec? Quelles options s'offrent aux migrants pour améliorer leur sort? » (p. 82). 2.1) Les rendements agricoles augmentent avec l'industrialisation de l'agriculture. Les journaux parlent de ces nouvelles technologies. On en fait l'exposition dans les foires. Des machines à vapeur permettent d'accélérer certaines tâches, mais ces machines coûtent très cher et poussent les agriculteurs à les acheter collectivement pour se les partager (p. 82). Au Québec, l'agriculture continue à traîner de la patte à la fin du siècle. Là où les machines sont exploitées, on commence à transformer le lait en beurre et en fromage. On élève aussi des chevaux exportés par la suite aux États-Unis (p. 83). 2.2) Dans le Sud de l'Ontario et du Québec, les usines se multiplient à proximité des États-Unis. L'industrialisation demande un fort besoin de main-d'œuvre et l'exode rural continu (p. 85). L'urbanisation s'intensifie. Au Canada, les provinces des Maritimes sont les moins urbanisées. En Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, la population urbaine se rapproche des 40% de la population totale en 1891. 2.3) L'exode

rural s'accompagne d'un autre mouvement de population, l'émigration vers les États-Unis. C'est que les villes, bien souvent, malgré les besoins en ouvriers, n'offrent pas des emplois à tous (p. 86). Des dizaines de milliers de Canadiens français partent (p. 86). De 1870 à 1890, plus de 169 000 Canadiens partiront pour la Nouvelle-Angleterre. Dans ces années, les Canadiens français qui y vivent se dénombrent à 500 000 individus. Ils fondent des petits Canadas avec des institutions qui sont les leurs pour préserver leur culture malgré leur lente assimilation à la culture américaine (p. 87). 2.4) L'État et l'Église catholique continuent à favoriser la colonisation. Le curé Antoine Labelle en est un bon exemple (p. 89) : il convainc les autorités de construire un train pour favoriser la colonisation dans les Laurentides. À la fin du siècle, 50 000 colons se sont établis. La colonisation ne réussit pas à stopper l'émigration dix fois plus importante en direction des États-Unis. Cette colonisation se fait à l'encontre des peuples autochtones présents sur place (p. 89).

3) Dans les villes, on rencontre encore beaucoup de continuités par rapport aux décennies précédentes. Les quartiers se différencient dans les grandes villes. Souvent les quartiers riches sont anglophones. Les francophones se trouvent en grand nombre dans les quartiers ouvriers. Des Irlandais sont aussi présents dans ces quartiers ouvriers. Ces derniers sont vulnérables au feu, construits en bois. Plusieurs villes du pays connaissent au XIX^e des grands incendies (p. 90). L'électricité fait progressivement son entrée. En 1878, l'ampoule est pour la première fois utilisée à Montréal. Dans les années 1880, des compagnies commencent à électrifier les quartiers bourgeois. Dans les années 1890, le tramway apparaît. Les égouts manquent toutefois dans les quartiers ouvriers. L'évacuation des ordures est irrégulière et les déchets se cumulent dans les rues. Le bois et le charbon ne sont pas toujours disponibles dans les quartiers ouvriers et des familles y passent l'hiver dans le plus grand froid (p. 91). Dans ces conditions, la tuberculose, la variole et le choléra se propagent (p. 91). À Montréal, le quart des nourrissons meurent avant d'avoir un an (p. 91). 3.1) Les conditions ouvrières demeurent difficiles. Les ouvriers travaillent de 60 à 70 heures par semaine avec des journées qui s'étalent de 10 à 12 heures (p. 92). Les salaires restent très faibles (p. 92) et les familles sont obligées d'envoyer leur enfant pour subvenir à leur besoin (p. 93). Il n'est pas rare que les contremaîtres punissent à coup d'amendes ou par des châtiments corporels les ouvriers qui font des erreurs (p. 93). Une fois mariées, les femmes restent à la maison bien souvent (p. 93). L'industrialisation accentue la division sexuelle du travail. Les femmes ne font pas les mêmes métiers que leur mari. Les personnes âgées, qui n'arrivent plus à travailler, perdent leur revenu (p. 93). 3.2) En 1872, le gouvernement du Canada adopte la loi des syndicats

qui légalise ces organisations. Les syndicats connaissent alors un essor important. Ils commencent à regrouper des ouvriers non qualifiés (p. 94). Ils demandent à leurs membres une cotisation qui sert à mener des actions. Ils embauchent des personnes chargées de négocier. Lorsque les négociations n'aboutissent pas, les syndicats organisent des grèves (p. 94). Les syndicats disposent d'un fonds de grève pour permettre aux employés de subvenir à leur besoin (p. 94). Des syndicats s'inspirent des mouvements ouvriers américains. C'est le cas des Chevalier du travail (p. 95). D'autres sont d'origines canadiennes. C'est le cas de la Grande Association de protection des ouvriers du Canada (p. 95). Les grèves se multiplient. Les syndicats travaillent entre eux. Malgré leurs efforts, ils n'obtiennent pas toutes les améliorations réclamées (p. 95). C'est le cas du traitement égal des femmes. Certains gains sont faits. Plusieurs travailleurs bénéficient des heures de travail, d'une légère augmentation des salaires et de l'amélioration de la sécurité en milieu de travail. Le clergé ne voit pas d'un bon œil ces organisations qu'il craint voir véhiculer des valeurs anticléricales. 3.3) À la fin du XIXe siècle, la plupart des politiciens demeurent des bourgeois provenant des milieux ruraux peu sensibilisés à la cause ouvrière (p. 96). Les lois qui visent à les aider prennent du temps à être adoptées, mais quelques interventions sont faites. C'est le cas en 1885. L'Acte pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures vise à encadrer les conditions de travail, mais seulement dans les entreprises comptant plus de 20 employés. C'est cependant un gain considérable que les petites entreprises ont tendance à imiter les plus grandes à l'époque (p. 96). Le fédéral, lui, met en 1886 une commission d'enquête qui nommera des inspecteurs pour proposer des recommandations touchant à ce sujet. Les recommandations visent à faciliter les négociations des ouvriers avec le patronat ainsi qu'à assurer la sécurité des gens, notamment des enfants dans les usines. Les recommandations sont toutefois difficiles à imposer dans les usines. Les autorités commencent aussi à prendre des mesures pour assainir les villes (p. 97). On cherche à mieux organiser la distribution de l'eau potable et à mieux planifier l'enlèvement des ordures. Des campagnes de vaccination sont mises en place (p. 97). L'efficacité de ces mesures n'est pas à tout casser. Ces initiatives ont tendance à apaiser la classe ouvrière. Durant les années 1890, la colère de la classe ouvrière se calme (p. 97)

4) L'Église est encore dominante pendant cette période. « Comment l'Église maintient-elle son influence? Comment s'exprime le féminisme? Quelles identités socioculturelles les artistes expriment-ils à travers leurs œuvres? » (p. 98). 4.1) La confrontation des anticléricaux et des ultramontains tournent à l'avantage de ces derniers. Les communautés religieuses ne cessent de

recruter davantage. À la fin du siècle, 12 000 individus sont répartis dans la centaine de communautés qui s'étalent partout dans la province. Les ultramontains, rassemblés autour de l'évêque Bourget, n'hésitent pas à se mêler d'affaires politiques (p. 98). L'Église n'est pas unie derrière cette idée. L'archevêque Taschereau de Québec et d'autres sont ouverts aux idées libérales, mais ils sont une minorité. Les anticléricaux sont encore présents dans la province, mais se modèrent ou adoucissent leur discours au risque de recevoir des sanctions graves comme l'excommunication. « Il s'agit d'une punition majeure aux yeux des Canadiens français de l'époque, plus que jamais soumis à l'influence de l'Église catholique » (p. 98). *Périodes* mentionne l'affaire Guibord en bas de page. 4.2) Le contrôle des écoles est disputé au Québec. Elle est une compétence provinciale depuis 1867, mais l'Église la domine depuis 1859. En 1868, le gouvernement se dote d'un ministère de l'Instruction publique, mais sous les pressions de l'Église il est remplacé en 1875 par le département de l'Instruction publique dominé par celle-ci. C'est elle qui contrôle les écoles publiques et privées à divers degrés. Les anglophones ont l'Université McGill qui est très bien financée par les industriels anglophones. L'Université Laval ouvre une succursale à Montréal pour former surtout des prêtres, des médecins et des avocats (p.99). En 1874, l'école polytechnique devient la première institution francophone à former des ingénieurs (p. 99). Les systèmes scolaires protestants et catholiques sont séparés. Chez les premiers, les professeurs sont davantage laïcs et leur enseignement est libéral, alors que chez les deuxièmes les enseignants sont fortement issus des congrégations religieuses (p. 99). L'alphabétisation augmente au Québec même si la population reste illettrée en forte majorité. 4.3) Dans cette période, les femmes sont encore perçues inférieures aux hommes sur le plan professionnel, social et légal. Elles n'ont pas accès aux études supérieures, elles ne peuvent exercer certains métiers, elles n'ont pas le droit de vote et sont sous la tutelle de leur mari (p. 100). La taille des familles diminue à l'époque. Elle compte en moyenne 4.8 enfants. Certaines femmes travaillent à l'extérieur de la maison. De nombreuses femmes fondent des associations charitables. C'est au sein de ces associations que le féminisme prend forme. Elles sont souvent menées par des femmes bourgeoises qui ont l'argent nécessaire pour subvenir aux dépenses des associations. Au Québec, la plupart de ces femmes sont anglophones, mais quelques-unes d'entre elles sont canadiennes-françaises (p. 100). En 1874, YWCA ouvre un centre pour aider les femmes immigrantes à Montréal en les hébergeant gratuitement. En 1875, un centre ouvre à Québec. À partir de 1884, elles commencent à offrir des formations professionnelles comme la dactylographie. Les établissements d'enseignement

supérieur commencent parallèlement à ouvrir leur porte aux femmes. En 1888, les femmes canadiennes aident à la fondation de l'International Council of Women. Ishbel Hamilton-Gordon y participe et fondera le National Council of Women of Canada pour inciter les femmes à s'organiser afin de militer pour leurs droits. En 1893, la première association féministe est créée au Québec. On remarque que l'anglais domine dans ces associations (p. 101). 4.4) En outre, dans ces années, des peintres anglophones et d'autres francophones participent à faire apparaître de nouveaux courants culturels et expriment leur identité. Les peintres anglophones représentent des scènes rurales de la réalité des colons. Les Canadiens français illustrent des scènes de la vie quotidienne. La publication et la distribution de textes littéraires continuent à augmenter en français comme en anglais. La littérature s'affirme comme moyen de l'expression culturelle (p. 103). Du côté anglophone, des auteurs vantent la fierté d'appartenir à un jeune pays en pleine expansion (p. 103). Le patriotisme francophone s'exprime dans des récits historiques et romans mettant en valeur : la famille, l'Église et la nation. La littérature féminine prend aussi son essor.

5) « Quels sont les conflits qui ébranlent le fédéralisme canadien à la fin du XIXe siècle »?

5.1) Un premier s'impose dans les relations fédérales-provinciales (p. 104). Le premier ministre Macdonald est un défenseur du fédéralisme centralisateur. Il estime que les provinces lui sont soumises et a recourt à son droit de désaveu de façon régulière notamment pour annuler les lois touchant à la gestion des ressources naturelles (p. 104). Les partisans de l'autonomie provinciale contestent cette centralisation des pouvoirs. Parmi eux se trouve Oliver Mowat, premier ministre de l'Ontario de 1872 à 1896. Il se rend jusqu'à Londres pour plaider sa cause. Le Parlement britannique tranche : le droit de désaveu ne peut être utilisé sans cesse. Les premiers ministres du Québec s'impliquent peu dans cette cause alors que plusieurs Canadiens français expriment que le fédéral va à l'encontre des intérêts des francophones catholiques (p. 105). C'est le cas du conflit scolaire de 1871 qui interdit l'enseignement confessionnel des Acadiens. 5.2) Autres conflits : au moment de la fondation du Manitoba, Louis Riel est exilé aux États-Unis. Or, la colonisation augmente dans les années 1880 dans l'Ouest. Les conflits se multiplient entre colons et autochtones si bien que le gouvernement fédéral met en place un système de compensation pour les territoires perdus. Les autochtones n'en sont pas satisfaits et les colons demeurent en colère. Les tensions montent (p. 106). Un influent commerçant et chasseur métis, Gabriel Dumont, réussit à convaincre Louis-Riel de revenir dans la province et de diriger à nouveau un mouvement de résistance. Les deux hommes recrutent et font signer des pétitions. Ils forment des groupes armés (p. 107). En

1885, ils proclament former un gouvernement provisoire. Ils prennent une Église par la force. Les insurgés sont entre 500 et 1000 et gagnent quelques combats contre la police, l'armée et la milice (p. 107). Le gouvernement canadien envoie 5000 soldats qui l'emporteront sur les insurgés. Dumont se sauve aux États-Unis, mais Riel est capturé. Il subit un procès pour haute trahison et est pendu. Ces événements divisent profondément la population. La majorité anglophone appuie la position du gouvernement fédéral combattant une rébellion injustifiée. Les francophones sont sympathiques aux Métis, d'origines françaises et catholiques (p. 107). 5.3) Dans tous ces bouleversements, les politiciens du Québec s'en trouvent indignés. Honoré Mercier s'illustre alors comme l'un des partisans les plus fervents du nationalisme canadien-français et du principe d'autonomie provinciale (p. 108). Il organise une grande manifestation après l'exécution de Riel. Se faisant le défenseur de la culture canadienne-française, il fait appel à réclamer une plus grande autonomie politique face à Ottawa. Wilfried Laurier, politicien fédéral, appuie ce message. C'est dans ce contexte que Mercier gagne les élections de 1886. Macdonald est réélu en 1887, mais a perdu des plumes aux profits de Laurier. En 1887, Mercier réunit les premiers ministres des quatre provinces pour établir une stratégie contre le fédéral. Oliver Mowat retourne à Londres qui tranche en faveur de l'autonomie des provinces. En 1891, Macdonald, malade, meurt. Le parti conservateur reste au pouvoir, désorganisé. Le gouvernement fédéral n'interviendra pas quand la province du Manitoba décidera de ne plus financer les écoles de la province, à moins qu'elles ne soient anglaises et laïques.

Page Références à l'historiographie dans *Périodes, Tome II*

p. 12	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2009.
p. 16	R. Luis Gentilcore (dir) Géographe, Atlas historique du Canada, vol 2, 1993.
p. 19	Maurice Saint-Yves, Géographe, Atlas de géographie historique du Canada, 1982 et Maurice Pardé, Géographe, « Les chemins de fer des États-Unis », dans Annales de géographie, 1947.
p. 20	Jacques Lacoursière, Jean-Provencher et Denis Vaugeois, Historiens, Canada-Québec 1534-2000, 2001.
p. 20	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2009.
p. 21	Alain Beaulieu, Historien, « La création des réserves indiennes au Québec », Dans Les autochtones et le Québec : Des premiers contacts au plan Nord, 2013.
p. 22	Louis, Rousseau, Théologien et Frank W. Remiggi, Géographe, Atlas historique des pratiques religieuses, 1998.
p. 26	Lucia Ferretti, Historienne, Brève histoire de l'Église catholique au Québec, 1999.
p. 29	W. Stewart Wallace, Historien, The encyclopedia of Canada, Vol II., 1948.
p. 32	Louis, Rousseau, Théologien et Frank W. Remiggi, Géographe, Atlas historique des pratiques religieuses, 1998.
p. 33	Michel Brunet, Historien, L'église catholique du Bas-Canada et le partage du pouvoir à l'heure d'une nouvelle donne (1837-1854), 1973.
p. 33	Jean-François Laniel, sociologue, l'Église-nation canadienne-français au siècle des nationalités : Regard croisé sur l'ultramontanisme et le nationalisme, 2015.
p. 37	Eric Bédard, Historien, Les réformistes, une génération canadienne-française au milieu du XIXe siècle, 2012.
p. 41	Bettina Bradbury, Historienne, Familles ouvrières à Montréal, 1995.
p. 47	Normand Séguin, Historien, À la Conquête du Sol au 19 ^e siècle, 1977.
p. 50	Statistique Canada, Données des recensements de 1851 et 1861, 2015
p. 50	John A Dickinson et Brian Young, Historiens, Brèves histoire socio-économique du Québec, 2009.
p. 53	Statistique Canada, Données des recensements de 1851 et 1861, 2015
p. 53	John A Dickinson et Brian Young, Historiens, Brèves histoire socio-économique du Québec, 2009.
p. 53	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec contemporain, Tome I, 1989.
p. 56	Pierre Graveline, Dix journées qui ont fait le Québec, 2013.
p. 59	Eugénie Brouillet, Professeur de Droit, Conférence donnée en 2012.
p. 72	R. Louis Gentilcore (dir.), Géographe, Atlas historique du Canada, vol 2, 1993.
p. 84	R. Louis Gentilcore (dir.), Géographe, Atlas historique du Canada, vol 2 : la transformation du territoire 1800-1891, 1993.
p. 84	Jean-Hamelin et Yves Roby, Historiens, Histoire économique du Québec, 1851 à 1896, 1971.
p. 85	« Population urbaine et rurale, par province et territoire (Canada) », Recensement de la population de 2011, Statistique Canada, 2013, [En ligne]

p. 85	« Population urbaine et rurale, par province et territoire (Canada) », Recensement de la population de 2011, Statistique Canada, 2013, [En ligne]
p. 86	Yves Roby, Historien, Histoire d'un rêve brisé? Les Canadiens français aux États-Unis, 2007.
p. 90	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec contemporain, Tome I : 1989.
p. 93	R. Louis Gentilcore (dir.), Géographe, Atlas historique du Canada, vol 2 : la transformation du territoire 1800-1891, 1993.
p. 95	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec contemporain, Tome I : 1989.
p. 99	Michel Verrette, Historien, L'alphabétisation au Québec, 1660-1900, 2002.
p. 100	Micheline Dumont, Historienne, Pas d'histoire, les femmes!, Réflexions d'une historienne indignée, 2016.
p. 111	Yves Roby, Historien, Histoire d'un rêve brisé? Les Canadiens français aux États-Unis, 2007.

ANNEXE 9 : LE DÉBUT DU XXE SIÈCLE DANS *PRÉSENCES* 2006

Le deuxième tome du troisième secondaire de *Présences* commence par évoquer que le Dominion du Canada, après l'entrée en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord, n'est pas maître de ses relations extérieures. Vers la fin du XIX^e siècle, les possessions de la Grande-Bretagne forment l'empire le plus puissant du monde (p. 108). Elle règne sur un empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. Cet immense territoire coûte cher à administrer et Londres se sert de ses colonies pour le défendre. La guerre des Boers en témoigne (1899 à 1902). À cette occasion, le Canada doit payer le coût de la construction d'un cuirassier pour l'armée britannique. Devant cet événement, la population canadienne est divisée entre impérialisme et nationalisme. Le sentiment impérialiste est très fort chez les Canadiens anglais : pour eux il ne fait aucun doute que le Canada doit soutenir l'Empire britannique. Le point de vue Canadien français est partagé. Pour certains, « le Canada ne doit rien à l'Angleterre et il faut défendre l'idée de l'autonomie canadienne à l'égard de la métropole alors que pour d'autres, il faut protéger la minorité francophone et catholique du pays (p. 108). En 1914, la Première Guerre mondiale éclate et le Canada tombe automatiquement dans l'alliance de l'Angleterre et de la France pour affronter l'Allemagne principalement (p. 108). Au Canada, un demi-million d'hommes et de femmes sont engagés pour l'effort de guerre. En 1917, Rober Borden, le premier ministre du Canada, fragilise la confédération en imposant la conscription qui au Québec, soulève l'indignation (p. 108). Les émeutes contre la conscription feront quatre morts parmi les manifestants. Or, à la sortie de la guerre, le Canada a modifié ses relations avec la métropole. Le Canada est désormais reconnu internationalement pour son implication au conflit. Le Canada participe à la rédaction du traité de Versailles. En 1931, le statut de Westminster accorde l'indépendance au Canada.

De 1900 à 1929, le Canada est plongé dans sa deuxième phase d'industrialisation, soutenu par une politique protectionniste et son système de transport grandissant (p. 110). En effet, les manufactures de la première phase d'industrialisation se sont multipliées dans la province. C'est le cas de Dominion Textile et de ses nombreuses autres manufactures qui se trouvent notamment à Montréal. Mais à cette époque, de nouvelles usines axées sur l'exploitation des ressources naturelles font leur apparition. C'est le cas des barrages hydroélectriques qui se multiplient au

Québec. Les alumineries et les industries chimiques, nécessitant beaucoup d'énergie, se font plus nombreuses. Les industries minières et celles de pâtes et papiers progressent rapidement (p. 110). L'Ontario et le Québec croissent à bon rythme. Beaucoup de capitaux britanniques et américains sont investis dans l'économie canadienne. Une bonne partie des exportations sont d'ailleurs destinées aux États-Unis (p. 110). De 1914 à 1918, la participation canadienne à la Première Guerre mondiale stimule l'économie : l'industrie aéronautique se développe et le Canada se dote d'une flotte de guerre (p. 110). Mais, le retour à la paix déstabilise l'économie canadienne. Le pays doit gérer la demande militaire qui décline et les milliers de soldats qui retournent sur le marché du travail. En 1923, la production industrielle augmente pour répondre à la consommation grandissante, mais en 1929, le krach boursier plonge le monde industriel en crise économique (p. 112).

Au début du XX^e siècle, la prospérité s'installe et les conditions de vie de la société canadienne changent progressivement. L'urbanisation augmente. La population rurale et les immigrants sont attirés par la ville, dont le secteur industriel et manufacturier. Le secteur des services ne cesse de croître parallèlement (p. 112). À la fin de 1920, 60% de la population québécoise et ontarienne vit dans une ville (p. 112). L'électricité se répand. Il en est de même pour, le tramway électrique, le cinéma, les lampadaires électriques. Des ligues de sport professionnelles se forment. Les années 1920, les années folles, sont des années de prospérité. La richesse est surtout dans les mains d'une bourgeoisie capitaliste. Les ouvriers travaillent en moyenne 60 heures pour un salaire dérisoire. Ils forment un cheap labor qui s'entasse dans les quartiers surpeuplés et où les services publics tardent à arriver. Les conditions sanitaires y sont très mauvaises et le taux de mortalité infantile demeure élevé. Le mouvement syndical progresse pendant ces années et de nombreuses grèves prennent place dans le pays. Au Québec, en 1910, le gouvernement de Lomer Gouin fixe à 14 ans l'âge minimal pour le travail des enfants et la semaine de travail à 58 heures pour les femmes et les enfants de l'industrie du textile. Aux syndicats internationaux viennent s'ajouter des syndicats catholiques unis sous la Confédération des travailleurs catholiques du Canada en 1921 (p. 112). Le nombre de femmes sur le marché du travail croît si bien que le gouvernement leur accorde le droit de vote. Le Manitoba le fait en 1916. Il est suivi par le gouvernement canadien en 1918. Le Québec ne leur accordera un tel droit qu'en 1940 (p. 112).

Dès le début du XX^e siècle, l'apparition de nouveaux médias, diffusant des idées nouvelles, contribue à la transformation des mentalités dans la société canadienne-française (p. 168). En 1931, une majorité substantielle de la population canadienne-française vit dans les régions rurales. « Les Canadiens français, peu scolarisés (en 1929, 24% des francophones terminent leur cours primaire), constituent la main d'œuvre des entreprises privées ». Celles-ci appartiennent à de grands bourgeois anglophones, qui contrôlent l'économie de la province, ou à des entrepreneurs étrangers venant surtout des États-Unis (p. 168). L'Église a un rôle social important. Elle administre les services sociaux et les hôpitaux et est très présente dans les institutions scolaires. Le gouvernement du Québec aide les communautés religieuses à fournir des services et joue en contrepartie un rôle limité dans la société. Il intervient très peu et laisse beaucoup de place aux initiatives individuelles, aux entreprises privées et à l'Église (p. 168). Dans la vie intellectuelle, les mentalités traditionnelles fondées sur la survivance de la société canadienne-française par sa langue, sa ruralité et sa religion, exercent une grande influence. L'Église et les nationalistes conservateurs valorisent un passé idéalisé où la société rurale de la Nouvelle-France devient un modèle (p. 168). À côté de ces modèles, de nouvelles idées et de nouvelles valeurs remettant en question les mentalités traditionnelles sont diffusées par la bourgeoisie urbaine et véhiculées dans les nouveaux médias de communication de masse comme la presse, la radio et la télévision en 1952. Elles contribuent à transformer les mentalités, malgré la résistance au changement d'une partie du clergé et des nationalistes traditionnels (p. 168).

En 1929, la crise économique change le rôle de l'État. De nombreuses usines ferment et le taux de chômage augmente considérablement. La province est plongée dans la misère et des mesures d'aide sont mises en place par l'État (p. 170). Le rôle de l'État dans la société est un enjeu important. Les conservateurs proposent un retour à la terre et l'intervention de l'État pour soutenir l'agriculture et le développement de la colonisation dans les régions du Québec (p. 170). Les libéraux proposent plutôt l'intervention de l'État pour assurer un revenu aux chômeurs et développer de grands projets et des travaux publics qui créeraient de l'emploi. Au début, les États du Québec et du Canada refusent d'intervenir jusqu'à ce que la situation s'aggrave. Ils lancent une politique de grands projets, de travaux publics, de programmes d'aide aux chômeurs et l'instauration des secours directs. Le Québec lance des mesures pour coloniser les territoires du nord (p. 170). Sur le plan intellectuel, une nouvelle mentalité axée sur l'importance de la science et de la raison dans la gestion de la société favorise le développement des universités, la formation

de nouvelles élites intellectuelles et l'apparition de nouvelles sciences. Ainsi, le Centre de recherche en microbiologie de l'Université de Montréal, dirigé par le docteur Armand Frappier et l'école des sciences sociales du père Georges-Henri Lévesque, de l'Université Laval à Québec, étudie les causes des problèmes de la société canadienne-française et tente de trouver des solutions (p. 170). Les effets de la crise contribuent à la redéfinition du rôle de l'État qui intervient directement pour soutenir l'économie, des personnes et des familles, soit dans certains domaines auparavant gérés par l'Église comme l'assistance sociale et la santé. Cette intervention, les élites traditionnelles ne la voient pas d'un bon œil. Ils craignent les nouveaux pouvoirs de l'État et le recul l'Église.

En 1939, plusieurs pays, dont le Canada, entrent en guerre contre l'Allemagne nazie. La Seconde Guerre mondiale accélère en quelque sorte la modernisation de la société québécoise. Pendant la guerre, l'État fédéral intervient davantage dans l'économie et dans la société. Le premier ministre King crée un ministère fédéral des Munitions et de l'Approvisionnement et fait adopter la Loi sur les mesures de guerre qui suspend les droits et les libertés civiles, impose la censure pour les médias de communication de masse et crée l'Office national du film du Canada (p. 172). L'économie est mobilisée par la guerre afin de fournir des armes et des munitions. En cela, les secteurs économiques seront généralement impliqués dans l'ère de prospérité qui suit la guerre. Pendant le conflit, l'armée en vient à réclamer la conscription. « Les Canadiens français sont prêts à combattre, mais ils refusent l'enrôlement obligatoire » (p. 172). En 1942, le premier ministre demande par plébiscite de relever la promesse faite en 1940 de ne pas recourir à la conscription, mais le Québec répond NON dans une proportion de 71,2% dont 85% de francophones (p. 172). Le reste du Canada répond OUI à 80%. Au final, au Canada la conscription sera soutenue par 63,7% des électeurs et refusée dans 36,3% du vote. En 1944, le fédéral impose finalement la conscription. Cela augmentera l'enrôlement des femmes dans les usines pour y remplacer les hommes. C'est dans ce contexte, en 1940, que les femmes reçoivent le droit de vote. Elles contribuent à la société, mais seront remplacées par les hommes lorsqu'ils reviendront d'Europe (p. 172).

Dans les manuels de 4^e année, peu d'informations sont ajoutées par rapport à la démographie. Si l'immigration était majoritairement britannique avant 1900, de 1900 à 1930 l'immigration se diversifie (volume I, p. 52). Montréal héberge depuis le début des années 1800,

une communauté juive importante comptant un peu moins de 600 personnes. En 1931, la communauté se multiplie jusqu'à compter plus de 60 000 membres. Au Québec, cette communauté devient ainsi le groupe le plus important après celui des Canadiens français et des personnes d'origines britanniques (p. 52). C'est que les Juifs arrivent en grand nombre notamment de l'Europe de l'Est pour fuir les persécutions (p. 52). Cette période, la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, est aussi particulièrement difficile pour les Italiens. Des millions d'entre eux chercheront de meilleures conditions de vie aux États-Unis et en Australie. Plusieurs familles choisiront le Québec et formeront un groupe ethnique important. En 1931, ils sont 24 845 et forment la 4^e communauté ethnique d'importance (p. 52).

Sur le plan de l'économie, le manuel revient sur l'importance de l'hydroélectricité avec la Shawinigan Water and Power qui alimente par exemple la ville de Montréal, la croissance des alumineries ainsi que de la transformation des pâtes et papiers. Le Québec devient le premier exportateur de pâtes et papier mondial entre 1920 et 1929. Dans cette décennie, la valeur de la production passe de 5 millions à 130 millions et la plupart de ces exportations sont destinées aux États-Unis. Ce secteur représente 12% de la production industrielle de la province et occupe le deuxième rang derrière le secteur de l'agroalimentaire (p. 124). Avec ces secteurs dynamiques, certaines régions comme le Saguenay et la Mauricie sont entraînées pendant cette période dans une croissance rapide. En Estrie, on exploite les mines d'amiante. En Abitibi, on fait l'extraction de plusieurs métaux dès les années 1930. De nouveaux centres urbains naissent où tout tourne autour de l'usine: Kénogami à Saguenay par exemple (p. 124). Toujours dans la même période, l'urbanisation continue à prendre de l'expansion. De 1896 à 1930, la population passe de 5 millions à 10 millions au Canada. Le secteur tertiaire grandit : les emplois qu'il représente passent de 26,5% à 40,4% de 1901 à 1931. Les services administratifs, les hôpitaux et les écoles se multiplient. Le transport en commun se développe et les automobiles font leur apparition. Les services bancaires restent centrés autour de Montréal et Québec. En 1920, la population urbaine représente 51,8% de la population totale au Québec (p. 126). Montréal est la région la plus peuplée en représentant, avec sa banlieue, 54% de la population québécoise vers 1930. Québec en représente 8% et est desservie par le chemin de fer ainsi que le pont de Québec. Mais avec le développement industriel, les inégalités sociales persistent. Les capitalistes industriels résident dans les beaux quartiers, tandis que la classe ouvrière continue à vivre dans un environnement difficile (p.126). Sur le plan de l'industrie agricole, celle-ci diminue en importance par rapport au

reste de la production québécoise alors que les autres secteurs croissent. En 1929, elle ne représente plus que 19.7% de la production de l'ensemble du Québec. Sa valeur brute augmente de manière irrégulière passant de 46,2 millions de dollars en 1900 à 1,65 milliard en 1929. La culture du blé augmente parallèlement à l'industrie laitière, mais baissera en flèche après la Première Guerre. Pendant ces années la mécanisation progresse. En 1931, 22% des exploitations agricoles possèdent un véhicule motorisé et 25% d'entre elles utilisent le moteur à essence pour faire fonctionner leur machinerie (p.128). En 1926, le lait doit être obligatoirement pasteurisé ce qui oblige l'achat d'un équipement plus complexe pour les fermiers. En 1924, l'Union catholique des cultivateurs est créée. Le plus grand marché pour les agriculteurs est le marché urbain. On exporte du fromage et du bacon en Grande-Bretagne. Beaucoup de lait est exporté vers l'État de New York à l'aide du chemin de fer. Le marché du foin est aussi très fort aux États-Unis quoique ce secteur connaîtra une baisse importante avec l'apparition de l'automobile (p. 128). La colonisation continue entre 1900 et 1930. D'ailleurs, les conditions économiques difficiles de 1929 et 1930 la favoriseront directement. La Bourse de New York répand la crise économique à cause de la surproduction (p. 130). En conséquence, au Québec, les exportations de pâtes et papiers passent de 129 millions de dollars en 1929 à 56 millions en 1933. La production des produits minéraux passe de 46 millions de dollars en 1929 à 26 millions en 1932 (p. 130). La baisse des revenus des compagnies d'électricité freine la construction de nouveaux chantiers (p. 130). Les industries de machinerie lourde ralentissent. Les industries textiles et alimentaires s'en sortent mieux. La production agricole permet à tout le moins de nourrir la famille. En 1936, le gouvernement du Québec intervient et crée l'Office du Crédit Agricole pour aider les agriculteurs à obtenir du financement. L'État intervient. Au niveau fédéral et provincial combiné, 25 millions de dollars sont dépensés au Québec pour sortir de la crise. « En 1934, Richard B. Bennet, crée la Banque du Canada pour mieux contrôler le système monétaire et financier du pays ». Il propose aussi son New Deal, adopté seulement en 1940. Ce New Deal établit la semaine de travail à 48 heures, adopte une loi sur l'assurance-chômage et fixe un salaire minimum. Au Québec, le gouvernement et le clergé encouragent le mouvement du retour à la terre, dans un esprit traditionaliste cherchant à assurer aux familles démunies la production de la nourriture nécessaire à leur survie. La colonisation a des effets mitigés. Les subventions sont insuffisantes et les nouvelles terres sont improductives si bien que la misère persiste pour beaucoup (p. 130). Enfin, de 1939 à 1945, la guerre permet la reprise de l'essor industriel. Les effets de la crise économique prennent fin (p. 132). Le gouvernement

fédéral mobilise les ressources du pays pour les efforts de guerre, mais la province continue à agir. Adélard Godbout crée la société d'État Hydro-Québec pendant ces années. La dette du fédéral se creuse. Elle est de 5 milliards en 1939 et de 18 milliards en 1945. Pour soutenir les dépenses militaires, le gouvernement incite la population à acheter des bons de la victoire. L'économie de guerre favorise les économies provinciales fortement industrialisées. Les produits chimiques, dont les explosifs, montent en valeur. En 1942, les usines d'Arvida produisent plus d'aluminium que la production mondiale totale de 1939. L'industrie lourde se développe au Québec. La consommation est contrôlée par l'État, mais l'agriculture profite largement de la guerre notamment pour la production du fromage et du bacon.

Sur le plan de la culture maintenant, la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e sont marqués par l'émergence de plusieurs formes de nationalismes canadiens (tome II, p. 50). Un grand nombre de Canadiens anglais manifestent un attachement au rôle joué par le Canada à l'intérieur de l'Empire britannique. Ils manifestent cet attachement notamment lors de la Guerre des Boers et de la Première Guerre mondiale, participation canadienne à laquelle s'opposent les Canadiens français (p. 50). Le nationalisme canadien biculturel est mené par Henri Bourassa qui s'opposera notamment à la participation à la guerre de Boers soutenue par le premier ministre Wilfrid Laurier. Son nationalisme revendique une plus grande autonomie du Canada à l'égard du Royaume-Uni. Il définit le Canada comme un pays biculturel reposant sur le pacte liant ses peuples fondateurs : les Canadiens français et les Canadiens anglais. La Première Guerre mondiale crée des remous du côté du Canada anglais. Au début du XX^e siècle, elle participe à l'édification d'une conscience nationale chez les Canadiens de langue anglaise. Le groupe des sept, des peintres, fait ainsi la promotion d'une identité canadienne nord-américaine qui se distingue des traditions culturelles européennes et de la culture étatsunienne (p. 50). D'autre part, l'abbé Groulx, d'abord disciple d'Henri Bourassa, en viendra à réclamer une plus grande autonomie pour la province de Québec. Il considère que le Québec est le foyer national des Canadiens français. Il élabore un programme qui favorise l'identité politique, sociale, économique et intellectuelle de la nation canadienne-française et la préservation de ses valeurs traditionnelles (p. 50). De 1900 à 1930, les villes se transforment alors que le monde rural reste avant tout centré sur la culture traditionnelle. Les bourgeois anglophones et la petite bourgeoisie francophone font étalage de leur richesse avec leur grande résidence, leur automobile et leurs sorties aux théâtres (p. 52). Les ouvriers s'installent près des usines. Ils apprécient souvent les sports qui deviennent plus populaires comme le hockey. Dans

les années 1920, la scolarisation se développe. Plusieurs apprennent à lire et s'informent à partir des journaux. L'Église exerce du coup moins d'influence dans les milieux urbains. Dans les campagnes, les valeurs traditionnelles sont moins confrontées aux influences de la ville. Le niveau de scolarisation y est moins élevé et la tradition reste surtout orale. Les contes sont racontés, la musique, les chants, la danse sont des loisirs importants (p. 52). De 1900 à 1930, les États-Unis ont d'ailleurs beaucoup d'influence sur les villes (p. 54). Le cinéma et la radio apparaissent au début du XX^e siècle. Un premier cinéma québécois ouvre ses portes en 1906. On s'y rend pour suivre les aventures de vedettes américaines ou françaises. En 1922, la CKAC devient la première radio francophone. La musique se popularise. Des auteurs écrivent pour cette nouvelle industrie et des artistes québécois comme la Bolduc font leur apparition (p. 54). Dans la société traditionnelle, la femme est soumise à son mari et n'a aucun droit civil. Cela pousse des femmes à revendiquer leur droit en s'inspirant de mouvements féministes européens et étatsuniens. Elles s'expriment par exemple au travers de la mode : cheveux courts et robe courte. Elles délaissent le corset et veulent avoir accès à l'éducation pour avoir accès à des domaines professionnels réservés aux hommes. (p. 54). De son côté, l'Église et les nationalistes conservateurs critiquent l'industrialisation et l'urbanisation. L'Église voit d'un mauvais œil ces transformations qui remettent en question la culture traditionnelle canadienne-française. Elle s'oppose au mouvement d'émancipation des femmes, critique les nouvelles mœurs et cherche à contrôler les nouveaux médias par la censure. L'Église entreprend de préserver les valeurs traditionnelles par l'éducation et fonde des syndicats et des organisations politiques qui ont pour but de promouvoir ses valeurs chez les ouvriers. La crise économique de 1929 et 1930 vient bouleverser les mouvements de pensée (p. 56). Le fascisme apparaît en Italie dans les années 1920 avec Mussolini et propose une dictature contrôlée par une élite sociale et politique tout en rejetant le libéralisme et la démocratie parlementaire. Cette idéologie sera reprise par Hitler ce qui mènera à la Seconde Guerre mondiale et à l'extermination des Juifs européens. Dans l'ensemble, les idées fascistes et l'antisémitisme ont peu d'influence dans la société canadienne (p. 56). Les communismes européens proposent la libération et l'émancipation des ouvriers. Quelques leaders ouvriers proposeront ses idées dans une version plus modérée, le socialisme, au Québec, mais elles y seront généralement mal reçues. L'Église s'oppose fortement à ces idées qu'elle estime dangereuses pour la famille, la religion et la propriété privée. En 1937, des volontaires canadiens se joignent aux communistes espagnols dans la guerre contre les fascistes de Franco. Le corporatisme fait aussi son émergence pour affronter la crise en

proposant l'alliance de Canadiens français en corporation pour mieux affronter la grande bourgeoisie anglophone, préserver les valeurs morales et religieuses et défendre les effets de l'urbanisation et de l'industrialisation. Le corporatisme se situe entre les idées libérales et conservatrices (p. 56). L'École sociale populaire, une organisation fondée en 1911 par des ecclésiastiques, étudie les questions sociales et propose le retour aux valeurs traditionnelles. Elle valorise la colonisation et un programme de restauration sociale qui s'inspire du corporatisme et d'un mélange d'idées traditionnelles et progressistes sur le rôle de l'État. Ce courant deviendra beaucoup plus populaire dans les années 1940 et 1950.

Finalement, complétons l'analyse proposée par *Présences* avec le thème de la politique. On revient tout d'abord au rôle limité joué par l'État au début de la période et à l'importance de l'Église. L'appareil politique de la province paraît d'ailleurs soumis à l'Église. Les partis politiques et l'État doivent s'assurer de la collaboration du clergé (p. 116). Sur le plan de l'éducation, les ultramontains luttent pour que l'École reste sous leur responsabilité. Des politiciens souhaitent qu'elles deviennent une institution laïque. En 1875, le ministère de l'instruction publique est remplacé par un conseil auquel siègent des clercs et des laïcs et l'instruction devient obligatoire en 1943. La bourgeoisie anglophone et francophone reste influente dans la province, mais c'est entre 1867 et 1920 que les mouvements s'organiseront selon *Présences* et formeront un nouveau groupe de pression. Des lois sont adoptées : l'interdiction du travail des enfants en 1907, la Loi sur les accidents du travail en 1909, la création d'un bureau de placement gouvernemental pour les chômeurs en 1910 et la semaine de travail limitée à 58 heures en 1910. Après la Deuxième Guerre mondiale et le Krach boursier, l'État se dote par contre de nouveaux rôles (p. 118). L'État en vient à remplacer l'Église dans les services sociaux. En 1931, le fédéral intervient pour venir en aide aux agriculteurs et en 1940 et adopte la Loi sur l'assurance-chômage. Les municipalités et le gouvernement provincial font une politique de grands projets pour stimuler l'économie. La Deuxième Guerre aura ses impacts politiques : les Canadiens français se rassembleront derrière le Bloc populaire contre la conscription tant du côté provincial que fédéral. Et à la fin du XIX^e, le mouvement féministe continue à prendre de l'importance notamment dans les changements entraînés par la guerre. L'Église et l'État s'y opposent.

Page Références à l'historiographie

Historiographie de la francophonie canadienne dans *Présences, secondaire 3, Tome I*

p. 169	Kenneth McRoberts et Dale Postgate, <i>Quebec : Social Change and Political Crisis</i> , McClelland & Stewart, 1976.
p. 169	Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, Canada.
p. 171	Ruth Dupré, <i>L'Actualité économique</i> , vol 64, no 4, décembre 1988.
p. 173	F.-A. Angers et R. Parenteau, <i>Statistiques manufacturières du Québec</i> , dans P.-A., Linteau et al. <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome II, Boréal, 1989.

Présences, secondaire 4, Tome I

p. 127	Paul-André Linteau et al., <i>Histoire du Québec contemporain – De la Confédération à la crise</i> , Boréal Express, 1979.
p. 127	Marc Vallières, <i>Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959</i> , Université Laval, 1973.
p. 127	Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, Canada.
p. 129	Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, Canada.
p. 129	Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, Canada.
p. 129	Statistique Canada, <i>Annuaire du Canada</i> , et <i>Annuaire du Québec</i>
p. 131	Paul-André Linteau et al., <i>Histoire du Québec contemporain – Le Québec depuis 1930</i> , Boréal Express, 1986.
p. 131	Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, Canada.
p. 131	F.-A. Angers et R. Parenteau, <i>Statistiques manufacturières du Québec</i> , dans P.-A., Linteau et al. <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome II, Boréal, 1989.
p. 131	Louis Charpentier et al. <i>Nouvelle Histoire du Québec et du Canada</i> , CEC, 1990.
p. 133	Donald Kerr (dir.), <i>Atlas historique du Canada</i> , vol. III, <i>Jusqu'au cœur du XXe siècle, 1891-1961</i> , PUM, 1990.
p. 133	Marc Vallières, <i>Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959</i> , Université Laval, 1973.

Présences, secondaire 4, Tome II

p. 53	Murray Ballantyne, « LE Canada, expérience ratée... ou réussite », extrait d'une conférence prononcée lors du Congrès des affaires canadiennes, 1961.
p. 55	Yves Lever, « Le cinéma au Québec », <i>Continuité</i> , no 41, automne 1988.
p. 57	Martin Masse, « Le corporatisme, toujours l'idéologie officielle au Québec », <i>Le Québécois libre</i> , no 1, 7 mars 1998
p. 57	François-Albert Angers, Esdras Minville, <i>Œuvres complètes</i> , Fides et Presses, HEC, 1988.
p. 57	John A. Dickinson et Brian Young, <i>Brève histoire socioéconomique du Québec</i> , trad. H. Fillion, Septentrion, 1992.
p. 116	Raoul Dandurand, <i>Le Devoir</i> , 21 janvier 1919, cité dans Louis-Philippe Audet, <i>Histoire de l'enseignement au Québec</i> , tome 2, Holt, Rinehart et Winston, 1971.

p. 119

Paul-André Linteau et al., Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930, Tome 2, 1989.

ANNEXE 10 : LE DÉBUT DU XXE SIÈCLE DANS *PÉRIODES* 2017

Le prochain chapitre de *Périodes* est intitulé « Les nationalismes et l'autonomie du Canada » (p. 116). Il problématise directement cette période s'étalant de 1896 à 1945 à partir de la question suivante : « Comment la société québécoise évolue-t-elle dans un contexte de redéfinition de l'autonomie du Canada entre 1896 et 1945? » (p. 117) La première sous-période est compartimentée entre 1869 à 1919 et correspond au contexte du Canada à l'aube du XX^e siècle (p. 120). *Périodes* demande « : « Quels effets les politiques des gouvernements ont-elles sur la société au Québec et au Canada, de 1896 à 1919? » (p. 121) Le premier élément de réponse est politique. 1) Il correspond à l'ère libérale que connaît le milieu politique fédéral notamment avec l'élection de Wilfrid Laurier. « Quelles politiques les libéraux adoptent-ils en matière d'éducation? Comment les libéraux entendent-ils développer le Canada en ce début du 20^e siècle? Comment évolue l'économie canadienne et québécoise? » (p. 122). 1.1) Les libéraux gagnent en effet les élections de 1896 après une chaude bataille livrée contre les conservateurs. Les premiers défendent notamment l'autonomie provinciale. Au Québec, la question scolaire manitobaine est centrale. Laurier promet de remédier à la situation des écoles françaises sans promettre une intervention directe ce qui déplaît à l'Église catholique. Mais Laurier représente le changement et l'emporte (p. 122). Laurier tiendra sa promesse et arrivera à conclure une entente, l'entente Laurier-Grennway. Le Manitoba pourra continuer à subventionner uniquement les écoles publiques non confessionnelles, mais un enseignement bilingue et catholique pourra être offert dans les écoles publiques en suivant certaines conditions (p. 123). L'Église catholique est furieuse. Laurier demande l'avis du pape Léon XIII qui se montre défavorable à l'entente, mais demande aux catholiques de la respecter (p. 123). Au Québec, le parti libéral provincial prendra le pouvoir en 1897 et le gardera jusqu'en 1936. Avec Laurier, le provincial arrivera à trouver un plus juste équilibre dans le partage des pouvoirs. Par exemple en 1906, Laurier accepte d'augmenter les subventions aux provinces alors même que leurs dépenses sont plus lourdes (p. 123). 1.2) Pendant le règne des libéraux, Laurier maintient la politique nationale malgré qu'il soit favorable au libre-échange. Les tarifs douaniers demeurent, mais sont réduits pour les produits britanniques (p. 124). Le gouvernement investit dans les voies ferrées de l'Ouest pour accélérer son développement : les céréales de l'Ouest arrivent plus facilement vers l'Est alors que l'Ontario et le Québec exportent

leurs produits manufacturés. En 1905, l'Alberta et la Saskatchewan naissent (p. 124). Dans l'Est, le gouvernement fait construire la ligne de chemin de fer appelée « Chemin de fer National Transcontinental » afin de relier Winnipeg à Moncton. Cette ligne pousse Québec à construire un pont pour rejoindre les maritimes et favorise la colonisation de l'Abitibi en 1910. À cette époque, la prospérité économique du Canada attire de nombreux immigrants en provenance notamment des pays de l'est et du sud de l'Europe. Ils s'installeront et dans l'Ouest canadien, et à l'est, dans les centres urbains du Québec et de l'Ontario (p. 124). En effet, de 1900 à 1914 trois millions de personnes d'Europe et d'Asie immigrèrent au pays en fuyant les persécutions religieuses ou l'extrême pauvreté. Le gouvernement encourage d'une part ces mouvements de population, mais d'autre part tente de décourager l'immigration chinoise. Le gouvernement adopte des lois discriminatoires. En 1885, le fédéral restreint l'entrée des immigrants chinois en leur imposant une taxe d'abord fixée à 50\$ puis augmentée à 500\$ en 1903 (p. 125). Dès le début des années 1910 au Québec, 47 000 immigrants arrivent chaque année, ce qui contre balance l'évacuation des 100 000 Canadiens français partant vers les États-Unis. Mais le taux de natalité des Canadiens français demeurent élevé et ils représentent 80% de la population de la province au début du 20^e. Les nouveaux arrivants s'établissent à Québec, à Hull, à Sherbrooke et, en majorité à Montréal. Les communautés juive et italienne croissent rapidement. En 1911, on estime à 30 000 la population du premier groupe. En 1911, plus de 7000 des 468 000 résidents de Montréal sont nés en Italie (p.125).

1.3) C'est pendant cette ère libérale que débute la deuxième phase d'industrialisation. La production manufacturière reste prépondérante dans les secteurs du fer, de l'acier, de la chaussure, du textile (p. 126). Le secteur lié à l'exploitation et à la transformation des ressources naturelles est en pleine expansion. Le Dominion s'adapte à la demande américaine pour ces matières premières et la création de nouvelles technologies (p. 126). Les barrages hydroélectriques sont au cœur de cette transformation. Ils se multiplient en Outaouais, en Mauricie, au Saguenay. Ils alimentent de puissantes centrales capables de faire fonctionner une machinerie lourde. Celle-ci permet la construction d'usines, notamment des usines des pâtes et papiers qui s'implantent dans les régions du Québec riches en conifères. En 1898, en Mauricie, naît la Shawinigan Water Power qui produira assez d'électricité pour attirer de nouvelles industries comme la Northern Aluminium Compagnie et la Montreal Light, Heat and Power en 1901 (p. 126). Les énormes complexes qui utilisent une technologie de pointe, comme les papeteries, les centrales électriques et les alumineries requièrent des investissements massifs que peu de Canadiens français

sont capables de faire (p. 127). Ce sont donc principalement des Américains qui créent au Québec ce type d'industrie ainsi que des Canadiens anglais. Par ailleurs, la demande des produits de la technologie de pointe demeure faible dans le pays et la province. Les industries qui en produisent visent à exporter. De son côté, le gouvernement du Québec, attire les papetières en concédant de vastes territoires d'exploitation forestière en échange de redevances (p. 127). Le provincial depuis 1867 a le droit de percevoir des taxes sur les richesses naturelles et elles deviennent la plus importante source de revenu fiscal au Québec (p. 127). En 1910, le gouvernement provincial décide d'interdire l'exportation du bois coupé sur les terres publiques s'il n'est pas transformé dans la province.

2) Le soleil ne se couche jamais sur l'Empire britannique. « Qu'est-ce qui caractérise l'Empire britannique à la fin du XIX^e siècle? Quel est le rôle des colonies dans les interventions militaires de la métropole? Au Canada, quelles sont les réactions face au rôle du Dominion au sein de l'Empire britannique? » (p. 128). 2.1) L'impérialisme est fort au Dominion. L'Empire britannique à cette époque est le plus puissant du monde. Vers 1914, environ 4000 millions de personnes, soit à peu près 20% de la population mondiale, vivent dans des territoires sous contrôle britannique. Le Royaume-Uni s'y procure les matières premières dont il a besoin pour ses industries et y vend ses produits transformés (p. 128). Les Britanniques continuent à investir dans leurs colonies où ils diffusent leur culture et leurs institutions tout comme le font la France et la Belgique par exemple. Les Européens sont à cette époque convaincus de faire partie d'une « civilisation supérieure ». Ils voient dans l'impérialisme, politique d'un pays visant à dominer d'autres États, un bienfait (p. 128). Les autorités britanniques cherchent à resserrer les liens entre la métropole et les possessions à l'étranger ce pour quoi Joseph Chamberlain, secrétaire d'État aux colonies, souhaite créer un conseil impérial des colonies et du Canada. Laurier est tiède à cette idée. Resserrer les liens avec Londres est intéressant, mais Laurier veut s'assurer que le Dominion et les colonies y reçoivent des pouvoirs (p. 129). Laurier demeura au final un défenseur de l'autonomie du Dominion face à Londres. 2.2) Plus tard, la guerre des Boers stimulera les débats identitaires. Les colons britanniques se battent en Afrique du Sud contre les peuples autochtones et les Boers (p. 130). La région comporte d'importants gisements de diamants. En 1899, les Britanniques sont déterminés à s'emparer de l'Afrique du Sud et la guerre éclate contre les États boers en octobre (p. 130). Londres fait appel à ses colonies pour se battre. Mais cet appel provoque d'importantes divisions au pays. La majorité des anglophones sont impérialistes et souhaitent que

le Dominion appuie l'Empire tandis qu'une majorité de Canadiens français et d'immigrants non britanniques s'opposent à toute participation aux guerres impériales (p. 130). La politique autonomiste de Laurier est mise à rude épreuve. Les affaires étrangères du Dominion ne sont pas entièrement libres, mais le gouvernement peut décider du moyen emprunté pour aider Londres (p. 131). Rien ne l'oblige à aider l'Empire avec des soldats. Laurier tranche et décide d'envoyer des soldats volontaires par un arrêt ministériel. Le compromis fâche. Les impérialistes anglophones jugent qu'il est insuffisant alors que les nationalistes canadiens-français jugent que la mesure est trop impérialiste et crée un précédent en envoyant pour la première fois des soldats se battre à l'extérieur du pays (p. 131). En Afrique du Sud, les Boers gagnent quelques batailles, mais la puissance britannique s'impose de fil en aiguille (p. 131). Au total, 7 380 Canadiens servent dans la guerre, dont 12 infirmières. L'armée impériale brûle les villages, affame les populations et réussit à isoler les combattants boers. Pour regrouper les prisonniers et les civils, les Britanniques construisent des camps de concentration. La guerre prend fin en 1902 (p. 131). 2.3) En 1910, la montée en puissance de l'Allemagne fait craindre une autre guerre, cette fois-ci en Europe (p. 132). Londres demande de nouveau le soutien militaire de ses colonies. À nouveau, les divisions de la population du pays font surface (p. 132). De nombreux Canadiens anglais impérialistes approuvent l'idée de contribuer financièrement à la construction de navires destinés à la flotte navale britannique. Les Canadiens français s'y opposent farouchement et Laurier propose à nouveau un compromis. Le gouvernement se dotera de sa propre flotte de guerre en 1910. C'est la Loi du service naval et qui crée une flotte qui sera potentiellement mise à la disposition de Londres en cas de conflit. L'idée ne fait pas l'unanimité (p. 132). Henri Bourassa se porte à la défense de l'autonomie canadienne et accuse Laurier de favoriser la majorité canadienne-anglaise. Cette dernière de son côté accuse Laurier de ne pas en faire assez. Laurier est battu par les conservateurs en 1911. Robert Borden prend le pouvoir. Or, Borden doit faire face à une nouvelle crise linguistique en 1912 avec l'adoption du Règlement XVII en Ontario qui empêche l'enseignement du français dans les écoles de la province. Les Canadiens français s'insurgent. Pour de nombreux Canadiens anglais, le Canada est un pays avant tout britannique et anglophone où la minorité doit se plier aux exigences de la majorité (p. 133).

3. La société au début du XX^e siècle est en pleine ébullition (p. 134). « Comment l'Église catholique réagit-elle aux transformations économiques et sociales? Comment le système d'éducation s'adapte-t-il à ces changements? Quelles sont les revendications des organisations

féministes et ouvrières? Quels sont les attraits du milieu urbain? » (p. 134) 3.1) L'Église catholique demeure omniprésente dans la province. En réaction aux effets de l'industrialisation et de l'urbanisation, l'Église élabore une doctrine sociale : c'est-à-dire un ensemble de principes destinés à guider la conduite des individus de la société (p. 134). Cette doctrine sociale suit les orientations dictées par le pape Léon XIII en 1891. Elle prône l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et une plus grande solidarité entre chrétiens. Ainsi pour contrer la montée des syndicats américains et canadiens, qui échappent à son contrôle, l'Église encourage la mise sur pied d'organisations syndicales catholiques, comme la Fédération ouvrière mutuelle du Nord qui voit le jour au Saguenay en 1912 (p. 134). Elle appuie la création de caisses populaires sur le plan économique pour inciter les travailleurs à épargner. L'Église catholique utilise la presse pour exercer un contrôle religieux sur la population. Elle publie ses propres journaux afin d'imposer son interprétation de l'actualité. Elle fonde *Le Bien Public* à Trois-Rivières, *Le Droit* à Ottawa et *L'Action catholique* à Québec. Pour appliquer la doctrine sociale, l'Église compte sur de nombreux prêtres. Au Québec, la population catholique représente au tournant du siècle 85% de la population contre 13% de protestants et d'un dernier 3% regroupant juifs et orthodoxes (p. 135). Alors que les villes grandissent, l'Église multiplie ses paroisses urbaines pour y conserver son influence morale et culturelle. Des associations de fidèles organisent des activités culturelles marquées par les valeurs chrétiennes. Des campagnes condamnent la consommation d'alcool, les journaux à grand tirage et les images animées, soit le cinéma jugé amoral par l'Église (p. 135). Sur le plan politique, l'Église se porte à la défense de la nation canadienne-française. Elle intervient partout où elle voit des menaces à la foi et à la nation. C'est pour cette raison qu'elle plaide pour les droits de la minorité franco-catholique de l'Ontario au moment du Règlement XVII. Le courant nationaliste cherche à préserver la foi catholique et la langue française ce pour quoi de jeunes catholiques fondent en 1904 l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (p. 135). Dans ce contexte, le pape reconnaît l'importance du clergé catholique québécois et choisit Montréal comme ville hôte en 1910, d'un congrès eucharistique mondial qui réunira 10 000 religieux de nombreux pays. Le congrès est marqué par des processions, des messes et des discours. Près de 500 000 personnes, dont de nombreux touristes, assistent à ce premier congrès de ce type en Amérique du Nord (p. 135). 3.2) Le système d'éducation évolue. En 1897, le gouvernement du Québec tente de rétablir le ministère de l'Instruction publique aboli en 1875, mais se frappe au clergé. Pourtant le recensement de 1891 montre que le taux d'analphabétisme

est plus élevé au Québec qu'au reste du Canada. La pression de l'Église est si forte que le gouvernement recule et le clergé catholique et protestant garde le contrôle sur le domaine. En 1901, les députés libéraux proposent un projet de loi pour rendre l'école obligatoire jusqu'à 13 ans. Le projet est rejeté à l'Assemblée législative. Au niveau secondaire, le système en reste un qui avantage les mieux nantis. Les collèges classiques imposent des droits de scolarité élevés, ce qui limite leur accès. Les garçons et les filles ne peuvent pas étudier les mêmes programmes et ce sont les établissements masculins qui sont subventionnés. Du côté anglophone, sont mises sur pied les High School publiques. Les anglophones sont majoritairement protestants et accordent beaucoup d'importance à l'éducation. Ils sont aussi généralement plus riches. Proportionnellement, plus d'étudiants anglophones fréquentent l'école que les francophones (p. 136). En 1908, un premier collège classique adressé aux femmes ouvre ses portes, mais peu d'étudiants s'y rendent. Les universités francophones refusent l'accès aux femmes. L'industrialisation par ailleurs entraîne de nouveaux besoins en matière de formation (p. 137). Le gouvernement provincial adopte en 1907 un projet de loi qui établit un système public d'enseignement professionnel et technique. Deux écoles techniques ouvriront leur porte dans les années qui suivent, une à Montréal et l'autre à Québec. On cherche à pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée. Ces écoles offrent une formation de trois ans en anglais ou en français et préparent les élèves à des métiers liés au travail du bois, à la mécanique, à l'électricité, à la forge des métaux ou au dessin industriel. Ces écoles ne sont pas gérées par l'Église (p. 137). Le ministère de l'Agriculture et de la colonisation s'implique aussi dans la formation en créant des écoles ménagères destinées aux filles, des écoles de poteries, de laiterie, de médecine vétérinaire et en agriculture (p. 137).

3.3) Pendant cette période, les revendications ouvrières persistent tandis que les conditions de vie demeurent difficiles (p. 138). À Montréal, la consommation d'eau et de lait de mauvaise qualité fait grimper le taux de mortalité infantile (p. 138). Malgré tout, les salaires sont un peu plus élevés que dans les années 1890. Certains travailleurs s'en tirent mieux, car ils sont qualifiés comme les cheminots et les typographes (p. 138). Le nombre de travailleurs syndiqués augmente. Il passe de 3% à 1901 à 5.6% à 1911. Les deux tiers des syndicats de la province sont affiliés à des syndicats américains. Les syndiqués n'hésitent pas à déclencher des grèves qui sont nombreuses entre 1900 et 1914 surtout dans les secteurs du textile, du transport et de la construction (p. 138). En 1899 naît le parti ouvrier qui fera même élire un de ses membres en 1906. Les gouvernements fédéral et provincial adoptent en ce sens des lois visant à réduire les abus envers les ouvriers.

3.4) Les femmes de leur côté

continuent à revendiquer (p. 139). Elles représentent 16% de la main-d'œuvre du Québec en 1901. Les trois quarts de ces femmes ne sont pas mariées. Elles occupent les emplois les moins bien rémunérés et gagnent tout juste un peu plus que la moitié du salaire des hommes (p. 139). Seules deux carrières qui s'offrent à elles nécessitent une formation : l'enseignement et les soins infirmiers. Ces domaines sont supervisés par l'Église et n'acceptent le travail d'aucune femme mariée. C'est sans compter qu'ils payent très mal les employées. « La discrimination salariale envers les femmes résulte de la conception de l'époque qui considère encore les hommes comme les seuls pourvoyeurs de la famille » (p. 139). En 1907, dans le sillon tracé déjà par les féministes actives depuis 1890, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste naît. L'association revendique le droit des femmes de travailleurs hors du foyer conjugal, d'accéder aux études supérieures et de voter, mais se heurte aux autorités civiles et religieuses catholiques. Ces derniers sont hostiles aux changements proposés qui menacent l'ordre établi et les fondements traditionnels de la famille, selon lesquels la place de la femme mariée est à la maison (p. 139).

3.5) Au tournant du 20^e siècle, le monde rural se transforme grâce aux chemins de fer et aux routes. Les contacts avec les villes sont plus faciles. De nouveaux produits font leur apparition à la campagne, le magasin général remplace tranquillement la production artisanale (p. 140). La vie s'améliore, mais la ville demeure un attrait chanté dans les journaux. Malgré les difficultés des ouvriers, les ruraux sans-emploi continuent à affluer vers les centres urbains (p. 140). L'exode rural se poursuit et l'urbanisation progresse. En 1901, 52.9% de la population urbaine du Québec vit à Montréal. Les emplois liés aux services augmentent. En 1901, un peu plus d'un quart des travailleurs occupe des postes dans les domaines de l'éducation, de l'administration, de la santé, de la justice, du transport ou de la vente au détail. Les infrastructures urbaines ne sont pas parfaites. Les routes ne sont pas encore pavées et des logements restent pauvres, mais la ville présente certains attraits (p. 140). C'est le cas notamment des innovations techniques comme l'électrification urbaine. Le théâtre est en plein essor et le cinéma muet fait son apparition. Les automobiles commencent à circuler dans les rues alors que les réseaux de tramways se multiplient. De grands magasins de détail se concentrent dans les centres-villes de Montréal et de Québec par exemple (p. 141). L'urbanisation entraîne aussi la formation de ligues sportives amateurs et professionnelles de crosse, de hockey, de baseball (p. 141)

4.) La Première Guerre mondiale changera bien des choses. L'Empire est en guerre, le Canada est en guerre! (p. 142). « Quelles sont les causes de cette guerre? Comment le

gouvernement Borden mène-t-il l'effort de guerre du Canada? Quelle sera la contribution militaire canadienne? » 4.1) Les intérêts nationaux européens en 1914 créent des rivalités (p. 142) Guillaume II, empereur d'Allemagne, lance sa Weltpolitik, une politique qui vise à créer une puissante flotte navale et à bâtir un empire colonial allemand. Cette volonté d'expansion de l'Allemagne menace la suprématie d'autres puissances coloniales, en particulier celle du Royaume-Uni. En outre, la France souhaite reprendre l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne. Pour leur part, l'Autriche-Hongrie et la Russie se disputent le contrôle des Balkans si bien que deux grandes collations se forment. La Triple-Entente, qui réunit la France, le Royaume-Uni et la Russie, s'oppose à la Triple-Alliance, qui regroupe l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie (p. 142). 4.2) Le 28 juin 1914, un événement plonge l'Europe dans une crise politique majeure : l'Archiduc François-Ferdinand, successeur du trône d'Autriche-Hongrie, est assassiné à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, par un nationaliste serbe (p. 143). L'Autriche-Hongrie soupçonne la Serbie d'avoir soutenu cet assassinat et présente, appuyée par l'Allemagne, un ultimatum exigeant que la police austro-hongroise puisse enquêter sur le territoire serbe. Soutenue de son côté par la Russie, la Serbie refuse certaines exigences, et le tout déclenche la Première Guerre mondiale (p. 143). 4.3) En 1914, la plupart des dirigeants pensent que la guerre sera courte (p. 144). L'opinion publique au Canada est favorable à la guerre ce qui pousse le gouvernement à adopter la Loi sur les mesures de guerre. Le gouvernement Borden peut diriger le pays sans l'autorisation du Parlement. Les forces canadiennes comptent 3 100 soldats et 55 000 miliciens, ce qui est peu. Borden lance une campagne de recrutement de volontaires dans tout le pays. De nombreux hommes répondent à l'appel. En octobre 1914, 32 600 hommes se sont inscrits pour le service outre-mer. Près de 70% de ces volontaires sont des Britanniques de naissance récemment arrivés. Ils s'enrôlent par patriotisme, par esprit d'aventure ou pour sortir de la misère (p. 144). Tout dans l'armée se fait en anglais. Les Canadiens français sont moins enclins à répondre à l'appel. Il ne faut pas oublier que plusieurs ne voient pas pour quoi ils iraient défendre un pays qui bafoue leurs droits linguistiques (p. 144). Enfin, des Canadiens d'origines africaines, asiatiques et autochtones désireraient servir, mais auront de la difficulté à obtenir des postes. Le fédéral maintient sa politique discriminatoire. L'industrie de guerre se lance (p. 145). On convertit des usines pour la production militaire et le tout stimule l'économie canadienne. On a besoin d'uniformes, d'armes, de munitions (p. 145). Les activités de transport s'intensifient. De Québec et d'Halifax partent des bateaux pour expédier les soldats et le matériel vers l'Europe. Si elle demeure importante, la

production agricole est bientôt dépassée par la production industrielle pour une première fois au pays. Borden crée des commissions pour coordonner les efforts de guerre et trouve des moyens de financiers les entreprises canadiennes. Il augmente les tarifs douaniers et emprunte à des banques de New York et de Londres. Le gouvernement fédéral en vient à jouer un plus grand rôle dans l'économie (p. 45). 4.4) En 1914, les Allemands envahissent la Belgique et entrent en France. Le Royaume-Uni envoie des troupes pour appuyer ses alliés. Mi-octobre : le front se stabilise et les soldats creusent des tranchées. C'est dans ce contexte que les premiers soldats canadiens du Corps expéditionnaire canadien arrivent après un court entraînement en Angleterre. Au Canada, le recrutement se poursuit. Les personnalités religieuses et politiques font pression sur le ministre de la Milice et de la Défense afin qu'il crée un bataillon regroupant uniquement des Canadiens français. Le 22^e bataillon voit ainsi le jour dès octobre 1914. Il est envoyé l'année suivante avec le deuxième contingent. Puisque son nombre de soldats augmente en Europe, l'armée canadienne se réorganise. Le Corps d'armée canadienne et ses 100 000 soldats seront organisés en quatre divisions. De part et d'autre, au front, la guerre s'enlise. Les tentatives de prendre les positions adversaires échouent. La guerre sera plus longue que prévu. Les pays combattants font des pressions sur les pays neutres pour joindre leurs camps. L'Empire ottoman rejoint la Triple-Alliance en 1915 et l'Italie rejoint la Triple-Entente. La France s'appuie comme le Royaume-Uni sur ses colonies pour se battre. Les États-Unis, eux, restent neutres. Les batailles sont sanglantes. La bataille de Verdun lancée par l'Allemagne et celle de la Somme lancée par la Triple-Entente causent près de 1,8 million de pertes humaines, sans qu'aucun camp ne gagne véritablement de terrain (p. 147).

5) La guerre immobilisée passera de l'impasse à la victoire (p. 148). Dans ce contexte, quelles seront les responsabilités militaires du Canada. À compter de 1917, comment le gouvernement canadien entend-il poursuivre l'effort? Quelles seront les conséquences de la Première Guerre mondiale pour le Canada? 5.1) Au printemps 1917, une grande offensive s'organise du côté de la Triple-Entente dans laquelle les soldats canadiens pourront témoigner de leur engagement (p. 148). La France attaque à Reims, les Britanniques plus au Nord. Le Corps de l'armée doit attaquer à Vimy. L'assaut est lancé en avril et la bataille dure 4 jours après lesquels les troupes canadiennes capturent la crête au prix de la vie de 3600 soldats et de 7000 autres blessés. Par contre, le Canada et ses alliés n'avancent guère plus loin. De son côté, l'Allemagne décide d'attaquer n'importe quels bateaux de transport et de ravitaillement qui traversent l'Atlantique.

Les États-Unis, bien que pays neutres, se font attaquer et décident désormais de se lancer dans le conflit. À Passchendale, les Canadiens prêtent main-forte aux forces britanniques. Malgré les conditions épouvantables, la boue et la pluie, ils réussissent à prendre la ville (p. 149). En parallèle, la Russie est touchée par la révolte. Les Bolcheviks prennent le pouvoir et signent une paix avec les Empires centraux en mars 1918. Les Allemands peuvent se concentrer sur le front Ouest et lancent une très importante offensive (p. 149). L'armée allemande gagne beaucoup de terrain. Elle se rapproche de Paris, mais les forces sont fatiguées par le conflit, par le délai dans le ravitaillement et le manque de munition (p. 149).

5.2) En 1917, l'enthousiasme initial du conflit s'est estompé (p. 150). Beaucoup de Canadiens préfèrent travailler dans les usines plutôt que de rejoindre le front. En mai 1917, le Canada perd deux fois plus de soldats en Europe que le nombre de volontaires qui s' enrôlent (p. 150). Pour soutenir l'effort de guerre, Borden propose un projet de loi pour la conscription. Les réactions sont vives et particulièrement fortes au Québec où les manifestations deviennent même violentes. Plusieurs Canadiens anglais y sont favorables pour s'assurer de se trouver du côté des vainqueurs à la résolution du conflit. La loi passe le 29 août 1917. Tous les hommes célibataires de 20 à 45 ans en santé sont obligés de s' enrôler (p. 150). Pour que la loi soit adoptée, Borden a dû former une coalition avec les libéraux. Dans celle-ci ne figurent que 2 Canadiens français. Aux élections, Borden décide d'accepter le vote par correspondance de tous les militaires et accorde le droit de vote à toutes les Canadiennes dont un proche parent est un membre actif de l'armée. Il est réélu (p. 150). Dans tout le Canada, la plupart des hommes appelés à servir évoquent la clause d'exemption pour mauvaise santé (p. 151). 98% des Canadiens français refusent de servir en évoquant cette clause ce qui fait monter les tensions. La presse canadienne-anglaise les accuse de trahison. L'atmosphère est si tendue que Joseph-Napoléon Francoeur, député à l'Assemblée législative du Québec, propose la séparation du Québec et du Canada (p. 151). Certains hommes seront appelés bientôt insoumis. Ils refusent de se rendre à l'armée malgré leur âge et leur bonne santé. Le fédéral décide d'intervenir et engage des agents, des spotters, qui auront pour travail de traquer les insoumis. C'est dans ce contexte qu'en mars 1918, une foule assiège un poste de police, renverse un tramway et blesse un agent fédéral à la suite d'une arrestation que la foule juge injuste. Malgré l'appel au calme, des milliers de personnes, notamment des ouvriers, manifestent dans les jours qui suivent (p. 151). Après l'incendie et le saccage d'un immeuble, le maire de Québec demande l'intervention de l'armée. Dans la soirée du 1^{er} avril, des soldats tirent sur la foule tuant quatre manifestants et en blessant 70 autres. Le gouvernement fédéral proclame

la Loi martiale qui suspend les droits civils et confère à l'armée tous les pouvoirs (p. 151). La situation devenant critique en Europe, le fédéral étend la conscription aux jeunes de 20 à 22 ans.

5.2) La guerre entraîne des investissements massifs dans l'économie (p. 152). En 1916, le chômage est pratiquement nul, mais les biens de consommation montent en prix dépassant rapidement les salaires. L'inflation cause des problèmes financiers pour les familles. Le gouvernement invite alors la population à réduire sa consommation (p. 152). Le fédéral intervient en 1917 en fixant le prix du blé et en contrôlant les exportations de beurre et de bacon vers l'Europe. Le gouvernement canadien a besoin d'argent qu'il ira chercher en prélevant un impôt sur le revenu des entreprises et sur celui des citoyens. Il invite aussi la population à acheter des obligations, soit à prêter de l'argent au gouvernement sur une base volontaire. Le gouvernement censure et surveille le courrier des soldats au front. Les rédacteurs de texte qui vont à l'encontre des intérêts du pays sont arrêtés.

5.3) Le rôle des femmes est important pendant la guerre. Beaucoup d'hommes ayant quitté le pays, ce dernier connaît des pénuries de travailleurs et embauche finalement des milliers de femmes pour que les usines produisent (p. 153). D'autres s'engagent dans l'Armée dans le Corps expéditionnaire où 3000 d'entre elles serviront notamment comme infirmières. Les femmes mariées trouvent plus difficilement des emplois (p. 153). Malgré leur engagement dans la guerre, les femmes continuent à être payées à un salaire inférieur par rapport à celui des hommes. Leur participation ébranle la conception traditionnelle de la femme au foyer et les mouvements féministes continuent à grandir si bien qu'en 1918, les Canadiennes reçoivent le droit de vote, tout comme au Manitoba, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique et l'Ontario (p. 153).

5.4) Au printemps 1918, une vaste offensive allemande fait reculer la France et la Grande-Bretagne. Mais en 1918, avec l'appui militaire des États-Unis, la contre-attaque fonctionne à Amiens. Les troupes fatiguées de l'Allemagne se replient alors que les Empires centraux abandonnent la lutte (p. 154). Le 11 novembre, l'armistice met fin à la guerre (p. 154). En janvier 1919, commence les discussions pour les négociations de paix auxquelles n'assiste que le camp des vainqueurs. Les discussions durent jusqu'en 1920 et finissent par la production de cinq traités, dont le traité de Versailles reconnaissant l'Allemagne comme responsable de la guerre. Le traité lui impose de sévères conditions. Le Canada, comme Dominion, participe aux discussions, mais tient à signer le Traité de Versailles ce que le Royaume-Uni accepte. C'est que le traité prévoit aussi la création de la Société des Nations et que le Canada tient à y avoir une voix pleinement indépendante (p. 154). À partir de janvier 1919, les soldats reviennent peu à peu au pays. C'est un retour difficile, certains

retrouvent leur emploi, mais d'autres non. Le gouvernement fédéral leur offre alors des terres et des formations (p. 155). Il priorise aussi leur embauche dans la fonction publique, leur verse des pensions et paie leurs soins médicaux (p. 155). Tous n'ont pas les mêmes bénéfices, les soldats souffrant de traumatismes psychologiques reçoivent moins de compensations et les soldats autochtones sont exclus des programmes (p. 155).

La prochaine section de ce chapitre se déroule entre 1919 à 1929 et porte le titre de « prospérité et insouciance » (p. 158). « Comment les changements économiques et sociaux influencent-ils la société québécoise dans les années 1920? » (p. 159). 1) Les premières années d'après-guerre sont difficiles sur le plan économique (p. 160). « Quels sont les impacts de l'économie d'après-guerre sur la condition ouvrière? Quels sont les principes caractéristiques de la deuxième phase industrielle dans les années 1920? Comment se développe l'économie rurale à cette époque? » (p. 160). 1.1) Tout d'abord, au lendemain de la Première Guerre, l'économie canadienne ralentie. Certaines compagnies ferment ou réduisent leur personnel ne recevant plus de commandes de l'armée (p. 160). Le chômage augmente et le prix des biens reste élevé. En 1919, des manifestations populaires et des mouvements de grève s'organisent un peu partout au Canada. À Winnipeg, les tensions sont explosives. 35 000 travailleurs déclenchent une grève généralisée à laquelle les autorités répondent par l'intervention de l'armée qui fera deux morts et une trentaine de blessés. Les travailleurs n'ont pas gain de cause à la fin du conflit. Entre 1919 et 1924, la syndicalisation ralentit au Canada (p. 161). Les employeurs s'y opposent et tentent de contrer le mouvement en mettant différents services à la disposition de leur employé : infirmeries, aires de restauration, programmes de prêts. C'est ce qu'on appelle le capitalisme de bienfaisance (p. 161). Au Québec, l'Église continue d'augmenter sa participation au mouvement syndical en accord avec la doctrine sociale de l'église, qui lutte contre les inégalités sociales et le respect de la dignité humaine. En 1921, les syndicats catholiques s'unissent dans la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). Même avec la CTCC, les syndiqués peinent à faire fructifier leur effort. En 1926, 3000 ouvriers du domaine de la chaussure font la grève sans succès. Les conséquences de cette grève sont désastreuses et marquées par la violence (p. 161). 1.2) L'essor de la deuxième phase industrielle reprend avec l'arrivée de nouveaux investissements américains dès 1922 (p. 162). L'argent injecté permet aux entreprises de recommencer à produire. Dans cette

perspective, le développement du transport ferroviaire demeure un élément-clé dans l'essor du commerce canadien. Le gouvernement fédéral est un acteur de premier rang dans ce domaine surtout qu'il en a acheté plusieurs après qu'un certain nombre de compagnies ait connu des difficultés financières en 1919 (p. 162). La compagnie dirigée par le fédéral s'appelle le Canadien National (CN). Elle partage le transport ferroviaire avec le Canadien Pacifique et Montréal, qui accueille leurs deux sièges sociaux, demeure le port d'arrêt central des cargaisons. Les automobiles devenant plus importantes, le gouvernement québécois décide de réduire ses investissements dans les voies ferrées pour favoriser plutôt la construction de route. La voirie et les travaux publics deviennent son principal secteur d'intervention économique dans les années 1920. L'aviation aussi, après la Première Guerre, se développe pour faciliter le transport du matériel. Au cours de la deuxième phase d'industrialisation, le Québec devient l'un des plus grands producteurs d'électricité du monde. De grands complexes sont construits en Mauricie, en Outaouais et au Saguenay toujours grâce aux capitaux américains et canadiens-anglais (p. 163). Les usines se multiplient. En 1929, la production de pâte et papiers est estimée à 130 millions de dollars. Le Canada se positionne comme premier producteur de papier journal au monde, et exporte plus de 85% de sa production vers les États-Unis. L'entreprise américaine Alcoa s'installe au Saguenay pour travailler l'aluminium. Le secteur chimique se développe à Shawinigan et le secteur minier est en plein essor en Abitibi (p. 163). À cette époque, la politique économique du gouvernement québécois fait l'objet de critiques. C'est que le gouvernement loue ou vend des terres aux grandes compagnies, ce que les Canadiens français nationalistes critiquent en argumentant que le gouvernement devrait soutenir les investisseurs Canadiens français. Contrairement à l'Ontario qui nationalise son hydroélectricité en 1906, le Québec la laisse aux mains des entreprises privées (p. 163). La mise en valeur des ressources naturelles du Québec n'éclipse pas la prépondérance de la production manufacturière et domestique. Nombre de produits que transforment ces compagnies sont destinés aux marchés intérieurs (p. 164). L'industrie du fer et de l'acier répondent aux besoins importants de plusieurs compagnies. Dans les années 1920, pour éliminer la concurrence ou mieux l'affronter, de nombreuses compagnies se réunissent ou s'achètent entre elles. Les entreprises se concentrent (p. 164). Toutefois, les Canadiens français restent en marge de ces échanges. Ils représentent 4,6% des membres des conseils d'administration des grandes entreprises (p. 164). Dans les années 20, les exportations québécoises sont surtout des produits forestiers et miniers expédiées en grande partie aux États-Unis (p. 165). À l'inverse, des entreprises québécoises

important des matières premières (p. 165). Les principales importations sont de la bauxite pour produire de l'aluminium, du coton, du sucre brut, pour les raffineries et du charbon pour le chauffage ou l'alimentation des machines à vapeur. Afin d'accéder au marché canadien et de se soustraire aux tarifs douaniers de la Politique nationale, plusieurs entreprises américaines s'installent au Canada, surtout en Ontario (p. 165). 1.2) L'économie rurale est aussi touchée par l'industrialisation (p. 166). Grâce aux moyens de transport, les échanges commerciaux entre la ville et les campagnes augmentent. L'électricité n'est pas encore distribuée à l'extérieur des centres urbains, mais le moteur à essence simplifie l'utilisation de la machinerie agricole et des tracteurs (p. 166). Les écoles modernisent aussi les pratiques (p. 166). Mais moderniser une ferme demande des capitaux que bien des gens n'ont pas. Les fermes demeurent généralement de type familial et embauchent peu de salariés. Dans les années 1920, l'agriculture québécoise est mixte : elle est basée à la fois sur l'agriculture et sur l'élevage. La production laitière augmente fortement au fil des années alors que la culture du blé perd de son importance (p. 166). On cultive de plus en plus le foin, l'avoine, l'orge, le sarrasin. Certaines régions se spécialisent dans la production de légumes, de fruits, ou de certaines plantes. Le Québec continue entre autres à exporter du lait et du foin aux États-Unis et du bacon et du fromage vers le Royaume-Uni (p. 166). Durant les trois premières décennies du 20^e siècle, l'importance de la production agricole diminue ce qui pousse certains agriculteurs à s'unir (p. 167). En 1924, 2000 de ces derniers se réunissent à Québec et fondent l'Union catholique des cultivateurs. Malgré cette union, leur statut reste précaire et la population rurale ne cesse de diminuer au profit des centres urbains des États-Unis et du Québec. Le recensement de 1921 confirme que plus de la moitié de la population québécoise vit dans une ville. De 1920 à 1930, plus de 130 000 Québécois émigrent aux États-Unis (p. 167).

2.) La prospérité revient à partir des années 1922. Le monde est en effervescence. Sur le plan social, on appellera même cette période celle des années folles (p. 168). « Quels sont les impacts culturels des années folles au Québec? Quelles sont les conditions de vie en milieu urbain dans ce contexte de prospérité? Comment le mouvement féministe évolue-t-il? » 2.1) Après la Première Guerre mondiale, une vague d'optimisme se répand dans plusieurs pays pour bien tourner la page sur un conflit long et déprimant (p. 168). De nouveaux produits provenant des États-Unis arrivent. La création d'emplois et la facilité à obtenir du crédit auprès des banques font augmenter la consommation. L'effervescence touche aussi le Québec. À compter de 1922, les prix des biens de consommation se stabilisent ou diminuent ce qui stimule l'économie (p. 169). L'automobile est

disponible pour la classe moyenne. Les entreprises se lancent dans des campagnes de marketing. Les courants de la mode ne sont plus réservés aux élites. La pratique de certains sports attire de plus en plus d'individus. La musique et les arts deviennent plus accessibles grâce aux améliorations techniques du gramophone et à l'apparition de la radio en 1920. Ce sont de puissants diffuseurs de la culture de masse, une culture pouvant être consommée par le grand public. En 1922, le gouvernement fédéral délivre de premières autorisations radiophoniques et la même année la CFC et la CKAC entrent en onde à Montréal (p. 169). En 1926, CHRC et CKVC le sont à Québec. Les ventes d'appareils radio montent en flèche. Près du tiers des foyers québécois en milieu urbain pourront écouter dans le confort de leur foyer les bulletins d'informations, de la musique, des entrevues (p. 169). Le cinéma muet hollywoodien, qui ne le sera plus à la fin des années 1920, demeure un des divertissements les plus populaires. Les cabarets attirent de nombreux spectateurs et de plus en plus d'artistes américains s'y produisent après l'entrée en vigueur de la prohibition de l'alcool en 1919 aux États-Unis. Plusieurs artistes au chômage affluent vers Montréal où le jazz et le charleston se popularisent. Le sport professionnel continue à progresser. À Montréal deux équipes de la Ligue nationale de Hockey rivalisent ; les Canadiens et les Marrons. La ville de Québec perd ses Bulldogs pourtant deux fois champions de la coupe Stanley. Une équipe professionnelle de baseball s'installe à Montréal (p. 169).

2.2) L'urbanisation continue. Les villes mono-industrielles, se développant donc essentiellement à partir d'un secteur industriel, continuent de grandir. Montréal reste un centre capital attiré de nombreux immigrants (p. 170). La ville se dote de nouveaux édifices voués aux services : l'éducation, la santé, l'administration. Le commerce de détail continue de grandir et le secteur tertiaire continue à prendre de l'ampleur dans la province. Le réseau routier continue aussi son expansion (p. 170). À la fin du XIX^e siècle, ce sont des trusts qui possèdent les services d'électricité, de transport et d'aqueduc. Elles fixent des prix élevés et font d'énormes profits (p. 171). Mais les municipalités font pression sur ces compagnies. En 1928, la Ville de Montréal réussit à acheter la compagnie Montréal Water and Power détentrice d'un grand nombre d'aqueducs. De nouveaux logements sont construits (p. 171). En 1920, la majorité des bâtiments ont l'électricité. Les conditions de vie y sont meilleures : on met en place le système d'aqueduc, on filtre l'eau, on pasteurise le lait, on élimine les déchets, on vaccine les gens (p. 171). Le taux de mortalité est en forte baisse. Des quartiers difficiles continuent à exister. Avec la hausse relative du niveau de vie en ville, les gens ont davantage le temps de consacrer aux loisirs et aux sports. Le hockey, le baseball, la crosse, le patinage et la glissade font

de nombreux adeptes. Les randonnées en raquettes sont très populaires chez les Canadiens français tandis que les Canadiens anglais pratiquent le curling et le golf. D'autres sports se popularisent comme le ski (p. 171). 2.3) Sur le plan de la culture, les arts visuels sont profondément influencés (p. 172). L'industrialisation favorise l'émergence de l'art moderne. En rupture avec l'art classique, des artistes proposent des œuvres aux couleurs et aux styles inédits comme : le symbolisme, l'impressionnisme, le postimpressionnisme et l'art déco (p. 172-173). 2.4) La lutte des femmes continue aussi pendant ces années. Les mentalités continuent à changer de fil en aiguille malgré les mouvements qui s'y opposent. Des femmes conduisent des automobiles ou se déplacent librement à bicyclette. Ces dernières bouleversent l'image traditionnelle des femmes. Le sport devient aussi populaire surtout auprès des bourgeoises (p. 174). La pratique sportive demande de s'habiller autrement et la mode évolue pour devenir un moyen d'affirmation de l'émancipation féminine. Certaines osent porter le pantalon, porter les cheveux courts et abandonner le corset. Les robes laissent voir les bras et les jambes tout comme les nouveaux maillots de bain. Toutefois, ces changements scandalisent une partie de la population, incluant des femmes (p. 174). Certaines femmes commencent à avoir moins d'enfants et sont plus nombreuses sur le marché du travail (p. 175). Les inégalités salariales persistent toutefois. C'est dans ce contexte que des syndicats de travailleuses organisent des grèves. La première a lieu à Hull en 1924, l'année suivante à Montréal. Ces travailleuses demandent de meilleurs salaires, une limitation de leurs heures de travail et la reconnaissance de leur syndicat. En 1928, les ouvrières composent un syndicat mixte où un homme et une femme siègent à chaque poste. En 1928, la loi que le gouvernement a adoptée en 1919 entre en vigueur et fixe un salaire minimum pour les femmes notamment pour les ouvrières des filatures et des industries de chaussure et de vêtement. Les écarts salariaux sont diminués quoiqu'ils restent importants. Plusieurs professions demeurent interdites comme celle d'avocat. Plusieurs militantes revendiquent un accès à l'éducation supérieure, alors même que certaines facultés universitaires commencent à accepter des femmes (p. 175). Les femmes peuvent maintenant se faire élire aux élections fédérales. En 1921, une première femme est élue à la Chambre des communes. Il s'agit de l'Ontarienne Agnes Macphail. Les Québécoises n'ont toujours pas le droit de vote au provincial et des féministes le réclament (p. 176). Marie Lacoste Gérin-Lajoie et Anna Marks Lyman fondent le Comité provincial pour le suffrage féminin en 1922. En 1927 est créée l'Alliance canadienne pour le vote des femmes. Et le Comité provincial devient, en 1929, la Ligue des droits de la femme menée par Thérèse Casgrain. Si les féministes sont unies dans leur lutte pour faire reconnaître les

femmes comme des personnes à part entière, les féministes ont des points de vue différents. Certaines pensent que l'homme et la femme sont différents et que le féminisme doit améliorer le sort des dernières alors que d'autres considèrent les hommes et les femmes comme des égaux (p. 176). Sous les demandes des féministes, le gouvernement du Québec en 1929 crée une commission sur les droits civiques des femmes supervisée par Charles-Édouard Dorion pour réviser le statut juridique de la femme. L'année suivante un rapport est déposé. Il recommande quelques changements mineurs. L'antiféminisme est aussi une réalité de l'époque. Cette résistance provient surtout du clergé et de l'élite conservatrice qui dénoncent les revendications du mouvement et tentent d'encadrer les associations de femmes de façon à contrôler leurs idées (p. 177).

3) Le Québec est donc bouleversé sur le plan de la culture. « Comment l'Église catholique maintient-elle son influence au Québec? Comment le nationalisme canadien-français évolue-t-il avec l'influence grandissante de la culture américaine? Quelle est la nature des relations entre les Autochtones et les autorités politiques et religieuses dans les années 1920? » (p. 178). 3.1) En 1920, 85% de la population est catholique. L'Église maintient son influence grâce à des effectifs religieux toujours en croissance. En effet, de 1900 à 1929, le nombre de prêtres et de religieux (frères et sœurs) passe de 11 295 à 31 400. 77% des communautés religieuses sont des communautés féminines. Ces dernières sont très actives dans l'éducation. Cela permet à l'Église de continuellement se reproduire dans la population (p. 178). De nombreux membres du clergé mettent en place la doctrine sociale de l'Église et viennent en aide à la classe ouvrière, notamment par l'intermédiaire de la CTCC. Elle soutient aussi de nombreuses coopératives, surtout en milieu rural. Elle cherche à lutter contre l'influence de la société américaine (p. 178). Les prêtres et les évêques continuent à encadrer les fidèles dans les paroisses et les diocèses. Divers organismes œuvrent à raffermir la ferveur religieuse en luttant contre : l'ivrognerie, le cinéma américain, les abus du capitalisme et la présence des femmes mariées sur le marché du travail (p. 179). Certains s'adressent aux hommes, d'autres aux femmes. L'École sociale populaire est encore très influente et la diffusion de la doctrine sociale de l'Église se fait avec force. L'influence de l'Église catholique se manifeste aussi lors d'événements à caractère religieux, comme l'ouverture d'une nouvelle paroisse ou la nomination d'un archevêque. En 1929, Québec accueille même un premier congrès marial (p. 179). 3.2) Certains événements politiques ont provoqué des vives réactions chez la nation canadienne-française. Les crises scolaires ont déjà été évoquées. À la suite de ces événements, Henri Bourassa, ardent défenseur du nationalisme canadien, remet en question le

principe du bilinguisme et la vision biculturelle au Canada (p. 180). C'est dans ce contexte que naît un nouveau courant dans lequel l'Église joue un rôle déterminant : le clérico-nationalisme. « Ce type de nationalisme s'appuie sur l'idée que la véritable partie des Canadiens français est le Québec ». Il se caractérise par un repli sur les traditions canadiennes-françaises et catholiques. En 1920, Lionel Groulx devient son principal porte-parole et prend la direction, étant prêtre-historien, de la revue mensuelle *l'Action française* (p. 180). Les partisans du clérico-nationalisme condamnent l'influence de la culture américaine (p. 181). Ils luttent contre le capitalisme américain et dénoncent l'inaction de l'État québécois face à l'exploitation des ressources naturelles québécoises par ces étrangers. L'élite conservatrice et l'Église encouragent la formation de coopératives comme les caisses populaires et les coopératives de pêcheurs pour s'émanciper des capitaux américains. En 1922, *l'Action française* et ses nationalistes canadiens-français mettent de l'avant l'idée de créer un État français indépendant du Canada. Ils s'inspirent du traité de Versailles de 1919 qui établit les nouvelles frontières de l'Europe en fonction des nationalités notamment révélées par la langue. Les rédacteurs ne réclament pas l'indépendance, mais la juge inévitable (p. 181). Constatant que le projet n'est pas réalisable à court terme, ils cessent d'en faire la promotion. *L'Action française* finit par réclamer un meilleur respect des droits des Canadiens français dans la fédération (p. 181).

3.3) Pour mieux gérer les affaires indiennes, le gouvernement crée en 1880 le ministère des Affaires indiennes qui en étroite collaboration avec la Gendarmerie royale du Canada, doit gérer les réserves du pays (p. 182). En 1924, la Loi sur les Indiens est modifiée et inclut les Inuits. Ce n'est pas la seule fois que cette loi est modifiée. En 1914, la loi interdit aux autochtones les danses et le port de costume traditionnel en dehors des réserves (p. 182). En 1920, elle octroie au gouvernement fédéral le pouvoir nécessaire pour obliger les enfants autochtones à fréquenter des pensionnats dirigés par les missionnaires (p. 182). En 1927, il est interdit aux Autochtones d'engager un avocat et d'amasser des fonds pour défendre leurs droits territoriaux contre le gouvernement fédéral. Bref, ils sont soumis à une politique d'assimilation. Peu à peu, la résistance s'organise contre cette politique. En 1918, le chef Mohawk Frederick Ogilvie Loft rencontre à Londres le roi George V. Il tente de le sensibiliser au sort de son peuple, mais son message est sans succès. À la fin de la même année, Loft fonde la ligue des Indiens du Canada afin de regrouper les Premières Nations de tout le pays au sein d'une même entité politique pour lutter contre l'abolition des pensionnats et défendre les droits de la communauté. Mais le ministère des Affaires indiennes refuse de collaborer avec elle. En 1912, le territoire de l'Ungava est rattaché

au Québec en vertu d'une entente entre les gouvernements provincial et fédéral (p. 183). Cette entente reconnaît les droits ancestraux des Cris et des Inuit et le gouvernement du Québec doit négocier avec eux s'il veut y exploiter les ressources naturelles. Le gouvernement se lance dans l'exploitation des ressources, mais aucune négociation n'est entamée (p. 183). Les contacts sont de plus en plus fréquents entre blancs et Autochtones dans le nord du Québec. Des missionnaires s'y installent. Les Inuits ne sont pas reconnus légalement comme des Indiens au sens de la loi de 1876 et ne font l'objet d'aucun traitement particulier. C'est en 1939 que la Cour suprême y remédiera. Graduellement, la politique d'assimilation s'étendra à la nation inuit (p. 183),

La prochaine section est allouée aux années 1930 (p. 186). Elle s'étend de 1929 à 1939 et pose la question à savoir : « Qu'est-ce qui caractérise le Canada et le Québec pendant la crise économique des années 1930? ». 1.) Si les années 1920 avaient été des années de prospérité, au tournant des années 1930 l'économie mondiale se fragilise. (p. 188). « Qu'est-ce que le krach boursier de 1929? Comment entraîne-t-elle une crise économique? Quelles sont les conséquences de cette crise au Québec et au Canada? Quelles sont les mesures d'urgence mises en place pour aider la population? » (p. 188). 1.1) Pendant la deuxième moitié des années 1920, les dirigeants politiques et ceux qui chapeautent des grandes entreprises sont remplis d'optimisme par rapport à l'économie. Le marché boursier aux États-Unis connaît un essor important qui s'explique par la possibilité de faire de la spéculation, en achetant des actions, à crédit. De nombreux investisseurs s'endettent pour investir à la bourse, ce qui fait augmenter la valeur des actions. Mais en 1929, la panique s'empare des investisseurs à la Bourse de New York. Beaucoup décident de vendre subitement leurs actions ce qui provoque un effet d'entraînement. La valeur générale des actions chute. Ceux qui ont acheté des actions à crédit sont ruinés et des banques, incapables de récupérer leurs prêts, se trouvent au bord de la faillite (p. 188). Le krach boursier témoigne des problèmes économiques profonds. Depuis le milieu des années 1920, les entreprises ont produit plus de bien que ce que les consommateurs pouvaient acheter (p. 189). L'on se trouve dans un contexte de surproduction (p. 189). Lorsque la Bourse s'effondre, les banques prêtent moins ce qui limite le pouvoir d'emprunt des entreprises. Plusieurs ne sont pas capables de faire face aux difficultés et font faillite. Dans les mois qui suivent le krach boursier, l'économie américaine plonge dans une crise économique qui s'étend au Canada et dans le reste du monde (p. 189). On appellera cette

période celle de la grande dépression. 1.2) La grande dépression touche surtout les grandes villes du pays et le milieu rural de l'Ouest (p. 190). Le taux de chômage qui se situe à 4.2% dans ces années augmente à 27% en 1933. Les salaires baissent en moyenne de 50% tout comme le fait le prix des biens de consommation. Les conditions de travail se détériorent et le pouvoir des syndicats s'amointrit (p. 190). La présence des femmes sur le marché du travail soulève de nouvelles inquiétudes : priveraient-elles les pères de famille de salaires nécessaires pour subvenir aux besoins de leur famille? (p. 190). Montréal ralentit massivement. Plus près du tiers de la main-d'œuvre est sans emploi. Dans les campagnes aussi on sent les effets de la crise bien qu'elle soit moins rude qu'en ville (p. 190). La production agricole permet au moins à nourrir la famille. Dans les années 1930, il n'y a aucune assistance financière pour les gens qui sont dans le besoin (p. 191). Des familles entières sont jetées à la rue quand elles n'arrivent plus à payer le loyer, d'autres prennent des locataires pour réduire les frais. Les gens des classes sociales défavorisées font face à des restrictions matérielles. On use les vêtements à la corde et on les recycle. On achète les aliments les moins chers (p. 191). La Grande dépression touche tout le monde, mais ceux qui préservent leur emploi s'en tirent mieux. C'est le cas des enseignants, des fonctionnaires et des pompiers par exemple. Certains ont aussi la chance de travailler dans des entreprises qui n'ont pas fermé leur porte. Les gens des professions libérales voient leur revenu diminuer, mais peuvent subvenir à leurs besoins (p. 191). Ce sont les ouvriers qui sont le plus touchés par la crise. 1.3) Des mesures d'urgence s'imposent au fil des années. C'est qu'en 1930 et 1931, les gouvernements n'interviennent pas pour contrer les effets de la grande dépression qu'ils pensent passagère (p.192). Or, jusqu'en 1933, le chômage ne cesse d'augmenter. Les institutions religieuses et les œuvres de charité prennent les services sociaux à charge. Des organismes d'assistance sociale catholiques, protestants et juifs se mobilisent pour atténuer les effets de la crise (p. 192). Ils font des campagnes de financement. En 1932, la Fédération des œuvres de charité canadienne-française collecte des fonds à Montréal. Mais à cause de l'ampleur de la crise, ses institutions se trouvent rapidement débordées (. 192). Pressé par la population, le gouvernement finit par agir. On tente de créer des emplois avec une politique de grands travaux. Les municipalités font construire des routes, des ponts et font aménager des parcs (p. 193). Le fédéral ouvre des camps destinés aux chômeurs où en échange de leur aide à différents travaux, ils reçoivent 0,20\$ par jour en plus d'être nourris et logés (p. 193). Ces camps sont dirigés par l'armée et imposent une discipline militaire. Ces mesures sont insuffisantes. En 1932, les autorités mettent en place les secours directs, soit la distribution

aux familles dans le besoin de coupons à échanger chez certains marchés contre de la nourriture ou divers produits (p. 193). Les gouvernements fédéral, provincial et municipaux financent le secours direct.

2.) Afin de gérer la crise, des gens remettent en question le capitalisme et proposent de l'améliorer ou de l'abolir (p. 194). « Quelles solutions à la crise préconise-t-on aux États-Unis, en Europe et au Canada? Quelles sont les réactions à la crise au Québec. » (p. 194). 2.1) En 1933, le taux de chômage a continué à grimper. Pour certains politiciens, gens d'affaires et syndicalistes, il est temps que l'État intervienne pour stimuler l'économie. John Maynard Keynes, un économiste du Royaume-Uni, développe une théorie économique qui portera son nom : le keynésianisme. Sa théorie propose que l'État doive intervenir pour stabiliser l'économie et relancer l'emploi et la production en temps de crise. Les idées du chercheur prennent forme dès le début des années 1930 bien qu'il ne publiera ses idées qu'en 1936 (p. 195). Aux États-Unis, le président Roosevelt s'entoure d'experts de cette pensée économique et développe une approche économique qui prône l'interventionnisme, connue sous le nom de « New Deal » (p. 195). Le New Deal redonne espoir et confiance aux citoyens et aux entrepreneurs américains. Le gouvernement met en place une assurance-chômage, implante un salaire minimum, limite la semaine de travail à 40 heures et développe des programmes qui offrent des primes aux agriculteurs (p. 195). L'État finance aussi des travaux publics d'envergure, comme des barrages et des ponts, même si cela signifie que l'État doive s'endetter. Le New Deal se fait des ennemis. On reproche à l'État de contrevenir à la liberté d'entreprise, la base même du système capitaliste, en faisant construire lui-même des infrastructures plutôt que d'en confier la réalisation aux entreprises privées (p. 195). Le New Deal stabilise l'économie, mais la grande dépression perdure. 2.2) Au début des années 1930, pour éviter la faillite, des banques américaines rapatrient aux États-Unis l'argent qu'elles ont prêté à des pays d'Europe (p. 196). Plusieurs banques européennes sont alors en faillite. De plus, le gouvernement américain impose des tarifs douaniers qui freinent les exportations vers les États-Unis. La crise économique devient rapidement mondiale. Certains pays lutteront contre les effets de la crise économique avec leurs empires coloniaux. D'autres pays n'ont pas de telles solutions et sont particulièrement touchés. Ce contexte favorise l'émergence de partis politiques radicaux et le développement de régimes politiques totalitaires. Ça sera le cas en Italie et en Allemagne. En Italie, Benito Mussolini instaure un régime fasciste en 1922 et oriente la politique extérieure de son pays vers la conquête de nouveaux territoires, surtout en Afrique. Mussolini cherche à atténuer

la dépendance de l'Italie vis-à-vis d'autres pays en maximisant le développement des ressources du territoire italien et en limitant les importations (p. 196). De son côté, l'Allemagne, frappée de plein fouet par la crise économique, est incapable de relancer son économie. Les prix sont si élevés que même ceux qui ont un emploi peinent à se nourrir. Le parti nazi, un parti fasciste, profite du mécontentement populaire et se fait élire en 1933. Son chef Adolf Hitler instaure une vigoureuse politique interventionniste : aide aux chômeurs, programme de grands travaux publics et prêts aux entreprises. Le régime nazi lance un vaste programme de militarisation contrevenant avec le traité de Versailles de 1919 et se prépare à conquérir des territoires européens, ce qu'Hitler appelle « l'espace vital » afin de procurer à l'Allemagne les ressources nécessaires à son développement économique (p. 196). Les nazis sont racistes, prônent l'antisémitisme ainsi que l'idée que les Allemands constituent une race supérieure (p. 296). Pendant ce temps-là à l'Ouest, en URSS, un régime communiste est mis en place (p. 197). L'URSS échappe à l'effondrement du capitalisme, car ses échanges avec les autres pays sont très limités : l'État est propriétaire des entreprises et contrôle la production, la distribution, le prix des produits et le niveau de consommation. Joseph Staline, le chef de l'État, axe le développement de l'économie sur l'industrie lourde, comme les chemins de fer et les grands barrages hydroélectriques (p. 197). Dans ce système communiste, qui mise sur la répartition des richesses, il y a très peu de chômage. L'URSS apparaît aux yeux de certains dirigeants politiques comme un modèle à suivre. La popularité de Staline s'en trouve renforcée. Pourtant, si le pays connaît un développement considérable, les droits et libertés de la personne sont très limités dans le pays. Les opposants au régime sont envoyés dans des camps de travail (p. 197). De hauts dirigeants sont accusés de complot et misent à mort dans des procès qui relèvent davantage du spectacle que de la justice (p. 197) *Périodes* affirme que certains historiens qualifient cette période de Grande Terreur. D'ailleurs, le Royaume-Uni, la France, alliés de la Russie pendant la Première Guerre, réduisent leurs relations diplomatiques avec son régime qu'ils jugent antidémocratiques. 2.3) Sur la scène politique canadienne, c'est pendant la crise économique que le Dominion obtient son entière souveraineté. En 1931, le Royaume-Uni adopte le Statut de Westminster qui accorde l'indépendance à ses dominions qui sont désormais responsables de leur propre politique extérieure (p. 198). L'année suivante, Ottawa organise la première conférence impériale à se tenir hors du Royaume-Uni dans l'objectif de soutenir la relance économique. Le Canada s'entend avec différents pays du nouveau Commonwealth britannique pour fixer des tarifs préférentiels. Pour protéger l'économie du pays contre la concurrence des États-Unis, le Canada

hausse ses tarifs douaniers à l'égard de ce pays. De 1930 à 1935, le premier ministre distribue plus de 30 millions de dollars par année aux provinces pour soutenir les travaux publics. Pour solidifier le système bancaire, la Banque du Canada est fondée en 1935. Cette même année, Bennet propose son propre New Deal et promet l'instauration d'une assurance-chômage, la réglementation des salaires et la diminution des heures de travail (p. 198). Mais une majorité d'électeurs pensent que ces mesures arrivent trop tard et le libéral William Lyon Mackenzie King devient premier ministre. Il faut noter que pendant la Grande Dépression, la xénophobie augmente au Canada (p. 198). Le taux de chômage élevé pousse le gouvernement à décréter en 1931 la politique sur l'Immigration la plus restrictive de son histoire. Seuls les citoyens américains et britanniques suffisamment riches pour subvenir à leurs besoins, aux agriculteurs capables de subvenir à leurs besoins et aux familles de résidents canadiens pourront entrer dans le pays. Si les Juifs sont persécutés en Allemagne, peu sont admis au Canada (p. 198). Tout comme les Asiatiques, ils sont particulièrement victimes de discrimination dans le contrôle de l'immigration. Au cours des années 1930, le Canada accueille en moyenne 16 000 immigrants par année comparativement à près de 125 000 par année pendant la décennie précédente (p. 198). Dans les années 1930, le Canada connaît une vive agitation politique. Des militants remettent en question le libéralisme économique et politique après la crise et de nouveaux partis se forment. Le Parti communiste du Canada, né en 1921, propose de renverser le capitalisme et d'imposer des mesures révolutionnaires à l'image de celle mise en place par l'URSS (p. 199). Les adeptes du socialisme adoptent aussi les idées d'égalité et de justice sociale, mais suggèrent d'apporter les changements par la voie démocratique. En 1932, des partisans du socialisme forment un parti politique nommé Cooperative Commonwealth Federation, surtout présent dans l'Ouest, qui fait élire 7 députés aux élections fédérales de 1935. L'arrivée au pouvoir d'Hitler stimule au Canada la formation de petits partis politiques qui s'identifient aux nazis. Le plus connu est le Parti national social-chrétien dirigé par Adrien Arcand. Bien que marginal, ce parti xénophobe fait aussi la propagande de l'antisémitisme. En 1938, le parti fusionne avec d'autres groupes nazis du Canada pour former le Parti de l'unité nationale (p. 199).

2.4) Les réactions à la crise au Québec sont diverses (p. 200). L'École sociale populaire publie *Le Programme de restauration sociale*, un texte qui dénonce la soif de profit des grandes compagnies et des banques. L'une des mesures préconisées dans le *Programme de restauration sociale* est mise de l'avant par des autorités politiques et religieuses : la relance de la colonisation pour contrer le chômage urbain. Avec l'aide financière qui arrive du fédéral, des milliers de colons

s'installent en Abitibi. En 1932, le projet semble mal organisé et en 1934 la véritable politique de colonisation prend forme. L'État et l'Église envoient des colons en Abitibi, en Outaouais, dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Il s'agit de donner aux familles des moyens de se nourrir, mais aussi de garder les valeurs traditionnelles des Canadiens français basées sur la vie rurale (p 200). Environ 50 000 iront s'établir dans les régions de colonisation, mais les conditions de vie y sont difficiles surtout que plusieurs n'ont aucune expérience en agriculture. Plusieurs abandonnent leur terre pour retourner dans les villes ou dans les mines (p. 200). La presse et la radio continuent pendant les années 1930 d'être des moyens de communication très populaires (p. 201). En 1936, le gouvernement fédéral crée la Société Radio-Canada et la Canadian Broadcasting Corporation (CBC). Ces réseaux radiophoniques francophones et anglophones appartiennent à l'État et diffusent des émissions canadiennes (p. 201). La Bolduc se fait connaître et le radioroman monte en popularité (p. 201). La crise des années 1930 accroît chez les Canadiens français le désir de préserver les valeurs traditionnelles. Cela se manifeste par la popularité des romans du terroir et des chants traditionnels qui promeuvent la vie rurale, la famille, la langue française, la religion catholique (p. 201).

3. Au Québec, le Parti libéral et conservateur subit les contrecoups de la crise économique. (p. 202). « Quels changements politiques se produisent au Québec dans les années 1930? Quelles solutions le gouvernement du Québec met-il de l'avant pour sortir de la province de la crise économique? » (p. 202). 3.1) Les partis d'extrême gauche et d'extrême droite font peu d'adeptes au Québec. Les idées du *Programme de restauration sociale* génèrent davantage d'intérêt. Il poussera de jeunes députés du Parti libéral à proposer que l'État encadre l'économie par des mesures comme la colonisation ou la nationalisation de secteurs économiques importants. Ces jeunes estiment que leur parti, même s'il est au pouvoir, est incapable de mettre sur pied une politique susceptible de régler la crise économique. Ces jeunes députés, menés par Paul Gouin, fondent l'Action libérale nationale, une aile du parti libéral qui publie son propre manifeste en 1934. Mais le premier ministre Taschereau refuse d'appliquer leurs mesures qu'il trouve trop radicales ce qui pousse les députés de l'ALN à démissionner du Parti libéral. L'ALN s'associe avec les bleus de Maurice Duplessis dans l'espoir de chasser les libéraux qui sont au pouvoir depuis 1897 (p. 202). L'ALN et le parti conservateur travaillent main dans la main et ne présentent pas des députés des deux partis dans une même circonscription. Malgré cela, le Parti libéral est élu, mais il l'est avec une faible majorité (p. 203). En 1936, Taschereau est accusé ouvertement de

corruption. Le parti libéral a utilisé des pratiques illégales. Taschereau démissionne et est remplacé par Adélard Godbout. L'ALN s'unit avec le Parti conservateur pour former l'Union nationale bien que Paul Gouin ne se présente pas aux élections, en dispute avec Duplessis. L'Union nationale est élue à l'été 1936. 3.2) L'Union nationale annonce une ère de changements, mais prend des distances avec les idées progressistes du programme de l'ALN une fois au pouvoir. Le parti de Duplessis reste résolument bleu. Duplessis refuse de nationaliser l'hydroélectricité et malgré le scandale du précédent gouvernement, la corruption ne semble pas être chose du passé. Dans les faits, Duplessis gère la crise économique similairement à ce que faisaient les libéraux : il coopère avec les grandes entreprises et facilite leur accès aux ressources naturelles. Il investit dans les travaux publics en milieux urbains, tout en préconisant le développement des coopératives, de la colonisation et de l'agriculture (p. 204). Sur le plan social, l'Union nationale intervient peu. En 1937, elle fait passer la Loi des salaires raisonnables puis la Loi d'assistance aux mères nécessiteuses qui prévoit une aide financière à toutes mères dans le besoin. Duplessis laisse à l'Église catholique la responsabilité de l'éducation et des affaires sociales. Le gouvernement s'en remet à l'Office des salaires raisonnables pour régler les différends entre les entreprises et les travailleurs (p. 205). Il demande assistance aux autorités religieuses à l'occasion comme c'est le cas en 1937 lorsque 9000 ouvrières et ouvriers font la grève générale. Le premier ministre demande à l'évêque d'intervenir pour qu'une entente soit conclue. Il le fera, mais très peu de gains sont faits du côté des ouvriers (p.205). Dans les organismes syndicaux, les idées communistes circulent. L'Église craint que cette idée se répande. Le gouvernement provincial fait alors adopter en 1937 la Loi protégeant la province contre la propagande communiste, La loi du cadenas. Les forces policières ont le droit de cadenasser les portes d'un établissement ou d'un local pour en interdire l'accès comme c'est le cas pour le journal communiste *Clarté* condamné par la police en 1937 (p. 205).

De 1939 à 1945, dernière section de ce chapitre, la Seconde Guerre mondiale éclate (p. 208). Dans quel contexte le Canada participe-t-il à la Seconde Guerre mondiale, de 1939 à 1945? (p. 209). 1.) Avec la montée des régimes totalitaires, la paix de 1919 est fragilisée. « Quelles relations les grandes puissances européennes entretiennent-elles dans les années 1930? Qu'est-ce qui explique le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale? 1.1) Avec l'arrivée au pouvoir des

nazis en Allemagne, de nouvelles rivalités naissent avec la France, le Royaume-Uni et l'URSS (p. 210). Hitler dénonce les conditions du traité de Versailles de 1919 imposées à l'Allemagne et rejoint l'opinion de nombreux Allemands. Hitler apparaît comme l'homme de la situation. Avec son programme de militarisation, il réussit à relancer l'emploi (p. 210). De 1935 à 1938, Hitler annexe des territoires où la majorité de la population est germanophone, dont l'Autriche, ce qu'interdit le traité de Versailles. Hitler veut conquérir un espace vital et convoite particulièrement la Tchécoslovaquie, la Norvège, la Pologne et l'URSS (p. 211). La France et le Royaume-Uni affirment leur volonté de protéger la Pologne et la Tchécoslovaquie, deux pays avec lesquels ils sont alliés, mais s'opposent à toutes interventions militaires. La guerre de 1914-18 a laissé des séquelles et la crise économique est toujours préoccupante. C'est sans compter que la France et le Royaume-Uni ont peu développé leur industrie de guerre dans les années 1930 contrairement à l'Allemagne. Les Français et les Anglais décident de favoriser une politique d'apaisement en se pliant aux exigences allemandes lorsqu'elles semblent justifiées (p. 211). Mussolini a aussi des visées expansionnistes et souhaite créer une Italie aussi grande qu'à l'âge de l'Empire romain. Les intérêts des deux dirigeants les poussent à signer une alliance en 1936 appelée l'Axe Rome-Berlin (p. 211). En 1938, le Royaume-Uni et la France signent avec l'Allemagne et l'Italie les accords de Munich espérant maintenir la paix. En 1939, Hitler viole l'accord et ordonne l'invasion de la Tchécoslovaquie. Le Royaume-Uni et la France n'interviennent pas. La Tchécoslovaquie se laisse envahir sans poser de résistance (p. 211).

1.2) Voyant que les grandes puissances européennes laissent le champ libre à Hitler, Mussolini envahit l'Albanie en avril 1939 (p. 212). La France et le Royaume-Uni n'ont plus que le choix de se préparer à la guerre et affirment leur appui à la Pologne en cas d'invasion. Ils approchent l'URSS pour signer une alliance qui recréerait les conditions de victoire de la Première Guerre mondiale. L'entreprise est sans succès, l'URSS est difficile d'approche à cause de son régime politique différent. Les négociations sont ardues et la Pologne refuse à l'URSS le droit de marcher sur son territoire pour attaquer les Allemands. Hitler en profite. Il se rapproche de Staline et malgré leurs différences idéologiques, et même si l'URSS fait partie de l'espace vital projeté par Hitler, ils signent un pacte de non-agression. L'URSS gagne du temps pour mettre en place son programme militaire alors qu'Hitler évite une guerre sur deux fronts (p. 212). Une clause secrète prévoit aussi le partage de la Pologne. C'est avec stupeur que la France et le Royaume-Uni apprennent la signature du Pacte germano-soviétique. Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne (p. 213). Cette fois, le Royaume-Uni et la France

réagissent et déclarent la guerre à l'Allemagne quelques jours plus tard. L'invasion est si rapide qu'aucune intervention n'est mise en place. Les Allemands font la Blitzkrieg, la guerre éclair qui consiste à envahir rapidement le territoire ennemi avec des blindés et à utiliser l'aviation pour attaquer les lignes de communication pour empêcher les troupes ennemies d'organiser leur défense (p. 213). En septembre, l'URSS attaque les Polonais à l'est et la Pologne ne résistera que pendant quatre semaines (p. 213).

2) Le Canada s'engage (p. 214) « Quelles sont les conséquences au Canada des événements militaires qui secouent l'Europe? Comment le gouvernement King dirigera-t-il l'effort de guerre canadien? La conscription sera-t-elle nécessaire? » (p. 214) 2.1) Après la déclaration de guerre du Royaume-Uni à l'Allemagne, le premier ministre King convoque le Parlement canadien. Les débats sont courts, et le Parlement décide de venir en aide aux alliés anglais et français. Le 10 septembre, le Canada déclare la guerre à l'Allemagne. King réitère un de ses engagements : seuls des soldats volontaires formeront le corps d'armée qui ira servir outre-mer (p. 214). Le gouvernement réinstaure la Loi sur les mesures de guerre de 1914 qui lui donne le privilège d'agir sans l'accord du Parlement. Il rétablit la censure et peut faire emprisonner, sans procès, toutes personnes qui s'opposent aux politiques gouvernementales. Les ministères des Munitions et des Approvisionnements, celui de l'Air et celui du Service naval sont créés. Le gouvernement augmente les impôts et relance le programme des obligations de la Victoire (p. 215). Duplessis réagit négativement et considère cette politique comme une atteinte à l'autonomie de provinces. Il craint le retour d'une conscription. Duplessis lance les élections en 1939, mais les libéraux d'Adélard Godbout sont appuyés par les candidats libéraux du fédéral. Ces derniers affirment qu'ils démissionneront si les conservateurs sont chefs de la province et la stratégie fonctionne. Adélard Godbout prend le pouvoir en octobre 1939 (p. 215). 2.2) En 1939, le ministère de la Défense fait appel à des volontaires. L'armée recrute 58 000 hommes et femmes (p. 216). 7400 soldats sont envoyés au Royaume-Uni en décembre 1939. Au printemps 1940, le Corps canadien en service outre-mer est composé de 20 000 soldats volontaires (p. 216). De mai à juin 1940, l'Allemagne envahit les Pays-Bas, la Belgique et la France. En 1940, les troupes nazies occupent toute la partie du nord de la France. La France signe un armistice en juin. Hitler lance après une campagne de bombardement au sud du Royaume-Uni (p. 216). C'est le début de la bataille d'Angleterre et les soldats canadiens ont alors pour tâche, avec leurs alliés, de protéger les côtes britanniques contre toute tentative d'invasion. L'Aviation royale du Canada prend part aux

combats aériens. Les Alliés résistent. Les attaques aériennes cessent au printemps 1941 (p. 216). L'invasion de la France fragilise la position des Alliés (p. 217). King adopte la Loi sur la mobilisation des ressources nationales qui prévoit l'enregistrement obligatoire de toutes les femmes et les hommes de 16 à 60 ans pour coordonner les besoins de main-d'œuvre de l'industrie de guerre (p. 217). La loi établit de plus un service obligatoire pour défendre le territoire canadien. En 1940, l'armée mobilise d'abord les hommes célibataires ou veufs sans enfants âgés de 21 ans, puis de 18 à 24 ans. Le service outre-mer demeure volontaire. En 1940, l'Allemagne et l'Italie signent avec le Japon une alliance connue sous le nom de l'Axe-Rome-Berlin-Japon. L'Allemagne envahit l'URSS l'année suivante violant le pacte de non-agression. Les Japonais attaquent la base navale de Pearl Harbor ce qui pousse l'URSS et les USA à se joindre aux Alliés. Les troupes canadiennes restent stationnées au Royaume-Uni et s'entraînent en vue d'un déploiement (p. 217).

2.3) En 1942, la situation militaire en Europe et en Asie est à l'avantage de l'Axe. Les Japonais contrôlent de nombreux territoires de l'océan Pacifique alors que l'armée allemande pénètre profondément en URSS. Cette situation ramène la question de la conscription. Le Parti conservateur, dans l'opposition, ainsi que de nombreux Canadiens anglais la réclament. Ils soutiennent que tout le pays doit collaborer et participer à l'effort de guerre y compris la Province de Québec où le recrutement s'avère plus faible (p. 218). Mais Ottawa a promis à Québec qu'il n'en viendra pas jusqu'à la conscription en 1939. King estime qu'un effort militaire accru est nécessaire, mais est lié par sa promesse. Sachant que l'imposition de la conscription créera une crise politique, il choisit de tenir un plébiscite national sur la question (p. 218). Les nationalistes canadiens-français s'opposent à la conscription et mettent sur pied la Ligue pour la défense du Canada pour organiser le mouvement d'opposition (p. 218). Henri Bourassa, âgé de 73 ans, sort de la retraite pour appuyer le mouvement. On fait la promotion du « non » à la conscription. Mais le oui l'emporte à 63% au Canada bien que 71% du Québec aient voté en sa défaveur (p. 219). Une division profonde entre le Canada anglais et français rappelle la crise lors de la Première Guerre. King adopte une loi qui permet la conscription, mais attend que les esprits se calment avant de la mettre en vigueur. Les Alliés sont soulagés que le Canada puisse fournir une aide supplémentaire.

3) L'Axe est inquiétant. Le Canada devra recourir à un ultime effort pour soutenir les Alliés (p. 220). « Quels sont les impacts de la guerre sur l'économie canadienne? Quel est le rôle des femmes pendant la guerre? Quels changements politiques se produisent au Québec en temps de

guerre? Comme la Seconde Guerre mondiale se termine-t-elle? » (p. 220). 3.1) La Seconde Guerre mondiale relance l'économie canadienne et met un terme à la crise économique (p. 220). Le taux de chômage chute à 4% en 1941. Des investissements massifs permettent de moderniser des usines ou d'en construire des nouvelles. Le Canada peut produire le matériel militaire et le ravitaillement requis par ses forces armées en plus d'exporter de nombreux produits vers le Royaume-Uni. Le ministère des Munitions et des Approvisionnements gère cette imposante production, coordonne la main d'œuvres et les matières premières. Les entreprises ontariennes et québécoises reçoivent la majorité des contrats. Pour se doter d'un fond, les provinces acceptent que le gouvernement fédéral perçoive un impôt sur le salaire des particuliers en échange de montants d'argent transférés en retour (p. 220). Pour éviter une hausse marquée des prix, comme ce fut le cas pendant la Première Guerre mondiale, le gouvernement fédéral met en place des mesures de contrôle des prix et gèle les salaires des emplois liés à l'industrie de guerre. Les dirigeants syndicaux acceptent de participer à l'effort de guerre, mais réclament des modifications aux lois du travail (p. 221). À cause de la pénurie de main-d'œuvre, les syndicats sont en position de force et réclament que les employeurs négocient avec leurs employés. La syndicalisation progresse de 9% à 17% de 1931 à 1941. Le fédéral tranche en la faveur des syndicats : les employeurs doivent négocier les contrats de travail (p. 221). Toute la population est appelée à contribuer à l'effort de guerre. Dès 1942, le gouvernement contrôle la consommation de certains produits tels que la viande, le sucre, le café, l'essence, le caoutchouc et les tissus. Des coupons de rationnement sont distribués en fonction du nombre de membres dans chaque famille. On encourage la récupération de certains matériaux. On encourage l'achat de bons de la Victoire. Après 10 ans de crise, les conditions de vie s'améliorent généralement au Canada. 3.2) En 1942, le recrutement massif des hommes dans l'armée fait craindre des pénuries de main-d'œuvre. Pour aider les entreprises, le gouvernement procède à l'enregistrement obligatoire des Canadiennes de 20 à 24 ans pour avoir une liste et connaître l'importance de cette main-d'œuvre potentielle. Les volontaires sont encouragés à se diriger vers les industries militaires. Les Canadiennes salariées passent de 686 000 en 1939 à 1 193 000 en 1945. L'armée met sur pied en 1941 des sections féminines des forces armées terrestres, navales et aériennes. Les femmes y obtiennent des postes d'auxiliaires pour les cuisines, l'entretien ménager, les communications et l'administration. Elles ne portent jamais les armes. Certains reçoivent cependant une formation pour accéder à des postes requérant des connaissances en mécanique, en photographie ou en dessin technique (p. 222). Les femmes sont invitées à participer

à plusieurs activités de bienfaisances. On leur demande aussi de surveiller les prix des biens de consommation et de dénoncer les marchands qui tentent de profiter de la situation. (p. 222). 3.3) Des changements politiques s'annoncent au Québec. Adélard Godbout instaure des mesures progressistes au Québec (p. 223). En 1940, il accorde le droit de vote aux Québécoises. En 1943, les libéraux adoptent la Loi sur la fréquentation scolaire obligatoire qui vise tous les jeunes de 6 à 14 ans et abolit les frais de scolarité au primaire (p. 223). Pour ses deux mesures, le gouvernement traînait de la patte comparativement au reste du Canada. Le gouvernement nationalise la compagnie Montreal Light Heat and Power et crée Hydro-Québec (p. 223). Le fédéral crée lui les programmes d'assurance-chômage. Godbout fait face toutefois à de nombreuses critiques qui l'accusent de travailler trop proche avec les libéraux du fédéral (p. 223). Les conservateurs font partie de ses délateurs. Avec le plébiscite sur la conscription se forme le Bloc populaire, un parti canadien-français provincial et fédéral. En 1944, les élections sont déclenchées et l'Union nationale remporte les élections dans le contexte de colère contre la conscription. 3.4) En 1942, la situation des Alliés est précaire. Le soutien envoyé par les États-Unis et le Canada au Royaume-Uni commence à être attaqué par les sous-marins allemands. En juillet, les forces allemandes déclenchent une vaste offensive en URSS vers Stalingrad. Les Alliés décident d'organiser un raid sur la ville de Dieppe en France occupée. L'objectif est de tester le terrain, et de recueillir de l'information pour un éventuel débarquement (p. 224). 6000 soldats sont envoyés au combat desquels on compte 5000 Canadiens. Les Canadiens débarquent à découvert et subissent de lourdes pertes. Après seulement quelques heures, le commandement allié décide de battre en retraite (p. 224). C'est la première opération militaire d'envergure à laquelle l'Armée canadienne participe. En novembre 1942, les troupes britanniques et américaines débarquent en Afrique du Nord puis en juillet 1943 elles envahissent la Sicile (p. 225). Les Canadiens participent à l'assaut. Afin de coordonner la suite, une conférence militaire a lieu à Québec et on y planifie un débarquement en France pour le printemps de 1944. L'intervention des Alliés en Sicile chasse Mussolini du pouvoir. En septembre 1943, les troupes alliées débarquent sur la péninsule italienne. L'armée allemande tente de se lancer au secours de l'Italie, mais sans succès. L'Italie capitule et se joint aux Alliés. Les Allemands sont progressivement repoussés vers le nord. Dans les combats, les Canadiens se distinguent entre autres lors de la prise de la ville d'Ortona. 3.5) La victoire des Alliés a lieu dans un contexte spécifique. Appuyés par les forces navales et canadiennes qui protègent les convois de transport de troupes et le matériel à destination du Royaume-Uni, les Alliés prennent l'avantage

dans la bataille de l'Atlantique (p. 226). Alors que les troupes soviétiques repoussent les Allemands de leur territoire, les Alliés débarquent en Normandie le 6 juin 1944. Cette vaste opération qui se déploie sur 80 km de côté, dans le nord de la France. Le débarquement est un succès. Les troupes canadiennes seront dirigées vers le nord afin de libérer la Belgique et les Pays-Bas. Mais les opérations coûtent de nombreuses vies et King annonce, en novembre 1944, devoir recourir à la conscription. 16 000 conscrits sont envoyés en Europe dont 2500 prennent part au combat (p. 226). En décembre 1944, les Allemands contre-attaquent dans les Ardennes sans succès. Au début 1945, les alliés se rapprochent de l'Allemagne et libèrent des prisonniers des camps de concentration et d'extermination nazis. Berlin tombe aux mains des Soviétiques. Le 30 avril, Hitler se suicide. L'Allemagne capitule quelques jours plus tard. Dans le Pacifique, le Japon résiste toujours. Les États-Unis larguent des bombes atomiques à Hiroshima et à Nagasaki. En septembre 1945, le Japon capitule aussi.

Page Références à l'historiographie

p. 125	Statistique Canada, Statistiques Historiques du Canada, Série A297-326, 1983 [En Ligne].
p. 126	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec Contemporain, Tome 1 : De la Confédération à la crise (1867-1929), 1989.
p. 127	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2014
p. 129	Marc Nouschi, Historien, Petit Atlas historique du 20 ^e siècle, 2000.
p. 135	Jean Hamelin, Historien, Histoire du Catholicisme québécois : le XX ^e siècle, Tome I : 1898-1940, 1985.
p. 138	Gérald Bernier et Robert Boily, Professeurs en sciences politiques, Le Québec en Chiffres de 1850 à nos jours, 1986.
p. 138	Paul-André Linteau, Historien, Histoire de Montréal depuis la confédération, 2000.
p. 139	Micheline Dumont et autres, historiennes, L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles, 1983.
p. 140	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec contemporain, Tome I : De la Confédération à la crise (1867-1929), 1989.
p. 144	Jacques Paul Couturier, Historien, Un passé composé. Le Canada de 1850 à nos jours, 1996.
p. 144	Jacques Lacoursière, Historien, Histoire populaire du Québec, 1896 à 1960, Tome 4 1997.
p. 145	John A. Dickinson et Brian Young, Historiens, Brève histoire socio-économique du Québec, 2009.
p. 148	Gerald W. L. Nicholson, Militaire et historien, Histoire officielle de la participation de l'armée canadienne à la Première guerre mondiale, le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919, 1963.
p. 150	Patrick Bouvier, historien, Déserteurs et insoumis, les Canadiens français et la justice militaire (1914-1918), 2003.
p. 151	Élisabeth Armstrong, Historienne, Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918, 1998.
p. 151	Élisabeth Armstrong, Historienne, Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918, 1998.
p. 152	Musée Canadien de la Guerre, Le Canada et la Première Guerre mondiale, Finances et Production de Guerre, 2016, [En ligne].
p. 153	Ramsay Cook, Historien, Histoire générale du Canada, 1990.
p. 154	Jean-Michel Lambin, Historien, Histoire 1 ^{ère} , 1994.
p. 155	Commonwealth War Graves commission, Annual, Report, 2014-2015, et Musée canadien de la guerre, le Coût de la Guerre du Canada, 2016 [2016]
p. 156	Sam Haroun, Enseignant et Auteur, Le Canada et la Guerre, Essai sur l'Engagement militaire Canadien de Laurier à Harper, 2009.
p. 156	Musée canadien de la Guerre, Le Canada et la Première guerre mondiale, Finances et production de Guerre, 2016 [En ligne].
p. 157	Patrick bouvier, historien, Déserteurs et insoumis, les Canadiens français et la justice militaire (1914-1918), 2003.
p. 157	Jacques Lacoursière, Historien, Histoire populaire du Québec, 1896 à 1960, Tome 4 1997.
p. 157	Statistique Canada, Annuaire du Canada, 1916-1917, [En ligne]
p. 157	Musée canadien de la Guerre, Le Canada et la Première guerre mondiale, Finances et production de Guerre, 2016 [En ligne].
p. 161	Ramsay Cook, Histoire générale du Canada, 1990.

p. 161	Adapté de Jacques Rouillard, Historien, Le Syndicalisme Québécois, Deux siècle d'histoire, 2004
p. 162	Adapté de M. C. Urquhart et K. A. Buckley, Historiens, Historical Statistics of Canada, 1965.
p. 164	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec contemporain Tome I : De la confédération à la crise (1867-1929), 1989.
p. 165	Adapté de M. C. Urquhart et K. A. Buckley, Historiens, Historical Statistics of Canada, 1965.
p. 166	Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, Historiens, Histoire du Québec contemporain Tome I : De la confédération à la crise (1867-1929), 1989.
p. 167	Gérald Bernier et Robert Boily, Professeurs en sciences politiques, Le Québec en chiffres de 1850 à nos jours, 1986.
p. 169	John Gilmore, Historien, Histoire du jazz à Montréal, 2009.
p. 170	Statistique Canada, « Population des centres urbains de plus de 30 000 habitants en 1911, comparativement aux années de recensement 1871 à 1931, Annuaire du Canada 1947, 2009 [En ligne]
p. 171	Paul-André Linteau, Historien, Histoire de Montréal depuis la confédération, 2000.
p. 174	Micheline Dumont et autres, Historiennes, L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles, 1983.
p. 182	Rapport final de la commission de vérité et réconciliation du Canada, Volume 1, Pensionnats du Canada, l'Histoire Partie 1, Des origines à 1939, 2015.
p. 184	Jacqueline Beaudoin Ross, Conservatrice, « L'époque Art Déco (Années 1920 et 1930) Musée Mccord, 1995, [En ligne]
p. 185	Micheline Dumont et autres, Historiennes, l'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles, 1983.
p. 185	Jacques Paul Couturier, Historien, un passé composé, Le Canada de 1850, à nos jours, 1996.
p. 188	Frank L. Schoell, Historien, Histoire des États-Unis, 1985.
p. 189	Adapté de François-Albert Angers et Roland Parenteau, Économistes, Statistiques manufacturières du Québec, 1966.
p. 195	Anne Carol, Jean Garrigues et Martin Ivernel, Historiens, Précis d'Histoire du XXe siècle, 1997.
p. 197	Adapté Anne Carol, Jean Garrigues et Martin Ivernel, Historiens, Précis d'Histoire du XXe siècle, 1997.
p. 200	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, Historiens, Histoire du Québec contemporain, Tome 2 : Le Québec depuis 1930, 1986.
p. 202	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, Historiens, Histoire du Québec contemporain, Tome 2 : Le Québec depuis 1930, 1986.
p. 203	Jacques Lacoursière, Historien, « Quand une paire de culottes fait tomber un gouvernement », Cap-aux-diamants : La revue d'histoire du Québec, 2005.
p. 207	Paul-André Linteau, Histoire de Montréal depuis la confédération, 2000,
p. 214	Statistique Canada, Statistiques Historiques du Canada, Séries D-125 et H-19.
p. 216	Adapté de David J. Bercuson, Historien, Maple Leaf Against the Axis, Canada Second World War, 1995.
p. 216	W.A Douglas, Directeur, Service Historique de la Défense nationale, Le Canada Aéroport de la Démocratie : Le Plan d'entraînement aérien du commonwealth britannique, 1939-1945, 1983.

p. 220	Statistique Canada, Statistiques Historiques du Canada, 1983, [En ligne]
p. 221	Geneviève Auger et Raymonde Lamothe, Historiennes, De la poêle à frir à la ligne de feu, la vie quotidienne des québécoises pendant la guerre 39'-45', 1981.
p. 223	Assemblée nationale du Québec, La répartition des sièges et des voix aux élections générales par année, 2014 [En ligne]
p. 224	Centre Juno Beach, Le Canada durant la Seconde guerre mondiale, Le raid de Dieppe, 2017 [En ligne]
p. 229	Elisabeth Armstrong, Historienne, Le Québec et la crise de la conscription, 1917-1918, 1998
p. 229	Assemblée nationale du Québec, La répartition des sièges et des voix aux élections générales par année, 2014 [En ligne]
p. 229	Geneviève Auger et Raymonde Lamothe, Historiennes, De la poêle à frir à la ligne de feu, La vie quotidienne des québécoises pendant la guerre.
p. 229	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, Historiens, Histoires du Québec contemporain, Tome 2 : Le Québec depuis 1930, 1986.

ANNEXE 11 : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DANS *PRÉSENCES* 2006

Le deuxième tome de troisième année de *Présences* verse dans son analyse de l'après-guerre dans le chapitre intitulé la modernisation de la société québécoise. Fidèle à lui-même, *Présences* introduit la réalité contemporaine de la gouvernance et des valeurs sociales au Québec (p. 164). Les valeurs sociales y sont définies comme l'ensemble des valeurs considérées comme idéales par un individu ou par la collectivité. Elles détermineraient les conceptions du rôle de l'État – ce qu'on appelle la gouvernance. Le manuel pose la question à savoir : « Qui a la responsabilité de trouver des solutions aux problèmes sociaux et économiques? » (p. 164) Il invite à répondre à cette question avec : une liste des 22 ministères du gouvernement du Québec en 2007, une annonce du gouvernement du Québec pour un plan de modernisation de l'État, un texte analysant des problèmes environnementaux, un texte appelant les Québécois à changer de mentalité, un autre montrant le complexe G à Québec où travaillent de nombreux fonctionnaires et un texte évoquant l'action des communautés locales (p. 165). S'enchaîne après un exercice où l'analyse de la Révolution tranquille est comparée entre Fernand Ouellet et Fernande Roy (p. 167). Le premier la décrit comme une véritable révolution alors que la deuxième la fait remonter à la fin du XVIII^e siècle. Bref, *Présences* pose aux élèves la question que nous lui posons. Qu'est-ce que la Révolution tranquille? Les pages 168 à 173 ont déjà été abordées dans le précédent chapitre. *Présences* reprend dans l'analyse de l'après-guerre avec un commentaire sur les années 1945 à 1960. Pendant ces années, le Québec est dominé par le gouvernement de l'Union nationale (p. 174). Socialement, à l'élection de Duplessis en 1944, le contexte social est marqué par le Baby-Boom, soit la forte croissance démographique provoquée par la fin de la guerre. La société est en pleine période de prospérité. Cette prospérité permet l'accélération du développement de la société de consommation bien que de grandes inégalités subsistent (p. 174). Duplessis, aux commandes jusqu'en 1959, favorise les entreprises états-uniennes et s'oppose aux syndicats québécois. Son pouvoir repose sur l'Église, sur le vote des ouvriers et sur celui des régions rurales. Duplessis entreprend un vaste programme d'électrification (90% des fermes auront l'électricité en 1955). Il développe le réseau routier et soutient financièrement les congrégations religieuses, en plus de préserver les privilèges laissés à l'Église dans le domaine de l'éducation. Après la guerre, le gouvernement fédéral adopte de plus en plus de mesures interventionnistes. Ce rôle Duplessis ne

l'approuve pas et le premier ministre se battra pour que le fédéral demeure décentralisé. En 1936, Duplessis conteste les interventions du fédéral dans les affaires provinciales et refuse le financement fédéral des universités. Duplessis défend l'autonomie du Québec qu'il conçoit comme le foyer national des Canadiens français (p. 174).

Les critiques sociales se multiplient contre le gouvernement Duplessis. Des économistes et sociologues de l'Université Laval affirment que la société canadienne-française se caractérise par un retard économique et social, car elle est dominée par une élite cléricale et conservatrice (p. 176). Ils proposent l'intervention du gouvernement du Québec pour assurer l'émancipation des francophones, réformer l'éducation, prendre en contrôle de l'économie, faire la nationalisation des institutions scolaires et s'assurer de la laïcisation de la société. Les néonationalistes proposeront de moderniser le nationalisme québécois. D'autres, comme Pierre Elliot Trudeau et Gérard Pelletier, critiquent le nouveau nationalisme et proposent l'affirmation d'une identité canadienne basée sur celle de peuples fondateurs et sur le bilinguisme (p. 176). En 1948, Paul-Émile Borduas et d'autres artistes signent le Refus global critiquant l'« académisme » du milieu des arts. Ils proposent de libérer les mentalités des peurs et de la mainmise de l'Élise pour assurer le progrès et la démocratisation de la société (p. 176). Le mouvement syndical se modernise et termine de se laïciser en 1960. Il revendique de meilleures conditions de travail des réformes sociales et politiques et défend les droits des travailleurs et des travailleuses. Un leader syndical comme Michel Chartrand s'oppose à Maurice Duplessis. Des grèves importantes ont lieu à Asbestos en 1949 à Murdochville en 1957. Enfin, des médias comme *Le Devoir* et *Cité libre* deviennent les tribunes des critiques du conservatisme et de Maurice Duplessis. En 1952, l'arrivée de la télévision bouleverse la société, les Québécois ont accès à une foule d'informations sur leur société, sur les nouvelles idées politiques et sur l'actualité internationale (p. 176).

En 1959, Maurice Duplessis meurt subitement et les libéraux en profitent pour réformer la société. Ils ont le projet de moderniser l'État québécois et les transformations qu'ils opèrent favorisent l'émergence d'une nouvelle classe moyenne canadienne-française (p.178). Le gouvernement de Jean Lesage est au pouvoir de 1960 à 1969. Il augmente ses revenus pour pouvoir intervenir davantage. De nouveaux ministères sont créés afin d'aider l'État dans sa nouvelle mission. Des sociétés d'État comme la Société Générale de financement ou la Caisse de dépôt et placement sont créées afin d'assurer au gouvernement du Québec la prise de contrôle des leviers

du développement économique et de soutenir l'affirmation des Canadiens français dans le monde des affaires. René Lévesque, ministre des Richesses naturelles, nationalise l'électricité. C'est là la réforme économique la plus importante de la Révolution tranquille selon *Présences*. Le 1^{er} mai 1963, Hydro-Québec devient propriétaire des sociétés d'électricités et vise désormais à fournir de l'électricité à toutes les régions du Québec. Elle permet aussi de donner plus de place aux ingénieurs, aux cadres et aux ouvriers francophones dans les anciennes compagnies privées (p. 178). En 1964, l'État crée le ministère de l'Éducation pour garantir une éducation gratuite pour tout le monde (p. 178). Un réseau d'écoles secondaires publiques (les polyvalentes) et des collèges d'enseignement général et professionnel, les cégeps, sont créés (p. 178). On vise à favoriser le rattrapage économique des Canadiens français par la démocratisation de l'éducation et la modernisation du réseau scolaire (p. 178). Dès 1948, le gouvernement fédéral aide les provinces à construire des hôpitaux et à implanter de programmes d'assurance-maladie. En 1961, le Québec applique des programmes fédéraux-provinciaux pour mettre en place un régime d'assurance-hospitalisation. En 1972, un régime universel et gratuit d'assurance-maladie est inauguré. L'État provincial démocratise les soins de santé en donnant accès aux services à toute la population. Du côté des femmes, les associations féministes revendiquent l'égalité politique et juridique avec les hommes ainsi que des réformes sociales (p. 180). Le gouvernement adopte plusieurs lois pour améliorer la condition féminine, dont celle qui établit l'égalité juridique des femmes proposée par Claire Kirkland-Casgrain en 1964 (p. 180). Les syndicats et les groupes sociaux revendiquent dans les années 1960 et 1970 des réformes sociales pour assurer une meilleure répartition des richesses. Après des grèves importantes, comme celles des mineurs à Murdochville ou celle du Front commun, les syndicats obtiennent des gains sur les conditions de travail, les salaires et la sécurité d'emploi. Le gouvernement accorde des services aux groupes communautaires et adopte des lois pour protéger les plus démunis comme l'augmentation des salaires horaires minimum. Jusque dans les années 1950 et 1960, les Autochtones du nord du Québec font peu d'échanges avec « les Blancs », mais l'expansion de l'industrie minière et le développement de l'hydroélectricité bouleverse leur mode de vie. (p. 180). Ce dérangement les pousse à prendre conscience de leur identité et à défendre leurs intérêts. Des groupes s'organisent pour valoriser les cultures traditionnelles, revendiquer l'autonomie politique et la reconnaissance des droits ancestraux (p.180). Parallèlement, un nationalisme civique affirme le français comme la langue de la collectivité et inclut tous les habitants du Québec, peu importe leur origine ethnique, dans cette

appartenance nationale québécoise. Pour certains nationalistes, l'enjeu de l'émancipation de la société est l'indépendance du Québec. En général, ce mouvement est pacifique, mais des groupes comme le Front de libération du Québec utilisent des moyens radicaux et violents pour faire valoir leurs idées (p. 180). Cette démocratisation et cette prise de conscience collective poussent la province à redéfinir son statut politique dans le Canada (p.182). À partir des années 1960, des nouveaux arrivants et arrivantes, provenant de toutes les régions du monde, s'installent surtout à Montréal et contribuent à la diversification de la société. L'Exposition universelle de 1967 et les Jeux olympiques de 1976 permettent aux Québécois de découvrir d'autres cultures (p. 182). Les gouvernements du Québec et du Canada interviennent pour financer le développement de la culture. Les arts de la scène, la chanson, la littérature et le cinéma se développent considérablement dans les années 1960 et 1970. Les arts deviennent un moyen d'affirmer cette nouvelle identité québécoise notamment par l'utilisation du journal, par le cinéma et par le théâtre. Dans les années 1960 et 70 l'anglais est encore la langue du travail et celui de l'affiche commerciale. La langue attire la plupart des nouveaux arrivants qui fréquentent l'école anglaise. Les francophones, majoritaires au Québec, mais minoritaires en Amérique du Nord, craignent de perdre leur culture. Des mouvements s'organisent et on se porte à la défense de la langue française comme lors de la grève des contrôleurs aériens de 1976. La même année, le Parti québécois, fondé par René Lévesque en 1968, arrive au pouvoir. Ce parti social-démocrate favorise l'intervention de l'État pour assurer une meilleure répartition des richesses, pour assurer l'affirmation de l'identité nationale des Québécois et défendre leurs droits. En 1977, il adopte la Charte de la langue française et reconnaît le français comme seule langue officielle du Québec, langue d'affiche et langue d'intégration des nouveaux arrivants tout en protégeant les droits linguistiques des Autochtones et de la minorité anglophone (p. 182). En 1980, le Parti québécois propose un référendum dont l'enjeu est la souveraineté du Québec et une nouvelle association avec le Canada. La Révolution tranquille est donc un des moteurs importants de la modernisation de la société québécoise et grandie parallèlement à un nouveau nationalisme qui remet en question la place de la province dans le pays (p. 182)

Dans sa section les « coulisses de l'histoire », *Présences* explore quelques aspects de la société (p. 188). Le manuel propose un petit descriptif de l'histoire de la télévision en soulignant qu'après 1952, le Canada produit ses propres émissions. Les Québécois se doteront en forte majorité de ces appareils. Après la Deuxième Guerre, des banlieues se développent autour des

grandes villes ce qui pousse les autorités à construire de nombreuses routes et à protéger certaines routes agricoles. On mentionne à nouveau le baby-boom. On mentionne l'arrivée en masse au Québec des Italiens, des Grecs, des Allemands, des Polonais et, dans les années 1960 et 1970, des immigrants des Antilles, de l'Asie et de l'Afrique (p. 189). Par rapport à 1976, on mentionne les Jeux olympiques de Montréal et par rapport à 1940-1950, les aventures de Maurice Richard qui, suspendu, provoque des émeutes à Montréal pour soutenir la cause francophone (p. 189).

La section « Ailleurs » suit après dans les pages 190 à 221. Dans les pages 192 à 196, *Présences* fait état de la modernisation de la société de l'Algérie. On y explique que l'Algérie est une ancienne colonie française. De Gaulle donne aux Algériens la citoyenneté française en 1944. Après sa guerre d'indépendance de 1954 à 1962, l'État instaure un régime socialiste autoritaire et impose la modernisation et l'industrialisation du pays. En 1962, 40% de la population vit dans la misère (p. 192). L'armée prend donc le pouvoir et entreprend de moderniser le pays, mais les écoles restent mal financées. Constatant l'échec des programmes de modernisation, les démocrates et les islamistes revendiquent la fin de l'État socialiste et des réformes importantes (p. 194). Ces idéaux arrivent par l'entreprise des médias de communication de masse. Parallèlement, des mouvements islamistes revendiquent la création d'une République islamique en s'opposant à l'occidentalisation. En 1989, le multipartisme s'invite en Algérie et islamistes et démocrates s'affrontent pour accéder au pouvoir (p. 196). Vient après l'exemple de l'Algérie, l'exemple cubain. Au début du XX^e siècle, l'économie et la politique cubaines sont dominées par les États-Unis (p. 202). En 1959, une révolution sociale entraîne l'instauration d'un État autoritaire qui entreprend des réformes importantes. La modernisation est soutenue pacifiquement par l'URSS ce qui rend l'économie cubaine dépendante des Soviétiques. La fin des relations économiques avec l'URSS (1989) puis sa chute (1991) ainsi que l'embargo des États-Unis plongent Cuba dans une grave crise. L'État doit intervenir par des réformes qui font reculer le développement de la société cubain (p. 202). Par rapport à l'Inde, en 1940, le pays est une puissance industrielle moyenne, mais la majorité de la population rurale vit dans la pauvreté. Après l'indépendance, l'État indien démocratique s'attaque au développement de l'industrie, à la réduction de la pauvreté et à la modernisation de la société (p. 208). Les réformes économiques contribuent au développement du pays, mais n'éliminent ni les inégalités sociales ni la pauvreté (p. 208). L'exemple chinois est discuté par après. Au début du XX^e siècle, une première révolution libérale met fin à l'Empire chinois. En 1949, le Parti communiste chinois amorce la modernisation de la société et de

l'économie chinoise. Les mentalités sont transformées par État qui contrôle les médias et l'éducation. Après l'échec des réformes de Mao Zédong, son successeur, Deng Xiaoping, entreprend des réformes plus libérales. Les villes s'industrialisent et s'enrichissent, alors que les campagnes restent pauvres et sous-développées (p. 214). Enfin arrive l'exemple de la Suède. Les sociaux-démocrates y instaurent un État providence qui intervient pour assurer la sécurité et l'égalité par la redistribution des richesses. Durant les années 1990, le gouvernement entreprend une restructuration importante des finances publiques et ces réformes ont des effets positifs sur l'économie, mais aussi des effets négatifs sur la société (p. 220). La section « ailleurs » invite les élèves à saisir ces récits et à les comparer à celui du Québec sur le plan : des mentalités (comment évoluent les traditions), de l'interventionnisme (comment l'État intervient-il?), de l'affirmation (comment les groupes sociaux revendiquent-ils leurs droits?), de la démocratisation (quelles mesures sont mises en place pour les droits des citoyens?), de la communication de masse (quels sont les nouveaux médias de communication, et aident-ils à la modernisation?), et de la Révolution tranquille (à quelle période une rupture a-t-elle amené une modernisation?).

Complétons ces informations avec celles présentées de façon complémentaire dans les manuels de 4^e année. *Présences*, dans le thème de la population et du peuplement, commence par expliquer moins succinctement le baby-boom et met en valeur les bienfaits de la prospérité économique sur la mortalité infantile qui diminue dans l'après-guerre (p. 54). À partir des années 1960, l'accroissement naturel baisse au Québec et désormais la province aura besoin de l'immigration pour assurer sa croissance démographique (p. 54). L'urbanisation reprend après 1945. On estime que plus de 400 000 logements ont été construits au Québec entre 1948 et 1960. Le tout s'explique tant par la croissance du secteur manufacturier que par le développement de la fonction publique (p. 54). L'immigration dans l'après-guerre augmente en flèche. Entre 1946 et 1960, le Québec accueille plus de 400 000 migrants qui viennent d'Italie, de Grèce et d'ailleurs en Europe. À partir des années 1960, le gouvernement du Canada abolit les contraintes qui limitaient l'immigration non européenne, Le Québec accueille dès lors en grand nombre des immigrants qui viennent de la Chine, de l'Indochine, d'Haïti, de l'Inde, du Pakistan, de la Serbie et du Rwanda. Montréal, de son côté, reste un attrait majeur (p. 56). Sur le plan du développement, entre 1945 et 1960, *Présences* ajoute que l'économie québécoise croît rapidement (p. 134). Le marché intérieur est en plein essor et la demande pour les matières premières est forte. Le fédéral subventionne les entreprises pour transformer l'industrie de guerre. L'économie du Québec se rapproche de

l'économie américaine. Les capitaux des États-Unis représentent le $\frac{3}{4}$ des capitaux investis au Québec et passent de 7.2 milliards de dollars en 1946 à 22.2 milliards en 1960 (p. 134). Les États-Unis importent du Québec de grandes quantités de ressources minières, dont le fer. Le fer représente un immense marché, mais les produits forestiers, dont les pâtes et papiers demeurent au premier rang des exportations. Entre 1935 et 1955, 200 000 emplois sont créés dans le secteur manufacturier surtout à Montréal (p. 134). L'industrie légère est en déclin et est remplacée par le développement de l'industrie utilisant des technologies de pointe. L'agriculture se modernise. En 1961, le taux d'urbanisation est de 74,3%. Le Québec devient progressivement une société de consommation. La hausse des revenus des ménages permet l'achat des maisons en banlieues. Les ventes au détail augmentent et, en 1960, les emplois du secteur tertiaire représentent près de 55% du PIB de la province. Les salaires s'améliorent, mais les relations de travail sont marquées par de durs affrontements pour la reconnaissance des droits des travailleurs sous Duplessis. Au Québec dans les années 1960, l'État intervient massivement (p. 136). Jusqu'au milieu des années 1970, la croissance économique québécoise se maintient. L'industrie lourde progresse et le secteur tertiaire se développe (p. 136). Les grèves continuent et le temps de travail diminue alors que le revenu moyen augmente. Cependant, à partir de 1975, l'économie s'essouffle. L'industrie légère décline et l'exploitation du fer connaît une baisse (p. 136). De gigantesques travaux d'aménagement de centrales hydroélectriques sont entrepris. En 1975, le gouvernement signe la Convention de la Baie-James pour permettre la construction d'une puissante centrale hydroélectrique. L'exposition universelle de 1967 attire des millions de visiteurs et réunit de nombreux pays. Et 1972, commence la construction des installations pour les Jeux olympiques. Le Québec se dote d'un système autoroutier moderne reliant les grands centres. Les autoroutes favorisent l'étalement urbain. Le métro de Montréal entre en service en 1966. Les aéroports se développent et le système de transport naval est grandement amélioré par l'ouverture de la Voie maritime du Saint-Laurent (p. 136).

Sur le plan de la culture et des mouvements de pensée, le deuxième tome de *Présences* pour la 4^e année mentionne qu'entre 1945 et 1960 la nouvelle classe moyenne critique le retard économique et culturel des Canadiens français et leur traditionalisme. Le manuel revient sur les informations présentées par rapport au féminisme. Le manuel propose après les mouvements de l'anticléricalisme et de la laïcité. Sans contester les valeurs religieuses, les anticléricaux revendiquent la laïcisation des institutions publiques. Ils remettent en question le pouvoir et l'influence de l'Église. De façon contradictoire, *Présences* affirme que l'anticléricalisme affecte

la pratique religieuse. Dans certaines paroisses, le taux de participation baisse de 70% à la messe du dimanche. De nombreux prêtres défroquent. Une nouvelle culture naît supportée par la nouvelle élite intellectuelle qui utilise les médias de masse et le journal. Le modernisme se répand dans les arts, mais bien au-delà des arts visuels. Les changements touchent la musique, la danse, l'architecture et la littérature. Jean Lesage a d'ailleurs créé le ministère des Affaires culturelles. Avec la création des polyvalentes, les nouvelles écoles secondaires diffusent les idées nouvelles : la transformation de la société, la liberté, l'émancipation de la femme, la laïcisation des institutions et l'affirmation de la nouvelle identité nationale québécoise (p. 62). Le cinéma québécois devient important dans les années 1970. Radio-Québec est créée en 1968. La place des arts est créée en 1963. La production culturelle est en effervescence et devient une industrie. Et il faut constater entre 1960 et 1980 que les idéologies du socialisme et du communisme inspirent des mouvements contestataires dans la province. La nouvelle élite propulse le changement. Elle cesse de s'affirmer comme Canadienne française pour souligner son appartenance à une nation québécoise civique et territoriale qui respecte les groupes minoritaires de la société (p. 64). Pour certains individus et groupes, cette prise de conscience collective évolue dans les années 1970 vers une volonté d'émancipation politique. En 1980, de nombreux artistes militeront pour le « Oui » au moment du référendum. Les autochtones construisent parallèlement un mouvement de prise de conscience qui prône la défense de leurs cultures et de leurs valeurs traditionnelles. Les langues sont enseignées dans les communautés. L'affirmation culturelle du Québec se fait aussi dans le contexte international. Les artistes québécois s'exécutent à l'étranger et s'ouvrent à un large marché (p. 64). Sur le plan politique, le manuel de 4^e année rajoute quelques informations. Maurice Duplessis est au pouvoir jusqu'en 1959. On affirme qu'il se maintient au pouvoir grâce à des pratiques électorales douteuses, en recoupant la carte électorale et en faisant voter plusieurs fois certains individus sous plusieurs noms (p. 120). Duplessis s'oppose à la centralisation du fédéral. En 1948, il dote le Québec du drapeau fleurdelisé et en 1954 il instaure un impôt provincial. Maurice Duplessis a une vision traditionnelle du Canada français. De 1950 à 1960, les groupes d'influence du Québec sont divers. L'Église collabore avec Duplessis, mais elle n'a pas les moyens de se financer et nécessite l'aide de l'État. L'Église conserve son influence morale sur la société, mais certains membres du clergé, Georges-Henri Lévesque par exemple, commencent déjà à revendiquer des réformes sociales (p. 122). Duplessis lutte contre le communisme et défend le patronat. Duplessis perçoit des pots-de-vin. La grande bourgeoisie soutient l'État. Les ouvriers

manifestent contre le gouvernement pour jouir davantage de la prospérité économique et demandent des réformes sociales. Enfin, une nouvelle classe moyenne, instruite, apparaît, et revendique plus de pouvoir. Avec les années 1960, l'État-Providence se forme (p. 124). L'État remplace l'Église. L'État crée ses instruments de pouvoir, les sociétés d'État. Avec le fédéral les choses se corsent, car l'État québécois revendique des pouvoirs accrus dans une nouvelle constitution. Lévesque propose et perd son référendum sur la souveraineté-association. En 1987, Robert Bourassa demande que le Québec soit reconnu comme une société distincte après l'exclusion du Québec lors du rapatriement et de la signature de la Constitution en 1982. Un second référendum se tient sous Parizeau en 1995 sans succès. Le gouvernement québécois adopte des mesures qui augmentent la présence du Québec sur la scène internationale. En 1965, Jean Lesage instaure un ministère des Relations internationales. Et en 1970, le Québec est membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (p. 124). De 1960 à 1980, la nouvelle élite s'affirme : elle est composée de gestionnaires des institutions publiques et parapubliques, des intellectuels des universités et les gestionnaires du secteur privé. Le milieu francophone a d'ailleurs une nouvelle bourgeoisie d'affaires. Du côté des femmes, certaines luttent pour des réformes sociales, d'autres adhèrent à des groupes plus radicaux pour transformer profondément la société et remettre en question les rapports entre les hommes et les femmes. Des femmes obtiennent de postes de pouvoir dans l'État, dans les institutions publiques et dans les entreprises privées et obtiennent des réformes sociales économiques, et politiques. La croissance des institutions publiques entraîne le développement des entreprises privées et une augmentation du nombre d'employés syndiqués. Les conditions de vie des travailleurs s'améliorent. Les femmes devront attendre à La loi sur l'équité salariale de 1996. Le FLQ lui lutte violemment.

Page Références à l'historiographie

Historiographie de la francophonie canadienne dans *Présences, secondaire 3, Tome II*

p. 174	Yolande Capistran et al., Michel Allard (dir.), <i>Le Québec 1867- aujourd'hui</i> , Guérin, 1989.
p. 177	Lucia Ferretti, « La Révolution tranquille », L'Action nationale, 22 décembre, 1999.
p. 179	Paul-André Linteau et al. <i>Nouvelles histoire du Québec et du Canada</i> , CEC, 1990.
p. 181	Paul-André Linteau et al. <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome II, Boréal 1989.
p. 181	Susan Mann Trofimenkoff, <i>Visions nationales, une histoire du Québec</i> , Trécarré 1986.
p. 181	John A Dickinson et Brian Young, <i>Brève histoire socio-économique du Québec</i> , Septentrion, 1992.
p. 183	Paul-André Linteau et al. <i>Nouvelles histoire du Québec et du Canada</i> , CEC, 1990.
p. 187	Fernande Roy, <i>Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles</i> , Boréal Express, 1993.

Ailleurs dans *Présences, secondaire 3, Tome II*

p. 193	Benjamin Stora, <i>Histoire de l'Algérie coloniale</i> , La découverte, 2004.
p. 195	L'état du monde, La Découverte, 1994
p. 195	Benjamin Stora, <i>Histoire de l'Algérie coloniale</i> , La découverte, 2004.
p. 197	Jamal Eddine Bencheik, « L'étrangement », <i>Algérie 20 ans</i> , Autrement, 1982.
p. 197	L'état du monde, La Découverte, 1994
p. 201	Loïc Abrassart, <i>Cuba, La révolution trahie</i> , Milan, 2006.
p. 201	Les acquis de la révolution, dans <i>Encyclopaedia Universalis France SA</i> , 2007.
p. 203	Olivier Languepin, Cuba. <i>La faillite d'une utopie</i> , Gallimard, 1989.
p. 203	Olivier Languepin, Cuba. <i>La faillite d'une utopie</i> , Gallimard, 1989.
p. 207	Gilbert Étienne, <i>L'économie de l'Inde</i> , PUF, 1985
p. 207	Christophe Jafferlot, <i>L'Inde contemporaine, de 1950 à nos jours</i> , Fayard, 1996.
p.207	J. Poucheпадass, Christophe Jafferlot (dir.), <i>L'Inde contemporaine, de 1950 à nos jours</i> , Fayard, 1996.
p. 209	Denys Cruse, <i>L'Inde. Séduction et tumulte</i> , Autrement, 1985.
p. 209	Françoise Chipaux, « En Inde, les intouchables ont survécu à un dispositif légal quasi complet », <i>Le Monde</i> , 31 août 2001.
p. 211	Yves Chevrier, <i>La Chine moderne</i> , PUF, 1983.
p. 213	Hua Linshan, <i>Les années rouges</i> , Le Seuil, 1987.
p. 215	<i>L'état du monde</i> , Boréal, 2004.
p. 215	<i>L'état du monde</i> , Boréal, 2004.
p. 215	Oriana Fallaci, <i>Le Nouvel Observateur</i> , 15 septembre 1980.
p. 217	Martin Kylhammar, <i>Le deuxième âge de grandeur de la Suède</i> , 2006.
p. 217	Jean-Jacques Fol, <i>Les pays nordiques aux XIXe et XXe siècles</i> , PUF, 1978.
p. 219	Hans Haste, <i>Olof Palme</i> , Descartes et Cie, 1994.
p. 219	Magnus Falkched, <i>Le modèle suédois</i> . Payot, 2003.
p. 219	Institut suédois, <i>Histoire de Suède, feuille de documentation FD 106</i> , mai 2001.

Présences, secondaire 4, Tome I

p. 55	Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, Canada.
p. 135	Marc Vallières, Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959, Université Laval, 1973.

Présences, secondaire 4, Tome II

p. 59	Paul-André Linteau et al. <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome II, Boréal 1989.
p. 59	Faculté des sciences sociales, <i>Un mot d'histoire</i> , Université Laval, 2008.
p. 63	Bruno Roy, « Chansonniers », <i>L'Encyclopédie canadienne</i> , Fondation Historica du Canada, 2008.
p. 67	Gaëtan Tremblay (dir.), Les industries de la culture et de la communication au Québec et au Canada, PUL, 1990.
p. 123	Jean Dion, « Michel Roy, la fin de utopies », <i>Le Devoir</i> , 25 janvier 2000.

ANNEXE 12 : LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DANS *PRÉSENCES* 2017

Dans *Périodes*, le présent chapitre est intitulé La modernisation du Québec et la Révolution tranquille. Le chapitre est centré autour de la question à savoir « Comment la société québécoise se transforme-t-elle dans un contexte de modernisation entre 1945 et 1980? » (p. 234) La première section évoque le Québec dans le contexte d'après-guerre, entre 1945 et 1960 (p. 238). Quels effets les politiques du gouvernement du Québec ont-elles sur la société entre 1945 et 1960? (p. 239) 1) *Périodes* commence par introduire le contexte international. La guerre, plus jamais? (p. 240) « Quelles mesures les alliés mettent-ils en place pour assurer la paix? Comment les relations entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'URSS évoluent-elles? De quelles façons ces trois grandes puissances influenceront-elles le monde de l'après-guerre? » (p. 240). 1.1) Avant même la fin de la guerre, les alliés se préparent à la paix. En 1942, les représentants de 26 pays se rencontrent et signent la Déclaration des Nations unies, dans laquelle ils s'engagent à poursuivre leur lutte contre les pays d'Asie. Leur alliance mène à la capitulation de l'Allemagne (p. 240). En 1945, 50 pays se déplacent à San Francisco pour rédiger la Charte des Nations Unies qui stipule des principes universels comme l'égalité de tous les États. Cette charte établit également le fonctionnement d'une nouvelle organisation internationale chargée de maintenir la paix. L'Organisation des Nations Unies (ONU) remplace la Société des Nations de 1920 qui n'était pas parvenue à éviter la Deuxième Guerre mondiale (p. 240). Or, les relations internationales se dégradent dès 1945. Après la Conférence de Postdam en Allemagne, pendant l'été 1945, il est entendu que le Royaume-Uni et les États-Unis exerceront leur influence en Europe de l'Ouest alors que l'URSS exercera la sienne en Europe de l'Est. Sous la pression de ce dernier État, plusieurs pays d'Europe de l'Est adoptent ou se font imposer le communisme, situation qui alarme les pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis (p. 241). Dans ce contexte les États-Unis suspendent la démobilisation de leurs troupes. Les États-Unis maintiennent leur présence en Europe pour faire un contrepoids à l'URSS. En 1947, Harry Truman envoie des troupes en Grèce et en Turquie où des partis communistes se manifestent. Pour les Américains, il devient primordial de protéger l'Occident de la menace communiste. C'est ce que Truman appelle la doctrine de l'endiguement. D'un côté, les États se présentent comme les défenseurs de la liberté par opposition à l'URSS qui serait un ennemi voulant s'imposer en tyran (p. 241). 1.2) L'économie est mal en point en Europe. Les populations

sont soumises au rationnement (p. 242). Dans certains pays de l'Europe de l'Ouest, des partis politiques proposent de changer le système économique et politique et d'adopter le communisme. C'est notamment le cas de la France. Cela inquiète les dirigeants des grandes puissances alliées. George Marshall, secrétaire d'État des États-Unis, propose en 1947 de verser une aide financière américaine à toute l'Europe pour qu'elle redresse son économie et se modernise. Marshall inclut à sa proposition les pays de l'Europe de l'Est sous influence communiste (p. 242). Les États-Unis souhaitent limiter l'avancée du communisme en Europe. Ils aspirent à stimuler leur propre économie en devenant les fournisseurs principaux de l'Europe. Les États-Unis souhaitent également américaniser l'Europe sur le plan culturel et économique. Certains groupes voient, timidement, cette aide américaine d'un mauvais œil. Somme toute, 16 pays l'acceptent dont le Royaume-Uni et la France. L'URSS refuse cette aide de même que les pays de l'Europe de l'Est occupés par l'armée rouge. Ce refus met fin aux relations diplomatiques entre les Américains et les Soviétiques.

1.3) Deux blocs se forment, le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. Le premier correspond à la sphère d'influence américaine (Canada, Australie, Japon), le deuxième à celle des Soviétiques (Chine, Corée du Nord, Viet Nam, Cuba). Chacun de ces blocs se dote d'une alliance militaire. Celle des Américains sera l'OTAN. Elle est signée en 1949. En 1955, l'URSS signe la sienne. C'est le Pacte de Varsovie. La création de ces deux alliances entraîne une situation susceptible de faire basculer le monde dans un nouveau conflit mondial. La guerre froide, qui s'installe, se caractérise par la peur constante que survienne un conflit majeur impliquant l'arme nucléaire que l'URSS et les États-Unis possèdent (p. 243). En 1950, un premier conflit oppose les deux blocs en Corée. À la fin de la Deuxième Guerre, cette dernière a été divisée en deux zones d'influences : le Sud américain et le Nord soviétique. En 1950, l'armée de la Corée du Nord envahit la Corée du Sud et le Bloc de l'Ouest réagit. Le conflit durera trois ans. Le Canada enverra un total de 26 000 militaires. En 1953, un cessez-le-feu est conclu. La Corée du Nord demeure communiste et la Corée du Sud demeure sous l'influence américaine (p. 243).

1.4) Plusieurs colonies françaises, britanniques et néerlandaises ont participé à la Seconde Guerre mondiale (p. 244). Leur contribution pousse plusieurs d'elles à réclamer leur indépendance politique et l'égalité avec les autres peuples habitant le territoire. Ces principes d'égalité et d'indépendance sont reconnus par la Charte des Nations Unies (p. 244). Pour les métropoles est venu le temps de respecter leurs promesses d'autant plus que l'opinion générale est favorable à la décolonisation. Dans le milieu des affaires, on soutient que les empires n'ont plus les moyens de conserver des

colonies qui leur coûtent cher (p. 244). De plus, les deux principales puissances, américaine et soviétique, s'opposent au colonialisme. Elles soutiennent les mouvements d'indépendance en espérant qu'en retour les pays rejoindront leur sphère d'influence (p. 244). De 1945 à 1960, un mouvement de décolonisation s'amorce dans plusieurs colonies d'Asie et d'Afrique. Certains milieux politiques ne sont pas prêts à se départir complètement de leur empire. Certaines colonies devront prendre les armes, comme l'Algérie par exemple. Et cette indépendance, une fois acquise, ne garantit pas l'amélioration de la situation de la population (p. 244). Dans plusieurs cas, une fois libérées, les anciennes colonies connaissent par la suite des guerres civiles. Et parce qu'ils héritent souvent d'une économie peu diversifiée, surviennent souvent des problèmes économiques. (p. 244)

1.5) En 1949, l'URSS possède l'arme nucléaire et pourrait lancer des missiles qui passeraient au-dessus du pôle Nord (p. 245). L'Arctique et l'Alaska deviennent donc des territoires importants dans la stratégie du bloc de l'Ouest. Des réseaux de radars canadiens et américains, dont la ligne DEW, sont alors déployés en Arctique. À la même époque, la souveraineté du Canada dans l'Arctique est un enjeu économique important. En effet, en contrôlant le passage du Nord-Ouest qui relie l'océan Atlantique à l'océan pacifique, le Canada peut réclamer des droits de passage. (p. 245). Le Canada profite du projet DEW pour envoyer des membres de la gendarmerie royale dans la région. Sur le plan local, un tel projet amène plusieurs Inuits à travailler comme ouvriers. Une période de prospérité s'en suit pour une courte durée de temps. Plusieurs Inuits reviennent à leur mode de vie traditionnelle, les emplois disparaissant après le projet. Par contre, l'augmentation du trafic maritime dans le Nord bouleverse la faune marine et perturbe la chasse et la pêche. Les communautés inuites traversent des difficultés. Des journalistes se font les témoins de ces difficultés (p. 245)

2) L'Europe est en pleine reconstruction. L'Amérique connaît alors une période de prospérité que l'on appellera les trente glorieuses. « Quelles transformations l'économie canadienne subit-elle après la guerre? Comment évolue la composition de la population du Canada et du Québec? Comment la société québécoise s'américanise-t-elle? » 2.1) Les autorités canadiennes craignent, à la fin de la guerre, un ralentissement économique (p. 246). L'un des grands défis à relever consiste à fournir de l'emploi à la main-d'œuvre masculine et féminine ainsi qu'aux soldats démobilisés. Le gouvernement fédéral donne à C. D. Howe le mandat de faciliter le passage d'une économie de guerre, basée sur la production de matériel militaire comme des chars d'assaut et des avions, à une économie de paix, basée sur la production de biens de

consommation comme des réfrigérateurs et des automobiles (p. 246). En trois ans, il réalise la transition vers une économie de paix et limite ainsi les conséquences négatives qu'aurait pu avoir un ralentissement économique. Le gouvernement met en place des programmes sociaux pour réduire la pauvreté : le programme d'allocations familiales, un programme de pension. Il maintient le programme d'assurance-chômage. Ces mesures sociales viennent contrer la montée du communisme. Le fédéral réussit à rallier des citoyens qui se plaignent de la non-intervention de l'État (p. 247). À la fin des années 1940, la plupart des secteurs économiques sont en croissance au Canada : les mines de fer (du nord-est du Québec), le pétrole et le gaz naturel (de l'Ouest canadien). L'hydroélectricité connaît un essor important stimulant la production d'aluminium et des pâtes et papiers. Les investissements, nécessaires à cette industrialisation qui continue, proviennent surtout des États-Unis (p. 247). Ils sont versés surtout pour ajouter des tronçons au chemin de fer. Dans l'Ouest, on construit des oléoducs et des gazoducs. Avec l'essor de l'industrie automobile dans les années 1950, on améliore le réseau routier (p. 247).

1.5) À partir de 1945, le Québec et le Canada connaissent une importante croissance démographique qui s'explique au Québec par l'accroissement naturel significatif entre 1945 et 1960 (p. 248). Pendant cette période, on dénombre chaque année environ 30 naissances par 1000 habitants. On appelle cette explosion des naissances, le baby-boom. L'une des causes de cette forte natalité est l'augmentation du nombre de mariages après 1945 (p. 249).

1.6) L'immigration continue aussi à la croissance de la population du Québec et du Canada après la guerre. C'est surtout le fédéral qui se charge de ce domaine même si la Constitution prévoit un partage de la compétence avec le palier provincial (p. 250). Le Québec n'intervient pas dans la sélection ni la fixation des quotas. Le fédéral ouvre les portes en 1945, après les avoir fermées en 1939. Le gouvernement de Mackenzie King assouplit les règles d'immigration pour recruter de la main-d'œuvre. De plus, il met en place des mesures d'urgence pour accueillir les réfugiés de la guerre. Certains combattent cette politique, mais King tient à ce que le pays accueille un nombre d'immigrants proportionnel à son développement économique (p. 250). En 1952, le gouvernement fédéral de Louis S. St-Laurent adopte une première loi d'immigration renforçant le pouvoir du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration en lui accordant le pouvoir d'accepter ou de refuser des immigrants en fonction de critères liés à la nationalité, aux coutumes et aux professions (p. 251). Entre 1945 et 1965, 2,5 millions d'immigrants de diverses origines s'installent au Canada. La plupart proviennent d'Europe (îles britanniques, Italie, Grèce, et États-Unis). La diversité culturelle de la population canadienne

s'accroît, principalement dans les zones urbaines (p. 251). Des quartiers culturels se forment dans plusieurs grandes villes canadiennes. Montréal, Toronto, Vancouver comptent désormais des quartiers juifs, italiens, portugais. L'exode rural reprend (p. 251). Dans ces exemples très spécifiques, remarquons que le manuel fait état du cas des réfugiés hongrois au Québec et de la discrimination envers les Asiatiques au Canada. Les Canadiens d'origine chinoise, japonaise ou sud-asiatique sont privés bien souvent au XX^e siècle du droit de vote. Les Japonais, pendant la Deuxième Guerre mondiale, sont internés ou déplacés au Canada. C'est après 1945 que ces mesures discriminatoires s'estompent. En 1947, les Chinois et les sud asiatiques obtiennent le droit de vote suivis par les Japonais en 1949 (p. 251). 1.7) Les emplois étant nombreux pendant la guerre, les salaires ont augmenté (p. 252). Cependant, comme les dépenses des salaires ont été limitées par le rationnement, les gens ont épargné. Plusieurs se retrouvent après la guerre avec un pouvoir d'achat important et peuvent se procurer de nouveaux produits de consommation. Les ménages canadiens adoptent alors un mode de vie à l'américaine (*American way of life*) qui dynamise la société de consommation. Les publicités encouragent la consommation de masse. Avec la radio et la télévision, les publicités sont diffusées à grande échelle. Elles font miroiter le bien-être des gens à travers leurs possessions matérielles. Et au-delà de ces biens, c'est une façon de vivre, ancrée dans la modernité, que l'on vend aux consommateurs. Cette modernité s'installe dans une société encore traditionnelle où la plupart des femmes mariées restent à la maison alors que leur mari travaille à l'extérieur. L'accès à la propriété devient un idéal à atteindre (p. 253). Les banlieues continuent à se développer à grand rythme. Le mode de vie repose aussi sur les loisirs. Le cinéma diffuse les productions hollywoodiennes. Les vedettes les plus populaires sont souvent américaines : Frank Sinatra, Bing Crosby ou Elvis Presley. Le Rock'n'roll grandit en popularité. L'influence américaine est forte au Canada et au Québec où les divertissements gagnent en intérêt (p. 253)

2.) Dans la sphère américaine grandit le capitalisme. « Quel est ce nouveau contexte économique dans lequel le Canada et le Québec se développent entre 1945 et 1960 »? « Quelles sont les relations entre le gouvernement, les patrons et les syndicats dans les années 1950? Comment l'agriculture évolue-t-elle au Québec à cette époque? » (p. 254) 2.1) La prospérité d'après-guerre qui règne au Canada est en partie attribuable aux nombreux investissements étrangers, principalement américains. La guerre froide fait des États-Unis la première puissance des pays du bloc de l'Ouest. La forte croissance économique de ce pays fait augmenter ses besoins

en ressources et en produits de toutes sortes. Plusieurs secteurs de l'économie canadienne se développent alors pour répondre à la demande américaine (p. 254). Les besoins des Américains en matières premières augmentent, notamment pour fournir l'industrie militaire américaine. Pour cette raison, les minéraux métalliques du Canada sont convoités et plusieurs entreprises américaines viennent les exploiter elles-mêmes en construisant les infrastructures nécessaires à leur extraction et à leur transport tout en embauchant des travailleurs canadiens (p. 254). Après la Deuxième Guerre, l'économie canadienne est de plus en plus dépendante des États-Unis que ce soit par rapport aux secteurs des ressources naturelles, mais aussi par rapport au secteur secondaire (p. 255). Le Canada représente un marché important pour les industries manufacturières américaines. Pour éviter de payer des frais de douanes, plusieurs entreprises s'installent directement en sol canadien. C'est le cas de General Motors par exemple qui établit des usines dans le sud de l'Ontario. Ce phénomène de l'intégration économique canadienne et américaine est appelé « continentalisation de l'économie ». Pour la faciliter, on aménage la voie maritime de Saint-Laurent pour le passage des navires commerciaux entre le lac Érié et le Saint-Laurent. Les nouveaux canaux commencent à être construits en 1954 et, par le travail de centaines d'ouvriers, seront achevés en 1959. La majorité des marchandises qui y circulent sont des céréales de l'Ouest et du fer de la Côte-Nord et du Labrador. 2.2) Au Québec, Duplessis redevient premier ministre en 1944. Il est réélu jusqu'en 1959 (p. 256). Sur le plan économique, il applique une politique de libéralisme économique qui limite au maximum les interventions de l'État. Duplessis mise sur l'entreprise privée pour développer l'économie, créer des emplois et faire des investissements. Les décisions du gouvernement tiennent donc à offrir des conditions avantageuses pour les entreprises, et plusieurs entreprises américaines en profitent. Sur le plan des ressources naturelles, Duplessis accorde des réductions d'impôts aux entreprises. L'industrie minière connaît alors un essor et elle créera beaucoup d'emplois avec l'installation d'entreprises américaines dans le nord. La Côte-Nord et le Nord-du-Québec se développent entre 1945 et 1960 (p. 257). Même si l'exploitation des ressources naturelles bouleverse leur mode de vie, les Autochtones ne sont pas consultés pour ces différents projets. Des Américains louent ou s'approprient des rivières à saumons de la Côte-Nord pour y aménager des clubs privés luxueux. Parallèlement, on interdit aux Innus de la région d'accéder aux rivières. De plus, le développement hydroélectrique qui s'amorce dans cette région provoque le déplacement forcé de certaines communautés autochtones, car les barrages inonderont certains territoires. 2.3) Sur le plan des relations patronales-syndicales, les conditions de travail

s'améliorent pendant la période de l'après-guerre (p. 258). Au début des années 1950, la semaine de travail de 5 jours à 40 heures devient la norme. Les salaires augmentent de 70% dans l'industrie canadienne entre 1944 et 1964 bien que de nombreux ouvriers continuent à travailler dans des conditions difficiles. Les syndicats continuent leur lutte. En 1944, le gouvernement fédéral adopte une loi forçant les entreprises à négocier avec les syndicats, mais plusieurs employeurs résistent. Au Québec, Duplessis est peu favorable à ce que l'État légifère en matière de relation patronale-syndicale. Si les syndicats sont de plus en plus reconnus dans les années 1940 et 1950 à l'échelle canadienne, ce n'est pas le cas au Québec. De nombreuses grèves sont alors déclenchées. Certaines le sont par des femmes notamment dans le secteur du textile. Duplessis, qui entretient des relations étroites avec les entreprises privées, intervient en faveur de celles-ci lors des conflits. En 1949, commence la grève d'Asbestos. Elle est déclenchée par des mineurs. Duplessis qualifie la grève d'illégale soutenant que les employés auraient dû faire appel à un arbitre avant de débrayer. Les dirigeants de la mine demandent l'appui du gouvernement pour recruter des briseurs de grève, que le gouvernement protégera avec 150 policiers provinciaux. Les grévistes sont furieux et le conflit dégénère. Au bout de quatre mois, les mineurs obtiennent peu, mais il s'agit d'une victoire pour le syndicat qui aura tenu tête au gouvernement (p. 258). Dans les années 1950, d'autres grèves et des lock-out importants témoignent des relations patronales-syndicales tendues sous Duplessis : grève de la Dominion Textile, grève de l'Amiante, grève de Louiseville, grève de Dupuis Frères, grève de Murdochville, grève des réalisateurs de Radio-Canada (p. 259).

2.4) De son côté, l'agriculture continue à se moderniser (p. 260). La structure agricole est encore fortement traditionnelle : les familles rurales sont souvent nombreuses et les enfants travaillent sans salaire sur la ferme pour assurer la subsistance de la famille. Ce modèle est remis en question avec l'exode rural. En 1960, la population rurale représente uniquement 11% de la population totale du Québec. Duplessis est favorable aux agriculteurs et intervient dans le secteur agricole pour favoriser sa modernisation. Il maintient le Crédit Agricole adopté avant la guerre, met en place des subventions en lien avec le développement des installations pour le drainage des terres et l'amélioration des fermes et des écoles d'agriculture. L'agriculture se modernise en se mécanisant. Les tracteurs remplacent petit à petit les animaux de trait. Des agriculteurs se procurent une moissonneuse-batteuse. La production tend à se spécialiser. Les fermes laitières et d'élevages de porcs et de volailles remplacent l'agriculture de subsistance (p. 260). Plusieurs fermes québécoises accusent un certain retard à cause de l'absence d'électricité. Duplessis lance en 1945 un programme d'électrification

des campagnes et favorise la création de coopératives d'électricité qui ont pour mandat de développer des réseaux de distribution. De nouvelles technologies sont intégrées comme les trayeuses automatiques. Les besoins de main-d'œuvre baissent à la campagne et des travailleurs les quittent pour aller vers le secteur industriel. En 1959, Duplessis met sur pied l'Office des marchés agricoles, pour soutenir la vente des produits agricoles québécois. Les prix de plusieurs produits comme le lait, les produits de l'érable, le bois sont désormais régis par la loi. Les producteurs agricoles réagissent favorablement à ces initiatives.

3) Duplessis dirige le gouvernement de manière stricte. « Comment les relations fédérales-provinciales se déroulent-elles après la guerre? Quelles actions Duplessis privilégie-t-il pour affirmer l'autonomie du Québec? (p. 262) » Depuis la crise financière, le fédéral centralise les pouvoirs en intervenant dans des compétences provinciales. C'est le cas notamment du pouvoir de prélever les impôts que le fédéral veut continuer à maintenir après la guerre. Pour y parvenir, il doit négocier avec les provinces et c'est ce pour quoi King organise deux conférences fédérales-provinciales afin d'entreprendre des négociations constitutionnelles avec les premiers ministres provinciaux. Ces conférences ont lieu entre 1945 et 1946 (p. 263). Le fédéral présente alors son intention de mettre en place un vaste programme économique et social pour lequel il a besoin de préserver les impôts. Les provinces céderaient leur droit de prélever des impôts alors qu'en retour le fédéral les subventionnerait. Toutes les provinces acceptent l'offre sauf l'Ontario et le Québec. Duplessis refuse cette action qu'il voit comme une ingérence du fédéral dans le provincial. C'est dans ce climat de mésentente que le fédéral implante ces programmes sociaux (p. 263) : pensions de vieillesse en 1952, financement des secteurs de la santé et de l'éducation avec des subventions faites aux hôpitaux et aux universités. Le gouvernement fédéral se présente alors comme un État-providence qui pratique une politique économique interventionniste. Duplessis, tenant à son libéralisme économique et à l'autonomie provinciale, refuse les subventions d'Ottawa versées aux hôpitaux et aux universités et met fin aux arrangements convenus avec le fédéral pour les impôts en temps de guerre en 1947. 2.4) Duplessis va prendre plusieurs mesures pour affirmer l'autonomie de la province. En 1948, il fait adopter le fleurdelisé comme drapeau officiel de la province de Québec. En 1953, il fonde une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels qui tranche en faveur d'une plus grande autonomie de la province. C'est dans ce contexte qu'en 1954, Duplessis fait adopter une loi sur les impôts provinciaux. Les contribuables devront payer des impôts à la fois au fédéral et au provincial. Le Canada accepte de réduire le montant qu'il perçoit

au Québec. 2.5) Duplessis tient à favoriser sa réélection et mène des réformes électorales pour s'avantager (p. 265). Entre autres, il procède à un redécoupage de la carte électorale et augmente le nombre de circonscriptions dans les régions rurales, là où se trouve la majorité de son appui. Duplessis tolère des pratiques électorales douteuses en campagne. Des scrutateurs emploient divers stratégies pour permettre à des électeurs de l'Union nationale de voter plusieurs fois (p. 265). Des anomalies lors des journées de scrutin sont notables : boîtes de scrutins oubliées dans des taxis, achat de vote ou encore faux bulletins. L'Union nationaliste utilise des slogans forts qui témoignent de sa politique conservatrice.

3) Dans les années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, la religion catholique joue encore un rôle très important dans la société québécoise même si les mentalités tendent à changer (p. 266). « Quelle influence l'Église catholique exerce-t-elle sur la société canadienne-française? Quelles politiques Duplessis adopte-t-il sur le plan social? Comment la contestation envers Duplessis et l'Église se manifeste-t-elle? » 3.1) Après la Deuxième guerre, la population du Québec est catholique à 88% et composée en grande majorité de Canadiens français à côté des minorités protestantes et juives (p. 266). Entre 1940 et 1960, les effectifs religieux catholiques atteignent un sommet dans l'histoire du Québec. On compte environ un prêtre pour 500 catholiques et un religieux ou religieuse pour 89 catholiques. L'encadrement social et religieux de la population canadienne-française par l'Église est donc très serré (p. 266). L'Église demeure responsable de l'éducation et des soins de santé au Québec (p. 267). Des religieux dirigent les hôpitaux, mais de plus en plus de jeunes infirmières laïques y travaillent (p. 267). Dans les écoles primaires et secondaires, la proportion d'enseignants laïques est encore très faible. Ce contrôle des écoles permet à l'Église de dispenser un enseignement religieux aux jeunes et ainsi de maintenir son autorité mentale sur la population. Chaque groupe religieux développe son propre réseau d'écoles et d'hôpitaux. L'Église exerce un certain contrôle sur les médias. En 1946, elle crée le Service de presse et de cinéma qui propose des côtes morales pour chacun des films projetés dans la province. Elle interdit aux catholiques de lire certains livres et revues. Elle diffuse des émissions religieuses à la radio et à la télévision. Des religieux publient aussi des livres sur la bonne conduite à suivre. 3.2) Duplessis est partisan du conservatisme social : un courant populaire dans l'après-guerre qui prône le respect des traditions, de l'autorité, du nationalisme et de la religion (p. 268). Duplessis soutient en ce sens des politiques qui favorisent la vie traditionnelle : l'agriculture, la vie rurale, la religion catholique et la langue française. Les politiques conservatrices de Duplessis

contrastent avec la modernisation que connaît le Québec alors que l'urbanisation et l'industrialisation continuent à progresser. Sur le plan social, Duplessis rejette toute forme d'interventionnisme de la part de l'État. C'est pourquoi l'Église contrôle les responsabilités sociales de la santé et de l'éducation. Duplessis se limite à accorder des subventions au clergé et aux commissions scolaires. Duplessis est cléricliste. Il prône l'intervention de l'Église dans les affaires sociales et politiques. L'Église occupe un rôle administratif de premier plan au Québec. Les curés sont responsables de tenir les registres d'État civil en consignant les naissances, les mariages et les décès. L'Église bénéficie d'avantages fiscaux en étant exemptée de l'impôt foncier ou sur leurs revenus. En raison de cette politique, Duplessis trouve des appuis importants notamment du côté des agriculteurs. Duplessis lutte contre tous mouvements qui contredisent ses valeurs. C'est le cas du communisme (p. 269). Entre 1940 et 1950, il n'hésitera pas à employer la loi du cadenas. En 1948, la lutte contre le communisme s'intensifie. La police provinciale ferme les locaux du Parti ouvrier-progressiste. Duplessis affirme aussi son autorité par l'imposition de la censure, notamment du cinéma. Le Bureau de la Censure, auquel participe le clergé catholique, coupe des scènes qui contreviennent aux valeurs chrétiennes ou interdisent carrément les films qui en contiennent. Il ne tolère pas qu'il y soit question de relations sexuelles avant le mariage, qu'on y montre de la nudité ou que l'on s'y moque du clergé. Les conservateurs s'opposent aussi à l'instruction supérieure des femmes (p. 269). Devant cet immobilisme social, des mouvements de contestations des milieux culturels et intellectuels se répandent. Ils contestent les politiques conservatrices de Duplessis et l'influence de l'Église (p. 270). Les critiques proviennent d'intellectuels, de politiciens, de syndicalistes, de féministes d'artistes et même de certains membres du clergé. Même si elle est minoritaire, cette critique mène progressivement à une remise en question sociale et politique de la société québécoise. En 1948, autour d'Émile Borduas se rassemble des artistes qui signeront le Refus global contre la politique de Duplessis et l'influence de l'Église catholique. En littérature, plusieurs œuvres appellent à laisser de côté l'idéologie du retour à la terre. *Le libraire*, roman de Gérard Bessette, s'attaque à l'Église catholique. *Doux amer* de Claire Martin dénonce l'idéalisation de la vie familiale traditionnelle. *Les insolences d'un frère Untel*, de Jean-Paul Desbiens, dénonce la piètre qualité de l'enseignement et de la langue parlée au Québec. George Henri Lévesque est un religieux qui fait un discours à la radio dans lequel il note que Dieu fait passer la liberté avant l'autorité. Des intellectuels se joignent au mouvement : ils sont journalistes, professeurs d'université et scientifiques (p. 271). Ils revendiquent l'entrée du

Québec dans la modernité, prône la liberté d'expression, et l'accès d'une éducation de qualité. La radio et la télévision diffusent leurs idées. Des revues, comme *Cité Libre*, font de même. Duplessis meurt en 1959 et une ère de changement se point à l'horizon.

La prochaine section porte sur les années 1960, période de la Révolution tranquille, dans un Québec en effervescence. « Comment le rôle de l'État québécois évolue-t-il dans les années 1960 ». 1) La mort de Duplessis se dénoue par des élections provinciales et par l'élection des libéraux (p. 276). « Que promettent les libéraux lors des élections de 1960? Quel type de gouvernement le nouveau premier ministre, Jean Lesage, met-il en place? Quelles réformes le Parti libéral mène-t-il au cours de ce premier mandat? » (p. 276). 1.1) La population du Québec est jeune, de plus en plus éduquée et fortement urbaine en 1960. Environ 44% des habitants ont moins de 18 ans et 75% de la population vit en ville. L'économie est prospère et les intellectuels remettent en question les idéologies traditionnelles que prônent Groulx et Duplessis. En avril 1960, la population a soif de changement. Jean Lesage le traduit dans son slogan : « C'est le temps qu'ça change ». Lesage propose des réformes importantes et l'emporte contre Antoine Barrette de l'Union nationale qui reprend un programme similaire à celui des 16 dernières années. Le 22 juin 1960, Lesage est élu. C'est le début de la Révolution tranquille. 1.2) L'équipe de Lesage est appelée l'équipe du tonnerre, car elle rassemble plusieurs politiciens d'expérience et de jeunes intellectuels qui représentent la modernité (p. 277). Dès son arrivée au pouvoir, il cherche à instaurer un État-providence. Plusieurs sociétés occidentales ont adopté ce modèle qui privilégie une intervention soutenue de l'État dans les affaires sociales. Plusieurs citoyens souhaitent la laïcisation de l'État, et donc le retrait de l'Église à la sphère privée. Le Mouvement laïque de langue française, créé en 1961, réclame que l'État assure la neutralité religieuse des institutions sociales. À la même époque, la province accueille un nombre grandissant d'immigrants qui forment des communautés culturelles et religieuses minoritaires. La neutralité religieuse apparaît comme un moyen de faciliter leur intégration à la société québécoise. Lesage veut que l'État prenne en charge des institutions que l'Église catholique gère depuis l'époque de la Nouvelle-France. 1.3) Une réforme de l'éducation débute (p. 278). En 1960, c'est Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse, qui est nommé responsable du dossier. Le gouvernement Lesage adopte la grande Charte de l'Éducation qui annonce les changements à venir (p. 278). On fait aussi une campagne de

promotion de l'instruction « Qui s'instruit, s'enrichit ». Lajoie crée une commission d'enquête pour étudier l'organisation et le financement du système d'enseignement (p. 278). La présidence est confiée à Alphonse-Marie Parent, un prêtre, professeur et administrateur de l'Université Laval. Dans son rapport publié en 1963 et 1964, appelé le *rapport Parent*, la commission reconnaît le retard du Québec en matière d'éducation comparativement à d'autres sociétés occidentales, surtout dans le système scolaire catholique francophone. L'enseignement y est présenté comme un droit universel de tout individu, homme ou femme, qui devrait par conséquent être accessible à tous, notamment en assurant sa gratuité (p. 278). Le *rapport Parent* recommande la création du ministère de l'Éducation à qui reviendra la tâche de coordonner la réforme (p. 279). Il précise la durée et les visées de chaque ordre d'enseignement : un cours élémentaire de six ans, un cours secondaire de cinq ans. Ce dernier pourrait mener directement aussi bien au marché du travail qu'aux études supérieures. Ces deux cours doivent être les mêmes pour les garçons et les filles. Le rapport propose aussi la déconfectionnalisation du système scolaire, alors divisé en écoles catholiques et protestantes (p. 279). Certaines recommandations sont appliquées directement. Le nombre de commissions scolaires passe d'environ 1500 à 64 (55 catholiques et 9 protestantes). D'autres recommandations prennent du temps. Les écoles sont encore organisées selon la religion.

1.4) La réforme en santé s'enchaîne à celle de l'éducation. Dans les années 1950, le gouvernement fédéral lance un vaste programme d'assurance-hospitalisation pour l'ensemble du Canada (p. 280). Mais Duplessis n'a pas appliqué le programme. La santé est une préoccupation importante dans les années 1960. 57% des Québécois ne dispensent pas d'une assurance privée qui leur permettrait de couvrir les frais d'hospitalisation. De plus, aucune aide financière n'est accordée aux gens de la classe moyenne pour les soins de santé. Jean Lesage veut mettre en place un régime d'assurance tout en conservant l'autonomie de la province dans ce champ. Il crée en 1961 le ministère des Relations fédérales-provinciales qui a pour mandat de négocier et d'organiser le partage des pouvoirs avec le gouvernement fédéral (p. 280). La même année est adoptée la Loi sur l'assurance-hospitalisation dont l'objectif est de rendre les soins hospitaliers accessibles à l'ensemble de la population en instaurant leur gratuité. La loi ne suffit pas cependant. La qualité des services offerts diffère énormément d'un hôpital à l'autre (p. 281). En 1962, le gouvernement adopte la Loi des hôpitaux. Tous les hôpitaux doivent obtenir un permis et suivre la réglementation administrative dictée par la loi. Avec la création de comités de direction indépendants des communautés religieuses, l'État peut encadrer la quantité et la qualité des soins de santé administrés. Les

communautés religieuses n'en sont pas réjouies, car elles perdent leur rôle de premier plan en santé.

2) Le 14 novembre 1962, Lesage est réélu après avoir déclenché une élection pour s'assurer des intentions des électeurs dans son projet de nationaliser l'hydroélectricité. « Quelles mesures le gouvernement libéral prend-il sur le plan économique, social et politique? Quel mouvement politique naît durant cette période? Comment la situation des femmes évolue-t-elle? » (p. 282) 2.1) Au début des années 1960, il y a peu de francophones dans le monde des affaires. Celui-ci est contrôlé par des Anglo-Canadiens et des Américains qui embauchent peu de francophones dans les postes de direction. Plusieurs Québécois ont l'impression d'être cantonnés dans des postes secondaires (p. 282). Jean Lesage, après sa réélection, accroît le rôle de l'État afin de permettre aux francophones de prendre leur place dans l'économie (p. 283). Il crée des sociétés d'État comme la Caisse de dépôt et placement Québec pour soutenir le développement économique dans la province. Il intervient aussi dans le financement des entreprises québécoises, dans la planification de la retraite des travailleurs québécois et dans l'exploitation des ressources naturelles. René Lévesque, ministre des Richesses naturelles, a beaucoup d'ambition pour le Québec et souhaite la nationalisation de toutes les compagnies électriques du Québec. Pour créer plus de revenus dans la province, il entreprend de faire acheter par l'État les compagnies privées d'électricité pour en confier le contrôle à Hydro-Québec. Avec la réélection de Lesage, Lévesque a le feu vert pour nationaliser l'électricité en 1962. En 1963, Hydro-Québec acquiert pour plus de 600 millions, toutes les entreprises de distribution d'électricité du Québec. Hydro-Québec double son nombre d'employés et d'abonnés et devient un leader mondial dans le domaine hydroélectrique. Les tarifs sont uniformisés et les régions éloignées sont mieux servies. 2.2) Après ses réformes enclenchées en éducation et en santé, Jean Lesage introduit d'autres mesures progressistes dans le domaine social (p. 285). Des études montrent à l'époque le niveau d'inégalité, le niveau de pauvreté connu notamment en campagne. Plusieurs programmes sociaux existent déjà, mais ils ont des critères d'admissibilité : handicap, âge, charge de jeunes enfants, etc. Ces programmes reposent en grande partie sur la charité et sont souvent gérés par l'Église. En 1961, Lesage forme le Comité d'étude de l'assistance publique, la commission Boucher, qui recommande que le gouvernement du Québec joue un rôle de premier plan en matière de sécurité sociale et d'assistance publique. Elle affirme que l'aide sociale est un droit fondamental et présente sa raison d'être non pas comme une mesure de charité, mais de justice (p. 285). En 1969, le gouvernement du Québec met en place une

loi sur l'aide sociale qui regroupe tous les programmes d'aide sociale en un seul (p. 285). 2.3) Sous Duplessis les pratiques électorales étaient douteuses et dans les années 1960 on cherche à renforcer le système électoral. Lesage fixe un maximum aux contributions versées aux partis politiques. En 1965, on mandate une commission indépendante, une première, pour étudier la carte électorale qui finira par ajouter 13 conscriptions. La commission Salvas sera chargée d'enquêter sur les dépenses publiques. Lévesque, alors ministre des Travaux publics, insiste sur l'importance d'accorder les contrats de construction aux entreprises qui facturent le moins cher afin de mettre fin au favoritisme qui régnait sous le gouvernement Duplessis. L'Assemblée législative essaye aussi de moderniser le déroulement de ses travaux. En 1968, le Conseil législatif est aboli, jugé désuet et coûteux. Le Québec est le seul qui en avait encore un. Le gouvernement au pouvoir pendant les années 1960 n'hésite pas à faire appel à des comités et à des commissions d'enquête pour consulter des experts et les citoyens avant de prendre des décisions politiques. Cela fait contraste avec les pratiques autoritaires de Duplessis. 2.4) Après 1945, plusieurs régions du monde ont connu un mouvement de décolonisation et plusieurs luttent encore pour leur indépendance dans les années 1960 (p. 287). Ces mouvements inspirent la jeunesse québécoise. Plusieurs baby-boomers voient des similitudes entre les pays colonisés et l'expérience québécoise, celle d'une minorité dans une majorité anglophone. Ils adhèrent ainsi à un néonationalisme, une nouvelle forme de nationalisme, dans lequel ils ne s'identifient plus aux traditions, à la religion et à la vie rurale, mais bien au territoire du Québec qui est selon eux le foyer de la nation. L'identité territoriale du Québec remplace l'identité canadienne-française. Au courant des années 1960, un mouvement indépendantiste prend forme tout comme des organisations souhaitant l'indépendance du Québec (p. 287). Certaines sont plus radicales et d'autres le sont moins : le Rassemblement pour l'indépendance nationale, Le Front de libération du Québec, Le Ralliement national. Ces mouvements se développent à la même époque où le Québec veut se faire connaître à l'étranger. 2.5) Durant les années 1960, le féminisme mène encore plusieurs combats. De plus en plus de femmes poursuivent des études postsecondaires et entrent sur le marché du travail. De nombreuses femmes, mariées ou non, pratiquent la régulation des naissances pour déterminer elles-mêmes le nombre d'enfants qu'elles auront. La pilule contraceptive le facilite. Mais plusieurs obstacles se posent encore devant elles. Dans le Code civil de Québec, les femmes mariées sont soumises à l'autorité de leur mari et ne peuvent signer de documents légaux comme des contrats ou des chèques. Pour qu'une femme mariée puisse exercer un métier, son mari doit y consentir. Et le Code

criminel du Canada interdit la contraception. Les groupes féministes réclament de nombreux changements : réforme du Code civil, accès à l'éducation, égalité salariale, droit de divorce, droit à la contraception. Des organismes se réunissent pour fonder la Fédération des femmes du Québec. Certaines questions y sont discutées. Toutes ses membres n'ont pas les mêmes réponses aux questions qu'elles posent. Les féministes réclament une réforme du Code civil du Québec alors que Marie-Claire Kirkland prend ce dossier en main. Elle présente un projet de loi qui est adopté par l'Assemblée législative en 1964. La Loi sur la capacité juridique de la femme mariée reconnaît l'égalité des conjoints. C'est un gain juridique important. En 1967, le fédéral met en place la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. Elle siège pendant trois ans et enquête auprès d'un large éventail d'associations. Elle dépose son rapport en 1970 et propose de moderniser les lois et de s'attaquer aux principaux problèmes causés par l'inégalité entre les hommes et les femmes. Plusieurs changements restent donc à faire, notamment sur le pan de l'équité salariale (p. 289).

3) Les réformes engagées par Lesage posent des défis et créent des débats (p. 290). En 1966, Lesage affronte aux élections Daniel Johnson de l'Union nationale avec son slogan « Québec d'abord ». Ce dernier finit par l'emporter. « Quel sort le gouvernement de Daniel Johnson réserve-t-il aux réformes entamées depuis 1960? Comme les infrastructures urbaines se modernisent-elles? Quel tournant prennent les relations fédérales-provinciales? » 3.1) Le retour de l'unité nationale se fait dans une toile de fond indépendantiste. Le Rassemblement pour l'indépendance nationale et le Ralliement national présentent des candidats aux élections. L'Union nationale exploite cette volonté d'autonomie et promet l'égalité entre français et anglais. Il l'emporte (p. 290). 3.2) Le nouveau premier ministre poursuit la réforme de l'éducation en appliquant certaines recommandations du Rapport Parent (p. 291). En 1967, Johnson crée les collèges d'enseignement général et professionnel pour offrir une formation postsecondaire, générale ou technique qui donne ensuite accès à des études universitaires ou professionnelles. Les baby-boomers commencent à atteindre l'âge adulte. Les cégeps croient en popularité. En 1968, le gouvernement fonde l'Université du Québec, un réseau d'universités d'État. Les campus de Montréal, de Trois-Rivières et de Chicoutimi ouvrent à l'automne 1969 dans l'objectif de rendre les études universitaires plus accessibles. S'ajouteront bientôt les campus de Rimouski, de Hull et de Rouyn-Noranda. Le nombre d'étudiants québécois postsecondaires monte en flèche. Le gouvernement revoit le financement des établissements scolaires, lègue davantage de fonds aux commissions scolaires et

aux universités et subventionne les cégeps (p. 291). 3.3) De 1961 à 1966, le taux d'urbanisation de la province passe de 74,3% à 78,3%. Les villes continuent à attirer les gens pour le nombre d'emplois disponibles dans le secteur tertiaire (p. 292). Les Baby-Boomers se déplacent en direction des centres urbains à proximité des emplois. L'État investit massivement dans les infrastructures urbaines comme les routes, les établissements scolaires et les hôpitaux. Les agglomérations urbaines se multiplient. En 1967, Montréal est hôte de l'Exposition universelle. Son thème, Terre des hommes, célèbre le progrès et la paix entre les peuples. Montréal veut créer des îles dans le Saint-Laurent d'où les visiteurs auront une vie imprenable sur la ville. Jean Drapeau entreprend de moderniser les infrastructures de la ville. Le 28 avril 1967, l'Expo ouvre ses portes. L'exposition attire non seulement des Québécois, mais aussi des touristes de différents pays durant tout l'été (p. 293). 3.4) De 1960 à 1966, Lesage revendique avec l'aide des relations fédérales-provinciales, la pleine autonomie du Québec dans les domaines qui sont des compétences provinciales. De plus, il veut que la province de Québec obtienne un statut particulier au sein de la fédération canadienne, parce qu'elle est constituée, selon lui, d'une nation différente : la nation canadienne-française. Le premier ministre canadien, John Diefenbaker, rejette les demandes de Jean Lesage en affirmant qu'une seule nation compose le Canada, la nation canadienne. Son successeur, Lester B. Pearson, est plus ouvert aux revendications autonomistes des provinces. Il accorde le pouvoir aux provinces de se retirer d'un programme fédéral si celui-ci touche une compétence provinciale. Cela permet entre autres à Jean Lesage d'affirmer l'autonomie du Québec en créant le régime de retraite provincial et un programme d'allocations familiales. Pearson cherche aussi à réduire les inégalités entre anglophones et francophones ce pour quoi il crée la commission Laurendeau-Dunton. Pearson tente de rapatrier la Constitution du Canada afin de la réformer par la suite. Mais les provinces ne s'accordent pas sur les amendements proposés. Les relations Canada-Québec redeviennent tendues malgré la présence des trois colombes dans le parti libéral fédéral en 1965 : Jean Marchand, Pierre Elliot Trudeau et Gérard Pelletier. Pour Johnson, la réforme constitutionnelle doit se faire sur le principe de l'égalité entre les deux nations fondatrices : la nation canadienne-française et la nation canadienne-anglaise (p. 295). Il soutient que 80% des Canadiens français vivent au Québec. Il souhaite un Canada repensé qui reposerait sur un pacte entre deux nations égales, ayant les mêmes pouvoirs. Il croit cependant, en cas d'échec de la réforme constitutionnelle, que la seule option possible serait l'indépendance politique du Québec. Le gouvernement fédéral et les autres provinces sont ouverts à parler de Constitution. Par

contre, après l'élection du Parti libéral du Canada en 1968 dirigé par Pierre Elliot Trudeau, le discours fédéral devient plus centralisateur. Trudeau ne souhaite pas voir diminuer les pouvoirs et l'autorité du gouvernement fédéral au profit de celui des provinces. Il est convaincu que le gouvernement fédéral représente tous les Canadiens et pas seulement les anglophones. Selon lui, le rôle du gouvernement est d'assurer l'égalité des langues à travers le pays et non de concéder des pouvoirs aux provinces, particulièrement au Québec (p. 295).

4) Dans les années 1960, le Québec vit une période d'affirmation sociale alors qu'à l'étranger des groupes luttent pour une meilleure justice sociale. « Quelles luttes sociales se déroulent aux États-Unis et en France dans les années 1960? » 4.1) Aux États-Unis, l'égalité entre les Américains d'origine africaine et les autres n'est pas acquise (p. 296). Dans plusieurs lieux publics du pays, des espaces sont réservés aux Noirs et témoignent de la ségrégation raciale qui existe dans la société américaine. Toutefois, en 1954, la Cour suprême déclare cette ségrégation contraire à la Constitution américaine et ordonne d'y mettre fin, tant dans les lieux publics que dans les institutions, comme les écoles (p. 296). Dans les années 1960, il y a encore beaucoup de résistance aux lois antiségrégationnistes aux États-Unis ce qui pousse les Américains d'origine africaine à protester en faveur de l'égalité de tous (p. 297). Le mouvement des droits civiques s'exprime par divers moyens de contestations pacifiques ou violents : boycottages, sit-in, marches, actes de désobéissance civile, émeutes. Parmi les leaders du mouvement, on retrouve Rosa Parks et Martin Luther King JR, assassiné en 1968. Leurs actions mènent à l'adoption de plusieurs lois antiségrégations. D'autres luttes ont lieu aux États-Unis. Depuis 1963, des soldats sont envoyés au Viet Nam où une guerre sévit entre les forces du Sud, appuyés par les États-Unis, et les forces communistes du Nord. Des milliers de jeunes Américains sont conscrits et forcés d'aller combattre. En 1965, des mouvements étudiants, issus de différentes universités, dénoncent la conscription. Ils organisent des manifestations pacifistes à Washington. En 1969, 250 000 personnes se rassemblent dans la capitale américaine pour protester contre la guerre du Viet Nam. C'est l'époque de la contre-culture, des hippys, 4.2) En France, les années 1960 sont synonymes de prospérité. Néanmoins d'importantes inégalités sociales subsistent (p. 298). En 1968, un mouvement de révolte étudiante d'une ampleur jamais vue naît en France. Il est connu sous le nom de Mai 68. Les étudiants sont insatisfaits des universités qu'ils jugent trop traditionnelles. Ils dénoncent le peu de débouchés qui s'offrent à eux. Le 3 mai, la police arrête 5000 étudiants réunis dans la cour de la Sorbonne, une université parisienne. La communauté étudiante se montre solidaire et plusieurs

protestent. La situation dégénère. Certains construisent des barricades et lancent des cocktails Molotov. Les policiers lancent des gaz lacrymogènes. La répression policière choque l'opinion publique qui se range du côté des étudiants. La crise étudiante devient une crise sociale (p. 299). Des grèves ouvrières éclatent. Vers le 22 mai 1968, on compte sept millions de grévistes à travers la France. Rien ne fonctionne et la crise sociale devient une crise politique. Le 29 mai, le président Charles de Gaulle annonce la tenue des élections. Ses partisans se rassemblent par milliers pour montrer qu'ils désapprouvent la conduite des contestataires. Petit à petit la contestation s'essouffle et les grévistes retournent au travail. L'Union pour la défense de la République, qui appuie le gouvernement de Charles de Gaulle, remporte la majorité des sièges à l'Assemblée nationale française. Plusieurs demandes des manifestants, pour la mise en place de meilleures conditions de travail et davantage de services publics, sont cependant réalisées par le gouvernement.

5.) L'agitation sociale qui ébranle les États-Unis et la France a des effets sur le Québec. L'idée d'un Québec indépendant rejoint plusieurs jeunes et pousse le Canada anglophone à se poser « What does Quebec want? ». « Quels changements politiques surviennent au fédéral et au provincial en 1968? Quel est le contexte socioculturel au Québec à la fin des années 1960? Quel défi pose la situation linguistique? » (p. 300). 5.1) En 1968, sur la scène fédérale, le Parti libéral l'emporte avec une majorité. Il est mené par Pierre Elliot Trudeau. Le nouveau premier ministre du Canada est un intellectuel québécois, bilingue, à la personnalité charismatique. Il promet une société plus juste qui accordera à tous les citoyens l'égalité des chances et l'égalité devant la loi et l'État, peu importe leur communauté d'appartenance linguistique ou culturelle. Au début de son mandat, le gouvernement Trudeau à la faveur populaire, ses politiques sont bien accueillis, et le pays connaît une effervescence politique rarement observée au Canada (p. 300). Pendant ce temps-là, au Québec, René Lévesque rassemble les jeunes avides de changements autour d'un projet inspiré du néonationalisme (p. 301). En 1967, il élabore l'idée d'une souveraineté-association du Québec avec le Canada. D'abord le Québec, devrait obtenir sa souveraineté politique. Puis, il négocierait avec le Canada, d'égal à égal, une association économique (p. 301). Cependant, le Parti libéral du Québec refuse d'endosser le projet. Lévesque démissionne et fonde le Mouvement souveraineté-association qui gagne rapidement en popularité. Ce mouvement fusionne avec le Ralliement national en 1968 pour fonder le Parti québécois avec René Lévesque comme premier chef. Si le Rassemblement pour l'indépendance nationale, et son chef Pierre Bourgault, ne réussit pas à s'entendre avec Lévesque, le parti met quand même fin à ses activités et invite ses membres

à rejoindre Lévesque. 5.2) L'effervescence sociale dans les années 1960 est alimentée par les baby-boomers qui arrivent à l'adolescence (p. 302). Ils remettent en question les normes établies par la génération de leurs parents, sur le plan religieux, familial et sexuel par exemple. Sur le plan démographique, le taux de natalité est en déclin. Cette baisse est liée à la baisse de l'influence de l'Église sur la population, à la montée en popularité de la contraception décriminalisée en 1969 ainsi qu'à la décriminalisation de l'avortement thérapeutique en 1969. La baisse des pratiques religieuses a un effet sur les valeurs. Les Québécois de même que les autres Canadiens sont plus nombreux à accepter le divorce et l'homosexualité (p. 302). Du côté syndical, au début des années 1960, près d'un Québécois sur trois est syndiqué. Les syndicats se déconfessionnalisent (p. 304). En 1964, le Code du travail est adopté. Il donne l'indépendance financière aux syndicats et permet à ceux-ci de recruter de nombreux fonctionnaires. Les syndicats forment une force sociale qui continuera à s'affirmer dans les décennies à venir et de laquelle émergent des leaders charismatiques comme Michel Chartrand. Ce dernier sera élu à la présidence du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal en 1968. En 1968, le mouvement étudiant monte en popularité et une grève éclate la même année. Par contre, la création du réseau des universités du Québec calmera le jeu. 5.3) Le passage des bébés-boomers à l'adolescence et à l'âge adulte a aussi des répercussions sur la culture québécoise. De plus en plus de gens s'intéressent à la musique, au théâtre, à la littérature et aux arts visuels (p. 304). La musique populaire est diffusée à la radio et à la télé et passionne les jeunes. Des courants musicaux se développent. La chanson québécoise trouve ses partisans. Des auteurs-compositeurs québécois, appelés chansonniers, chantent leur attachement au Québec et alimentent le sentiment national québécois (p. 304). Inspirée par la contre-culture, la chanson québécoise prend des accents rock et les textes abordent des thèmes plus urbains et contestataires (p. 304). Le yéyé et la ballade sentimentale trouvent leurs représentants. Tout comme la musique, le théâtre s'épanouit au Québec dans les années 1960. Avec la Révolution tranquille, des pièces québécoises font leur apparition sur les planches des théâtres de la province. Parmi les plus marquantes figures les Belles-Sœurs de Michel Tremblay. Dans ce contexte d'effervescence, l'État québécois investit pour améliorer les lieux de diffusion de la culture. Il finance la construction de nombreuses infrastructures : polyvalentes, cégeps, universités, auditoriums, bibliothèques, galeries d'exposition (p. 305). 5.4) La baisse de la natalité fait craindre un recul du poids des francophones au pays. De plus, la plupart des nouveaux arrivants choisissent l'anglais comme langue puisqu'ils jugent qu'elle leur offre de meilleures perspectives

économiques (p. 306). Pour certains, il devient important que le gouvernement du Québec puisse sélectionner les immigrants en fonction de leur langue, afin de faciliter leur intégration à la société québécoise (p. 306). Selon la Constitution, l'immigration est partagée entre le fédéral et le provincial. Dans les faits, c'est le fédéral qui s'en charge. Les nationalistes québécois réclament des mesures pour favoriser l'intégration des immigrants au milieu francophone. C'est dans ce but que le gouvernement crée en 1968 le ministère de l'Immigration du Québec ainsi que les Centres d'orientation et de formation des immigrants. Il met en place, en 1969, les premières classes d'accueil destinées à la francisation des enfants immigrants dans les écoles du Québec. Un autre facteur fait craindre pour la survie du français. La majorité des nouveaux arrivants choisissent d'envoyer leurs enfants dans des écoles anglaises. En 1968 et 1969, la question de la langue d'enseignement provoque une crise linguistique. Ceux qui veulent le libre choix de la langue d'enseignement s'opposent à ceux qui souhaitent imposer l'école francophone pour protéger la langue française. En 1968, la question s'ancre dans certaines localités. En 1969, une manifestation tourne à l'émeute lorsque la communauté italienne de Montréal se voit imposer des écoles unilingues francophones. Le gouvernement adopte alors la Loi pour promouvoir la langue française au Québec, la loi 63, qui oblige les écoles anglaises à offrir un enseignement du français de manière à ce que les anglophones et les allophones acquièrent une maîtrise d'usage de la langue française. Elle accorde le libre choix aux parents quant à la langue d'enseignement de leurs enfants ce qui provoque la colère de nombreux nationalistes. En 1969, la commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme recommande d'améliorer le bilinguisme des institutions publiques fédérales de manière à favoriser l'égalité entre les deux langues du Canada. Trudeau adopte alors la Loi sur les langues officielles du Canada, qui fait du français et de l'anglais les deux langues officielles du pays. Désormais, tous les services fédéraux doivent être dispensés dans les deux langues. Trudeau souhaite ainsi démontrer que les deux groupes linguistiques peuvent cohabiter. Néanmoins, cette loi ne s'applique pas au niveau provincial. L'obtention de certains services en français, notamment en éducation, dépend encore des gouvernements provinciaux.

La prochaine section est brève. Elle se penche sur les années 1970 à 1976 pendant lesquelles le Québec est en crise (p. 310). « Quels bouleversements économiques et sociaux surviennent au Québec entre 1970 et 1976? » 1) En 1970, la société québécoise est mouvementée

au même moment où se déroulent les élections. « Qui remporte ses élections? Quel est le contexte socioéconomique du Québec au début des années 1970? Quel événement bouleverse le Québec en octobre 1970? » 1.1) En 1968, Daniel Johnson décède. Il est remplacé par Jean-Jacques Bertrand. En 1970, aux élections, quatre partis s'affrontent : l'Union nationale, le Parti libéral du Québec, le Parti québécois et le Ralliement créditiste. L'Union nationale reçoit des critiques pour le projet de loi 63. Le parti québécois appelle à l'indépendance et à l'intervention de l'État. Le Parti libéral défend la fédération et propose un programme basé sur l'économie. Le Ralliement créditiste propose des idées conservatrices. C'est Robert Bourassa qui devient premier ministre en avril. 1.2) Pour de nombreux Québécois, les années 1960 semblent être une ère de prospérité économique (p. 313). Néanmoins, plusieurs historiens et économistes affirment que cette prospérité est créée par l'intervention de l'État qui a investi dans des projets de modernisation. Mais des secteurs industriels sont en déclin comme celui du cuir, du textile, des vêtements et du tabac. L'arrivée de la machinerie dans l'économie supprime plusieurs emplois. Dans les années 1970, le chômage augmente et la prospérité de la Révolution tranquille ne profite pas à tous (p. 313). Sur le plan identitaire, le ton monte après la crise linguistique de Saint-Léonard. La presse se lance dans le débat, les artistes aussi expriment leurs idées. Dans ce contexte, certains indépendantistes adoptent un ton radical et fondent le Front de libération du Québec qui se donne pour mission de libérer les travailleurs québécois de la domination anglophone et bourgeoise. 1.3) En octobre 1970, le FLQ n'est pas unifié (p. 314). Certaines de ces cellules commettent des actes violents depuis plusieurs années. Le 5 octobre 1970, une cellule kidnappe James Richard Cross, un diplomate britannique. Bourassa fait appel à Trudeau qui décide de diffuser un texte du FLQ, bref se plier à cette demande. Le ministre de la Justice promet un sauf-conduit aux ravisseurs pour Cuba, mais refuse de libérer les membres du FLQ emprisonnés (p. 314). Le 10 octobre, une autre cellule enlève Pierre Laporte, ministre du Travail et vice-premier ministre. Bourassa et Drapeau demandent à Trudeau d'imposer la Loi sur les mesures de guerre. Le lendemain, le 16 octobre, elle est proclamée. Des policiers effectuent des fouilles en pleine nuit et 500 personnes soupçonnées d'être sympathisants au FLQ sont arrêtées (p. 315). Le 17 octobre, Pierre Laporte est retrouvé mort ce qui sème l'émoi dans tout le Québec. Le lieu de détention de James Cross est découvert après un mois de détention. Tous les membres de la cellule ayant fait l'enlèvement reçoivent un sauf-conduit pour Cuba, et James Cross est libéré (p. 315).

2) À partir des années 1960, la croissance économique ralentit au Québec et au Canada. Des difficultés économiques surviennent. « Quel événement met fin à la prospérité des Trente Glorieuses en 1973? Quels grands projets de développement le gouvernement de Robert Bourassa entreprend-il dans les années 1970? » (p. 316). 2.1) En 1973, la guerre du Kippour éclate au Moyen-Orient entre l'Égypte et Israël. Le conflit a des conséquences mondial, car les pays arabes alliés à l'Égypte réduisent leurs exportations de pétrole vers les États-Unis, alliés d'Israël. Le prix du pétrole augmente alors brusquement. C'est la crise du pétrole. Cette hausse des prix affecte tous les pays qui consomment de grandes quantités de pétrole, dont le Canada. Pour certaines entreprises, comme les raffineries, les coûts d'exploitation augmentent. Les produits fabriqués à partir du pétrole coûtent plus cher : matières plastiques, tissus synthétiques, caoutchouc, mazout. Et la hausse du prix des carburants fait exploser les coûts de transport des marchandises dans tous les secteurs de l'économie, ce qui a un impact sur les prix des produits en magasin (p. 316). Le pouvoir d'achat des Canadiens diminue en raison de l'inflation qui perdure après la guerre de Kippour (p. 317). Les gens achètent moins, les entreprises vendent moins. Plusieurs d'entre elles doivent supprimer des emplois et le chômage augmente. Cette situation crée un ralentissement économique qui se mesure par une baisse du produit intérieur brut (PIB). Le gouvernement Trudeau intervient dans l'économie pour la redresser. Il impose le contrôle des prix de certains produits, notamment celui du pétrole, et des salaires et fonde la compagnie pétrolière Petro Canada en 1975. Le rôle de cette société d'État est de favoriser l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières dans l'ouest du pays. Grâce à cette mesure, le Canada souffre moins de la crise du pétrole que d'autre pays. L'est du Canada est fortement touché par la crise, car il ne produit pas de pétrole. Au Québec, l'impact de la crise varie selon les secteurs. Certaines industries comme les raffineries de Montréal sont durement touchées, tandis que d'autres tirent profit de la crise, comme l'industrie de l'aluminium. Bourassa, lui, mise sur les grands chantiers de construction, comme celles des installations olympiques, l'aéroport de Mirabel et le complexe hydroélectrique de la Baie-James pour relancer l'économie. Certains de ces projets coûtent cher et entraînent des déficits importants. 2.2) La construction d'un complexe hydroélectrique en Jamésie, dans le nord du Québec, est une promesse électorale de Bourassa. C'est aussi un moyen pour le premier ministre de créer 100 000 emplois (p. 318). Le projet, surnommé le projet du siècle, prévoit la construction de trois centrales électriques sur la Grande-Rivière. Il requiert des travaux majeurs qui s'étendront sur plusieurs années. Le gouvernement autorise le défrichage et l'inondation d'un grand territoire.

Le projet ne fait pas l'unanimité (p. 319). Les Cris et les Inuit qui habitent la région s'y opposent et dénoncent que le gouvernement ne les ait pas consultés. Ils revendiquent ses droits ancestraux sur le territoire et attirent l'attention sur les conséquences environnementales. Ils se tournent vers les tribunaux et en 1973 la cour Supérieure du Québec leur donne raison. Les travaux sont interrompus jusqu'à ce que le gouvernement Bourassa conclue une entente. Les négociations prennent deux ans et en 1975, l'entente est signée. C'est la convention de la Baie-James et du Nord québécois qui accorde des droits politiques et une compensation financière aux communautés autochtones touchées par le projet. Le traité est historique. Aucun n'a été signé au Canada avec les autochtones depuis 1921. Il crée un précédent dans le pays (p. 319).

3) Les années 1970 sont une période de mobilisation pour les Autochtones. « Comment les nations autochtones s'affirment-elles? Quelles sont leurs revendications? Quels sont les effets des pensionnats indiens sur les Autochtones au Québec? » (p. 320). 3.1) La loi sur les Indiens a été modifiée au fil du temps par le fédéral dans le but d'acculturer davantage les Autochtones. La refonte de la loi 1927 interdisait aux Autochtones de recourir aux services d'un avocat pour défendre leurs droits en matière d'utilisation des ressources naturelles. En 1951, le fédéral assouplit la Loi sur les Indiens et lève cette interdiction. Après la Deuxième Guerre mondiale, les autorités fédérales et provinciales accordent graduellement le droit de vote aux Autochtones (p. 320). En 1969, Jean Chrétien, ministre fédéral des Affaires indiennes, soumet *La Politique indienne* du gouvernement du Canada qui a pour objectif d'abolir la Loi sur les Indiens et de mettre fin aux droits particuliers des Autochtones. Elle repose sur le principe d'égalité entre tous les citoyens. Les autorités annoncent que l'élimination du statut particulier des Autochtones éliminera leur dépendance économique envers l'État et leur exclusion sociale. Certains groupes autochtones ne réagissent pas favorablement à ce texte, c'est le cas de la Fraternité des Indiens du Canada qui estime que le statut particulier doit être maintenu, qu'il faut renforcer leurs droits particuliers pour favoriser le développement de leurs propres institutions politiques, économiques et sociales. Des manifestations s'organisent, des leaders comme Harold Cardinal se prononcent. Plusieurs militants réclament que les traités historiques soient maintenus. 3.2) En 1971, le fédéral annonce qu'il n'appliquera pas la politique proposée par Chrétien (p. 322). C'est une victoire pour les Autochtones. Leur statut particulier n'est pas bonifié et des mouvements sociaux lutteront en ce sens. En 1973, la Cour suprême du Canada déclare que les instances gouvernementales sont tenues de respecter les droits ancestraux des Autochtones et plus de leurs droits issus des traités. Trudeau

réagit à cette décision en mettant sur pied le Bureau des revendications des Autochtones qui est chargé d'étudier leurs demandes. Mais ce bureau est sous l'autorisation du Ministère des Affaires indiennes. Le Bureau doit enquêter sur les fautes commises par son propre ministère. Plusieurs sont sceptiques de l'indépendance de son jugement (p. 322).

3.2) Les revendications autochtones continuent donc. Certaines touchent aux droits ancestraux faits sur le territoire. Des groupes aimeraient réclamer la propriété de territoires ou la possibilité d'en exploiter la richesse naturelle (p. 323). Sur le plan politique, les Autochtones souhaitent obtenir l'autonomie gouvernementale. Cela leur permettrait de gérer eux-mêmes leurs territoires et leur développement social et économique y compris dans les domaines de la santé et de l'éducation. Des femmes autochtones dénoncent les injustices qui découlent de la Loi sur les Indiens à leur égard et exigent le retrait des politiques discriminatoires qui visent les femmes inuites et celles des Premières Nations.

3.3) En 1844, le rapport Bagot sur les Affaires indiennes proposait de créer de pensionnats dirigés par des communautés religieuses afin d'assimiler les jeunes autochtones à la société non autochtone (p. 324). En 1920, le gouvernement fédéral rendait obligatoire la fréquentation scolaire pour les enfants autochtones et mettait en place le Régime des pensionnats du Canada. Plusieurs ont été créés alors dans l'Ouest. Le Québec prend du temps à appliquer le Régime des pensionnats. Le premier pensionnat ouvre ses portes en 1934 à Fort George à la Baie-James. Dans les années 1950 et 1960, le nombre de pensionnats augmente dans la province. La majorité d'entre eux sont sous la responsabilité des Oblats et deux sont dirigés par des anglicans. Il y a peu de pensionnats au Québec malgré l'étendue du territoire et les enfants autochtones qui s'y trouvent sont loin de leur famille durant l'année scolaire (p. 324). Dans les pensionnats, les jeunes Autochtones apprennent les valeurs et le mode de vie des non-Autochtones ainsi que la langue française ou anglaise. À leur arrivée on leur coupe les cheveux et leur donne des uniformes. Ils sont séparés selon l'âge et le sexe. Dans bien des pensionnats, il leur est interdit de parler leur langue, sauf pour réciter les prières chrétiennes. Toutes les activités sont organisées pour transmettre la culture de la société majoritaire (p. 324). Si certains tirent profit de l'éducation reçue dans le pensionnat, la plupart conservent des douloureux de leur expérience (p. 325). Le retour dans leur communauté est souvent pénible : ils ont perdu leur langue, leur culturel et les connaissances nécessaires au maintien de leur mode de vie traditionnel (p. 325). Ils ne sont intégrés ni à leur communauté originale ni à l'autre. Dans ce contexte, des Autochtones commencent à revendiquer le contrôle total de l'éducation des enfants. En 1972, la Fraternité des Indiens du Canada crée un groupe de travail sur

l'éducation. Jean Chrétien reconnaît ce droit un an plus tard, en 1973. Les responsabilités de certains lieux d'enseignement, comme les pensionnats, sont alors transférées aux groupes autochtones. Plusieurs pensionnats ferment leurs portes.

4) La baisse de l'influence de l'Église se poursuit dans les années 1970, à la fois chez les catholiques et les protestants. L'Église n'a plus de contrôle sur les valeurs morales des jeunes, l'éducation, les services sociaux et les syndicats. La société québécoise se diversifie par l'émergence d'une grande variété de courants de pensée et l'arrivée d'immigrants de différentes origines (p. 326). « Quelles sont les revendications des syndicats et des féministes dans les années 1970? » Comment sont accueillis les nouveaux arrivants dans ce contexte? » 4.1) Dans les années 1970, le nombre d'arrêts de travail dus à des grèves et des lock-out augmente. Les principales revendications concernent les salaires et les conditions de travail et une transformation sociale et économique de la société pour mettre fin aux inégalités entre les groupes sociaux (p. 326). Ils attaquent désormais le capitalisme. Les syndicats de la province prennent souvent position en faveur d'un Québec indépendant et socialiste. Les grandes centrales font de la sensibilisation. Elles soutiennent des groupes populaires et communautaires qui œuvrent pour la justice sociale. Elles militent pour l'avancement de la condition féminine en prônant pour des salaires égaux et appuient des parties qui privilégient des politiques sociales-démocratiques comme le Parti québécois au niveau provincial et le Nouveau Parti démocratique au niveau fédéral (p. 326). En 1972, l'État et ses employés ne s'entendent pas sur les salaires et les conditions de travail. Les trois centrales syndicales (CSN, CEQ et FTQ) font alors un front commun contre le gouvernement Bourassa (p. 327). Devant l'impasse des négociations, les 210 000 travailleurs concernés votent en faveur d'une grève générale illimitée. Tous les services publics sont alors paralysés. C'est le cas d'Hydro-Québec et des hôpitaux. Le gouvernement force ses employés à rentrer au travail en adoptant une loi spéciale qui suspend leur droit de grève. Les leaders syndicaux demandent aux grévistes d'affronter la loi. Ils sont alors condamnés à un an de prison ce qui provoque la colère des grévistes. Les négociations finissent par aboutir. L'État cède en faveur d'un salaire hebdomadaire minimal de 100\$ et à la sécurité d'emploi et à l'indexation des salaires. Le gouvernement adopte aussi une série de lois pour garantir que les services publics essentiels soient assurés, même en temps de grève. 4.2) Le visage de l'immigration se modifie au Québec. La proportion d'immigrants en provenance de l'Europe diminue au profit d'immigrants en provenance d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie (p. 328). Les politiques sont différentes. Depuis 1967, le fédéral sélectionne les

immigrants sur la base de leurs compétences professionnelles plutôt que sur leur origine. Le Canada accueille de plus un nombre grandissant de réfugiés tel qu'il s'est engagé à le faire depuis 1969 en signant la Convention des Nations Unies sur les réfugiés. De 1967 à 1977, le Québec accueille des réfugiés en provenance d'Haïti. Au printemps 1975, la guerre du Viet Nam prend fin et plus d'un million de Vietnamiens fuient leur pays encore instable. En 1975 et 1976, le Canada accueille des milliers de réfugiés en provenance du Viet Nam. Une partie importante de ces réfugiés s'installent au Québec. Afin de faciliter leur organisation, les réfugiés de la province s'organisent (p. 329). Ces groupes recrutent des bénévoles qui faciliteront l'installation et l'adaptation des nouveaux venus. L'intégration des nouveaux arrivants se fait toutefois de façon inégale. Les plus fortunés, ou éduqués, réussissent à trouver du travail ou profitent d'opportunités d'investissement pour s'enrichir. Pour les réfugiés qui proviennent de milieux modestes, l'intégration est difficile. Ils doivent se contenter des emplois les moins bien payés des secteurs de la construction, de l'industrie manufacturière et des services. Les réfugiés ne sont pas à l'abri de la discrimination et le phénomène est encore plus marqué à l'égard des femmes (p. 329). Ces arrivées alimentent le débat linguistique. Le gouvernement Bourassa réagit en adoptant la Loi sur la langue officielle (projet de loi 22) en 1974. Le français est reconnu comme seule langue officielle au Québec. L'accès à l'école anglaise est limité aux enfants possédant déjà une connaissance suffisante de l'anglais. Cette loi déplaît à la fois aux nationalistes francophones, qui souhaitent imposer l'école en français à tous les nouveaux arrivants, et aux anglophones et aux immigrants, car l'accès aux écoles anglaises est restreint. Au bas de la page, des exemples de Québécois connus issus d'une immigration récente sont fournis : celui de Kim Thùý, de Bruny Surin et de Dany Laferrière (p. 329).

4.3) La Commission Bird sur la situation de la femme au Canada dépose son rapport qui appelle à un changement d'attitude envers les femmes et à la fin du sexisme (p. 330). La commission fournit 167 recommandations que les groupes de femmes partout au pays demandent au gouvernement d'appliquer. Trudeau nomme un ministre responsable du statut de la femme et crée un conseil consultatif pour proposer des solutions au Parlement. Bourassa crée, appuyé par le FFQ, le Conseil du statut de la femme en 1973 qui est chargé de faire la promotion et la défense des droits des femmes du Québec. Plusieurs femmes trouvent que le progrès n'est pas assez rapide. Des groupes radicaux comme le Front de libération des femmes du Québec se forment et réclament le droit de disposer de leur corps, un salaire pour les femmes au foyer et la fin de la domination masculine. Le mouvement de libération de la femme s'intensifie à

l'échelle internationale notamment avec les débats sur l'avortement libre et gratuit et la lutte contre le harcèlement sexuel, le viol et la violence conjugale. Dans les années 1970, les femmes sont nombreuses à travailler (p. 331). La plupart d'entre elles occupent des emplois dans des secteurs qui constituent des prolongements des tâches ménagères : domestiques, couturières secrétaires, infirmières, sages-femmes, enseignantes. Aux yeux des employeurs ces occupations demandent peu de qualifications. Le salaire octroyé aux femmes est plus bas que celui accordé à la plupart des hommes (p. 331). Des femmes revendiquent l'égalité salariale et dénoncent la discrimination dans les métiers non traditionnels, notamment par rapport aux postes de pouvoir. Elles sont nombreuses dans les syndicats et font des demandes spécifiques : congés de maternité, égalité salariale, sécurité d'emploi, lutte contre harcèlement sexuel et à la discrimination à l'emploi. En 1975, Bourassa adopte la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Cette loi reconnaît l'égalité de tous les Québécois et Québécoises, interdit pour la première fois la discrimination basée sur le sexe et reconnaît l'égalité des époux dans le mariage. L'égalité de l'homme et de la femme est reconnue officiellement, mais les inégalités sociales et économiques demeurent (p. 331).

La prochaine section évoque la fin des années 1970. Entre 1976 et 1980, un parti indépendantiste est au pouvoir (p. 334). « Quels événements marquent le premier mandat du Parti québécois entre 1976 entre 1980? » (p. 335). 1) Le temps des nouvelles réformes arrive. Beaucoup de jeunes continuent d'espérer que le Québec devienne souverain. La course est serrée en 1976. « Quels seront les résultats de cette élection? Comment réagira la population? Quels changements apportera le parti qui prendra le pouvoir ». 1.1) Bourassa fait face à de nombreuses critiques liées à des politiques que son gouvernement a adoptées depuis 1973 (p. 336). Beaucoup lui reprochent la loi spéciale qui a forcé les employés de l'État à retourner au travail en 1975. La Loi sur la langue officielle a suscité de nombreuses insatisfactions. De plus, la population est mécontente du contexte économique difficile. Des scandales affectent enfin le gouvernement qui a dépassé les coûts dans l'organisation des Jeux olympiques. Le projet a coûté 15 fois plus que prévu. Pour sa part, le Parti québécois affirme toujours sa volonté de réaliser l'indépendance du Québec, mais propose un processus en plusieurs étapes et un gouvernement transparent et compétent. Ce discours plaît à plusieurs, car le Parti québécois offre une option et n'aboutira pas nécessairement à la souveraineté du Québec. René Lévesque devient premier ministre en 1976. Les réactions sont diverses au Québec, au Canada et même à l'étranger (p. 337). Journaux américains et français lui consacrent des articles. Une réaction est même observable de la part des marchés boursiers.

Plusieurs investisseurs décident de vendre leurs actions québécoises. René Lévesque a le défi de rallier le plus de Québécois les prochains mois s'il veut faire du Québec un pays. Dans les milieux syndicaux, l'élection est une victoire, car ils ont espoir que le parti québécois règlera certains dossiers. Plusieurs indépendantistes se réjouissent même s'ils sont déçus de la stratégie par étapes de Lévesque. Des électeurs du Parti québécois se réjouissent de son élection bien qu'ils aient une certaine inquiétude par rapport à l'indépendance. Plusieurs fonctionnaires craignent de leur côté de perdre leur emploi. Les anglophones du Québec et du reste du Canada s'inquiètent. Dans les années suivantes, 95 000 anglophones quittent le Québec pour s'établir ailleurs. 1.2) Le gouvernement de Lévesque se forme avec un cabinet rassemblant des gens très instruits (p. 338). Des ministres comme Jacques Parizeau, Jacques Couture, Bernard Landry, Camille Laurin, Claude Charron et Lise Payette hériteront de dossiers délicats dès le début de leur carrière politique. Les mesures mises de l'avant par le gouvernement Lévesque témoignent de son programme social-démocratique et des liens étroits qu'il entretient avec le milieu syndical. Il adopte la Loi sur la protection de la jeunesse. Il fonde le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Il signe l'entente Couture-Cullen sur la sélection des immigrants au Québec. Il crée le régime public d'assurance automobile au Québec. Il veut à la création de la Régie de l'assurance automobile du Québec et adopte la loi sur la santé et la sécurité du travail. En 1979, Lévesque regroupe les lois du travail dans la Loi sur les normes du travail qui définit le salaire minimum, la durée d'une semaine normale de travail, les vacances et la sécurité d'emploi (p. 339). En 1979, Lise Payette contribue à l'implantation d'un congé de maternité au Québec (p. 339). 1.3) Avant de prendre des actions concrètes en vue de faire l'indépendance, le gouvernement met en place diverses réformes sur le plan électoral. Il souhaite diminuer l'influence de certains groupes et dirigeants d'entreprises sur les partis politiques (p. 340). Il entend revoir les règles de financement des partis politiques, modifier certaines dispositions de la Loi électorale et réviser la carte électorale en modifiant les limites de certaines circonscriptions. La Loi régissant le financement de partis cherche particulièrement à limiter le financement des partis politiques auprès de certains groupes pour s'assurer de leur autonomie. Lévesque se lance dans une réforme de la carte électorale, mais le sujet étant épineux, il remet la réforme aux mains d'une commission indépendante. 1.4) Dans les années 1970, les villes et les banlieues se développent à un rythme rapide. Les agriculteurs s'inquiètent de voir les villes grandir sur les terres cultivables surtout que seulement 2% des terres de l'ensemble du Québec le sont véritablement. En 1978, le ministre de l'Agriculture, Jean Garon,

propose alors de protéger les territoires agricoles du développement urbain. En 1978, il fait adopter la Loi sur la protection du territoire agricole qui protège les zones agricoles.

2) La question de la langue est un sujet sensible au Québec dans les années 1970. Le gouvernement provincial cherche à mieux protéger la langue française au Québec. « Quelle est la situation linguistique au Québec dans les années 1970? Que fait le gouvernement de René Lévesque pour protéger la langue française? Comment le projet d'indépendance nationale évolue-t-il entre 1976 et 1980? (p. 342). 2.1) L'utilisation du français diminue dans plusieurs provinces à majorité anglophone comme l'Ontario et le Nouveau-Brunswick (p. 342). Seul au Québec les francophones ne passent pas, ou très peu, à l'anglais. Mais le nombre de personnes ayant le français comme langue maternelle augmente peu en raison de la dénatalité. De plus, la plupart des allophones qui s'installent au Québec choisissent la langue anglaise. Dans les années 1970, la minorité anglophone est encore majoritaire dans la direction des grandes entreprises ce qui contribue à donner un statut social élevé à la langue anglaise (p. 343). Toutefois, de nombreux anglophones quittent le Québec. Plusieurs facteurs l'expliquent comme le déclin économique de Montréal au profit de Toronto. La proportion des Québécois ayant autant l'anglais comme langue d'usage diminue. Les tensions sont très vives en 1970. 2.2) La Loi sur la langue officielle adoptée en 1974 par le gouvernement Bourassa ne satisfait ni les francophones, ni les anglophones ni les allophones. René Lévesque entend remédier à la situation et confie ce mandat à son ministre d'État au Développement, Camille Laurin. En 1977, Camille Laurin dépose son projet de loi 101 portant le nom de Charte de la langue française. Non seulement cette loi réaffirme le statut de langue officielle du français, mais elle va plus loin. Elle impose la primauté de la langue française au travail dans le domaine public. Elle prévoit également de nouvelles conditions pour l'accès à l'École anglaise. Les francophones du Québec appuient massivement la nouvelle loi 101 qui permet seulement aux enfants ayant deux parents anglophones d'aller à l'école anglaise. Les anglophones et les allophones la critiquent vivement. Des opposants à la loi 101 se regroupent dans le but de la contester devant les tribunaux. L'adoption de la loi suscite des réactions diverses au Québec et au Canada (p. 345). 2.3) Par rapport à la question nationale, le Parti québécois a prévu faire l'indépendance du Québec par étape, en tenant compte de la population à l'aide d'un référendum (p. 346). Le Parti québécois travaille durant son premier mandat à montrer qu'il peut être un bon gouvernement. Ce n'est qu'en 1979 qu'il touche à la question nationale. En juin, les membres du Parti québécois approuvent le document *La nouvelle entente Québec-Canada*. Ils

jugent le contexte fédéral propice pour faire l'indépendance alors que Joe Clark défait Trudeau aux élections. Clark est peu populaire auprès des francophones du Québec contrairement à Trudeau et parle seulement anglais, ce qui renforce l'argumentaire accusant le Canada d'être dominé par des anglophones. On annonce à l'automne la tenue d'un référendum.

Page Références à l'historiographie

p. 239	Benoît Melançon, Professeur de littérature et écrivain, <i>Les yeux de Maurice richard, Une histoire culturelle</i> , 2012.
p. 247	Marc Vallières, Historien, <i>Les Industries Manufacturières du Québec, 1900-1959</i> , 1973.
p. 248	Institut de la Statistiques du Québec, « Rétrospective du 20e siècle », [En ligne]
p. 248	Statistiques Canada, <i>Recensement de 1951</i> , [En ligne]
p. 249	Danielle Gauvreau, Démographe, et Benoit Plante, Sociologue, « Baby-boomer et déclin de la fécondité, l'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au Québec », <i>Bulletin d'histoire politique</i> , 2015, [En ligne]
p. 249	Maurice Saint-Yves, Géographe, <i>Atlas de géographie historique du Canada</i> , 1982.
p. 249	Institut de la Statistiques du Québec, « Rétrospective du 20e siècle », [En ligne]
p. 249	Denyse Baillarger, Historienne, <i>Brève histoire des femmes au Québec</i> , 2012.
p. 250	John A Dickson et Brian Young, <i>Brève histoire socio-économique du Québec</i> , 2003.
p. 252	Yvan Lamonde, Historien, <i>Ni avec eux ni sans eux, le Québec et les États-Unis</i> , 1996
p. 252	Jean-François Cardin et Claude Couture, Historiens, <i>Histoire du Canada, Espace et différences</i> , 1996.
p. 254	Yvan Lamonde, Historien, <i>Ni avec eux ni sans eux, le Québec et les États-Unis</i> , 1996
p. 254	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome 2 : <i>Le Québec depuis 1930</i> , 1989.
p. 257	Commission de la Capitale nationale du Québec, Maurice Duplessis, Premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959, [En ligne]
p. 261	Pierre-Louis Lapointe, Historien, « L'office de l'électrification rurale (1945-1964), Enfant chéri de Maurice le Noblet Duplessis », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti, <i>Duplessis, son milieu, son époque</i> , 2010.
p. 261	Éric Bédard, Historien, <i>L'histoire du Québec pour les nuls</i> , 2015.
p. 263	René Durocher et Michèle Jean, Historiens, « Duplessis et la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1953-1956 », <i>Revue d'histoire de l'Amérique française</i> , 1971.
p. 266	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome 2 : <i>Le Québec depuis 1930</i> , 1989.
p. 266	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome 2 : <i>Le Québec depuis 1930</i> , 1989.
p. 269	Éric Bédard, Historien, <i>L'histoire du Québec pour les nuls</i> , 2015.
p. 272	R Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Historiens, <i>Destines : Canadian History since Confederation</i> , 1992
p. 273	Commission de la Capitale nationale du Québec, Maurice Duplessis, Premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959, [En ligne]
p. 273	Peter Gossage et J. I. Little, Historiens, <i>Une histoire du Québec, Entre tradition et modernité</i> , 2015
p. 273	Robert Comeau, Historien, « Duplessis face au déséquilibre fiscal : l'impôt québécois de 1954 », <i>Le Devoir</i> , 7 août 2004.

- p. 273 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 275 Marie-Thérèse Lefebvre, Professeur de Musique, *Recherches sociographiques*, 2011.
- p. 277 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 277 Lucia Ferretti, Historienne, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, 1999.
- p. 278 Claude Corbo, Philosophe, L'Éducation pour tous, une anthropologie du Rapport Parent, 2002.
- p. 280 Danielle Juteau et Nicole Laurin, Sociologues, « La sécularisation et l'étatisation du secteur hospitalier au Québec de 1960 », 1989.
- p. 281 Jean-Claude Deschênes, Conseiller en administration, « La Révolution tranquille et les réformes de la santé », 2000.
- p. 282 Bernard Landry, Ex-premier ministre du Québec, « Témoignage » - Bernard Landry, 1988.
- p. 283 Ordre des conseillers en ressources humaines agréés, Les relations du Travail au Québec [En ligne]
- p. 285 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 285 Yves Vaillancourt, Politicologue, *L'État et le Social au Québec*, 1986.
- p. 287 Louis Cornelier, Chroniqueur, « 200 ans de Nationalisme Québécois », *Le Devoir*, 1^{er} février 2014.
- p. 288 Denyse Baillarger, Historienne, *Brève histoire des femmes du Québec*, 2012.
- p. 288 Amélie Daoust-Boisvert, « Les 20 ans de la pilule », *Le Devoir*, 10 juin, 2010.
- p. 289 Micheline Dumont, Historienne, Le Féminisme québécois raconté à Camille, 2008.
- p. 291 Jean-Michel Lacroix, Historien, *Histoire des États-Unis*, 2^e édition, 1996.
- p. 298 Éric Bédard, Historien, *L'histoire du Québec pour les nuls*, 2015.
- p. 300 Jean-François Cardin et Claude Couture, Historiens, Histoire du Canada, *Espace et différences*, 1996.
- p. 302 Bureau de la statistique du Québec, *Démographie québécoise*, 1989.
- p. 303 Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, « Histoire », *La Première conquête : Le droit de se syndiquer*, [En ligne].
- p. 303 Lysiane Gagnon, Journaliste, « Bref historique du mouvement étudiant au Québec, 1958-1971 », Bulletin d'histoire politique, 2008, [En ligne].
- p. 304 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 307 Jacques Paul-Couturier, Historien, *Un passé composé, Le Canada de 1850 à nos jours*, 1996.
- p. 309 Bernard Landry, Ex-premier ministre du Québec, « Témoignage » - Bernard Landry, 1988.
- p. 308 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 308 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 309 Dominique Marshall, Historienne, Aux origines sociales de l'État-providence, 1998

- p. 309 Lucie Dagenais, Militante syndicales, « La Loi de l'assurance hospitalisation et la lois des hôpitaux », 1988.
- p. 309 Musée McMcord, « La Révolution tranquille », [En ligne].
- p. 312 Éric Bédard, Historien, *L'histoire du Québec pour les nuls*, 2015.
- p. 313 Jean-François Cardin et Claude Couture, Historiens, Histoire du Canada, *Espace et différences*, 1996.
- p. 315 Peter Gossage et J. I. Little, Historiens, *Une histoire du Québec, Entre tradition et modernité*, 2015.
- p. 315 Peter Gossage et J. I. Little, Historiens, *Une histoire du Québec, Entre tradition et modernité*, 2015.
- p. 316 Germain Hébert, Économiste, *Les comptes économiques de 1929 à 1987*, 1989.
- p. 317 Statistiques Canada, Produit intérieur brut, en termes de dépenses, [En ligne].
- p. 323 Jules Dufour, Géographe, « Les revendications territoriales des peuples autochtones au Québec », *Cahiers de géographie du Québec*, 1993.
- p. 324 Henri Goulet, Historien, Les pensionnats indiens, *Catholiques au Québec*, 2016.
- p. 326 Simon Langlois, Jean-Paul Baillargeon, Gary Caldwell, Guy Fréchet, Madelaine Gauthier et Jean-Pierre Simard, Sociologues, *la Société québécoise en tendances*, 1960-1990, 1990.
- p. 328 Marc Parent Fonctionnaire au ministère canadien de la citoyenneté et de l'immigration, *Les politiques d'immigration du Canada ; Stratégies et perspectives*, 2001.
- p. 300 Micheline Dumont, Historienne, *Le Féminisme québécois raconté à Camille*, 2009.
- p. 300 Micheline Dumont, Historienne, *Le Féminisme québécois raconté à Camille*, 2009.
- p. 331 R Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, Historiens, *Destines : Canadian History since Confederation*, 1992.
- p. 332 Denyse Baillarger, Historienne, *Brève histoire des femmes au Québec*, 2012.
- p. 332 Denyse Baillarger, Historienne, *Brève histoire des femmes au Québec*, 2012.
- p. 333 Université de Sherbrooke, « L'évolution de l'immigration au Québec et au Canada », [En ligne]
- p. 333 Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, [En ligne].
- p. 333 Statistique Canada, *Produit intérieur brut, en termes de dépenses*, [En ligne].
- p. 333 Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, *Histoire du Québec contemporain*, Tome 2 : *Le Québec depuis 1930*, 1989.
- p. 338 Madelaine Gagné, Mireille Baillargeon, Claire Benjamin et Benoît Audet, Chercheurs en démographie, « Déterminer un niveau d'immigrant pour le Québec. Pourquoi, comment? », *cahiers québécois de démographie*, Octobre 1983.
- p. 339 Université de Sherbrooke, « Entrée en vigueur du Nouveau régime d'assurance automobile du Québec », [En ligne]
- p. 340 Université de Sherbrooke, « Coup de balai libéral » et « Les élections qui ont secoué le Québec », [En ligne]
- p. 341 Commission de protection du territoire agricole, *Le zonage agricole a 35 ans*, 2015, [En ligne].
- p. 342 Statistique Canada, Recensement du Canada de 1971 et de 1981, [En ligne]
- p. 342 Raymonde Breton, Jeffrey G. Reitz et Victor F. Valentine, Sociologues, *les Frontières culturelles et la cohésion au Canada*, 1981.

p. 342	Statistique Canada, Recensement du Canada de 1971 et de 1981, [En ligne]
p. 343	Robert Maheu, Démographe, « L'émigration des anglophones québécois », <i>Cahiers québécois de démographie</i> , 1983.
p. 343	Denis Daoust, Linguistique, « La planification linguistique au Québec : Un aperçu des lois sur la langue », <i>Revue québécoise</i> , 1982.
p. 343	Denis Daoust, Linguistique, « La planification linguistique au Québec : Un aperçu des lois sur la langue », <i>Revue québécoise</i> , 1982.
p. 348	Robert Maheu, Démographe, « L'émigration des anglophones québécois », <i>Cahiers québécois de démographie</i> , 1983.
p. 348	Université de Sherbrooke, « Entrée en vigueur du Nouveau régime d'assurance automobile du Québec », [En ligne]
p. 348	Denis Daoust, Linguistique, « La planification linguistique au Québec : Un aperçu des lois sur la langue », <i>Revue québécoise</i> , 1982.
p. 348	Julien Lafille, Journaliste, « Le français, langue officielle du Québec depuis 40 ans », Radio-Canada, 31 juillet 2014, [En ligne].
p. 342	Statistique Canada, Recensement du Canada de 1971 et de 1981, [En ligne]
p. 342	Raymonde Breton, Jeffrey G. Reitz et Victor F. Valentine, Sociologues, <i>les Frontières culturelles et la cohésion au Canada</i> , 1981.
p. 333	Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Picard, Historiens, <i>Histoire du Québec contemporain</i> , Tome 2 : <i>Le Québec depuis 1930</i> , 1989.